

TRAITÉS MULTILATÉRAUX

pour lesquels

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

EXERCE LES FONCTIONS DE DÉPOSITAIRE

**État, au 31 décembre 1968, des signatures,
ratifications, adhésions, etc.**



TRAITÉS MULTILATÉRAUX
pour lesquels
LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
EXERCE LES FONCTIONS DE DÉPOSITAIRE

**État, au 31 décembre 1968, des signatures,
ratifications, adhésions, etc.**



NATIONS UNIES
New York, 1969

ST/LEG/SER.D/2

PUBLICATION DES NATIONS UNIES

Numéro de vente : F.69. V. 5

Prix : \$E.-U. 5,00
(ou l'équivalent en monnaie du pays)

AVANT-PROPOS

Le présent volume constitue la deuxième édition annuelle de cette publication dans sa nouvelle présentation. Le premier volume, contenant l'état, au 31 décembre 1967, des signatures, ratifications, adhésions, etc., des conventions multilatérales pour lesquelles le Secrétaire général exerce les fonctions de dépositaire, est paru en février 1968.

Le présent volume met à jour, au 31 décembre 1968, les renseignements publiés et donne en outre des indications sur cinq nouveaux traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général en 1968, à savoir la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 26 novembre 1968 et ouverte à la signature le 16 décembre 1968 (voir chap. IV), la Convention sur la circulation routière et la Convention sur la signalisation routière, en date, à Vienne, du 8 novembre 1968 (voir chap. XI. B), l'Accord de 1968 sur le café, ouvert à la signature, à New York, du 18 au 31 mars 1968 et l'Accord de 1968 sur le sucre, ouvert à la signature, à New York, du 3 au 24 décembre 1968 (voir chap. XIX). La disposition et la présentation du présent volume sont celles du volume précédent, dont l'introduction est, de ce fait, intégralement reproduite ci-après.

Des feuillets supplémentaires contenant le texte des clauses finales des cinq nouveaux traités susmentionnés sont publiés en même temps que le présent volume pour être insérés dans le Supplément n° 1 à l'Annexe contenant les clauses finales des traités multilatéraux pour lesquels le Secrétaire général exerce les fonctions de Dépositaire¹, qui a été publiée l'an dernier dans un volume distinct constitué par des feuillets mobiles, en même temps que la publication principale (voir p. 3 de l'introduction).

¹ *Traités multilatéraux pour lesquels le Secrétaire général exerce les fonctions de dépositaire, Annexe : clauses finales (ST/LG/SER.D/1. Annexe).*

TABLE DES MATIERES

| | <i>Pages</i> |
|---|--------------|
| INTRODUCTION | xv |
| Partie I. — Traités multilatéraux — Organisation des Nations Unies | |
| CHAPITRE I. — CHARTE DES NATIONS UNIES ET STATUT DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE | |
| 1. Charte des Nations Unies. Signée à San Francisco le 26 juin 1945 | 3 |
| 2. Admission d'Etats comme Membres de l'Organisation des Nations Unies .. | 5 |
| 3. Parties au Statut de la Cour internationale de Justice | 8 |
| 4. Déclarations reconnaissant comme obligatoire la juridiction de la Cour internationale de Justice | 9 |
| 5. Amendements à la Charte des Nations Unies : | |
| a) Amendements aux Articles 23, 27 et 61 de la Charte des Nations Unies que l'Assemblée générale a adoptés dans ses résolutions 1991 A et B (XVIII) du 17 décembre 1963 | 24 |
| b) Amendement à l'Article 109 de la Charte des Nations Unies que l'Assemblée générale a adopté dans sa résolution 2101 (XX) du 20 décembre 1965 | 27 |
| CHAPITRE II. — RÈGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFÉRENDS INTERNATIONAUX | |
| 1. Acte général révisé pour le règlement pacifique des différends internationaux. Adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies le 28 avril 1949 ... | 29 |
| CHAPITRE III. — PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS, RELATIONS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES | |
| 1. Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies. Approuvée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 13 février 1945 | 31 |
| 2. Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées. Approuvée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 21 novembre 1947 | 35 |
| 3. Convention de Vienne sur les relations diplomatiques. En date, à Vienne, du 18 avril 1961 | 44 |
| 4. Protocole de signature facultative à la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques concernant l'acquisition de la nationalité. En date, à Vienne, du 18 avril 1961 | 50 |
| 5. Protocole de signature facultative à la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques concernant le règlement obligatoire des différends. En date, à Vienne, du 18 avril 1961 | 51 |
| 6. Convention de Vienne sur les relations consulaires. En date, à Vienne, du 24 avril 1963 | 53 |
| 7. Protocole de signature facultative à la Convention de Vienne sur les relations consulaires concernant l'acquisition de la nationalité. En date, à Vienne, du 24 avril 1963 | 56 |
| 8. Protocole de signature facultative à la Convention de Vienne sur les relations consulaires concernant le règlement obligatoire des différends. En date, à Vienne, du 24 avril 1963 | 57 |
| CHAPITRE IV. — DROITS DE L'HOMME¹ | |
| 1. Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 9 décembre 1948. | 59 |

¹ Pour les autres traités multilatéraux concernant les droits de l'homme, voir chapitres V, VII, XVI, XVII et XVIII.

TABLE DES MATIERES (suite)

| | <i>Pages</i> |
|--|--------------|
| 2. Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Ouverte à la signature à New York le 7 mars 1966 | 65 |
| 3. Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Ouvert à la signature à New York le 19 décembre 1966 | 70 |
| 4. Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Ouvert à la signature à New York le 19 décembre 1966 | 72 |
| 5. Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Ouvert à la signature à New York le 19 décembre 1966 | 74 |
| 6. Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 26 novembre 1968 | 75 |
| CHAPITRE V. — RÉFUGIÉS ET APATRIDES | |
| 1. Constitution de l'Organisation internationale pour les réfugiés. Ouverte à la signature le 15 décembre 1946 à Flushing Meadow, New York | 77 |
| 2. Convention relative au statut des réfugiés. En date, à Genève, du 28 juillet 1951 | 79 |
| 3. Convention relative au statut des apatrides. En date, à New York, du 28 septembre 1954 | 90 |
| 4. Convention sur la réduction des cas d'apatridie. En date, à New York, du 30 août 1961 | 97 |
| 5. Protocole relatif au statut des réfugiés. En date, à New York, du 31 janvier 1967 | 99 |
| CHAPITRE VI. — STUPÉFIANTS | |
| 1. Protocole amendant les Accords, Conventions et Protocoles sur les stupéfiants conclus à La Haye le 23 janvier 1912, à Genève le 11 février 1925, le 19 février 1925 et le 13 juillet 1931, à Bangkok le 27 novembre 1931 et à Genève le 26 juin 1936. Signé à Lake Success, New York, le 11 décembre 1946 | 101 |
| 2. Convention internationale de l'opium. La Haye, 23 janvier 1912 | 103 |
| 3. Accord concernant la suppression de la fabrication, du commerce intérieur et de l'usage de l'opium préparé. Signé à Genève le 11 février 1925 et amendé par le Protocole signé à Lake Success, New York, le 11 décembre 1946 | 106 |
| 4. Première Conférence de l'opium de la Société des Nations : Accord relatif à la suppression de la fabrication, du commerce intérieur et de l'usage de l'opium préparé, avec Protocole et Acte final. Genève, 11 février 1925 | 107 |
| 5. Convention internationale de l'opium, avec Protocole, signée à Genève le 19 février 1925 et amendée par le Protocole signé à Lake Success, New York, le 11 décembre 1946 | 108 |
| 6. Deuxième Conférence de l'opium de la Société des Nations : a) Convention de l'opium. Genève, 19 février 1925 | 110 |
| b) Protocole. Genève, 19 février 1925 | 111 |
| 7. Convention pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants avec Protocole de signature. Signée à Genève le 13 juillet 1931 et amendée par le Protocole signé à Lake Success, New York, le 11 décembre 1946 | 112 |
| 8. Conférence tenue du 27 mai au 13 juillet 1931 : a) Convention pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants. Genève, 13 juillet 1931 | 114 |
| b) Protocole de signature. Genève, 13 juillet 1931 | 116 |
| 9. Accord relatif à la suppression de l'habitude de fumer l'opium. Signé à Bangkok le 27 novembre 1931 et amendé par le Protocole signé à Lake Success, New York, le 11 décembre 1946 | 118 |
| 10. Accord relatif à la suppression de l'habitude de fumer l'opium. Bangkok, 27 novembre 1931 | 119 |

TABLE DES MATIERES (suite)

| | <i>Pages</i> |
|--|--------------|
| 11. Convention pour la répression du trafic illicite des drogues nuisibles, avec Protocole de signature. Signée à Genève le 26 juin 1936 et amendée par le Protocole signé à Lake Success, New York, le 11 décembre 1946 | 120 |
| 12. Trafic illicite : | |
| a) Convention pour la répression du trafic illicite des drogues nuisibles. Genève, 26 juin 1936 | 122 |
| b) Protocole de signature. Genève, 26 juin 1936 | 122 |
| 13. Protocole plaçant sous contrôle international certaines drogues non visées par la Convention du 13 juillet 1931 pour limiter la fabrication et régler la distribution des stupéfiants, amendée par le Protocole signé à Lake Success, New York, le 11 décembre 1946. Signé à Paris le 19 novembre 1948 | 124 |
| 14. Protocole visant à limiter et à réglementer la culture du pavot, ainsi que la production, le commerce international, le commerce de gros et l'emploi de l'opium. Ouvert à la signature, à New York, le 23 juin 1953 | 127 |
| 15. Convention unique sur les stupéfiants de 1961. En date, à New York, du 30 mars 1961 | 130 |
| CHAPITRE VII. — TRAITE DES ÊTRES HUMAINS | |
| 1. Protocole amendant la Convention pour la répression de la traite des femmes et des enfants, conclue à Genève le 30 septembre 1921, et la Convention pour la répression de la traite des femmes majeures, conclue à Genève le 11 octobre 1933. Signé à Lake Success, New York, le 12 novembre 1947 | 137 |
| 2. Convention pour la répression de la traite des femmes et des enfants, conclue à Genève le 30 septembre 1921 et amendée par le Protocole signé à Lake Success, New York, le 12 novembre 1947 | 139 |
| 3. Convention pour la répression de la traite des femmes et des enfants. Genève, 30 septembre 1921 | 140 |
| 4. Convention relative à la répression de la traite des femmes majeures, conclue à Genève le 11 octobre 1933 et amendée par le Protocole signé à Lake Success, New York, le 12 novembre 1947 | 142 |
| 5. Convention relative à la répression de la traite des femmes majeures. Genève, 11 octobre 1933 | 143 |
| 6. Protocole amendant l'Arrangement international en vue d'assurer une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de traite des blanches, signé à Paris le 18 mai 1904, et la Convention internationale relative à la répression de la traite des blanches, signée à Paris le 4 mai 1910. Signé à Lake Success, New York, le 4 mai 1949 | 144 |
| 7. Arrangement international en vue d'assurer une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de traite des blanches, signé à Paris le 18 mai 1904 et amendé par le Protocole signé à Lake Success, New York, le 4 mai 1949 | 145 |
| 8. Arrangement international en vue d'assurer une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de traite des blanches. Signé à Paris le 18 mai 1904 | 147 |
| 9. Convention internationale relative à la répression de la traite des blanches, signée à Paris le 4 mai 1910 et amendée par le Protocole signé à Lake Success, New York, le 4 mai 1949 | 149 |
| 10. Convention internationale relative à la répression de la traite des blanches. Signée à Paris le 4 mai 1910 | 150 |
| 11. a) Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui. Ouverte à la signature à Lake Success, New York, le 21 mars 1950 | 151 |

TABLE DES MATIÈRES (suite)

| | <i>Pages</i> |
|---|--------------|
| b) Protocole final à la Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui. Ouvert à la signature à Lake Success, New York, le 21 mars 1950 | 153 |
| CHAPITRE VIII. — PUBLICATIONS OBSCÈNES | |
| 1. Protocole amendant la Convention pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes, conclue à Genève le 12 septembre 1923. Signé à Lake Success, New York, le 12 novembre 1947 | 155 |
| 2. Convention pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes, signée à Genève le 12 septembre 1923 et amendée par le Protocole, signé à Lake Success, New York, le 12 novembre 1947 | 156 |
| 3. Convention pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes. Genève, 12 septembre 1923 | 158 |
| 4. Protocole amendant l'Arrangement relatif à la répression de la circulation des publications obscènes, signé à Paris le 4 mai 1910. Signé à Lake Success, New York, le 4 mai 1949 | 160 |
| 5. Arrangement relatif à la répression de la circulation des publications obscènes, signé à Paris le 4 mai 1910 et amendé par le Protocole signé à Lake Success, New York, le 4 mai 1949 | 161 |
| 6. Arrangement relatif à la répression de la circulation des publications obscènes. Signé à Paris le 4 mai 1910 | 163 |
| CHAPITRE IX. — SANTÉ | |
| 1. Constitution de l'Organisation mondiale de la santé. Signé à New York le 22 juillet 1946 | 165 |
| Amendements à la Constitution de l'Organisation mondiale de la santé : | |
| a) Amendements aux articles 24 et 25 de la Constitution de l'Organisation mondiale de la santé. Adoptés par la Douzième Assemblée mondiale de la santé le 28 mai 1959 | 168 |
| b) Amendement à l'article 7 de la Constitution de l'Organisation mondiale de la santé. Adopté par la Dix-Huitième Assemblée mondiale de la santé le 20 mai 1965 | 169 |
| c) Amendements aux articles 24 et 25 de la Constitution de l'Organisation mondiale de la santé. Adoptés par la Vingtième Assemblée mondiale de la santé le 23 mai 1967 | 170 |
| 2. Protocole relatif à l'Office international d'hygiène publique. Signé à New York le 22 juillet 1946 | 172 |
| CHAPITRE X. — COMMERCE INTERNATIONAL ET DÉVELOPPEMENT | |
| 1. a) Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, avec annexes et tableaux des concessions tarifaires. Authentifié par l'Acte final adopté lors de la clôture de la deuxième session du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi et signé à Genève le 30 octobre 1947 | 175 |
| b) Charte de La Havane instituant une Organisation internationale du commerce. Authentifiée par l'Acte final de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, signé à La Havane le 24 mars 1948 | 188 |
| c) Accord concernant l'application de la clause de la nation la plus favorisée aux zones de l'Allemagne occidentale soumises à l'occupation militaire. Signé à Genève le 14 septembre 1948 | 188 |
| d) Mémoire d'accord portant application aux secteurs ouest de Berlin de l'Accord relatif au traitement général de la nation la plus favorisée concernant les zones d'occupation militaire de l'Allemagne occidentale. Signé à Annecy le 13 août 1949 | 189 |
| 2. Accord portant création de la Banque africaine de développement. En date, à Khartoum, du 4 août 1963 | 190 |

TABLE DES MATIERES (suite)

| | <i>Pages</i> |
|--|--------------|
| 3. Convention relative au commerce de transit des Etats sans littoral. En date, à New York, du 8 juillet 1965 | 192 |
| 4. Accord portant création de la Banque asiatique de développement. En date, à Manille, du 4 décembre 1965 | 195 |
| 5. Protocole d'association pour l'établissement de la communauté économique de l'Afrique de l'Ouest. En date, à Accra, du 4 mai 1967 | 199 |

CHAPITRE XI. — TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

A. — Questions douanières

| | |
|---|-----|
| 1. Accord relatif à l'application provisoire des projets de conventions internationales douanières sur le tourisme, sur les véhicules routiers commerciaux et sur le transport international des marchandises par la route. Signé à Genève le 16 juin 1949 | 201 |
| 2. Protocole additionnel à l'Accord relatif à l'application provisoire des projets de conventions internationales douanières sur le tourisme, sur les véhicules routiers commerciaux et sur le transport international des marchandises par la route. Signé à Genève le 16 juin 1949 | 204 |
| 3. Protocole additionnel à l'Accord relatif à l'application provisoire des projets de conventions internationales douanières sur le tourisme, sur les véhicules routiers commerciaux et sur le transport international des marchandises par la route concernant le transport international des marchandises au moyen de containers sous le régime du carnet TIR. Signé à Genève le 11 mars 1950 | 205 |
| 4. Protocole additionnel portant modification de certaines dispositions de l'Accord relatif à l'application provisoire des projets de conventions internationales douanières sur le tourisme, sur les véhicules routiers commerciaux et sur le transport international des marchandises par la route. En date, à Genève, du 28 novembre 1952 | 206 |
| 5. Convention internationale pour faciliter l'importation des échantillons commerciaux et du matériel publicitaire. En date, à Genève, du 7 novembre 1952 | 207 |
| 6. Convention sur les facilités douanières en faveur du tourisme. En date, à New York, du 4 juin 1954 | 210 |
| 7. Protocole additionnel à la Convention sur les facilités douanières en faveur du tourisme, relatif à l'importation de documents et de matériel de propagande touristique. En date, à New York, du 4 juin 1954 | 214 |
| 8. Convention douanière relative à l'importation temporaire des véhicules routiers privés. En date, à New York, du 4 juin 1954 | 217 |
| 9. Convention douanière relative aux containers, avec Annexes et Protocole de signature. En date, à Genève, du 18 mai 1956 | 221 |
| 10. Convention douanière relative à l'importation temporaire des véhicules routiers commerciaux, avec Annexes et Protocole de signature. En date, à Genève, du 18 mai 1956 | 223 |
| 11. Convention douanière relative à l'importation temporaire pour usage privé des embarcations de plaisance et des aéronefs, avec Annexes et Protocole de signature. En date, à Genève, du 18 mai 1956 | 225 |
| 12. Convention douanière relative aux pièces de rechange utilisées pour la réparation des wagons EUROP. En date, à Genève, du 15 janvier 1958 | 227 |
| 13. Convention douanière relative au transport international de marchandises sous le couvert de carnets TIR (Convention TIR), avec Annexes et Protocole de signature. En date, à Genève, du 15 janvier 1959 | 228 |
| 14. Convention européenne relative au régime douanier des palettes utilisées dans les transports internationaux. En date, à Genève, du 9 décembre 1960 | 230 |

B. — Circulation routière

| | |
|--|-----|
| 1. Convention sur la circulation routière, avec annexes. Signée à Genève le 19 septembre 1949 | 232 |
| 2. Protocole relatif aux pays ou territoires présentement occupés. Signé à Genève le 19 septembre 1949 | 243 |
| 3. Protocole relatif à la signalisation routière. Signé à Genève le 19 septembre 1949 | 244 |
| 4. Accord européen complétant la Convention sur la circulation routière et le Protocole relatif à la signalisation routière de 1949. En date, à Genève, du 16 septembre 1950 | 246 |
| 5. Accord européen portant application de l'article 3 de l'annexe 7 de la Convention sur la circulation routière de 1949 concernant les dimensions et poids des véhicules admis à circuler sur certaines routes des parties contractantes, avec annexe. Signé à Genève le 16 septembre 1950 | 247 |
| 6. Accord européen portant application de l'article 23 de la Convention sur la circulation routière de 1949 concernant les dimensions et poids des véhicules admis à circuler sur certaines routes des parties contractantes, avec annexe. Signé à Genève le 16 septembre 1950 | 248 |
| 7. Déclaration sur la construction de grandes routes de trafic international, avec annexes. Signée à Genève le 16 septembre 1950 | 249 |
| 8. Accord général portant réglementation économique des transports routiers internationaux, avec Cahier des charges et annexes : | |
| a) Protocole additionnel; | |
| b) Protocole de signature. | |
| En date, à Genève, du 17 mars 1954 | 250 |
| c) Protocole relatif à l'adoption de l'annexe C.1 au Cahier des charges annexé à l'Accord général portant réglementation économique des transports routiers internationaux. En date, à Genève, du 1 ^{er} juillet 1954 | 250 |
| 9. Accord relatif à la signalisation des chantiers, portant modification de l'Accord européen du 16 septembre 1950 complétant la Convention de 1949 sur la circulation routière et le Protocole de 1949 relatif à la signalisation routière. En date, à Genève, du 16 décembre 1955 | 251 |
| 10. Convention relative au régime fiscal des véhicules routiers à usage privé en circulation internationale, et Protocole de signature. En date, à Genève, du 18 mai 1956 | 252 |
| 11. Convention relative au contrat de transport international de marchandises par route (CMR), et Protocole de signature. En date, à Genève, du 19 mai 1956 | 254 |
| 12. Convention relative au régime fiscal des véhicules routiers effectuant des transports internationaux de marchandises. En date, à Genève, du 14 décembre 1956 | 255 |
| 13. Convention relative au régime fiscal des véhicules routiers effectuant des transports internationaux de voyageurs. En date, à Genève, du 14 décembre 1956 | 256 |
| 14. Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR), avec Annexes et Protocole de signature. En date, à Genève, du 30 septembre 1957 | 257 |
| 15. Accord européen relatif aux marques routières. En date, à Genève, du 13 décembre 1957 | 258 |
| 16. Accord concernant l'adoption de conditions uniformes d'homologation et la reconnaissance réciproque de l'homologation des équipements et pièces de véhicules à moteur. En date, à Genève, du 20 mars 1958 | 259 |

TABLE DES MATIERES (suite)

| | <i>Pages</i> |
|---|--------------|
| 17. Accord relatif aux engins spéciaux pour le transport des denrées périssables et à leur utilisation pour les transports internationaux de certaines de ces denrées, avec annexes. En date, à Genève, du 15 janvier 1962 | 263 |
| 18. Accord européen relatif au travail des équipages des véhicules effectuant des transports internationaux par route (AETR), avec Annexe et Protocole de signature. En date, à Genève, du 19 janvier 1962 | 264 |
| 19. Convention sur la circulation routière, avec annexe. En date, à Vienne, du 8 novembre 1968 | 265 |
| 20. Convention sur la signalisation routière, avec annexes. En date, à Vienne, du 8 novembre 1968 | 267 |
| <i>C. — Franchissement des frontières par voie ferrée</i> | |
| 1. Convention internationale pour faciliter le franchissement des frontières aux voyageurs et aux bagages transportés par voie ferrée, avec annexe. Signée à Genève le 10 janvier 1952 | 269 |
| 2. Convention internationale pour faciliter le franchissement des frontières aux marchandises transportées par voie ferrée. Signée à Genève le 10 janvier 1952 | 270 |
| CHAPITRE XII. — NAVIGATION | |
| 1. Convention relative à la création d'une Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime. Signée à Genève le 6 mars 1948 | 271 |
| Amendements à la Convention relative à la création d'une Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime : | |
| a) Amendements aux articles 17 et 18 de la Convention relative à la création d'une Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime. Adoptés par l'Assemblée de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime par la résolution A. 69 (ES.II) du 15 septembre 1964 | 277 |
| b) Amendement à l'article 28 de la Convention relative à la création d'une Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime par la résolution A. 70 (IV) du 28 septembre 1965 | 278 |
| 2. Convention relative au jaugeage et à l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure. En date, à Bangkok, du 22 juin 1956 | 280 |
| 3. Convention relative à l'unification de certaines règles en matière d'abordage en navigation intérieure. En date, à Genève, du 15 mars 1960 | 281 |
| 4. Convention relative à l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure, avec Protocoles annexés : | |
| Protocole n° 1 relatif aux droits réels sur les bateaux de navigation intérieure ; | |
| Protocole n° 2 relatif à la saisie conservatoire et à l'exécution forcée concernant les bateaux de navigation intérieure. | |
| En date, à Genève, du 25 janvier 1965 | 282 |
| 5. Convention relative au jaugeage des bateaux de navigation intérieure, avec annexe et Protocole de signature. En date, à Genève, du 15 février 1966 | 283 |
| CHAPITRE XIII. — STATISTIQUES ÉCONOMIQUES | |
| 1. Protocole amendant la Convention internationale concernant les statistiques économiques, signée à Genève le 14 décembre 1928. Signé à Paris le 9 décembre 1948 | 285 |
| 2. Convention internationale concernant les statistiques économiques. Signée à Genève le 14 décembre 1928 et amendée par le Protocole signé à Paris le 9 décembre 1948 | 286 |
| 3. a) Convention internationale concernant les statistiques économiques. Genève, 14 décembre 1928 | 287 |
| b) Protocole, Genève, 14 décembre 1928 | 288 |

TABLE DES MATIERES (suite)

Pages

CHAPITRE XIV. — QUESTIONS DE CARACTÈRE ÉDUCATIF ET CULTUREL

1. Accord visant à faciliter la circulation internationale du matériel visuel et auditif de caractère éducatif, scientifique et culturel, avec Protocole de signature. Ouverts à la signature à Lake Success, New York, le 15 juillet 1949 291
2. Accord pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel avec Protocole annexé. Ouvert à la signature à Lake Success, New York, le 22 novembre 1950 292
3. Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radio-diffusion. En date, à Rome, du 26 octobre 1961 295

CHAPITRE XV. — DÉCLARATION DE DÉCÈS DE PERSONNES DISPARUES

1. Convention concernant la déclaration de décès de personnes disparues établie et ouverte à l'adhésion le 6 avril 1950 par la Conférence des Nations Unies sur la déclaration de décès de personnes disparues 297
2. Protocole portant prolongation de la validité de la Convention concernant la déclaration de décès de personnes disparues. Ouvert à l'adhésion, à New York, le 16 janvier 1957 299
3. Protocole portant nouvelle prolongation de la validité de la Convention concernant la déclaration de décès de personnes disparues. Ouvert à l'adhésion, à New York, le 15 janvier 1967 300

CHAPITRE XVI. — CONDITION DE LA FEMME

1. Convention sur les droits politiques de la femme. Ouverte à la signature à New York le 31 mars 1953 301
2. Convention sur la nationalité de la femme mariée. En date, à New York, du 20 février 1957 307
3. Convention sur le consentement au mariage, l'âge minimum du mariage et l'enregistrement des mariages. Signée à New York le 10 décembre 1962 309

CHAPITRE XVII. — LIBERTÉ DE L'INFORMATION

1. Convention relative au droit international de rectification. Ouverte à la signature à New York le 31 mars 1953 311

CHAPITRE XVIII. — ESCLAVAGE

1. Protocole amendant la Convention relative à l'esclavage signée à Genève le 25 septembre 1926. En date, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, du 7 décembre 1953 313
2. Convention relative à l'esclavage signée à Genève le 25 septembre 1926 et amendée par le Protocole en date, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, du 7 décembre 1953 315
3. Convention relative à l'esclavage. Genève, 25 septembre 1926 317
4. Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage. En date, à Genève, du 7 septembre 1956 319

CHAPITRE XIX. — PRODUITS DE BASE

1. Accord international de 1956 sur l'huile d'olive. Ouvert à la signature au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 15 novembre 1955 au 15 février 1956 323
2. Protocole modifiant l'Accord international de 1956 sur l'huile d'olive. En date, à Genève, du 3 avril 1958 324

TABLE DES MATIERES (suite)

| | <i>Pages</i> |
|--|--------------|
| 3. Accord international de 1956 sur l'huile d'olive. Ouvert à la signature au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 15 novembre 1955 au 15 février 1956, et modifié par le Protocole en date, à Genève, du 3 avril 1958 | 325 |
| 4. Accord international de 1962 sur le café. Signé à New York le 28 septembre 1962 | 326 |
| 5. Accord international de 1968 sur le café. Ouvert à la signature, à New York, du 18 au 31 mars 1968 | 329 |
| 6. Accord international de 1968 sur le sucre. Ouvert à la signature, à New York, du 3 au 24 décembre 1968 | 332 |
| CHAPITRE XX. — OBLIGATIONS ALIMENTAIRES | |
| 1. Convention sur le recouvrement des aliments à l'étranger. Ouverte à la signature à New York le 20 juin 1956 | 335 |
| CHAPITRE XXI. — DROIT DE LA MER | |
| 1. Convention sur la mer territoriale et la zone contiguë. En date, à Genève, du 29 avril 1958 | 337 |
| 2. Convention sur la haute mer. En date, à Genève, du 29 avril 1958 | 343 |
| 3. Convention sur la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer. En date, à Genève, du 29 avril 1958 | 349 |
| 4. Convention sur le plateau continental. En date, à Genève, du 29 avril 1958 | 351 |
| 5. Protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends. En date, à Genève, du 29 avril 1958 | 354 |
| CHAPITRE XXII. — ARBITRAGE COMMERCIAL | |
| 1. Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères. En date, à New York, du 10 juin 1958 | 355 |
| 2. Convention européenne sur l'arbitrage commercial international. En date, à Genève, du 21 avril 1961 | 359 |
| Partie II. — Traités multilatéraux — Société des Nations | |
| 1. Convention concernant l'emploi de la radiodiffusion dans l'intérêt de la paix. Genève, 23 septembre 1936 | 363 |
| 2. Protocole spécial relatif à l'apatridie. La Haye, 12 avril 1930 | 365 |
| 3. Protocole relatif à un cas d'apatridie. La Haye, 12 avril 1930 | 366 |
| 4. Convention concernant certaines questions relatives aux conflits de lois sur la nationalité. La Haye, 12 avril 1930 | 367 |
| 5. Protocole relatif aux obligations militaires dans certains cas de double nationalité. La Haye, 12 avril 1930 | 369 |
| 6. Protocole relatif aux clauses d'arbitrage. Genève, 24 septembre 1923 | 370 |
| 7. Convention pour l'exécution des sentences arbitrales étrangères. Genève, 26 septembre 1927 | 372 |
| 8. Convention destinée à régler certains conflits de lois en matière de lettres de change et de billets à ordre, et Protocole. Genève, 7 juin 1930 | 374 |
| 9. Convention destinée à régler certains conflits de lois en matière de chèques, et Protocole. Genève, 19 mars 1931 | 375 |
| 10. Convention portant loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre, avec Annexes et Protocole. Genève, 7 juin 1930 | 376 |
| 11. Convention portant loi uniforme sur les chèques, avec Annexes et Protocole. Genève, 19 mars 1931 | 379 |
| 12. Convention relative au droit de timbre en matière de lettres de change et de billets à ordre, et Protocole. Genève, 7 juin 1930 | 382 |
| 13. Convention relative au droit de timbre en matière de chèques, et Protocole. Genève, 19 mars 1931 | 384 |

TABLE DES MATIERES (*fin*)

| | <i>Pages</i> |
|--|--------------|
| 14. Convention pour la répression du faux monnayage, et Protocole. Genève, 20 avril 1929 | 386 |
| 15. Protocole facultatif concernant la répression du faux monnayage. Genève, 20 avril 1929 | 389 |
| 16. Convention et Statut sur la liberté du transit. Barcelone, 20 avril 1921 | 390 |
| 17. Convention et Statut sur le régime des voies navigables d'intérêt international. Barcelone, 20 avril 1921 .. | 391 |
| 18. Protocole additionnel à la Convention sur le régime des voies navigables d'intérêt international. Barcelone, 20 avril 1921 | 392 |
| 19. Déclaration portant reconnaissance du droit au pavillon des Etats dépourvus de littoral maritime. Barcelone, 20 avril 1921 | 394 |
| 20. Convention et Statut sur le régime international des ports maritimes, et Protocole de signature. Genève, 9 décembre 1923 | 395 |
| 21. Convention sur le régime fiscal des véhicules automobiles étrangers, avec Protocole - Annexe. Genève, 30 mars 1931 | 397 |
| 22. Convention pour la simplification des formalités douanières, et Protocole. Genève, 3 novembre 1923 | 399 |
| 23. Convention pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux, et Déclaration - Annexe. Genève, 20 février 1935 | 400 |
| 24. Convention concernant le transit des animaux, des viandes et des autres produits d'origine animale, avec Annexe. Genève, 20 février 1935 | 401 |
| 25. Convention concernant l'exportation et l'importation des produits d'origine animale (autres que les viandes, les préparations de viande, les produits animaux frais, le lait et les dérivés du lait), avec Annexe. Genève, 20 février 1935 | 402 |
| 26. Convention et Statuts établissant une Union internationale de secours. Genève, 12 juillet 1927 | 403 |

INTRODUCTION

1. Depuis 1949, le Secrétariat publie régulièrement des renseignements sur l'état des traités multilatéraux pour lesquels le Secrétaire général exerce les fonctions de dépositaire. La publication de ces renseignements est un aspect essentiel des fonctions de dépositaire et le présent ouvrage continue de l'assurer. Toutefois, on a modifié la présentation des renseignements publiés que l'on a aussi complétés en mentionnant certains traités multilatéraux conclus sous les auspices de la Société des Nations dont il n'était pas question dans les éditions précédentes; en outre, le titre de la publication a été changé de manière à correspondre davantage à son contenu. On trouvera ci-après des indications sur la nouvelle présentation de cette publication ainsi que sur la nature et l'ordonnance des renseignements qu'elle renferme.

Nouvelle présentation

2. La publication de base la plus récente dans laquelle on trouve ce genre de renseignements est un volume publié en 1959 et intitulé *Etat des conventions multilatérales pour lesquelles le Secrétaire général exerce les fonctions de dépositaire* (ST/LEG/3/Rev.1¹). Comme l'édition précédente de 1952, ce volume se présentait sous forme de feuillets mobiles; des feuillets révisés et des feuillets supplémentaires indiquant l'état et les clauses finales de nouveaux traités déposés auprès du Secrétaire général ont été publiés par la suite dans des suppléments annuels de manière à mettre les renseignements à jour. On a constaté toutefois que le système des feuillets mobiles n'était pas tout à fait approprié pour ce genre de publication. L'état des traités subissait tant de changements chaque année qu'il fallait réimprimer tous les ans la plupart des feuillets, sauf ceux où figurait le texte des clauses finales. Or, il semble d'après le volume de demandes de renseignements concernant des traités qu'un nombre limité d'utilisateurs seulement utilisaient systématiquement les suppléments annuels pour compléter le recueil et le mettre à jour. En outre, le système des feuillets mobiles présentait un inconvénient sérieux: lorsqu'une mesure prise par un gouvernement à l'égard d'un traité était par la suite rapportée ou remplacée par une autre, les renseignements concernant la première mesure disparaissaient souvent de la publication du fait

¹ La première publication a paru en 1949 sous forme de volume relié intitulé *Signatures, ratifications, acceptations, adhésions, etc., aux conventions et accords multilatéraux pour lesquels le Secrétaire général exerce les fonctions de dépositaire* (publication des Nations Unies, numéro de vente: 1949.V.9), 15 novembre 1949; elle a été suivie de *Corrigenda and Addenda* (publication des Nations Unies, numéro de vente: 1951.V.3.), 1^{er} mai 1951. Ces deux volumes ont été remplacés par *l'Etat des conventions multilatérales pour lesquelles le Secrétaire général exerce les fonctions de dépositaire* (ST/LEG/3), 10 octobre 1952; des suppléments à ce volume ont été publiés par la suite (nos 1 à 24) sous forme imprimée.

que l'on détruisait l'ancien feuillet, de sorte qu'il n'en restait aucune trace pour les recherches futures.

3. Ces considérations ont amené à modifier la présentation de la publication. Elle est désormais composée de deux éléments: a) une partie principale qui paraîtra chaque année sous forme de volume relié et qui contient une liste complète des signatures, ratifications, adhésions, etc., concernant les traités multilatéraux pour lesquels le Secrétaire général exerce les fonctions de dépositaire; b) une annexe qui contient le texte des clauses finales de ces traités. Pour éviter d'avoir à réimprimer chaque année les clauses finales tout en permettant d'en tenir le recueil à jour, l'annexe est publiée dans un volume distinct constitué par des feuillets mobiles².

4. Dans le présent volume, qui est le premier d'une nouvelle série, on a repris tous les renseignements figurant dans les éditions antérieures de manière à consigner, dans un ouvrage complet et facile à consulter, toutes les mesures prises par les États au sujet des traités en question depuis que le Secrétaire général exerce à leur égard les fonctions de dépositaire. Ce volume ne se borne donc pas à indiquer l'état actuel des traités ou les mesures qui ont encore un effet juridique. Il donne la liste des ratifications ou des adhésions dont ces traités ont fait l'objet de la part d'États qui ont par la suite cessé d'être liés par lesdits traités du fait qu'ils les ont dénoncés, des réserves qui ont été retirées et des notifications d'application à des territoires qui sont ultérieurement devenus indépendants.

Traités mentionnés dans la présente publication

5. Comme toutes les éditions précédentes, le présent volume mentionne tous les traités multilatéraux conclus sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies ou de ses institutions spécialisées et dont le texte original a été déposé auprès du Secrétaire général. Il mentionne également la Charte des Nations Unies, pour laquelle certaines fonctions de dépositaire ont été confiées au Secrétaire général, bien que le texte authentique en soit déposé auprès du Gouvernement des États-Unis d'Amérique. Il continue en outre à donner la liste des traités conclus sous les auspices de la Société des Nations et de certains traités conclus avant la création de l'Organisation des Nations Unies, qui ont été modifiés par des protocoles adoptés par l'Assemblée générale (traités concernant les stupéfiants, la traite des femmes et des enfants, les publications obscènes, les statistiques économiques et l'esclavage). De plus, pour la première fois dans un ouvrage de

² *Traités multilatéraux pour lesquels le Secrétaire général exerce les fonctions de dépositaire*, annexe: *Clauses finales* (ST/LEG/SER.D/1/Annexe). On trouvera dans la note d'introduction à ce volume des indications sur le contenu et l'ordonnance de l'annexe.

ce genre publié par les Nations Unies, certains autres traités conclus sous les auspices de la Société des Nations Unies sont indiqués dans la présente publication.

6. Après que la Société des Nations eut été dissoute, tous les traités multilatéraux déposés auprès d'elle ont été transférés à la garde de l'Organisation des Nations Unies, en vertu de la résolution 24 (I) de l'Assemblée générale, en date du 12 février 1946³ et d'une résolution de l'Assemblée de la Société des Nations, en date du 18 avril 1946⁴. Par sa résolution du 12 février 1946, l'Assemblée générale a déclaré que l'Organisation des Nations Unies était disposée à accepter la garde de ces traités et à charger le Secrétariat de l'Organisation d'assumer les fonctions de secrétariat précédemment confiées à la Société des Nations en vertu desdits traités. Depuis que la garde en a été transférée à l'Organisation des Nations Unies, les Etats ont pris diverses mesures (signature, ratification, adhésion, dénonciation, etc.) à l'égard d'un certain nombre de traités conclus sous les auspices de la Société des Nations. La présente publication mentionne tous ceux de ces traités à l'égard desquels a été prise une mesure portée à la connaissance du Secrétaire général.

7. En outre, la présente publication mentionne onze traités conclus sous les auspices de la Société des Nations⁵ et à propos desquels l'Assemblée générale a adopté les résolutions 1903 (XVIII) du 18 novembre 1963 et 2021 (XX) du 5 novembre 1965. Par ces résolutions, l'Assemblée générale a décidé qu'elle était l'organe compétent de l'Organisation des Nations Unies pour exercer le pouvoir d'inviter des Etats à adhérer à certains traités, pouvoir que ces traités conféraient au Conseil de la Société des Nations; elle a prié le Secrétaire général d'adresser une telle invitation à certains Etats et a reconnu que, parmi les traités en question, onze pouvaient présenter un intérêt du point de vue de l'adhésion d'autres Etats. C'est pourquoi le présent ouvrage mentionne ces onze traités.

Division de l'ouvrage en parties et en chapitres

8. Les renseignements contenus dans le présent volume sont présentés en deux parties. La première est consacrée aux traités multilatéraux conclus sous les auspices des Nations Unies et la deuxième aux traités multilatéraux conclus sous les auspices de la Société des Nations. Toutefois, pour rendre l'ouvrage plus facile à consulter, on a fait figurer dans la première partie les traités conclus sous les auspices de la Société des Nations et les autres traités conclus avant la création de l'Organisation des Nations Unies qui ont été modifiés par des protocoles adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies, de sorte que les listes des Etats devenus parties aux protocoles portant modification desdits traités ainsi qu'aux traités modifiés

sont immédiatement suivies d'une liste indiquant l'état du traité initial au moment où la garde en a été transférée à l'Organisation des Nations Unies.

9. La première partie est divisée, par sujet, en vingt-deux chapitres. Dans chacun de ces chapitres, les traités sont classés dans l'ordre chronologique de leur conclusion. Dans la deuxième partie, qui n'est pas divisée en chapitres, les traités sont énumérés dans l'ordre où ils figurent dans la dernière publication de la Société des Nations contenant la liste des signatures, ratifications et adhésions concernant les Accords et Conventions conclus sous les auspices de la Société des Nations⁶.

Renseignements fournis pour chaque traité

a) TRAITÉS MULTILATÉRAUX CONCLUS SOUS LES AUSPICES DES NATIONS UNIES

10. Après le titre complet, on donne pour chaque traité des précisions sur son entrée en vigueur, son enregistrement et sa publication dans le *Recueil des traités* des Nations Unies ou, s'il n'a pas encore été publié dans le Recueil, sur l'endroit où l'on peut en trouver le texte. Pour chaque traité, une note de bas de page, correspondant à un renvoi qui suit le titre du traité, indique brièvement son mode d'adoption.

11. Les Etats sont énumérés dans l'ordre alphabétique de leur nom et, pour chacun d'eux, la date de la signature, de la ratification, de l'adhésion, etc., est donnée. La présentation des renseignements fournis sous chaque traité varie en fonction des dispositions des clauses finales de ce traité relatives aux méthodes par lesquelles les Etats ont la possibilité d'y devenir parties. Par exemple, pour les traités ouverts à l'adhésion seulement, la date à laquelle l'instrument d'adhésion a été déposé auprès du Secrétaire général apparaît en regard du nom de l'Etat intéressé. Pour les traités qui sont ouverts à la signature suivie de ratification ou d'acceptation, ou qui sont ouverts à l'adhésion, la date de la signature apparaît dans la première colonne, et la date à laquelle l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion a été déposé figure dans la deuxième colonne; la lettre majuscule "A" indique une acceptation, et la lettre minuscule "a" une adhésion. Pour les traités qui prévoient la signature sans réserve quant à l'acceptation (signature définitive), la signature sous réserve d'acceptation suivie de l'acceptation, ou encore l'acceptation, la date de la signature sous réserve d'acceptation figure dans la première colonne, et la date de la signature définitive ou de l'acceptation dans la deuxième colonne, les signatures définitives étant marquées d'un astérisque.

12. En vertu de la pratique qui s'est établie concernant la succession d'Etats pour ce qui est des traités multilatéraux pour lesquels le Secrétaire général exerce les fonctions de dépositaire⁷, les Etats qui reconnaissent

³ Organisation des Nations Unies, *Résolutions adoptées par l'Assemblée générale pendant la première partie de sa première session* (A/64), p. 35.

⁴ Société des Nations, *Journal officiel, Supplément spécial* n° 194, p. 57.

⁵ Voir les traités mentionnés dans la deuxième partie de la présente publication sous les numéros 1, 3, 4, 5, 14 à 18, 20 et 22.

⁶ Société des Nations, *Journal officiel, Supplément spécial* n° 193, vingt et unième liste, Genève, 1944; et *ibid.*, *Supplément spécial* n° 195, supplément à la vingt et unième liste, Genève, 1946.

⁷ Pour un exposé détaillé de cette pratique, voir *Annuaire de la Commission du droit international, 1962*, vol. II, p. 124: "La succession d'Etats et les conventions multilatérales générales dont le Secrétaire général est dépositaire: memorandum préparé par le Secrétariat."

qu'ils demeurent liés par les dispositions d'un traité dont l'application a été étendue à leur territoire par leur prédécesseur adressent une notification officielle dans ce sens au Secrétaire général, qui, dans l'exercice de ses fonctions de dépositaire, en informe tous les Etats intéressés. L'Etat qui envoie une telle notification est réputé devenir, à compter de la date de son indépendance, partie en son propre nom au traité en question, et est mentionné en tant que tel dans la présente publication, la notification de succession étant indiquée par la lettre "d" placée immédiatement après la date indiquée dans la colonne où sont mentionnées les ratifications, acceptations et adhésions. En pareille hypothèse, la date indiquée est la date à laquelle le Secrétaire général a reçu la notification de succession.

13. Les déclarations qu'ont pu faire les Etats ou les réserves qu'ils ont pu formuler au moment de la signature, de la ratification, de l'adhésion, etc., sont indiquées dans la note de bas de page correspondant au renvoi qui suit le nom de l'Etat intéressé ou, si elles sont nombreuses ou longues, sont groupées sous une rubrique séparée à la suite de la liste des Etats. Les notifications d'objection aux déclarations ou aux réserves sont en général signalées dans des notes de bas de page concernant lesdites déclarations ou réserves; lorsqu'elles sont nombreuses, elles sont groupées après le texte des déclarations et des réserves. Lorsque les clauses finales d'un traité prévoient des notifications concernant l'application territoriale du traité, les renseignements concernant ces notifications sont donnés dans une section distincte. Le texte des déclarations et des réserves est normalement reproduit en entier. S'il n'est pas entre guillemets, cela veut dire qu'il s'agit d'une traduction et, sauf indication contraire, les traductions sont établies par le Secrétariat.

14. Diverses autres modifications, par exemple celles qui ont trait à la dénonciation d'un traité ou au retrait d'une réserve ou d'une déclaration, sont mentionnées dans des notes de bas de page. Comme la présente publication vise à être une récapitulation complète des mesures prises par les Etats (voir par. 4 ci-dessus), lorsqu'une dénonciation a déjà pris effet le nom de l'Etat intéressé demeure sur la liste, mais la date de sa signature définitive ou du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion figure entre crochets, et une note de bas de page indique la date de réception et la date de prise d'effet de la notification de dénonciation. De même, lorsqu'un Etat a retiré une réserve ou une déclaration, le texte de la réserve ou de la déclaration est maintenu (ou une mention indique l'endroit où l'on peut en trouver le texte), mais la date de réception de la notification de retrait est indiquée dans une note de bas de page.

b) TRAITÉS MULTILATÉRAUX CONCLUS SOUS LES AUSPICES DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

15. Comme on l'a dit plus haut, le Secrétaire général a assumé les fonctions de dépositaire des traités multilatéraux conclus sous les auspices de la Société des Nations, conformément à la résolution 24 (I) de l'Assemblée générale, en date du 12 février 1946. De même que pour les textes authentiques des traités multilatéraux conclus sous les auspices de la Société des

Nations, le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies a assumé la garde des documents officiels qui s'y rapportent et, en particulier, de la dernière publication officielle de la Société des Nations qui renferme la liste des signatures, ratifications et adhésions concernant les traités multilatéraux conclus sous les auspices de la Société des Nations⁸. Dans l'exercice des fonctions de dépositaire qui lui ont été conférées aux termes de la résolution mentionnée plus haut, le Secrétaire général a porté à la connaissance de tous les Etats intéressés les nouvelles signatures, les dépôts d'instruments de ratification ou d'adhésion, et les notifications de succession, ainsi que diverses autres notifications qui lui ont été communiquées conformément aux dispositions des conventions en question. Il a également fourni, à la demande des parties ou d'autres Etats intéressés, des renseignements concernant l'état de ces traités. Les renseignements ainsi fournis sont fondés sur les documents officiels de la Société des Nations mentionnés plus haut, et les seuls changements apportés sont ceux qui ont été notifiés officiellement au Secrétaire général depuis qu'il a assumé les fonctions de dépositaire.

16. En conséquence, la liste des signatures, ratifications, adhésions, etc., concernant chacun des traités multilatéraux conclus sous les auspices de la Société des Nations qui sont mentionnés dans la présente publication comprend deux sections. La première section indique la situation au moment où la garde de ces traités a été transférée à l'ONU sans que cela implique, de la part du Secrétaire général, aucun jugement sur les effets juridiques actuels des renseignements fournis, ni sur le statut d'aucune des parties ou d'aucun des territoires énumérés dans la liste. Cette section est identique quant au contenu et quant à la présentation à la dernière liste officielle de la Société des Nations. La deuxième section donne la liste des mesures qui ont été prises depuis que le Secrétaire général a assumé les fonctions de dépositaire. La présentation de la deuxième section est la même que celle qui est utilisée dans la présente publication pour les traités multilatéraux conclus sous les auspices des Nations Unies.

17. Des explications concernant le contenu et la présentation des renseignements fournis dans la dernière liste officielle de la Société des Nations sont données dans l'introduction à la publication qui contient cette liste⁸. Cependant, pour faciliter la consultation du présent volume, de brefs extraits de l'introduction en question sont reproduits ci-dessous.

"Pour chaque convention, on considère séparément les ratifications, adhésions définitives ou signatures définitives d'une part, et les simples signatures d'autre part.

"...

"Pour les conventions — ce sont les plus nombreuses — qui exigent une ratification, les Etats ne sont liés que lorsqu'ils ont donné leur ratification ou, éventuellement, lorsqu'ils ont donné une adhésion s'ils

⁸ Voir note 6, p. xvi.

n'ont pas signé la convention dans un certain délai à partir de la conclusion de la convention.

“L'adhésion est en principe définitive comme la ratification. Il est arrivé, cependant, que des gouvernements aient donné une adhésion soumise à une confirmation; en pareil cas, l'adhésion ne liait pas l'Etat qui l'avait donnée. La qualification “adhésion définitive” est employée en considération de ce cas.

“Quand la convention ne prévoit pas de ratification, la simple signature suffit pour lier les Etats. Cependant, il arrive encore que des gouvernements donnent une signature sujette à confirmation, c'est par exemple une signature “ad referendum”. La qualification “signature définitive” est employée en considération de ce cas.

“... ”

“La lettre “a” placée immédiatement après une date indique qu'il s'agit d'une adhésion.

“... ”

“D'une part les noms des pays qui sont Membres de la Société des Nations, d'autre part les pays non membres de la Société des Nations qui ne sont pas dans la dépendance d'un autre pays sont imprimés en caractères ordinaires.

“Au contraire, les noms des colonies, protectorats, territoires sous mandat et tous territoires placés dans une situation quelconque de dépendance vis-à-vis d'un autre pays sont imprimés en italique.”

Il convient aussi de noter que la date des signatures définitives, des ratifications, des adhésions et des notifications d'extension d'un traité à de nouveaux territoires figure entre parenthèses.

PARTIE I

Traités multilatéraux – Organisation des Nations Unies

CHAPITRE I. — CHARTE DES NATIONS UNIES ET STATUT DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

I. Charte des Nations Unies

Signée à San Francisco le 26 juin 1945

ENTRÉE EN VIGUEUR : 24 octobre 1945, conformément à l'Article 110.

Membres originaires des Nations Unies qui, ayant signé la Charte¹, ont déposé leur instrument de ratification auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique aux dates indiquées

| <i>Etat</i> | <i>Ratification</i> |
|---|-------------------------------|
| AFRIQUE DU SUD (UNION SUD-AFRICAINE) ² | 7 novembre 1945 |
| ARABIE SAOUDITE | 18 octobre 1945 |
| ARGENTINE | 24 septembre 1945 |
| AUSTRALIE | 1 ^{er} novembre 1945 |
| BELGIQUE | 27 décembre 1945 |
| BOLIVIE | 14 novembre 1945 |
| BRÉSIL | 21 septembre 1945 |
| CANADA | 9 novembre 1945 |
| CHILI | 11 octobre 1945 |
| CHINE | 28 septembre 1945 |
| COLOMBIE | 5 novembre 1945 |
| COSTA RICA | 2 novembre 1945 |
| CUBA | 15 octobre 1945 |
| DANEMARK | 9 octobre 1945 |
| EQUATEUR | 21 décembre 1945 |
| EL SALVADOR | 26 septembre 1945 |
| ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE | 8 août 1945 |
| ETHIOPIE | 13 novembre 1945 |
| FRANCE | 31 août 1945 |
| GRÈCE | 25 octobre 1945 |
| GUATEMALA | 21 novembre 1945 |
| HAÏTI | 27 septembre 1945 |
| HONDURAS | 17 décembre 1945 |
| INDE | 30 octobre 1945 |
| IRAK | 21 décembre 1945 |
| IRAN | 16 octobre 1945 |
| LIBAN | 15 octobre 1945 |
| LIBÉRIA | 2 novembre 1945 |
| LUXEMBOURG | 17 octobre 1945 |
| MEXIQUE | 7 novembre 1945 |
| NICARAGUA | 6 septembre 1945 |
| NORVÈGE | 27 novembre 1945 |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 19 septembre 1945 |
| PANAMA | 13 novembre 1945 |
| PARAGUAY | 12 octobre 1945 |
| PAYS-BAS | 10 décembre 1945 |

¹ Tous les Etats énumérés ont signé le 26 juin 1945, à l'exception de la Pologne, au nom de laquelle la Charte a été signée le 15 octobre 1945.

² Par une communication en date du 25 mai 1961, le représen-

tant permanent de l'Union sud-africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies a informé le Secrétaire général qu'au 31 mai 1961 l'Union sud-africaine deviendrait une république et prendrait le nom de République sud-africaine.

| <i>Etat</i> | <i>Ratification</i> | |
|---|---------------------|------|
| PÉROU | 31 octobre | 1945 |
| PHILIPPINES | 11 octobre | 1945 |
| POLOGNE | 24 octobre | 1945 |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE (ÉGYPTE) ³ | 22 octobre | 1945 |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE | 4 septembre | 1945 |
| RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE DE BIÉLORUSSIE | 24 octobre | 1945 |
| RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE D'UKRAINE | 24 octobre | 1945 |
| ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD | 20 octobre | 1945 |
| SYRIE ³ | 19 octobre | 1945 |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 19 octobre | 1945 |
| TURQUIE | 28 septembre | 1945 |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES | 24 octobre | 1945 |
| URUGUAY | 18 décembre | 1945 |
| VEÑEZUELA | 15 novembre | 1945 |
| YUGOSLAVIE | 19 octobre | 1945 |

³ Par une communication en date du 24 février 1958, le Ministre des affaires étrangères de la République arabe unie a notifié au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies la création par l'Égypte et la Syrie d'un Etat unique, la République arabe unie. Par la suite dans une note en date du 1^{er} mars 1958, le Ministre des affaires étrangères de la République arabe unie a fait savoir au Secrétaire général ce qui suit: "... Il convient de noter que le Gouvernement de la République arabe unie déclare que l'Union constitue désormais un seul Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies, lié par les dispositions de la Charte, et que tous les traités et accords internationaux conclus par l'Égypte ou la Syrie avec d'autres pays resteront valables dans les limites régionales définies lors de leur conclusion, et conformément aux principes du droit international."

Par un télégramme en date du 8 octobre 1961, le Président du Conseil des ministres et Ministre des affaires étrangères de la République arabe syrienne a informé le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies que la République arabe syrienne avait repris son ancien statut d'Etat indépendant et demandait que l'Organisation des Nations Unies prenne note du fait que la République arabe syrienne redevenait Membre de l'Organisation. Cette demande a été signalée à l'attention des Etats Membres par le Président de l'Assemblée générale à la 1035^{ème} séance plénière, le 13 octobre 1961. A la 1036^{ème} séance plénière, tenue ce même jour, le Président de l'Assemblée générale a déclaré qu'aucun Etat Membre n'ayant formulé d'objection "la délégation de la République arabe syrienne a oc-

cupé son siège au sein de cette assemblée, comme Membre de l'Organisation des Nations Unies, avec tous les droits et toutes les obligations afférents à cette situation". Par une lettre, en date du 19 juillet 1962, adressée au Secrétaire général, le représentant permanent de la Syrie auprès de l'Organisation des Nations Unies lui a communiqué le texte du décret-loi n^o 25 promulgué par le Président de la République arabe syrienne le 13 juin 1962 et a déclaré ce qui suit:

"De la lecture de l'article 2 du texte en question, il résulte que les obligations contractées par voie d'accords et de conventions multilatéraux par la République arabe syrienne au cours de la période de l'unité avec l'Égypte demeurent en vigueur en Syrie. La période de l'Unité entre la Syrie et l'Égypte s'étend du 22 février 1958 au 27 septembre 1961."

En conséquence, pour les actes (signatures, adhésions, ratifications, etc.) accomplis par l'Égypte, puis par la République arabe unie, à l'égard de tout instrument conclu sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, la date de l'accomplissement de l'acte est indiquée, dans la liste des Etats, en regard du nom de la République arabe unie. La date desdits actes accomplis par la Syrie avant la constitution de la République arabe unie apparaît en regard du nom de la Syrie, de même que la date de réception des instruments d'adhésion ou de notification d'application à la Province syrienne déposés par la République arabe unie à l'époque où la Syrie faisait partie de la République arabe unie.

2. Admission d'Etats comme Membres de l'Organisation des Nations Unies

Etats admis à l'Organisation des Nations Unies conformément à l'Article 4 de la Charte¹

Décision de l'Assemblée générale

Déclarations portant acceptation des obligations de la Charte²

| Etat | Résolution | Date d'adoption | Enregistrement | | Nations Unies, Recueil des Traités | | |
|--|--------------|-------------------|-------------------|------|------------------------------------|------|--|
| | | | Date | N° | Volume | Page | |
| AFGHANISTAN ... | 34 (I) | 9 novembre 1946 | 14 décembre 1946 | 7 | 1 | 39 | |
| ALBANIE | 995 (X) | 14 décembre 1955 | 14 décembre 1955 | 3043 | 223 | 23 | |
| ALGÉRIE | 1754 (XVII) | 8 octobre 1962 | 11 octobre 1962 | 6336 | 442 | 37 | |
| AUTRICHE | 995 (X) | 14 décembre 1955 | 14 décembre 1955 | 3044 | 223 | 27 | |
| BARBADE | 2175 (XXI) | 9 décembre 1966 | 9 décembre 1966 | 8437 | 581 | 131 | |
| BIRMANIE | 188 (S-II) | 19 avril 1948 | 19 avril 1948 | 225 | 15 | 3 | |
| BOTSWANA | 2136 (XXI) | 17 octobre 1966 | 17 octobre 1966 | 8357 | 575 | 151 | |
| BULGARIE | 995 (X) | 14 décembre 1955 | 14 décembre 1955 | 3045 | 223 | 31 | |
| BURUNDI | 1749 (XVII) | 18 septembre 1962 | 18 septembre 1962 | 6303 | 437 | 149 | |
| CAMBODGE | 995 (X) | 14 décembre 1955 | 14 décembre 1955 | 3046 | 223 | 35 | |
| CAMEROUN | 1476 (XV) | 20 septembre 1960 | 20 septembre 1960 | 5354 | 375 | 79 | |
| CEYLAN | 995 (X) | 14 décembre 1955 | 14 décembre 1955 | 3047 | 223 | 39 | |
| CHYPRE | 1489 (XV) | 20 septembre 1960 | 9 juin 1961 | 5711 | 397 | 283 | |
| CONGO (BRAZZA-VILLE) | 1486 (XV) | 20 septembre 1960 | 20 septembre 1960 | 5362 | 375 | 111 | |
| CONGO (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU) | 1480 (XV) | 20 septembre 1960 | 2 janvier 1962 | 6020 | 418 | 157 | |
| CÔTE-D'IVOIRE ... | 1484 (XV) | 20 septembre 1960 | 20 septembre 1960 | 5360 | 375 | 103 | |
| DAHOMEY | 1481 (XV) | 20 septembre 1960 | 20 septembre 1960 | 5357 | 375 | 91 | |
| ESPAGNE | 995 (X) | 14 décembre 1955 | 14 décembre 1955 | 3053 | 223 | 63 | |
| FINLANDE | 995 (X) | 14 décembre 1955 | 19 décembre 1955 | 3055 | 223 | 69 | |
| GABON | 1487 (XV) | 20 septembre 1960 | 7 novembre 1960 | 5436 | 379 | 99 | |
| GAMBIE | 2008 (XX) | 21 septembre 1965 | 21 septembre 1965 | 7928 | 545 | 143 | |
| GHANA | 1118 (XI) | 8 mars 1957 | 8 mars 1957 | 3727 | 261 | 113 | |
| GUINÉE | 1325 (XIII) | 12 décembre 1958 | 12 décembre 1958 | 4595 | 317 | 77 | |
| GUINÉE ÉQUATORIALE | 2384 (XXIII) | 12 novembre 1968 | 12 novembre 1968 | 9295 | | | |
| GUYANE | 2133 (XXI) | 20 septembre 1966 | 20 septembre 1966 | 8316 | 572 | 225 | |
| HAUTE-VOLTA ... | 1483 (XV) | 20 septembre 1960 | 20 septembre 1960 | 5359 | 375 | 99 | |

¹ Le règlement intérieur provisoire de l'Assemblée générale (art. 113 à 116) en vigueur lorsque les six premiers Membres nouveaux — l'Afghanistan, l'Islande, le Pakistan, la Suède, la Thaïlande et le Yémen — ont été admis disposait que, en cas de décision favorable de l'Assemblée générale, l'Etat intéressé était considéré comme Membre de l'Organisation à partir de la date à laquelle il présentait au Secrétaire général un instrument d'adhésion. En conséquence, l'Afghanistan, l'Islande et la Suède sont devenus Membres à compter du 19 novembre 1946, la Thaïlande à compter du 16 décembre 1946 et le Pakistan et le Yémen à compter du 30 septembre 1947.

Par sa résolution 116 (II) du 21 novembre 1947, l'Assemblée générale a adopté de nouvelles règles applicables à l'admission de nouveaux Membres. Aux termes de ces nouvelles dispositions (art. 135 à 139), l'Etat intéressé doit présenter au Secrétaire général, en même temps que sa demande d'admission, une déclaration faite dans un instrument formel, par laquelle il accepte les obligations de la Charte. S'il est fait droit à sa demande, l'Etat intéressé est considéré comme Membre de l'Organisation à la date à laquelle l'Assemblée générale prend sa décision sur la demande d'admission. En conséquence, à l'exception des six Membres mentionnés dans l'alinéa ci-dessus, tous les Etats sont devenus Membres à comp-

ter de la date figurant dans la première colonne de la présente liste.

² Ces déclarations sont enregistrées d'office par le Secrétariat à la date à laquelle l'Etat intéressé devient Membre de l'Organisation. Cependant, étant donné que l'enregistrement n'a commencé que le 14 décembre 1946, date à laquelle l'Assemblée générale, par sa résolution 97 (I), a adopté le règlement destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, les déclarations de l'Afghanistan, de l'Islande et de la Suède ont été enregistrées à cette date. En outre, dans certains cas où la déclaration portant acceptation des obligations de la Charte a été présentée au Secrétaire général, par télégramme, en même temps que la demande d'admission, ou émanait d'un représentant autre que le chef de l'Etat ou du gouvernement ou le Ministre des affaires étrangères, l'enregistrement n'a eu lieu qu'à la date de réception par le Secrétaire général d'une confirmation faite par un instrument formel portant la signature de l'une de ces autorités. (Pour le texte du règlement destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, que l'Assemblée générale a adopté dans sa résolution 97 (I) du 14 décembre 1946 et modifié par ses résolutions 364 B (IV) et 482 (V), des 1er décembre 1949 et 12 décembre 1950 respectivement, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 76, p. XVIII.)

Décision de l'Assemblée générale

Déclarations portant acceptation des obligations de la Charte²

| Etat | Résolution | Date d'adoption | Enregistrement | | | Nations Unies, Recueil des Traités | |
|----------------------------------|--------------|-------------------------------|-------------------------------|------|--------|------------------------------------|--|
| | | | Date | N° | Volume | Page | |
| HONGRIE | 995 (X) | 14 décembre 1955 | 15 décembre 1955 | 3054 | 223 | 65 | |
| ILES MALDIVES . . . | 2009 (XX) | 21 septembre 1965 | 21 septembre 1965 | 7929 | 545 | 147 | |
| INDONÉSIE ³ | 491 (V) | 28 septembre 1950 | 28 septembre 1950 | 916 | 71 | 153 | |
| IRLANDE | 995 (X) | 14 décembre 1955 | 29 novembre 1956 | 3594 | 254 | 223 | |
| ISLANDE | 34 (I) | 9 novembre 1946 | 14 décembre 1946 | 8 | 1 | 41 | |
| ISRAËL | 273 (III) | 11 mai 1949 | 11 mai 1949 | 448 | 30 | 53 | |
| ITALIE | 995 (X) | 14 décembre 1955 | 9 avril 1956 | 3217 | 231 | 175 | |
| JAMAÏQUE | 1750 (XVII) | 18 septembre 1962 | 18 septembre 1962 | 6304 | 437 | 153 | |
| JAPON | 1113 (XI) | 18 décembre 1956 | 18 décembre 1956 | 3626 | 256 | 167 | |
| JORDANIE | 995 (X) | 14 décembre 1955 | 14 décembre 1955 | 3048 | 223 | 43 | |
| KENYA | 1976 (XVIII) | 16 décembre 1963 | 16 décembre 1963 | 7015 | 483 | 233 | |
| KOWEÏT | 1872 (S-IV) | 14 mai 1963 | 14 mai 1963 | 6705 | 463 | 213 | |
| LACS | 995 (X) | 14 décembre 1955 | 14 décembre 1955 | 3049 | 223 | 47 | |
| LESOTHO | 2137 (XXI) | 17 octobre 1966 | 17 octobre 1966 | 8358 | 575 | 155 | |
| LIBYE | 995 (X) | 14 décembre 1955 | 14 décembre 1955 | 3050 | 223 | 51 | |
| MADAGASCAR | 1478 (XV) | 20 septembre 1960 | 20 septembre 1960 | 5356 | 375 | 87 | |
| MALAISIE ⁴ | 1134 (XII) | 17 septembre 1957 | 17 septembre 1957 | 3995 | 277 | 3 | |
| MALAWI ⁵ | | 1 ^{er} décembre 1964 | 1 ^{er} décembre 1964 | 7496 | 519 | 3 | |
| MALÏ | 1491 (XV) | 28 septembre 1960 | 28 octobre 1960 | 5412 | 377 | 361 | |
| MALTE ⁵ | | 1 ^{er} décembre 1964 | 1 ^{er} décembre 1964 | 7497 | 519 | 7 | |
| MAROC | 1111 (XI) | 12 novembre 1956 | 12 novembre 1956 | 3575 | 253 | 77 | |
| MAURICE | 2371 (XXII) | 24 avril 1968 | 24 avril 1968 | 9064 | | | |
| MAURITANIE | 1631 (XVI) | 27 octobre 1961 | 26 mars 1963 | 6576 | 457 | 59 | |
| MONGOLIE | 1630 (XVI) | 27 octobre 1961 | 17 juillet 1962 | 6261 | 434 | 141 | |
| NÉPAL | 995 (X) | 14 décembre 1955 | 14 décembre 1955 | 3051 | 223 | 55 | |
| NIGER | 1482 (XV) | 20 septembre 1960 | 20 septembre 1960 | 5358 | 375 | 95 | |

³ Par une lettre adressée au Secrétaire général le 20 janvier 1965, le Premier Ministre adjoint et Ministre des affaires étrangères de l'Indonésie a fait savoir au Secrétaire général que l'Indonésie a décidé, à ce stade et dans les circonstances actuelles, de se retirer de l'Organisation des Nations Unies. Dans sa réponse du 26 février 1965, le Secrétaire général, après avoir pris note de la lettre de l'Indonésie, a exprimé le sincère espoir qu'elle [l'Indonésie] reprendra un jour sa pleine coopération avec l'Organisation des Nations Unies. Pour le texte de la lettre de l'Indonésie et celui de la réponse du Secrétaire général, voir les documents A/5857 et Corr.1 et A/5899.

Par un télégramme daté du 19 septembre 1966, le Gouvernement indonésien a informé le Secrétaire général qu'il avait décidé, à partir de la vingt et unième session de l'Assemblée générale, de coopérer à nouveau pleinement avec l'Organisation des Nations Unies et de reprendre sa participation aux activités de l'Organisation. Pour le texte de ce télégramme, voir le document A/6419.

A la 1420ème séance plénière de l'Assemblée générale le 26 septembre 1966, le Président de l'Assemblée générale, se référant aux lettres et au télégramme susmentionnés et à la décision du Gouvernement indonésien de coopérer à nouveau pleinement avec l'Organisation des Nations Unies, a déclaré notamment : il semblerait donc que le Gouvernement indonésien considère que son absence récente de l'Organisation était due non pas à un retrait de l'ONU mais à une cessation de collaboration. La ligne de conduite suivie jusqu'à présent par l'ONU à cet égard ne paraît pas infirmer cette thèse. Si tel est aussi l'avis général des Membres, le Secrétaire général donnera des instructions afin que les mesures administratives nécessaires soient prises pour que l'Indonésie recommence à participer aux activités de l'Organisation... S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que les Membres souhaitent voir l'Indo-

nesie reprendre sa participation pleine et entière aux activités de l'ONU, et que le Secrétaire général peut procéder de la manière que j'ai indiquée. En l'absence d'objection, le Président a invité les représentants de l'Indonésie à prendre place au sein de l'Assemblée générale. (Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Séances plénières, 1420ème séance.*)

⁴ En date du 16 septembre 1963, le représentant permanent de la Malaisie auprès des Nations Unies a adressé au Secrétaire général la communication suivante :

"Par amendement constitutionnel prévu à l'article 159 de la Constitution de la Fédération de Malaisie et récemment adopté par les deux Chambres du Parlement à la majorité requise des deux tiers, le nom de l'Etat énoncé à l'article premier de ladite Constitution a cessé d'être "Fédération de Malaisie" pour devenir "Malaisie".

"A compter de cette date, la Mission dont je suis le chef a donc pris le nom de "Mission permanente de Malaisie auprès de l'Organisation des Nations Unies".

"Je vous serais bien obligé de bien vouloir prendre note de cette modification et de la porter à la connaissance de toutes les missions accréditées auprès de l'Organisation."

Par la suite, le Gouvernement malaisien a confirmé au Secrétaire général que la Malaisie demeure liée par tous les traités multilatéraux dont le Secrétaire général est dépositaire et auxquels la Fédération de Malaisie était devenue partie soit par succession, soit par ratification ou adhésion, et que les publications pertinentes de l'ONU doivent dorénavant citer la Malaisie comme partie à ces traités.

⁵ La décision d'admettre le Malawi et Malte à l'Organisation des Nations Unies a été prise par l'Assemblée générale à sa dix-neuvième session (1286ème séance, tenue le 1er décembre 1964).

Décision de l'Assemblée générale

Déclarations portant acceptation des obligations de la Charte²

| Etat | Résolution | Date d'adoption | Enregistrement | | | | Nations Unies, Recueil des Traités | |
|---|--------------|-------------------------------|-------------------------------|------|--------|------|------------------------------------|--|
| | | | Date | N° | Volume | Page | | |
| NIGÉRIA | 1492 (XV) | 7 octobre 1960 | 8 mai 1961 | 5688 | 395 | 237 | | |
| OUGANDA | 1758 (XVII) | 25 octobre 1962 | 25 octobre 1962 | 6357 | 443 | 47 | | |
| PAKISTAN | 108 (II) | 30 septembre 1947 | 30 septembre 1947 | 112 | 8 | 57 | | |
| PORTUGAL | 995 (X) | 14 décembre 1955 | 21 février 1956 | 3155 | 229 | 3 | | |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | 1488 (XV) | 20 septembre 1960 | 20 septembre 1960 | 5363 | 375 | 115 | | |
| RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE ⁶ : | | | | | | | | |
| TANGANYIKA | 1667 (XVI) | 14 décembre 1961 | 14 décembre 1961 | 6000 | 416 | 147 | | |
| ZANZIBAR | 1975 (XVIII) | 16 décembre 1963 | 16 décembre 1963 | 7016 | 483 | 237 | | |
| ROUMANIE | 995 (X) | 14 décembre 1955 | 14 décembre 1955 | 3052 | 223 | 59 | | |
| RWANDA | 1748 (XVII) | 18 septembre 1962 | 18 septembre 1962 | 6302 | 437 | 145 | | |
| SÉNÉGAL | 1490 (XV) | 28 septembre 1960 | 28 septembre 1960 | 5374 | 376 | 79 | | |
| SIERRA LEONE | 1623 (XVI) | 27 septembre 1961 | 27 septembre 1961 | 5876 | 409 | 43 | | |
| SINGAPOUR | 2010 (XX) | 21 septembre 1965 | 21 septembre 1965 | 7930 | 545 | 151 | | |
| SOMALIE | 1479 (XV) | 20 septembre 1960 | 23 février 1961 | 5577 | 388 | 179 | | |
| SOUAZILAND | 2376 (XXIII) | 24 septembre 1968 | 24 septembre 1968 | 9252 | | | | |
| SOUDAN | 1110 (XI) | 12 novembre 1956 | 12 novembre 1956 | 3576 | 253 | 81 | | |
| SUÈDE | 34 (I) | 9 novembre 1946 | 14 décembre 1946 | 9 | 1 | 43 | | |
| TCHAD | 1485 (XV) | 20 septembre 1960 | 20 septembre 1960 | 5361 | 375 | 107 | | |
| THAÏLANDE | 101 (I) | 15 décembre 1946 | 16 décembre 1946 | 11 | 1 | 47 | | |
| TOGO | 1477 (XV) | 20 septembre 1960 | 20 septembre 1960 | 5355 | 375 | 83 | | |
| TRINITÉ-ET- TOBAGO | 1751 (XVII) | 18 septembre 1962 | 18 septembre 1962 | 6305 | 437 | 157 | | |
| TUNISIE | 1112 (XI) | 12 novembre 1956 | 12 novembre 1956 | 3577 | 253 | 85 | | |
| YÉMEN | 108 (II) | 30 septembre 1947 | 30 septembre 1947 | 113 | 8 | 59 | | |
| YÉMEN DU SUD | 2310 (XXII) | 14 décembre 1967 | 14 décembre 1967 | 8861 | 614 | | | |
| ZAMBIE ⁷ | | 1 ^{er} décembre 1964 | 1 ^{er} décembre 1964 | 7498 | 519 | 11 | | |

⁶ Par note en date du 6 mai 1964, le Ministère des affaires extérieures de la République-Unie de Tanzanie a porté à la connaissance du Secrétaire général qu'à la suite de la signature et de la ratification de l'Acte d'union de la République du Tanganyika et de la République populaire de Zanzibar, les deux pays s'étaient unis le 26 avril 1964 pour former un Etat souverain, la République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar. En outre, le Ministère demandait au Secrétaire général de vouloir bien prendre acte de ce que la République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar déclare qu'elle est maintenant un seul Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies, lié par les dispositions de la Charte, et que tous les traités et accords internationaux en vigueur entre la République du Tanganyika ou la République populaire de Zanzibar, d'une part, et d'autres Etats ou des organisations internationales, d'autre part, demeureront, dans la mesure où leur application est compatible avec la situation constitutionnelle créée par l'Acte d'union, en vigueur dans les limites territoriales fixées lors de leur conclusion, conformément aux principes du droit international.

En transmettant la note susmentionnée, comme il en avait été prié, à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, aux organes principaux de l'Organisation et à ceux de ses organes subsidiaires auxquels le Tanganyika ou Zanzibar avaient été nommés, ainsi qu'aux institutions spécialisées des Nations Unies et à l'Agence internationale de l'éner-

gie atomique, le Secrétaire général déclarait qu'il prenait, dans les limites de ses attributions administratives, les mesures voulues pour donner effet à la déclaration contenue dans ladite note du 6 mai 1964, aux termes de laquelle la République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar est maintenant un seul Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies, et par les dispositions de la Charte. Ce faisant, il agit sans préjudice et sous réserve des décisions que d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies pourront prendre sur la base de la notification de la création de la République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar. Il n'y a eu à cet égard d'objection de la part d'aucun des organes intéressés.

Par une communication adressée au Secrétaire général le 2 novembre 1964, la Mission permanente de la République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar lui a fait savoir que la République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar s'appellera dorénavant République-Unie de Tanzanie.

Par la suite, le Gouvernement tanzanien a confirmé au Secrétaire général que la République-Unie de Tanzanie continuait à être liée par les traités multilatéraux à l'égard desquels le Secrétaire général exerce les fonctions de dépositaire et qui avaient été signés ou ratifiés, ou avaient fait l'objet d'une adhésion, au nom du Tanganyika.

⁷ La décision d'admettre la Zambie à l'Organisation des Nations Unies a été prise par l'Assemblée générale à sa dix-neuvième session (1286^{ème} séance, tenue le 1^{er} décembre 1964).

3. Parties au Statut de la Cour internationale de Justice

Tous les Membres des Nations Unies¹.

Suisse à dater du 28 juillet 1948².

Liechtenstein à dater du 29 mars 1950³.

Saint-Marin à dater du 18 février 1954⁴.

¹ Voir pages 3 à 7. Avant de devenir Membre de l'Organisation des Nations Unies, le Japon a été Partie au Statut de la Cour internationale de Justice du 2 avril 1954 au 18 décembre 1956; pour le texte de la déclaration par laquelle le Gouvernement japonais a accepté les conditions fixées, sur la recommandation du Conseil de Sécurité, par l'Assemblée générale dans sa résolution 863 (VIII) du 9 décembre 1953 pour que le Japon devienne Partie au Statut de la Cour internationale de Justice. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 188, p. 137.

² Sur la recommandation du Conseil de sécurité, adoptée le 15 novembre 1946, l'Assemblée générale, par sa résolution 91 (I) adoptée le 11 décembre 1946, et en vertu de l'Article 93, paragraphe 2, de la Charte, a déterminé les conditions dans lesquelles la Suisse pouvait devenir Partie au Statut de la Cour internationale de Justice. Le 28 juillet 1948, une déclaration acceptant ces conditions a été déposée auprès du Secrétaire général des Nations Unies au nom de la Suisse (enregistrée sous le numéro 271. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, volume 17, page 111); en conséquence, la Suisse est devenue, à cette date, Partie au Statut de la Cour internationale de Justice.

³ Sur la recommandation du Conseil de sécurité, adoptée le

1er septembre 1949, l'Assemblée générale, par sa résolution 363 (IV) adoptée le 1er décembre 1949, et en vertu de l'Article 93, paragraphe 2, de la Charte, a déterminé les conditions dans lesquelles le Liechtenstein pouvait devenir Partie au Statut de la Cour internationale de Justice. Le 29 mars 1950, une déclaration acceptant ces conditions a été déposée auprès du Secrétaire général des Nations Unies au nom du Liechtenstein (enregistrée sous le numéro 758. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, volume 51, page 115); en conséquence, le Liechtenstein est devenu, à cette date, partie au Statut de la Cour internationale de Justice.

⁴ Sur la recommandation du Conseil de sécurité, adoptée le 3 décembre 1953, l'Assemblée générale, par sa résolution 806 (VIII) adoptée le 9 décembre 1953, et en vertu de l'Article 93, paragraphe 2, de la Charte, a déterminé les conditions dans lesquelles Saint-Marin pouvait devenir Partie au Statut de la Cour internationale de Justice. Le 18 février 1954, une déclaration acceptant ces conditions a été déposée auprès du Secrétaire général des Nations Unies au nom de Saint-Marin (enregistrée sous le numéro 2495; voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, volume 186, page 295); en conséquence, Saint-Marin est devenu, à cette date, Partie au Statut de la Cour internationale de Justice.

4. Déclarations reconnaissant comme obligatoire la juridiction de la Cour internationale de Justice

Etats qui ont fait des déclarations en application de l'Article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour internationale de Justice ou dont les déclarations faites en application de l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour permanente de Justice internationale sont réputées constituer acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice¹

| | | |
|--------------------------|-------------------------------|-------------------------------------|
| AUSTRALIE | ISRAËL | PAKISTAN |
| BELGIQUE | JAPON | PANAMA ² |
| CAMBODGE | KENYA | PAYS-BAS |
| CANADA ² | LIBÉRIA | PHILIPPINES |
| CHINE | LIECHTENSTEIN | PORTUGAL |
| COLOMBIE ² | LUXEMBOURG ² | RÉPUBLIQUE ARABE UNIE |
| DANEMARK | MALAWI | RÉPUBLIQUE DOMINICAINE ² |
| EL SALVADOR ² | MALTE | ROYAUME-UNI |
| ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE | MAURICE | SOMALIE |
| FINLANDE | MEXIQUE | SOUDAN |
| FRANCE | NICARAGUA ² | SUÈDE |
| GAMBIE | NIGÉRIA | SUISSE |
| HAÏTI ² | NORVÈGE | TURQUIE |
| HONDURAS | NOUVELLE-ZÉLANDE ² | URUGUAY ² |
| INDE | OUGANDA | |

Note. — Les déclarations reconnaissant comme obligatoire la juridiction de la Cour internationale de Justice, déposées auprès du Secrétaire général par les Gouvernements de la Bolivie, du Brésil, du Guatemala et de la Thaïlande, ont été faites pour des durées limitées qui sont venues à expiration. Pour le texte de ces déclarations, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1, p. 49 (Guatemala); vol. 15, p. 221 (Brésil); vol. 16, p. 207 (Bolivie); et vol. 65, p. 157 (Thaïlande).

Par une communication reçue par le Secrétaire général le 12 avril 1967, le Gouvernement sud-africain a donné avis du

retrait et de la dénonciation, pour prendre effet à compter de cette même date, de la déclaration du 12 septembre 1955. Le texte de cette déclaration, qui a été déposé auprès du Secrétaire général le 13 septembre 1955, figure dans le *Recueil des Traités des Nations Unies*, vol. 216, p. 115.

¹ Voir l'Article 36, paragraphe 5, du Statut de la Cour internationale de Justice.

² Etats qui ont fait des déclarations en application de l'Article 36, paragraphe 2, de la Cour permanente de Justice internationale.

Texte des déclarations

(La date figurant après le nom de l'Etat indique la date de dépôt de la déclaration)

a) Déclarations faites en application de l'Article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour internationale de Justice

AUSTRALIE

6 février 1954³

Considérant qu'en vertu du paragraphe 5 de l'Article 36 du Statut de la Cour internationale de Justice, toute déclaration faite conformément à l'Article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale pour une durée qui n'est pas encore expirée au moment de l'entrée en vigueur du Statut de la Cour internationale de Justice est considérée, dans les rapports entre parties à ce dernier Statut, comme comportant acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice pour la durée restant à courir d'après cette déclaration et conformément à ses termes;

Et considérant qu'au moment de l'entrée en vigueur du Statut de la Cour internationale de Justice, l'Australie était encore liée par une déclaration faite le 21 août 1940⁴ conformément à l'Article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale;

Et considérant que, par cette déclaration, l'Australie a accepté la juridiction obligatoire de la Cour, en ce qui concerne certains différends, pour une période de cinq ans à partir de ladite déclaration et par la suite jusqu'à la date à laquelle elle notifierait son intention d'abroger cette acceptation;

Et considérant que le Gouvernement australien désire abroger ladite acceptation et faire une nouvelle déclaration d'acceptation dans des termes appropriés aux circonstances présentes;

En conséquence, Nous, William Douglass Forsyth, Chef de la Mission australienne auprès de l'Organisation des Nations Unies, agissant au nom du Gouvernement australien et conformément aux instructions données à ce sujet par le Très Honorable Richard Gardiner Casey, Ministre d'Etat pour les affaires extérieures,

³ Enregistrée sous le numéro 2484. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 186, p. 77.

⁴ Voir *Annuaire de la Cour internationale de Justice*, 1952-1953, p. 171.

1. Notifions que nous abrogeons par les présentes l'acceptation par l'Australie de la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice, qui découlait de la déclaration faite le 21 août 1940 conformément à l'Article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale et s'appliquait à la Cour internationale de Justice en vertu du paragraphe 5 de l'Article 36 du Statut de cette dernière;
2. Déclarons, conformément au paragraphe 2 de l'Article 36 du Statut de la Cour internationale de Justice, que le Gouvernement australien reconnaît comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, à l'égard de tout autre Etat acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour internationale de Justice, à partir de la date de la présente déclaration et par la suite jusqu'à ce qu'il ait notifié son intention de l'abroger, pour tous les différends d'ordre juridique nés après le 18 août 1930, concernant des situations ou des faits postérieurs à ladite date, et ayant pour objet :
 - a) L'interprétation d'un traité;
 - b) Tout point de droit international;
 - c) La réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international;
 - d) La nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international;
 toutefois la présente déclaration ne s'applique pas :
 - i) Aux différends au sujet desquels les parties en cause auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique;
 - ii) Aux différends avec le Gouvernement d'un autre membre du Commonwealth britannique de nations, différends qui seront réglés selon une méthode convenue entre les parties ou dont elles conviendront;
 - iii) Aux différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction de l'Australie;
 - iv) Aux différends résultant d'événements survenus alors que le Gouvernement australien se trouvait ou se trouve engagé dans des hostilités; et
 - v) Aux différends ayant pour cause ou concernant la juridiction ou les droits revendiqués ou exercés par l'Australie;
 - a) En ce qui concerne le plateau continental d'Australie et les territoires placés sous l'autorité de l'Australie, tel que ledit plateau continental est défini ou délimité dans les proclamations australiennes du 10 septembre 1953 ou dans les lois australiennes relatives aux pêcheries de perles ou en vertu desdites lois;
 - b) En ce qui concerne les ressources naturelles du lit de la mer et du sous-sol dudit plateau continental, y compris les produits des pêcheries sédentaires; ou
 - c) En ce qui concerne les eaux australiennes, au sens des lois australiennes relatives aux pê-

cheries de perles, lorsqu'il s'agit de la juridiction ou des droits revendiqués ou exercés sur ces eaux en application ou en vertu desdites lois,

sauf tout différend au sujet duquel les parties ont préalablement conclu un *modus vivendi* en attendant l'arrêt définitif de la Cour dans le différend en question;

Etant entendu que le Gouvernement australien se réserve le droit de demander la suspension de la procédure devant la Cour pour tout différend à l'égard duquel le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies exerce les fonctions qui lui sont attribuées par la Charte des Nations Unies, à condition que la requête de suspension soit déposée dans les dix jours qui suivront la notification du début de la procédure devant la Cour, et à condition également que ladite suspension soit limitée à une période de douze mois ou à une période plus longue qui pourrait être fixée par les parties au différend ou déterminée par une décision du Conseil de sécurité.

SIGNÉ ET SCELLÉ PAR NOUS, William Douglass Forsyth, le six février mil neuf cent cinquante-quatre.

(Signé) W. D. FORSYTH

BELGIQUE

17 juin 1958⁵

"Au nom du Gouvernement belge, je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Etat acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour internationale de Justice, conformément à l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour, sur tous les différends d'ordre juridique nés après le 13 juillet 1948 au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette date, sauf le cas où les parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.

"La présente déclaration est faite sous réserve de ratification⁶. Elle entrera en vigueur le jour du dépôt de l'instrument de ratification, pour une période de cinq ans. A l'expiration de cette période, elle restera en vigueur jusqu'à notification de son abrogation.

"Bruxelles, le 3 avril 1958."

Le Ministre des affaires étrangères,

(Signé) V. LAROCK

CAMBODGE

19 septembre 1957⁷

"Au nom du Gouvernement royal du Cambodge, j'ai l'honneur de déclarer, conformément à l'Article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour internationale de Justice, reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale à l'égard de tout autre

⁵ Enregistrée sous le numéro 4364; voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 302, p. 251. La déclaration précédente, valable pour une durée de cinq ans, avait été déposée par la Belgique le 13 juillet 1948; voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 16, p. 203.

⁶ L'instrument de ratification a été déposé le 17 juin 1958.

⁷ Enregistrée sous le numéro 3998. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 277, p. 77.

Etat Membre des Nations Unies et acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de ladite Cour sur tous les différends autres que :

"1) Les différends au sujet desquels les parties en cause auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique;

"2) Les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction du Royaume du Cambodge;

"3) Les différends portant sur toute question soustraite au règlement judiciaire ou à l'arbitrage obligatoire en vertu de tous traités, conventions ou autres accords ou instruments internationaux auxquels le Royaume du Cambodge est partie.

"La présente déclaration est valable pour 10 ans à partir de la date de son dépôt. Elle continuera ensuite à produire effet jusqu'à notification contraire par le Gouvernement royal du Cambodge.

"Pnom-Penh, le 9 septembre 1957."

(Signé) Sim VAR

CHINE

26 octobre 1946⁸

Le Gouvernement chinois déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, à l'égard de tout autre Etat acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour internationale de Justice, conformément à l'Article 36, paragraphes 2 et 3, du Statut de la Cour internationale de Justice, pour une durée de cinq ans et par la suite jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date où notification est donnée de l'intention de l'abroger.

Washington, le 26 octobre 1946.

DANEMARK

10 décembre 1956⁹

"Conformément au décret royal du 3 décembre 1956, j'ai l'honneur, au nom du Gouvernement danois, de faire la déclaration suivante :

"Le Royaume de Danemark reconnaît comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, conformément à l'article 36, alinéa 2, du Statut de la Cour internationale de Justice, la juridiction de la Cour vis-à-vis de tout autre Etat acceptant la même condition, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, pour une période de cinq ans à compter du 10 décembre 1956 et ensuite pour des périodes ultérieures, également de cinq ans, si la présente déclaration n'est pas dénoncée au plus tard six mois avant l'expiration d'une période de cinq ans.

"New York, le 10 décembre 1956."

*L'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
Représentant permanent du Danemark
auprès de l'Organisation des Nations Unies,*

(Signé) Karl I. ESKELUND

⁸ Enregistrée sous le numéro 5, Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1, p. 35.

⁹ Enregistrée sous le numéro 3646. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 257, p. 35. Cette déclaration remplace celle du 10 décembre 1946. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1, p. 45.

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

26 août 1946¹⁰

Nous, Harry S. Truman, président des Etats-Unis, déclarons au nom des Etats-Unis d'Amérique, en application de l'Article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour internationale de Justice et en conformité avec la résolution adoptée, en date du 2 août 1946, par le Sénat des Etats-Unis d'Amérique (par un vote des deux tiers des sénateurs présents), que les Etats-Unis d'Amérique reconnaissent comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, à l'égard de tout autre Etat acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour internationale de Justice sur tous les différends d'ordre juridique qui s'élèveront à l'avenir et ayant pour objet :

(a) L'interprétation d'un traité;

(b) Tout point de droit international;

(c) La réalité de tout fait qui, s'il est établi, constituerait la violation d'un engagement international;

(d) La nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international;

Sous la réserve que cette déclaration ne s'applique pas :

(a) Aux différends dont la solution est confiée par les parties à d'autres tribunaux en vertu d'accords déjà existants ou qui pourront être conclus à l'avenir; ou

(b) Aux différends relatifs à des questions relevant essentiellement de la compétence nationale des Etats-Unis d'Amérique, telle qu'elle est fixée par les Etats-Unis d'Amérique; ou

(c) Aux différends résultant d'un traité multilatéral, à moins que 1) toutes les parties au traité que la décision concerne soient également parties à l'affaire soumise à la Cour, ou que 2) les Etats-Unis d'Amérique acceptent expressément la compétence de la Cour; et

Sous la réserve enfin que cette déclaration demeure en vigueur pour une durée de cinq ans et qu'elle reste en vigueur de plein droit jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date où notification est donnée de l'intention d'y mettre fin.

Fait à Washington, ce 14 août 1946.

(Signé) Harry S. TRUMAN

FINLANDE

25 juin 1958¹¹

"Au nom du Gouvernement finlandais, je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, à l'égard de tout autre Etat acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour internationale de Justice, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de la Cour, pour une période de cinq ans à compter du 25 juin 1958. La présente déclaration sera renouvelée par tacite reconduction pour de nouvelles périodes d'une même durée, sauf dénonciation au plus tard six mois avant l'expiration d'une telle période. Cette déclaration ne s'appli-

¹⁰ Enregistrée sous le numéro 3. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1, p. 9.

¹¹ Enregistrée sous le numéro 4376. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 303, p. 137.

que qu'aux différends qui s'élèveraient au sujet des situations ou des faits postérieurs au 25 juin 1958.

"New York, le 25 juin 1958."

*Le Représentant permanent de la Finlande
auprès de l'Organisation des Nations Unies,*

(Signé) G. A. GRIPENBERG

FRANCE

20 mai 1966¹²

"Au nom du Gouvernement de la République française, je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale vis-à-vis des autres Membres des Nations Unies qui acceptent la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, conformément à l'Article 36, paragraphe 2, du Statut, jusqu'à ce qu'il soit donné notification de l'abrogation de cette acceptation, pour tous les différends qui s'élèveraient au sujet de faits ou de situations postérieurs à la présente déclaration, à l'exception :

"1) Des différends à propos desquels les parties seraient convenues ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique;

"2) Des différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la compétence nationale;

"3) Des différends nés d'une guerre ou d'hostilités internationales, des différends nés à l'occasion d'une crise intéressant la sécurité de la nation ou de toute mesure ou action s'y rapportant et des différends concernant des activités se rapportant à la défense nationale;

"4) Des différends avec un Etat qui, au moment où les faits ou situations donnant naissance au différend se sont produits, n'avait pas accepté la juridiction obligatoire de la Cour internationale de justice.

"Le Gouvernement de la République française se réserve également le droit de compléter, modifier ou retirer à tout moment les réserves formulées ci-dessus ou toute autre réserve qu'il pourrait formuler par la suite, moyennant une notification adressée au Secrétaire général des Nations Unies, les nouvelles réserves, modifications ou retraites devant prendre effet à partir de la date de ladite notification.

"Paris, le 16 mai 1966."

(Signé) M. COUVE DE MURVILLE

GAMBIE

22 juin 1966¹³

Conformément au paragraphe 2 de l'Article 36 du Statut de la Cour internationale de Justice, je déclare, au nom du Gouvernement gambien, que la Gambie re-

¹² Enregistrée sous le numéro 8196. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 562, p. 71. La présente déclaration remplace celle du 10 juillet 1959, dénoncée par notification reçue le 20 mai 1966; *ibid.*, p. 331. Pour le texte de la déclaration du 10 juillet 1959, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 337, p. 65. Pour le texte de la déclaration du 18 février 1947, qui précédait celle du 10 juillet 1959, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 26, p. 91.

¹³ Enregistrée sous le numéro 8232. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 565, p. 21.

connaît — et ce jusqu'à ce qu'il soit donné notification de l'abrogation de cette acceptation — comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale à l'égard de tout autre Etat acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour internationale de Justice sur tous les différends futurs concernant :

a) L'interprétation d'un traité;

b) Tout point de droit international;

c) La réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international;

d) La nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international; avec la réserve, toutefois, que la présente déclaration ne s'applique pas :

a) Aux différends à l'égard desquels les parties seraient convenues d'avoir recours à un mode de règlement autre que le recours à la Cour internationale de Justice;

b) Aux différends avec tout pays du Commonwealth;

c) Aux différends qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la compétence de la Gambie. Bathurst, le 14 juin 1966.

Le Ministre d'Etat aux affaires extérieures,
(Signé) A. B. N'JIE

HONDURAS

10 mars 1960¹⁴

Par la présente, le Gouvernement de la République du Honduras, dûment autorisé par le Congrès national, en vertu du décret numéro 99 du vingt-neuf janvier mil neuf cent soixante, à renouveler la déclaration visée au paragraphe 2 de l'Article 36 du Statut de la Cour internationale de Justice.

Déclare

1) Renouveler la déclaration qu'il a faite le dix-neuf avril mil neuf cent cinquante-quatre¹⁵ pour six ans, déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies le vingt-quatre mai de la même année, qui vient à expiration le vingt-quatre mai mil neuf cent soixante et par laquelle il a reconnu comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, à l'égard de tout autre Etat acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour sur tous les différends d'ordre juridique ayant pour objet :

a) L'interprétation d'un traité;

b) Tout point de droit international;

c) La réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international;

d) La nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international.

2) Cette nouvelle déclaration est faite sous condition de réciprocité et pour une durée indéterminée, à partir de la date à laquelle elle sera déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

¹⁴ Enregistrée sous le numéro 236. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 353, p. 309.

¹⁵ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 15, p. 217 et vol. 190, p. 377.

Fait au Palais national, à Tegucigalpa (D. C.) le vingt février mil neuf cent soixante.

(Signé) Ramón VILLEDA MORALES
Le Secrétaire d'Etat aux relations extérieures,
(Signé) Andrés ALVARADO PUERTO

INDE

14 septembre 1959¹⁶

D'ordre du Président de l'Inde, j'ai l'honneur de déclarer que, conformément au paragraphe 2 de l'Article 36 du Statut de la Cour, le Gouvernement de la République de l'Inde reconnaît comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, sous condition de réciprocité et jusqu'à ce qu'il soit donné notification de l'abrogation de cette acceptation, la juridiction de la Cour internationale de Justice sur tous les différends nés après le 26 janvier 1950 concernant des situations ou des faits postérieurs à ladite date, autres que :

1) Les différends au sujet desquels les parties en cause seraient convenues ou conviendraient d'avoir recours à un ou plusieurs autres modes de règlement :

2) Les différends avec le gouvernement d'un Etat qui, à la date de la présente déclaration, est membre du Commonwealth ;

3) Les différends relatifs à des questions qui relèvent essentiellement de la juridiction de la République de l'Inde ;

4) Les différends concernant une question née d'une occupation de guerre ou d'une occupation militaire ou de l'exercice de fonctions résultant d'une recommandation ou d'une décision d'un organe de l'Organisation des Nations Unies, en vertu de laquelle le Gouvernement indien a assumé des obligations, ou s'y rapportant ;

5) Les différends à l'égard desquels toute autre partie en cause a accepté la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice uniquement en ce qui concerne lesdits différends ou aux fins de ceux-ci ; ou lorsque l'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour au nom d'une autre partie au différend a été déposée ou ratifiée moins de douze mois avant la date du dépôt de la requête par laquelle la Cour est saisie du différend ;

6) Les différends avec le gouvernement d'un Etat qui, à la date du dépôt de la requête par laquelle la Cour est saisie du différend, n'entretient pas de relations diplomatiques avec le Gouvernement indien.

Le Représentant permanent de l'Inde
auprès de l'Organisation des Nations Unies,
(Signé) C. S. JHA

ISRAEL

17 octobre 1956¹⁷

Au nom du Gouvernement d'Israël, je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans

¹⁶ Enregistrée sous le numéro 4871. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 340, p. 289. La déclaration du 7 janvier 1956, déposée auprès du Secrétaire général le 9 janvier 1956, a été dénoncée par notification reçue le 8 février 1957 ; pour le texte de cette déclaration, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 226, p. 235.

¹⁷ Enregistrée sous le numéro 3571 ; voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 252, p. 301. La présente déclaration

convention spéciale, à l'égard de tous les autres Membres des Nations Unies et de tout Etat non membre devenu partie au Statut de la Cour internationale de Justice conformément à l'Article 93, paragraphe 2, de la Charte, et sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour internationale de Justice, conformément à l'Article 36, paragraphe 2, du Statut de ladite Cour, pour tous les différends d'ordre juridique portant sur des situations ou des faits dont l'origine est postérieure au 25 octobre 1951, à condition qu'ils ne mettent pas en cause un titre juridique créé ou conféré par un gouvernement ou une autorité autre que le Gouvernement de l'Etat d'Israël ou une autorité relevant de ce gouvernement.

La présente déclaration ne s'applique pas :

a) A tout différend au sujet duquel les parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique ;

b) A tout différend relatif à des affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale de l'Etat d'Israël ;

c) A tout différend entre l'Etat d'Israël et un autre Etat, Membre ou non des Nations Unies, qui ne reconnaît pas Israël ou se refuse à établir ou à maintenir des relations diplomatiques avec Israël, lorsque l'absence ou la rupture des relations normales est antérieure au différend et existe indépendamment de lui ;

d) Aux différends résultant d'événements survenus entre le 15 mai 1948 et le 20 juillet 1949 ;

e) Sans préjudice de l'alinéa d ci-dessus, aux différends résultant d'hostilités, d'une guerre, d'un état de guerre, d'une rupture de la paix, d'une rupture d'un accord d'armistice, d'une occupation de guerre ou d'une occupation militaire (qu'il y ait eu déclaration de guerre ou non et que l'état de belligérance ait été reconnu ou non), ou aux différends ayant trait à ces situations, auxquels le Gouvernement d'Israël est, a été ou pourra être partie à un moment quelconque.

La présente déclaration prend effet à compter du 25 octobre 1956. Elle sera applicable aux différends qui s'élèveront postérieurement au 25 octobre 1951 et le demeurera aussi longtemps qu'il n'y sera pas mis fin par notification.

EN FOI DE QUOI, nous, Golda Meir, Ministre des affaires étrangères, avons fait apposer à la présente le sceau du Ministère des affaires étrangères et l'avons revêtue de notre signature, à Jérusalem, ce vingt-huitième jour de Tichri de l'an cinq mil sept cent dix-sept, qui correspond au troisième jour du mois d'octobre mil neuf cent cinquante-six.

(Signé) Golda MEIR

JAPON

15 septembre 1958¹⁸

D'ordre du Ministre des affaires étrangères, j'ai l'honneur, au nom du Gouvernement japonais, de dé-

remplace celle du 4 septembre 1950 qui avait pris effet le 25 octobre 1951, date du dépôt de l'instrument de ratification, et qui avait été faite pour une durée de cinq ans à compter de la date du dépôt de l'instrument de ratification ; voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 108, p. 239.

¹⁸ Enregistrée sous le numéro 4517. Voir Nations Unies, *Recueil de Traités*, vol. 312, p. 155.

clarer que, conformément au paragraphe 2 de l'Article 36 du Statut de la Cour internationale de Justice, le Japon reconnaît comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, à l'égard de tout autre État acceptant la même obligation et sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour sur tous les différends qui s'élèveraient à la date ou après la date de la présente déclaration au sujet de situations ou de faits ultérieurs à cette date et qui ne seraient pas résolus par d'autres moyens de règlement pacifique.

La présente déclaration ne s'applique pas aux différends que les parties auraient décidé ou décideraient de soumettre pour décision définitive et obligatoire à une procédure d'arbitrage ou de règlement judiciaire.

La présente déclaration demeurera valable pendant une période de cinq ans à l'expiration de laquelle elle pourra être dénoncée par écrit.

New York, le 15 septembre 1958.

*Le Représentant permanent du Japon
auprès de l'Organisation des Nations Unies,
(Signé) Koto MATSUDAIRA*

KENYA

19 avril 1965¹⁹

J'ai l'honneur, au nom du Gouvernement de la République du Kenya, de déclarer que, conformément au paragraphe 2 de l'Article 36 du Statut de la Cour internationale de Justice, il accepte sous condition de réciprocité — et ce jusqu'à ce qu'il soit donné notification de l'abrogation de cette acceptation — comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale la juridiction de la Cour sur tous les différends nés après le 12 décembre 1963 concernant des situations ou des faits postérieurs à cette date, autres que :

1. Les différends au sujet desquels les parties en cause auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode ou à d'autres modes de règlement;

2. Les différends avec le gouvernement d'un État qui, à la date de la présente déclaration, est membre du Commonwealth britannique des nations ou qui le deviendrait par la suite;

3. Les différends relatifs à des questions qui, d'après les règles générales du droit international, relèvent exclusivement de la compétence du Kenya;

4. Les différends concernant toute question relative à une occupation de guerre ou à une occupation militaire ou à l'accomplissement de fonctions en application d'une recommandation ou décision d'un organe des Nations Unies conformément à laquelle le Gouvernement de la République du Kenya a accepté des obligations, ou toute question résultant d'une telle occupation ou de l'accomplissement de telles fonctions.

Le Gouvernement de la République du Kenya se réserve le droit de compléter, modifier ou retirer à tout moment les réserves ci-dessus, moyennant notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des

Nations Unies. Une telle notification prendra effet à la date de sa réception par le Secrétaire général.

Le 12 avril 1965.

*Le Ministre des affaires extérieures,
(Signé) Joseph MURUMBI*

LIBERIA

20 mars 1952²⁰

Au nom du Gouvernement de la République de Libéria, et sous réserve de ratification²¹, je soussigné, Gabriel L. Dennis, Secrétaire d'État du Libéria, déclare que la République de Libéria reconnaît comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, à l'égard de tout autre État qui est ou sera partie au Statut de la Cour internationale de Justice en vertu de l'Article 93 de la Charte des Nations Unies et qui accepte la même obligation (c'est-à-dire sous réserve de réciprocité), la juridiction de la Cour internationale de Justice pour tous les différends d'ordre juridique qui s'élèveront après la ratification de la présente déclaration et qui porteront sur :

- a) L'interprétation d'un traité;
- b) Tout point de droit international;
- c) La réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international;
- d) La nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international.

La présente déclaration ne s'applique pas :

- a) Aux différends que la République du Libéria considère comme relevant essentiellement de sa compétence nationale;
- b) Aux différends que les parties sont convenues ou conviendraient de porter devant d'autres tribunaux en vertu d'accords déjà existants ou qui pourraient être conclus à l'avenir.

La présente déclaration est faite pour une période de cinq ans à dater du dépôt de l'instrument de ratification et elle restera ensuite en vigueur jusqu'à notification de l'intention d'y mettre fin.

Fait à Monrovia, le 3 mars 1952.

*Le Secrétaire d'État,
(Signé) Gabriel L. DENNIS*

LIECHTENSTEIN

29 mars 1950²²

“Le Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein, dûment autorisé par Son Altesse Sérénissime le Prince régnant François Joseph II selon l'arrêté de la Diète de la Principauté de Liechtenstein du 9 mars 1950, entré en vigueur le 10 mars 1950,

“Déclare par les présentes que la Principauté de Liechtenstein reconnaît comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale à l'égard de tout autre État acceptant la même obligation la juridiction de la

²⁰ Enregistrée sous le numéro 2145. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 163, p. 117.

²¹ L'instrument de ratification a été déposé le 17 avril 1953.

²² Enregistrée sous le numéro 759. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 51, p. 119.

¹⁹ Enregistrée sous le numéro 7697. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 531, p. 113.

Cour internationale de Justice sur tous les différends d'ordre juridique ayant pour objet

- a) L'interprétation d'un traité;
- b) Tout point de droit international;
- c) La réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international;
- d) La nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international.

"Cette déclaration, qui est fondée sur l'Article 36 du Statut de la Cour internationale de Justice, portera effet dès la date à laquelle la Principauté de Liechtenstein sera devenue partie à ce statut²³ et aussi longtemps qu'elle n'aura pas été abrogée moyennant un préavis d'un an.

"Fait à Vaduz, le 10 mars 1950."

Au nom du Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein :

Le Cl. du Gouvernement,
(Signé) A. FRICK

MALAWI

12 décembre 1966²⁴

Au nom du Gouvernement malawien, je soussigné déclare, conformément au paragraphe 2 de l'Article 36 du Statut de la Cour internationale de Justice, reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale à l'égard de tout autre Etat acceptant la même obligation, sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour internationale de Justice sur tous les différends d'ordre juridique auxquels pourraient donner naissance des faits ou situations postérieurs à la présente déclaration et concernant :

- a) L'interprétation d'un traité;
- b) Tout point de droit international;
- c) La réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international;
- d) La nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international.

Toutefois, la présente déclaration ne s'applique pas :

- i) Aux différends concernant des questions qui relèvent essentiellement de la compétence nationale de la République du Malawi, telle qu'elle est définie par le Gouvernement malawien;
- ii) Aux différends au sujet desquels les parties seraient convenues ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique; ni
- iii) Aux différends concernant toute question se rapportant à une occupation de guerre ou à une occupation militaire ou en résultant.

Le Gouvernement malawien se réserve également le droit de compléter, modifier ou retirer à tout moment l'une quelconque des réserves formulées ci-dessus ou toute autre réserve qu'il pourrait formuler par la suite, moyennant une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, les nouvelles réserves, modifications ou retraits devant prendre effet à la date de la réception de ladite notification par le

Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Faite à Zomba, le 22 novembre 1966.

*Le Président et Ministre
des affaires extérieures,*
(Signé) H. KAMUZU BANDA

MALTE

6 décembre 1966²⁵

J'ai l'honneur de déclarer que le Gouvernement maltais, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'Article 36 du Statut de la Cour internationale de Justice, reconnaît comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, sous condition de réciprocité et jusqu'à ce qu'il soit donné notification de l'abrogation de cette acceptation, la juridiction de la Cour en ce qui concerne tous les différends autres que :

- i) Les différends au sujet desquels les parties en cause seraient convenues ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique;
- ii) Les différends avec le gouvernement d'un autre pays membre du Commonwealth britannique de nations, différends qui seront réglés selon une méthode convenue entre les parties ou dont elles conviendront;
- iii) Les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction de Malte;
- iv) Les différends concernant toute question se rapportant à une occupation de guerre ou à une occupation militaire ou en résultant ou concernant l'exécution de fonctions en application d'une recommandation ou d'une décision d'un organe des Nations Unies conformément à laquelle le Gouvernement maltais a assumé des obligations;
- v) Les différends auxquels peut donner lieu un traité multilatéral sauf si 1) toutes les parties au traité que touche la décision sont également parties à l'affaire portée devant la Cour ou 2) si le Gouvernement maltais accepte expressément la juridiction de la Cour;
- vi) Les différends portant sur toute question soustraite au règlement judiciaire ou à l'arbitrage obligatoire en vertu de tous traités, conventions ou autres accords ou instruments internationaux auxquels Malte est partie;
- vii) Les différends qui donnent ou ont donné lieu à des procédures arbitrales ou judiciaires avec un Etat qui, au moment où la procédure a été entamée, n'avait pas accepté pour sa part la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice;
- viii) Les différends à l'égard desquels toute autre partie en cause a accepté la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice uniquement en ce qui concerne lesdits différends ou aux fins de ceux-ci; ou lorsque l'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour au nom d'une autre partie au différend a été déposée ou ratifiée moins de douze mois avant la date du dépôt de la requête par laquelle la Cour est saisie du différend.

²³ Le Liechtenstein est devenu partie au Statut de la Cour internationale de Justice le 29 mars 1950. Voir note 3, p. 8.

²⁴ Enregistrée sous le numéro 8438; voir Nations Unies *Recueil des Traités*, vol. 581, p. 135.

²⁵ Enregistrée sous le numéro 8423; voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 580, p. 205.

Le Gouvernement maltais se réserve également le droit de compléter, modifier ou retirer à tout moment l'une quelconque des réserves formulées ci-dessus ou toute autre réserve qu'il pourrait formuler par la suite, moyennant une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, les nouvelles réserves, modifications ou retraits devant prendre effet à partir de la date de ladite notification.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma très haute considération.

Le 29 novembre 1966.

Le Ministre par intérim,
(Signé) G. FELICE

MAURICE

23 septembre 1968²⁶

Au nom du Gouvernement mauricien, j'ai l'honneur de déclarer que, conformément au paragraphe 2 de l'Article 36 du Statut de la Cour internationale de Justice, Maurice accepte comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, jusqu'à ce qu'il notifie son intention d'abroger cette acceptation, pour tous les différends autres que :

- i) Les différends au sujet desquels les parties en cause seraient convenues ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique ;
- ii) Les différends avec le gouvernement d'un autre pays membre du Commonwealth britannique de nations, différends qui seront réglés selon une méthode convenue entre les parties ou dont elles conviendront ;
- iii) Les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction de Maurice ;
- iv) Les différends concernant toute question se rapportant à une occupation de guerre ou à une occupation militaire ou en résultant ou concernant l'exécution de fonctions en application d'une recommandation ou d'une décision d'un organe des Nations Unies conformément à laquelle le Gouvernement mauricien a assumé des obligations ;
- v) Les différends portant sur toute question soustraite au règlement judiciaire ou à l'arbitrage obligatoire en vertu de tous traités, conventions ou autres accords ou instruments internationaux auxquels Maurice est partie ;
- vi) Les différends qui donnent ou ont donné lieu à des procédures arbitrales ou judiciaires avec un Etat qui, au moment où la procédure a été entamée, n'avait pas accepté pour sa part la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice ; et
- vii) Les différends à l'égard desquels toute autre partie en cause a accepté la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice uniquement en ce qui concerne lesdits différends ou aux fins de ceux-ci ; ou lorsque l'acceptation de la

juridiction obligatoire de la Cour au nom d'une autre partie au différend a été déposée ou ratifiée moins de douze mois avant la date du dépôt de la requête par laquelle la Cour est saisie du différend.

Le Gouvernement mauricien se réserve également le droit de compléter, modifier ou retirer à tout moment l'une quelconque des réserves formulées ci-dessus ou toute autre réserve qu'il pourrait formuler par la suite, moyennant une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Port Louis, le 4 septembre 1968.

*Le Premier Ministre et Ministre
des affaires étrangères,*
(Signé) S. RAMGOOLAM

MEXIQUE

28 octobre 1947²⁷

Pour tous les différends d'ordre juridique qui pourraient surgir à l'avenir entre les Etats-Unis du Mexique et tout autre pays relativement à des faits postérieurs à la présente déclaration, le Gouvernement du Mexique reconnaît comme obligatoire de plein droit, et sans qu'il soit besoin d'une convention spéciale, la juridiction de la Cour internationale de Justice, conformément à l'Article 36, paragraphe 2, du Statut de ladite Cour, à l'égard de tout autre Etat acceptant la même obligation, c'est-à-dire sur une base de réciprocité absolue. La présente déclaration, qui n'est pas applicable aux différends nés de faits qui, de l'avis du Gouvernement du Mexique, relèvent de la juridiction interne des Etats-Unis du Mexique, vaut pour une période de cinq années à partir du 1^{er} mars 1947, après laquelle elle restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à dater du jour où le Gouvernement du Mexique fera connaître son intention d'y mettre fin.

Mexico (D. F.), le 23 octobre 1947.

*Le Secrétaire d'Etat
aux relations extérieures,*
(Signé) Jaime TORRES BODET

NIGERIA

3 septembre 1965²⁸

Attendu qu'aux termes de l'article 93 de la Charte des Nations Unies, tous les Etats Membres sont *ipso facto* parties au Statut de la Cour internationale de Justice,

Attendu que le Gouvernement de la République fédérale de Nigéria a décidé d'accepter la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice et qu'il doit, aux termes du paragraphe 2 de l'Article 36 du Statut de la Cour, faire une déclaration à cet effet,

Nous, Nuhu Bamali, Ministre d'Etat aux affaires extérieures, déclarons par les présentes que le Gouvernement de la République fédérale de Nigéria reconnaît comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, à l'égard de tout autre Etat acceptant la même

²⁷ Enregistrée sous le numéro 127. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 9, p. 97.

²⁸ Enregistrée sous le numéro 7913. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 544, p. 113.

obligation, c'est-à-dire sous la seule condition de réciprocité, la juridiction de la Cour internationale de Justice conformément au paragraphe 2 de l'Article 36 du Statut de la Cour.

Fait à Lagos, le 14 août mil neuf cent soixante cinq.

Le Ministre d'Etat aux affaires extérieures,
(Signé) NUHU BAMALI

NORVEGE

19 décembre 1956²⁹

Au nom du Gouvernement royal norvégien, je déclare par la présente que la Norvège reconnaît comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, à l'égard de tout autre Etat qui accepte la même obligation, c'est-à-dire sous réserve de réciprocité, la juridiction de la Cour internationale de Justice conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'Article 36 du Statut de la Cour, pour une période de cinq ans à compter du 3 octobre 1956. La présente déclaration sera ensuite renouvelée par tacite reconduction pour de nouvelles périodes de cinq ans, sauf si l'intention d'y mettre fin est notifiée six mois au moins avant l'expiration de la période en cours.

New York, le 17 décembre 1956.

*Le Représentant permanent de la Norvège
auprès de l'Organisation des Nations Unies,*
(Signé) HANS ENGEN

OUGANDA

3 octobre 1963³⁰

Au nom du Gouvernement ougandais, je déclare par la présente que l'Ouganda reconnaît comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, à l'égard de tout autre Etat qui accepte la même obligation et sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour internationale de Justice conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'Article 36 du Statut de la Cour.

New York, le 3 octobre 1963.

*L'Ambassadeur et Représentant permanent
de l'Ouganda
auprès de l'Organisation des Nations Unies,*
(Signé) APOLLO K. KIRONDE

PAKISTAN

13 septembre 1960³¹

D'ordre du Président de la République du Pakistan, j'ai l'honneur de faire la déclaration suivante, au nom du Gouvernement pakistanais et conformément à l'Ar-

²⁹ Enregistrée sous le numéro 3642. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, volume 256, page 315. Cette déclaration remplace celle du 16 novembre 1946. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1, p. 37.

³⁰ Enregistrée sous le numéro 6946. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 479, p. 35.

³¹ Enregistrée sous le numéro 5332. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 374, p. 127. La présente déclaration remplace celle du 23 mai 1957, que le Gouvernement pakistanais a dénoncée par notification en date du 13 septembre 1960. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 269, p. 77 et vol. 374, p. 382. Pour la déclaration du 22 juin 1948 et la notification de sa dénonciation, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 16, p. 197 et vol. 257, p. 360.

ticle 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour internationale de Justice :

Le Gouvernement pakistanais reconnaît comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, à l'égard de tout autre Etat acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour internationale de Justice pour tous les différends d'ordre juridique survenus après le 24 juin 1948 et ayant pour objet :

- a) L'interprétation d'un traité;
- b) Tout point de droit international;
- c) La réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international;
- d) La nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international;

sous réserve, toutefois, que cette déclaration ne s'appliquera pas :

a) Aux différends dont les parties confieraient le règlement à d'autres tribunaux en vertu d'accords déjà existants ou qui seraient conclus à l'avenir;

b) Aux différends concernant des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la compétence nationale du Pakistan;

c) Aux différends qui s'élèveraient à propos d'un traité multilatéral, à moins que :

- i) Toutes les parties au traité dont il s'agit ne soient également parties à l'affaire portée devant la Cour, ou que
- ii) Le Gouvernement pakistanais n'accepte la juridiction pour le cas d'espèce.

Il est entendu en outre que la présente déclaration restera en vigueur aussi longtemps qu'avis de sa révocation n'aura pas été donné.

Mission du Pakistan auprès des Nations Unies

New York, le 12 septembre 1960.

*L'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
Représentant permanent du Pakistan
auprès de l'Organisation des Nations Unies,*

(Signé) SAID HASAN

PAYS-BAS

1^{er} août 1956³²

“Je déclare que le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas reconnaît à partir du 6 août 1956, conformément à l'Article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour internationale de Justice, comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout Etat acceptant la même obligation, c'est-à-dire à condition de réciprocité, la juridiction de ladite Cour sur tous les différends nés ou à naître après le 5 août 1921, à l'exception de ceux à propos desquels les parties, en excluant la juridiction de la Cour internationale de Justice, seraient convenues d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.

“L'obligation susmentionnée est acceptée pour une période de cinq ans et sera renouvelée par tacite reconduction pour de nouvelles périodes d'une même durée, à moins qu'il ne soit communiqué, au plus tard six mois avant l'expiration d'une période, que le Gou-

³² Enregistrée sous le numéro 3483. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 248, p. 33.

vernement du Royaume des Pays-Bas ne désire pas le renouvellement.

“L'acceptation de la juridiction de la Cour, telle qu'elle est fondée sur la déclaration du 5 août 1946, est abrogée à partir du 6 août 1956.³³

“New York, le 1^{er} août 1956.”

*Le Représentant permanent par intérim
du Royaume des Pays-Bas
auprès de l'Organisation des Nations Unies,
(Signé) E. L. C. SCHIFF*

PHILIPPINES

21 août 1947³⁴

Nous, Manuel Roxas, Président des Philippines, déclarons au nom de la République des Philippines, conformément au paragraphe 2 de l'Article 36 du Statut de la Cour internationale de Justice, et en vertu des dispositions de la résolution N° 33 du Sénat de la République des Philippines, en date du 22 mai 1947, que la République des Philippines reconnaît comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, à l'égard de tout autre Etat acceptant la même obligation, et sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour internationale de Justice dans tous les cas énumérés au paragraphe deux de l'Article trente-six du Statut de la Cour, pour une période de dix ans, à compter du quatre juillet mil neuf cent quarante-six, avec tacite reconduction sauf notification d'abrogation de la part du Gouvernement philippin.

EN FOI DE QUOI, nous avons signé et fait apposer le sceau de la République des Philippines.

FAIT à Manille, le 12 juillet de l'an de grâce mil neuf cent quarante-sept, an deux de l'indépendance des Philippines.

Par le Président :

(Signé) Manuel ROXAS

*Le Secrétaire aux affaires étrangères
par intérim,*

(Signé) Bernabe AFRICA

PORTUGAL

19 décembre 1955³⁵

En vertu du paragraphe 2 de l'Article 36 du Statut de la Cour internationale de Justice, je déclare, au nom du Gouvernement portugais, que le Portugal reconnaît comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, la juridiction de la Cour, conformément audit paragraphe 2 de l'Article 36 et dans les conditions énoncées ci-après :

1) La présente déclaration s'applique aux différends nés d'événements survenus avant ou après les déclarations d'acceptation de la “disposition facultative” que le Portugal a faites le 16 décembre 1920, en tant que partie au Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

2) La présente déclaration entre en vigueur à la date de son dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organi-

³³ Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1, p. 7 et vol. 248, p. 357.

³⁴ Enregistrée sous le numéro 101. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 7, p. 229.

³⁵ Enregistrée sous le numéro 3079. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 224, p. 275.

sation des Nations Unies; elle demeurera en vigueur pendant un an et, par la suite, jusqu'à ce qu'une notification de dénonciation soit adressée au Secrétaire général.

3) Le Gouvernement portugais se réserve le droit d'exclure du champ d'application de la présente déclaration, à tout moment au cours de sa validité, une ou plusieurs catégories déterminées de différends, en adressant au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies une notification qui prendra effet à la date où elle aura été donnée.

Ambassade du Portugal

Washington (D.C.), le 19 décembre 1955.

(Signé) L. ESTEVES FERNANDES

REPUBLIQUE ARABE UNIE

22 juillet 1957³⁶

Je soussigné, Mahmoud Fawzi, ministre des affaires étrangères de la République d'Egypte, déclare au nom du Gouvernement de la République d'Egypte que, conformément au paragraphe 2 de l'Article 36 du Statut de la Cour internationale de Justice et en application et aux fins de l'alinéa b du paragraphe 9 de la déclaration³⁷ que le Gouvernement de la République d'Egypte a faite le 24 avril 1957 sur “le canal de Suez et les arrangements concernant sa gestion”, le Gouvernement de la République d'Egypte accepte comme obligatoire de plein droit, et sans convention spéciale, sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour sur tous les différends d'ordre juridique concernant l'alinéa b du paragraphe 9 de ladite déclaration du 24 avril 1957, et ce à compter de la date de cette déclaration.

18 juillet 1957.

(Signé) Mahmoud FAWZI

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE
ET D'IRLANDE DU NORD

27 novembre 1963³⁸

J'ai l'honneur, d'ordre du principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les affaires étrangères, de déclarer que le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'Article 36 du Statut de la Cour internationale de Justice, reconnaît comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, sous condition de réciprocité et jusqu'à ce qu'il soit donné notification de l'abrogation de cette acceptation, la juridiction de la Cour en ce qui concerne tous les différends nés après le 5 février 1930 concernant des situations ou des faits postérieurs à ladite date, autres que :

i) Les différends au sujet desquels les parties en cause seraient convenues ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique;

³⁶ Enregistrée sous le numéro 3940. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 272, p. 225.

³⁷ Enregistrée sous le numéro 3821. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 265, p. 299.

³⁸ Enregistrée sous le numéro 6995; voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 482, p. 187. La présente déclaration remplace celle du 26 novembre 1958; voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 316, p. 59. Pour les déclarations antérieures à celle du 26 novembre 1958, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 211, p. 109; vol. 219, p. 179; et vol. 265, p. 221.

ii) Les différends avec le gouvernement d'un autre pays membre du Commonwealth britannique de nations, différends qui seront réglés selon une méthode convenue entre les parties ou dont elles conviendront ;

iii) Les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction du Royaume-Uni ;

iv) Les différends résultant d'événements survenus entre le 3 septembre 1939 et le 2 septembre 1945 ;

v) Sans préjudice de l'alinéa iv ci-dessus, les différends résultant d'hostilités, d'une guerre, d'un état de guerre, d'une occupation de guerre ou d'une occupation militaire, dans lesquels le Gouvernement du Royaume-Uni est ou a été engagé, ou s'y rapportant ;

vi) Les différends portant sur toute question soustraite au règlement judiciaire ou à l'arbitrage obligatoire en vertu de tous traités, conventions ou autres accords ou instruments internationaux auxquels le Royaume-Uni est partie ;

vii) Les différends qui donnent ou ont donné lieu à des procédures arbitrales ou judiciaires avec un Etat qui, au moment où la procédure a été entamée, n'avait pas accepté pour sa part la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice ;

viii) Les différends à l'égard desquels toute autre partie en cause a accepté la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice uniquement en ce qui concerne lesdits différends ou aux fins de ceux-ci ; ou lorsque l'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour au nom d'une autre partie au différend a été déposée ou ratifiée moins de douze mois avant la date du dépôt de la requête par laquelle la Cour est saisie du différend.

2. Le Gouvernement du Royaume-Uni se réserve également le droit de compléter, modifier ou retirer à tout moment les réserves formulées ci-dessus ou toute autre réserve qu'il pourrait formuler par la suite, moyennant une notification adressée au Secrétaire général des Nations Unies, les nouvelles réserves, modifications ou retrait devant prendre effet à partir de la date de ladite notification.

Mission du Royaume-Uni

auprès de l'Organisation des Nations Unies

New York, le 27 novembre 1963.

(Signé) Patrick DEAN

SOMALIE

Le 11 avril 1963³⁹

J'ai l'honneur de déclarer au nom du Gouvernement de la République de Somalie que, conformément au paragraphe 2 de l'Article 36 du Statut de la Cour internationale de Justice, la République de Somalie accepte comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, sous condition de réciprocité et jusqu'à notification de dénonciation, la juridiction de la Cour internationale de Justice sur tous les différends d'ordre juridique à venir, en dehors des cas où toute autre partie

³⁹ Enregistrée sous le numéro 6597. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 458, p. 43.

au différend n'aura accepté la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice qu'en ce qui concerne ce différend ou à ses fins et des cas où la déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour au nom de tout autre partie au différend aura été déposée ou ratifiée moins de 12 mois avant le dépôt de la requête portant le différend devant la Cour.

La République de Somalie se réserve le droit de compléter, modifier ou retirer à tout moment tout ou partie des réserves ci-dessus, ou de celles qui pourront être formulées ultérieurement, en adressant au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies une notification qui prendra effet à la date où elle aura été donnée. Mogadiscio, le 25 mars 1963.

Le Ministre des affaires étrangères,

(Signé) Abdullahi Issa

SOUDAN

Le 2 janvier 1958⁴⁰

D'ordre du Ministère des affaires étrangères, j'ai l'honneur de déclarer, au nom du Gouvernement de la République du Soudan, que, conformément au paragraphe 2 de l'Article 36 du Statut de la Cour internationale de Justice, le Gouvernement de la République du Soudan reconnaît comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, sous condition de réciprocité, et aussi longtemps que la présente déclaration ne sera pas dénoncée, la juridiction de la Cour sur tous les différends d'ordre juridique nés après le 1^{er} janvier 1956, concernant des situations ou des faits postérieurs à ladite date, et ayant pour objet :

a) L'interprétation d'un traité conclu ou ratifié par la République du Soudan à partir du 1^{er} janvier 1956 inclus ;

b) Tout point de droit international ;

c) La réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international ;

d) La nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international ;

à l'exclusion toutefois :

i) Des différends au sujet desquels les parties en cause auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique ;

ii) Des différends ayant trait à des affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale de la République du Soudan, telle qu'elle est fixée par le Gouvernement de la République du Soudan ;

iii) Des différends nés d'événements survenus au cours de toute période pendant laquelle la République du Soudan participerait à des hostilités en tant que belligérant.

Le 30 décembre 1957.

*Le Représentant permanent du Soudan
auprès de l'Organisation des Nations Unies,*

(Signé) Yacoub OSMAN

⁴⁰ Enregistrée sous le numéro 4139. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 284, p. 215.

SUEDE

6 avril 1957⁴¹

“Au nom du Gouvernement royal suédois, je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, à l'égard de tout autre Etat acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour internationale de Justice, conformément à l'Article 36, paragraphe 2, du Statut de ladite Cour, pour une période de cinq ans à compter du 6 avril 1957, obligation qui sera renouvelée par tacite reconduction pour de nouvelles périodes d'une même durée, sauf dénonciation au plus tard six mois avant l'expiration d'une telle période. L'obligation susmentionnée n'est acceptée que pour des différends qui s'élèveraient au sujet des situations ou des faits postérieurs au 6 avril 1957.

“New York, le 6 avril 1957.”

*Le Représentant permanent par intérim de la Suède
auprès de l'Organisation des Nations Unies,
(Signé) Claes CARBONNIER*

SUISSE

28 juillet 1948⁴²

“LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE,

“Dûment autorisé à cet effet par un arrêté fédéral pris le 12 mars 1948 par l'Assemblée fédérale de la Confédération suisse et entré en vigueur le 17 juin 1948,

“Déclare par les présentes

“Que la Confédération suisse reconnaît comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, à l'égard de tout autre Etat acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour internationale de Justice sur tous les différends d'ordre juridique ayant pour objet :

“a) L'interprétation d'un traité;

“b) Tout point de droit international;

“c) La réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international;

“d) La nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international.

“Cette déclaration, qui est fondée sur l'Article 36 du Statut de la Cour internationale de Justice, portera effet

dès la date à laquelle la Confédération suisse sera devenue partie à ce Statut⁴³ et aussi longtemps qu'elle n'aura pas été abrogée moyennant un préavis d'un an.
“Fait à Berne, le 6 juillet 1948.”

Pour le Conseil fédéral suisse :

*Le Président de la Confédération,**(Signé) CELIO**Le Chancelier de la Confédération,**(Signé) LEIMGRUBER*

TURQUIE

6 juin 1947⁴⁴

“Je déclare, au nom du Gouvernement de la République turque, en application de l'Article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour internationale de Justice et en conformité de la Loi n° 5047, promulguée par la Grande Assemblée Nationale en date du 12 mai 1947, que la Turquie reconnaît comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale à l'égard de tout autre Etat acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour internationale de Justice, pour une durée de cinq ans à dater du 22 mai 1947, sur tous les différends qui s'élèveront à l'avenir et ayant pour objet :

“a) L'interprétation d'un traité;

“b) Tout point de droit international;

“c) La réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international;

“d) La nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international;

sous la réserve toutefois que cette déclaration ne s'applique pas :

“a) Aux situations antérieures à la présente déclaration et aux différends qui en découlent;

“b) Aux différends pour lesquels il y aurait lieu d'appliquer, directement ou indirectement, les Accords et Conventions conclus par la Turquie, prévoyant un autre mode de règlement des différends.”

“Ankara, le 22 mai 1947.”

*Le Ministre des affaires étrangères,**(Signé) Hasan SAKA*

b) Déclarations faites conformément au paragraphe 2 de l'Article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, et réputées valoir acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice

[Toutes les données et notes concernant ces déclarations sont reproduites de l'Annuaire 1967-1968 de la Cour internationale de Justice]

CANADA

[Traduction de l'anglais]

20-IX-29

Au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans le Canada et sous réserve de ratification, je déclare reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, sous condition de réciprocité, la juri-

diction de la Cour, conformément au paragraphe 2 de l'Article 36 du Statut, pour une durée de dix années et par la suite jusqu'à ce qu'il soit donné notification de l'abrogation de cette acceptation, pour tous les dif-

⁴¹ Enregistrée sous le numéro 3794. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 264, p. 221. La présente déclaration remplace celle du 5 avril 1947 qui avait été faite pour une durée de dix ans. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2, p. 3.

⁴² Enregistrée sous le numéro 272. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 17, p. 115.

⁴³ La Suisse est devenue partie au Statut de la Cour internationale de Justice le 28 juillet 1948. Voir note 2, p. 8.

⁴⁴ Enregistrée sous le numéro 50. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 4, p. 265. Pour les renouvellements de cette déclaration, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 191, p. 357; vol. 308, p. 301; et vol. 491, p. 385. Par une communication reçue le 31 août 1967, la Déclaration a été renouvelée pour une nouvelle période de cinq ans, à compter du 23 mai 1967.

férends qui s'élèveraient, après la ratification de la présente déclaration, au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite ratification, autres que :

Les différends au sujet desquels les parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique; et

Les différends avec les Gouvernements de tous autres Membres de la Société des Nations, Membres du Commonwealth britannique de Nations, différends qui seront réglés selon une méthode convenue entre les parties ou dont elles conviendront; et

Les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction du Dominion du Canada.

Toutefois, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Canada se réserve le droit de demander la suspension de la procédure devant la Cour pour tout différend soumis au Conseil de la Société des Nations et en cours d'examen par ce dernier, à condition que la requête de suspension soit déposée après que le différend aura été soumis au Conseil et dans les dix jours qui suivront la notification du début de la procédure devant la Cour, et à condition également que ladite suspension soit limitée à une période de douze mois ou à une période plus longue qui pourrait être fixée par les parties au différend ou déterminée par une décision de tous les Membres du Conseil autres que les parties au différend.

Le 20 septembre 1929

(Signé) R. DANDURAND

L'instrument de ratification a été déposé le 28 juillet 1930. Le 7 décembre 1939, le délégué permanent du Canada à la Société des Nations a envoyé la lettre suivante au Secrétaire général de la Société des Nations⁴⁵ :

Le Gouvernement canadien a jugé nécessaire d'examiner quelle devait être, étant donné l'existence d'un état de guerre avec l'Allemagne, l'attitude du Canada à l'égard de la disposition facultative du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, qu'il a acceptée pour une durée de dix ans, à dater de la ratification, c'est-à-dire du 28 juillet 1930.

L'acceptation générale de la disposition facultative, prévoyant la juridiction obligatoire de la Cour pour certaines questions, faisait partie du système d'action collective pour le maintien de la paix en vertu du Pacte de la Société. Il est évident que les conditions qui prévalaient lorsque le Canada a accepté la disposition facultative n'existent plus et qu'il ne serait pas possible que seule la partie de la procédure maintenue en vigueur fût celle qui contient des dispositions restreignant les opérations des pays qui résistent à une agression.

En conséquence, je suis chargé de porter à votre connaissance que le Gouvernement du Canada ne considérera pas son acceptation de la disposition facultative comme s'appliquant à des différends qui pourraient résulter d'événements survenant au cours de la présente guerre.

Je vous serais très obligé de bien vouloir communiquer cette notification aux Gouvernements de tous les

Etats qui ont accepté la disposition facultative ainsi qu'au Greffier de la Cour permanente de Justice internationale.

Veillez agréer, etc.

(Signé) H. H. WRONG

COLOMBIE⁴⁶

30-X-37

La République de Colombie reconnaît comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, sous condition de réciprocité, vis-à-vis de tout autre Etat acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale, conformément à l'Article 36 du Statut.

La présente déclaration ne s'applique qu'aux différends nés de faits postérieurs au 6 janvier 1932 .

Genève, le 30 octobre 1937.

*Le Conseiller juridique
de la délégation permanente de Colombie
près la Société des Nations,*

(Signé) J. M. YEPES

HAITI

4-X-21

Au nom de la République d'Haïti, je déclare reconnaître la compétence obligatoire de la Cour permanente de Justice internationale.

Le Consul,

(Signé) F. ADDOR

LUXEMBOURG⁴⁷

15-IX-30

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg déclare reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Etat acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, conformément à l'Article 36, paragraphe 2, du Statut, sur tous les différends qui s'élèveraient après la signature de la présente déclaration, au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette signature, sauf les cas où les parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à une autre procédure ou à un autre mode de règlement pacifique. La présente déclaration est faite pour une durée de cinq ans. Si elle n'est pas dénoncée six mois avant l'expiration de ce délai, elle sera considérée comme renouvelée pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

Genève, le 15 septembre 1930.

(Signé) BECH

⁴⁶ L'instrument de ratification a été déposé le 30 octobre 1937. Aux termes de la disposition facultative, la ratification n'était pas nécessaire, l'acte de signature suffisant par lui-même à rendre l'engagement obligatoire, à moins que la déclaration n'ait été expressément formulée sous réserve de ratification. Toutefois, certains Etats qui avaient signé sans réserve de ce genre ont, par la suite, ratifié leur déclaration.

⁴⁷ Le Gouvernement du Luxembourg a signé en 1921 la disposition facultative, sous réserve de ratification. Cette déclaration n'a cependant jamais été ratifiée.

⁴⁵ Cette lettre a été reçue au Secrétariat le 8 décembre 1939. Des réserves ont été formulées à son égard par certains gouvernements (voir C.P.J.I., série E, n° 16, pages 328-329, note 1).

NICARAGUA⁴⁸

24-IX-29

Au nom de la République de Nicaragua, je déclare reconnaître comme obligatoire et sans condition la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale. Genève, le 24 septembre 1929.

(Signé) T. F. MEDINA

NOUVELLE-ZELANDE⁴⁹

[Traduction de l'anglais]

8-IV-40

J'ai l'honneur de me référer à ma lettre du 30 mars vous notifiant la dénonciation par le Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande de son acceptation de la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale conformément au paragraphe 2 de l'Article 36 du Statut de la Cour.

J'ai maintenant l'honneur de vous informer que le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande a examiné les conditions dans lesquelles il serait disposé à accepter la disposition facultative pour une nouvelle période, et, conformément aux instructions que j'ai reçues, je déclare, au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans le Dominion de la Nouvelle-Zélande, reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, conformément au paragraphe 2 de l'Article 36 du Statut de la Cour, pour une durée de cinq ans à compter de ce jour et par la suite jusqu'à ce qu'il soit donné notification de l'abrogation de cette acceptation, pour tous les différends nés après le 29 mars 1930, concernant des situations ou des faits postérieurs à ladite date, autres que :

Les différends au sujet desquels les parties en cause auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique ;

Les différends avec les gouvernements de tous autres Membres de la Société des Nations, membres du Commonwealth britannique de Nations, différends qui seront réglés selon une méthode convenue entre les parties ou dont elles conviendront ;

Les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction de la Nouvelle-Zélande ;

Les différends résultant d'événements survenus alors que le Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande se trouvait engagé dans des hostilités ;

Toutefois, le Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande se réserve le droit de demander la suspension de la procédure devant la Cour pour tout différend soumis au Conseil de la Société des Nations et en cours d'examen par ce dernier, à condition que la requête de suspension soit déposée après que le différend aura été soumis au Conseil et dans les dix jours qui suivront la notification du début de la procédure

⁴⁸ D'après un télégramme daté du 29 novembre 1939, adressé à la Société des Nations, le Nicaragua a ratifié le Protocole de signature du Statut de la Cour permanente de Justice internationale (16 décembre 1920) et l'instrument de ratification devait suivre. Il ne semble pas cependant que l'instrument de ratification ait jamais été reçu par la Société des Nations.

⁴⁹ Cette déclaration a remplacé celle du 19 septembre 1929, qui avait fait l'objet d'une réserve le 7 septembre 1939 et qui avait été dénoncée le 30 mars 1940 (voir C.P.J.I., série E, n° 16, p. 334 et 335, note 2).

devant la Cour, et à condition également que ladite suspension soit limitée à une période de douze mois ou à une période plus longue qui pourrait être fixée par les parties au différend ou déterminée par une décision de tous les Membres du Conseil autres que les parties au différend.

Londres, le 1^{er} avril 1940.

(Signé) W. J. JORDAN

PANAMA⁵⁰

25-X-21

Au nom du Gouvernement de Panama, je déclare reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Membre ou Etat acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, purement et simplement.

Paris, le 25 octobre 1921.

Le chargé d'affaires,
(Signé) R. A. AMADOR

REPUBLIQUE DOMINICAINE

30-IX-24

Au nom du Gouvernement de la République dominicaine et sous réserve de ratification, je déclare reconnaître de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Membre de la Société ou Etat acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, purement et simplement.

Genève, le 30 septembre 1924.

(Signé) Jacinto R. DE CASTRO

L'instrument de ratification a été déposé le 4 février 1933.

SALVADOR

Antérieur au 28-I-21⁵¹

En même temps qu'il signait le Protocole de signature du Statut de la Cour — à une date antérieure au 28 janvier 1921 —, le Gouvernement du Salvador a accepté la juridiction obligatoire de la Cour "sous condition de réciprocité".

Le 29 août 1930, le Gouvernement du Salvador a déposé à Genève l'instrument de ratification du Protocole de signature. Cet instrument contient les réserves ci-après en ce qui concerne la juridiction de la Cour :

[Traduction de l'espagnol⁵²]

Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux contestations ou différends touchant des points ou questions qui ne sauraient être soumis à l'arbitrage, conformément à la constitution politique de la République.

Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas non plus aux différends surgis avant cette date,

⁵⁰ Un instrument de ratification a été déposé le 14 juin 1929 (voir note de bas de page ci-dessus relative à la Colombie [voir p. 21]).

⁵¹ Date à laquelle la déclaration (non datée) a été publiée pour la première fois dans un document de la Société des Nations.

⁵² Traduction du Greffe.

ni aux réclamations d'ordre pécuniaire formées contre la nation, étant entendu également que l'Article 36 du Statut ne lie le Salvador qu'à l'égard des États qui acceptent l'arbitrage dans cette forme.

URUGUAY⁵³

*Avant le 28-I-21*⁵⁴

Au nom du Gouvernement de l'Uruguay, je déclare reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans

convention spéciale vis-à-vis de tout autre Membre de la Société ou État acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, purement et simplement.

(Signé) B. FERNANDEZ Y MEDINA

⁵³ L'instrument de ratification été déposé le 27 septembre 1921 (voir note de bas de page ci-dessus relative à la Colombie [voir p. 21]).

⁵⁴ Date à laquelle la déclaration (non datée) a été publiée pour la première fois dans un document de la Société des Nations.

5. Amendements à la Charte des Nations Unies

a) Amendements aux Articles 23, 27 et 61 de la Charte des Nations Unies

Adoptés par l'Assemblée générale dans ses résolutions 1991 A et B (XVIII) du 17 décembre 1963¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 31 août 1965 pour tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies, conformément à l'Article 108 de la Charte².

ENREGISTREMENT : 1^{er} mars 1966 (n° 8132).

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 557, p. 143.

| <i>Etat</i> | <i>Ratification</i> | |
|------------------------------------|---------------------|------|
| AFGHANISTAN | 25 février | 1965 |
| ALBANIE | 7 décembre | 1964 |
| ALGÉRIE | 26 mars | 1964 |
| ARABIE SAOUDITE | 17 juin | 1965 |
| ARGENTINE | 15 mars | 1966 |
| AUSTRALIE | 9 juin | 1965 |
| AUTRICHE | 7 octobre | 1964 |
| BELGIQUE | 29 avril | 1965 |
| BIRMANIE | 3 juin | 1965 |
| BOLIVIE | 19 janvier | 1966 |
| BRÉSIL | 23 décembre | 1964 |
| BULGARIE | 13 janvier | 1965 |
| BURUNDI | 23 août | 1965 |
| CAMBODGE | 20 janvier | 1966 |
| CAMEROUN | 25 juin | 1964 |
| CANADA | 9 septembre | 1964 |
| CEYLAN | 13 novembre | 1964 |
| CHILI | 31 août | 1965 |
| CHINE | 2 août | 1965 |
| CHYPRE | 1 septembre | 1965 |
| COLOMBIE | 10 octobre | 1966 |
| CONGO (BRAZZAVILLE) | 7 juillet | 1965 |
| CONGO (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU) | 20 mai | 1966 |
| COSTA RICA | 7 octobre | 1964 |
| CÔTE D'IVOIRE | 2 octobre | 1964 |
| CUBA | 22 décembre | 1964 |
| DAHOMY | 17 septembre | 1965 |
| DANEMARK | 12 janvier | 1965 |
| EL SALVADOR | 1 décembre | 1964 |
| EQUATEUR | 31 août | 1965 |
| ESPAGNE | 5 août | 1965 |
| ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE | 31 août | 1965 |
| ETHIOPIE | 22 juillet | 1964 |
| FINLANDE | 18 janvier | 1965 |

¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Supplément n° 15 (A/5515)*, p. 21.

² Le Secrétaire général, en tant que dépositaire des amendements à la Charte, a établi un Protocole d'entrée en vigueur desdits amendements qu'il a communiqué à tous les États Membres.

Par des communications adressées au Secrétaire général, les Missions permanentes de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies, relevant que l'annexe audit Protocole, qui contient une liste des États Membres de l'Organisation des Nations Unies ayant déposé leurs instruments de ratification des amendements précités, mentionne un instrument de ratification déposé par la Chine, ont déclaré que leurs Gouvernements ne reconnaissent à aucune autre autorité que le Gouvernement de la République populaire de Chine le droit de représenter la Chine et d'agir en son nom, et qu'ils considéraient en conséquence l'instrument susmentionné comme dépourvu de toute valeur juridique. Ces Missions permanentes

ont toutefois pris note de la position adoptée à cet égard par le Gouvernement de la République populaire de Chine, lequel a indiqué qu'il ne ferait pas objection à ce que les amendements concernant les articles pertinents de la Charte soient introduits avant même que la République populaire de Chine ne soit rétablie dans ses droits à l'Organisation des Nations Unies.

Par une note adressée au Secrétaire général relativement à la communication précitée de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, le Représentant permanent de la République de Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies a déclaré que la République de Chine, membre permanent du Conseil de sécurité, ayant ratifié les amendements et déposé l'instrument de ratification auprès du Secrétaire général le 2 août 1965, le Protocole d'entrée en vigueur des amendements était manifestement un document valide dans son intégralité. Le Représentant permanent a déclaré en outre que les allégations de l'Union soviétique étaient insoutenables tant en droit qu'en fait et qu'elles ne pouvaient nullement porter atteinte à la validité du Protocole et à l'entrée en vigueur des amendements.

| <i>Etat</i> | <i>Ratification</i> | |
|-----------------------------|---------------------|------|
| FRANCE | 24 août | 1965 |
| GABON | 11 août | 1964 |
| GHANA | 4 mai | 1964 |
| GRÈCE | 2 août | 1965 |
| GUATEMALA | 18 août | 1965 |
| GUINÉE | 19 août | 1964 |
| HAUTE-VOLTA | 11 août | 1964 |
| HONDURAS | 9 octobre | 1968 |
| HONGRIE | 23 février | 1965 |
| INDE | 10 septembre | 1964 |
| IRAK | 25 novembre | 1964 |
| IRAN | 12 janvier | 1965 |
| IRLANDE | 27 octobre | 1964 |
| ISLANDE | 6 novembre | 1964 |
| ISRAËL | 13 mai | 1965 |
| ITALIE | 25 août | 1965 |
| JAMAÏQUE | 12 mars | 1964 |
| JAPON | 4 juin | 1965 |
| JORDANIE | 7 août | 1964 |
| KENYA | 28 octobre | 1964 |
| KOWEÏT | 28 décembre | 1964 |
| LAOS | 20 avril | 1965 |
| LIBAN | 27 septembre | 1965 |
| LIBÉRIA | 21 septembre | 1964 |
| LIBYE | 27 août | 1964 |
| LUXEMBOURG | 22 octobre | 1965 |
| MADAGASCAR | 14 décembre | 1964 |
| MALAISIE | 26 mai | 1965 |
| MALAWI | 2 juin | 1965 |
| MALI | 23 septembre | 1964 |
| MALTE | 23 juin | 1965 |
| MAROC | 9 novembre | 1964 |
| MAURITANIE | 29 janvier | 1965 |
| MEXIQUE | 5 mai | 1965 |
| MONGOLIE | 10 mars | 1965 |
| NÉPAL | 3 décembre | 1964 |
| NIGER | 8 septembre | 1964 |
| NIGÉRIA | 5 décembre | 1964 |
| NORVÈGE | 17 décembre | 1964 |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 26 août | 1964 |
| OUGANDA | 10 février | 1965 |
| PAKISTAN | 25 mars | 1965 |
| PANAMA | 27 juillet | 1965 |
| PARAGUAY | 17 août | 1965 |
| PAYS-BAS | 14 décembre | 1964 |
| PÉROU | 2 décembre | 1966 |
| PHILIPPINES | 9 novembre | 1964 |
| POLOGNE | 8 janvier | 1965 |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE | 16 décembre | 1964 |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | 6 août | 1964 |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE | 4 novembre | 1965 |
| RSS DE BIÉLORUSSIE | 22 juin | 1965 |
| RSS D'UKRAINE | 17 mai | 1965 |
| RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE | 7 octobre | 1964 |
| ROUMANIE | 5 février | 1965 |
| ROYAUME-UNI | 4 juin | 1965 |
| RWANDA | 17 novembre | 1964 |
| SÉNÉGAL | 23 avril | 1965 |
| SIERRA LEONE | 25 mars | 1965 |
| SOMALIE | 6 octobre | 1965 |
| SOUDAN | 7 mai | 1965 |
| SUÈDE | 18 décembre | 1964 |
| SYRIE | 24 février | 1965 |
| TCHAD | 2 novembre | 1964 |

| <i>Etat</i> | <i>Ratification</i> | |
|--|---------------------|------|
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 19 janvier | 1965 |
| THAÏLANDE | 23 mars | 1964 |
| TOGO | 19 août | 1964 |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | 18 août | 1964 |
| TUNISIE | 29 mai | 1964 |
| TURQUIE | 1 juillet | 1965 |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES | 10 février | 1965 |
| VENEZUELA | 1 septembre | 1965 |
| YÉMEN | 7 juillet | 1965 |
| YOUGOSLAVIE | 9 décembre | 1964 |
| ZAMBIE | 28 avril | 1965 |

b) Amendement à l'Article 109 de la Charte des Nations Unies

Adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 2101 (XX) du 20 décembre 1965³

ENTRÉE EN VIGUEUR : 12 juin 1968 pour tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies, conformément à l'Article 108 de la Charte.

ENREGISTREMENT : 12 juin 1968, n° 8132.

TEXTE : Résolution 2101 (XX) de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1965.

| <i>Etat</i> | <i>Ratification</i> |
|------------------------------------|---------------------|
| AFGHANISTAN | 16 novembre 1966 |
| ALBANIE | 12 octobre 1966 |
| ARABIE SAOUDITE | 11 décembre 1968 |
| ARGENTINE | 12 avril 1967 |
| AUSTRALIE | 27 septembre 1966 |
| AUTRICHE | 29 septembre 1966 |
| BELGIQUE | 29 juin 1966 |
| BIRMANIE | 8 juin 1967 |
| BOLIVIE | 28 juillet 1966 |
| BOTSWANA | 12 juin 1968 |
| BRÉSIL | 12 juillet 1966 |
| BULGARIE | 2 juin 1966 |
| CANADA | 11 juillet 1966 |
| CEYLAN | 24 août 1966 |
| CHILI | 22 août 1968 |
| CHINE ⁴ | 8 juillet 1966 |
| CHYPRE | 31 mai 1966 |
| CONGO (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU) | 9 juin 1966 |
| CÔTE D'IVOIRE | 15 janvier 1968 |
| DAHOMÉY | 29 juin 1966 |
| DANEMARK | 31 mai 1967 |
| EQUATEUR | 5 mai 1966 |
| ESPAGNE | 28 octobre 1966 |
| ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE | 31 mai 1967 |
| ETHIOPIE | 28 juillet 1966 |
| FINLANDE | 11 janvier 1967 |
| FRANCE | 18 octobre 1967 |
| GABON | 24 décembre 1968 |
| GAMBIE | 11 juillet 1966 |
| GHANA | 8 septembre 1966 |
| GUATEMALA | 16 juin 1966 |
| GUYANE | 31 janvier 1968 |
| HAUTE-VOLTA | 18 juillet 1966 |
| HONGRIE | 4 mai 1967 |
| ILES MALDIVES | 5 septembre 1968 |
| INDE | 11 juillet 1966 |
| IRAK | 12 janvier 1967 |
| IRAN | 13 janvier 1967 |
| IRLANDE | 20 septembre 1966 |
| ISLANDE | 21 juin 1966 |
| ISRAËL | 29 août 1966 |
| ITALIE | 4 décembre 1967 |

³ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Supplément n° 14 (A/6014)*, p. 97.

⁴ Par des communications adressées au Secrétaire général relativement à la ratification susmentionnée, les Missions permanentes de l'Albanie, de la Hongrie, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de la Yougoslavie auprès de l'Organisation des Nations Unies ont déclaré que le seul gouvernement en droit de représenter et d'assumer des obligations internationales au nom de la

Chine est le Gouvernement de la République populaire de Chine et que, par conséquent, ils ne reconnaissent pas ladite ratification comme valable.

Par une note adressée au Secrétaire général, la Mission permanente de la République de Chine a déclaré que les allégations contenues dans les communications susmentionnées étaient insoutenables en droit et en fait et ne pouvaient avoir le moindre effet sur les dispositions de l'Article 108 de la Charte ni affecter la validité des amendements à la Charte dûment ratifiés conformément audit Article.

| <i>Etat</i> | <i>Ratification</i> | |
|--|--------------------------|------|
| JAMAÏQUE | 12 juillet | 1966 |
| JORDANIE | 25 mars | 1966 |
| KENYA | 16 juin | 1966 |
| KOWEÏT | 26 octobre | 1967 |
| LAOS | 21 octobre | 1966 |
| LIBYE | 3 août | 1967 |
| LUXEMBOURG | 12 décembre | 1967 |
| MADAGASCAR | 23 janvier | 1968 |
| MALAISIE | 28 avril | 1966 |
| MALAWI | 11 avril | 1966 |
| MALTE | 30 juin | 1966 |
| MAROC | 27 décembre | 1966 |
| MEXIQUE | 18 avril | 1967 |
| NÉPAL | 20 juillet | 1966 |
| NIGER | 28 avril | 1966 |
| NIGÉRIA | 15 juin | 1967 |
| NORVÈGE | 29 avril | 1966 |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 20 mai | 1966 |
| PAKISTAN | 10 août | 1966 |
| PARAGUAY | 7 août | 1967 |
| PAYS-BAS | 5 janvier | 1967 |
| PHILIPPINES | 2 octobre | 1967 |
| POLOGNE | 22 mai | 1967 |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE | 23 janvier | 1967 |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE | 4 mai | 1966 |
| RSS DE BIÉLORUSSIE | 21 septembre | 1966 |
| RSS D'UKRAINE | 1 ^{er} novembre | 1966 |
| RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE | 20 juin | 1966 |
| ROUMANIE | 12 janvier | 1967 |
| ROYAUME-UNI | 19 octobre | 1966 |
| RWANDA | 9 septembre | 1966 |
| SIERRA LEONE | 24 janvier | 1968 |
| SINGAPOUR | 25 juillet | 1966 |
| SOUDAN | 24 avril | 1968 |
| SUÈDE | 15 juillet | 1966 |
| SYRIE | 8 décembre | 1967 |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 7 octobre | 1966 |
| THAÏLANDE | 9 juin | 1966 |
| TOGO | 14 mai | 1968 |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | 22 avril | 1966 |
| TUNISIE | 23 août | 1966 |
| TURQUIE | 16 mars | 1967 |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES | 22 septembre | 1966 |
| VENEZUELA | 9 novembre | 1967 |
| YUGOSLAVIE | 13 mars | 1967 |

CHAPITRE II. — REGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFERENDS INTERNATIONAUX

I. Acte général révisé pour le règlement pacifique des différends internationaux

Adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies le 28 avril 1949¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 20 septembre 1950, conformément à l'article 44.

ENREGISTREMENT : 20 septembre 1950, n° 912.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 71, p. 101.

| <i>Etat</i> | <i>Adhésion</i> | | <i>S'appliquant</i> |
|-------------------|-----------------|------|--|
| BELGIQUE | 23 décembre | 1949 | à l'ensemble de l'Acte (chapitres I, II, III et IV). |
| DANEMARK | 25 mars | 1952 | à l'ensemble de l'Acte (chapitres I, II, III et IV). |
| HAUTE-VOLTA | 27 mars | 1962 | à l'ensemble de l'Acte (chapitres I, II, III et IV). |
| LUXEMBOURG | 28 juin | 1961 | à l'ensemble de l'Acte (chapitres I, II, III et IV). |
| NORVÈGE | 16 juillet | 1951 | à l'ensemble de l'Acte (chapitres I, II, III et IV). |
| SUÈDE | 22 juin | 1950 | aux dispositions relatives à la conciliation et au règlement judiciaire (chapitres I et II) ainsi qu'aux dispositions générales concernant ces procédures (chapitre IV) sous réserve des différends nés des faits antérieurs à cette adhésion. |

¹ Résolution 268 A (III). Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, troisième session, Partie II* (A/900, p. 10).

CHAPITRE III. — PRIVILEGES ET IMMUNITES, RELATIONS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES

I. Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies

Approuvée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 13 février 1946¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : à l'égard de chaque Etat à la date du dépôt de son instrument d'adhésion, conformément à la section 32.

ENREGISTREMENT : 14 décembre 1946, n° 4.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1, p. 15, et vol. 90, p. 327 (rectificatif au vol. 1).

| <i>Etat</i> | <i>Adhésion, notification de succession (d)</i> |
|--|---|
| AFGHANISTAN | 5 septembre 1947 |
| ALBANIE | 2 juillet 1957 |
| ALGÉRIE | 31 octobre 1963 |
| ARGENTINE | 12 octobre 1956 |
| AUSTRALIE | 2 mars 1949 |
| AUTRICHE | 10 mai 1957 |
| BELGIQUE | 25 septembre 1948 |
| BIRMANIE | 25 janvier 1955 |
| BOLIVIE | 23 décembre 1949 |
| BRÉSIL | 15 décembre 1949 |
| BULGARIE | 30 septembre 1960 |
| CAMBODGE | 6 novembre 1963 |
| CAMEROUN | 20 octobre 1961 <i>d</i> |
| CANADA | 22 janvier 1948 |
| CHILI | 15 octobre 1948 |
| CHYPRE | 5 novembre 1963 <i>d</i> |
| CONGO (BRAZZAVILLE) | 15 octobre 1962 <i>d</i> |
| CONGO (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU) | 8 décembre 1964 |
| COSTA RICA | 26 octobre 1949 |
| CÔTE D'IVOIRE | 8 décembre 1961 <i>d</i> |
| CUBA | 9 septembre 1959 |
| DANEMARK | 10 juin 1948 |
| EL SALVADOR | 9 juillet 1947 |
| EQUATEUR | 22 mars 1956 |
| ETHIOPIE | 22 juillet 1947 |
| FINLANDE | 31 juillet 1958 |
| FRANCE | 18 août 1947 |
| GABON | 13 mars 1964 |
| GAMBIE | 1 août 1966 <i>d</i> |
| GHANA | 5 août 1958 |
| GRÈCE | 29 décembre 1947 |
| GUATEMALA | 7 juillet 1947 |
| GUINÉE | 10 janvier 1968 |
| HAÏTI | 6 août 1947 |
| HAUTE-VOLTA | 27 avril 1962 |
| HONDURAS | 16 mai 1947 |
| HONGRIE | 30 juillet 1956 |
| INDE | 13 mai 1948 |
| IRAK | 15 septembre 1949 |
| IRAN | 8 mai 1947 |

¹ Résolution 22 A (1). Voir Résolutions adoptées par l'Assemblée générale pendant la première partie de sa première session (A/64), p. 25.

| <i>Etat</i> | <i>Adhésion, notification de succession (d)</i> | |
|---|---|---------------|
| IRLANDE | 10 mai | 1967 |
| ISLANDE | 10 mars | 1948 |
| ISRAËL | 21 septembre | 1949 |
| ITALIE | 3 février | 1958 |
| JAMAÏQUE | 9 septembre | 1963 |
| JAPON | 18 avril | 1963 |
| JORDANIE | 3 janvier | 1958 |
| KENYA | 1 juillet | 1965 |
| KOWEÏT | 13 décembre | 1963 |
| LAOS | 24 novembre | 1956 |
| LIBAN | 10 mars | 1949 |
| LIBÉRIA | 14 mars | 1947 |
| LIBYE | 28 novembre | 1958 |
| LUXEMBOURG | 14 février | 1949 |
| MADAGASCAR | 23 mai | 1962 <i>d</i> |
| MALAISIE | 28 octobre | 1957 <i>d</i> |
| MALAWI | 17 mai | 1966 |
| MALI | 28 mars | 1968 |
| MALTE | 27 juin | 1968 <i>d</i> |
| MAROC | 18 mars | 1957 |
| MEXIQUE | 26 novembre | 1962 |
| MONGOLIE | 31 mai | 1962 |
| NÉPAL | 28 septembre | 1965 |
| NICARAGUA | 29 novembre | 1947 |
| NIGER | 25 août | 1961 <i>d</i> |
| NIGÉRIA | 26 juin | 1961 <i>d</i> |
| NORVÈGE | 18 août | 1947 |
| NOUVELLE-ZÉLANDE ² | 10 décembre | 1947 |
| PAKISTAN | 22 septembre | 1948 |
| PANAMA | 27 mai | 1947 |
| PARAGUAY | 2 octobre | 1953 |
| PAYS-BAS | 19 avril | 1948 |
| PÉROU | 24 juillet | 1963 |
| PHILIPPINES | 28 octobre | 1947 |
| POLOGNE | 8 janvier | 1948 |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE | 17 septembre | 1948 |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | 4 septembre | 1962 <i>d</i> |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE | 7 mars | 1947 |
| RSS DE BIÉLORUSSIE | 22 octobre | 1953 |
| RSS D'UKRAINE | 20 novembre | 1953 |
| RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE | 29 octobre | 1962 |
| ROUMANIE | 5 juillet | 1956 |
| ROYAUME-UNI | 17 septembre | 1946 |
| RWANDA | 15 avril | 1964 |
| SÉNÉGAL | 27 mai | 1963 <i>d</i> |
| SIERRA LEONE | 13 mars | 1962 <i>d</i> |
| SINGAPOUR | 18 mars | 1966 <i>d</i> |
| SOMALIE | 9 juillet | 1963 |
| SUÈDE | 28 août | 1947 |
| SYRIE | 29 septembre | 1953 |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 7 septembre | 1955 |
| THAÏLANDE | 30 mars | 1956 |
| TOGO | 27 février | 1962 <i>d</i> |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | 19 octobre | 1965 |
| TUNISIE | 7 mai | 1957 |
| TURQUIE | 22 août | 1950 |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES | 22 septembre | 1953 |
| YÉMEN | 23 juillet | 1963 |
| YOUGOSLAVIE | 30 juin | 1950 |

² Par une communication reçue le 25 novembre 1960, le Gouvernement néo-zélandais a donné avis du retrait de la réserve faite au moment du dépôt de l'instrument d'adhésion. Pour le texte de cette réserve, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 11, p. 406.

Déclarations et réserves

ALBANIE³

“La République populaire d’Albanie ne se considère pas liée par les dispositions de la section 30 qui prévoient que toute contestation portant sur l’interprétation ou l’application de la présente Convention sera portée devant la Cour internationale de Justice dont l’avis sera accepté par les parties comme décisif; en ce qui concerne les compétences de la Cour en matière de différends relatifs à l’interprétation ou l’application de la Convention, la République populaire d’Albanie continuera à soutenir, comme elle l’a fait jusqu’à ce jour, que, dans chaque cas particulier, l’accord de toutes les parties au différend est nécessaire pour que la Cour internationale de Justice puisse être saisie de ce différend aux fins de décision.”

ALGERIE³

“La République Algérienne Démocratique et Populaire ne se considère pas comme liée par la section 30 de ladite Convention qui prévoit la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice en cas de contestation portant sur l’interprétation ou l’application de la Convention. Elle déclare que l’accord préalable de toutes les parties en cause sera dans chaque cas nécessaire pour soumettre un différend à la Cour internationale de Justice.

“Cette réserve s’applique également à la disposition de la même section selon laquelle l’avis consultatif de la Cour internationale de Justice serait accepté comme décisif.”

BULGARIE³

“La République populaire de Bulgarie ne se considère pas comme liée par la disposition de la section 30 de la Convention qui prévoit la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice et, en ce qui concerne la compétence de la Cour internationale en cas de contestation portant sur l’interprétation ou l’application de la Convention, la position de la République populaire de Bulgarie est que pour porter devant la Cour internationale un différend particulier aux fins de règlement, l’agrément de toutes les parties au différend est nécessaire dans chaque cas. Cette réserve s’applique également à la disposition de la même section selon laquelle l’avis consultatif de la Cour internationale sera accepté comme décisif.”

CANADA

Sous réserve que les citoyens canadiens domiciliés ou résidant habituellement au Canada ne bénéficieront pas de l’exonération des impôts sur les traitements et émoluments applicables au Canada conformément à la loi.

HONGRIE³

“Le Conseil de présidence de la République populaire hongroise formule la réserve expresse par rapport à

³ Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord a informé le Secrétaire général qu’il ne peut accepter ces réserves, qui, à son avis, ne sont pas de celles que les Etats désirant devenir parties à la Convention ont le droit de formuler.

l’article 30 de la Convention, parce que selon son avis la juridiction de la Cour internationale de Justice peut être fondée seulement sur la soumission volontaire préalable de toutes les parties intéressées.”

LAOS

“1. Les ressortissants Lao domiciliés ou résidant habituellement au Laos ne bénéficieront pas de l’exonération des impôts sur les traitements et revenus applicables au Laos.

“2. Les ressortissants Lao, fonctionnaires des Nations Unies, ne seront pas exemptés des obligations du service national.”

MEXIQUE

a) Vu le régime de propriété établi par la Constitution politique des Etats-Unis du Mexique, l’Organisation des Nations Unies et ses organes ne pourront acquérir d’immeubles sur le territoire mexicain.

b) Les fonctionnaires et les experts de l’Organisation des Nations Unies et de ses organes, de nationalité mexicaine, qui s’acquitteront de leurs fonctions en territoire mexicain, jouiront exclusivement des privilèges prévus par les alinéas *a*, *d*, *f* et *g* de la section 18 et par les alinéas *a*, *b*, *c*, *d* et *f* de la section 22 de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, étant entendu que l’inviolabilité visée à l’alinéa *c* de la section 22 ne s’appliquera qu’aux papiers et documents officiels.

MONGOLIE³

... la République populaire de Mongolie ne se considère pas comme liée par les dispositions de la section 30 de ladite Convention générale, qui prévoit que toute contestation portant sur l’interprétation ou l’application de la présente Convention sera référée à la Cour internationale de Justice; et dans un tel cas, la position de la République populaire de Mongolie est que, pour porter devant la Cour internationale un différend particulier aux fins de règlement, l’agrément de toutes les parties au différend est nécessaire dans chaque cas.

Cette réserve s’applique également à la disposition selon laquelle l’avis consultatif de la Cour internationale sera accepté comme décisif.

NEPAL

Sous réserve, en ce qui concerne l’alinéa *c* de la section 18 de la Convention, que les fonctionnaires de l’Organisation des Nations Unies qui sont de nationalité népalaise ne seront pas exemptés des obligations relatives au service national dont ils sont tenus aux termes de la législation népalaise.

Sous réserve³, en ce qui concerne la section 30 de la Convention, que tout différend auquel pourrait donner lieu l’interprétation ou l’application de la Convention à laquelle le Népal est partie ne sera soumis à la Cour internationale de Justice qu’avec l’accord exprès du Gouvernement de sa Majesté le Roi du Népal.

REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE DE BIELORUSSIE⁴

La République socialiste soviétique de Biélorussie ne se considère pas comme liée par la disposition de la section 30 de la Convention qui prévoit la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice et, en ce qui concerne la compétence de la Cour internationale en cas de contestation portant sur l'interprétation ou l'application de la Convention, la position de la République socialiste soviétique de Biélorussie demeure, comme par le passé, que, pour porter devant la Cour internationale un différend particulier aux fins de règlement, l'agrément de toutes les parties au différend est nécessaire dans chaque cas. Cette réserve s'applique également à la disposition de la même section selon laquelle l'avis consultatif de la Cour internationale sera accepté comme décisif.

REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE D'UKRAINE⁴

La République socialiste soviétique d'Ukraine ne se considère pas comme liée par la disposition de la section 30 de la Convention qui prévoit la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice et, en ce qui concerne la compétence de la Cour internationale en cas de contestation portant sur l'interprétation ou l'application de la Convention, la position de la République socialiste soviétique d'Ukraine demeure, comme par le passé, que, pour porter devant la Cour internationale un différend particulier aux fins de règlement, l'agrément de toutes les parties au différend est nécessaire dans chaque cas. Cette réserve s'applique également à la disposition de la même section selon laquelle l'avis consultatif de la Cour internationale sera accepté comme décisif.

ROUMANIE⁴

“La République populaire roumaine ne se considère pas liée par les stipulations de la section 30 de la Convention, en vertu desquelles la juridiction de la Cour internationale de Justice est obligatoire en cas de contestation portant sur l'interprétation ou l'application de la Convention; en ce qui concerne la compétence de la Cour internationale de Justice dans les différends surgis dans de tels cas, la position de la République populaire roumaine est que, pour la soumission de quelque différend que ce soit à la réglementation de la Cour, il est nécessaire, chaque fois, d'avoir le consentement de toutes les parties au différend. Cette réserve s'applique également aux stipulations comprises dans la même section, selon lesquelles l'avis consultatif de la Cour internationale doit être accepté comme décisif.”

TCHECOSLOVAQUIE⁴

“La République tchécoslovaque ne se considère pas comme liée par la section 30 de la Convention qui prévoit la juridiction obligatoire de la Cour internationale en cas de contestations portant sur l'interprétation ou l'application de la Convention; en ce qui con-

⁴ Voir note 3, p. 33.

cerne la compétence de la Cour internationale dans de telles contestations, la République tchécoslovaque maintient sa position que, pour porter devant la Cour internationale un différend particulier aux fins de règlement, l'agrément de toutes les parties au différend est nécessaire dans chaque cas. Cette réserve s'applique également à la disposition de la même section selon laquelle l'avis consultatif de la Cour internationale sera accepté comme décisif.”

THAILANDE

... les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies de nationalité thaïlandaise ne seront pas exemptés des obligations du service national.

TURQUIE⁵

Avec les réserves suivantes :

e) Le sursis, durant leurs fonctions dans l'Organisation des Nations Unies, du second service militaire des ressortissants turcs qui occuperont un poste au sein de ladite Organisation, sera procédé conformément aux procédures de la loi militaire n° 1111 et en tenant compte de leur situation d'officier de réserve ou simple soldat, à condition qu'ils remplissent leurs services militaires antérieurs prévus par l'article 6 de la susdite loi comme officier de réserve ou simple soldat.

...

e) Les ressortissants turcs qui sont chargés d'une mission en Turquie par l'Organisation des Nations Unies comme fonctionnaires sont soumis aux impôts appliqués à leurs concitoyens. Ceux-ci doivent annoncer leurs salaires par une déclaration annuelle selon les dispositions prévues dans la seconde section du quatrième chapitre de la loi n° 5421 de l'impôt sur le revenu.

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES^{4, 6}

L'Union des Républiques socialistes soviétiques ne se considère pas comme liée par la disposition de la section 30 de la Convention qui prévoit la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice et, en ce qui concerne la compétence de la Cour internationale en cas de contestation portant sur l'interprétation ou l'application de la Convention, la position de l'Union des Républiques socialistes soviétiques demeure, comme par le passé, que, pour porter devant la Cour internationale un différend particulier aux fins de règlement, l'agrément de toutes les parties au différend est nécessaire dans chaque cas. Cette réserve s'applique également à la disposition de la même section selon laquelle l'avis consultatif de la Cour internationale sera accepté comme décisif.

⁵ Par une notification reçue par le Secrétaire général le 20 juin 1957, le Gouvernement de la Turquie a retiré les deuxième, troisième et quatrième réserves contenues dans son instrument d'adhésion. Pour le texte de ces réserves, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, volume 70, page 267.

⁶ Le Gouvernement du Liban a informé le Secrétaire général qu'il fait objection à cette réserve.

2. Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées

Approuvée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 21 novembre 1947¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : Entre chaque Etat qui y a accédé et une institution spécialisée indiquée dans l'instrument d'adhésion de cet Etat ou dans une notification ultérieure, la Convention est en vigueur à compter de la date du dépôt dudit instrument d'adhésion ou de la réception de ladite notification.

ENREGISTREMENT : 16 août 1949, n° 521.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 33, p. 261².

Textes finals ou révisés d'annexes, transmis au Secrétaire général par les institutions spécialisées intéressées, et date à laquelle le Secrétaire général les a reçus²

| | | |
|--|-------------------------|------|
| 1. Annexe I. — Organisation internationale du Travail (OIT) | 14 septembre | 1948 |
| 2. Annexe II. — Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) | 13 décembre | 1948 |
| Texte révisé de l'annexe II | 26 mai | 1960 |
| Deuxième texte révisé de l'annexe II | 28 décembre | 1965 |
| 3. Annexe III. — Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) | 11 août | 1948 |
| 4. Annexe IV. — Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) | 7 février | 1949 |
| 5. Annexe V. — Fonds monétaire international (le Fonds) | 9 mai | 1949 |
| 6. Annexe VI. — Banque internationale pour la reconstruction et le développement (la Banque) | 29 avril | 1949 |
| 7. Annexe VII. — Organisation mondiale de la santé (OMS) | 2 août | 1948 |
| Texte révisé de l'annexe VII | 1 ^{er} juin | 1950 |
| Deuxième texte révisé de l'annexe VII | 1 ^{er} juillet | 1957 |
| Troisième texte révisé de l'annexe VII | 25 juillet | 1958 |
| 8. Annexe VIII. — Union postale universelle (UPU) | 11 juillet | 1949 |
| 9. Annexe IX. — Union internationale des télécommunications (UIT) | 16 janvier | 1951 |
| 10. Annexe X. — Organisation internationale pour les réfugiés (OIR) ³ | 4 avril | 1949 |
| 11. Annexe XI. — Organisation météorologique mondiale (OMM) | 29 décembre | 1951 |
| 12. Annexe XII. — Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (IMCO) | 12 février | 1959 |
| Texte révisé de l'annexe XII | 9 juillet | 1968 |
| 13. Annexe XIII. — Société financière internationale (SFI) | 22 avril | 1959 |
| 14. Annexe XIV. — Association internationale de développement (AID) | 15 février | 1962 |

Adhésions (a), notifications de succession (d), notifications de l'engagement d'étendre l'application de la Convention à d'autres institutions spécialisées, notifications d'acceptation de textes révisés d'annexes

ALGÉRIE 25 mars 1964 a

Institutions spécialisées à l'égard desquelles, lors de l'adhésion, de la notification de succession ou de notifications ultérieures, les Etats se sont engagés à appliquer la Convention et textes révisés d'annexes au sujet desquels les Etats ont notifié leur acceptation

OMS, OACI, OIT, FAO, UNESCO, la Banque, le Fonds, UPU, UIT, OMM, IMCO

¹ Résolution 179 (II); voir *Documents officiels de la deuxième session de l'Assemblée générale*, résolutions (A/519), p. 112.

² Les textes finals des annexes I à VIII et de l'annexe X, qui avaient été communiqués au Secrétaire général à la date d'enregistrement de la Convention, figurent dans le *Recueil des Traités* des Nations Unies, vol. 33, p. 290. Les textes finals ou révisés d'annexes, communiqués au Secrétaire général après la date d'enregistrement de la Convention, figurent dans le *Recueil des Traités* des Nations Unies aux volumes suivants : vol. 71, p. 318 (texte révisé de l'annexe VII); vol. 79, p. 326

(annexe IX); vol. 117, p. 386 (annexe XI); vol. 275, p. 298 (deuxième texte révisé de l'annexe VII); vol. 314, p. 308 (troisième texte révisé de l'annexe VII); vol. 323, p. 364 (annexe XII); vol. 327, p. 326 (annexe XIII); vol. 371, p. 266 (texte révisé de l'annexe II); vol. 423, p. 284 (annexe XIV); et vol. 559, p. 348 (second texte révisé de l'annexe II).

³ La résolution n° 108, adoptée par le Conseil général de l'Organisation internationale pour les réfugiés à sa 101^{ème} séance le 15 février 1952, prévoyait la liquidation de l'Organisation.

Adhésions (a), notifications de succession (d), notifications de l'engagement d'étendre l'application de la Convention à d'autres institutions spécialisées, notifications d'acceptation de textes révisés d'annexes

Institutions spécialisées à l'égard desquelles, lors de l'adhésion, de la notification de succession ou de notifications ultérieures, les Etats se sont engagés à appliquer la Convention et textes révisés d'annexes au sujet desquels les Etats ont notifié leur acceptation

| | | | | | |
|------------------------------------|--------------------------|-----------|------|---|--|
| ARGENTINE | 10 octobre | 1963 | a | OMS — troisième texte révisé de l'annexe VII, OACI, OIT, FAO — texte révisé de l'annexe II, UNESCO, la Banque, le Fonds, UPU, UIT, OMM, IMCO, SFI | |
| AUTRICHE | 21 juillet | 1950 | a | OMS, OACI, OIT, FAO, UNESCO, OIR, la Banque, le Fonds, UPU | |
| | 28 mars | 1951 | | UIT | |
| | 21 janvier | 1955 | | OMS — texte révisé de l'annexe VII, OMM | |
| | 1 ^{er} novembre | 1957 | | OMS — deuxième texte révisé de l'annexe VII | |
| | 28 octobre | 1958 | | OMS — troisième texte révisé de l'annexe VII | |
| | 10 novembre | 1959 | | SFI | |
| | 14 février | 1962 | | FAO — texte révisé de l'annexe II | |
| | 8 novembre | 1962 | | AID | |
| BELGIQUE | 22 juillet | 1966 | | FAO — second texte révisé de l'annexe II | |
| | 14 mars | 1962 | a | OMS, OACI, OIT, FAO, UNESCO, la Banque, le Fonds, UPU, UIT, OMM, IMCO, SFI, AID | |
| BRÉSIL | 22 mars | 1963 | a | OMS, OACI, OIT, FAO, UNESCO, le Fonds, UPU, UIT, OMM, IMCO, SFI, AID | |
| | 24 avril | 1963 | | La Banque | |
| | 15 juillet | 1966 | | FAO — second texte révisé de l'annexe II | |
| BULGARIE | 13 juin | 1968 | a | OMS, OACI, OIT, FAO, UNESCO, UPU, UIT, OMM, IMCO | |
| | 2 décembre | 1968 | | IMCO — texte révisé de l'annexe XII | |
| CAMBODGE | 15 octobre | 1953 | a | UPU | |
| | 26 septembre | 1955 | | OMS, OACI, FAO, UNESCO, UIT, OMM | |
| CHILI | 21 septembre | 1951 | a | OMS, OACI, OIT, FAO, la Banque, le Fonds, UPU, UIT | |
| | 7 juin | 1961 | | UNESCO | |
| CHYPRE | 6 mai | 1964 | d | OMS, OACI, OIT, FAO, UNESCO, UPU, UIT, OMM, IMCO | |
| CONGO (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU) | 8 décembre | 1964 | a | OMS, OACI, OIT, FAO, UNESCO, la Banque, le Fonds, UPU, UIT, OMM, SFI, AID | |
| CÔTE D'IVOIRE | 8 septembre | 1961 | a | OMS | |
| | 28 décembre | 1961 | | OACI, OIT, FAO, UNESCO, UPU, UIT | |
| | 4 juin | 1962 | | La Banque, le Fonds, SFI, AID | |
| | 26 septembre | 1962 | | OMM | |
| DANEMARK | 25 janvier | 1950 | a | OMS, OACI, OIT, FAO, UNESCO, la Banque, le Fonds, UPU | |
| | 5 avril | 1950 | | OIR | |
| | 22 mai | 1951 | | OMS — texte révisé de l'annexe VII | |
| | 19 juillet | 1951 | | UIT | |
| | 10 mars | 1953 | | OMM | |
| | 14 octobre | 1957 | | OMS — deuxième texte révisé de l'annexe VII | |
| | 8 janvier | 1959 | | OMS — troisième texte révisé de l'annexe VII | |
| | 20 mai | 1960 | | IMCO | |
| | 26 décembre | 1960 | | FAO — texte révisé de l'annexe II | |
| | 19 juillet | 1961 | | SFI | |
| | 3 août | 1962 | | AID | |
| | EQUATEUR | 8 juin | 1951 | a | OIT |
| | | 7 juillet | 1953 | | OMS, OACI, FAO, UNESCO, la Banque, le Fonds, UIT |
| 14 juillet | | 1954 | | OMM | |
| 12 décembre | | 1958 | | UPU | |
| 2 août | | 1960 | | FAO — texte révisé de l'annexe II | |
| 26 juillet | | 1966 | | FAO — second texte révisé de l'annexe II | |

Adhésions (a), notifications de succession (d), notifications de l'engagement d'étendre l'application de la Convention à d'autres institutions spécialisées, notifications d'acceptation de textes révisés d'annexes

Institutions spécialisées à l'égard desquelles, lors de l'adhésion, de la notification de succession ou de notifications ultérieures, les Etats se sont engagés à appliquer la Convention et textes révisés d'annexes au sujet desquels les Etats ont notifié leur acceptation

| | | | | |
|-------------|-------------------------|------|----------|---|
| FINLANDE | 31 juillet | 1958 | <i>a</i> | OMS, OACI, OIT, FAO, UNESCO, la Banque, le Fonds, UPU, UIT, OMM |
| | 2 décembre | 1958 | | OMS — troisième texte révisé de l'annexe VII |
| | 8 juin | 1959 | | IMCO |
| | 27 juillet | 1959 | | SFI |
| | 8 septembre | 1960 | | FAO — texte révisé de l'annexe II |
| | 16 novembre | 1962 | | AID |
| GABON | 29 juin | 1961 | <i>a</i> | UIT |
| GAMBIE | 1 ^{er} août | 1966 | <i>d</i> | OMS, OACI, OIT, FAO, UNESCO, UPU, UIT, OMM, IMCO |
| | 1 ^{er} août | 1966 | | La Banque, le Fonds, SFI, AID |
| GHANA | 9 septembre | 1958 | <i>a</i> | OMS — deuxième texte révisé de l'annexe VII, OACI, OIT, FAO, UNESCO, la Banque, le Fonds, UPU, UIT, OMM |
| | 27 octobre | 1958 | | OMS — troisième texte révisé de l'annexe VII |
| | 16 septembre | 1960 | | FAO — texte révisé de l'annexe II |
| GUATEMALA | 30 juin | 1951 | <i>a</i> | OMS, OACI, OIT, FAO, UNESCO, OIR, la Banque, le Fonds, UPU, UIT |
| | 4 octobre | 1954 | | OMM |
| | 18 mai | 1962 | | AID |
| GUINÉE | 1 ^{er} juillet | 1959 | <i>a</i> | OMM |
| | 29 mars | 1968 | | OMS, OACI, OIT, FAO, UNESCO, la Banque, le Fonds, UPU, UIT, IMCO, SFI, AID |
| HAÏTI | 16 avril | 1952 | <i>a</i> | OMS, OACI, OIT, FAO, UNESCO, la Banque, le Fonds, UPU, UIT |
| | 16 avril | 1952 | | OMM |
| | 5 août | 1959 | | IMCO |
| HAUTE-VOLTA | 6 avril | 1962 | <i>a</i> | OMS, OACI, OIT, FAO, UNESCO, la Banque, le Fonds, UPU, UIT, OMM, IMCO, SFI |
| HONGRIE | 2 août | 1967 | <i>a</i> | OMS, OIT, UNESCO, UPU, UIT, OMM |
| INDE | 10 février | 1949 | <i>a</i> | OMS, OACI, OIT, FAO, UNESCO |
| | 19 octobre | 1949 | | La Banque, le Fonds, UPU |
| | 9 mars | 1955 | | OMM |
| | 3 juin | 1955 | | OMS — texte révisé de l'annexe VII, UIT |
| | 3 juillet | 1958 | | OMS — deuxième texte révisé de l'annexe VII |
| | 3 août | 1961 | | SFI |
| | 12 avril | 1963 | | FAO — texte révisé de l'annexe II |
| IRAK | 9 juillet | 1954 | <i>a</i> | OMS, OACI, OIT, FAO, UNESCO, la Banque, le Fonds, UPU, UIT, OMM |
| IRLANDE | 10 mai | 1967 | <i>a</i> | OMS, OACI, OIT, FAO, UNESCO, la Banque, le Fonds, UPU, UIT, OMM, IMCO, SFI, AID |
| | 27 décembre | 1968 | | IMCO — texte révisé de l'annexe XII |
| JAMAÏQUE | 4 novembre | 1963 | <i>a</i> | OMS, OACI, OIT, FAO, UNESCO, UPU, UIT, OMM |
| JAPON | 18 avril | 1963 | <i>a</i> | OMS, OACI, OIT, FAO, UNESCO, la Banque, le Fonds, UPU, UIT, OMM, IMCO, SFI, AID |
| JORDANIE | 12 décembre | 1950 | <i>a</i> | OMS, OACI, FAO, UNESCO, UPU |
| | 24 mars | 1951 | | UIT |
| | 10 décembre | 1957 | | OMM |
| | 11 août | 1960 | | FAO — texte révisé de l'annexe II |
| KENYA | 1 ^{er} juillet | 1965 | <i>a</i> | OMS, OACI, OIT, FAO, UNESCO, la Banque, le Fonds, UPU, UIT, OMM, IMCO, SFI, AID |
| | 3 mars | 1966 | | FAO — second texte révisé de l'annexe II |

Adhésions (a), notifications de succession (d), notifications de l'engagement d'étendre l'application de la Convention à d'autres institutions spécialisées, notifications d'acceptation de textes révisés d'annexes

| | | |
|--------------------------|--|--|
| KOWEÏT | 13 novembre 7 février | 1961 a 1963 |
| LAOS | 29 août 9 août | 1966 1960 a |
| LIBYE | 30 avril | 1958 a |
| LUXEMBOURG | 20 septembre | 1950 a |
| MADAGASCAR | 27 mars 22 août 3 janvier | 1951 1952 1966 a |
| MALAISIE | 22 novembre 19 novembre 29 mars | 1966 1968 1962 d |
| MALAWI | 23 novembre 2 août | 1962 1965 a |
| MALI | 16 septembre 24 juin | 1966 1968 a |
| MALTE | 27 juin 27 juin 21 octobre | 1968 d 1968 1968 |
| MAROC | 28 avril 10 juin 13 août 30 novembre | 1958 a 1958 1958 1966 |
| NÉPAL ⁴ | 23 février 28 septembre | 1954 a 1965 |
| NICARAGUA | 6 avril | 1959 a |
| NIGER | 15 mai | 1968 a |
| NIGÉRIA | 26 juin | 1961 d |
| NORVÈGE | 25 janvier 14 septembre 20 septembre 22 novembre 11 septembre 10 novembre 10 novembre 30 janvier 2 août 1 ^{er} octobre | 1950 a 1950 1951 1955 1957 1960 1960 1961 1966 1968 |

Institutions spécialisées à l'égard desquelles, lors de l'adhésion, de la notification de succession ou de notifications ultérieures, les Etats se sont engagés à appliquer la Convention et textes révisés d'annexes au sujet desquels les Etats ont notifié leur acceptation

| |
|---|
| UIT |
| OMS — troisième texte révisé de l'annexe VII, OACI, OIT, FAO — texte révisé de l'annexe II, UNESCO, la Banque, le Fonds, UPU, OMM, IMCO, SFI, AID |
| FAO — second texte révisé de l'annexe II |
| OMS, OACI, OIT, FAO, UNESCO, la Banque, le Fonds, UPU, UIT, OMM, IMCO, SFI |
| OMS — deuxième texte révisé de l'annexe VII, OACI, OIT, FAO, UNESCO, la Banque, le Fonds, UIT, OMM |
| OMS, OACI, OIT, FAO, UNESCO, OIR, la Banque, le Fonds, UPU |
| UIT |
| OMM |
| OMS, OACI, OIT, FAO, UNESCO, la Banque, le Fonds, UPU, UIT, OMM, IMCO, SFI |
| FAO — second texte révisé de l'annexe II |
| IMCO — texte révisé de l'annexe XII |
| OMS — texte révisé de l'annexe VII, OACI, OIT, FAO, UNESCO, UPU, UIT, OMM |
| OMS — troisième texte révisé de l'annexe VII |
| OMS, OACI, OIT, FAO, UNESCO, la Banque, le Fonds, UPU, UIT, OMM, IMCO, SFI, AID |
| FAO — second texte révisé de l'annexe II |
| OMS, OACI, OIT, FAO, UNESCO, la Banque, le Fonds, UPU, UIT, OMM |
| OMS, OACI, OIT, FAO, UNESCO, UPU, UIT, OMM, IMCO |
| La Banque, le Fonds |
| FAO — second texte révisé de l'annexe II |
| OMS — troisième texte révisé de l'annexe VII |
| IMCO — texte révisé de l'annexe XII |
| OACI, OMM |
| OMS, OIT, FAO, UNESCO, UIT |
| UPU |
| FAO — second texte révisé de l'annexe II |
| OMS |
| OACI, FAO, UNESCO, la Banque, le Fonds, UPU, UIT |
| OMS, OACI, OIT, FAO, UNESCO, la Banque, le Fonds, UPU, UIT, OMM |
| OMS, OACI, OIT, FAO, UNESCO, la Banque, le Fonds, UPU, UIT, OMM, AID |
| OMS — deuxième texte révisé de l'annexe VII, OACI, OIT, FAO, UNESCO, UPU, UIT, OMM, IMCO |
| OMS, OACI, OIT, FAO, UNESCO, OIR, la Banque, le Fonds, UPU |
| OMS — texte révisé de l'annexe VII |
| UIT |
| OMM |
| OMS — deuxième texte révisé de l'annexe VII |
| FAO — texte révisé de l'annexe II |
| SFI |
| IMCO |
| FAO — second texte révisé de l'annexe II |
| IMCO — texte révisé de l'annexe XII |

⁴ L'instrument d'adhésion du Gouvernement népalais a été déposé auprès du Directeur général de l'Organisation mondiale

de la santé, conformément à la section 42 de la Convention.

Adhésions (a), notifications de succession (d), notifications de l'engagement d'étendre l'application de la Convention à d'autres institutions spécialisées, notifications d'acceptation de textes révisés d'annexes

Institutions spécialisées à l'égard desquelles, lors de l'adhésion, de la notification de succession ou de notifications ultérieures, les Etats se sont engagés à appliquer la Convention et textes révisés d'annexes au sujet desquels les Etats ont notifié leur acceptation

| | | | |
|---|----------------------|---------------|---|
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 25 novembre | 1960 <i>a</i> | OMS, OACI, OIT, FAO, UNESCO, UPU, UIT, OMM |
| | 17 octobre | 1963 | IMCO |
| | 23 mai | 1967 | FAO — second texte révisé de l'annexe II |
| PAKISTAN | 23 juillet | 1951 <i>a</i> | La Banque |
| | 7 novembre | 1951 | Le Fonds |
| | 15 septembre | 1961 | OMS, OACI, OIT, UNESCO, UPU, UIT, OMM |
| | 13 mars | 1962 | FAO, IMCO |
| | 17 juillet | 1962 | SFI, AID |
| PAYS-BAS | 2 décembre | 1948 <i>a</i> | OMS, OACI |
| | 2 décembre | 1948 | OIT |
| | 21 juillet | 1949 | FAO, UNESCO, OIR, la Banque, le Fonds |
| | 15 février | 1951 | OMS — texte révisé de l'annexe VII |
| | 15 juin | 1951 | UIT |
| | 14 mai | 1952 | UPU |
| | 5 janvier | 1954 | OMM |
| | 18 mars | 1965 | OMS — troisième texte révisé de l'annexe VII |
| | 28 juin | 1965 | FAO — texte révisé de l'annexe II, IMCO, SFI, AID |
| | 9 décembre | 1966 | FAO — second texte révisé de l'annexe II |
| PHILIPPINES | 20 mars | 1950 <i>a</i> | OMS, OACI, OIT, FAO, UNESCO, la Banque, le Fonds |
| | 21 mai | 1958 | OMM |
| | 12 mars | 1959 | OMS — troisième texte révisé de l'annexe VII |
| | 13 janvier | 1961 | SFI |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE . . . | 28 septembre | 1954 <i>a</i> | OMS, OACI, OIT, FAO, UNESCO, la Banque, le Fonds, UPU |
| | 1 ^{er} juin | 1955 | OMM |
| | 3 février | 1958 | OMS — deuxième texte révisé de l'annexe VII |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | 15 octobre | 1962 <i>a</i> | OMS, OACI, OIT, FAO, UNESCO, OMM |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ^{5, 6} | 10 octobre | 1957 <i>a</i> | OMS, OIT, FAO, UNESCO, la Banque, le Fonds, UIT, OMM |
| | 10 octobre | 1957 | OACI |
| | 19 mai | 1958 | UPU |
| | 5 septembre | 1958 | OMS — deuxième texte révisé de l'annexe VII |
| | 11 février | 1959 | OMS — troisième texte révisé de l'annexe VII |
| | 12 janvier | 1962 | IMCO |
| | 12 avril | 1962 | SFI |
| | 23 mai | 1963 | FAO — texte révisé de l'annexe II |
| RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE DE BIÉLORUSSIE | 18 mars | 1966 <i>a</i> | OIT, UNESCO, UPU, UIT, OMM |
| RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE D'UKRAINE | 13 avril | 1966 <i>a</i> | OIT, UNESCO, UPU, UIT, OMM |
| RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE | 29 octobre | 1962 <i>a</i> | OMS, OIT, FAO, UNESCO |
| | 26 mars | 1963 | OMM |
| | 10 avril | 1963 | OACI, la Banque, le Fonds, UIT, SFI |

⁵ Par une communication reçue par le Secrétaire général le 10 octobre 1957, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a déclaré que la Convention s'appliquerait également au territoire de la Sarre, étant entendu que l'article 7, b, de cette Convention ne prendrait effet, à l'égard de ce territoire, qu'à l'expiration de la période transitoire définie à l'article 3 du Traité conclu le 27 octobre 1956 entre la France et la République fédérale d'Allemagne.

⁶ Par une note jointe à l'instrument d'adhésion, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a déclaré que la Convention s'appliquerait aussi au Land de Berlin.

Par une communication reçue le 8 août 1968, la Mission permanente de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que déjà, à maintes reprises, elle a signalé le caractère illégal de telles déclarations du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, étant donné que Berlin-Ouest n'a jamais fait partie et ne fait pas actuellement partie de la République fédérale et que la juridiction des autorités de la République fédérale ne s'étend pas à Berlin-Ouest.

Adhésions (a), notifications de succession (d), notifications de l'engagement d'étendre l'application de la Convention à d'autres institutions spécialisées, notifications d'acceptation de textes révisés d'annexes

| | | | |
|---|-------------------------|------|---|
| ROYAUME-UNI | 16 août | 1949 | a |
| | 17 décembre | 1954 | |
| | 22 septembre | 1955 | |
| | 30 septembre | 1957 | |
| | 4 novembre | 1959 | |
| | 28 novembre | 1968 | |
| RWANDA | 15 avril | 1964 | a |
| | 23 juin | 1964 | |
| SÉNÉGAL | 2 mars | 1966 | a |
| SIERRA LEONE | 13 mars | 1962 | d |
| SINGAPOUR | 18 mars | 1966 | d |
| SUÈDE | 12 septembre | 1951 | a |
| | 31 juillet | 1953 | |
| | 22 août | 1957 | |
| | 1 ^{er} février | 1960 | |
| | 3 septembre | 1960 | |
| | 28 septembre | 1960 | |
| | 11 avril | 1962 | |
| | 13 septembre | 1968 | |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 29 décembre | 1966 | a |
| THAÏLANDE | 30 mars | 1956 | a |
| | 19 juin | 1961 | |
| | 28 avril | 1965 | |
| | 21 mars | 1966 | |
| TOGO | 15 juillet | 1960 | a |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | 19 octobre | 1965 | a |
| | 15 juillet | 1966 | |
| TUNISIE | 3 décembre | 1957 | a |
| | 19 mai | 1958 | |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES .. | 10 janvier | 1966 | a |
| YOUgoslavie | 23 novembre | 1951 | a |
| | 5 mars | 1952 | |
| | 16 mars | 1959 | |
| | 14 avril | 1960 | |
| | 8 avril | 1964 | |

Institutions spécialisées à l'égard desquelles, lors de l'adhésion, de la notification de succession ou de notifications ultérieures, les Etats se sont engagés à appliquer la Convention et textes révisés d'annexes au sujet desquels les Etats ont notifié leur acceptation

| |
|---|
| OMS, OACI, OIT, FAO, UNESCO, OIR |
| UPU, UIT, OMM |
| OMS — texte révisé de l'annexe VII |
| OMS — deuxième texte révisé de l'annexe VII |
| IMCO |
| IMCO — texte révisé de l'annexe XII |
| OMS, OACI, OIT, FAO, UNESCO, UPU, UIT, OMM |
| La Banque, le Fonds, AID |
| OMS, OACI, OIT, FAO, UNESCO, la Banque, le Fonds, UPU, UIT, OMM, IMCO, SFI, AID |
| OMS — deuxième texte révisé de l'annexe VII, OACI, OIT, FAO, UNESCO, UPU, UIT, OMM, IMCO |
| OMS, OACI, OIT, FAO, UNESCO, UPU, UIT, OMM |
| OMS, OACI, OIT, FAO, UNESCO, la Banque, le Fonds, UPU, UIT |
| OMM |
| OMS — deuxième texte révisé de l'annexe VII |
| IMCO |
| SFI |
| FAO — texte révisé de l'annexe II |
| AID |
| IMCO — texte révisé de l'annexe XII |
| OMS, OACI, OIT, UNESCO, UPU, UIT, OMM, IMCO |
| OACI, FAO |
| OMS — deuxième texte révisé de l'annexe VII, OIT, FAO — texte révisé de l'annexe II, UNESCO, la Banque, le Fonds, UIT, OMM, SFI |
| UPU |
| FAO — second texte révisé de l'annexe II |
| OMS — troisième texte révisé de l'annexe VII |
| OMS, OACI, OIT, FAO, UNESCO, la Banque, le Fonds, UPU, UIT, OMM, IMCO |
| FAO — second texte révisé de l'annexe II |
| OMS, OACI, OIT, FAO, UNESCO, la Banque, le Fonds, UPU, UIT, OMM |
| OMS — deuxième texte révisé de l'annexe VII |
| OMS, OIT, UNESCO, UPU, UIT, OMM, IMCO |
| OMS, OIT, FAO, UNESCO, la Banque, le Fonds, UPU, UIT |
| OMM |
| OMS — deuxième texte révisé de l'annexe VII |
| OMS — troisième texte révisé de l'annexe VII |
| FAO — texte révisé de l'annexe II, IMCO, SFI, AID |

Déclarations et réserves⁷

BULGARIE⁸

“La République populaire de Bulgarie se considère liée par les dispositions des chapitres 24 et 32 de la

⁷ Sauf indication contraire, les déclarations et réserves ont été faites au moment de l'adhésion.

⁸ Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a informé le Secrétaire général qu'il ne peut accepter ces réserves, qui, à son avis, ne sont pas de celles que les Etats désirant devenir parties à la Convention ont le droit de formuler.

Convention seulement dans les cas où le différend sur l'interprétation et l'application de la Convention a été porté devant la Cour internationale de Justice après que les parties au différend ont donné préalablement leur accord pour chaque cas concret. La présente réserve se rapporte également au chapitre 32 qui stipule que l'avis de la Cour internationale de Justice sera considéré comme décisif.”

COTE D'IVOIRE

(Déclaration contenue dans une notification ultérieure reçue le 28 décembre 1961)

"...aucun gouvernement ne pourra pleinement se conformer aux dispositions de la section 11 de cette Convention, qui veut que les institutions spécialisées jouissent, pour leurs communications officielles, sur le territoire de tout Etat partie à la Convention, d'un traitement aussi favorable que le traitement accordé par le gouvernement de cet Etat, en matière de priorité et tarifs de télécommunications, à tout autre gouvernement, tant que tous les autres gouvernements n'auront pas décidé de coopérer en accordant ce traitement à l'institution en question. Il semble que l'Union internationale des télécommunications examine actuellement ce cas."

GABON

"Toutefois, je me permets d'attirer votre attention sur le fait qu'aucun gouvernement ne pourra pleinement se conformer aux dispositions de la section 11 de cette Convention, qui veut que les institutions spécialisées jouissent, pour leurs communications officielles, sur le territoire de tout Etat partie à la Convention, d'un traitement aussi favorable que le traitement accordé par le gouvernement de cet Etat, en matière de priorité et tarif de télécommunications, à tout autre gouvernement, tant que tous les autres gouvernements n'auront pas décidé de coopérer en accordant ce traitement à l'institution en question. Je crois savoir que l'Union internationale des télécommunications examine actuellement ce problème."

MADAGASCAR

"...le Gouvernement malgache ne pourra se conformer pleinement aux dispositions de l'article IV, section 11, de la Convention, qui veut que les institutions spécialisées jouissent, pour leurs communications officielles, sur le territoire de tout Etat partie à la Convention, d'un traitement non moins favorable que le traitement accordé par le Gouvernement de cet Etat à tout autre Gouvernement, en matière de priorités, tarifs et taxes sur les télécommunications, tant que tous les gouvernements n'auront pas décidé de coopérer en accordant ce traitement aux institutions en question."

NORVEGE

(Déclaration contenue dans une notification ultérieure reçue le 20 septembre 1951)

Je suis en outre chargé de vous informer que, de l'avis du Gouvernement norvégien, aucun gouvernement ne pourra se conformer entièrement aux dispositions de la section 11 de ladite Convention, aux termes desquelles les institutions spécialisées jouiront, pour leurs communications officielles, sur le territoire de tout Etat partie à la Convention, d'un traitement non moins favorable que le traitement accordé par le gouvernement de cet Etat à tout autre gouvernement en matière de priorités, tarifs et taxes sur les télécommunications, tant que tous les gouvernements n'auront pas accepté d'accorder à l'institution en question le traitement visé à la section 11.

NOUVELLE-ZELANDE

...le Gouvernement néo-zélandais, de même que d'autres gouvernements, ne pourra pleinement se conformer aux dispositions de l'article IV, section 11, de la Convention qui veut que les institutions spécialisées jouissent, pour leurs communications officielles, sur le territoire de tout Etat partie à la Convention, d'un traitement non moins favorable que le traitement accordé par le gouvernement de cet Etat à tout autre gouvernement, en matière de priorités, tarifs et taxes sur les télécommunications, tant que tous les gouvernements n'auront pas décidé de coopérer en accordant ce traitement aux institutions en question.

Le Gouvernement néo-zélandais note que cette question a retenu l'attention de l'Organisation des Nations Unies et de l'Union internationale des télécommunications. Il note également que le texte final de l'annexe à la Convention, approuvé par l'Union internationale des télécommunications et transmis par l'Union au Secrétaire général des Nations Unies, conformément aux dispositions de la section 36 de la Convention, contient une déclaration aux termes de laquelle l'Union ne demandera pas, pour elle-même, le bénéfice du traitement privilégié, prévu dans la section 11 de la Convention, pour les facilités de communications.

PAKISTAN

(Déclaration contenue dans une notification ultérieure reçue le 15 septembre 1961 et également [à l'exclusion du deuxième paragraphe] dans des notifications ultérieures reçues les 13 mars 1962 et 17 juillet 1962)

La mesure dans laquelle les institutions spécialisées jouissent pour leurs communications officielles des privilèges prévus à l'article IV, section 11, de la Convention ne peut, dans la pratique, être fixée par une décision unilatérale des divers gouvernements; en fait, elle a été fixée par la Convention internationale des télécommunications d'Atlantic City (1947) et par les Règlements télégraphique et téléphonique qui y sont annexés. Compte tenu de la résolution n° 28 (annexe I) adoptée à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications qui s'est tenue à Buenos Aires en 1952, le Pakistan ne sera donc pas en mesure de se conformer aux dispositions de l'article IV, section 11, de la Convention.

L'Union internationale des télécommunications ne revendiquera pas les privilèges en matière de communications prévus à l'article IV, section 11, de la Convention.

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne se permet de faire observer qu'aucun gouvernement n'est à même de se conformer strictement aux dispositions de la section 11 de l'article IV de la Convention, qui prévoient que les institutions spécialisées jouiront, pour leurs communications officielles, sur le territoire de tout Etat partie à ladite Convention, d'un

traitement non moins favorable que le traitement accordé par le gouvernement de cet Etat à tout autre gouvernement en matière de priorités, tarifs et autres taxes. Le Gouvernement de la République fédérale se réfère à cet égard aux dispositions de l'article 37 et de l'annexe 3 de la Convention internationale des télécommunications, conclue à Buenos Aires en 1952, ainsi qu'aux résolutions n^{os} 27 et 28 annexées à ladite Convention.

REPUBLIQUE POPULAIRE HONGROISE⁹

La République populaire hongroise accepte les sections 24 et 32 de la Convention avec la réserve suivante : les différends concernant l'interprétation et l'application de la Convention ne seront portés devant la Cour internationale de Justice qu'avec l'accord de toutes les parties au différend.

La République populaire hongroise fait également une réserve touchant la disposition de la section 32 qui rend l'avis consultatif de la Cour décisif dans certains cas.

REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE DE BIÉLORUSSIE⁹

La République socialiste soviétique de Biélorussie ne se considère pas comme liée par les dispositions des sections 24 et 32 de la Convention, prévoyant le recours obligatoire à la Cour internationale de Justice. Quant aux contestations portant sur l'interprétation ou l'application de la Convention qui relèvent de la compétence de la Cour internationale de Justice, la République socialiste soviétique de Biélorussie s'en tiendra à la position qui a toujours été la sienne, à savoir que pour porter une contestation devant la Cour internationale de Justice, il faut dans chaque cas l'accord de toutes les parties au différend. Cette réserve vise également la disposition de la section 32 prévoyant que l'avis de la Cour internationale de Justice sera accepté comme décisif.

REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE D'UKRAINE⁹

La République socialiste soviétique d'Ukraine ne se considère pas comme liée par les dispositions des sections 24 et 32 de la Convention, prévoyant le recours obligatoire à la Cour internationale de Justice. Quant aux contestations portant sur l'interprétation ou l'application de la Convention qui relèvent de la compétence de la Cour internationale de Justice, la République socialiste soviétique d'Ukraine s'en tiendra à la position qui a toujours été la sienne, à savoir que pour porter une contestation devant la Cour internationale de Justice, il faut dans chaque cas l'accord de toutes les parties au différend. Cette réserve vise également la disposition de la section 32 prévoyant que l'avis de la Cour internationale de Justice sera accepté comme décisif.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

Je me permets d'attirer votre attention sur le fait qu'aucun gouvernement ne pourra pleinement se conformer aux dispositions de la section 11 de cette Convention, qui veut que les institutions spécialisées jouissent, pour leurs communications officielles, sur le territoire de tout Etat partie à la Convention, d'un traitement aussi favorable que le traitement accordé par le gouvernement de cet Etat, en matière de priorités et tarifs de télécommunications, à tout autre gouvernement, tant que tous les autres gouvernements n'auront pas décidé de coopérer en accordant ce traitement à l'institution en question. Je crois savoir que l'Union internationale des télécommunications examine actuellement ce problème.

(Déclaration contenue dans une notification ultérieure reçue le 17 décembre 1954)

En ce qui concerne l'Union postale universelle et l'Organisation météorologique mondiale, j'ai l'honneur d'attirer votre attention sur le fait qu'aucun gouvernement ne peut pleinement se conformer aux dispositions de la section 11 de cette Convention, qui veut que les institutions spécialisées jouissent, pour leurs communications officielles, sur le territoire de tout Etat partie à la Convention, d'un traitement aussi favorable que le traitement accordé par le gouvernement de cet Etat, en matière de priorités, de tarifs et de taxes sur les télécommunications, à tout autre gouvernement, tant que tous les autres gouvernements n'auront pas décidé de coopérer en accordant ce traitement aux institutions en question. L'Organisation des Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications examinent actuellement ce problème.

Le texte final de l'annexe à la Convention, approuvé par l'Union internationale des télécommunications et transmis par l'Union au Secrétaire général des Nations Unies, conformément aux dispositions de la section 36 de la Convention, contient une déclaration aux termes de laquelle l'Union ne demandera pas, pour elle-même, le bénéfice du traitement privilégié, prévu dans la section 11 de la Convention, pour les facilités de communications.

(Déclaration contenue dans une notification ultérieure reçue le 4 novembre 1959)

Le Gouvernement de Sa Majesté fait observer qu'aucun gouvernement ne sera à même de se conformer entièrement aux dispositions de la section 11 de la Convention — qui stipule que les institutions spécialisées jouiront, pour leurs communications officielles, sur le territoire de tout Etat partie à la Convention, d'un traitement non moins favorable que le traitement accordé par le gouvernement de cet Etat à tout autre gouvernement en matière de priorités, tarifs et taxes sur les télécommunications — tant que tous les autres gouvernements n'auront pas décidé d'accorder ce traitement aux institutions intéressées. L'Organisation des Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications examinent actuellement cette question.

⁹ Voir note 8, p. 40.

TCHÈCOSLOVAQUIE⁹

La République socialiste tchécoslovaque ne se considère pas comme liée par les dispositions des sections 24 et 32 de la Convention, prévoyant le recours obligatoire à la Cour internationale de Justice en cas de différend portant sur l'interprétation ou l'application de la Convention; en ce qui concerne la compétence de la Cour internationale de Justice à l'égard de ces différends, la position de la République socialiste tchécoslovaque est que pour porter un différend devant la Cour internationale de Justice il faut, dans chaque cas, l'accord de toutes les parties au différend. Cette réserve vise également la disposition de la section 32 prévoyant que l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sera accepté par les parties comme décisif.

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES⁹

L'Union des Républiques socialistes soviétiques ne se considère pas comme liée par les dispositions des sections 24 et 32 de la Convention, prévoyant le recours obligatoire à la Cour internationale de Justice. Quant aux contestations portant sur l'interprétation ou l'application de la Convention qui relèvent de la compétence de la Cour internationale de Justice, l'URSS s'en tiendra à la position qui a toujours été la sienne, à savoir que pour porter une contestation devant la Cour internationale de Justice, il faut dans chaque cas l'accord de toutes les parties au différend. Cette réserve vise également la disposition de la section 32 prévoyant que l'avis de la Cour internationale de Justice sera accepté comme décisif.

3. Convention de Vienne sur les relations diplomatiques

En date, à Vienne, du 18 avril 1961¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 24 avril 1964, conformément à l'article 51.

ENREGISTREMENT : 24 juin 1964, n° 7310.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 500, p. 95.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a) Notification de succession (d)</i> | |
|---|------------------|------|--|--------|
| | | | | |
| AFGHANISTAN | | | 6 octobre | 1965 a |
| AFRIQUE DU SUD | 28 mars | 1962 | | |
| ALBANIE | 18 avril | 1961 | | |
| ALGÉRIE | | | 14 avril | 1964 a |
| ARGENTINE | 18 avril | 1961 | 10 octobre | 1963 |
| AUSTRALIE | 30 mars | 1962 | 26 janvier | 1968 |
| AUTRICHE | 18 avril | 1961 | 28 avril | 1966 |
| BARBADE | | | 6 mai | 1968 d |
| BELGIQUE | 23 octobre | 1961 | 2 mai | 1968 |
| BRESIL | 18 avril | 1961 | 25 mars | 1965 |
| BULGARIE | 18 avril | 1961 | 17 janvier | 1968 |
| BURUNDI | | | 1 ^{er} mai | 1968 a |
| CAMBODGE | | | 31 août | 1965 a |
| CANADA | 5 février | 1962 | 26 mai | 1966 |
| CEYLAN | 18 avril | 1961 | | |
| CHILI | 18 avril | 1961 | 9 janvier | 1968 |
| CHINE | 18 avril | 1961 | | |
| CYPRÈS | | | 10 septembre | 1968 a |
| COLOMBIE | 18 avril | 1961 | | |
| CONGO (BRAZZAVILLE) | | | 11 mars | 1963 a |
| CONGO (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU) | 18 avril | 1961 | 19 juillet | 1965 |
| COSTA RICA | 14 février | 1962 | 9 novembre | 1964 |
| CÔTE D'IVOIRE | | | 1 ^{er} octobre | 1962 a |
| CUBA | 16 janvier | 1962 | 26 septembre | 1963 |
| DAHOMÉY | | | 27 mars | 1967 a |
| DANEMARK | 18 avril | 1961 | 2 octobre | 1968 |
| EL SALVADOR | | | 9 décembre | 1965 a |
| ÉQUATEUR ² | 18 avril | 1961 | 21 septembre | 1964 |
| ESPAGNE | | | 21 novembre | 1967 a |
| ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ... | 29 juin | 1961 | | |
| FINLANDE | 20 octobre | 1961 | | |
| FRANCE | 30 mars | 1962 | | |
| GABON | | | 2 avril | 1964 a |
| GHANA | 18 avril | 1961 | 28 juin | 1962 |
| GRÈCE | 29 mars | 1962 | | |
| GUATEMALA | 18 avril | 1961 | 1 ^{er} octobre | 1963 |
| GUINÉE | | | 10 janvier | 1968 a |
| HONDURAS | | | 13 février | 1968 a |
| HONGRIE | 18 avril | 1961 | 24 septembre | 1965 |
| INDE | | | 15 octobre | 1965 a |
| IRAK | 20 février | 1962 | 15 octobre | 1963 |
| IRAN | 27 mai | 1961 | 3 février | 1965 |

¹ La Convention a été adoptée le 14 avril 1961 par la Conférence des Nations Unies sur les relations et immunités diplomatiques, tenue à la Neue Hofburg, à Vienne (Autriche), du 2 mars au 14 avril 1961. La Conférence a également adopté le Protocole de signature facultative concernant l'acquisition de la nationalité, le Protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends, un Acte final et quatre résolutions annexées à cet Acte. La Convention et les deux Protocoles ont été déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Par décision unanime de la Conférence, l'Acte final a été déposé dans les archives du Ministère

fédéral des affaires étrangères d'Autriche. Le texte de l'Acte final et des résolutions qui y sont annexées est publié dans le volume 500 du *Recueil des Traités* des Nations Unies, p. 212. Le compte rendu des travaux de la Conférence figure dans les *Documents officiels de la Conférence des Nations Unies sur les relations et immunités diplomatiques*, vol. I et II (publication des Nations Unies, numéros de vente: 61.X.2 et 62.X.1).

² Au moment de la ratification de la Convention, le Gouvernement équatorien a retiré la réserve faite aux paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 37 de la Convention lors de la signature de cette convention.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a) Notification de succession (d)</i> | |
|---|------------------|------|--|--------|
| IRLANDE | 18 avril | 1961 | 10 mai | 1967 |
| ISRAËL | 18 avril | 1961 | | |
| ITALIE | 13 mars | 1962 | | |
| JAMAÏQUE | | | 5 juin | 1963 a |
| JAPON | 26 mars | 1962 | 8 juin | 1964 |
| KENYA | | | 1er juillet | 1965 a |
| LAOS | | | 3 décembre | 1962 a |
| LIBAN | 18 avril | 1961 | | |
| LIBÉRIA | 18 avril | 1961 | 15 mai | 1962 |
| LIECHTENSTEIN | 18 avril | 1961 | 8 mai | 1964 |
| LUXEMBOURG | 2 février | 1962 | 17 août | 1966 |
| MADAGASCAR | | | 31 juillet | 1963 a |
| MALAISIE | | | 9 novembre | 1965 a |
| MALAWI | | | 19 mai | 1965 a |
| MALI | | | 28 mars | 1968 a |
| MALTE ³ | | | 7 mars | 1967 d |
| MAROC | | | 19 juin | 1968 a |
| MAURITANIE | | | 16 juillet | 1962 a |
| MEXIQUE | 18 avril | 1961 | 16 juin | 1965 |
| MONGOLIE | | | 5 janvier | 1967 a |
| NÉPAL | | | 28 septembre | 1965 a |
| NIGER | | | 5 décembre | 1962 a |
| NIGÉRIA | 31 mars | 1962 | 19 juin | 1967 |
| NORVÈGE | 18 avril | 1961 | 24 octobre | 1967 |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 28 mars | 1962 | | |
| OUGANDA | | | 15 avril | 1965 a |
| PAKISTAN | 29 mars | 1962 | 29 mars | 1962 |
| PANAMA | 18 avril | 1961 | 4 décembre | 1963 |
| PÉROU | | | 18 décembre | 1968 a |
| PHILIPPINES | 20 octobre | 1961 | 15 novembre | 1965 |
| POLOGNE | 18 avril | 1961 | 19 avril | 1965 |
| PORTUGAL | | | 11 septembre | 1968 a |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE | | | 9 juin | 1964 a |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | 28 mars | 1962 | | |
| RÉPUBLIQUE DE CORÉE | 28 mars | 1962 | | |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE | 30 mars | 1962 | 14 janvier | 1964 |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ⁴ | 18 avril | 1961 | 11 novembre | 1964 |
| RSS DE BIELORUSSIE | 18 avril | 1961 | 14 mai | 1964 |
| RSS D'UKRAÏNE | 18 avril | 1961 | 12 juin | 1964 |
| RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE | 27 février | 1962 | 5 novembre | 1962 |
| ROUMANIE | 18 avril | 1961 | 15 novembre | 1968 |

³ Par sa notification de succession, le Gouvernement maltais se considère comme lié par la Convention à compter du 1^{er} octobre 1964 [la date d'entrée en vigueur de la Convention pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord].

⁴ L'instrument de ratification contient la déclaration suivante : La Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, le Protocole de signature facultative concernant l'acquisition de la nationalité et le Protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends, en date, à Vienne, du 18 avril 1961, s'appliqueront également au *Land* de Berlin, à compter du jour de leur entrée en vigueur pour la République fédérale d'Allemagne.

Les Gouvernements de l'Albanie, de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Pologne, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont informé le Secrétaire général qu'ils considèrent la déclaration susmentionnée comme n'ayant aucune force juridique étant donné que Berlin-Ouest ne fait pas et n'a jamais fait partie du territoire national de la République fédérale d'Allemagne et que, par conséquent, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne n'est en aucune façon compétent pour assumer des obligations quel-

conques touchant Berlin-Ouest, ni pour étendre à Berlin-Ouest l'application d'accords internationaux, y compris la Convention en question.

Les Gouvernements des États-Unis d'Amérique, de la France, de la République fédérale d'Allemagne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont informé le Secrétaire général que par la Déclaration sur Berlin en date du 5 mai 1955, qui concorde avec les textes entrés en vigueur dès avant cette date, la Kommandatura Interalliée, en tant qu'autorité suprême à Berlin, a autorisé les autorités berlinoises à faire assurer la représentation à l'étranger des intérêts de Berlin et de ses habitants par les arrangements appropriés et que les arrangements qui ont été effectués en accord avec cette autorisation ont permis à la République fédérale d'Allemagne d'étendre à Berlin le champ d'application des accords internationaux conclus par elle, pourvu que la décision finale sur une telle extension soit laissée dans chaque cas à la Kommandatura Interalliée et qu'une action particulière des autorités berlinoises intervienne pour rendre tout accord de cet ordre applicable en tant que droit interne à Berlin. Ils considèrent en conséquence comme dénuées de fondement les objections soulevées au paragraphe précédent.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a)</i> <i>Notification de succession (d)</i> | |
|---|------------------|------|--|--------|
| ROYAUME-UNI | 11 décembre | 1961 | 1er septembre | 1964 |
| RWANDA | | | 15 avril | 1964 a |
| SAINT-MARIN | 25 octobre | 1961 | 8 septembre | 1965 |
| SAINT-SIÈGE | 18 avril | 1961 | 17 avril | 1964 |
| SÉNÉGAL | 18 avril | 1961 | | |
| SIERRA LEONE | | | 13 août | 1962 a |
| SOMALIE | | | 29 mars | 1968 a |
| SUÈDE | 18 avril | 1961 | 21 mars | 1967 |
| SUISSE | 18 avril | 1961 | 30 octobre | 1963 |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 18 avril | 1961 | 24 mai | 1963 |
| THAÏLANDE | 30 octobre | 1961 | | |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | | | 19 octobre | 1965 a |
| TUNISIE | | | 24 janvier | 1968 a |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES .. | 18 avril | 1961 | 25 mars | 1964 |
| URUGUAY | 18 avril | 1961 | | |
| VENEZUELA | 18 avril | 1961 | 16 mars | 1965 |
| YOUgosLAVIE | 18 avril | 1961 | 1er avril | 1963 |

Déclarations et réserves⁵

BULGARIE

“Réserve concernant l'article 11, alinéa 1 :

“Partant du principe de l'égalité entre les Etats, la République populaire de Bulgarie estime qu'en cas de désaccord sur le nombre du personnel de la mission diplomatique, cette question devra être tranchée par voie d'arrangement entre l'Etat accréditant et l'Etat de résidence.”

“Déclaration concernant les articles 48 et 50 :

“La République populaire de Bulgarie estime nécessaire de souligner que les articles 48 et 50 de la Convention qui excluent un certain nombre d'Etats de la possibilité d'y adhérer, ont un caractère discriminatoire. Les dispositions de ces articles sont incompatibles avec la nature même de la Convention qui a un caractère universel et doit être ouverte à l'adhésion de tous les Etats. En vertu du principe de l'égalité aucun Etat n'a le droit d'empêcher d'autres Etats d'adhérer à une convention de ce genre.”

CAMBODGE

“Les immunités et privilèges diplomatiques prévus au paragraphe 2 de l'article 37 de la Convention précitée, reconnus et admis tant par le droit coutumier que par la pratique des Etats en faveur des Chefs de Mission et des membres du personnel diplomatique de la Mission, ne sauraient être reconnus par le Gouvernement Royal du Cambodge au bénéfice d'autres catégories de personnel de la mission, y compris son personnel administratif et technique.”

CUBA

Le Gouvernement révolutionnaire cubain fait une réserve expresse au sujet des dispositions des articles 48 et 50 de la Convention; il estime en effet qu'étant

⁵ Pour les objections de certains Etats à plusieurs de ces réserves, voir p. 48.

donné le caractère de son sujet et des règles qu'elle énonce tous les Etats libres et souverains ont le droit d'y participer, et qu'il faut donc faciliter l'adhésion de tous les pays de la communauté internationale, quels que soient leur superficie, le nombre de leurs habitants, ou leurs régimes sociaux, économiques ou politiques.

GRECE

“Sous réserve que la dernière phrase du paragraphe 2 de l'article 37 de la Convention ne s'applique pas.”

HONGRIE

La République populaire hongroise juge nécessaire de souligner le caractère discriminatoire des articles 48 et 50, en vertu desquels un certain nombre d'Etats ont été privés de la possibilité de signer et sont privés de la possibilité d'adhérer à la Convention. Celle-ci réglemente des questions qui touchent aux intérêts de tous les Etats; c'est pourquoi, conformément au principe de l'égalité souveraine des Etats, aucun Etat ne devrait être empêché de devenir partie à une Convention de ce genre.

IRAK

“Sous réserve que le paragraphe 2 de l'article 37 soit appliqué sur une base de réciprocité.”

JAPON

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de faire connaître que le Gouvernement du Japon, en signant la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, en date, à Vienne, du 18 avril 1961, tient à faire la déclaration ci-après au sujet de l'article 34, a, de ladite Convention :

Il est entendu que les impôts visés à l'article 34, alinéa a, comprennent les impôts recouvrés par des percepteurs spéciaux en vertu des lois et règlements

du Japon, sous réserve que ces impôts soient normalement incorporés dans le prix des marchandises ou des services. C'est ainsi que, dans le cas de l'impôt sur les voyages, les compagnies de chemins de fer, de navigation et d'aviation sont considérées comme percepteurs spéciaux de l'impôt par la loi relative à l'impôt sur les voyages. Les voyageurs empruntant le train, le bateau ou l'avion qui sont légalement tenus d'acquitter l'impôt sur les voyages à l'intérieur du Japon doivent normalement acheter leurs billets à un prix comprenant l'impôt sans être expressément informés du montant de celui-ci. En conséquence, les impôts recouverts par des percepteurs spéciaux, comme l'impôt sur les voyages, doivent être considérés comme des impôts indirects normalement incorporés dans le prix des marchandises ou des services, au sens de l'article 34, alinéa a.

MALTE

Le Gouvernement de Malte déclare que le paragraphe 2 de l'article 37 doit être appliqué sur la base de la réciprocité.

MAROC

"Le Royaume du Maroc adhère à la Convention sous réserve que le paragraphe 2 de l'article 37 ne s'applique pas."

MONGOLIE

En ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article 11, le Gouvernement de la République populaire mongole soutient qu'en cas de divergence de vues quant à l'effectif d'une mission diplomatique la question doit être tranchée par voie d'entente entre l'Etat accréditant et l'Etat accréditaire.

En ce qui concerne les articles 48 et 50 de la Convention de Vienne, le Gouvernement de la République populaire mongole juge nécessaire de signaler le caractère discriminatoire de ces articles et il déclare que du fait qu'elle a traité à des questions qui concernent les intérêts de tous les Etats la Convention doit être ouverte à l'adhésion de tous les Etats.

NEPAL

Sous réserve en ce qui concerne le paragraphe 3 de l'article 8 de la Convention que le consentement préalable du Gouvernement de Sa Majesté le Roi du Népal soit exigé en ce qui concerne la nomination de tout ressortissant d'un Etat tiers qui ne serait pas également ressortissant de l'Etat accréditant comme membre du personnel diplomatique de toute mission au Népal.

PORTUGAL

"Les immunités et privilèges diplomatiques prévus au paragraphe précité, reconnus et admis tant par le droit coutumier que par la pratique des Etats en faveur des chefs de mission et des membres du personnel diplomatique de la Mission, ne sauraient être reconnus par le Gouvernement du Portugal au bénéfice d'autres catégories de personnel de la Mission, y compris son personnel administratif et technique."

REPUBLIQUE ARABE UNIE

1. Le paragraphe 2 de l'article 37 n'est pas applicable.

2. Il est entendu que l'adhésion de la République arabe unie à la présente Convention ne signifie en aucune façon qu'elle reconnaisse Israël. En outre, aucune relation conventionnelle ne sera établie entre la République arabe unie et Israël.

REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE DE BIÉLORUSSIE

Réserve en ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article 11 :

Partant du principe de l'égalité de droits des Etats, la République socialiste soviétique de Biélorussie considère qu'en cas de divergences de vues sur la question de l'effectif d'une mission diplomatique cette question doit être réglée d'un commun accord par l'Etat accréditant et l'Etat accréditaire.

Déclaration en ce qui concerne les articles 48 et 50 :

La République socialiste soviétique de Biélorussie juge nécessaire de souligner le caractère discriminatoire des articles 48 et 50, en vertu desquels un certain nombre d'Etats sont privés de la possibilité d'adhérer à la Convention. Celle-ci régleme des questions qui touchent aux intérêts de tous les Etats ; c'est pourquoi elle doit être ouverte à l'adhésion de tous les Etats. Conformément au principe de l'égalité souveraine, aucun Etat n'a le droit d'empêcher d'autres Etats de devenir partie à une Convention de ce genre.

REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE D'UKRAINE

Réserve en ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article 11 :

Partant du principe de l'égalité de droits des Etats, la République socialiste soviétique d'Ukraine considère qu'en cas de divergences de vues sur la question de l'effectif d'une mission diplomatique cette question doit être réglée d'un commun accord par l'Etat accréditant et l'Etat accréditaire.

Déclaration en ce qui concerne les articles 48 et 50 :

La République socialiste soviétique d'Ukraine juge nécessaire de souligner le caractère discriminatoire des articles 48 et 50, en vertu desquels un certain nombre d'Etats sont privés de la possibilité d'adhérer à la Convention. Celle-ci régleme des questions qui touchent aux intérêts de tous les Etats ; c'est pourquoi elle doit être ouverte à l'adhésion de tous les Etats. Conformément au principe de l'égalité souveraine, aucun Etat n'a le droit d'empêcher d'autres Etats de devenir partie à une Convention de ce genre.

ROUMANIE

"Le Conseil d'Etat de la République socialiste de Roumanie estime que les dispositions des articles 48 et 50 de la Convention sur les relations diplomatiques, faite à Vienne, le 18 avril 1961, ne sont pas en concordance avec le principe en vertu duquel tous les Etats ont le droit de devenir parties aux traités multilatéraux qui réglementent des questions d'intérêt général."

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES

Réserve en ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article 11 :

Partant du principe de l'égalité de droits des Etats, l'Union des Républiques socialistes soviétiques considère qu'en cas de divergences de vues sur la question de l'effectif d'une mission diplomatique cette question doit être réglée d'un commun accord par l'Etat accréditant et l'Etat accréditaire.

Déclaration en ce qui concerne les articles 48 et 50 :

L'Union des Républiques socialistes soviétiques juge nécessaire de souligner le caractère discriminatoire des articles 48 et 50, en vertu desquels un certain nombre d'Etats sont privés de la possibilité d'adhérer à la Convention. Celle-ci régleme des questions qui touchent aux intérêts de tous les Etats; c'est pourquoi

elle doit être ouverte à l'adhésion de tous les Etats. Conformément au principe de l'égalité souveraine, aucun Etat n'a le droit d'empêcher d'autres Etats de devenir partie à une Convention de ce genre.

VE NEZUELA⁶

3) D'après la Constitution du Venezuela, tous les nationaux sont égaux devant la loi et aucun d'eux ne peut jouir de privilèges spéciaux; par conséquent, le Venezuela fait une réserve formelle au sujet de l'article 38 de la Convention.

⁶ Par son instrument de ratification, le Gouvernement vénézuélien a confirmé la réserve énoncée au paragraphe 3 des réserves qu'il avait faites en signant la Convention. En déposant l'instrument de ratification, le Représentant permanent du Venezuela auprès de l'Organisation des Nations Unies a déclaré que le Gouvernement vénézuélien n'avait pas maintenu, en ratifiant la Convention, les réserves énoncées aux paragraphes 1 et 2, et que ces réserves devaient être considérées comme retirées; pour le texte de ces réserves, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 500, p. 202.

Objections⁷

AUSTRALIE

14 mars 1968

Le Gouvernement du Commonwealth d'Australie ne considère pas que les déclarations faites par la République socialiste soviétique de Biélorussie, la République socialiste soviétique d'Ukraine, l'Union des Républiques socialistes soviétiques et la République populaire mongole au sujet du paragraphe 1 de l'article 11 modifient en quoi que ce soit les droits et obligations découlant de ce paragraphe.

Le Gouvernement du Commonwealth d'Australie déclare qu'il ne reconnaît pas comme valable la réserve au paragraphe 2 de l'article 37 de la Convention formulée par la République arabe unie et par le Cambodge.

BELGIQUE

"Le Gouvernement belge considère la déclaration de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République populaire mongole, de la République socialiste soviétique d'Ukraine et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques relative au paragraphe 1 de l'article 11, comme incompatible avec la lettre et l'esprit de la Convention et comme ne modifiant aucun droit ni aucune obligation découlant de ce paragraphe.

"Le Gouvernement belge considère en outre la réserve faite par la République arabe unie et le Royaume du Cambodge au paragraphe 2 de l'article 37, comme incompatible avec la lettre et l'esprit de la Convention."

CANADA

Le Gouvernement canadien ne considère pas la déclaration de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques re-

lative au paragraphe 1 de l'article 11 comme modifiant aucun droit ni aucune obligation découlant de ce paragraphe.

DANEMARK

Le Gouvernement danois ne considère pas les déclarations faites par la République populaire de Bulgarie, la République socialiste soviétique de Biélorussie, la République populaire mongole, la République socialiste soviétique d'Ukraine et l'Union des Républiques socialistes soviétiques relatives au paragraphe 1 de l'article 11 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques comme modifiant aucun droit ni aucune obligation découlant de ce paragraphe. En outre, le Gouvernement danois ne reconnaît pas comme valide la réserve au paragraphe 2 de l'article 37 formulée par la République arabe unie, le Cambodge et le Maroc. Cette déclaration ne sera pas considérée comme faisant obstacle à l'entrée en vigueur de la Convention entre le Danemark et les pays mentionnés.

GUATEMALA

Le 23 décembre 1963

Le Gouvernement guatémaltèque a rejeté formellement les réserves aux articles 48 et 50 de la Convention faites par le Gouvernement cubain dans son instrument de ratification.

LUXEMBOURG

Le 18 janvier 1965

"Se référant à la réserve et à la déclaration faites au moment de la ratification de la Convention par les Gouvernements de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de la République socialiste soviétique de Biélorussie et de la République socialiste soviétique d'Ukraine, le Gouvernement luxembourgeois regrette

⁷ Les dates auxquelles le Secrétaire général a reçu les communications notifiant les objections autres que celles qui ont été formulées lors de la ratification ou de l'adhésion figurent au-dessus du texte de chacune de ces communications.

de ne pouvoir accepter cette réserve ni cette déclaration qui tendent à modifier l'effet de certaines dispositions de la Convention de Vienne."

Le 25 octobre 1965

"Eu égard à la déclaration faite au moment de la ratification de la Convention par le Gouvernement hongrois, le Gouvernement luxembourgeois regrette de ne pouvoir accepter cette déclaration."

MALTE

Le Gouvernement de Malte déclare qu'il ne considère pas que la déclaration faite par la République socialiste soviétique de Biélorussie, la République socialiste soviétique d'Ukraine et l'Union des Républiques socialistes soviétiques au sujet du paragraphe 1 de l'article 11 modifie en quoi que ce soit les droits et obligations découlant de ce paragraphe.

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne juge incompatible avec la lettre et l'esprit de la Convention la réserve faite par l'Union des Républiques socialistes soviétiques, la République socialiste soviétique de Biélorussie et la République socialiste soviétique d'Ukraine au sujet de l'article 11 de la Convention.

Le 16 mars 1967

Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne considère la réserve faite par la République populaire mongole le 5 janvier 1967 à l'égard de l'article 11 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, en date du 18 avril 1961, comme incompatible avec la lettre et l'esprit de la Convention.

Le 10 mai 1967

Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne considère la réserve faite par la République populaire mongole le 5 janvier 1967 à l'égard de l'article 11 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, en date du 18 avril 1961, comme incompatible avec la lettre et l'esprit de la Convention.

Le 9 juillet 1968

Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne considère que la réserve que la République populaire de Bulgarie a faite le 17 janvier 1968 à l'égard du paragraphe 1 de l'article 11 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, en date du 18 avril 1961, est incompatible avec la lettre et avec l'esprit de la Convention.

Le 23 décembre 1968

Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne considère que la réserve que le Royaume du Maroc a faite le 19 juin 1968 et celle du Portugal le

11 septembre 1968 à l'égard du paragraphe 2 de l'article 37 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, en date du 18 avril 1961, est incompatible avec la lettre et avec l'esprit de la Convention.

REPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE

Le 22 juin 1964

Le Gouvernement de la République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar a rejeté formellement la réserve au paragraphe 1 de l'article 11 de la Convention faite par le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques dans son instrument de ratification.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

Le Gouvernement du Royaume-Uni ne considère pas comme valable la réserve au paragraphe 2 de l'article 37 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques formulée par la République arabe unie. En outre, le Gouvernement du Royaume-Uni considère que la déclaration faite par la République socialiste soviétique de Biélorussie, la République socialiste soviétique d'Ukraine et l'Union des Républiques socialistes soviétiques au sujet du paragraphe 1 de l'article 11 de la Convention ne modifie en rien les droits et obligations découlant de ce paragraphe.

Le 7 juin 1967

Le Gouvernement du Royaume-Uni ne considère pas la déclaration du Gouvernement de la République populaire mongole relative au paragraphe 1 de l'article 11 de la Convention comme modifiant aucun droit ni aucune obligation découlant de ce paragraphe.

Le 29 mars 1968

Le Gouvernement du Royaume-Uni ne considère pas la déclaration du Gouvernement bulgare relative au paragraphe 1 de l'article 11 de la Convention comme modifiant aucun droit ni aucune obligation découlant de ce paragraphe.

Le 19 juin 1968

Le Gouvernement du Royaume-Uni a déclaré qu'il ne considérerait pas comme valide la réserve faite par le Gouvernement du Cambodge au paragraphe 2 de l'article 37 de la Convention.

Le 23 août 1968

Le Gouvernement du Royaume-Uni ne considère pas comme valide la réserve faite par le Gouvernement du Royaume du Maroc au paragraphe 2 de l'article 37 de la Convention.

Le 10 décembre 1968

Le Gouvernement du Royaume-Uni ne considère pas comme valide la réserve faite par le Gouvernement portugais au paragraphe 2 de l'article 37 de la Convention.

4. Protocole de signature facultative à la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques concernant l'acquisition de la nationalité

En date, à Vienne, du 18 avril 1961¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 24 avril 1964, conformément à l'article VI.

ENREGISTREMENT : 21 juin 1964, n° 7311.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 500, p. 223.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a)</i> | |
|---|------------------|------|-----------------------------------|--------|
| ARGENTINE | 25 octobre | 1961 | 10 octobre | 1963 |
| BELGIQUE | | | 2 mai | 1968 a |
| CAMBODGE | | | 31 août | 1965 a |
| CHINE | 18 avril | 1961 | | |
| DANEMARK | 18 avril | 1961 | 2 octobre | 1968 |
| FINLANDE | 20 octobre | 1961 | | |
| GABON | | | 2 avril | 1964 a |
| GHANA | 18 avril | 1961 | | |
| GUINÉE | | | 10 janvier | 1968 a |
| INDE | | | 15 octobre | 1965 a |
| IRAK | 20 février | 1962 | 15 octobre | 1963 |
| IRAN | 27 mai | 1961 | 3 février | 1965 |
| ITALIE | 13 mars | 1962 | | |
| KENYA | | | 1 ^{er} juillet | 1965 a |
| LAOS | | | 3 décembre | 1962 a |
| LIBAN | 18 avril | 1961 | | |
| MADAGASCAR | | | 31 juillet | 1963 a |
| MALAISIE | | | 9 novembre | 1965 a |
| NÉPAL | | | 28 septembre | 1965 a |
| NIGER | | | 28 mars | 1966 a |
| NORVÈGE | 18 avril | 1961 | 24 octobre | 1967 |
| PANAMA | | | 4 décembre | 1963 a |
| PHILIPPINES | 20 octobre | 1961 | 15 novembre | 1965 |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE ... | | | 9 juin | 1964 a |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | 28 mars | 1962 | | |
| RÉPUBLIQUE DE CORÉE | 30 mars | 1962 | | |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE . | 30 mars | 1962 | 14 janvier | 1964 |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ² | 28 mars | 1962 | 11 novembre | 1964 |
| RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE | 27 février | 1962 | 5 novembre | 1962 |
| SÉNÉGAL | 18 avril | 1961 | | |
| SUÈDE | 18 avril | 1961 | 21 mars | 1967 |
| THAÏLANDE | 30 octobre | 1961 | | |
| TUNISIE | | | 24 janvier | 1968 a |
| YOUGOSLAVIE | 18 avril | 1961 | 1 ^{er} avril | 1963 |

¹ Voir note 1, p. 44.

² Voir note 4, p. 45, et note 4, p. 52.

5. Protocole de signature facultative à la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques concernant le règlement obligatoire des différends

En date, à Vienne, du 18 avril 1961¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 24 avril 1964, conformément à l'article VIII.

ENREGISTREMENT : 24 juin 1964, n° 7312.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 500, p. 241.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a) Notification de succession (d)</i> | |
|---|------------------|------|--|---------------|
| AUSTRALIE | | | 26 janvier | 1968 <i>a</i> |
| AUTRICHE | 18 avril | 1961 | 28 avril | 1966 |
| BELGIQUE | 23 octobre | 1961 | 2 mai | 1968 |
| CAMBODGE | | | 31 août | 1965 <i>a</i> |
| CHINE | 18 avril | 1961 | | |
| COLOMBIE | 18 avril | 1961 | | |
| CONGO (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU) | | | 19 juillet | 1965 <i>a</i> |
| COSTA RICA | | | 9 novembre | 1964 <i>a</i> |
| DANEMARK | 18 avril | 1961 | 2 octobre | 1968 |
| EQUATEUR | 18 avril | 1961 | 21 septembre | 1964 |
| ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ... | 29 juin | 1961 | | |
| FINLANDE | 20 octobre | 1961 | | |
| FRANCE | 30 mars | 1962 | | |
| GABON | | | 2 avril | 1964 <i>a</i> |
| GHANA | 18 avril | 1961 | | |
| GUINÉE | | | 10 janvier | 1968 <i>a</i> |
| INDE | | | 15 octobre | 1965 <i>a</i> |
| IRAK | 20 février | 1962 | 15 octobre | 1963 |
| IRAN | 27 mai | 1961 | 3 février | 1965 |
| IRLANDE | 18 avril | 1961 | | |
| ISRAËL | 18 avril | 1961 | | |
| ITALIE | 13 mars | 1962 | | |
| JAPON | 26 mars | 1962 | 8 juin | 1964 |
| KENYA | | | 1 ^{er} juillet | 1965 <i>a</i> |
| LAOS | | | 3 décembre | 1962 <i>a</i> |
| LIBAN | 18 avril | 1961 | | |
| LIECHTENSTEIN | 18 avril | 1961 | 8 mai | 1964 |
| LUXEMBOURG | 2 février | 1962 | 17 août | 1966 |
| MADAGASCAR | | | 31 juillet | 1963 <i>a</i> |
| MALAISIE | | | 9 novembre | 1965 <i>a</i> |
| MALTE ² | | | 7 mars | 1967 <i>d</i> |
| NÉPAL | | | 28 septembre | 1965 <i>a</i> |
| NIGER | | | 26 avril | 1966 <i>a</i> |
| NORVÈGE | 18 avril | 1961 | 24 octobre | 1967 |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 28 mars | 1962 | | |
| PANAMA | | | 4 décembre | 1963 <i>a</i> |
| PHILIPPINES | 20 octobre | 1961 | 15 novembre | 1965 |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | 28 mars | 1962 | | |

¹ Voir note 1, p. 44.

² Voir note 3, p. 45, laquelle s'applique également à ce Protocole.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a)</i> <i>Notification de succession (d)</i> | |
|--|------------------|------|--|------|
| RÉPUBLIQUE DE CORÉE | 30 mars | 1962 | | |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE . | 30 mars | 1962 | 13 février | 1964 |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ^{3, 4} | 18 avril | 1961 | 11 novembre | 1964 |
| RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE | 27 février | 1962 | 5 novembre | 1962 |
| ROYAUME-UNI | 11 décembre | 1961 | 1 ^{er} septembre | 1964 |
| SUÈDE | 18 avril | 1961 | 21 mars | 1967 |
| SUISSE | 18 avril | 1961 | 22 novembre | 1963 |
| YOUGOSLAVIE | 18 avril | 1961 | 1 ^{er} avril | 1963 |

³ Voir note 4, p. 45.

⁴ Par une communication reçue le 22 mars 1965, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a fait connaître au Secrétaire général ce qui suit :

La République fédérale d'Allemagne n'est pas partie au Statut de la Cour internationale de Justice. Afin de s'acquitter des obligations que lui impose l'article premier du Protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends, et conformément à la résolution du Conseil de sécurité, en date du 15 octobre 1946, concernant les conditions auxquelles la Cour internationale de Justice est ouverte aux Etats qui ne sont pas parties au Statut de la Cour [résolution 9 (1946) adoptée par le Conseil de sécurité à sa 76^{ème} séance], la République fédérale a fait une déclaration par laquelle elle accepte la compétence de la Cour internationale de Justice à l'égard des différends mentionnés à l'article premier du Protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends. Cette déclaration s'applique aussi aux différends prévus à l'article IV du Protocole de signature facultative concernant le

règlement obligatoire des différends, qui pourraient découler de l'interprétation ou de l'application du Protocole de signature facultative concernant l'acquisition de la nationalité.

La déclaration précitée a été déposée par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le 29 janvier 1965, auprès du Greffier de la Cour internationale de Justice, qui en a communiqué des copies certifiées conformes à tous les Etats parties au Statut de la Cour internationale de Justice, conformément au paragraphe 3 de la résolution du Conseil de sécurité susmentionnée.

Par la même communication, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a informé le Secrétaire général, conformément à l'article IV du Protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends, en date, à Vienne, du 18 avril 1961, qu'il étendrait l'application des dispositions dudit Protocole aux différends qui pourraient découler de l'interprétation ou de l'application du Protocole de signature facultative concernant l'acquisition de la nationalité, en date, à Vienne, du 18 avril 1961.

6. Convention de Vienne sur les relations consulaires

En date, à Vienne, du 24 avril 1963¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 19 mars 1967, conformément à l'article 77.

ENREGISTREMENT : 8 juin 1967, n° 8638.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 596.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a)</i> | |
|---|------------------|------|-----------------------------------|--------|
| ALGÉRIE | | | 14 avril | 1964 a |
| ARGENTINE | 24 avril | 1963 | 7 mars | 1967 |
| AUSTRALIE | 31 mars | 1964 | | |
| AUTRICHE | 24 avril | 1963 | | |
| BELGIQUE | 31 mars | 1964 | | |
| BOLIVIE | 6 août | 1963 | | |
| BRÉSIL | 24 avril | 1963 | 11 mai | 1967 |
| CAMEROUN | 21 août | 1963 | 22 mai | 1967 |
| CHILI | 24 avril | 1963 | 9 janvier | 1968 |
| CHINE | 24 avril | 1963 | | |
| COLOMBIE | 24 avril | 1963 | | |
| CONGO (BRAZZAVILLE) | 24 avril | 1963 | | |
| CONGO (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU) | 24 avril | 1963 | | |
| COSTA RICA | 6 juin | 1963 | 29 décembre | 1966 |
| CÔTE D'IVOIRE | 24 avril | 1963 | | |
| CUBA | 24 avril | 1963 | 15 octobre | 1965 |
| DAHOMÉY | 24 avril | 1963 | | |
| DANEMARK | 24 avril | 1963 | | |
| EQUATEUR | 25 mars | 1964 | 11 mars | 1965 |
| ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ... | 24 avril | 1963 | | |
| FINLANDE | 28 octobre | 1963 | | |
| FRANCE | 24 avril | 1963 | | |
| GABON | 24 avril | 1963 | 23 février | 1965 |
| GHANA | 24 avril | 1963 | 4 octobre | 1963 |
| HAUTE-VOLTA | 24 avril | 1963 | 11 août | 1964 |
| HONDURAS | | | 13 février | 1968 a |
| IRAN | 24 avril | 1963 | | |
| IRLANDE | 24 avril | 1963 | 10 mai | 1967 |
| ISRAËL | 25 février | 1964 | | |
| ITALIE | 22 novembre | 1963 | | |
| KENYA | | | 1 ^{er} juillet | 1965 a |
| KOWEÏT | 10 janvier | 1964 | | |
| LIBAN | 24 avril | 1963 | | |
| LIBÉRIA | 24 avril | 1963 | | |
| LIECHTENSTEIN | 24 avril | 1963 | 18 mai | 1966 |
| LUXEMBOURG | 24 mars | 1964 | | |
| MADAGASCAR | | | 17 février | 1967 a |
| MALI | | | 28 mars | 1968 a |
| MEXIQUE | 7 octobre | 1963 | 16 juin | 1965 |
| NÉPAL | | | 28 septembre | 1965 a |
| NIGER | 24 avril | 1963 | 26 avril | 1966 |
| NIGÉRIA | | | 22 janvier | 1968 a |
| NORVÈGE | 24 avril | 1963 | | |
| PANAMA | 4 décembre | 1963 | 28 août | 1967 |

¹La Convention a été adoptée le 22 avril 1963 par la Conférence des Nations Unies sur les relations consulaires, tenue à la Neue Hofburg, à Vienne (Autriche), du 4 mars au 22 avril 1963. La Conférence a également adopté le Protocole de signature facultative concernant l'acquisition de la nationalité, le Protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends, un Acte final et trois résolutions annexées à cet Acte. La Convention et les deux Protocoles ont été déposés auprès du Secrétaire général de

l'Organisation des Nations Unies. Par décision unanime de la Conférence, l'Acte final a été déposé dans les archives du Ministère fédéral des affaires étrangères d'Autriche. Le compte rendu des travaux de la Conférence figure dans les volumes I et II des *Documents officiels de la Conférence des Nations Unies sur les relations consulaires* (publication des Nations Unies, numéros de vente : 63.X.2 et 64.X.1). Le texte de la Convention, des deux Protocoles, de l'Acte final et des résolutions qui y sont annexées est publié dans le volume II.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a)</i> | |
|--|------------------|------|-----------------------------------|--------|
| PÉROU | 24 avril | 1963 | | |
| PHILIPPINES | 24 avril | 1963 | 15 novembre | 1965 |
| POLOGNE | 20 mars | 1964 | | |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE ... | | | 21 juin | 1965 a |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | 24 avril | 1963 | | |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE . | 24 avril | 1963 | 4 mars | 1964 |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE | 31 octobre | 1963 | | |
| ROYAUME-UNI | 27 mars | 1964 | | |
| SAINTE-SIÈGE | 24 avril | 1963 | | |
| SÉNÉGAL | | | 29 avril | 1966 a |
| SOMALIE | | | 29 mars | 1968 a |
| SUÈDE | 8 octobre | 1963 | | |
| SUISSE | 23 octobre | 1963 | 3 mai | 1965 |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 31 mars | 1964 | 13 mars | 1968 |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | | | 19 octobre | 1965 a |
| TUNISIE | | | 8 juillet | 1964 a |
| URUGUAY | 24 avril | 1963 | | |
| VENEZUELA ² | 24 avril | 1963 | 27 octobre | 1965 |
| YOUgoslavie | 24 avril | 1963 | 8 février | 1965 |

Déclarations et réserves

CUBA³

Le Gouvernement révolutionnaire de Cuba formule des réserves expresses à l'égard des dispositions des articles 74 et 76 de la Convention car il estime qu'en raison de la nature du sujet que cette Convention réglemente tous les États libres et souverains ont le droit d'y participer et que, par conséquent, il faudrait faciliter l'accès à cette Convention de tous les pays composant la communauté internationale, sans distinction fondée sur l'étendue du territoire des États, le nombre de leurs habitants ou leur système politique, économique ou social.

MEXIQUE

Le Mexique n'accepte pas la partie de l'alinéa 4 de l'article 31 de cette Convention qui traite du droit d'expropriation des locaux consulaires, parce que cet alinéa, en admettant que les locaux consulaires puissent être expropriés par l'État de résidence, suppose que l'État d'envoi en est le propriétaire, ce qui n'est pas possible au Mexique où, en vertu des dispositions de l'article 27 de la Constitution politique des États-Unis du Mexique, les États étrangers ne peuvent acquérir des titres de propriété que sur les biens immeubles directement nécessaires à leur ambassade ou légation au siège du pouvoir fédéral.

² L'instrument de ratification ne maintient pas les réserves faites au nom du Gouvernement vénézuélien lors de la signature de la Convention. Au moment où il a déposé ledit instrument, le Représentant permanent du Venezuela auprès de l'Organisation des Nations Unies a confirmé que ces réserves devraient être considérées comme retirées. Pour le texte de ces réserves, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 596, p. 261.

³ Par une communication reçue le 26 novembre 1965, le Gouvernement luxembourgeois a déclaré qu'il "n'est pas en mesure d'accepter les réserves formulées par le Gouvernement de Cuba à l'égard des dispositions des articles 74 et 76 de la Convention de Vienne sur les relations consulaires en date du 24 avril 1963".

RÉPUBLIQUE ARABE UNIE⁴

1. Il est entendu que l'adhésion de la République arabe unie à la présente Convention ne signifie en aucune façon qu'elle reconnaisse Israël. En outre, aucune relation conventionnelle ne sera établie entre la République arabe unie et Israël.

2. Le paragraphe 1 de l'article 46 relatif à l'exemption d'immatriculation des étrangers et de permis de séjour ne s'appliquera pas aux employés consulaires.

3. L'article 49 relatif à l'exemption fiscale ne s'appliquera qu'aux fonctionnaires consulaires, à leur conjoint et à leurs enfants mineurs. Cette exemption ne peut être étendue aux employés consulaires, ni aux membres du personnel de service.

4. L'article 62 relatif à l'exemption douanière des objets destinés à l'usage officiel d'un poste consulaire dirigé par un fonctionnaire consulaire honoraire ne sera pas applicable.

5. L'article 65 n'est pas accepté. Les fonctionnaires consulaires honoraires ne peuvent être exemptés de l'immatriculation des étrangers et du permis de séjour.

6. La République arabe unie interprète les privilèges et immunités spécifiés dans ladite Convention comme n'étant accordés qu'aux fonctionnaires consulaires, à leur conjoint et à leurs enfants mineurs et comme ne pouvant être étendus à d'autres membres de leur famille.

⁴ Par une communication reçue le 16 mars 1966, le Gouvernement israélien a déclaré qu'il avait noté le caractère politique du paragraphe 1 de la déclaration faite par le Gouvernement de la République arabe unie. De l'avis du Gouvernement israélien, de telles déclarations politiques n'ont pas leur place dans la Convention et le Protocole. En ce qui concerne le fond de la question, le Gouvernement israélien adoptera à l'égard du Gouvernement de la République arabe unie une attitude de parfaite réciprocité.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET
D'IRLANDE DU NORD

Le Royaume-Uni considérera que l'exemption que le paragraphe 3 de l'article 44 accorde aux membres d'un poste consulaire, touchant l'obligation de déposer sur des faits ayant trait à l'exercice de leurs fonctions, ne s'applique qu'aux actes pour lesquels les fonctionnaires consulaires et les employés consulaires ne sont pas justiciables des autorités judiciaires et administratives de l'Etat de résidence, conformément aux dispositions de l'article 43 de la Convention.

TCHECOSLOVAQUIE

En violation du principe de l'égalité souveraine des Etats et du droit qu'ont tous les Etats de participer aux traités multilatéraux généraux, les articles 74 et 76 de la Convention de Vienne sur les relations consulaires privent certains Etats de leur droit incontestable de devenir partie à un traité de caractère général, qui régit des questions qui présentent un intérêt légitime pour tous les Etats et qui, aux termes de son préambule, doit contribuer à favoriser les relations d'amitié entre les pays, quelle que soit la diversité de leurs régimes constitutionnels et sociaux.

7. Protocole de signature facultative à la Convention de Vienne sur les relations consulaires concernant l'acquisition de la nationalité

En date, à Vienne, du 24 avril 1963¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 19 mars 1967, conformément à l'article VI.

ENREGISTREMENT : 8 juin 1967, n° 8639.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 596.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a)</i> | |
|---|------------------|------|-----------------------------------|--------|
| BRÉSIL | 24 avril | 1963 | | |
| CAMEROUN | 21 août | 1963 | | |
| CHINE | 24 avril | 1963 | | |
| COLOMBIE | 24 avril | 1963 | | |
| CONGO (BRAZZAVILLE) | 24 avril | 1963 | | |
| CONGO (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU) | 24 avril | 1963 | | |
| DANEMARK | 24 avril | 1963 | | |
| FINLANDE | 28 octobre | 1963 | | |
| GABON | | | 23 février | 1965 a |
| GHANA | 24 avril | 1963 | 4 octobre | 1963 |
| ITALIE | 22 novembre | 1963 | | |
| KENYA | | | 1 ^{er} juillet | 1965 a |
| KOWEÏT | 10 janvier | 1964 | | |
| LIBÉRIA | 24 avril | 1963 | | |
| MADAGASCAR | | | 17 février | 1967 a |
| NÉPAL | | | 28 septembre | 1965 a |
| NORVÈGE | 24 avril | 1963 | | |
| PANAMA | 4 décembre | 1963 | 28 août | 1967 |
| PHILIPPINES | | | 15 novembre | 1965 a |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE ... | | | 21 juin | 1965 a |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE . | 24 avril | 1963 | 4 mars | 1964 |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE | 31 octobre | 1963 | | |
| SÉNÉGAL | | | 29 avril | 1966 a |
| SUÈDE | 8 octobre | 1963 | | |
| TUNISIE | | | 24 janvier | 1968 a |
| YUGOSLAVIE | 24 avril | 1963 | | |

¹ Voir note 1, p. 53.

8. Protocole de signature facultative à la Convention de Vienne sur les relations consulaires concernant le règlement obligatoire des différends

En date, à Vienne, du 24 avril 1963¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 19 mars 1967, conformément à l'article VIII.

ENREGISTREMENT : 8 juin 1967, n° 8640.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 596.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a)</i> | |
|---|------------------|------|-----------------------------------|--------|
| ARGENTINE | 24 avril | 1963 | | |
| AUTRICHE | 24 avril | 1963 | | |
| BELGIQUE | 31 mars | 1964 | | |
| CAMEROUN | 21 août | 1963 | | |
| CHILI | 24 avril | 1963 | | |
| CHINE | 24 avril | 1963 | | |
| COLOMBIE | 24 avril | 1963 | | |
| CONGO (BRAZZAVILLE) | 24 avril | 1963 | | |
| CONGO (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU) | 24 avril | 1963 | | |
| CÔTE D'IVOIRE | 24 avril | 1963 | | |
| DAHOMÉY | 24 avril | 1963 | | |
| DANEMARK | 24 avril | 1963 | | |
| ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ... | 24 avril | 1963 | | |
| FINLANDE | 28 octobre | 1963 | | |
| FRANCE | 24 avril | 1963 | | |
| GABON | 24 avril | 1963 | 23 février | 1965 |
| GHANA | 24 avril | 1963 | | |
| HAUTE-VOLTA | 24 avril | 1963 | 11 août | 1964 |
| IRLANDE | 24 avril | 1963 | | |
| ITALIE | 22 novembre | 1963 | | |
| KENYA | | | 1 ^{er} juillet | 1965 a |
| KOWEÏT | 10 janvier | 1964 | | |
| LIBAN | 24 avril | 1963 | | |
| LIBÉRIA | 24 avril | 1963 | | |
| LIECHTENSTEIN | 24 avril | 1963 | 18 mai | 1966 |
| LUXEMBOURG | 24 mars | 1964 | | |
| MADAGASCAR | | | 17 février | 1967 a |
| NÉPAL | | | 28 septembre | 1965 a |
| NIGER | 24 avril | 1963 | | |
| NORVÈGE | 24 avril | 1963 | | |
| PANAMA | 4 décembre | 1963 | 28 août | 1967 |
| PÉROU | 24 avril | 1963 | | |
| PHILIPPINES | 24 avril | 1963 | 15 novembre | 1965 |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | 24 avril | 1963 | | |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE . | 24 avril | 1963 | 4 mars | 1964 |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE | 31 octobre | 1963 | | |
| ROYAUME-UNI | 27 mars | 1964 | | |
| SÉNÉGAL | | | 29 avril | 1966 a |
| SUÈDE | 8 octobre | 1963 | | |
| SUISSE | 23 octobre | 1963 | 3 mai | 1965 |
| URUGUAY | 24 avril | 1963 | | |
| YOUgoslavie | 24 avril | 1963 | | |

¹ Voir note 1, p. 53.

CHAPITRE IV. — DROITS DE L'HOMME¹

1. Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide

Adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 9 décembre 1948²

ENTRÉE EN VIGUEUR : 12 janvier 1951, conformément à l'article XIII.

ENREGISTREMENT : 12 janvier 1951, n° 1021.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 78, p. 277.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | <i>Ratification, adhésion (a) notification de succession (d)</i> | |
|---|-------------------|--|--------|
| AFGHANISTAN | | 22 mars | 1956 a |
| ALBANIE | | 12 mai | 1955 a |
| ALGÉRIE | | 31 octobre | 1963 a |
| ARABIE SAOUDITE | | 13 juillet | 1950 a |
| ARGENTINE | | 5 juin | 1956 a |
| AUSTRALIE ³ | 11 décembre 1948 | 8 juillet | 1949 |
| AUTRICHE | | 19 mars | 1958 a |
| BELGIQUE ⁴ | 12 décembre 1949 | 5 septembre | 1951 |
| BIRMANIE | 30 décembre 1949 | 14 mars | 1956 |
| BOLIVIE | 11 décembre 1948 | | |
| BRÉSIL | 11 décembre 1948 | 15 avril | 1952 |
| BULGARIE | | 21 juillet | 1950 a |
| CAMBODGE | | 14 octobre | 1950 a |
| CANADA | 28 novembre 1949 | 3 septembre | 1952 |
| CEYLAN | | 12 octobre | 1950 a |
| CHILI | 11 décembre 1948 | 3 juin | 1953 |
| CHINE | 20 juillet 1949 | 19 juillet | 1951 |
| COLOMBIE | 12 août 1949 | 27 octobre | 1959 |
| CONGO (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU) | | 31 mai | 1962 d |
| COSTA RICA | | 14 octobre | 1950 a |
| CUBA | 28 décembre 1949 | 4 mars | 1953 |
| DANEMARK | 28 septembre 1949 | 15 juin | 1951 |
| EL SALVADOR | 27 avril 1949 | 28 septembre | 1950 |
| EQUATEUR | 11 décembre 1948 | 21 décembre | 1949 |
| ESPAGNE | | 13 septembre | 1968 a |
| ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ... | 11 décembre 1948 | | |
| ÉTHIOPIE | 11 décembre 1948 | 1 ^{er} juillet | 1949 |
| FINLANDE | | 18 décembre | 1959 a |
| FRANCE | 11 décembre 1948 | 14 octobre | 1950 |
| GHANA | | 24 décembre | 1958 a |
| GRÈCE | 29 décembre 1949 | 8 décembre | 1954 |
| GUATEMALA | 22 juin 1949 | 13 janvier | 1950 |
| HAÏTI | 11 décembre 1948 | 14 octobre | 1950 |
| HAUTE-VOLTA | | 14 septembre | 1965 a |
| HONDURAS | 22 avril 1949 | 5 mars | 1952 |
| HONGRIE | | 7 janvier | 1952 a |
| INDE | 29 novembre 1949 | 27 août | 1959 |
| IRAK | | 20 janvier | 1959 a |

¹ Pour les autres traités multilatéraux concernant les droits de l'homme, voir chapitres V, VII, XVI, XVII et XVIII.

² Résolution 260 (III), voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, troisième session, première partie (A/810)*, p. 174.

³ En adhérant à la Convention, le Gouvernement australien

a notifié qu'il en étendait l'application à tous les territoires dont il assure les relations extérieures.

⁴ Par une notification reçue par le Secrétaire général le 13 mars 1952, le Gouvernement belge a étendu l'application de la Convention au Congo belge et au Territoire sous tutelle du Ruanda-Urundi.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a) notification de succession (d)</i> | |
|---|------------------|------|--|--------|
| IRAN | 8 décembre | 1949 | 14 août | 1956 |
| ISLANDE | 14 mai | 1949 | 29 août | 1949 |
| ISRAËL | 17 août | 1949 | 9 mars | 1950 |
| ITALIE | | | 4 juin | 1952 a |
| JAMAÏQUE | | | 23 septembre | 1968 a |
| JORDANIE | | | 3 avril | 1950 a |
| LAOS | | | 8 décembre | 1950 a |
| LIBAN | 30 décembre | 1949 | 17 décembre | 1953 |
| LIBÉRIA | 11 décembre | 1948 | 9 juin | 1950 |
| MAROC | | | 24 janvier | 1958 a |
| MEXIQUE | 14 décembre | 1948 | 22 juillet | 1952 |
| MONACO | | | 30 mars | 1950 a |
| MONGOLIE | | | 5 janvier | 1967 a |
| NICARAGUA | | | 29 janvier | 1952 a |
| NORVÈGE | 11 décembre | 1948 | 22 juillet | 1949 |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 25 novembre | 1949 | | |
| PAKISTAN | 11 décembre | 1948 | 12 octobre | 1957 |
| PANAMA | 11 décembre | 1948 | 11 janvier | 1950 |
| PARAGUAY | 11 décembre | 1948 | | |
| PAYS-BAS | | | 20 juin | 1965 a |
| PÉROU | 11 décembre | 1948 | 24 février | 1960 |
| PHILIPPINES | 11 décembre | 1948 | 7 juillet | 1950 |
| POLOGNE | | | 14 novembre | 1950 a |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE ... | 12 décembre | 1948 | 8 février | 1952 |
| RÉPUBLIQUE DE CORÉE | | | 14 octobre | 1950 a |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE .. | 11 décembre | 1948 | | |
| RÉPUBLIQUE DU VIET-NAM .. | | | 11 août | 1950 a |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ⁵ | | | 24 novembre | 1954 a |
| RSS DE BIÉLORUSSIE | 16 décembre | 1949 | 11 août | 1954 |
| RSS D'UKRAÏNE | 16 décembre | 1949 | 15 novembre | 1954 |
| ROUMANIE | | | 2 novembre | 1950 a |
| SUÈDE | 30 décembre | 1949 | 27 mai | 1952 |
| SYRIE | | | 25 juin | 1955 a |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 28 décembre | 1949 | 21 décembre | 1950 |
| TUNISIE | | | 29 novembre | 1956 a |
| TURQUIE | | | 31 juillet | 1950 a |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES .. | 16 décembre | 1949 | 3 mai | 1954 |
| URUGUAY | 11 décembre | 1948 | 11 juillet | 1967 |
| VENEZUELA | | | 12 juillet | 1960 a |
| YOUGOSLAVIE | 11 décembre | 1948 | 29 août | 1950 |

⁵ Par la note accompagnant l'instrument d'adhésion, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a déclaré que la Convention s'appliquerait aussi au *Land* de Berlin.

Déclarations et réserves⁶

ALBANIE

En ce qui concerne l'article IX : "La République populaire d'Albanie ne s'estime pas tenue par les dispositions de l'article IX qui stipulent que les différends entre les Parties contractantes relatifs à l'interprétation, l'application ou l'exécution de la Convention seront soumis à l'examen de la Cour internationale de Justice à la requête d'une partie au différend. La République populaire d'Albanie déclare qu'en ce qui concerne la compétence de la Cour en matière de l'exécution de la Convention, la République populaire

d'Albanie continuera à soutenir, comme elle l'a fait jusqu'à ce jour, que, dans chaque cas particulier, l'accord de toutes les parties au différend est nécessaire pour que la Cour internationale de Justice puisse être saisie de ce différend aux fins de décision."

En ce qui concerne l'article XII : "La République populaire d'Albanie déclare qu'elle n'accepte pas les termes de l'article XII de la Convention et estime que toutes les clauses de ladite Convention devraient s'appliquer aux territoires non autonomes, y compris les Territoires sous tutelle."

ALGERIE

"La République Algérienne Démocratique et Populaire ne se considère pas comme liée par l'article

⁶ Pour les objections de certains Etats à plusieurs de ces déclarations et réserves, voir p. 63 et 64.

IX de la Convention qui prévoit la compétence à la Cour internationale de Justice pour tous les différends relatifs à ladite Convention.

“La République Algérienne Démocratique et Populaire déclare qu’aucune disposition de l’article VI de ladite Convention ne sera interprétée comme visant à soustraire à la compétence de ses juridictions les affaires de génocide ou autres actes énumérés à l’article III qui auront été commis sur son territoire ou à conférer cette compétence à des juridictions étrangères.

“La compétence des juridictions internationales pourra être admise exceptionnellement dans les cas pour lesquels le Gouvernement Algérien aura donné expressément son accord.

“La République Algérienne Démocratique et Populaire déclare ne pas accepter les termes de l’article XII de la Convention et estime que toutes les clauses de ladite Convention devraient s’appliquer aux territoires non autonomes, y compris les territoires sous tutelle.”

ARGENTINE

En ce qui concerne l’article IX : Le Gouvernement argentin se réserve le droit de ne pas suivre la procédure prévue par le présent article lorsqu’il s’agit de différends touchant directement ou indirectement les territoires mentionnés dans la réserve qu’il formule au sujet de l’article XII.

En ce qui concerne l’article XII : Au cas où une autre Partie contractante étendrait l’application de la Convention à des territoires relevant de la souveraineté de la République Argentine, cette mesure ne portera nullement atteinte aux droits de la République.

BIRMANIE

1. En ce qui concerne l’article VI, l’Union birmane formule la réserve suivante : aucune disposition dudit article ne sera interprétée comme visant à soustraire à la compétence des cours et tribunaux de l’Union les affaires de génocide ou autres actes énumérés à l’article III qui auront été commis sur le territoire de l’Union, ou à conférer cette compétence à des cours ou tribunaux étrangers.

2. En ce qui concerne l’article VIII, l’Union birmane formule la réserve suivante : les dispositions dudit article ne seront pas applicables à l’Union.

BULGARIE

En ce qui concerne l’article IX : “La République populaire de Bulgarie ne s’estime pas tenue par les dispositions de l’article IX qui stipulent que les différends entre les parties contractantes relatifs à l’interprétation, l’application ou l’exécution de la Convention seront soumis à l’examen de la Cour internationale de Justice à la requête d’une partie au différend, et déclare qu’en ce qui concerne la compétence de la Cour en matière de différends relatifs à l’interprétation, l’application et l’exécution de la Convention, la République populaire de Bulgarie continuera à soutenir, comme elle l’a fait jusqu’à ce jour, que, dans chaque cas particulier, l’accord de toutes les parties au différend est nécessaire pour que la Cour internationale de Justice puisse être saisie de ce différend aux fins de

décision.”

En ce qui concerne l’article XII : “La République populaire de Bulgarie déclare qu’elle n’accepte pas les termes de l’article XII de la Convention et estime que toutes les clauses de ladite Convention devraient s’appliquer aux territoires non autonomes, y compris les Territoires sous tutelle.”

ESPAGNE

... avec une réserve touchant la totalité de l’article IX (compétence de la Cour internationale de Justice).

FINLANDE

... sous réserve des dispositions de l’article 47, paragraphe 2, de la Loi constitutionnelle de 1919, relatives à la mise en accusation du Président de la République de Finlande.

HONGRIE

“La République populaire hongroise se réserve ses droits par rapport aux stipulations de l’article IX de la Convention, lesquelles assurent un large ressort de contrôle au Tribunal international de La Haye, ainsi que par rapport aux stipulations de l’article XII, lesquelles ne délimitent pas les obligations des pays ayant des colonies, dans les questions de l’exploitation aux colonies et des actes qui peuvent être qualifiés de génocide.”

INDE

En ce qui concerne l’article IX, le Gouvernement indien déclare que pour qu’un différend visé par ledit article soit soumis à la juridiction de la Cour internationale de Justice le consentement de toutes les parties au différend sera nécessaire dans chaque cas.

MAROC

“En ce qui concerne l’article VI, le Gouvernement de Sa Majesté le Roi considère que seuls les cours ou les tribunaux marocains sont compétents à l’égard des actes de génocide commis à l’intérieur du territoire du Royaume du Maroc.

“La compétence des juridictions internationales pourra être admise exceptionnellement dans les cas pour lesquels le Gouvernement marocain aura donné expressément son accord.

“En ce qui concerne l’article IX, le Gouvernement marocain déclare que l’accord préalable des parties au différend relatif à l’interprétation, l’application ou l’exécution de la présente Convention est nécessaire pour que le différend soit soumis à l’examen de la Cour internationale de Justice.”

MONGOLIE

Le Gouvernement de la République populaire mongole juge nécessaire de déclarer que la République populaire mongole ne se considère pas comme liée par les dispositions de l’article IX, qui spécifie que les différends entre les parties contractantes relatifs à l’interprétation, l’application ou l’exécution de la Convention seront soumis à la Cour internationale de Justice à la requête d’une partie au différend, et il déclare que la République populaire mongole continuera de

soutenir que, pour qu'un différend puisse être soumis à la Cour internationale de Justice, il faut, dans chaque cas, l'accord de toutes les parties au différend.

Le Gouvernement de la République populaire mongole déclare qu'il n'est pas en mesure de souscrire à l'article XII de la Convention et qu'il considère que l'application des dispositions de cet article devrait être étendue aux territoires non autonomes, y compris les territoires sous tutelle.

Le Gouvernement de la République populaire mongole estime opportun de signaler le caractère discriminatoire de l'article XI de la Convention, aux termes duquel un certain nombre d'Etats se trouvent empêchés d'adhérer à la Convention, et il déclare que la Convention a trait à des questions qui concernent les intérêts de tous les Etats et doit donc être ouverte à l'adhésion de tous les Etats.

PHILIPPINES

1. En ce qui concerne l'article IV de la Convention, le Gouvernement des Philippines ne peut sanctionner un régime selon lequel son chef d'Etat, qui n'est pas un gouvernant, se trouverait soumis à un traitement moins favorable que celui qui est accordé à d'autres chefs d'Etat, qu'ils soient ou non des gouvernants constitutionnellement responsables. En conséquence, le Gouvernement des Philippines ne considère pas que ledit article abolisse les immunités en matière de poursuites judiciaires que la Constitution des Philippines reconnaît actuellement au bénéfice de certains fonctionnaires.

2. En ce qui concerne l'article VII de la Convention, le Gouvernement des Philippines ne s'engage pas à donner effet audit article avant que le Congrès des Philippines ait adopté la législation qui s'impose pour définir et punir le crime de génocide, cette législation ne pouvant avoir d'effet rétroactif aux termes de la Constitution des Philippines.

3. En ce qui concerne les articles VI et IX de la Convention, le Gouvernement des Philippines maintient qu'aucune disposition desdits articles ne sera interprétée comme enlevant aux tribunaux des Philippines la compétence à l'égard de tous les actes de génocide commis à l'intérieur du territoire des Philippines, à la seule exception des cas dans lesquels le Gouvernement des Philippines donnera son accord pour que la décision rendue par les tribunaux des Philippines soit soumise à l'examen de l'une des juridictions internationales mentionnées dans lesdits articles. En ce qui concerne plus précisément l'article IX de la Convention, le Gouvernement des Philippines ne considère pas que ledit article donne à la notion de responsabilité étatique une étendue plus grande que celle qui lui est attribuée par les principes du droit international généralement reconnus.

POLOGNE

En ce qui concerne l'article IX : "La Pologne ne s'estime pas tenue par les dispositions de cet article, considérant que l'accord de toutes les parties au différend constitue dans chaque cas particulier une condition nécessaire pour saisir la Cour internationale de Justice."

En ce qui concerne l'article XII : "La Pologne n'accepte pas les dispositions de cet article, considérant que la Convention devrait s'appliquer aux territoires non autonomes, y compris les Territoires sous tutelle."

REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE DE BIELORUSSIE

En ce qui concerne l'article IX : La République socialiste soviétique de Biélorussie ne s'estime pas tenue par les dispositions de l'article IX, qui stipule que les différends entre les parties contractantes relatifs à l'interprétation, l'application ou l'exécution de la présente Convention seront soumis à l'examen de la Cour internationale de Justice à la requête d'une partie au différend, et déclare qu'en ce qui concerne la compétence de la Cour en matière de différends relatifs à l'interprétation, l'application et l'exécution de la Convention, la République socialiste soviétique de Biélorussie continuera à soutenir, comme elle l'a fait jusqu'à ce jour, que, dans chaque cas particulier, l'accord de toutes les parties au différend est nécessaire pour que la Cour internationale de Justice puisse être saisie de ce différend aux fins de décision.

En ce qui concerne l'article XII : La République socialiste soviétique de Biélorussie déclare qu'elle n'accepte pas les termes de l'article XII de la Convention et estime que toutes les clauses de ladite Convention devraient s'appliquer aux territoires non autonomes, y compris les Territoires sous tutelle.

REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE D'UKRAINE

En ce qui concerne l'article IX : La République socialiste soviétique d'Ukraine ne s'estime pas tenue par les dispositions de l'article IX, qui stipule que les différends entre les parties contractantes relatifs à l'interprétation, l'application ou l'exécution de la présente Convention seront soumis à l'examen de la Cour internationale de Justice à la requête d'une partie au différend, et déclare qu'en ce qui concerne la compétence de la Cour en matière de différends relatifs à l'interprétation, l'application et l'exécution de la Convention, la République socialiste soviétique d'Ukraine continuera à soutenir, comme elle l'a fait jusqu'à ce jour, que, dans chaque cas particulier, l'accord de toutes les parties au différend est nécessaire pour que la Cour internationale de Justice puisse être saisie de ce différend aux fins de décision.

En ce qui concerne l'article XII : La République socialiste soviétique d'Ukraine déclare qu'elle n'accepte pas les termes de l'article XII de la Convention et estime que toutes les clauses de ladite Convention devraient s'appliquer aux territoires non autonomes, y compris les Territoires sous tutelle.

ROUMANIE

En ce qui concerne l'article IX : "La République populaire roumaine considère comme non obligatoires pour elle les dispositions de l'article IX qui stipule que les différends entre les parties contractantes relatifs à l'interprétation, l'application ou l'exécution de la présente Convention seront soumis à l'examen de la Cour

internationale de Justice à la requête de toute partie au différend, et déclare qu'en ce qui concerne la compétence de la Cour en matière de différends relatifs à l'interprétation, l'application et l'exécution de la Convention, la République populaire roumaine restera dans le futur, comme elle l'a fait jusqu'à présent, sur la position que, dans chaque cas particulier, l'accord de toutes les parties au différend est nécessaire pour que tel ou tel différend puisse être transmis à la Cour internationale de Justice aux fins de solution."

En ce qui concerne l'article XII : "La République populaire roumaine déclare qu'elle n'est pas d'accord avec l'article XII de la Convention et estime que toutes les stipulations de la Convention doivent s'appliquer aux territoires non autonomes, y compris les Territoires sous tutelle."

TCHECOSLOVAQUIE

En ce qui concerne l'article IX : La Tchécoslovaquie ne s'estime pas tenue par les dispositions de l'article IX, qui stipule que les différends entre les parties contractantes relatifs à l'interprétation, l'application ou l'exécution de la présente Convention seront soumis à l'examen de la Cour internationale de Justice à la requête d'une partie au différend, et déclare qu'en ce qui concerne la compétence de la Cour en matière de différends relatifs à l'interprétation, l'application et l'exécution de la Convention, la Tchécoslovaquie continuera à soutenir, comme elle l'a fait jusqu'à ce jour, que, dans chaque cas particulier, l'accord de toutes les parties au différend est nécessaire pour que la Cour internationale de Justice puisse être saisie de ce différend aux fins de décision.

En ce qui concerne l'article XII : La Tchécoslovaquie déclare qu'elle n'accepte pas les termes de l'article XII de la Convention et estime que toutes les clauses de ladite Convention devraient s'appliquer aux territoires non autonomes, y compris les Territoires sous tutelle.

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES

En ce qui concerne l'article IX : L'Union soviétique ne s'estime pas tenue par les dispositions de l'article IX, qui stipule que les différends entre les parties contractantes relatifs à l'interprétation, l'application ou l'exécution de la présente Convention seront soumis à l'examen de la Cour internationale de Justice à la requête d'une partie au différend, et déclare qu'en ce qui concerne la compétence de la Cour en matière de différends relatifs à l'interprétation, l'application et l'exécution de la Convention, l'Union soviétique continuera à soutenir, comme elle l'a fait jusqu'à ce jour, que, dans chaque cas particulier, l'accord de toutes les parties au différend est nécessaire pour que la Cour internationale de Justice puisse être saisie de ce différend aux fins de décision.

En ce qui concerne l'article XII : L'Union des Républiques socialistes soviétiques déclare qu'elle n'accepte pas les termes de l'article XII de la Convention et estime que toutes les clauses de ladite Convention devraient s'appliquer aux territoires non autonomes, y compris les Territoires sous tutelle.

VENEZUELA

En ce qui concerne l'article VI, le Gouvernement vénézuélien tient à préciser qu'une instance devant une cour criminelle internationale, à laquelle le Venezuela serait partie, ne pourrait être engagée que si le Venezuela a au préalable expressément accepté la compétence de ladite cour internationale.

Pour ce qui est de l'article VII, la législation en vigueur au Venezuela ne permet pas l'extradition des ressortissants vénézuéliens.

Pour ce qui est de l'article IX, le Gouvernement vénézuélien formule la réserve suivante : la Cour internationale de Justice ne pourra être saisie que lorsque le Venezuela aura reconnu sa compétence dans un compromis préalable spécialement conclu à cet effet.

Objections⁷

AUSTRALIE

Le Gouvernement australien n'accepte aucune des réserves formulées dans l'instrument d'adhésion de la République populaire de Bulgarie ou dans l'instrument de ratification de la République des Philippines.

En outre, le Gouvernement australien n'accepte aucune des réserves formulées, au moment de la signature de la Convention, par la République socialiste soviétique de Biélorussie, la République socialiste soviétique d'Ukraine, la Tchécoslovaquie et l'Union des Républiques socialistes soviétiques⁸.

Le Gouvernement australien n'accepte pas les réserves formulées dans les instruments d'adhésion des Gouvernements polonais et roumain⁹.

⁷ Sauf indication contraire, les objections ont été communiquées au Secrétaire général par les Etats dont elles émanent au moment du dépôt de leur instrument de ratification ou d'adhésion.

⁸ Communication du 15 novembre 1950.

⁹ Communication du 19 janvier 1951.

BELGIQUE

Le Gouvernement belge n'accepte pas les réserves formulées par la Bulgarie, la Pologne, la République socialiste soviétique de Biélorussie, la République socialiste soviétique d'Ukraine, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

BRESIL

Le Gouvernement brésilien fait des objections aux réserves formulées par la Bulgarie, les Philippines, la Pologne, la République socialiste soviétique de Biélorussie, la République socialiste soviétique d'Ukraine, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Le Gouvernement brésilien considère que lesdites réserves sont incompatibles avec l'objet et les fins de la Convention.

Le Gouvernement brésilien a pris cette position en se fondant sur l'avis consultatif de la Cour interna-

tionale de Justice en date du 28 mai 1951¹⁰, et sur la résolution concernant les réserves aux conventions multilatérales que l'Assemblée générale a adoptée à sa sixième session, le 12 janvier 1952¹¹.

Le Gouvernement brésilien se réserve le droit de tirer de son objection formelle aux réserves mentionnées ci-dessus toutes les conséquences juridiques qu'il jugera utiles.

CEYLAN

Le Gouvernement de Ceylan n'accepte pas les réserves formulées par la Roumanie à la Convention¹².

CHINE

Le Gouvernement de la Chine . . . fait objection à toutes les réserves identiques formulées au moment de la signature ou de la ratification de la Convention, ou de l'adhésion à ladite Convention, par l'Albanie, la Bulgarie, la Birmanie, la Hongrie, la Pologne, la République socialiste soviétique de Biélorussie, la République socialiste soviétique d'Ukraine, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Le Gouvernement chinois considère que les réserves susmentionnées sont incompatibles avec le but et l'objet de la Convention; en conséquence, en vertu de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice en date du 28 mai 1951¹⁰, il ne considérera pas les Etats énumérés ci-dessus comme étant parties à la Convention¹³.

CUBA

Le Gouvernement cubain n'accepte pas les réserves formulées par la Bulgarie, la Pologne, la République socialiste soviétique de Biélorussie, la République socialiste soviétique d'Ukraine, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

EQUATEUR

Les réserves faites aux articles IX et XII de la Convention par les Gouvernements de la Bulgarie, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques n'ont pas l'accord du Gouvernement équatorien; elles ne s'appliquent donc pas à l'Equateur, qui a accepté sans modification le texte intégral de la Convention¹⁴.

¹⁰ *Cour internationale de Justice, Recueil de 1951*, p. 15.

¹¹ Résolution 598 (VI); voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session, Supplément n° 20 (A/2119)*, p. 90.

¹² Communication reçue le 6 février 1951.

¹³ Communications reçues les 15 novembre 1954, 13 septembre 1955 et 25 juillet 1956, les deux dernières communications concernant les réserves de l'Albanie et de la Birmanie, respectivement.

¹⁴ Communications reçues le 31 mars 1950 et le 21 août 1950, la seconde ayant trait aux réserves faites par le Gouvernement bulgare.

Le Gouvernement équatorien n'accepte pas les réserves faites par les Gouvernements polonais et roumain aux articles IX et XII de la Convention¹⁵.

GRECE

"Nous déclarons, en plus, que nous n'avons pas accepté et n'acceptons aucune des réserves déjà formulées ou qui pourraient être formulées par les pays signataires de cet instrument ou par ceux ayant adhéré ou devant adhérer à celui-ci."

PAYS-BAS

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas déclare qu'il considère que les réserves que l'Albanie, l'Algérie, la Bulgarie, la Hongrie, l'Inde, le Maroc, la Pologne, la République socialiste soviétique de Biélorussie, la République socialiste soviétique d'Ukraine, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont formulées en ce qui concerne l'article IX de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, ouverte à la signature, à Paris, le 9 décembre 1948, sont incompatibles avec l'objet et le but de la Convention. En conséquence, le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas considère comme n'étant pas partie à la Convention tout Etat qui a ou aura formulé de telles réserves.

NORVEGE

Le Gouvernement norvégien n'accepte pas les réserves que le Gouvernement de la République des Philippines a formulées à cette Convention lors de sa ratification¹⁶.

REPUBLIQUE DU VIET-NAM

Se référant aux réserves aux articles IX et XII de la Convention formulées par la République socialiste soviétique de Biélorussie, la République socialiste soviétique d'Ukraine, la Tchécoslovaquie et l'Union des Républiques socialistes soviétiques au moment de la signature, et par la Bulgarie au moment de l'adhésion, ainsi qu'aux réserves aux articles IV, VI, VII et IX formulées par les Philippines au moment de la ratification, le Gouvernement de la République du Viet-Nam a informé le Secrétaire général "qu'en adhérant à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, [le Gouvernement de la République du Viet-Nam] entend accepter seulement le texte de ladite Convention telle qu'elle a été approuvée le 9 décembre 1948 par la résolution 260 A (III) votée par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa 179ème séance plénière, à l'exception des réserves présentées par les Etats sus-indiqués ou par d'autres Etats lors de la signature par leurs représentants, ou du dépôt de leur instrument de ratification ou d'adhésion à la Convention¹⁷.

¹⁵ Communication reçue le 9 janvier 1951.

¹⁶ Communication reçue le 10 avril 1952.

¹⁷ Communication reçue le 3 novembre 1950.

2. Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

Ouverte à la signature à New York le 7 mars 1966¹

ENTRÉE EN VIGUEUR² :

TEXTE: Annexe à la résolution 2106 (XX) de l'Assemblée générale.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | <i>Ratification, adhésion (a)</i> |
|---------------------------|-------------------|-----------------------------------|
| ALGÉRIE | 9 décembre 1966 | |
| ARGENTINE | 13 juillet 1967 | 2 octobre 1968 |
| AUSTRALIE | 13 octobre 1966 | |
| BELGIQUE | 17 août 1967 | |
| BOLIVIE | 7 juin 1966 | |
| BRÉSIL | 7 mars 1966 | 27 mars 1968 |
| BULGARIE | 1 juin 1966 | 8 août 1966 |
| BURUNDI | 1 février 1967 | |
| CAMBODGE | 12 avril 1966 | |
| CAMEROUN | 12 décembre 1966 | |
| CANADA | 24 août 1966 | |
| CHILI | 3 octobre 1966 | |
| CHINE | 31 mars 1966 | |
| CHYPRE | 12 décembre 1966 | 21 avril 1967 |
| COLOMBIE | 23 mars 1967 | |
| COSTA RICA | 14 mars 1966 | 16 janvier 1967 |
| CUBA | 7 juin 1966 | |
| DAHOMÉY | 2 février 1967 | |
| DANEMARK | 21 juin 1966 | |
| EQUATEUR | | 22 septembre 1966 a |
| ESPAGNE | | 13 septembre 1968 a |
| ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ... | 28 septembre 1966 | |
| FINLANDE | 6 octobre 1966 | |
| GABON | 20 septembre 1966 | |
| GHANA | 8 septembre 1966 | 8 septembre 1966 |
| GRÈCE | 7 mars 1966 | |
| GUATEMALA | 8 septembre 1967 | |
| GUINÉE | 24 mars 1966 | |
| GUYANE | 11 décembre 1968 | |
| HONGRIE | 15 septembre 1966 | 4 mai 1967 |
| INDE | 2 mars 1967 | 3 décembre 1968 |
| IRAN | 8 mars 1967 | 29 août 1968 |
| IRLANDE | 21 mars 1968 | |
| ISLANDE | 14 novembre 1966 | 13 mars 1967 |
| ISRAËL | 7 mars 1966 | |
| ITALIE | 13 mars 1968 | |
| JAMAÏQUE | 14 août 1966 | |

¹ Cette convention a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 2106 (XX) du 21 décembre 1965. On trouvera le texte de la résolution et de la Convention dans *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-tième session, Supplément n° 14 (A/6014)*, p. 50.

² L'article 19 de la Convention dispose que celle-ci entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du vingt-septième instrument de ratification ou d'adhésion. Le 5 décembre 1968, le Gouvernement polonais a déposé le vingt-septième instrument. Toutefois, certains des instruments déposés contenaient une réserve et, de ce fait, ils donnaient lieu à l'application des dispositions de l'article 20 de la Convention, en vertu desquelles les Etats peuvent notifier leurs objections pendant 90 jours à compter de la date à laquelle les réserves ont été communiquées par le Secrétaire général. En ce qui concerne deux desdits instruments, à savoir ceux de l'Espagne et du Koweït, le délai de 90 jours n'était pas expiré à la date du

dépôt du vingt-septième instrument. La réserve contenue dans un autre instrument, celui de l'Inde, n'avait pas encore été communiqué à cette date et le vingt-septième instrument, celui de la Pologne, contenait lui-même une réserve. En ce qui concerne ces deux derniers instruments, le délai de 90 jours ne commencerait à courir qu'à la date à laquelle le Secrétaire général aurait notifié leur dépôt. En conséquence, le Secrétaire général, par cette notification qui était datée du 13 décembre 1968, a appelé l'attention des Etats intéressés sur cette situation et il a indiqué ce qui suit :

"Il semble, d'après les dispositions de l'article 20 de la Convention, qu'il n'est pas possible de déterminer l'effet juridique des quatre instruments en question tant que les délais respectifs mentionnés au paragraphe précédent ne seront pas venus à expiration.

"Eu égard à ce qui précède, le Secrétaire général n'est pas en mesure pour le moment de déterminer la date d'entrée en vigueur de la Convention."

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | <i>Ratification, adhésion (a)</i> | |
|--|-------------------------------|-----------------------------------|--------|
| KOWEÏT | | 15 octobre | 1968 a |
| LIBYE | | 3 juillet | 1968 a |
| LUXEMBOURG | 12 décembre 1967 | | |
| MALTE | 5 septembre 1968 | | |
| MAROC | 18 septembre 1967 | | |
| MADAGASCAR | 18 décembre 1967 | | |
| MAURITANIE | 21 décembre 1966 | | |
| MEXIQUE | 1 ^{er} novembre 1966 | | |
| MONGOLIE | 3 mai 1966 | | |
| NIGER | 14 mars 1966 | 27 avril | 1967 |
| NIGÉRIA | | 16 octobre | 1967 a |
| NORVÈGE | 21 novembre 1966 | | |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 25 octobre 1966 | | |
| PAKISTAN | 19 septembre 1966 | 21 septembre | 1966 |
| PANAMA | 8 décembre 1966 | 16 août | 1967 |
| PAYS-BAS | 24 octobre 1966 | | |
| PÉROU | 22 juillet 1966 | | |
| PHILIPPINES | 7 mars 1966 | 15 septembre | 1967 |
| POLOGNE | 7 mars 1966 | 5 décembre | 1968 |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE ... | 28 septembre 1966 | 1 ^{er} mai | 1967 |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | 7 mars 1966 | | |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE | 10 février 1967 | | |
| RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SO- VIÉTIQUE DE BIÉLORUSSIE | 7 mars 1966 | | |
| RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SO- VIÉTIQUE D'UKRAINE | 7 mars 1966 | | |
| ROYAUME-UNI DE GRANDE- BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD | 11 octobre 1966 | | |
| SAINT-SIÈGE | 21 novembre 1966 | | |
| SÉNÉGAL | 22 juillet 1968 | | |
| SIERRA LEONE | 17 novembre 1966 | 2 août | 1967 |
| SOMALIE | 26 janvier 1967 | | |
| SUÈDE | 5 mai 1966 | | |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 7 octobre 1966 | 29 décembre | 1966 |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | 9 juin 1967 | | |
| TUNISIE | 12 avril 1966 | 13 janvier | 1967 |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SO- CIALISTES SOVIÉTIQUES | 7 mars 1966 | | |
| URUGUAY | 21 février 1967 | 30 août | 1968 |
| VENEZUELA | 21 avril 1967 | 10 octobre | 1967 |
| YUGOSLAVIE | 15 avril 1966 | 2 octobre | 1967 |
| ZAMBIE | 11 octobre 1968 | | |

Déclarations et réserves

BULGARIE

“Le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie estime que les dispositions de l'article 17, paragraphe 1, et de l'article 18, paragraphe 1, de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale qui tendent à empêcher des Etats souverains d'y participer ont un caractère discriminatoire. La Convention, en conformité avec le principe de l'égalité souveraine des Etats, doit être ouverte à l'adhésion de tous les Etats sans discrimination ou restrictions quelles qu'elles soient.

“La République populaire de Bulgarie ne se considère pas liée par les dispositions de l'article 22 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale prévoyant la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice pour la solution des différends touchant l'in-

terprétation de l'application de la Convention. La République populaire de Bulgarie maintient sa position, à savoir que, pour qu'un différend entre deux ou plusieurs Etats puisse être porté devant la Cour internationale de Justice, il est nécessaire d'avoir, dans chaque cas particulier, l'accord de tous les Etats parties au différend.”

CUBA

Le Gouvernement de la République de Cuba formulera, le cas échéant, les réserves qu'il jugera appropriées au moment de la ratification de cette Convention.

ESPAGNE

... avec une réserve touchant la totalité de l'article XXII (compétence de la Cour internationale de Justice).

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

La Constitution des Etats-Unis contient des dispositions touchant la protection des droits individuels, tels que le droit à la liberté d'expression, et aucune des dispositions de la Convention ne sera considérée comme appelant ou justifiant l'adoption par les Etats-Unis d'Amérique d'un texte législatif ou de toute autre mesure incompatibles avec les termes de leur Constitution.

HONGRIE

La République populaire hongroise estime que les dispositions contenues au paragraphe 1 de l'article 17 et au paragraphe 1 de l'article 18 de la Convention, selon lesquelles un certain nombre d'Etats sont privés de la possibilité de devenir parties à ladite Convention, sont de caractère discriminatoire et contraires au droit international. La République populaire hongroise, fidèle à sa position de principe, considère qu'un traité multilatéral de caractère universel doit, conformément au principe de l'égalité souveraine des Etats, être ouvert à l'adhésion de tous les Etats sans aucune discrimination.

La République populaire hongroise ne se considère pas liée par les dispositions de l'article 22 de la Convention selon lesquelles tout différend entre deux ou plusieurs Etats parties touchant l'interprétation ou l'application de la Convention sera porté, à la requête de toute partie au différend, devant la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à son sujet. La République populaire hongroise déclare que, pour qu'un tel différend puisse être porté devant la Cour internationale de Justice, il faut avoir l'accord de toutes les parties intéressées.

INDE

Le Gouvernement indien déclare que pour qu'un différend puisse être porté devant la Cour internationale de Justice afin que celle-ci statue conformément à l'article 22 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, il faut dans chaque cas particulier que toutes les parties au différend y consentent.

ITALIE

a) Les mesures positives prévues à l'article 4 de la Convention et précisées aux alinéas *a* et *b* de cet article, qui visent à éliminer toute incitation à la discrimination ou tous actes de discrimination doivent être interprétées, comme le stipule cet article, en "tenant compte des principes formulés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et des droits expressément énoncés à l'article 5" de la Convention. En conséquence, les obligations découlant de l'article 4 susmentionné ne doivent pas porter atteinte au droit à la liberté d'opinion et d'expression ni au droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques, qui sont énoncés aux articles 19 et 20 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, ont été réaffirmés par l'Assemblée générale des Nations Unies lorsqu'elle a adopté les articles 19 et 21 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et sont mentionnés aux sous-alinéas *viii* et *ix* de l'alinéa *d* de l'article 5 de la Convention. En fait, le Gouvernement italien, conformément aux obligations découlant de l'alinéa *c* de l'Article 55 et de l'Article 56 de la Charte des Nations Unies, demeure fidèle au principe énoncé au paragraphe 2 de l'article 29 de la

Déclaration universelle, qui stipule que "dans l'exercice de ses droits et dans la jouissance de ses libertés, chacun n'est soumis qu'aux limitations établies par la loi exclusivement en vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique".

b) Les tribunaux ordinaires assureront à toute personne, dans le cadre de leur juridiction respective, et conformément à l'article 6 de la Convention, des voies de recours effectives contre tous actes de discrimination raciale qui violeraient les droits individuels et les libertés fondamentales. Les demandes de réparation pour tout dommage subi par suite d'actes de discrimination raciale devront être présentées contre les personnes responsables des actes malveillants ou délictueux qui ont causé le dommage.

KOWEIT³

En adhérant à ladite Convention, le Gouvernement de l'Etat du Koweït considère que son adhésion ne suppose en aucune façon qu'il reconnaisse Israël, pas plus qu'elle ne l'oblige à appliquer les dispositions de la Convention à l'égard de ce pays.

Le Gouvernement de l'Etat du Koweït ne se considère pas lié par les dispositions de l'article 22 de la Convention prévoyant que tout différend entre deux ou plusieurs Etats parties touchant l'interprétation ou l'application de la Convention sera porté, à la requête de toute partie au différend, devant la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à ce sujet et déclare que, pour qu'un tel différend puisse être porté devant la Cour internationale de Justice, il faut dans chaque cas particulier avoir l'accord de toutes les parties au différend.

LIBYE³

a) Le Royaume de Libye ne se considère pas lié par les dispositions de l'article 22 de la Convention prévoyant que tout différend entre deux ou plusieurs Etats parties touchant l'interprétation ou l'application de la Convention sera porté, à la requête de toute partie au différend, devant la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à ce sujet. Le Royaume de Libye déclare que pour qu'un différend entre deux ou plusieurs Etats puisse être porté devant la Cour internationale de Justice il est nécessaire d'avoir, dans chaque cas particulier, l'accord de tous les Etats parties au différend.

b) Il est entendu que l'adhésion à la présente Convention ne signifie en aucune façon que le Gouverne-

³ Le Gouvernement israélien, dans une communication que le Secrétaire général a reçue le 12 décembre 1968, a fait la déclaration ci-après : Le Gouvernement israélien a relevé le caractère politique de la déclaration faite par le Gouvernement koweïtien lors de l'adhésion à la Convention susmentionnée. De l'avis du Gouvernement israélien, cette Convention ne constitue pas le cadre approprié pour des déclarations politiques de cette nature. En ce qui concerne le fond de la question, le Gouvernement israélien adopte, à l'égard du Gouvernement koweïtien, une attitude d'entière réciprocité.

Des communications identiques, *mutatis mutandis*, du Gouvernement israélien ont été reçues par le Secrétaire général le 16 août 1968 en ce qui concerne la déclaration faite par le Gouvernement libyen lors de son adhésion à la Convention et le 29 décembre 1966 en ce qui concerne la déclaration faite par le Gouvernement de la République arabe unie lors de la signature de la Convention.

ment du Royaume de Libye reconnaisse Israël. En outre, aucune relation conventionnelle ne sera établie entre le Royaume de Libye et Israël.

MADAGASCAR

“La République Malgache ne se considère pas liée par les dispositions de l'article 22 de la Convention, selon lesquelles tout différend entre deux ou plusieurs Etats parties touchant l'interprétation ou l'application de la Convention sera porté, à la requête de toute partie au différend, devant la Cour internationale de Justice, et déclare que, pour qu'un tel différend puisse être porté devant la Cour internationale, il faut dans chaque cas particulier avoir l'accord de toutes les parties au différend.”

MALTE

Le Gouvernement maltais désire préciser la façon dont il interprète certains articles de la Convention.

Il interprète l'article 4 comme faisant obligation à un Etat partie à la Convention d'adopter de nouvelles dispositions dans les domaines visés par les alinéas *a*, *b* et *c* de cet article si ledit Etat considère, compte dûment tenu des principes formulés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et des droits énoncés à l'article 5 de la Convention, qu'il est nécessaire d'ajouter ou de déroger, par la voie législative, au droit et à la pratique existants afin de mettre un terme à tout acte de discrimination raciale.

En outre, le Gouvernement maltais estime qu'il suffit pour que soient satisfaites les prescriptions de l'article 6 relatives à la “satisfaction ou réparation” que l'une ou l'autre de ces possibilités soient offertes et interprète le terme “satisfaction” comme s'appliquant à tout recours qui met effectivement un terme à l'acte incriminé.

MAROC

“Le Royaume du Maroc ne se considère pas lié par les dispositions de l'article 22 de la Convention prévoyant que tout différend entre deux ou plusieurs Etats parties touchant l'interprétation ou l'application de la Convention sera porté, à la requête de toute partie au différend, devant la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à ce sujet. Le Royaume du Maroc déclare que pour qu'un différend entre deux ou plusieurs Etats puisse être porté devant la Cour internationale de Justice il est nécessaire d'avoir, dans chaque cas particulier, l'accord de tous les Etats parties au différend.”

MONGOLIE

La Mission permanente déclare au nom du Gouvernement de la République populaire mongole que le paragraphe 1 de l'article 17 de la Convention, selon lequel un certain nombre d'Etats sont privés de la possibilité de devenir parties à ladite Convention, est de caractère discriminatoire; elle considère que, conformément au principe de l'égalité souveraine des Etats, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale doit être ouverte à l'adhésion de tous les Etats intéressés, sans aucune discrimination ou restriction.

La République populaire mongole ne se considère pas liée par les dispositions de l'article 22 de la Convention, selon lesquelles tout différend entre deux ou plusieurs Etats parties touchant l'interprétation ou

l'application de la Convention sera porté, à la requête de toute partie au différend, devant la Cour internationale de Justice, et déclare que, pour qu'un tel différend puisse être porté devant la Cour internationale, il faut dans chaque cas particulier avoir l'accord de toutes les parties au différend.

POLOGNE

“La République populaire de Pologne ne s'estime pas tenue par les dispositions de l'article 22 de la Convention.

“La République populaire de Pologne considère que les dispositions de l'article 17, paragraphe 1, et de l'article 18, paragraphe 1, de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, lesquelles rendent impossible pour les nombreux Etats de devenir parties à ladite Convention, portent un caractère discriminatoire et sont incompatibles avec l'objet et le but de cette Convention.

“La République populaire de Pologne considère que, conformément au principe de l'égalité souveraine des Etats, ladite Convention doit être ouverte à la participation de tous les Etats sans discriminations et restrictions quelles qu'elles soient.”

REPUBLIQUE ARABE UNIE⁴

La République arabe unie ne se considère pas liée par les dispositions de l'article 22 de la Convention prévoyant que tout différend entre deux ou plusieurs Etats parties touchant l'interprétation ou l'application de la Convention sera porté, à la requête de toute partie au différend, devant la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à ce sujet. La République arabe unie déclare que pour qu'un différend entre deux ou plusieurs Etats puisse être porté devant la Cour internationale de Justice il est nécessaire d'avoir, dans chaque cas particulier, l'accord de tous les Etats parties au différend.

Il est entendu que la signature de la présente Convention ne signifie en aucune façon que le Gouvernement de la République arabe unie reconnaisse Israël. En outre, aucune relation conventionnelle ne sera établie entre la République arabe unie et Israël.

REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE DE BIELORUSSIE

La République socialiste soviétique de Biélorussie déclare que le paragraphe 1 de l'article 17 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, selon lequel un certain nombre d'Etats sont privés de la possibilité de devenir parties à ladite Convention, est de caractère discriminatoire; elle considère que, conformément au principe de l'égalité souveraine des Etats, la Convention doit être ouverte à l'adhésion de tous les gouvernements intéressés, sans aucune discrimination ou restriction.

La République socialiste soviétique de Biélorussie ne se considère pas liée par les dispositions de l'article 22 de la Convention, selon lesquelles tout différend entre deux ou plusieurs Etats parties touchant l'interprétation ou l'application de la Convention sera porté, à la re-

⁴ Voir note 3, p. 67.

quête de toute partie au différend, devant la Cour internationale de Justice, et déclare que, pour qu'un tel différend puisse être porté devant la Cour internationale de Justice, il faut dans chaque cas particulier avoir l'accord de toutes les parties au différend.

REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE D'UKRAINE

La République socialiste soviétique d'Ukraine déclare que le paragraphe 1 de l'article 17 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, selon lequel un certain nombre d'Etats sont privés de la possibilité de devenir parties à ladite Convention, est de caractère discriminatoire; elle considère que, conformément au principe de l'égalité souveraine des Etats, la Convention doit être ouverte à l'adhésion de tous les gouvernements intéressés, sans aucune discrimination ou restriction.

La République socialiste soviétique d'Ukraine ne se considère pas liée par les dispositions de l'article 22 de la Convention, selon lesquelles tout différend entre deux ou plusieurs Etats parties touchant l'interprétation ou l'application de la Convention sera porté, à la requête de toute partie au différend, devant la Cour internationale de Justice, et déclare que, pour qu'un tel différend puisse être porté devant la Cour internationale de Justice, il faut dans chaque cas particulier avoir l'accord de toutes les parties au différend.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

Compte tenu de la réserve et des déclarations d'interprétation ci-après :

En premier lieu, étant donné la situation actuelle en Rhodésie, où le pouvoir a été usurpé par un régime illégal, le Royaume-Uni est contraint de signer la Convention en se réservant le droit de ne pas l'appliquer à la Rhodésie tant qu'il n'aura pas informé le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qu'il est en mesure d'assurer l'exécution complète des obligations découlant de la Convention en ce qui concerne ce territoire.

En second lieu, le Royaume-Uni désire préciser la façon dont il interprète certains articles de la Convention. Il interprète l'article 4 comme ne faisant obligation à un Etat partie à la Convention d'adopter de nouvelles dispositions législatives dans les domaines visés par les alinéas *a*, *b* et *c* de cet article, que dans la mesure où cet Etat considère, compte dûment tenu des principes formulés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et des droits expressément énoncés à l'article 5 de la Convention (notamment le droit à la liberté d'opinion et d'expression et le droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques) qu'il est nécessaire d'ajouter ou de déroger, par la voie législative, au droit et à la pratique existant dans ces domaines pour atteindre l'objectif défini dans l'alinéa liminaire de l'article 4. En outre, le Royaume-Uni estime qu'il suffit pour que soient satisfaites les prescriptions de l'article 6 relatives à la "satisfaction ou réparation" que l'une ou l'autre de ces possibilités

soient offertes et interprète le terme "satisfaction" comme s'appliquant à tout recours qui met effectivement un terme à l'acte incriminé. D'autre part, le Royaume-Uni interprète l'article 20 et les dispositions connexes de la troisième partie de la Convention comme signifiant que si une réserve formulée par un Etat n'est pas acceptée, celui-ci ne devient pas partie à la Convention.

En dernier lieu, le Royaume-Uni maintient sa position à l'égard de l'article 15. Cet article lui paraît discriminatoire en ce qu'il instaure une procédure de dépôt de pétitions concernant les territoires dépendants sans faire de même pour les Etats qui n'ont pas de tels territoires sous leur dépendance. De plus, cet article vise à instaurer une procédure applicable à tous les territoires dépendants, que les Etats dont dépendent ces territoires soient ou non parties à la Convention. Le Gouvernement de Sa Majesté a décidé que le Royaume-Uni signerait la Convention, malgré les objections ci-dessus, en raison de l'importance qu'il attache à la Convention dans son ensemble.

TCHÉCOSLOVAQUIE

La République socialiste tchécoslovaque considère que le paragraphe 1 de l'article 17 n'est pas conforme aux buts et objectifs de la Convention puisqu'il n'assure pas à tous les Etats, sans distinction et discrimination, la possibilité de devenir parties à la Convention.

La République socialiste tchécoslovaque ne se considère pas comme liée par les dispositions de l'article 22 et déclare que tout différend entre deux ou plusieurs Etats parties touchant l'interprétation ou l'application de la Convention qui ne serait pas réglé par voie de négociation ou au moyen des procédures expressément prévues par ladite Convention ne peut être porté devant la Cour internationale de Justice qu'à la requête de toutes les parties au différend si celles-ci n'ont pu convenir d'un autre mode de règlement.

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

L'Union des Républiques socialistes soviétiques déclare que le paragraphe 1 de l'article 17 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, selon lequel un certain nombre d'Etats sont privés de la possibilité de devenir parties à ladite Convention, est de caractère discriminatoire; elle considère que, conformément au principe de l'égalité souveraine des Etats, la Convention doit être ouverte à l'adhésion de tous les gouvernements intéressés, sans aucune discrimination ou restriction.

L'Union des Républiques socialistes soviétiques ne se considère pas liée par les dispositions de l'article 22 de la Convention, selon lesquelles tout différend entre deux ou plusieurs Etats parties touchant l'interprétation ou l'application de la Convention sera porté, à la requête de toute partie au différend, devant la Cour internationale de Justice, et déclare que, pour qu'un tel différend puisse être porté devant la Cour internationale de Justice, il faut dans chaque cas particulier avoir l'accord de toutes les parties au différend.

3. Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels

Ouvert à la signature à New York le 19 décembre 1966¹

Non encore en vigueur (voir article 27).

TEXTE : Annexe à la résolution 2200 (XXI) de l'Assemblée générale du 16 décembre 1966.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | <i>Ratification, adhésion (a)</i> |
|---|-------------------|-----------------------------------|
| ALGÉRIE | 10 décembre 1968 | |
| ARGENTINE | 19 février 1968 | |
| BELGIQUE | 10 décembre 1968 | |
| BULGARIE | 8 octobre 1968 | |
| CHINE ² | 5 octobre 1967 | |
| CHYPRE | 9 janvier 1967 | |
| COLOMBIE | 21 décembre 1966 | |
| COSTA RICA | 19 décembre 1966 | 29 novembre 1968 |
| DANEMARK | 20 mars 1968 | |
| EL SALVADOR | 21 septembre 1967 | |
| EQUATEUR | 29 septembre 1967 | |
| FINLANDE | 11 octobre 1967 | |
| GUINÉE | 28 février 1967 | |
| GUYANE | 22 août 1968 | |
| HONDURAS | 19 décembre 1966 | |
| IRAN | 4 avril 1968 | |
| ISLANDE | 30 décembre 1968 | |
| ISRAËL | 19 décembre 1966 | |
| ITALIE | 18 janvier 1967 | |
| JAMAÏQUE | 19 décembre 1966 | |
| LIBÉRIA | 18 avril 1967 | |
| MALTE | 22 octobre 1968 | |
| MONGOLIE | 5 juin 1968 | |
| NORVÈGE | 20 mars 1968 | |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 12 novembre 1968 | |
| PHILIPPINES | 19 décembre 1966 | |
| POLOGNE | 2 mars 1967 | |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE ... | 4 août 1967 | |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'AL- LEMAGNE | 9 octobre 1968 | |
| RSS DE BIÉLORUSSIE | 19 mars 1968 | |
| RSS D'UKRAÏNE | 20 mars 1968 | |
| ROUMANIE | 27 juin 1968 | |
| ROYAUME-UNI | 16 septembre 1968 | |
| SUÈDE | 29 septembre 1967 | |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 7 octobre 1968 | |
| TUNISIE | 30 avril 1968 | |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SO- CIALISTES SOVIÉTIQUES | 18 mars 1968 | |
| URUGUAY | 21 février 1967 | |
| YUGOSLAVIE | 8 août 1967 | |

¹ Le Pacte a été adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 2200 (XXI) du 16 décembre 1966. On trouvera le texte de la résolution et du Pacte dans *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Supplément n° 16 (A/6316), p. 51.*

² En ce qui concerne la signature en question, le Secrétaire général a reçu des Missions permanentes de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de la Yougoslavie auprès de l'Organisation des Nations Unies des communications déclarant que leurs Gouvernements ne reconnaissaient pas la validité de ladite signature, le seul gouvernement légitimement habilité à représenter la Chine et à assumer en son nom des obligations étant le Gouvernement de la République populaire de Chine.

Déclarations et réserves

MALTE

Le Gouvernement maltais accepte et appuie les principes énoncés au paragraphe 2 de l'article 10 du Pacte. Toutefois, en raison de la situation présente à Malte, il n'est pas nécessaire ni opportun que ces principes soient sanctionnés par la législation.

MONGOLIE, REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE DE BIELORUSSIE, REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE D'UKRAÏNE, UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

La République populaire mongole, [la République socialiste soviétique de Biélorussie], [la République socialiste soviétique d'Ukraine], [l'Union des Républiques socialistes soviétiques] déclare[nt] que les dispositions du paragraphe 1 de l'article 26 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et celles du paragraphe 1 de l'article 48 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, aux termes desquelles un certain nombre d'Etats ne peuvent pas devenir parties auxdits Pactes, ont un caractère discriminatoire et considère[nt] que, conformément au principe de l'égalité souveraine des Etats, les Pactes devraient être ouverts à la participation de tous les Etats intéressés sans aucune discrimination ou limitation.

ROUMANIE

"Le Gouvernement de la République socialiste de Roumanie déclare que les dispositions de l'article 26, paragraphe 1, du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ne sont pas en concordance avec le principe selon lequel tous les Etats ont le droit de devenir parties aux traités multilatéraux réglementant les questions d'intérêt général."

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE
ET D'IRLANDE DU NORD

Premièrement, le Gouvernement du Royaume-Uni déclare qu'il considère qu'en vertu de l'Article 103 de la

Charte des Nations Unies, en cas de conflit entre ses obligations aux termes de l'article premier du Pacte et ses obligations aux termes de la Charte (aux termes notamment de l'Article premier et des Articles 2 et 73 de ladite Charte), ses obligations aux termes de la Charte prévaudront.

Deuxièmement, le Gouvernement du Royaume-Uni déclare qu'il doit se réserver le droit de différer l'application de l'alinéa i du paragraphe a de l'article 7 du Pacte, dans la mesure où cette disposition concerne le paiement aux femmes et aux hommes d'une rémunération égale pour un travail de valeur égale, car, si le Gouvernement du Royaume-Uni accepte pleinement ce principe et s'est engagé à faire le nécessaire pour en assurer l'application intégrale à une date aussi rapprochée que possible, les difficultés de mise en œuvre sont telles que l'application intégrale dudit principe ne peut être garantie à l'heure actuelle.

Troisièmement, le Gouvernement du Royaume-Uni déclare qu'en ce qui concerne l'article 8 du Pacte, il doit se réserver le droit de ne pas appliquer l'alinéa b du paragraphe premier à Hong-kong, dans la mesure où cet alinéa peut impliquer pour des syndicats n'appartenant pas à la même profession ou à la même industrie le droit de constituer des fédérations ou des confédérations.

Enfin, le Gouvernement du Royaume-Uni déclare que les dispositions du Pacte ne s'appliqueront pas à la Rhodésie du Sud tant qu'il n'aura pas fait savoir au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qu'il était à même de garantir que les obligations que lui imposait le Pacte quant à ce territoire pourraient être intégralement remplies.

TCHECOSLOVAQUIE

Le Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque déclare que les dispositions de l'article 26, paragraphe 1, du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ne sont pas en concordance avec le principe selon lequel tous les Etats ont le droit de devenir parties aux traités multilatéraux réglementant les questions d'intérêt général.

4. Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Ouvert à la signature à New York le 19 décembre 1966¹

Non encore en vigueur (voir article 49).

TEXTE : Annexe à la résolution 2200 (XXI) du 16 décembre 1966.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | <i>Ratification, adhésion (a)</i> |
|--|-------------------|-----------------------------------|
| ALGÉRIE | 10 décembre 1968 | |
| ARGENTINE | 19 février 1968 | |
| BELGIQUE | 10 décembre 1968 | |
| BULGARIE | 8 octobre 1968 | |
| CHINE ² | 5 octobre 1967 | |
| CHYPRE | 19 décembre 1966 | |
| COLOMBIE | 21 décembre 1966 | |
| COSTA RICA | 19 décembre 1966 | 29 novembre 1968 |
| DANEMARK | 20 mars 1968 | |
| EL SALVADOR | 21 septembre 1967 | |
| EQUATEUR | 4 avril 1968 | |
| FINLANDE | 11 octobre 1967 | |
| GUINÉE | 28 février 1967 | |
| GUYANE | 22 août 1968 | |
| HONDURAS | 19 décembre 1966 | |
| IRAN | 4 avril 1968 | |
| ISLANDE | 30 décembre 1968 | |
| ISRAËL | 19 décembre 1966 | |
| ITALIE | 18 janvier 1967 | |
| JAMAÏQUE | 19 décembre 1966 | |
| LIBÉRIA | 18 avril 1967 | |
| MONGOLIE | 5 juin 1968 | |
| NORVÈGE | 20 mars 1968 | |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 12 novembre 1968 | |
| PHILIPPINES | 19 décembre 1966 | |
| POLOGNE | 2 mars 1967 | |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE | 4 août 1967 | |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'AL- LEMAGNE | 9 octobre 1968 | |
| RSS DE BIÉLORUSSIE | 19 mars 1968 | |
| RSS D'UKRAÏNE | 20 mars 1968 | |
| ROUMANIE | 27 juin 1968 | |
| ROYAUME-UNI | 16 septembre 1968 | |
| SUÈDE | 29 septembre 1967 | |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 7 octobre 1968 | |
| TUNISIE | 30 avril 1968 | |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SO- CIALISTES SOVIÉTIQUES | 18 mars 1968 | |
| URUGUAY | 21 février 1967 | |
| YOUgoslavie | 8 août 1967 | |

¹ Le Pacte a été adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 2200 (XXI) du 16 décembre 1966. On trouvera le texte de la résolution, et du Pacte dans *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Supplément n° 16* (A/6316), p. 51.

² Voir note 2, p. 70.

Déclarations et réserves

MONGOLIE, REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE DE BIÉLORUSSIE, REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE D'UKRAÏNE, UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES

[Pour le texte des déclarations, voir p. 71]

ROUMANIE

"Le Gouvernement de la République socialiste de Roumanie déclare que par les dispositions de l'article 48, paragraphe 1, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ne sont pas en concordance avec le principe selon lequel tous les Etats ont le droit de de-

venir parties aux traités multilatéraux réglementant les questions d'intérêt général."

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

Premièrement, le Gouvernement du Royaume-Uni déclare qu'il considère qu'en vertu de l'Article 103 de la Charte des Nations Unies, en cas de conflit entre ses obligations aux termes de l'article premier du Pacte et ses obligations aux termes de la Charte (aux termes notamment de l'Article premier et des Articles 2 et 73 de ladite Charte), ses obligations aux termes de la Charte prévaudront.

Deuxièmement, le Gouvernement du Royaume-Uni déclare que :

a) En ce qui concerne l'article 14 du Pacte, il doit se réserver le droit de ne pas appliquer ou de ne pas appliquer intégralement la garantie d'assistance judiciaire gratuite énoncée à l'alinéa *d)* du paragraphe 3, dans la mesure où le manque d'hommes de loi et d'autres considérations rendent l'application de cette garantie impossible au Honduras britannique, aux Fidji et à Sainte-Hélène;

b) En ce qui concerne l'article 23 du Pacte, le Gouvernement du Royaume-Uni doit se réserver le droit de ne pas appliquer la disposition énoncée dans la première phrase du paragraphe 4, dans la mesure où ladite phrase vise une inégalité quelconque pouvant résulter de l'application de la loi sur le domicile;

c) En ce qui concerne l'article 25 du Pacte, le Gouvernement du Royaume-Uni doit se réserver le droit de ne pas appliquer :

i) L'alinéa *b*, dans la mesure où cette disposition peut impliquer l'institution à Hong-kong d'un organe législatif élu et l'introduction du suffrage égal, pour les différents collèges électoraux, pour les élections aux Fidji; et

ii) L'alinéa *c*, dans la mesure où il concerne l'exercice des fonctions de juré dans l'île de Man et l'emploi de femmes mariées dans la fonction publique en Irlande du Nord, aux Fidji et à Hong-kong.

Enfin, le Gouvernement du Royaume-Uni déclare que les dispositions du Pacte ne s'appliqueront pas à la Rhodésie du Sud tant qu'il n'aura pas fait savoir au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qu'il était à même de garantir que les obligations que lui impose le Pacte quant à ce territoire peuvent être intégralement remplies.

TCHECOSLOVAQUIE

Le Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque déclare que les dispositions de l'article 48, paragraphe 1, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ne sont pas en concordance avec le principe selon lequel tous les Etats ont le droit de devenir parties aux traités multilatéraux réglementant les questions d'intérêt général.

5. Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Ouvert à la signature à New York le 19 décembre 1966¹

Non encore en vigueur (voir article 9).

TEXTE : Annexe à la résolution 2200 (XXI) de l'Assemblée générale du 16 décembre 1966.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | <i>Ratification, adhésion (a)</i> |
|--------------------------|-------------------|-----------------------------------|
| CHINE ² | 5 octobre 1967 | |
| CHYPRE | 19 décembre 1966 | |
| COLOMBIE | 21 décembre 1966 | |
| COSTA RICA | 19 décembre 1966 | 29 novembre 1968 |
| DANEMARK | 20 mars 1968 | |
| EL SALVADOR | 21 septembre 1967 | |
| EQUATEUR | 4 avril 1968 | |
| FINLANDE | 11 décembre 1967 | |
| HONDURAS | 19 décembre 1966 | |
| JAMAÏQUE | 19 décembre 1966 | |
| NORVÈGE | 20 mars 1968 | |
| PHILIPPINES | 19 décembre 1966 | |
| SUÈDE | 29 septembre 1967 | |
| URUGUAY | 21 février 1967 | |

¹ Le Protocole facultatif a été adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 2200 (XXI) du 16 décembre 1966. On trouvera le texte de la résolution et du Protocole facultatif dans *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Supplément n° 16 (A/6316)*, p. 51.

² Voir note 2, p. 70.

6. Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité

Adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 26 novembre 1968¹

Non encore en vigueur (voir article VIII).

TEXTE : Annexe à la résolution 2391 (XXIII) du 26 novembre 1968 de l'Assemblée générale.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | <i>Ratification, adhésion (a)</i> |
|----------------------------|------------------|-----------------------------------|
| POLOGNE ² | 16 décembre | 1968 |
| YOUgoslavIE | 16 décembre | 1968 |

¹ Résolution 2391 (XXIII); la Convention a été ouverte à la signature à New York le 16 décembre 1968 et le demeurera jusqu'au 31 décembre 1969.

² La République populaire de Pologne considère que les dispositions des articles V et VII de la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, que l'Assemblée générale a adoptée le 26 novembre 1968, mettent un certain nombre d'Etats dans l'impossibilité de devenir parties à la Convention et ont par suite un caractère discriminatoire qui est incompatible avec l'objet et les buts de la Convention.

La République populaire de Pologne est d'avis que, conformément au principe de l'égalité souveraine des États, la Convention doit être ouverte à la participation de tous les États sans discrimination ni limitation aucune.

CHAPITRE V. — REFUGIES ET APATRIDES

I. Constitution de l'Organisation internationale pour les réfugiés

Ouverte à la signature le 15 décembre 1946 à Flushing Meadow, New York¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 20 août 1948, conformément à l'article 18.

ENREGISTREMENT : 20 août 1948, n° 283.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 18, p. 3.

Note. — La résolution n° 108, adoptée par le Conseil général de l'Organisation internationale pour les réfugiés à sa 101^e séance, le 15 février 1952, prévoyait la liquidation de l'Organisation.

| <i>Etat</i> | <i>Signature sous réserve d'approbation</i> | | <i>Signature définitive (*) acceptation</i> | |
|--|---|------|---|--------|
| ARGENTINE | 10 juin | 1947 | | |
| AUSTRALIE | | | 13 mai | 1947 * |
| BELGIQUE | 1er mai | 1947 | 30 mars | 1948 |
| BOLIVIE | 5 juin | 1947 | | |
| BRÉSIL | 1er juillet | 1947 | | |
| CANADA | 16 décembre | 1946 | 7 août | 1947 |
| CHINE | | | 29 avril | 1947 * |
| DANEMARK | | | 20 août | 1948 * |
| ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE . . | 16 décembre | 1946 | 3 juillet | 1947 |
| FRANCE | 17 décembre | 1946 | 3 mars | 1948 |
| GUATEMALA | 16 décembre | 1946 | 28 juillet | 1947 |
| HONDURAS | 18 décembre | 1946 | | |
| ISLANDE | | | 12 mai | 1947 * |
| ITALIE | | | 24 mars | 1949 * |
| LIBÉRIA | 31 décembre | 1946 | | |
| LUXEMBOURG | | | 5 août | 1948 |
| NORVÈGE | 4 février | 1947 | 18 août | 1947 |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | | | 17 mars | 1947 * |
| PANAMA ² | 23 juin | 1947 | | |
| PAYS-BAS | 28 janvier | 1947 | 11 août | 1947 |
| PÉROU | 25 juillet | 1947 | | |
| PHILIPPINES | 18 décembre | 1946 | | |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE . | 17 décembre | 1946 | 22 octobre | 1947 |
| ROYAUME-UNI DE GRANDE- BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD | | | 5 février | 1947 * |
| SUISSE | | | 28 mars | 1949 |
| VENEZUELA | 4 juin | 1948 | 13 septembre | 1948 |

Déclarations et réserves

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Ont accepté en application de l'autorisation donnée par la résolution commune du Congrès des Etats-Unis d'Amérique approuvée le 1^{er} juillet 1947 (*Public Law*

146, 80th Congress) . . . La résolution ci-dessus mentionnée est ainsi conçue : *Etant entendu, toutefois, que la présente autorisation est accordée et que l'approbation du Congrès quant à l'acceptation par les Etats-*

¹ La Constitution a été approuvée par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies dans sa résolution '62 (I) du 15 décembre 1946. On trouvera le texte de cette résolution dans *Documents officiels de l'Assemblée générale, seconde partie de la première session, Résolutions (A/64/Add.1)*, p. 97.

² Par une lettre en date du 2 septembre 1947 adressée au Secrétaire général, le représentant permanent du Panama a déclaré que, lors de la signature de la Constitution, il a omis d'indiquer que sa signature était sous réserve de ratification comme il est spécifié dans les pleins pouvoirs présentés à cet effet, et a demandé que sa signature soit considérée comme étant apposée sous réserve de ratification.

Unis de la qualité de membre de l'Organisation internationale pour les réfugiés est donnée à condition et sous réserve qu'aucun accord ne sera conclu au nom des Etats-Unis et qu'aucune mesure ne sera prise par aucun fonctionnaire, organisme, ou autre personne, et que l'acceptation de la Constitution de l'Organisation par le Gouvernement des Etats-Unis ou en son nom ne constituera pas ou n'autorisera pas une mesure 1) par laquelle une personne quelconque sera admise à entrer ou à s'établir, ou à se rétablir aux Etats-Unis ou dans l'un quelconque de leurs territoires et possessions sans l'approbation préalable du Congrès, et la présente résolution ne devra pas être interprétée comme constituant cette approbation préalable, ou 2) qui aurait pour effet d'abroger, de suspendre, de modifier, de compléter ou de remplacer une loi sur l'immigration ou toute autre loi des Etats-Unis.

FRANCE

“Ladite Constitution est ratifiée sous la réserve que le Gouvernement français se réserve le droit de verser tout ou partie de sa contribution en francs ou en nature.

“En outre, et par application du dixième alinéa du préambule de ladite Constitution disposant que l'Organisation internationale pour les réfugiés n'a pas de caractère permanent, les versements budgétaires prévus pour la France ne pourront être effectués que pendant une période maximale de trois fois douze mois.”

GUATEMALA

A ratifié sous réserve que, conformément au paragraphe 2 de l'article 10 de la Constitution de l'Organisation internationale pour les réfugiés, la République du Guatemala versera en nature la quote-part qui lui revient suivant les besoins et les possibilités du pays.

2. Convention relative au statut des réfugiés

En date, à Genève, du 28 juillet 1951¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 22 avril 1954, conformément à l'article 43.

ENREGISTREMENT : 22 avril 1954, n° 2545.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 189, p. 137.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a) notification de succession (d)</i> | |
|---|----------------------|------|--|---------------|
| ALGÉRIE | | | 21 février | 1963 <i>d</i> |
| ARGENTINE | | | 15 novembre | 1961 <i>a</i> |
| AUSTRALIE | | | 22 janvier | 1954 <i>a</i> |
| AUTRICHE | 28 juillet | 1951 | 1 ^{er} novembre | 1954 |
| BELGIQUE | 28 juillet | 1951 | 22 juillet | 1953 |
| BRÉSIL | 15 juillet | 1952 | 16 novembre | 1960 |
| BURUNDI | | | 19 juillet | 1963 <i>a</i> |
| CAMEROUN | | | 23 octobre | 1961 <i>d</i> |
| CHYPRE | | | 16 mai | 1963 <i>d</i> |
| COLOMBIE | 28 juillet | 1951 | 10 octobre | 1961 |
| CONGO (BRAZZAVILLE) | | | 15 octobre | 1962 <i>d</i> |
| CONGO (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU) | | | 19 juillet | 1965 <i>a</i> |
| CÔTE D'IVOIRE | | | 8 décembre | 1961 <i>d</i> |
| DAHOMEY | | | 4 avril | 1962 <i>d</i> |
| DANEMARK | 28 juillet | 1951 | 4 décembre | 1952 |
| ÉQUATEUR | | | 17 août | 1955 <i>a</i> |
| FINLANDE | | | 10 octobre | 1968 <i>a</i> |
| FRANCE | 11 septembre | 1952 | 23 juin | 1954 |
| GABON | | | 27 avril | 1964 <i>a</i> |
| GAMBIE | | | 7 septembre | 1966 <i>d</i> |
| GHANA | | | 18 mars | 1963 <i>a</i> |
| GRÈCE | 10 avril | 1952 | 5 avril | 1960 |
| GUINÉE | | | 28 décembre | 1965 <i>d</i> |
| IRLANDE | | | 29 novembre | 1956 <i>a</i> |
| ISLANDE | | | 30 novembre | 1955 <i>a</i> |
| ISRAËL | 1 ^{er} août | 1951 | 1 ^{er} octobre | 1954 |
| ITALIE | 23 juillet | 1952 | 15 novembre | 1954 |
| JAMAÏQUE | | | 30 juillet | 1964 <i>d</i> |
| KENYA | | | 16 mai | 1966 <i>a</i> |
| LIBÉRIA | | | 15 octobre | 1964 <i>a</i> |
| LIECHTENSTEIN | 28 juillet | 1951 | 8 mars | 1957 |
| LUXEMBOURG | 28 juillet | 1951 | 23 juillet | 1953 |
| MADAGASCAR | | | 18 décembre | 1967 <i>a</i> |
| MAROC | | | 7 novembre | 1956 <i>d</i> |
| MONACO | | | 18 mai | 1954 <i>a</i> |
| NIGER | | | 25 août | 1961 <i>d</i> |
| NIGÉRIA | | | 23 octobre | 1967 <i>a</i> |
| NORVÈGE | 28 juillet | 1951 | 23 mars | 1953 |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | | | 30 juin | 1960 <i>a</i> |
| PAYS-BAS | 28 juillet | 1951 | 3 mai | 1956 |
| PÉROU | | | 21 décembre | 1964 <i>a</i> |
| PORTUGAL | | | 22 décembre | 1960 <i>a</i> |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | | | 4 septembre | 1962 <i>d</i> |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ² | 19 novembre | 1951 | 1 ^{er} décembre | 1953 |

¹ La Convention a été adoptée par la Conférence de plénipotentiaires des Nations Unies sur le statut des réfugiés et des apatrides, qui s'est tenue à Genève du 2 au 25 juillet 1951. La Conférence a été réunie conformément à la résolution 429 (V), adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 décembre 1950. On trouvera le texte de cette résolution dans *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquième session, Supplément n° 20 (A/1775)*, p. 53. Pour le texte de

l'Acte final, de la résolution et des recommandations adoptés par la Conférence, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 189, p. 137.

² Le 15 décembre 1955, le Secrétaire général a reçu du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne une communication indiquant que la Convention s'appliquait également au Land de Berlin à compter de la date de son entrée en vigueur pour la République fédérale d'Allemagne.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a) notification de succession (d)</i> | |
|--------------------------------------|------------------|------|--|---------------|
| RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE | | | 12 mai | 1964 <i>a</i> |
| ROYAUME-UNI | 28 juillet | 1951 | 11 mars | 1954 |
| SAINT-SIÈGE | 21 mai | 1952 | 15 mars | 1956 |
| SÉNÉGAL | | | 2 mai | 1963 <i>d</i> |
| SUÈDE | 28 juillet | 1951 | 26 octobre | 1954 |
| SUISSE | 28 juillet | 1951 | 21 janvier | 1955 |
| TOGO | | | 27 février | 1962 <i>d</i> |
| TUNISIE | | | 24 octobre | 1957 <i>d</i> |
| TURQUIE | 24 août | 1951 | 30 mars | 1962 |
| YUGOSLAVIE | 28 juillet | 1951 | 15 décembre | 1959 |

Déclarations faites conformément à la section B de l'article premier de la Convention

Etats ayant déclaré qu'au point de vue des obligations qu'ils ont assumées en vertu de la Convention les mots "événements survenus avant le 1^{er} janvier 1951", figurant à la section A de l'article premier, seront compris dans le sens :

a) "Evénements survenus avant le 1^{er} janvier 1951 en Europe" :

| | | |
|---------------------|------------|----------|
| ARGENTINE | EQUATEUR | MONACO |
| BRÉSIL | FRANCE | PÉROU |
| CONGO (BRAZZAVILLE) | ITALIE | PORTUGAL |
| DAHOMÉY | LUXEMBOURG | TURQUIE |
| | MADAGASCAR | |

b) "Evénements survenus avant le 1^{er} janvier 1951 en Europe ou ailleurs" :

| | | |
|----------------------------|---------------------|--|
| ALGÉRIE ³ | GHANA | NOUVELLE-ZÉLANDE |
| AUSTRALIE ⁴ | GRÈCE | PAYS-BAS |
| AUTRICHE | GUINÉE ³ | RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE ⁴ |
| BELGIQUE | IRLANDE | RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE |
| BURUNDI | ISLANDE | D'ALLEMAGNE |
| CAMEROUN ⁴ | ISRAËL | RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE |
| CHYPRE | JAMAÏQUE | ROYAUME-UNI |
| COLOMBIE ⁵ | KENYA | SAINT-SIÈGE ⁴ |
| CONGO (RÉPUBLIQUE | LIBÉRIA | SÉNÉGAL ⁴ |
| DÉMOCRATIQUE DU) | LIECHTENSTEIN | SUÈDE |
| CÔTE D'IVOIRE ⁴ | MAROC ³ | SUISSE |
| DANEMARK | NIGER ⁴ | TOGO ⁴ |
| FINLANDE | NIGÉRIA | TUNISIE ³ |
| GABON | NORVÈGE | YUGOSLAVIE |
| GAMBIE | | |

³ Les Gouvernements de l'Algérie, de la Guinée, du Maroc et de la Tunisie ont, en notifiant au Secrétaire général qu'ils succédaient aux obligations découlant de la Convention, déclaré qu'ils étendaient lesdites obligations par l'adoption de la formule *b* de la section B, 1, de l'article premier de la Convention, à savoir : "événements survenus avant le 1^{er} janvier 1951 en Europe ou ailleurs".

⁴ Les notifications par lesquelles les Etats ci-après ont fait savoir qu'ils étendaient les obligations assumées par eux en adoptant la formule *b* de la section B, 1, de la Convention ont été reçues par le Secrétaire général aux dates indiquées :

| | | |
|-----------------|--------------------------|------|
| Australie | 1 ^{er} décembre | 1967 |
| Cameroun | 29 décembre | 1961 |

| | | |
|---------------------------------|-------------|------|
| Côte d'Ivoire | 20 décembre | 1966 |
| Niger | 7 décembre | 1964 |
| République centrafricaine | 15 octobre | 1962 |
| Saint-Siège | 17 novembre | 1961 |
| Sénégal | 12 octobre | 1964 |
| Togo | 23 octobre | 1962 |

⁵ La déclaration par laquelle, à la signature, le Gouvernement colombien avait adopté la formule *a* figurant à la section B, 1, de l'article premier de la Convention a été remplacée dans l'instrument de ratification de la Colombie par une déclaration spécifiant l'adoption de la formule *b* de ladite section.

Autres déclarations et réserves

AUSTRALIE⁶

Le Gouvernement du Commonwealth d'Australie formule une réserve au sujet des dispositions du paragraphe 1 de l'article 28 de la Convention et n'accepte pas les obligations qui y sont stipulées, mais il est disposé à reconnaître les titres de voyage délivrés en vertu dudit article par d'autres Etats contractants.

AUTRICHE⁷

La ratification est donnée :

a) Sous la réserve que la République d'Autriche ne reconnaît que comme des recommandations et non comme des obligations qui s'imposent juridiquement les stipulations figurant à l'article 17, paragraphes 1 et 2, a, exception faite, toutefois, dans ce dernier paragraphe, des mots "qui en étaient déjà dispensés à la date de l'entrée en vigueur de cette Convention par l'Etat contractant intéressé, ou..."; et

b) Etant entendu que les dispositions du paragraphe 1 de l'article 22 ne seront pas applicables à la création et à la gestion d'écoles privées dispensant l'enseignement obligatoire; que le traitement en matière "d'assistance et de secours publics" dont il est question à l'article 23 ne visera que les prestations d'assistance publique (secours aux indigents) et, finalement, que les "documents ou certificats" dont il est question aux paragraphes 2 et 3 de l'article 25 désigneront uniquement les certificats d'identité prévus dans la Convention relative aux réfugiés en date du 30 juin 1928.

BELGIQUE

"1. Dans tous les cas où la Convention confère aux réfugiés le traitement le plus favorable accordé aux ressortissants d'un pays étranger, cette clause ne sera pas interprétée par le Gouvernement belge comme devant comporter le régime accordé aux nationaux des pays avec lesquels la Belgique a conclu des accords régionaux, de caractère douanier, économique ou politique;

"2. L'article 15 de la Convention ne sera pas d'application en Belgique; les réfugiés résidant régulièrement sur le territoire belge jouiront, en matière de droit d'association, du régime accordé aux étrangers en général."

BRESIL

Le Gouvernement brésilien exclut les articles 15 et 17 de l'application de la Convention.

⁶ Par une communication reçue le 1^{er} décembre 1967, le Gouvernement australien a notifié au Secrétaire général le retrait des réserves aux articles 17, 18, 19, 26 et 32; pour le texte desdites réserves, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 189, p. 202.

⁷ Ces réserves remplacent celles formulées au moment de la signature. Pour le texte desdites réserves, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 189, p. 186.

CHYPRE⁸DANEMARK⁹

"L'obligation, énoncée au paragraphe 1 de l'article 17, d'accorder à tout réfugié résidant régulièrement au Danemark le traitement le plus favorable accordé aux ressortissants d'un pays étranger en ce qui concerne l'exercice d'une activité professionnelle salariée ne doit pas être interprétée comme établissant que tout réfugié a droit aux privilèges qui sont accordés, à cet égard, aux ressortissants de la Finlande, de l'Islande, de la Norvège et de la Suède."

EQUATEUR

En ce qui concerne l'article premier, qui traite de la définition du mot "réfugié", le Gouvernement équatorien déclare que son adhésion à la Convention relative au statut des réfugiés n'implique pas qu'il reconnaisse les conventions que l'Equateur n'a pas expressément signées et ratifiées.

En ce qui concerne l'article 15, l'Equateur déclare en outre qu'il n'accepte les dispositions qui y figurent que dans la mesure où celles-ci ne sont pas incompatibles avec les dispositions constitutionnelles et législatives en vigueur qui interdisent aux étrangers et, par conséquent, aux réfugiés d'appartenir à des organisations politiques.

FINLANDE

1) Une réserve générale impliquant que l'application des dispositions de la Convention qui confèrent aux réfugiés le traitement le plus favorable accordé aux ressortissants d'un pays étranger ne sera pas affectée par le fait que des droits et avantages spéciaux sont déjà accordés ou pourraient être accordés par la Finlande aux ressortissants du Danemark, de l'Islande, de la Norvège et de la Suède ou aux ressortissants d'un de ces pays;

2) Une réserve à l'article 7, paragraphe 2, portant que la Finlande n'est pas disposée à dispenser d'une façon générale les réfugiés remplissant la condition de résidence en Finlande pendant trois ans de la réciprocité législative que le droit finlandais peut avoir établie

⁸ En notifiant sa succession à la Convention, le Gouvernement chypriote a confirmé les réserves que le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord avait faites au moment où il avait étendu l'application de la Convention à son territoire. Pour le texte de ces réserves, voir p. 88.

⁹ Par une communication reçue le 23 août 1962, le Gouvernement danois a informé le Secrétaire général de sa décision de retirer, à compter du 1^{er} octobre 1961, la réserve à l'article 14 de la Convention.

Le Gouvernement danois, dans une communication reçue le 25 mars 1968 par le Secrétaire général, a informé celui-ci de sa décision de retirer, à compter de cette date, les réserves qu'il avait faites lors de la ratification aux paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 24 et de retirer partiellement à compter de la même date la réserve, dont le texte est reproduit ci-dessus, touchant l'article 17 qu'il avait faite lors de la ratification et qui a pris effet à compter du 25 mars 1968. Pour le texte des réserves formulées initialement par le Gouvernement danois lors de la ratification, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 189, p. 198.

comme condition pour qu'un étranger soit admis à bénéficier du même droit ou avantage ;

3) Une réserve à l'article 8, portant que cet article ne liera pas la Finlande ;

4) Une réserve à l'article 12, paragraphe 1, portant que la Convention n'apportera pas de modification au droit international privé finlandais actuellement en vigueur en tant que ce droit établit que le statut personnel d'un réfugié est régi par sa loi nationale ;

5) Une réserve à l'article 24, paragraphe 1, b, et paragraphe 3, portant que ces dispositions ne lieront pas la Finlande ;

6) Une réserve à l'article 25, portant que la Finlande ne juge pas qu'elle soit tenue de faire délivrer par une autorité finlandaise, à la place d'une autorité étrangère, des certificats pour la délivrance desquels il n'y a pas en Finlande une documentation suffisante ;

7) Une réserve concernant les dispositions contenues au paragraphe 1 de l'article 28. La Finlande n'accepte pas les obligations qui y sont énoncées, mais elle est disposée à reconnaître les documents de voyage délivrés par d'autres Etats contractants en vertu dudit article.

FRANCE

"En procédant au dépôt de son instrument de ratification, le Gouvernement de la République française, se prévalant des dispositions de l'article 42 de la Convention, fait la déclaration suivante :

"a) Il considère que le paragraphe 2 de l'article 29 ne fait pas obstacle à l'application sur le territoire français des dispositions de la Loi du 7 mai 1934 autorisant la perception du droit Nansen au profit des œuvres d'assistance, d'établissement et de secours aux réfugiés ;

"b) L'article 17 ne saurait faire obstacle à l'application des lois et règlements qui fixent la proportion de salariés étrangers que les employeurs sont autorisés à occuper en France et aux obligations imposées à ceux-ci lors de l'engagement de la main-d'œuvre étrangère."

GAMBIE¹⁰

GRECE

1) Le Gouvernement royal hellénique se réserve de déroger, dans les cas ou circonstances qui, à son avis, justifieraient l'application d'une procédure exceptionnelle dans l'intérêt de la sécurité nationale ou de l'ordre public, aux obligations qui découlent des dispositions des articles 8, 26, 28, 31 et 32.

2) Selon le Gouvernement royal hellénique, les dispositions de l'article 11, du paragraphe 3 de l'article 24 et de l'article 34 constituent des recommandations et non des obligations juridiques.

3) Il est entendu que les dispositions de l'article 13 ne seront pas considérées comme se rapportant à des droits ou réclamations relatifs à des biens mobiliers ou

¹⁰ Lors de sa notification de sa succession à la Convention, le Gouvernement gambien a confirmé les réserves formulées au moment où celle-ci a été étendue à son territoire par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ; pour le texte de ces réserves, voir p. 88.

immobiliers qui appartenaient aux intéressés avant leur entrée en Grèce en tant que réfugiés.

4) En ce qui concerne les professions salariées qui font l'objet de l'article 17, le Gouvernement royal hellénique n'accordera pas aux réfugiés des droits moindres que ceux qui sont accordés d'une façon générale aux ressortissants des pays étrangers.

5) L'assistance publique accordée en vertu de l'article 23 sera réputée être celle accordée en vertu des lois et règlements généraux du pays. Les mesures exceptionnelles que le Gouvernement royal hellénique a prises ou jugera nécessaire de prendre, par suite de circonstances spéciales, en faveur d'un groupe particulier de nationaux grecs, ne seront pas automatiquement applicables aux personnes visées par la présente Convention.

6) Le Gouvernement royal hellénique n'accepte pas et ne considère pas comme valide, en ce qui concerne la Grèce, le deuxième paragraphe de la réserve formulée par le Gouvernement turc lors de la signature de la présente Convention.

Les réserves qui précèdent ont été publiées, en même temps que le texte de la Convention susmentionnée, au Journal Officiel du Royaume de Grèce, le 26 septembre 1959 (A No 201).

IRLANDE¹¹

2. Le Gouvernement irlandais considère que, dans le texte anglais de la Convention, les mots "*public order*", figurant au paragraphe 1 de l'article 32, et les mots "*in accordance with due process of law*", figurant au paragraphe 2 de l'article 32, signifient, respectivement, "*public policy*" et "*in accordance with a procedure provided by law*".

3. En ce qui concerne l'article 17, le Gouvernement irlandais ne s'engage pas à accorder aux réfugiés, en ce qui concerne l'exercice d'une activité professionnelle salariée, des droits plus favorables que ceux dont jouissent les étrangers en général.

4. Le Gouvernement irlandais ne s'engage à donner effet aux dispositions de l'article 25 que dans la mesure où il lui est possible et permis de le faire en vertu de la législation irlandaise.

5. Pour ce qui est du paragraphe 1 de l'article 29, le Gouvernement irlandais ne s'engage pas à accorder aux réfugiés un traitement plus favorable que celui dont jouissent les étrangers en général en ce qui concerne :

c) L'impôt sur le revenu (y compris la surtaxe).

ISRAEL

2. Les articles 8 et 12 ne s'appliqueront pas à Israël.

¹¹ Par une communication reçue le 23 octobre 1968, le Gouvernement irlandais a notifié au Secrétaire général le retrait de deux de ses réserves relatives au paragraphe 1 de l'article 29, à savoir celles figurant aux alinéas a et b du paragraphe 5 des déclarations et réserves du Gouvernement irlandais contenues dans l'instrument d'adhésion à la Convention. Pour le texte des réserves retirées, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 254, p. 413.

3. L'article 28 s'appliquera à Israël sous réserve des restrictions qui découlent de l'article 6 de la loi de 5712-1952 relative aux passeports, aux termes duquel le Ministre a la faculté :

a) De refuser de délivrer un passeport ou un laissez-passer ou d'en proroger la validité ;

b) De ne délivrer un passeport ou un laissez-passer ou de n'en proroger la validité qu'à certaines conditions ;

c) D'annuler un passeport ou un laissez-passer déjà délivré, ou d'en abrégé la validité, et d'en ordonner la restitution ;

d) De limiter, soit avant, soit après la délivrance d'un passeport ou d'un laissez-passer, le nombre de pays pour lesquels ils sont valables.

4. Le Ministre des finances aura un pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne l'octroi des autorisations visées à l'article 30.

ITALIE¹²

"En signant cette Convention, le Gouvernement de la République italienne déclare que les stipulations figurant aux articles 17 et 18 ne sont reconnues par lui que comme des recommandations.

JAMAÏQUE

Le Gouvernement jamaïquin a notifié au Secrétaire général qu'il confirme et maintient les réserves ci-après qui ont été formulées au moment où le Royaume-Uni a étendu à la Jamaïque l'application de la Convention :

i) Le Royaume-Uni considère que les dispositions des articles 8 et 9 n'empêchent pas ledit territoire, en temps de guerre ou dans d'autres circonstances graves et exceptionnelles, de prendre, dans l'intérêt de la sécurité nationale, des mesures à l'égard d'un réfugié en raison de sa nationalité. Les dispositions de l'article 8 n'empêcheront pas le Gouvernement du Royaume-Uni d'exercer tous droits sur des biens ou des intérêts qu'il a acquis ou viendrait à acquérir en tant que Puissance alliée ou associée aux termes d'un traité de paix ou d'un autre accord ou arrangement relatif au rétablissement de la paix, qui a été ou qui pourrait être conclu en conséquence de la seconde guerre mondiale. En outre, les dispositions de l'article 8 ne modifieront pas le traitement à appliquer à des biens ou intérêts quels qu'ils soient qui, à la date de l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard du territoire susmentionné, sont sous le contrôle du Gouvernement du Royaume-Uni en raison de l'état de guerre qui existe ou qui a existé entre eux et tout autre Etat.

¹² Par une communication reçue le 20 octobre 1964, le Gouvernement italien a notifié au Secrétaire général qu'il retire les réserves faites au moment de la signature et confirmées au moment de la ratification de la Convention, concernant les articles 6, 7, 8, 19, 22, 23, 25 et 34 de la Convention [voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 189, p. 192], les réserves susmentionnées étant incompatibles avec les dispositions internes adoptées par le Gouvernement italien depuis la ratification de la Convention. Le Gouvernement italien a également fait savoir qu'il avait adopté, en décembre 1963, des dispositions donnant effet au paragraphe 2 de l'article 17 de la Convention.

En outre, le Gouvernement italien a confirmé qu'il maintient la déclaration qu'il a faite conformément à la section B, 1, de l'article premier, et qu'il considère que les dispositions des articles 17 et 18 n'ont qu'une valeur de recommandation.

ii) Le Gouvernement du Royaume-Uni accepte que les dispositions du paragraphe 2 de l'article 17 s'appliquent au territoire susmentionné à condition que, dans l'alinéa a, les mots "trois ans" soient remplacés par les mots "quatre ans" et que l'alinéa c soit supprimé.

iii) Le Gouvernement du Royaume-Uni ne peut s'engager à assurer l'application au territoire susmentionné des dispositions de l'alinéa b du paragraphe 1 de l'article 24 et du paragraphe 2 dudit article que dans la mesure où la loi le permet.

iv) Le Gouvernement du Royaume-Uni ne peut pas prendre l'engagement d'assurer l'application dans le territoire susmentionné des dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 25 ; il ne peut s'engager à y assurer l'application des dispositions du paragraphe 3 dudit article que dans la mesure où la loi le permet.

LIECHTENSTEIN

Ad *article 17* : En ce qui concerne l'exercice d'une activité lucrative, les réfugiés sont assimilés, en droit, aux étrangers en général, étant cependant stipulé que les autorités compétentes s'efforceront, dans toute la mesure du possible, de leur appliquer les dispositions prévues par cet article.

Ad *article 24, 1^{er} alinéa, lettres a et b, et 3^{ème} alinéa* : Sont applicables aux réfugiés les prescriptions régissant les étrangers en général en matière de formation professionnelle et d'apprentissage, d'assurance-chômage et d'assurance-vieillesse et survivants. Pour l'assurance-vieillesse et survivants, les réfugiés résidant au Liechtenstein (y compris leurs survivants si ces derniers sont considérés comme réfugiés) ont cependant déjà droit aux rentes ordinaires de vieillesse ou de survivants après avoir payé des cotisations pendant au total une année entière au moins, à condition qu'ils aient habité au Liechtenstein pendant dix années — dont cinq années immédiatement et de façon ininterrompue avant la réalisation de l'événement assuré. En outre, la réduction des rentes à raison d'un tiers prescrite, pour les étrangers et les apatrides, à l'article 74 de la loi sur l'assurance-vieillesse et survivants n'est pas applicable aux réfugiés. Les réfugiés habitant au Liechtenstein qui, après la réalisation de l'événement assuré, n'ont pas droit à une rente de vieillesse ou de survivants obtiennent, outre le remboursement de leurs cotisations, la restitution des cotisations d'employeurs éventuelles.

LUXEMBOURG

Sous la réserve suivante : dans tous les cas où la Convention confère aux réfugiés le traitement le plus favorable accordé aux ressortissants d'un pays étranger, cette clause ne sera pas interprétée comme devant comporter le régime accordé aux nationaux des pays avec lesquels le Grand-Duché du Luxembourg a conclu des accords régionaux, douaniers, économiques ou politiques.

MADAGASCAR

"Les dispositions du premier paragraphe de l'article 7 ne seront pas interprétées comme devant comporter le régime accordé aux nationaux des pays avec lesquels la République malgache a conclu des conventions d'établissement ou des accords de coopération.

“Les dispositions des articles 8 et 9 ne sauraient être interprétées comme interdisant au Gouvernement malgache de prendre, en temps de guerre, ou dans d'autres circonstances graves et exceptionnelles, dans l'intérêt de la sécurité nationale, des mesures à l'égard d'un réfugié en raison de sa nationalité.

“Les dispositions de l'article 17 ne sauraient être interprétées comme faisant obstacle à l'application des lois et règlements qui fixent la proportion de salariés étrangers que les employeurs sont autorisés à occuper à Madagascar, et aux obligations imposées à ceux-ci lors de l'engagement de la main-d'œuvre étrangère.”

MONACO

“Sous réserve que les stipulations figurant aux articles 7 (paragraphe 2), 15, 22 (paragraphe 1), 23 et 24 soient provisoirement considérées comme des recommandations et non comme des obligations juridiques.”

NORVEGE¹³

L'obligation, stipulée au paragraphe 1 de l'article 17, d'accorder à tout réfugié résidant régulièrement sur le territoire des parties contractantes le traitement le plus favorable accordé, dans les mêmes circonstances, aux ressortissants d'un pays étranger, en ce qui concerne l'exercice d'une activité professionnelle salariée, ne sera pas interprétée comme étendant aux réfugiés le bénéfice des accords que la Norvège pourrait conclure avec le Danemark, la Finlande, l'Islande et la Suède, ou l'un quelconque de ces pays, en vue d'établir des conditions spéciales pour les échanges de main-d'œuvre entre les pays en question.

NOUVELLE-ZELANDE

... Le Gouvernement néo-zélandais ne peut s'engager à donner effet aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 24 de la Convention que dans la mesure où la législation néo-zélandaise le permet.

PAYS-BAS

“Cette signature est faite sous la réserve que dans tous les cas où cette Convention confère aux réfugiés le traitement le plus favorable accordé aux ressortissants d'un pays étranger, cette clause ne sera pas interprétée comme comportant le régime accordé aux nationaux des pays avec lesquels les Pays-Bas ont conclu des accords régionaux, douaniers, économiques ou politiques.”

“1) Le Gouvernement néerlandais, en ce qui concerne l'article 26 de la présente Convention, se réserve la faculté de désigner à certains réfugiés ou groupes de réfugiés un lieu de résidence principale pour des raisons d'ordre public ;

“2) Le Gouvernement néerlandais, dans les notifications concernant les territoires d'outre-mer ainsi

¹³ Par une communication qui a été reçue par le Secrétaire général le 21 janvier 1954, le Gouvernement norvégien a notifié qu'il retirait, avec effet immédiat, la réserve qu'il avait faite à l'article 24 de la Convention, la législation mentionnée dans ladite réserve ayant été modifiée pour accorder aux réfugiés séjournant régulièrement dans le pays le même traitement que celui qui est accordé aux ressortissants norvégiens. On trouvera le texte de cette réserve dans Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 189, p. 199.

qu'il est mentionné à l'article 40, paragraphe 2, de la présente Convention, se réserve la faculté de faire relativement à ces territoires une déclaration telle qu'elle est comprise à l'article premier, section B, et de formuler des réserves conformément à l'article 42 de la Convention.”

Déclaration interprétative : “En déposant l'instrument de ratification des Pays-Bas de la Convention relative au statut des réfugiés, je déclare, au nom du Gouvernement néerlandais, que celui-ci ne considère pas les Amboinais qui ont été transportés aux Pays-Bas après le 27 décembre 1940, date du transfert de souveraineté effectué par le Royaume des Pays-Bas à la République des Etats-Unis d'Indonésie, comme pouvant répondre à la qualification de réfugiés, telle qu'elle est envisagée aux termes de l'article premier de ladite Convention.”

PORTUGAL

Conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 42 de la Convention, le Portugal adhère à la Convention en formulant les réserves suivantes :

1) Etant donné le caractère spécial des relations entre le Portugal et le Brésil, le traitement accordé aux ressortissants brésiliens n'entrera en aucun cas en ligne de compte aux fins de l'interprétation d'aucune clause stipulant l'octroi aux réfugiés du traitement le plus favorable accordé aux ressortissants de pays étrangers ;

2) Le Gouvernement portugais garantit des principes constitutionnels applicables aux mêmes questions que celles dont traitent les clauses de la Convention relatives à la dispense de réciprocité.

Lesdites déclaration et réserves sont incorporées dans la Loi portugaise 43.201 du 1^{er} octobre 1960, qui porte adhésion à la présente Convention.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

i) Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord considère que les articles 8 et 9 ne l'empêcheraient pas de prendre, en temps de guerre ou dans d'autres circonstances graves et exceptionnelles, dans l'intérêt de la sécurité nationale, des mesures à l'égard d'un réfugié, en raison de sa nationalité. Les dispositions de l'article 8 ne pourront empêcher le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord d'exercer ses droits sur les biens ou les intérêts qu'il a pu acquérir ou qu'il pourra avoir acquis en tant que Puissance alliée ou associée, en vertu d'un traité de paix ou de tout autre accord ou arrangement pour le rétablissement de la paix, qui a été ou pourra être conclu à la suite de la deuxième guerre mondiale. En outre, les dispositions de l'article 8 n'auront pas d'effet sur le régime applicable aux biens ou intérêts qui, à la date de l'entrée en vigueur de la Convention dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, seront placés sous le contrôle du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord par suite d'un état de guerre existant ou ayant existé entre ledit Gouvernement et un autre Etat.

ii) Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord accepte le paragraphe 2 de l'article 17 sous réserve que les mots "quatre ans" soient substitués aux mots "trois ans", à l'alinéa *a*, et que l'alinéa *c* soit supprimé.

iii) En ce qui concerne celles des questions mentionnées à l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 24 qui relèvent de la compétence du Service national de la santé, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ne peut s'engager à appliquer les dispositions dudit paragraphe que dans les limites autorisées par la loi; il ne peut s'engager à appliquer les dispositions du paragraphe 2 du même article que dans les limites autorisées par la loi.

iv) Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord n'est pas en mesure de s'engager à remplir les obligations mentionnées aux paragraphes 1 et 2 de l'article 25 et il ne peut s'engager à appliquer les dispositions du paragraphe 3 que dans les limites autorisées par la loi.

Commentaires

En ce qui concerne l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 24 relatif à certaines questions qui relèvent de la compétence du Service national de la santé, la Loi de 1949 (amendement) sur le Service national de la santé contient des dispositions qui permettent d'exiger le paiement des soins reçus au titre dudit service par des personnes qui ne résident pas ordinairement en Grande-Bretagne (catégorie dans laquelle entrent les réfugiés). Il n'a pas été fait usage, jusqu'à présent, de cette faculté, mais il est possible qu'on soit amené à appliquer ces dispositions dans l'avenir. En Irlande du Nord, les services sanitaires sont réservés aux personnes qui résident ordinairement dans le pays, sauf règlement étendant le bénéfice de ces services à d'autres personnes. Telles sont les raisons pour lesquelles le Gouvernement du Royaume-Uni, tout disposé qu'il est à considérer avec la plus entière bienveillance, comme il l'a fait dans le passé, la situation des réfugiés, se voit dans l'obligation de formuler des réserves à l'égard de l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 24 de la Convention.

Le système des assurances sur les accidents du travail en vigueur en Grande-Bretagne ne remplit pas les conditions énoncées au paragraphe 2 de l'article 24 de la Convention. Lorsqu'un assuré meurt à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie causée par la nature de son travail, ses ayants droit résidant à l'étranger ne peuvent, en règle générale, bénéficier des prestations, à moins qu'ils ne résident dans un territoire du Commonwealth britannique, dans la République d'Irlande ou dans un pays avec lequel le Royaume-Uni a conclu un accord réciproque concernant le paiement de prestations au titre des accidents du travail. Cette règle comporte une exception en faveur des ayants droit de certains marins venant à décéder par suite d'accidents du travail survenus pendant qu'ils servent sur un navire britannique. A cet égard, les réfugiés ont droit au même traitement que les citoyens du Royaume-Uni ou des colonies et, en vertu des paragraphes 3 et 4 de l'article 24 de la Convention, les ayants droit des réfugiés pourront se prévaloir des accords réciproques qui prévoient le paiement dans d'autres pays des presta-

tions au titre des accidents du travail qui sont accordées dans le Royaume-Uni. En vertu des paragraphes 3 et 4 de l'article 24, les réfugiés bénéficieront, au titre du régime des assurances nationales et des assurances sur les accidents du travail, de certains droits dont ne jouissent pas les sujets britanniques qui ne sont pas citoyens du Royaume-Uni ou des colonies.

Il n'existe pas, dans le Royaume-Uni, de dispositions relatives à l'aide administrative prévue à l'article 25, et il n'a pas été jugé nécessaire de prendre des dispositions de ce genre en faveur de réfugiés. Au cas où des documents ou certificats mentionnés au paragraphe 2 dudit article seraient nécessaires, des attestations sous serment en tiendront lieu.

SAINT-SIEGE

"Le Saint-Siège, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 42 de la Convention, formule la réserve que l'application de celle-ci soit compatible en pratique avec la nature particulière de l'Etat de la Cité du Vatican et qu'elle soit sans préjudice des normes qui en règlent l'accès et le séjour."

SUEDE¹⁴

Réserves : "D'une part, une réserve générale impliquant que l'application des dispositions de la Convention qui confèrent aux réfugiés le traitement le plus favorable accordé aux ressortissants d'un pays étranger ne sera pas affectée par le fait que des droits et avantages spéciaux sont déjà accordés ou pourraient être accordés par la Suède aux ressortissants du Danemark, de la Finlande, de l'Islande et de la Norvège ou aux ressortissants d'un de ces pays, et, d'autre part, les réserves suivantes : à l'article 7, paragraphe 2, portant que la Suède n'est pas disposée à dispenser d'une façon générale les réfugiés remplissant la condition de résidence en Suède pendant trois ans de la réciprocité législative que le droit suédois peut avoir établie comme condition pour qu'un étranger soit admis à bénéficier de quelque droit ou avantage; à l'article 8, portant que cet article ne liera pas la Suède; à l'article 12, paragraphe 1, portant que la Convention n'apportera pas de modification au droit international privé suédois actuellement en vigueur en tant que ce droit établit que le statut personnel d'un réfugié est régi par sa loi nationale; à l'article 17, paragraphe 2, portant que la Suède ne se considère pas tenue de dispenser automatiquement de l'obligation d'obtenir un permis de travail le réfugié qui remplit l'une ou l'autre des conditions qui y sont indiquées aux lettres *a* à *c*; à l'article 24, paragraphe 1, *b*, portant que, par dérogation à la règle du traitement national des réfugiés, la Suède

¹⁴ Par une communication reçue le 20 avril 1961, le Gouvernement suédois a notifié qu'il retirait, à compter du 1^{er} juillet 1961, sa réserve concernant l'article 14 de la Convention.

Par une communication reçue le 25 novembre 1966, le Gouvernement suédois a notifié au Secrétaire général qu'il avait décidé, conformément au paragraphe 2 de l'article 38 de la Convention, de retirer certaines de ses réserves au paragraphe 1, *b* de l'article 24 et sa réserve au paragraphe 2 de l'article 24.

Pour le texte de la réserve à l'article 14 et de la réserve au paragraphe 1, *b*, de l'article 24 initialement formulées par le Gouvernement suédois dans son instrument de ratification, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 200, p. 336.

ne sera pas tenue d'accorder à ceux-ci le même traitement qu'aux nationaux en ce qui concerne les possibilités de bénéficier d'une pension nationale conformément aux dispositions de la Loi sur l'Assurance publique; portant aussi que, s'agissant du droit à une pension complémentaire conformément à ladite Loi et du calcul de cette pension à certains égards, les règles applicables aux ressortissants suédois seront plus favorables que celles appliquées aux autres assurés; à l'article 24, paragraphe 3, portant que les dispositions y insérées ne lieront pas la Suède; et enfin à l'article 25, portant que la Suède ne juge pas qu'elle soit tenue de faire délivrer par une autorité suédoise, à la place d'une autorité étrangère, des certificats pour la délivrance desquels il n'y a pas en Suède une documentation suffisante."

SUISSE¹⁵

Réserves (ad article 17): "En ce qui concerne l'exercice d'une activité lucrative, les réfugiés sont assimilés, en droit, aux étrangers en général, étant cependant stipulé que les autorités compétentes s'efforceront, dans toute la mesure du possible, de leur appliquer les dispositions prévues par cet article."

Ad article 24, 1^{er} alinéa, lettres a et b, et 3^{ème} alinéa: "Sont applicables aux réfugiés les prescriptions régissant les étrangers en général en matière de formation professionnelle et d'apprentissage, d'assurance-vieillesse et survivants. Pour l'assurance-vieillesse et survivants, les réfugiés résidant en Suisse (y compris leurs survivants si ces derniers sont considérés comme réfugiés) ont cependant déjà droit aux rentes ordinaires de vieillesse ou de survivants après avoir payé des cotisations pendant au total une année entière au moins, à condition qu'ils aient habité en Suisse pendant dix années — dont cinq années immédiatement et de façon ininterrompue avant la réalisation de l'événement assuré. En outre, la réduction des rentes à raison d'un tiers prescrite, pour les étrangers et les apatrides, à l'article 40 de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants n'est pas applicable aux réfugiés. Les réfugiés habitant en Suisse qui, après la réalisation de l'événement assuré, n'ont pas droit à une rente de vieillesse ou de survivants obtiennent, outre le remboursement de leurs cotisations conformément à l'ordonnance du Conseil fédéral du 14 mars 1952, la restitution des cotisations d'employeurs éventuelles."

TURQUIE

"En signant cette Convention, le Gouvernement de la République turque déclare qu'au point de vue des

¹⁵ Par une communication reçue le 18 février 1963, le Gouvernement suisse a donné avis du retrait, "pour autant qu'elle concerne l'assurance-vieillesse et survivants, de la réserve formulée, lors de la ratification, à l'égard de l'article 24, paragraphe 1, lettres a et b, et paragraphe 3 de ladite Convention".

obligations assumées par lui en vertu de la Convention, l'expression "événements survenus avant le 1^{er} janvier 1951" figurant à l'article premier, section A, sera comprise comme se référant aux événements survenus avant le 1^{er} janvier 1951 en Europe. Il n'entend donc assumer aucune obligation en relation avec les événements survenus en dehors de l'Europe.

"Le Gouvernement turc considère, d'autre part, que l'expression "événements survenus avant le 1^{er} janvier 1951" se rapporte au commencement des événements. Par conséquent, comme la pression exercée sur la minorité turque de Bulgarie, qui commença avant le 1^{er} janvier 1951, continue toujours, les réfugiés de Bulgarie d'origine turque, obligés de quitter ce pays par suite de cette pression, qui, ne pouvant passer en Turquie, se réfugièrent sur le territoire d'une autre partie contractante après le 1^{er} janvier 1951, doivent également bénéficier des dispositions de cette Convention.

"Le Gouvernement turc formulera, au moment de la ratification, les réserves qu'il pourrait faire conformément à l'article 42 de la Convention."

Réserve et déclaration faites au moment de la ratification:

"Aucune disposition de la présente Convention ne peut être interprétée de façon à accorder aux réfugiés plus de droits que ceux reconnus aux citoyens turcs en Turquie;

"A) Le Gouvernement de la République turque ne fait pas partie aux arrangements du 12 mai 1926 et du 30 juin 1928 mentionnés au paragraphe A de l'article 1^{er} de la présente convention. D'autre part, les 150 personnes visées par l'arrangement du 30 juin 1928 ayant été amnistiées selon la loi n° 3527, les dispositions prévues dans le présent arrangement ne sont plus valides en ce qui concerne la Turquie. Par conséquent, le Gouvernement de la République turque considère la convention du 28 juillet 1951 indépendamment des arrangements ci-haut mentionnés.

"B) Le Gouvernement de la République, aux fins des obligations découlant de la présente convention, entend par les mots "événements survenus avant le 1^{er} janvier 1951" mentionnés au paragraphe B de l'article 1^{er} "événements survenus avant le 1^{er} janvier 1951 en Europe".

"C) De même, le Gouvernement de la République entend que l'action de réclamation et de recouvrement telle qu'elle est mentionnée dans le paragraphe C de l'article 1^{er} de la Convention — soit, "Si elle s'est volontairement réclamée à nouveau de la protection du pays dont elle a la nationalité; ou si, ayant perdu sa nationalité, elle l'a volontairement recouvrée" — ne dépend pas seulement de la demande de l'intéressé mais aussi du consentement de l'Etat en question."

Application territoriale

| <i>Notification de:</i> | <i>Date de réception de la ratification</i> | <i>Extension à:</i> |
|-------------------------|---|--|
| AUSTRALIE | 22 janvier 1954 | Ile de Norfolk, Papua, Nouvelle-Guinée et Nauru. |
| DANEMARK | 4 décembre 1952 | Groënland, avec réserves. |

| | | | |
|-------------------|-------------|------|--|
| FRANCE | 23 juin | 1954 | Tous les territoires que la France représente sur le plan international. |
| ROYAUME-UNI | 11 mars | 1954 | Iles Anglo-Normandes et île de Man, avec réserves et déclaration. |
| | 25 octobre | 1956 | Les territoires suivants, avec réserves : Chypre, Dominique, îles Falkland, îles Fidji, Gambie, îles Gilbert et Ellice, Grenade, Jamaïque, Kenya, île Maurice, Sainte-Hélène, Saint-Vincent, protectorat des îles Salomon britanniques, Seychelles, protectorat de la Somalie britannique, Zanzibar. |
| | 19 juin | 1957 | Honduras britannique, avec réserves. |
| | 11 juillet | 1960 | Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland ^{16,17} , avec réserves. |
| | 11 novembre | 1960 | Bassoutoland, protectorat du Betchouanaland et Souaziland, avec réserves. |
| | 4 septembre | 1968 | Sainte-Lucie, Montserrat. |

Déclarations et réserves faites lors de notifications concernant l'application territoriale

GROENLAND

Sous bénéfice des réserves faites lors de la ratification par le Gouvernement du Danemark (voir p. 81).

ILES ANGLO-NORMANDES ET ÎLE DE MAN

i) Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord considère que les articles 8 et 9 ne l'empêcheraient pas, en temps de guerre ou dans d'autres circonstances graves et exceptionnelles, de prendre, à l'île de Man et dans les îles Anglo-Normandes, dans l'intérêt de la sécurité nationale, des mesures à l'égard d'un réfugié, en raison de sa nationalité. Les dispositions de l'article 8 ne pourront empêcher le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord d'exercer ses droits sur les biens ou les intérêts qu'il a pu acquérir ou qu'il pourra avoir acquis en tant que Puissance alliée ou associée, en vertu d'un traité de paix ou de tout autre accord ou arrangement pour le rétablissement de la paix, qui a été ou pourra être conclu à la suite

¹⁶ La Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland a été dissoute à partir du 1^{er} janvier 1964. Le Secrétariat ayant demandé au Gouvernement du Royaume-Uni quels étaient les effets juridiques de cette dissolution, en ce qui concerne l'application dans les territoires qui constituaient la Fédération, à savoir la Rhodésie du Nord, le Nyassaland et la Rhodésie du Sud, de certains traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général et dont l'application avait été étendue par le Gouvernement du Royaume-Uni et d'Irlande du Nord à la Fédération ou aux différents territoires intéressés avant la formation de ladite Fédération, et de la Convention internationale pour faciliter l'importation des échantillons commerciaux et du matériel publicitaire faite à Genève le 7 novembre 1952, à laquelle la Fédération avait adhéré en sa qualité de partie contractante à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (voir p. 207), le Gouvernement du Royaume-Uni, dans une communication reçue le 16 avril 1964, a fourni les précisions suivantes :

Le Gouvernement de Sa Majesté estime qu'en règle générale les traités multilatéraux applicables à la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland ont continué à s'appliquer aux territoires constitutifs de l'ancienne Fédération lorsque celle-ci a été dissoute. Les traités multilatéraux en vertu desquels la Fédération faisait partie d'organisations internationales rentrent dans une catégorie spéciale; il faut, pour savoir s'ils continuent de s'appliquer aux territoires constitutifs de

de la deuxième guerre mondiale. En outre, les dispositions de l'article 8 n'auront pas d'effet sur le régime applicable aux biens ou intérêts qui, à la date de l'entrée en vigueur de la Convention dans l'île de Man et les

l'ancienne Fédération, se reporter dans chaque cas aux termes du traité considéré. Le Gouvernement de Sa Majesté considère que toutes les conventions mentionnées dans la lettre du Secrétariat datée du 26 février s'appliquent dans les territoires constitutifs de l'ancienne Fédération depuis la dissolution de ladite Fédération, mais que dans le cas de la Convention internationale pour faciliter l'importation des échantillons commerciaux et du matériel publicitaire, à laquelle la Fédération a adhéré, il n'en va pas de même, étant donné que l'article XIII de la Convention permet au Gouvernement de Sa Majesté d'étendre les dispositions de ladite Convention, s'il l'estime souhaitable, aux trois territoires constitutifs de l'ancienne Fédération.

En ce qui concerne la dernière question formulée par le Secrétariat, je répondrai que les extensions antérieures à la constitution de la Fédération demeurent, bien entendu, valables dans le cas des territoires constitutifs de la Fédération.

La Rhodésie du Nord et le Nyassaland sont depuis devenus des Etats indépendants sous les noms respectifs de "Zambie" et de "Malawi".

¹⁷ Dans une lettre adressée le 22 mars 1968 au Secrétaire général, le Président de la République du Malawi, se référant à la Convention relative au statut des réfugiés, en date, à Genève, du 28 juillet 1951, a fait la déclaration suivante :

Dans la lettre que je vous ai adressée le 24 novembre 1964 au sujet du sort des obligations contractuelles transmises au Malawi, mon Gouvernement déclarait que, s'agissant des traités multilatéraux qui avaient été appliqués ou étendus à l'ancien Protectorat du Nyassaland, toute partie à l'un quelconque de ces traités pourrait, sur une base de réciprocité, en invoquer les dispositions à l'égard du Malawi jusqu'à ce que le Malawi ait informé le dépositaire intéressé des mesures qu'il souhaitait prendre à l'égard dudit traité, c'est-à-dire, confirmer qu'il le dénonçait, confirmer qu'il se considérait comme successeur ou y adhérer.

Je tiens à vous informer, en qualité de dépositaire de la Convention susmentionnée, que le Gouvernement malawien souhaite maintenant mettre fin à tous droits et obligations auxquels il a pu succéder en ce qui concerne cette Convention. Il considère que tous les liens juridiques qui, en vertu de la Convention susmentionnée relative au statut des réfugiés, conclue à Genève en 1951, pouvaient lui avoir été transmis par voie de succession en raison de la ratification du Royaume-Uni prennent fin à compter de la date de la présente notification.

îles Anglo-Normandes, seront placés sous le contrôle du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord par suite d'un état de guerre existant ou ayant existé entre ledit Gouvernement et un autre Etat.

ii) Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord accepte que les dispositions du paragraphe 2 de l'article 17 soient appliquées à l'île de Man et aux îles Anglo-Normandes, sous réserve que les mots "quatre ans" soient substitués aux mots "trois ans", à l'alinéa *a*, et que l'alinéa *c* soit supprimé.

iii) Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ne peut s'engager à appliquer, dans les îles Anglo-Normandes, les dispositions de l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 24 et celles du paragraphe 2 dudit article, que dans les limites autorisées par la loi; de même les dispositions dudit alinéa relatives aux questions qui relèvent de la compétence du Service de santé de l'île de Man et les dispositions du paragraphe 2 du même article ne pourront être appliquées, à l'île de Man, que dans les limites autorisées par la loi.

iv) Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord n'est pas en mesure de s'engager à ce que les dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 25 soient appliquées à l'île de Man et dans les îles Anglo-Normandes et il ne peut s'engager à ce que les dispositions du paragraphe 3 soient appliquées à l'île de Man et dans les îles Anglo-Normandes que dans les limites autorisées par la loi.

Les considérations sur lesquelles reposent certaines de ces réserves sont analogues à celles qui sont exposées dans le mémorandum relatif aux réserves correspondantes formulées pour le Royaume-Uni, qui se trouvait joint à la note dont j'ai fait mention.

CHYPRE¹⁸, LA DOMINIQUE, ÎLES FALKLAND, ÎLES FIDJI, GAMBIE¹⁹, ÎLES GILBERT ET F. CE, LA GRENADE, JAMAÏQUE²⁰, KENYA²¹, ÎLE MAURICE, SAINT-VINCENT, PROTECTORAT DES ÎLES SALOMON BRITANNIQUES, SEYCHELLES ET PROTECTORAT DE SOMALIE

i) Le Royaume-Uni considère que les dispositions des articles 8 et 9 n'empêchent pas lesdits territoires, en temps de guerre ou dans d'autres circonstances graves et exceptionnelles, de prendre, dans l'intérêt de la sécurité nationale, des mesures à l'égard d'un réfugié en raison de sa nationalité. Les dispositions de l'article 8 n'empêcheront pas le Gouvernement du Royaume-Uni d'exercer tous droits sur des biens ou des intérêts qu'il a acquis ou viendrait à acquérir en tant que Puissance alliée ou associée aux termes d'un traité de paix ou d'un autre accord ou arrangement relatif au rétablissement de la paix, qui a été ou qui pourrait être conclu en conséquence de la deuxième guerre mondiale. En outre, les dispositions de l'article 8 ne modifieront pas le traitement à appliquer à des biens ou intérêts quels qu'ils soient qui, à la date de l'entrée en vigueur de

la Convention à l'égard des territoires susmentionnés, sont sous le contrôle du Gouvernement du Royaume-Uni en raison de l'état de guerre qui existe ou qui a existé entre eux et tout autre Etat.

ii) Le Gouvernement du Royaume-Uni accepte que les dispositions du paragraphe 2 de l'article 17 s'appliquent aux territoires susmentionnés à condition que, dans l'alinéa *a*, les mots "trois ans" soient remplacés par les mots "quatre ans" et que l'alinéa *c* soit supprimé.

iii) Le Gouvernement du Royaume-Uni ne peut s'engager à assurer l'application aux territoires susmentionnés des dispositions de l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 24 et du paragraphe 2 dudit article que dans la mesure où la loi le permet.

iv) Le Gouvernement du Royaume-Uni ne peut pas prendre l'engagement d'assurer l'application dans les territoires susmentionnés des dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 25; il ne peut s'engager à y assurer l'application des dispositions du paragraphe 3 dudit article que dans la mesure où la loi le permet.

ZANZIBAR ET SAINTE-HÉLÈNE

Avec les réserves figurant aux alinéas i, iii et iv ci-dessus.

HONDURAS BRITANNIQUE

Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord considère que les dispositions des articles 8 et 9 n'empêchent pas ledit territoire, en temps de guerre ou dans d'autres circonstances graves et exceptionnelles, de prendre, dans l'intérêt de la sécurité nationale, des mesures à l'égard d'un réfugié en raison de sa nationalité. Les dispositions de l'article 8 n'empêcheront pas le Gouvernement du Royaume-Uni d'exercer tous droits sur des biens ou des intérêts qu'il a acquis ou viendrait à acquérir en tant que puissance alliée ou associée aux termes d'un traité de paix ou d'un autre accord ou arrangement relatif au rétablissement de la paix, qui a été ou qui pourrait être conclu en conséquence de la deuxième guerre mondiale. En outre, les dispositions de l'article 8 ne modifieront pas le traitement à appliquer à des biens ou intérêts quels qu'ils soient qui, à la date de l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard du territoire susmentionné, sont sous le contrôle du Gouvernement du Royaume-Uni en raison de l'état de guerre qui existe ou qui a existé entre lui et tout autre Etat.

FÉDÉRATION DE LA RHODÉSIE ET DU NYASSALAND²²

Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord considère que les articles 8 et 9 n'empêcheraient pas de prendre dans le territoire susmentionné, en temps de guerre ou dans d'autres circonstances graves et exceptionnelles, dans l'intérêt de la sécurité nationale, des mesures à l'égard d'un réfugié en raison de sa nationalité. Les dispositions de l'article 8 ne pourront empêcher le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord d'exercer des droits sur des biens ou intérêts qu'il

¹⁸ Voir note 8, p. 81.

¹⁹ Voir note 10, p. 82.

²⁰ Pour le texte des réserves faites lors de l'adhésion par le Gouvernement jamaïquain, voir p. 83.

²¹ Le Kenya a adhéré à la Convention sans réserve.

²² Voir notes 16 et 17, p. 87.

peut acquérir ou avoir acquis en tant que Puissance alliée ou associée, en vertu d'un traité de paix ou de tout autre accord ou arrangement pour le rétablissement de la paix qui a été ou pourra être conclu à la suite de la deuxième guerre mondiale. En outre, les dispositions de l'article 8 n'auront pas d'effet sur le régime applicable aux biens ou intérêts qui, à la date d'entrée en vigueur de la Convention dans le territoire susmentionné, seront placés sous le contrôle du Gouvernement du Royaume-Uni par suite d'un état de guerre existant ou ayant existé entre ledit territoire et tout autre Etat.

Le Gouvernement du Royaume-Uni accepte que le paragraphe 2 de l'article 17 soit appliqué au territoire susmentionné, sous réserve du remplacement des mots "trois ans" par "quatre ans" à l'alinéa *a* et de la suppression de l'alinéa *c*.

Le Gouvernement du Royaume-Uni ne peut s'engager à faire appliquer les dispositions de l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 24 et du paragraphe 2 du même article dans le territoire susmentionné que dans la mesure où la loi le permet.

Le Gouvernement du Royaume-Uni ne peut s'engager à donner effet dans le territoire susmentionné aux obligations mentionnées aux paragraphes 1 et 2 de l'article 25 et il ne peut s'engager à faire appliquer les dispositions du paragraphe 3 dans ledit territoire que dans les limites où la loi le permet.

BASSOUTOLAND, PROTECTORAT DU BETCHOUANALAND ET SOUAZILAND

Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord considère que les ar-

ticles 8 et 9 n'empêcheraient pas de prendre dans les territoires susmentionnés, en temps de guerre ou dans d'autres circonstances graves et exceptionnelles, dans l'intérêt de la sécurité nationale, des mesures à l'égard d'un réfugié en raison de sa nationalité. Les dispositions de l'article 8 ne pourront empêcher le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord d'exercer des droits sur des biens ou intérêts qu'il peut acquérir ou avoir acquis en tant que Puissance alliée ou associée, en vertu d'un traité de paix qui a été conclu ou pourra être conclu à la suite de la deuxième guerre mondiale. En outre, les dispositions de l'article 8 n'auront pas d'effet sur le régime applicable aux biens ou intérêts qui, à la date d'entrée en vigueur de la Convention dans les territoires susmentionnés, seront placés sous le contrôle du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord par suite d'un état de guerre existant ou ayant existé entre ledit territoire et tout autre Etat.

Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord accepte que le paragraphe 2 de l'article 17 soit appliqué aux territoires susmentionnés, sous réserve du remplacement des mots "trois ans" par "quatre ans" à l'alinéa *a* et de la suppression de l'alinéa *c*.

Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ne peut s'engager à donner effet dans les territoires susmentionnés aux obligations mentionnées aux paragraphes 1 et 2 de l'article 25 et il ne peut s'engager à faire appliquer les dispositions du paragraphe 3 dans lesdits territoires que dans les limites où la loi le permet.

3. Convention relative au statut des apatrides

En date, à New York, du 28 septembre 1954¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 6 juin 1960, conformément à l'article 39.

ENREGISTREMENT : 6 juin 1960, n° 5158.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 360, p. 117.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | <i>Ratification, adhésion (a) notification de succession (d)</i> | |
|--|------------------------------|--|----------------------|
| ALGÉRIE | | 15 juillet | 1964 a |
| BELGIQUE | 28 septembre 1954 | 27 mai | 1960 |
| BRÉSIL | 28 septembre 1954 | | |
| COLOMBIE | 30 décembre 1954 | | |
| COSTA RICA | 28 septembre 1954 | | |
| DANEMARK | 28 septembre 1954 | 17 janvier | 1956 |
| EL SALVADOR | 28 septembre 1954 | | |
| EQUATEUR | 28 septembre 1954 | | |
| FINLANDE | | 10 octobre | 1968 a |
| FRANCE | 12 janvier 1955 | 8 mars | 1960 |
| GUATEMALA | 28 septembre 1954 | | |
| GUINÉE | | 21 mars | 1962 a |
| HONDURAS | 28 septembre 1954 | | |
| IRLANDE | | 17 décembre | 1962 a |
| ISRAËL | 1 ^{er} octobre 1954 | 23 décembre | 1958 |
| ITALIE | 20 octobre 1954 | 3 décembre | 1962 |
| LIBÉRIA | | 11 septembre | 1964 a |
| LIECHTENSTEIN | 28 septembre 1954 | | |
| LUXEMBOURG | 28 octobre 1955 | 27 juin | 1960 |
| MADAGASCAR | | [20 février | 1962 a] ² |
| NORVÈGE | 28 septembre 1954 | 19 novembre | 1956 |
| OUGANDA | | 15 avril | 1965 a |
| PAYS-BAS | 28 septembre 1954 | 12 avril | 1962 a |
| PHILIPPINES | 22 juin 1955 | | |
| RÉPUBLIQUE DE CORÉE | | 22 août | 1962 a |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE | 28 septembre 1954 | | |
| ROYAUME-UNI | 28 septembre 1954 | 16 avril | 1959 |
| SAINT-SIÈGE | 28 septembre 1954 | | |
| SUÈDE | 28 septembre 1954 | 2 avril | 1965 |
| SUISSE | 28 septembre 1954 | | |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | | 11 avril | 1966 d |
| YOUgoslavie | | 9 avril | 1959 a |

Déclarations et réserves

COSTA RICA

Le Costa Rica signe la présente Convention en formulant la réserve que, dans les clauses pouvant faire l'objet de réserves, l'expression "traitement aussi favorable que possible" ne sera pas interprétée comme

visant le régime spécial qui a été ou est accordé aux ressortissants espagnols, aux ressortissants des pays de l'Amérique latine en général et, en particulier, aux ressortissants des pays qui ont constitué les Provinces-Unies d'Amérique centrale et qui font actuellement partie de l'Organisation des États de l'Amérique centrale

¹ La Convention a été adoptée par la Conférence des Nations Unies sur le statut des apatrides tenue au Siège des Nations Unies, à New York, du 13 au 23 septembre 1954. La Conférence a été réunie conformément à la résolution 526 A (XVII) adoptée le 26 avril 1954 par le Conseil économique et social de l'ONU. On trouvera le texte de cette résolution dans *Documents officiels du Conseil économique et social, dix-*

septième session, Supplément n° 1 (E/2596), p. 13. Pour l'Acte final, la recommandation et la résolution adoptés par la Conférence, voir Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 360, p. 117.

² Par une notification reçue le 2 avril 1965 par le Secrétaire général, le Gouvernement de Madagascar a dénoncé la Convention; la dénonciation a pris effet le 2 avril 1966.

DANEMARK^{3,4}

“L’alinéa 3 de l’article 24 n’engage pas le Danemark.

“Les dispositions de l’alinéa 1 de l’article 24 assimilant dans certains cas les apatrides aux nationaux n’engagent pas le Danemark à accorder aux apatrides, dans tous ces cas, exactement les mêmes rémunérations que celles prévues par la législation pour les nationaux, mais seulement de leur accorder l’entretien nécessaire.

“L’article 31 n’engage pas le Danemark à donner aux apatrides un statut meilleur que celui accordé aux étrangers en général.”

EL SALVADOR

El Salvador signe la présente Convention en formulant la réserve que, dans les clauses pouvant faire l’objet de réserves, l’expression “traitement aussi favorable que possible” ne sera pas interprétée comme visant le régime spécial qui a été ou est accordé aux ressortissants espagnols, aux ressortissants des pays de l’Amérique latine en général et, en particulier, aux ressortissants des pays qui ont constitué les Provinces-Unies d’Amérique centrale et qui font actuellement partie de l’Organisation des Etats de l’Amérique centrale.

FINLANDE

1) Une réserve générale impliquant que l’application des dispositions de la Convention qui confèrent aux apatrides le traitement le plus favorable accordé aux ressortissants d’un pays étranger ne sera pas affectée par le fait que des droits et avantages spéciaux sont déjà accordés ou pourraient être accordés par la Finlande aux ressortissants du Danemark, de l’Islande, de la Norvège et de la Suède ou aux ressortissants d’un de ces pays ;

2) Une réserve à l’article 7, paragraphe 2, portant que la Finlande n’est pas disposée à dispenser d’une façon générale les apatrides remplissant la condition de résidence en Finlande pendant trois ans de la réciprocité législative que le droit finlandais peut avoir établie comme condition pour qu’un étranger soit admis à bénéficier de quelque droit ou avantage ;

3) Une réserve à l’article 8, portant que cet article ne liera pas la Finlande ;

4) Une réserve à l’article 12, paragraphe 1, portant que la Convention n’apportera pas de modification au droit international privé finlandais actuellement en vigueur en tant que ce droit établit que le statut personnel d’un apatride est régi par sa loi nationale ;

5) Une réserve à l’article 24, paragraphe 1, b, et paragraphe 3, portant que ces dispositions ne lieront pas la Finlande ;

6) Une réserve à l’article 25, portant que la Finlande ne juge pas qu’elle soit tenue de faire délivrer par une

³ Par une communication reçue le 23 août 1962, le Gouvernement danois a informé le Secrétaire général de sa décision de retirer, à compter du 1^{er} octobre 1961, la réserve à l’article 14 de la Convention.

⁴ Par une communication reçue le 25 mars 1968, le Gouvernement danois a informé le Secrétaire général de sa décision de retirer, à compter de cette date, la réserve à l’alinéa 2 de l’article 24 de la Convention.

Pour le texte des réserves retirées par les communications susmentionnées, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 360, p. 132.

autorité finlandaise, à la place d’une autorité étrangère, des certificats pour la délivrance desquels il n’y a pas en Finlande une documentation suffisante ;

7) Une réserve concernant les dispositions contenues à l’article 28. La Finlande n’accepte pas les obligations qui y sont énoncées, mais elle est disposée à reconnaître les documents de voyage délivrés par d’autres Etats contractants en vertu dudit article.

FRANCE

“Les dispositions du paragraphe 2 de l’article 10 sont entendues par le Gouvernement français comme ne s’appliquant qu’à des apatrides déportés du territoire français qui, avant l’entrée en vigueur de cette Convention, y sont revenus directement du pays où ils avaient été contraints de se rendre sans avoir entre-temps été autorisés à résider sur le territoire d’un autre Etat.”

GUATEMALA

Le Guatemala signe la présente Convention en formulant la réserve que, dans les clauses pouvant faire l’objet de réserves, l’expression “traitement aussi favorable que possible” ne sera pas interprétée comme visant le régime spécial qui a été ou est accordé aux ressortissants espagnols, aux ressortissants des pays de l’Amérique latine en général et, en particulier, aux ressortissants des pays qui ont constitué les Provinces-Unies d’Amérique centrale et qui font actuellement partie de l’Organisation des Etats de l’Amérique centrale.

HONDURAS

Le Honduras signe la présente Convention en formulant la réserve que, dans les clauses pouvant faire l’objet de réserves, l’expression “traitement aussi favorable que possible” ne sera pas interprétée comme visant le régime spécial qui a été ou est accordé aux ressortissants espagnols, aux ressortissants des pays de l’Amérique latine en général et, en particulier, aux ressortissants des pays qui ont constitué les Provinces-Unies d’Amérique centrale et qui font actuellement partie de l’Organisation des Etats de l’Amérique centrale.

IRLANDE

Déclaration :

Le Gouvernement irlandais interprète les termes “*public order*” (ordre public) et “*in accordance with due process of law*” (conformément à la procédure prévue par la loi) qui figurent dans le texte anglais de l’article 31 de la Convention comme signifiant respectivement “*public policy*” (intérêt public) et “*in accordance with a procedure provided by law*” (conformément à une procédure prévue par la loi) ;

Réserve :

En ce qui concerne le paragraphe 1 de l’article 29, le Gouvernement irlandais s’engage à ne pas accorder aux apatrides un traitement plus favorable que celui qui est généralement accordé aux étrangers pour ce qui est :

a) Des droits de timbre perçus en Irlande sur les aliénations, les transferts ou les cessions à bail de terres,

biens immobiliers et biens en général, ainsi que pour ce qui est de

b) L'impôt sur le revenu (y compris la surtaxe).

ITALIE⁵

"Les stipulations figurant aux articles 17 et 18 ne sont reconnues que comme des recommandations."

PAYS-BAS

"Le Gouvernement du Royaume se réserve le droit de ne pas appliquer ce qui est prévu à l'article 8 de la Convention aux apatrides qui ont possédé autrefois une nationalité ennemie ou équivalente à l'égard du Royaume des Pays-Bas.

"Le Gouvernement du Royaume, en ce qui concerne l'article 26 de la Convention, se réserve la faculté de désigner à certains apatrides ou groupes d'apatrides un lieu de résidence principale pour des raisons d'ordre public."

PHILIPPINES

a) En ce qui concerne l'article 17, paragraphe 1, qui accorde aux apatrides le droit d'exercer une activité professionnelle salariée, mon gouvernement constate que cette clause est incompatible avec la loi philippine de 1940 sur l'immigration, sous sa forme modifiée, dont l'article 29 permet d'exclure les étrangers qui entrent aux Philippines pour y travailler comme manœuvres, et dont l'article 9, alinéa *g*, n'autorise l'entrée d'employés étrangers embauchés d'avance que s'il ne se trouve aux Philippines personne qui souhaite et qui puisse s'acquitter du travail en vue duquel l'admission de ces étrangers est demandée.

b) En ce qui concerne l'article 31, paragraphe 1, aux termes duquel "les Etats contractants n'expulseront un apatride se trouvant régulièrement sur leur territoire que pour des raisons de sécurité nationale ou d'ordre public", cette clause restreindrait indûment le pouvoir d'expulsion des étrangers indésirables que confère au Gouvernement philippin l'article 37 de la loi sur l'immigration, où sont énumérés les divers motifs pour lesquels les étrangers peuvent être expulsés.

Au moment de signer la Convention en son nom, je tiens donc à faire consigner que pour les raisons indiquées aux alinéas *a* et *b* ci-dessus, le Gouvernement philippin ne peut accepter les dispositions de l'article 17, paragraphe 1, ni de l'article 31, paragraphe 1, de la Convention.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

Déclaration : ... en déposant le présent instrument de ratification, le Gouvernement du Royaume-Uni considère que les effets combinés des articles 36 et 38

⁵ Par une communication reçue le 25 janvier 1968, le Gouvernement de l'Italie a notifié au Secrétaire général qu'il retirait les réserves formulées au moment de la signature aux articles 6, 7 2), 8, 19, 22 2), 23, 25 et 32 (voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 360, p. 201), et l'a informé qu'il maintenait ses réserves en ce qui concerne les articles 17 et 18 de la Convention et qu'en conséquence ces deux articles ne sont considérés que comme des recommandations.

l'autorisent à faire figurer dans toute déclaration ou notification qui pourrait être faite en vertu du paragraphe 1 de l'article 36 ou du paragraphe 2 du même article, toute réserve compatible avec l'article 38 que le gouvernement du territoire intéressé désirerait formuler.

Réserves : En ratifiant la Convention relative au statut des apatrides qui a été ouverte à la signature à New York le 28 septembre 1954, le Gouvernement du Royaume-Uni a jugé nécessaire de formuler, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 38 de ladite Convention, certaines réserves dont le texte est reproduit ci-après :

1) Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord considère que les articles 8 et 9 ne l'empêcheraient pas de prendre, en temps de guerre ou dans d'autres circonstances graves et exceptionnelles, dans l'intérêt de la sécurité nationale, des mesures à l'égard d'un apatride, en raison de sa nationalité passée. Les dispositions de l'article 8 ne pourront empêcher le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord d'exercer ses droits sur les biens ou les intérêts qu'il peut acquérir ou avoir acquis en tant que Puissance alliée ou associée, en vertu d'un traité de paix ou de tout autre accord ou arrangement pour le rétablissement de la paix, qui a été ou pourra être conclu à la suite de la seconde guerre mondiale. En outre, les dispositions de l'article 8 n'auront pas d'effet sur le régime applicable aux biens ou intérêts qui, à la date d'entrée en vigueur de la Convention dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, seront placés sous le contrôle du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord par suite d'un état de guerre existant ou ayant existé entre ledit gouvernement et un autre Etat.

2) En ce qui concerne celles des questions mentionnées à l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 24 qui relèvent de la compétence du Service national de la santé, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ne peut s'engager à appliquer les dispositions dudit paragraphe que dans les limites autorisées par la loi.

3) Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord n'est pas en mesure de s'engager à remplir les obligations mentionnées aux paragraphes 1 et 2 de l'article 25 et il ne peut s'engager à appliquer les dispositions du paragraphe 3 que dans les limites autorisées par la loi.

Commentaires

En ce qui concerne l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 24 relatif à certaines questions qui relèvent de la compétence du Service national de la santé, la Loi de 1949 (amendement) sur le Service national de la santé contient des dispositions qui permettent d'exiger le paiement des soins reçus au titre dudit Service par des personnes qui ne résident pas ordinairement en Grande-Bretagne (catégorie dans laquelle entrent certains apatrides). Il n'a pas été fait usage, jusqu'à présent, de cette faculté, mais il est possible qu'on soit amené à appliquer ces dispositions dans l'avenir. En Irlande du Nord, les services de santé sont réservés aux personnes qui résident ordinairement dans le pays sauf règlement étendant le bénéfice de ces services à

d'autres personnes. Telles sont les raisons pour lesquelles le Gouvernement du Royaume-Uni, tout disposé qu'il est à considérer avec la plus grande bienveillance, comme il l'a fait dans le passé, la situation des apatrides, se voit dans l'obligation de formuler des réserves à l'égard de l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 24.

Il n'existe pas, dans le Royaume-Uni, de dispositions relatives à l'aide administrative prévue à l'article 25 et il n'a pas été jugé nécessaire de prendre des dispositions de ce genre en faveur des apatrides. Au cas où des documents ou certificats mentionnés au paragraphe 2 dudit article seraient nécessaires, des attestations sous serment en tiendront lieu.

SAINT-SIEGE

Avec la réserve énoncée dans la lettre adressée au Secrétariat le 23 avril 1954, en ce qui concerne les articles qui ne peuvent faire l'objet de réserves. Cette réserve est conçue comme suit :

La Convention sera appliquée dans la forme compatible avec la nature particulière de l'Etat de la Cité du Vatican, et sans préjudice des règles qui y sont en vigueur concernant l'accès et le séjour.

SUEDE^c

La Suède a formulé les réserves suivantes :

"1) A l'article 7, paragraphe 2, portant que la Suède n'est pas disposée à dispenser d'une façon générale les

apatrides remplissant la condition de résidence en Suède pendant trois ans, de la réciprocité législative que le droit suédois peut avoir établie comme condition pour qu'un étranger soit admis à bénéficier de quelque droit ou avantage;

"2) A l'article 8, portant que cet article ne liera pas la Suède;

"3) A l'article 12, paragraphe 1, portant que ce paragraphe ne liera pas la Suède;

"4) A l'article 24, paragraphe 1, *b*, portant que, par dérogation à la règle du traitement national des apatrides, la Suède ne sera pas tenue d'accorder à ceux-ci le même traitement qu'aux nationaux en ce qui concerne les possibilités de bénéficier d'une pension nationale conformément aux dispositions de la Loi sur l'Assurance publique; portant aussi que, s'agissant du droit à une pension complémentaire conformément à ladite Loi et du calcul de cette pension à certains égards, les règles applicables aux ressortissants suédois seront plus favorables que celles appliquées aux autres assurés.

"5) A l'article 24, paragraphe 3, portant que les dispositions y insérées ne lieront pas la Suède;

"6) A l'article 25, paragraphe 2, portant que la Suède ne juge pas qu'elle soit tenue de faire délivrer par une autorité suédoise, à la place d'une autorité étrangère, des certificats pour la délivrance desquels il n'y a pas en Suède une documentation suffisante."

Application territoriale

| <i>Notification de:</i> | <i>Date de réception de la notification</i> | | <i>Extension à:</i> |
|-----------------------------|---|------|---|
| FRANCE | 8 mars | 1960 | Départements algériens des Oasis et de la Saoura, Guadeloupe, Martinique et Guyane et les cinq territoires d'outre-mer (Nouvelle-Calédonie et dépendances, Polynésie française, Côte française des Somalis, archipel des Comores et îles Saint-Pierre-et-Miquelon). |
| PAYS-BAS ⁷ | 12 avril | 1962 | Surinam et Nouvelle-Guinée néerlandaise, avec les mêmes réserves que celles qui ont été formulées dans l'instrument de ratification du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas (voir p. 92). |
| ROYAUME-UNI | 16 avril | 1959 | Iles Anglo-Normandes et île de Man, avec réserves. Territoires relevant du Haut-Commissariat (Bassoutoland, protectorat du Betchouanaland et Souaziland), avec réserves. |
| | 7 décembre | 1959 | |

^c Par une communication reçue le 25 novembre 1966, le Gouvernement suédois a notifié au Secrétaire général qu'il avait décidé, conformément au paragraphe 2 de l'article 38 de la Convention, de retirer certaines de ses réserves au paragraphe 1, *b*, de l'article 24 et sa réserve au paragraphe 2 de l'article 24 de la Convention. Le texte des réserves au paragraphe 1, *b*, de l'article 24 formulées initialement par le Gouvernement suédois figure dans l'instrument de ratification de la Suède. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 529, p. 363.

⁷ Dans la note accompagnant l'instrument de ratification, le Gouvernement néerlandais a déclaré au sujet du paragraphe 3 de l'article 36 de la Convention que si, à un moment quelconque le Gouvernement des Antilles néerlandaises accepte que l'application de la Convention soit étendue à son territoire, le Secrétaire général en recevra immédiatement notification. La notification contiendra les réserves que le Gouvernement des Antilles néerlandaises souhaiterait, le cas échéant, formuler au sujet des conditions locales, conformément à l'article 38 de la Convention.

| | | |
|------------|------|---|
| 9 décembre | 1959 | Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland ^{8,9} , avec réserves. |
| 19 mars | 1962 | Bermudes, colonie d'Aden, îles Vierges, Malte, Ouganda, Sainte-Hélène, Sarawak, Seychelles et Zanzibar. |

Bornéo du Nord, Etat de Singapour, Gambie, Guyane britannique, Honduras britannique, Hong-kong, îles Falkland, îles Fidji, îles Gilbert et Ellice, île Maurice, Kenya, Indes occidentales et protectorat des îles Salomon britanniques, avec réserves.

Déclarations et réserves faites lors de notifications concernant l'application territoriale

ILES ANGLO-NORMANDES ET ÎLE DE MAN

i) Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord considère que les articles 8 et 9 ne l'empêcheraient pas, en temps de guerre ou dans d'autres circonstances graves et exceptionnelles, de prendre, dans l'île de Man et dans les îles Anglo-Normandes, dans l'intérêt de la sécurité nationale, des mesures à l'égard d'un apatride, en raison de sa nationalité passée. Les dispositions de l'article 8 ne pourront empêcher le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord d'exercer ses droits sur les biens ou les intérêts qu'il peut acquérir ou avoir acquis en tant que Puissance alliée ou associée, en vertu d'un traité de paix ou de tout autre accord ou arrangement pour le rétablissement de la paix, qui a été ou pourra être conclu à la suite de la deuxième guerre mondiale. En outre, les dispositions de l'article 8 n'auront pas d'effet sur le régime applicable aux biens ou intérêts qui, à la date de l'entrée en vigueur de la Convention dans l'île de Man et les îles Anglo-Normandes, seront placés sous le contrôle du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord par suite d'un état de guerre existant ou ayant existé entre ledit gouvernement et un autre Etat.

ii) Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ne peut s'engager à appliquer, dans les îles Anglo-Normandes, les dispositions de l'alinéa b du paragraphe 1 de l'article 24 et celles du paragraphe 2 dudit article que dans les limites autorisées par la loi; de même, les dispositions dudit alinéa relatives aux questions qui relèvent de la compétence du Service de santé de l'île de Man ne pourront être appliquées, à l'île de Man, que dans les limites autorisées par la loi.

iii) Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord n'est pas en mesure de s'engager à donner effet, dans l'île de Man et dans les îles Anglo-Normandes, aux paragraphes 1 et 2 de l'article 25 et il ne peut s'engager à ce que les dispositions du paragraphe 3 soient appliquées à l'île de Man et dans les îles Anglo-Normandes que dans les limites autorisées par la loi.

TERRITOIRES RELEVANT DU HAUT COMMISSARIAT (BASSOUTOLAND, PROTECTORAT DU BETCHOUANALAND ET SOUAZILAND)

i) Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord considère que les ar-

ticles 8 et 9 n'empêcheraient pas de prendre dans les territoires relevant du Haut Commissariat (Bassoutoland, protectorat du Betchouanaland et Souaziland), en temps de guerre ou dans d'autres circonstances graves et exceptionnelles, dans l'intérêt de la sécurité nationale, des mesures à l'égard d'un apatride, en raison de sa nationalité passée. Les dispositions de l'article 8 ne pourront empêcher le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord d'exercer ses droits sur des biens ou intérêts qu'il peut acquérir ou avoir acquis en tant que Puissance alliée ou associée, en vertu d'un traité de paix ou de tout autre accord ou arrangement pour le rétablissement de la paix qui a été ou pourra être conclu à la suite de la seconde guerre mondiale. En outre, les dispositions de l'article 8 n'auront pas d'effet sur le régime applicable aux biens ou intérêts qui, à la date d'entrée en vigueur de la Convention dans les territoires relevant du Haut Commissariat (Bassoutoland, protectorat du Betchouanaland et Souaziland), seront placés sous le contrôle du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord par suite d'un état de guerre existant ou ayant existé entre lesdits territoires et tout autre Etat.

ii) Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ne peut s'engager à assurer que les obligations mentionnées aux paragraphes 1 et 2 de l'article 25 seront remplies dans les territoires

⁸ Voir notes 16 et 17, p. 87.

⁹ Dans une lettre adressée le 22 mars 1968 au Secrétaire général, le Président de la République du Malawi, se référant à la Convention relative au statut des apatrides, en date, à Genève, du 28 septembre 1954, a fait la déclaration suivante :

Dans la lettre que je vous ai adressée le 24 novembre 1964 au sujet du sort des obligations contractuelles transmises au Malawi, mon Gouvernement déclarait que, s'agissant des traités multilatéraux qui avaient été appliqués ou étendus à l'ancien Protectorat du Nyassaland, toute partie à l'un quelconque de ces traités pourrait, sur une base de réciprocité, en invoquer les dispositions à l'égard du Malawi jusqu'à ce que le Malawi ait informé le dépositaire intéressé des mesures qu'il souhaitait prendre à l'égard dudit traité, c'est-à-dire confirmer qu'il le dénonçait, confirmer qu'il se considérait comme successeur ou y adhérer.

Je tiens à vous informer, en qualité de dépositaire de la Convention susmentionnée, que le Gouvernement malawien souhaite maintenant mettre fin à tous droits et obligations auxquels il a pu succéder en ce qui concerne cette Convention. Il considère que tous les liens juridiques qui, en vertu de la Convention susmentionnée relative au statut des apatrides, conclue à New York en 1954, pouvaient lui avoir été transmis par voie de succession en raison de la ratification du Royaume-Uni, prennent fin à compter de la date de la présente notification.

relevant du Haut Commissariat (Bassoutoland, protectorat du Betchouanaland et Souaziland) et il ne peut garantir l'application des dispositions du paragraphe 3 de l'article 25 dans lesdits territoires que dans les limites autorisées par la loi.

BORNÉO DU NORD

i) Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord considère que les articles 8 et 9 ne l'empêcheraient pas, en temps de guerre ou dans d'autres circonstances graves et exceptionnelles, de prendre au Bornéo, dans l'intérêt de la sécurité nationale, des mesures à l'égard d'un apatride en raison de sa nationalité passée. Les dispositions de l'article 8 ne pourront empêcher le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord d'exercer ses droits sur les biens ou les intérêts qu'il peut acquérir ou avoir acquis en tant que Puissance alliée ou associée, en vertu d'un traité de paix ou de tout autre accord ou arrangement pour le rétablissement de la paix qui a été ou pourra être conclu à la suite de la seconde guerre mondiale. En outre, les dispositions de l'article 8 n'auront pas d'effet sur le régime applicable aux biens ou intérêts qui, à la date de l'entrée en vigueur de la Convention au Bornéo du Nord, seront placés sous le contrôle du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord par suite d'un état de guerre existant ou ayant existé entre le Royaume-Uni et un autre Etat.

ii) Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ne peut s'engager à ce que les dispositions de l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 24 et du paragraphe 2 dudit article soient appliquées au Bornéo du Nord que dans les limites autorisées par la loi.

iii) Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord n'est pas en mesure de s'engager à donner effet, au Bornéo du Nord, aux paragraphes 1 et 2 de l'article 25 et il ne peut s'engager à ce que les dispositions du paragraphe 3 soient appliquées au Bornéo du Nord que dans les limites autorisées par la loi.

FÉDÉRATION DE LA RHODÉSIE ET DU NYASSALAND¹⁰

Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ne peut prendre l'engagement qu'il sera donné effet, dans la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland, aux paragraphes 1 et 2 de l'article 25 et peut seulement prendre l'engagement que la disposition du paragraphe 3 de l'article 25 sera appliquée dans la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland dans les limites autorisées par la loi.

GAMBIE, GUYANE BRITANNIQUE, ÎLES FALKLAND, ÎLES GILBERT ET ELLICE, ÎLE MAURICE, KENYA, PROTECTORAT DES ÎLES SALOMON BRITANNIQUES

i) Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord considère que les articles 8 et 9 ne l'empêcheraient pas, en temps de guerre ou dans d'autres circonstances graves et exceptionnelles,

de prendre dans les territoires susmentionnés, dans l'intérêt de la sécurité nationale, des mesures à l'égard d'un apatride en raison de sa nationalité passée. Les dispositions de l'article 8 ne pourront empêcher le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord d'exercer ses droits sur les biens ou les intérêts qu'il peut acquérir ou avoir acquis en tant que Puissance alliée ou associée, en vertu d'un traité de paix ou de tout autre accord ou arrangement pour le rétablissement de la paix qui a été ou pourra être conclu à la suite de la seconde guerre mondiale. En outre, les dispositions de l'article 8 n'auront pas d'effet sur le régime applicable aux biens ou intérêts qui, à la date de l'entrée en vigueur de la Convention dans les territoires susmentionnés, seront placés sous le contrôle du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord par suite d'un état de guerre existant ou ayant existé entre le Royaume-Uni et un autre Etat.

ii) En ce qui concerne les dispositions de l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 24, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ne peut s'engager à donner effet, dans les territoires susmentionnés, aux dispositions de ce paragraphe que dans les limites autorisées par la loi.

iii) Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord n'est pas en mesure de s'engager à donner effet, dans les territoires susmentionnés, aux paragraphes 1 et 2 de l'article 25 et il ne peut s'engager à ce que les dispositions du paragraphe 3 soient appliquées dans ces territoires que dans les limites autorisées par la loi.

HONDURAS BRITANNIQUE, HONG-KONG

i) Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord considère que les articles 8 et 9 ne l'empêcheraient pas, en temps de guerre ou dans d'autres circonstances graves et exceptionnelles, de prendre dans les territoires susmentionnés, dans l'intérêt de la sécurité nationale, des mesures à l'égard d'un apatride en raison de sa nationalité passée. Les dispositions de l'article 8 ne pourront empêcher le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord d'exercer ses droits sur les biens ou les intérêts qu'il peut acquérir ou avoir acquis en tant que Puissance alliée ou associée, en vertu d'un traité de paix ou de tout autre accord pour le rétablissement de la paix qui a été ou pourra être conclu à la suite de la seconde guerre mondiale. En outre, les dispositions de l'article 8 n'auront pas d'effet sur le régime applicable aux biens ou intérêts qui, à la date de l'entrée en vigueur de la Convention dans les territoires susmentionnés, seront placés sous le contrôle du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord par suite d'un état de guerre existant ou ayant existé entre le Royaume-Uni et un autre Etat.

ii) Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord n'est pas en mesure de s'engager à donner effet, dans les territoires susmentionnés, aux paragraphes 1 et 2 de l'article 25 et il ne peut s'engager à ce que les dispositions du paragraphe 3 soient appliquées dans ces territoires que dans les limites autorisées par la loi.

¹⁰ Voir notes 16 et 17, p. 87.

ILES FIDJI

i) Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord considère que les articles 8 et 9 ne l'empêcheraient pas, en temps de guerre ou dans d'autres circonstances graves et exceptionnelles, de prendre dans les îles Fidji, dans l'intérêt de la sécurité nationale, des mesures à l'égard d'un apatride en raison de sa nationalité passée.

ii) En ce qui concerne les dispositions de l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 24, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ne peut s'engager à donner effet, dans les îles Fidji, aux dispositions de ce paragraphe que dans les limites autorisées par la loi.

iii) Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord n'est pas en mesure de

s'engager à donner effet, dans les îles Fidji, aux paragraphes 1 et 2 de l'article 25 et il ne peut s'engager à ce que les dispositions du paragraphe 3 soient appliquées dans les îles Fidji que dans les limites autorisées par la loi.

INDES OCCIDENTALES

Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord n'est pas en mesure de s'engager à donner effet aux articles 8, 9, 23, 24, 25, 26 et 31 aux Indes occidentales.

ETAT DE SINGAPOUR

Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord n'est pas en mesure de s'engager à donner effet à l'article 23 dans l'Etat de Singapour.

4. Convention sur la réduction des cas d'apatridie

En date, à New York, du 30 août 1961¹

Non encore en vigueur (voir article 18).

TEXTE : A/CONF. 9/15, 1961.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a)</i> | |
|---------------------------|------------------|------|-----------------------------------|------|
| FRANCE | 31 mai | 1962 | | |
| ISRAËL | 30 août | 1961 | | |
| PAYS-BAS | 30 août | 1961 | | |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE .. | 5 décembre | 1961 | | |
| ROYAUME-UNI | 30 août | 1961 | 29 mars | 1966 |

Déclarations et réserves

FRANCE

“Au moment de la signature de la présente Convention, le Gouvernement de la République française déclare qu'il se réserve d'user, lorsqu'il déposera l'instrument de ratification de celle-ci, de la faculté qui lui est ouverte par l'article 8, paragraphe 3, dans les conditions prévues par cette disposition.

“Le Gouvernement de la République française déclare également, en conformité de l'article 17 de la Convention, qu'il fait une réserve à l'article 11, lequel ne s'appliquera pas en ce qui concerne la République française.

“Le Gouvernement de la République française déclare, en outre, en ce qui concerne l'article 14 de la Convention, qu'en conformité de l'article 17, il n'accepte la juridiction de la Cour que vis-à-vis des Etats parties à la présente Convention qui l'auront également acceptée et sous les mêmes réserves; il déclare également que l'article 14 ne s'applique pas lorsqu'il existe entre la République française et une autre partie à la présente Convention un traité antérieur prévoyant pour le règlement des différends entre les deux Etats un autre mode de solution de ces différends.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

En déposant le présent instrument, j'ai l'honneur, d'ordre du principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux affaires étrangères, de déclarer, au nom du Royaume-Uni et conformément au paragraphe 3 a) de l'article 8 de la Convention, que, nonobstant les dispositions du paragraphe 1 de l'article 8, le Royaume-Uni conserve la faculté de priver un individu naturalisé de sa nationalité pour les motifs ci-après, prévus actuellement par la législation du Royaume-Uni :

Si un individu, dans des conditions impliquant de sa part un manque de loyalisme envers Sa Majesté britannique,

- i) A, au mépris d'une interdiction expresse de Sa Majesté britannique, apporté ou continué d'apporter son concours à un autre Etat, ou reçu ou continué de recevoir d'un autre Etat des émoluments,
- ii) Ou a eu un comportement de nature à porter un préjudice grave aux intérêts essentiels de Sa Majesté britannique.

¹ La Convention a été adoptée et ouverte à la signature par la Conférence des Nations Unies sur l'élimination de l'apatridie dans l'avenir ou la réduction du nombre des cas d'apatridie dans l'avenir, réunie par le Secrétaire général des Nations Unies conformément à la résolution 896 (IX) adoptée par l'Assemblée générale le 4 décembre 1954. On trouvera le

texte de cette résolution dans *Documents officiels de l'Assemblée générale, neuvième session, Supplément n° 21 (A/2890)*, p. 51. La Conférence s'est tenue à l'Office européen des Nations Unies à Genève, du 24 mars au 18 avril 1959, et elle a repris au Siège des Nations Unies, à New York, du 15 au 28 août 1961.

Application territoriale

Déclarations faites à la signature(s) ou à la ratification en vertu de l'article 15 de la Convention

| | | | |
|-------------------|---------|---------|--|
| FRANCE | 31 mai | 1962(s) | La Convention s'appliquera aux départements d'outre-mer et aux territoires d'outre-mer de la République française. |
| ROYAUME-UNI | 29 mars | 1966 | <p>a) La Convention s'appliquera aux territoires non métropolitains ci-après dont le Royaume-Uni assure les relations internationales :</p> <p style="padding-left: 40px;">Antigua, Bahamas, Barbade, Bassoutoland, Bermudes, Betchouanaland, Dominique, Fidji, Gibraltar, Grenade, Guyane britannique, Honduras britannique, Honk-kong, îles Anglo-Normandes, îles Caïman, îles Falkland, îles Gilbert et Ellice, île de Man, île Maurice, îles Turks et Caïques, îles Vierges, Montserrat, Protectorat des îles Salomon britanniques, Saint-Christophe, Sainte-Hélène, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, Seychelles, Souaziland.</p> <p>b) La Convention ne s'appliquera pas à Aden, au Protectorat de l'Arabie du Sud, à Brunéi, à la Rhodésie du Sud, ni au Tonga, dont le consentement à l'application de la Convention n'a pas été donné.</p> |

5. Protocole relatif au statut des réfugiés

En date, à New York, du 31 janvier 1967¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 4 octobre 1967, conformément à l'article VIII.

ENREGISTREMENT : 4 octobre 1967, n° 8791.

TEXTE : *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Supplément n° 11A (A/6311/Rev.1/Add.1), p. 1.*

| <i>Etat</i> | <i>Adhésion</i> |
|-----------------------------------|-------------------------------|
| ALGÉRIE | 8 novembre 1967 |
| ARGENTINE | 6 décembre 1967 |
| CAMEROUN | 19 septembre 1967 |
| CHYPRE | 9 juillet 1968 |
| DANEMARK | 29 janvier 1968 |
| ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE | 1 ^{er} novembre 1968 |
| FINLANDE | 10 octobre 1968 |
| GAMBIE | 29 septembre 1967 |
| GHANA | 30 octobre 1968 |
| GRÈCE | 7 août 1968 |
| GUINÉE | 16 mai 1968 |
| IRLANDE | 6 novembre 1968 |
| ISLANDE | 26 avril 1968 |
| ISRAËL | 14 juin 1968 |
| LIECHTENSTEIN | 20 mai 1968 |
| NIGÉRIA | 2 mai 1968 |
| NORVÈGE | 28 novembre 1967 |
| PAYS-BAS ² | 29 novembre 1968 |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | 30 août 1967 |
| RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE | 4 septembre 1968 |
| ROYAUME-UNI | 4 septembre 1968 |
| SAINT-SIÈGE | 8 juin 1967 |
| SÉNÉGAL | 3 octobre 1967 |
| SUÈDE | 4 octobre 1967 |
| SUISSE | 20 mai 1968 |
| TUNISIE | 16 octobre 1968 |
| TURQUIE | 31 juillet 1968 |
| YOUGOSLAVIE | 15 janvier 1968 |

Déclarations et réserves

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Avec les réserves suivantes au sujet de l'application, en vertu de l'article premier du Protocole, de la Convention relative au statut des réfugiés, en date, à Genève, du 28 juillet 1951 :

Les Etats-Unis d'Amérique interprètent l'article 29 de la Convention comme applicable seulement aux réfugiés qui ont la qualité de résidents des Etats-Unis et se réservent le droit d'imposer les réfugiés qui n'ont pas cette qualité conformément aux règles générales applicables aux étrangers non résidents.

Les Etats-Unis d'Amérique acceptent l'obligation énoncée au paragraphe 1, b, de l'article 24 de la Convention sauf dans les cas où ce paragraphe se trouverait en conflit avec une disposition du titre II (assurance-vieillesse, assurance-survivants et assurance-invalidité) ou du titre XVIII (assurance-maladie et assurance-hospitalisation pour les personnes âgées du *Social Security Act* (loi sur la sécurité sociale). Pour ce qui est de l'application de ces dernières dispositions, les Etats-Unis accorderont aux réfugiés qui séjournent légalement sur leur territoire un traitement aussi favorable que celui dont jouissent les étrangers en général dans les mêmes circonstances.

¹ Sur la recommandation du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, le Haut Commissaire a soumis le projet de Protocole susmentionné à l'Assemblée générale des Nations Unies, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, dans l'additif à son rapport concernant les mesures propres à élargir la portée de la Convention en ce qui concerne les personnes auxquelles elle s'applique. Le Conseil économique et social, dans sa résolution 1186 (XLI) du 18 novembre 1966, a pris acte avec

approbation dudit additif et l'a transmis à l'Assemblée générale. L'Assemblée générale, dans sa résolution 2198 (XXI) du 16 décembre 1966, a pris acte du Protocole et a prié le Secrétaire général "de communiquer le texte du Protocole aux Etats visés à l'article V dudit Protocole, en vue de les mettre en mesure d'y adhérer".

² Le Royaume des Pays-Bas adhère audit Protocole en ce qui concerne le territoire du Royaume situé en Europe.

FINLANDE

Compte tenu des réserves ci-après concernant la Convention et son application conformément aux dispositions de l'article premier du Protocole :

(Pour le texte de ces réserves, voir p. 81)

GHANA

Le Gouvernement ghanéen ne se considère pas lié par l'article IV du Protocole concernant le règlement des différends.

ISRAEL

Le Gouvernement israélien adhère au Protocole sous réserve des mêmes déclarations et réserves faites au moment de la ratification de la Convention relative au statut des réfugiés, en date, à Genève, du 28 juillet 1951, conformément aux dispositions de l'article VII, paragraphe 2, du Protocole.

PAYS-BAS

Conformément à l'article VII du Protocole, toutes les réserves formulées par le Royaume des Pays-Bas lors de la signature et de la ratification de la Convention relative au statut des réfugiés, signée à Genève le 28 juillet 1951, sont considérées comme s'appliquant aux obligations découlant du Protocole.

REPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE

... compte tenu de la réserve que les dispositions de l'article IV du Protocole ne seront applicables à la Ré-

publique-Unie de Tanzanie qu'avec l'assentiment exprès du Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE
ET D'IRLANDE DU NORD

a) Conformément aux dispositions de la première phrase du paragraphe 4 de l'article VII du Protocole, le Royaume-Uni exclut par les présentes de l'application du Protocole les territoires suivants qu'il représente sur le plan international : Jersey, Rhodésie du Sud, Souaziland.

b) Conformément aux dispositions de la deuxième phrase du paragraphe 4 de l'article VII dudit Protocole, le Royaume-Uni étend par les présentes l'application du Protocole aux territoires suivants qu'il représente sur le plan international : Sainte-Lucie, Montserrat.

TURQUIE

L'instrument d'adhésion stipule que le Gouvernement turc maintient les dispositions de la déclaration qu'il a faite en vertu de la section B de l'article premier de la Convention relative au statut des réfugiés, en date, à Genève, du 28 juillet 1951, selon laquelle il n'applique la Convention qu'aux personnes qui sont devenues des réfugiés par suite d'événements survenus en Europe, ainsi que la réserve qu'il a formulée au moment de la ratification et selon laquelle aucune disposition de cette Convention ne peut être interprétée de façon à accorder aux réfugiés plus de droits que ceux reconnus aux citoyens turcs en Turquie.

CHAPITRE VI. — STUPEFIANTS

I. Protocole amendant les Accords, Conventions et Protocoles sur les stupéfiants conclus à La Haye le 23 janvier 1912, à Genève le 11 février 1925, le 19 février 1925 et le 13 juillet 1931, à Bangkok le 27 novembre 1931 et à Genève le 26 juin 1936

Signé à Lake Success, New York, le 11 décembre 1946¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 11 décembre 1946, conformément au paragraphe 1 de l'article VII.

ENREGISTREMENT : 3 février 1948, n° 186.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 12, p. 179.

Les amendements énoncés dans l'annexe au Protocole sont entrés en vigueur en ce qui concerne les Accords et Conventions énumérés ci-après, conformément au paragraphe 2 de l'article VII du Protocole² :

| | | |
|---|-------------|------|
| Accord concernant la suppression de la fabrication, du commerce intérieur et de l'usage de l'opium préparé, avec Protocole, signé à Genève le 11 février 1925 | 27 octobre | 1947 |
| Convention internationale de l'opium (avec Protocole) signée à Genève le 19 février 1925 | 3 février | 1948 |
| Convention pour limiter la fabrication et régler la distribution des stupéfiants (avec Protocole de signature) signée à Genève le 13 juillet 1931 | 21 novembre | 1947 |
| Accord relatif à la suppression de l'habitude de fumer l'opium signé à Bangkok le 27 novembre 1931 | 27 octobre | 1947 |
| Convention pour la répression du trafic illicite des drogues nuisibles, signée à Genève le 26 juin 1936 | 10 octobre | 1947 |

Signatures et acceptations du Protocole du 11 décembre 1946

| <i>Etat</i> | <i>Signature sous réserve d'approbation</i> | <i>Signature définitive (*) acceptation</i> |
|-----------------------------|---|---|
| AFGHANISTAN | | 11 décembre 1946* |
| AFRIQUE DU SUD ³ | 15 décembre 1946 | 24 février 1948 |
| ALBANIE | | 23 juin 1947 |
| ARABIE SAOUDITE | | 11 décembre 1946* |
| ARGENTINE | | 11 décembre 1946* |
| AUSTRALIE | 11 décembre 1946 | 28 août 1947 |
| AUTRICHE | | 17 mai 1950 |
| BELGIQUE | | 11 décembre 1946* |
| BOLIVIE | | 11 décembre 1946* |
| BRÉSIL | | 17 décembre 1946* |
| CANADA | | 11 décembre 1946* |
| CHILI | | 11 décembre 1946* |
| CHINE | | 11 décembre 1946* |

¹ L'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé le Protocole par sa résolution 54 (I) du 19 novembre 1946. Pour le texte de cette résolution, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, deuxième partie de la première session, résolutions (A/64/Add.1)*, p. 81.

² L'annexe au Protocole ne contient aucun amendement concernant la Convention de 1912. Dans son article III, le Protocole stipule que :

"Les fonctions attribuées au Gouvernement des Pays-Bas en vertu des articles 21 et 25 de la Convention internationale

de l'opium signée à La Haye le 23 janvier 1912 et confiées au Secrétaire général de la Société des Nations avec le consentement du Gouvernement des Pays-Bas, par une résolution de l'Assemblée de la Société des Nations en date du 15 décembre 1920, seront exercées désormais par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies."

³ La signature a été apposée sans réserve d'approbation, mais les pleins pouvoirs prévoyaient la signature avec une telle réserve.

| <i>Etat</i> | <i>Signature sous réserve d'approbation</i> | | <i>Signature définitive (*) acceptation</i> | |
|--|---|------|---|-------|
| COLOMBIE | | | 11 décembre | 1946* |
| COSTA RICA ⁴ | 11 décembre | 1946 | | |
| CUBA | 12 décembre | 1946 | | |
| DANEMARK ⁴ | 11 décembre | 1946 | 15 juin | 1949 |
| EQUATEUR | 14 décembre | 1946 | 8 juin | 1951 |
| ESPAGNE | | | 26 septembre | 1955* |
| ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE | 11 décembre | 1946 | 12 août | 1947 |
| FINLANDE | | | 3 février | 1948 |
| FRANCE ⁴ | 11 décembre | 1946 | 10 octobre | 1947 |
| GRÈCE ⁴ | 11 décembre | 1946 | 21 février | 1949 |
| GUATEMALA ⁴ | 13 décembre | 1946 | | |
| HAÏTI | 14 décembre | 1946 | 31 mai | 1951 |
| HONDURAS | | | 11 décembre | 1946* |
| HONGRIE | | | 16 décembre | 1955 |
| INDE | | | 11 décembre | 1946* |
| IRAK ⁴ | 12 décembre | 1946 | 14 septembre | 1950 |
| IRAN | | | 11 décembre | 1946* |
| IRLANDE | | | 18 février | 1948 |
| ITALIE | | | 25 mars | 1948* |
| JAPON | | | 27 mars | 1952 |
| LIBAN | | | 13 décembre | 1946* |
| LIBÉRIA | | | 11 décembre | 1946* |
| LIECHTENSTEIN ⁵ | | | 25 septembre | 1947 |
| LUXEMBOURG ⁴ | 11 décembre | 1946 | 13 octobre | 1949 |
| MEXIQUE | | | 11 décembre | 1946* |
| MONACO | | | 21 novembre | 1947* |
| NICARAGUA | 13 décembre | 1946 | 24 avril | 1950 |
| NORVÈGE ⁴ | 11 décembre | 1946 | 2 juillet | 1947 |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | | | 11 décembre | 1946* |
| PANAMA | | | 15 décembre | 1946* |
| PARAGUAY | 14 décembre | 1946 | | |
| PAYS-BAS ⁴ | 11 décembre | 1946 | 10 mars | 1948 |
| PÉRGU | 26 novembre | 1948 | | |
| PHILIPPINES ⁴ | 11 décembre | 1946 | 25 mai | 1950 |
| POLOGNE | | | 11 décembre | 1946* |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE ⁴ | 11 décembre | 1946 | 13 septembre | 1948 |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE | | | 11 décembre | 1946* |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ⁶ | | | 12 août | 1959 |
| RSS DE BIÉLORUSSIE | | | 11 décembre | 1946* |
| RSS D'UKRAINE | 11 décembre | 1946 | 8 janvier | 1948 |
| ROUMANIE | | | 11 octobre | 1961 |
| ROYAUME-UNI | | | 11 décembre | 1946* |
| SUÈDE | | | 17 octobre | 1947* |
| SUISSE ⁵ | | | 25 septembre | 1947 |
| SYRIE | | | 11 décembre | 1946* |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | | | 11 décembre | 1946* |
| THAÏLANDE | | | 27 octobre | 1947* |
| TURQUIE | | | 11 décembre | 1946* |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SO- CIALISTES SOVIÉTIQUES | 11 décembre | 1946 | 25 octobre | 1947 |
| URUGUAY | 14 décembre | 1946 | | |
| VENEZUELA | 11 décembre | 1946 | | |
| YOUGOSLAVIE ⁴ | 11 décembre | 1946 | 19 mai | 1948 |

⁴ Voir note 3, p. 101.

⁵ Le Gouvernement de la Confédération suisse, dans l'instrument d'acceptation au Protocole, a déclaré que la présente déclaration d'acceptation vaut aussi pour la Principauté de Liechtenstein.

⁶ Par une communication que le Secrétaire général a reçue le 22 janvier 1960, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a déclaré que le Protocole s'appliquerait également au Land de Berlin à compter du 12 août 1959, date de son entrée en vigueur à l'égard de la République fédérale d'Allemagne.

Eu égard à la déclaration précitée, des communications ont été adressées au Secrétaire général par les Gouvernements de la Hongrie, de la Pologne, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, d'une part, et par les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de la République fédérale d'Allemagne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part. En ce qui concerne la nature de ces communications, voir note 4, p. 45.

2. Convention internationale de l'opium

La Haye, 23 janvier 1912¹

Observation. — Cette Convention, signée en 1912, n'a pas été conclue sous les auspices de la Société des Nations, mais elle a servi de point de départ au système élaboré par la Société des Nations, et elle a été en quelque sorte incorporée à ce système.

Tableau² des signatures de la Convention, des signatures du Protocole de signature des Puissances non représentées à la première Conférence de l'opium, visé à l'avant-dernier alinéa de l'article 22 de la Convention, des ratifications de la Convention et des signatures du Protocole relatif à la mise en vigueur de la Convention, visé sous B du Protocole de clôture de la troisième Conférence de l'opium.

(Les ratifications et les signatures en vertu de l'article 295 du Traité de paix de Versailles ou d'un article analogue d'un autre traité de paix sont marquées du signe*.)

| <i>Etats</i> | <i>Signatures de la Convention</i> | <i>Signatures du Protocole des Puissances non représentées à la Conférence de l'opium</i> | <i>Ratifications de la Convention et adhésions</i> | <i>Signatures du Protocole relatif à la mise en vigueur de la Convention (dates de l'entrée en vigueur)</i> |
|---|------------------------------------|---|--|---|
| AFGHANISTAN | — | — | 5 mai 1944 | — |
| ALBANIE | — | 3 février 1925 | 3 février 1925 | 3 février 1925 |
| ALLEMAGNE | 23 janv. 1912 | — | 10 janv. 1920* | 10 janv. 1920* |
| AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS D') | 23 janv. 1912 | — | 15 déc. 1913 | 11 février 1915 |
| ARABIE SAOUDIENNE (a) ... | — | — | 19 février 1943 | — |
| ARGENTINE | — | 17 oct. 1912 | 23 avril 1946 | — |
| AUTRICHE | — | — | 16 juill. 1920* | 16 juill. 1920* |
| BELGIQUE ³ | — | 18 juin 1912 | 16 juin 1914 | 14 mai 1919 |
| <i>Congo belge et territoire sous mandat du Ruanda-Urundi (a)</i> | — | — | 29 juill. 1942 | — |
| BOLIVIE | — | 4 juin 1913 | 10 janv. 1920* | 10 janv. 1920* |
| BRÉSIL | — | 16 oct. 1912 | 23 déc. 1914 | 10 janv. 1920* |
| GRANDE-BRETAGNE ⁴ | 23 janv. 1912 | — | 15 juill. 1914 | 10 janv. 1920* |
| <i>Birmanie</i> | — | — | — | — |
| BULGARIE | — | 2 mars 1914 | 9 août 1920* | 9 août 1920* |
| CHILI | — | 2 juill. 1913 | 16 janv. 1923 | 18 mai 1923 |
| CHINE | 23 janv. 1912 | — | 9 février 1914 | 11 février 1915 |

¹ Enregistrée n° 222. Voir *Recueil des Traités* de la Société des Nations, vol. 8, p. 187.

Ratifications et adhésions postérieures à l'enregistrement : voir vol. 11, p. 414; vol. 15, p. 310; vol. 19, p. 282; vol. 24, p. 162; vol. 31, p. 244; vol. 35, p. 298; vol. 39, p. 167; vol. 59, p. 346; vol. 104, p. 495; vol. 107, p. 461; vol. 117, p. 48; vol. 138, p. 416; vol. 172, p. 390; vol. 200, p. 497; vol. 204, p. 438, et vol. 205, p. 192.

² Ce tableau, qui figurait dans les annexes au Rapport supplémentaire sur l'œuvre de la Société, est reproduit ici à titre de documentation.

³ Sous réserve d'adhésion ou de dénonciation en ce qui concerne le Congo belge.

⁴ Sous réserve de la déclaration suivante :

Les articles de la présente Convention, si elle est ratifiée par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, s'appliqueront à l'Empire des Indes britanniques, à Ceylan, aux Straits Settlements, à Hong-kong et à Wei-Hai-Wei, sous tous les rapports, de la même façon qu'ils s'appliqueront au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande; mais le Gouvernement de Sa Majesté britannique se réserve le droit de signer ou de dénoncer séparément ladite Convention au nom de tout Dominion, Colonie, Dépendance ou Protectorat de Sa Majesté autre que ceux qui ont été spécifiés.

En vertu de la réserve mentionnée ci-dessus, la Grande-Bretagne a signé la Convention pour les Dominions, Colonies, Dépendances et Protectorats suivants : Canada, Terre-Neuve, Nouvelle-Zélande, Brunei, Chypre, Protectorat de l'Afrique Orientale, îles Falkland, Protectorats malais, Gambie, Gibraltar, Côte de l'Or, Jamaïque, Johore, Kedah, Kelantan, Perlis, Trengganu, Malte, Nigéria du Nord, Bornéo septentrional, Nyassaland, Sainte-Hélène, Sarawak, Seychelles, Somaliland, Nigéria du Sud, Trinidad, Ouganda, le 17 décembre 1912; pour la Colonie de Fidji, le 27 février 1913; pour la Colonie de Sierra-Leone, le Protectorat des îles Gilbert et Ellice et le Protectorat des îles Salomon, le 22 avril 1913; pour le Gouvernement du Commonwealth d'Australie, le 25 juin 1913; pour les îles Bahamas et pour les trois Colonies des Îles du Vent, savoir : Grenade, Sainte-Lucie et Saint-Vincent, le 14 novembre 1913; pour les îles Sous-le-Vent, le 30 janvier 1914; pour la Guyane britannique ainsi que pour le Honduras britannique, le 11 février 1914; pour le Gouvernement de l'Afrique du Sud, le 11 mars 1914; pour Zanzibar, la Rhodésie du Sud et du Nord, le Bassoutoland, le Protectorat du Betchouanaland et Swaziland, le 28 mars 1914; pour la Colonie de Barbade, le 4 avril 1914; pour l'île de France (Maurice) et ses dépendances, le 8 avril 1914; pour les îles Bermudes, le 11 juillet 1914; pour la Palestine, le 21 août 1924; pour les Nouvelles-Hébrides (avec la France), le 21 août 1924; pour l'Irak, le 20 octobre 1924.

| <i>Etats</i> | <i>Signatures de la Convention</i> | <i>Signatures du Protocole des Puissances non représentées à la Conférence de l'opium</i> | <i>Ratifications de la Convention et adhésions</i> | <i>Signatures du Protocole relatif à la mise en vigueur de la Convention (dates de l'entrée en vigueur)</i> |
|----------------------------|------------------------------------|---|--|---|
| COLOMBIE ⁵ | — | 15 janv. 1913 | 26 juin 1924 | 30 juin 1924 |
| COSTA RICA | — | 25 avril 1912 | 1 ^{er} août 1924 | 29 juill. 1925 |
| CUBA | — | 8 mai 1913 | 8 mars 1920* | 8 mars 1920* |
| DANEMARK ⁶ | — | 17 déc. 1912 | 10 juill. 1913 | 21 oct. 1921 |
| DOMINICAINE (RÉPUBL.) | — | 12 nov. 1912 | 7 juin 1923 | 14 avril 1931 |
| ÉGYPTE (a) | — | — | 5 juin 1942 | — |
| EQUATEUR | — | 2 juill. 1912 | 25 février 1915 | 23 août 1923 |
| ESPAGNE | — | 23 oct. 1912 | 25 janv. 1919 | 11 février 1921 |
| ESTONIE | — | 9 janv. 1923 | 20 avril 1923 | 21 janv. 1931 |
| FINLANDE | — | 24 avril 1922 | 16 mai 1922 | 1 ^{er} déc. 1922 |
| FRANCE ⁷ | 23 janv. 1912 | — | 10 janv. 1920* | 10 janv. 1920* |
| GRÈCE | — | — | 30 mars 1920* | 30 mars 1920* |
| GUATEMALA | — | 17 juin 1912 | 27 août 1913 | 10 janv. 1920* |
| HAÏTI | — | 21 août 1912 | 30 juin 1920* | 30 juin 1920* |
| HONDURAS | — | 5 juill. 1912 | 29 août 1913 | 3 avril 1915 |
| HONGRIE | — | — | 26 juill. 1921* | 26 juill. 1921* |
| IRAN ⁸ | 23 janv. 1912 | — | — | — |
| ITALIE | 23 janv. 1912 | — | 28 juin 1914 | 10 janv. 1920* |
| JAPON | 23 janv. 1912 | — | 10 janv. 1920* | 10 janv. 1920* |
| LETTONIE | — | 6 février 1922 | 25 mars 1924 | 18 janv. 1932 |
| LIBÉRIA | — | — | 30 juin 1920* | 30 juin 1920* |
| LIECHTENSTEIN ⁹ | — | — | — | — |
| LITHUANIE | — | 7 avril 1922 | — | — |
| LUXEMBOURG | — | 18 juin 1912 | 21 août 1922 | 21 août 1922 |
| MEXIQUE | — | 15 mai 1912 | 2 avril 1925 | 8 mai 1925 |
| MONACO | — | 1 ^{er} mai 1923 | 20 février 1925 | 26 mai 1925 |
| NICARAGUA | — | 18 juill. 1913 | 10 nov. 1914 | 3 nov. 1920 |
| NORVÈGE | — | 2 sept. 1913 | 12 nov. 1914 | 20 sept. 1915 |
| PANAMA | — | 19 juin 1912 | 25 nov. 1920* | 25 nov. 1920* |
| PARAGUAY (a) | — | 14 déc. 1912 | 17 mars 1943 | — |
| PAYS-BAS | 23 janv. 1912 | — | 28 juill. 1914 | 11 février 1915 |
| PÉROU | — | 24 juill. 1913 | 10 janv. 1920* | 10 janv. 1920* |
| POLOGNE | — | — | 10 janv. 1920* | 10 janv. 1920* |
| PORTUGAL | 23 janv. 1912 | — | 15 déc. 1913 | 8 avril 1920* |
| ROUMANIE | — | 27 déc. 1913 | 14 sept. 1920* | 14 sept. 1920* |
| RUSSIE | 23 janv. 1912 | — | — | — |
| SALVADOR | — | 30 juill. 1912 | 19 sept. 1922 | 29 mai 1931 |
| SUÈDE ¹⁰ | — | 27 août 1913 | 17 avril 1914 | 13 janv. 1921 |
| SUISSE ¹¹ | — | 29 déc. 1913 | 15 janv. 1925 | 15 janv. 1925 |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | — | — | 10 janv. 1920* | 10 janv. 1920* |
| THAÏLANDE ¹² | 23 janv. 1912 | — | 10 juill. 1913 | 10 janv. 1920* |

⁵ Sous réserve de l'approbation du corps législatif de la Colombie.

⁶ La signature du Protocole des Puissances non représentées à la Conférence ainsi que la ratification ont eu lieu pour le Danemark, l'Islande et les Antilles danoises; la signature du Protocole relatif à la mise en vigueur a eu lieu pour le Danemark et l'Islande séparément.

⁷ Sous réserve d'une ratification ou d'une dénonciation éventuellement séparée et spéciale en ce qui concerne les protectorats français. La France et la Grande-Bretagne ont signé la Convention pour les Nouvelles-Hébrides, le 21 août 1924.

⁸ Sous réserve des articles 15, 16, 17, 18 et 19 (l'Iran n'ayant pas de traité avec la Chine) et du paragraphe a de l'article 3.

⁹ Le Ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, par une lettre en date du 14 octobre 1936, a transmis au Secrétariat, à la demande de la Légation de Suisse à La Haye, la déclaration suivante :

"Aux termes des arrangements intervenus en 1929 et 1935 entre le Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein et le Gouvernement suisse en application du Traité d'union douanière conclu le 29 mars 1923 entre ces deux

pays, la législation suisse sur les stupéfiants, y compris l'ensemble des mesures prises par les autorités fédérales en exécution des différentes conventions internationales relatives aux drogues nuisibles, est applicable, pendant la durée du traité d'union douanière, au territoire de la Principauté de la même façon qu'au territoire de la Confédération. La Principauté de Liechtenstein participe, en conséquence, pendant la durée dudit traité, aux conventions internationales conclues ou à conclure en matière de stupéfiants sans qu'il soit nécessaire ni opportun qu'elle y adhère séparément."

¹⁰ Sous réserve de la déclaration suivante : "L'opium n'étant pas fabriqué en Suède, le Gouvernement suédois se contentera pour le moment de prohiber l'importation de l'opium préparé, mais se déclare en même temps prêt à prendre les mesures visées dans l'article 8 de la Convention si l'expérience en démontre l'opportunité."

¹¹ Sous réserve de ratification et avec la déclaration qu'il ne sera pas possible au Gouvernement suisse de promulguer les dispositions légales nécessaires dans le délai fixé par la Convention.

¹² Sous réserve des articles 15, 16, 17, 18 et 19 (la Thaïlande n'ayant pas de traité avec la Chine).

| <i>Etats</i> | <i>Signatures de la Convention</i> | <i>Signatures du Protocole des Puissances non représentées à la Conférence de l'opium</i> | <i>Ratifications de la Convention et adhésions</i> | <i>Signatures du Protocole relatif à la mise en vigueur de la Convention (dates de l'entrée en vigueur)</i> |
|-------------------|------------------------------------|---|--|---|
| TURQUIE | 15 sept. 1933 | — | 15 sept. 1933 | 15 sept. 1933 |
| URUGUAY | — | 9 mars 1914 | 3 avril 1916 | 10 janv. 1920* |
| VENEZUELA | — | 10 sept. 1912 | 28 oct. 1913 | 12 juill. 1927 |
| YOUgoslavIE | — | — | 10 février 1920* | 10 février 1920* |

Actes postérieurs à la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a assumé les fonctions de dépositaire

| <i>Etat</i> | <i>Adhésion (a), notification de succession (d)</i> | |
|--|---|---------------|
| CAMBODGE ¹³ | 3 octobre | 1951 |
| CAMEROUN | 20 novembre | 1961 <i>d</i> |
| CEYLAN | 4 décembre | 1957 <i>d</i> |
| CHYPRE | 16 mai | 1963 <i>d</i> |
| CONGO (BRAZZAVILLE) | 15 octobre | 1962 <i>d</i> |
| CONGO (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU) | 31 mai | 1962 <i>d</i> |
| CÔTE D'IVOIRE | 8 décembre | 1961 <i>d</i> |
| ETHIOPIE | 28 décembre | 1948 <i>a</i> |
| GHANA | 3 avril | 1958 <i>d</i> |
| INDONÉSIE | 29 mai | 1958 <i>a</i> |
| ISRAËL | 12 mai | 1952 <i>a</i> |
| JAMAÏQUE | 26 décembre | 1963 <i>d</i> |
| JORDANIE | 12 mai | 1958 <i>a</i> |
| LAOS ¹³ | 7 octobre | 1950 |
| LIBAN | 24 mai | 1954 <i>d</i> |
| MALAISIE | 21 août | 1958 <i>d</i> |
| MALAWI | 22 juillet | 1965 <i>d</i> |
| MALTE | 3 janvier | 1966 <i>d</i> |
| NIGER | 25 août | 1961 <i>d</i> |
| NIGÉRIA | 26 juin | 1961 <i>d</i> |
| PHILIPPINES | 30 septembre | 1959 <i>d</i> |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | 4 septembre | 1962 <i>d</i> |
| RÉPUBLIQUE DU VIET-NAM ¹³ | 11 août | 1950 |
| RWANDA | 5 mai | 1964 <i>d</i> |
| SÉNÉGAL | 2 mai | 1963 <i>d</i> |
| SIERRA LEONE | 13 mars | 1962 <i>d</i> |
| SYRIE | 20 janvier | 1954 <i>d</i> |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | 11 avril | 1966 <i>d</i> |

¹³ Par notifications communes reçues des Gouvernements de la France et de la République du Viet-Nam le 11 août 1950, des Gouvernements de la France et du Laos le 7 octobre 1950, et des Gouvernements de la France et du Cambodge le 3 octobre 1951, avis a été donné du transfert par le Gouvernement français aux Gouvernements de la République du Viet-Nam, du Laos et du Cambodge, des charges et obligations découlant de l'application de cette Convention dans ces pays.

3. Accord concernant la suppression de la fabrication, du commerce intérieur et de l'usage de l'opium préparé

Signé à Genève le 11 février 1925 et amendé par le Protocole signé à Lake Success, New York, le 11 décembre 1946

ENTRÉE EN VIGUEUR : 27 octobre 1947, date à laquelle les amendements à l'Accord, tels que contenus dans l'annexe au Protocole du 11 décembre 1946, sont entrés en vigueur conformément au paragraphe 2 de l'article VII du Protocole.

| <i>Etat</i> | <i>Signature définitive ou acceptation du Protocole du 11 décembre 1946, notification¹ concernant l'Accord sous sa forme modifiée</i> | |
|---|--|------|
| CAMBODGE ¹ | 3 octobre | 1951 |
| FRANCE | 10 octobre | 1947 |
| INDE | 11 décembre | 1946 |
| JAPON | 27 mars | 1952 |
| LAOS ¹ | 7 octobre | 1950 |
| PAYS-BAS | 10 mars | 1948 |
| RÉPUBLIQUE DU VIET-NAM ¹ | 11 août | 1950 |
| THAÏLANDE | 27 octobre | 1947 |
| ROYAUME-UNI | 11 décembre | 1946 |

¹ Voir note 13, p. 105.

4. Première Conférence de l'opium de la Société des Nations

Accord relatif à la suppression de la fabrication, du commerce intérieur et de l'usage de l'opium préparé, Protocole et Acte final

Genève, 11 février 1925¹

EN VIGUEUR depuis le 28 juillet 1926 (article 14).

Ratifications

EMPIRE BRITANNIQUE (17 février 1926)

La signature du présent Protocole est soumise, en ce qui concerne les protectorats britanniques, aux conditions figurant à l'article XIII de l'Accord.

Birmanie

INDE (17 février 1926)

FRANCE (29 avril 1926)

JAPON (10 octobre 1928)

PAYS-BAS (y compris les *Indes néerlandaises, Surinam*
et *Curaçao*) (1^{er} mars 1927)

PORTUGAL (13 septembre 1926)

Tout en acceptant le principe du monopole, tel qu'il est formulé à l'article premier, ne s'engage, en ce qui concerne la date à laquelle les mesures prévues au premier paragraphe entreront en vigueur, que sous réserve de la disposition du paragraphe 2 du même article.

Le Gouvernement portugais, étant lié par un contrat conforme aux dispositions de la Convention de La Haye de 1912, ne pourra mettre à exécution les stipulations du paragraphe 1 de l'article VI du présent Accord, aussi longtemps que les obligations découlant de ce contrat persisteront.

THAÏLANDE (6 mai 1927)

Réserve faite de l'article I, paragraphe 3, *a*, relatif à la date à laquelle cette disposition entrera en vigueur, et réserve faite de l'article V. La raison de ces réserves a été expliquée par le premier délégué de la Thaïlande le 14 novembre 1924. Le Gouvernement thaï espère mettre en vigueur le système d'enregistrement et de rationnement dans la période de trois ans; à la fin de cette période, la réserve en ce qui concerne l'article I, paragraphe 3 *a*), deviendra caduque.

¹ Enregistré sous le numéro 1239. Voir *Recueil des Traités de la Société des Nations*, vol. 51, p. 337. Ratifications postérieures à l'enregistrement; voir vol. 59, p. 401; vol. 78, p. 489; et vol. 197, p. 296.

5. Convention internationale de l'opium (avec Protocole)

Signée à Genève le 19 février 1925 et amendée par le Protocole signé à Lake Success, New York, le 11 décembre 1946

ENTRÉE EN VIGUEUR : 3 février 1948, date à laquelle les amendements, tels que contenus dans l'annexe au Protocole du 11 décembre 1946, sont entrés en vigueur conformément au paragraphe 2 de l'article VII du Protocole.

| <i>Etat</i> | <i>Signature définitive ou acceptation du Protocole du 11 décembre 1946</i> | <i>Adhésion (a), notification de succession (d) concernant la Convention sous sa forme modifiée</i> |
|---|---|---|
| AFGHANISTAN | | 29 janvier 1957 a |
| AFRIQUE DU SUD | 24 février 1948 | |
| ALGÉRIE | | 31 octobre 1963 a |
| ARGENTINE | 11 décembre 1946 | |
| AUSTRALIE | 28 août 1947 | |
| AUTRICHE | 17 mai 1950 | |
| BELGIQUE | 11 décembre 1946 | |
| BOLIVIE | 14 décembre 1946 | |
| BRÉSIL | 17 décembre 1946 | |
| CAMBODGE ¹ | | 3 octobre 1951 |
| CAMEROUN | | 20 novembre 1961 d |
| CANADA | 11 décembre 1946 | |
| CEYLAN | | 4 décembre 1957 d |
| CHILI | 11 décembre 1946 | |
| COLOMBIE | 11 décembre 1946 | |
| CONGO (BRAZZAVILLE) | | 15 octobre 1962 d |
| CONGO (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU) | | 31 mai 1962 d |
| CÔTE D'IVOIRE | | 8 décembre 1961 d |
| DAHOMEY | | 5 décembre 1961 d |
| DANEMARK | 15 juin 1949 | |
| EQUATEUR | 8 juin 1951 | |
| ESPAGNE | 26 septembre 1955 | |
| ETHIOPIE | | 9 septembre 1947 a |
| FINLANDE | 3 février 1948 | |
| FRANCE | 10 octobre 1947 | |
| GHANA | | 7 avril 1958 d |
| GRÈCE | 21 février 1949 | |
| HAÏTI | 31 mai 1951 | |
| HAUTE-VOLTA | | 26 avril 1963 a |
| HONDURAS | 11 décembre 1946 | |
| HONGRIE | 16 décembre 1955 | |
| INDE | 11 décembre 1946 | |
| INDONÉSIE | | 3 avril 1958 a |
| IRAK | 14 septembre 1950 | |
| IRLANDE | 18 février 1948 | |
| ISRAËL | | 16 mai 1952 a |
| ITALIE | 25 mars 1948 | |
| JAMAÏQUE | | 26 décembre 1963 d |
| JAPON | 27 mars 1952 | |
| JORDANIE | | 7 mai 1958 a |
| LAOS ¹ | | 7 octobre 1950 |
| LIBAN | 13 décembre 1946 | |
| LIECHTENSTEIN ² | 25 septembre 1947 | |
| LUXEMBOURG | 13 octobre 1949 | |
| MALAISIE | | 21 août 1958 d |
| MALAWI | | 22 juillet 1965 d |

¹ Voir note 13, p. 105.

² Voir note 5, p. 102.

| <i>Etat</i> | <i>Signature définitive ou acceptation du Protocole du 11 décembre 1946</i> | <i>Adhésion (a), notification de succession (d) concernant la Convention sous sa forme modifiée</i> |
|---|---|---|
| MAROC | | 7 novembre 1956 <i>d</i> |
| MONACO | 21 novembre 1947 | |
| NIGER | | 25 août 1961 <i>d</i> |
| NIGÉRIA | | 26 juin 1961 <i>d</i> |
| NORVÈGE | 2 juillet 1947 | |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 11 décembre 1946 | |
| OUGANDA | | 20 octobre 1965 <i>a</i> |
| PAYS-BAS | 10 mars 1948 | |
| POLOGNE | 11 décembre 1946 | |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE ... | 13 septembre 1948 | |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | | 4 septembre 1962 <i>d</i> |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE . | 11 décembre 1946 | |
| RÉPUBLIQUE DU VIET-NAM ³ | | 11 août 1950 |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE | 12 août 1959 | |
| ROUMANIE | 11 octobre 1961 | |
| ROYAUME-UNI | 11 décembre 1946 | |
| RWANDA | | 5 août 1964 <i>d</i> |
| SÉNÉGAL | | 2 mai 1963 <i>d</i> |
| SIERRA LEONE | | 13 mars 1962 <i>d</i> |
| SUÈDE | 17 octobre 1947 | |
| SUISSE ⁴ | 25 septembre 1947 | |
| SYRIE | 11 décembre 1946 | |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 11 décembre 1946 | |
| THAÏLANDE | 27 octobre 1947 | |
| TOGO | | 27 février 1962 <i>d</i> |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | | 11 avril 1966 <i>d</i> |
| TURQUIE | 11 décembre 1946 | |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES .. | 25 octobre 1947 | |
| YOUgoslavie | 19 mai 1948 | |

³ Voir note 13, p. 105.

⁴ Voir note 5, p. 102.

6. Deuxième Conférence de l'opium de la Société des Nations

a) Convention de l'opium

Genève, 19 février 1925¹

EN VIGUEUR depuis le 25 septembre 1928 (article 36).

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|---|----------------------|
| ALLEMAGNE | (15 août 1929) |
| Sous la réserve annexée au procès-verbal de la séance plénière du 16 février 1925. (La validité de la signature et la ratification de cette Convention sont subordonnées à la condition de la présence d'un expert allemand comme membre du Comité central.) | |
| ARGENTINE | (18 avril 1946) |
| AUTRICHE | (25 novembre 1927) |
| BELGIQUE | (24 août 1927) |
| N'engage ni le Congo belge, ni le territoire du Ruanda-Urundi placé sous le mandat de la Belgique. | |
| <i>Congo belge et territoire sous mandat du Ruanda-Urundi</i> | |
| | (17 décembre 1941 a) |
| BOLIVIE | (15 avril 1932 a) |
| 1. Ne s'engage pas à restreindre la culture ni la production de la coca dans le pays, ni à interdire l'usage des feuilles de coca parmi la population indigène. | |
| 2. L'exportation des feuilles de coca sera soumise au contrôle du Gouvernement bolivien au moyen de certificats d'exportation. | |
| 3. Pour l'exportation de la coca, le Gouvernement bolivien désigne les endroits suivants : Villazon, Yacuiba, Antofagasta, Arica et Mollendo. | |
| BRÉSIL | (10 juin 1932) |
| EMPIRE BRITANNIQUE | (17 février 1926) |
| La ratification ne s'étend pas au Dominion du Canada ni à l'Etat libre d'Irlande, et, conformément à la faculté réservée aux termes de l'article 39 de la Convention, ladite ratification n'engage pas la Colonie de Bahamas ni l'Etat de Sarawak placé sous la protection de Sa Majesté Britannique. | |
| <i>Etat de Sarawak</i> | (11 mars 1926 a) |
| <i>Bahamas</i> | (22 octobre 1926 a) |
| <i>Birmanie</i> | |
| CANADA | (27 juin 1928) |
| AUSTRALIE | (17 février 1926) |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | (17 février 1926) |

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|---|----------------------------------|
| Y compris le territoire sous mandat du <i>Samoa occidental</i> . | |
| UNION SUD-AFRICAINE | (17 février 1926) |
| IRLANDE | (1 ^{er} septembre 1931) |
| INDE | (17 février 1926) |
| IRAK | (8 août 1931 a) |
| BULGARIE | (9 mars 1927) |
| CHILI | (11 avril 1933) |
| COLOMBIE | (3 décembre 1930 a) |
| COSTA RICA | (8 janvier 1935 a) |
| CUBA | (6 juillet 1931) |
| DANEMARK | (23 avril 1930) |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE | (19 juillet 1928 a) |
| EGYPTE | (16 mars 1926 a) |
| EQUATEUR | (23 octobre 1934 a) |
| ESPAGNE | (22 juin 1928) |
| Engage aussi les <i>Colonies espagnoles</i> et le <i>Protectorat espagnol du Maroc</i> . | |
| ESTONIE | (30 août 1930 a) |
| FINLANDE | (5 décembre 1927 a) |
| FRANCE | (2 juillet 1927) |
| Le Gouvernement français est obligé de faire toutes ses réserves en ce qui concerne les colonies, protectorats et pays sous mandat, dépendant de son autorité, sur la possibilité de produire régulièrement, dans le délai strictement imparti, des statistiques trimestrielles prévues à l'alinéa 2 de l'article 22. | |
| GRÈCE | (10 décembre 1929) |
| HAÏTI | (30 novembre 1938 a) |
| HONDURAS | (21 septembre 1934 a) |
| HONGRIE | (27 août 1930) |
| ITALIE (pour le Royaume et les colonies) | (11 décembre 1929 a) |
| JAPON | (10 octobre 1928) |
| LETTONIE | (31 octobre 1928) |
| LIECHTENSTEIN ² | |

¹ Enregistrée sous le numéro 1845. Voir *Recueil des Traités de la Société des Nations*, vol. 81, p. 317.

Ratifications et adhésions postérieures à l'enregistrement : voir vol. 88, p. 390; vol. 92, p. 409; vol. 96, p. 204; vol. 100, p. 249; vol. 104, p. 516; vol. 107, p. 525; vol. 111, p. 411; vol. 117, p. 290; vol. 122, p. 355; vol. 134, p. 407; vol. 156, p. 205; vol. 160, p. 348; vol. 168, p. 233; vol. 193, p. 269; vol. 197, p. 300; vol. 200, p. 503; et vol. 205, p. 193.

² Le Département politique fédéral suisse, par une lettre en date du 15 juillet 1936, a fait savoir au Secrétariat ce qui suit : "Aux termes des arrangements intervenus en 1929 et 1935 entre le Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein et le Gouvernement suisse en application du Traité d'union douanière conclu le 29 mars 1923 entre ces deux pays, la législation suisse sur les stupéfiants, y compris l'ensemble des

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|--|----------------------|
| LITHUANIE | (13 février 1931 a) |
| LUXEMBOURG | (27 mars 1928) |
| MONACO | (9 février 1927 a) |
| NORVÈGE | (16 mars 1931 a) |
| <i>Nouvelles-Hébrides</i> | (27 décembre 1927 a) |
| PARAGUAY | (25 juin 1941 a) |
| PAYS-BAS (y compris les <i>Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao</i>) | (4 juin 1928) |
| POLOGNE | (16 juin 1927) |
| PORTUGAL | (13 septembre 1926) |
| ROUMANIE | (18 mai 1928 a) |
| SAINT-MARIN | (21 avril 1926 a) |
| SALVADOR | (2 décembre 1926 a) |
| <i>Soudan</i> | (20 février 1926) |
| SUÈDE | (6 décembre 1930 a) |
| SUISSE | (3 avril 1929) |

En se référant à la déclaration formulée par la délégation suisse à la trente-sixième séance plénière

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|---|---------------------|
| de la Conférence, concernant l'envoi des statistiques trimestrielles prévues à l'article 22, chiffre 2. | |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | (11 avril 1927) |
| THAÏLANDE | (11 octobre 1929) |
| TURQUIE | (3 avril 1933 a) |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES | (31 octobre 1935 a) |
| URUGUAY | (11 septembre 1930) |
| VENEZUELA | (19 juin 1929 a) |
| YOUgoslavIE | (4 septembre 1929) |

Signatures non encore suivies de ratification

| | |
|-----------|---|
| ALBANIE | |
| IRAN | <i>À référendum</i> et sous réserve de la satisfaction qui sera donnée par la Société des Nations à la demande de l'Iran exposée dans son mémorandum O.D.C. 24. |
| NICARAGUA | |

b) Protocole**Genève, 19 février 1925**

EN VIGUEUR depuis le 25 septembre 1928.

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|--------------------------------------|---------------------|
| ALLEMAGNE | (15 août 1929) |
| ARGENTINE | (18 avril 1946) |
| EMPIRE BRITANNIQUE | (17 février 1926) |
| Même réserve que pour la Convention. | |
| <i>Etat de Sarawak</i> | (11 mars 1926 a) |
| <i>Bahamas</i> | (22 octobre 1926 a) |
| <i>Birmanie</i> | |
| CANADA | (27 juin 1928) |
| AUSTRALIE | (17 février 1926) |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | (17 février 1926) |
| UNION SUD-AFRICAINE | (17 février 1926) |
| INDE | (17 février 1926) |
| IRAK | (8 août 1931 a) |
| BOLIVIE | (15 avril 1932 a) |
| BULGARIE | (9 mars 1927) |
| CHILI | (11 avril 1933) |
| COLOMBIE | (3 décembre 1930 a) |
| COSTA RICA | (8 janvier 1935 a) |

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|---|-----------------------|
| CUBA | (6 juillet 1931) |
| EGYPTE | (16 mars 1926 a) |
| EQUATEUR | (23 octobre 1934 a) |
| ESPAGNE | (19 avril 1930 a) |
| ESTONIE | (30 août 1930 a) |
| FINLANDE | (5 décembre 1927 a) |
| GRÈCE | (10 décembre 1929) |
| HAÏTI | (30 novembre 1938 a) |
| HONDURAS | (21 septembre 1934 a) |
| JAPON | (10 octobre 1928) |
| LETTONIE | (31 octobre 1928) |
| LUXEMBOURG | (27 mars 1928) |
| PAYS-BAS (y compris les INDES NÉERLANDAISES, le SURINAM et CURAÇAO) | (4 juin 1928) |
| PORTUGAL | (13 septembre 1926) |
| ROUMANIE | (18 mai 1928 a) |
| SALVADOR | (2 décembre 1926 a) |
| <i>Soudan</i> | (20 février 1926) |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | (11 avril 1927) |
| THAÏLANDE | (11 octobre 1929) |
| TURQUIE | (3 avril 1933 a) |
| VENEZUELA | (19 juin 1929 a) |
| YOUgoslavIE | (4 septembre 1929) |

Signatures non encore suivies de ratifications

| | |
|-----------|--|
| ALBANIE | |
| IRAN | |
| NICARAGUA | |

mesures prises par les autorités fédérales en exécution des différentes conventions internationales relatives aux drogues nuisibles, est applicable, pendant la durée du Traité d'union douanière, au territoire de la Principauté de la même façon qu'au territoire de la Confédération. La Principauté de Liechtenstein participe, en conséquence, pendant la durée dudit traité, aux conventions internationales conclues ou à conclure en matière de stupéfiants sans qu'il soit nécessaire ni opportun qu'elle y adhère séparément."

7. Convention pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants (avec Protocole de signature)

Signée à Genève le 13 juillet 1931 et amendée par le Protocole signé à Lake Success, New York, le 11 décembre 1946

ENTRÉE EN VIGUEUR : 21 novembre 1947, date à laquelle les amendements, tels que contenus dans l'annexe au Protocole du 11 décembre 1946, sont entrés en vigueur conformément au paragraphe 2 de l'article VII du Protocole.

| <i>Etat</i> | <i>Signature définitive ou acceptation du Protocole du 11 décembre 1946</i> | <i>Adhésion (a), notification de succession (d) concernant la Convention telle qu'amendée</i> |
|---|---|---|
| AFGHANISTAN | 11 décembre 1946 | |
| AFRIQUE DU SUD | 24 février 1948 | |
| ALBANIE | 23 juin 1947 | |
| ALGÉRIE | | 31 octobre 1963 a |
| ARABIE SAOUDITE | 11 décembre 1946 | |
| ARGENTINE | 11 décembre 1946 | |
| AUSTRALIE | 28 août 1947 | |
| AUTRICHE | 17 mai 1950 | |
| BELGIQUE | 11 décembre 1946 | |
| BRÉSIL | 17 décembre 1946 | |
| CAMBODGE ¹ | | 3 octobre 1951 |
| CAMEROUN | | 20 novembre 1961 d |
| CANADA | 11 décembre 1946 | |
| CEYLAN | | 4 décembre 1957 d |
| CHILI | 11 décembre 1946 | |
| CHINE | 11 décembre 1946 | |
| COLOMBIE | 11 décembre 1946 | |
| CONGO (BRAZZAVILLE) | | 15 octobre 1962 d |
| CONGO (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU) | | 31 mai 1962 d |
| CÔTE D'IVOIRE | | 8 décembre 1961 d |
| DAHOMEY | | 5 décembre 1961 d |
| DANEMARK | 15 juin 1949 | |
| EQUATEUR | 8 juin 1951 | |
| ESPAGNE | 26 septembre 1955 | |
| ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE | 12 août 1947 | |
| ETHIOPIE | | 9 septembre 1947 |
| FINLANDE | 3 février 1948 | |
| FRANCE | 10 octobre 1947 | |
| GHANA | | 7 avril 1958 d |
| GRÈCE | 21 février 1949 | |
| GUINÉE | | 26 avril 1962 d |
| HAÏTI | 31 mai 1951 | |
| HAUTE-VOLTA | | 26 avril 1963 a |
| HONDURAS | 11 décembre 1946 | |
| HONGRIE | 16 décembre 1955 | |
| INDE | 11 décembre 1946 | |
| INDONÉSIE | | 3 avril 1958 a |
| IRAK | 14 septembre 1950 | |
| IRAN | 11 décembre 1946 | |
| IRLANDE | 18 février 1948 | |
| ISRAËL | | 16 mai 1952 a |
| ITALIE | 25 mars 1948 | |
| JAMAÏQUE | | 26 décembre 1963 d |
| JAPON | 27 mars 1952 | |
| JORDANIE | | 12 avril 1954 a |

¹ Voir note 13, p. 105.

| <i>Etat</i> | <i>Nature définitive ou acceptation du Protocole du 11 décembre 1946</i> | <i>Adhésion (a), notification de succession (d) concernant la Convention telle qu'amendée</i> |
|---|--|---|
| LAOS ² | | 7 octobre 1950 ^b |
| LIBAN | 13 décembre 1946 | |
| LIECHTENSTEIN ³ | 25 septembre 1947 | |
| LUXEMBOURG | 13 octobre 1949 | |
| MALAISIE | | 21 août 1958 <i>d</i> |
| MALAWI | | 22 juillet 1965 <i>d</i> |
| MAROC | | 7 novembre 1956 <i>d</i> |
| MEXIQUE | 11 décembre 1946 | |
| MONACO | 21 novembre 1947 | |
| NICARAGUA | 24 avril 1950 | |
| NIGER | | 25 août 1961 <i>d</i> |
| NIGÉRIA | | 26 juin 1961 <i>d</i> |
| NORVÈGE | 2 juillet 1947 | |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 11 décembre 1946 | |
| OUGANDA | | 20 octobre 1965 <i>a</i> |
| PANAMA | 15 décembre 1946 | |
| PAYS-BAS | 10 mars 1948 | |
| PHILIPPINES | 25 mai 1950 | |
| POLOGNE | 11 décembre 1946 | |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE ... | 13 septembre 1948 | |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | | 4 septembre 1962 <i>d</i> |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE | 11 décembre 1946 | |
| RÉPUBLIQUE DU VIET-NAM ² | | 11 août 1950 |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE | 12 août 1959 | |
| RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE | | 3 juillet 1964 <i>a</i> |
| ROUMANIE | 11 octobre 1961 | |
| ROYAUME-UNI | 11 décembre 1946 | |
| RWANDA | | 5 août 1964 <i>d</i> |
| SÉNÉGAL | | 2 mai 1963 <i>d</i> |
| SIERRA LEONE | | 13 mars 1962 <i>d</i> |
| SUÈDE | 17 octobre 1947 | |
| SUISSE ³ | 25 septembre 1947 | |
| SYRIE | 11 décembre 1946 | |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 11 décembre 1946 | |
| THAÏLANDE | 27 octobre 1947 | |
| TOGO | | 27 février 1962 <i>d</i> |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | | 11 avril 1966 <i>d</i> |
| TURQUIE | 11 décembre 1946 | |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES .. | 25 octobre 1947 | |
| YOUGOSLAVIE | | 10 juin 1949 <i>a</i> |

² Voir note 13, p. 105.

³ Voir note 5, p. 102.

Application territoriale

| <i>Notification de:</i> | <i>Date de réception de la notification</i> | <i>Extension à:</i> |
|-------------------------|---|--|
| FRANCE | 17 mars 1950 | Archipel des Nouvelles-Hébrides sous condominium franco-britannique. |
| ROYAUME-UNI | | |
| ROYAUME-UNI | | |
| | 7 mars 1949 | Aden, Malte, îles Bahamas, Jamaïque, Sainte-Lucie. |
| | 5 avril 1949 | Colonie des îles Gilbert et Ellice. |
| | 13 février 1952 | Bassoutoland, protectorat du Betchouanaland et Souaziland. |

8. Conférence tenue du 27 mai au 13 juillet 1931

a) Convention pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants

Genève, 13 juillet 1931¹

EN VIGUEUR depuis le 9 juillet 1933 (article 30).

Ratifications ou adhésions définitives

- AFGHANISTAN (21 juin 1935 a)
 ALBANIE (9 octobre 1937 a)
 ALLEMAGNE (10 avril 1933)
 ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE (28 avril 1932)
1. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique se réserve le droit d'appliquer, en vue de l'exercice d'un contrôle intérieur et d'un contrôle des importations et des exportations d'opium, de feuilles de coca et de tous leurs dérivés, et de produits synthétiques analogues, effectués par les territoires placés sous sa juridiction, des mesures plus strictes que les dispositions de la Convention.
 2. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique se réserve le droit d'appliquer, en vue de l'exercice d'un contrôle sur le transit à travers ses territoires, de l'opium brut, des feuilles de coca, de tous leurs dérivés et des produits synthétiques analogues, des mesures en vertu desquelles l'octroi d'une autorisation de transit à travers son territoire pourra être subordonné à la production d'un permis d'importation délivré par le pays de destination.
 3. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ne voit pas la possibilité de s'engager à envoyer au Comité central permanent de l'opium des statistiques des importations et des exportations, avant un délai de soixante jours à dater de la fin de la période de trois mois à laquelle se rapportent ces statistiques.
 4. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ne voit pas la possibilité de s'engager à indiquer séparément les quantités de stupéfiants achetées ou importées pour les besoins de l'Etat.
 5. Les plénipotentiaires des Etats-Unis d'Amérique déclarent formellement que le fait qu'ils ont signé ce jour, pour le compte des Etats-Unis d'Amérique, la Convention pour la limitation de la fabrication et la réglementation de la distribution des stupéfiants, ne doit pas être interprété comme signifiant que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique reconnaît un régime ou une entité qui signe la Convention ou y accède comme consti-

Ratifications ou adhésions définitives

- tuant le gouvernement d'un pays, lorsque ce régime ou cette entité n'est pas reconnue par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique comme constituant le gouvernement de ce pays.
6. Les plénipotentiaires des Etats-Unis d'Amérique déclarent, en outre, que la participation des Etats-Unis d'Amérique à la Convention pour la limitation de la fabrication et la réglementation de la distribution des stupéfiants, signée ce jour, n'implique aucune obligation contractuelle de la part des Etats-Unis d'Amérique vis-à-vis d'un pays représenté par un régime ou une entité que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ne reconnaît pas comme constituant le gouvernement de ce pays, tant que ce pays n'a pas un gouvernement reconnu par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.
- ARABIE SAOUDIENNE (15 août 1936)
 ARGENTINE (18 avril 1946)
 AUTRICHE (3 juillet 1934)
 BELGIQUE (10 avril 1933)
 Cette ratification n'engage ni le Congo belge, ni le territoire du Ruanda-Urundi placé sous le mandat de la Belgique.
Congo belge et territoire sous mandat du Ruanda-Urundi (17 décembre 1941 a)
 BRÉSIL (5 avril 1933)
 GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DE NORD (1^{er} avril 1933)
 Sa Majesté n'assume aucune obligation en ce qui concerne l'un quelconque de ses colonies, protectorats et territoires d'outre-mer ou territoires placés sous la suzeraineté ou le mandat de son Gouvernement dans le Royaume-Uni.
Bornéo (Etat du Bornéo du Nord), Ceylan, Chypre, Côte de l'Or [a) Colonie, b) Achanti, c) Territoires septentrionaux, d) Togo sous mandat britannique], *Falkland (Iles et dépendances), Gambie (Colonie et Protectorat), Gibraltar, Honduras britannique, Hong-kong, îles Sous-le-Vent (Antigoa, Dominique, Montserrat, Saint-Christophe et Névis, îles Vierges), Kenia (Colonie et Protectorat), Maurice, Nigéria* [a) Colonie, b) Protectorat, c) Cameroun sous mandat britannique], *Nyassaland (Protectorat), Ouganda (Protectorat de l'), Rhoaésie du Nord, Salomon (Protectorat des îles*

¹ Enregistrée sous le numéro 3219. Voir *Recueil des Traités de la Société des Nations*, vol. 139, p. 301.

Ratifications et adhésions postérieures à l'enregistrement : voir vol. 147, p. 361; vol. 152, p. 344; vol. 156, p. 268; vol. 160, p. 419; vol. 164, p. 407; vol. 168, p. 234; vol. 172, p. 426; vol. 181, p. 398; vol. 185, p. 411; vol. 189, p. 483; vol. 197, p. 340; vol. 200, p. 518; et vol. 205, p. 213.

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|---|----------------------------|
| Salomon britanniques), Sarawak, Seychelles, Sierra Leone (Colonie et Protectorat), Somaliland (Protectorat), Straits Settlements, Tanganyika (Territoire du), Tonga, Trinité et Tobago, Zanzibar (Protectorat de) | (18 mai 1936 a) |
| Rhodésie du Sud | (14 juillet 1937 a) |
| Barbade (La), Bermudes, Fidji, Guyane britannique, Iles du Vent (Grenade, Saint-Vincent), Malais (a) Etats Malais fédérés: Negri Sembilan, Pahang, Perak, Selangor; b) Etats Malais non fédérés: Kedah, Perlis et Brunei], Palestine (à l'exclusion de la Transjordanie), Sainte-Hélène et Ascension, Transjordanie, Birmanie | (24 août 1938 a) |
| Terre-Neuve | (28 juin 1937 a) |
| CANADA | (17 octobre 1932) |
| AUSTRALIE | (24 janvier 1934 a) |
| Cette adhésion s'étend à la Papouasie, à l'île de Norfolk et aux territoires sous mandat de la Nouvelle-Guinée et de Nauru | |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | (17 juin 1935 a) |
| UNION SUD-AFRICAINE | (4 janvier 1938 a) |
| IRLANDE | (11 avril 1933 a) |
| INDE | (14 novembre 1932) |
| BULGARIE | (20 mars 1933 a) |
| CHILI | (31 mars 1933) |
| CHINE | (10 janvier 1934 a) |
| COLOMBIE | (29 janvier 1934 a) |
| COSTA RICA | (5 avril 1933) |
| CUBA | (4 avril 1933) |
| DANEMARK | (5 juin 1936) |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE | (8 avril 1933) |
| EGYPTE | (10 avril 1933) |
| EQUATEUR | (13 avril 1935 a) |
| ESPAGNE | (7 avril 1933) |
| ESTONIE | (5 juillet 1935 a) |
| FINLANDE | (25 septembre 1936 a) |
| FRANCE | (10 avril 1933) |
| Le Gouvernement français fait toutes ses réserves en ce qui concerne les colonies, protectorats et pays sous mandat dépendant de son autorité, sur la possibilité de produire régulièrement dans le délai strictement imparti les statistiques trimestrielles visées par l'article 13. | |
| GRÈCE | (27 décembre 1934) |
| GUATEMALA | (1 ^{er} mai 1933) |
| HAÏTI | (4 mai 1933 a) |
| HONDURAS | (21 septembre 1934 a) |
| HONGRIE | (10 avril 1933 a) |
| IRAK | (30 mai 1934 a) |

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|--|-----------------------|
| IRAN | (28 septembre 1932) |
| ITALIE | (21 mars 1933) |
| JAPON | (3 juin 1935) |
| Le Gouvernement japonais déclare qu'étant donné la nécessité d'une coopération étroite entre les Hautes Parties contractantes, en vue d'exécuter très efficacement les dispositions de la Convention pour limiter la fabrication et régler la distribution des stupéfiants, signée à Genève le 13 juillet 1931, il estime que la situation actuelle du Japon, sans considération du fait qu'il soit ou non Membre de la Société des Nations, doit être maintenue en ce qui concerne la composition des organes et la nomination des membres de ces organes tels qu'ils sont mentionnés dans ladite Convention ² | |
| LETTONIE | (3 août 1937 a) |
| LIECHTENSTEIN ³ | |
| LITHUANIE | (10 avril 1933) |
| LUXEMBOURG | (30 mai 1936) |
| MEXIQUE | (13 mars 1933) |
| Le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique se réserve le droit d'imposer, dans son territoire, comme il l'a déjà fait, des mesures plus strictes que celles établies par la Convention elle-même, pour la restriction de la culture ou de l'élaboration, l'usage, la possession, l'importation, l'exportation et la consommation des drogues auxquelles se réfère la présente Convention. | |
| MONACO | (16 février 1933) |
| NICARAGUA | (16 mars 1932 a) |
| NORVÈGE | (12 septembre 1934 a) |
| PANAMA | (15 avril 1935) |
| PARAGUAY | (25 juin 1941) |
| PAYS-BAS (y compris les Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao) | (22 mai 1933) |

² Avant de ratifier la Convention avec la déclaration qui l'accompagne, le Gouvernement japonais a consulté les Parties contractantes, par l'intermédiaire du Secrétaire général. Un résumé de la correspondance échangée à cette occasion a été publié dans le *Journal Officiel* de la Société des Nations de septembre 1935 (XVI^e année, N^o 9).

³ Le Département politique fédéral suisse, par une lettre en date du 15 juillet 1936, a fait savoir au Secrétariat ce qui suit : "Aux termes des arrangements intervenus en 1929 et 1935 entre le Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein et le Gouvernement suisse en application du Traité d'union douanière conclu le 29 mars 1923 entre ces deux pays, la législation suisse sur les stupéfiants, y compris l'ensemble des mesures prises par les autorités fédérales en exécution des différentes conventions internationales relatives aux drogues nuisibles, est applicable, pendant la durée du traité d'union douanière, au territoire de la Principauté de la même façon qu'au territoire de la Confédération. La Principauté de Liechtenstein participe, en conséquence, pendant la durée dudit traité, aux conventions internationales conclues ou à conclure en matière de stupéfiants sans qu'il soit nécessaire ni opportun qu'elle y adhère séparément."

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|----------|-----------------|
| PÉROU | (20 mai 1932 a) |
| POLOGNE | (11 avril 1933) |
| PORTUGAL | (17 juin 1932) |

Le Gouvernement portugais fait toutes ses réserves, en ce qui concerne ses colonies, sur la possibilité de produire régulièrement dans le délai strictement imparti les statistiques trimestrielles visées par l'article 13.

| | |
|-------------|------------------|
| ROUMANIE | (11 avril 1933) |
| SAINT-MARIN | (12 juin 1933) |
| SALVADOR | (7 avril 1933 a) |

a) La République du Salvador n'est pas d'accord avec les dispositions de l'article 26, étant donné qu'il n'y a aucun motif pour que l'on accorde aux Hautes Parties contractantes la faculté de soustraire leurs colonies, protectorats et territoires d'outre-mer sous mandat aux effets de la Convention.

b) La République du Salvador se déclare en désaccord au sujet des réserves contenues aux numéros 5 et 6 des déclarations formulées par les plénipotentiaires des Etats-Unis de l'Amérique du Nord concernant les gouvernements non reconnus par le gouvernement de ce pays, réserves qui, à son avis, portent atteinte à la souveraineté nationale du Salvador dont le Gouvernement actuel, bien que non reconnu jusqu'à présent par celui des Etats-Unis, l'a été par la plus grande partie des pays civilisés du monde; si ces pays l'ont reconnu, c'est qu'ils sont persuadés de son caractère parfaitement constitutionnel et convaincus qu'il fournit une garantie pleine et entière de l'accomplissement de ses devoirs interna-

Ratifications ou adhésions définitives

tionaux, étant donné l'appui unanime, décidé et efficace dont il jouit de la part de tous les habitants de la République, citoyens de ce pays ou étrangers y domiciliés.

La République du Salvador, respectueuse des régimes intérieurs des autres nations, estime que la Convention en question, de caractère strictement hygiénique et humanitaire, ne fournit pas une occasion propice pour formuler des réserves de caractère politique telles que celles qui motivent la présente observation.

| | |
|-----------------|-------------------|
| Soudan | (25 août 1932 a) |
| SUÈDE | (12 août 1932) |
| SUISSE | (10 avril 1933) |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | (12 avril 1933) |
| THAÏLANDE | (22 février 1934) |

Etant donné que la loi de la Thaïlande relative aux drogues donnant lieu à une toxicomanie va plus loin que la Convention de Genève et que la présente Convention en ce qui concerne certains points, le Gouvernement thaï se réserve le droit d'appliquer la loi en question.

| | |
|---|---------------------|
| TURQUIE | (3 avril 1933 a) |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES | (31 octobre 1935 a) |
| URUGUAY | (7 avril 1933) |
| VENEZUELA | (15 novembre 1933) |

Signatures non encore suivies de ratifications

| |
|---------|
| BOLIVIE |
| LIBÉRIA |

b) Protocole de signature

Genève, 13 juillet 1931

EN VIGUEUR depuis le 9 juillet 1933.

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|------------------------------------|------------------------------|
| ALBANIE | (9 octobre 1937 a) |
| ALLEMAGNE | (10 avril 1933) |
| ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE | (28 avril 1932) |
| ARABIE SAOUDIENNE | (15 août 1936) |
| AUTRICHE | (3 juillet 1934) |
| BELGIQUE | (10 avril 1933) |
| BRÉSIL | (5 avril 1933) |
| GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD | (1 ^{er} avril 1933) |

Même réserve que pour la Convention.

Ratifications ou adhésions définitives

Bornéo (Etat du Bornéo du Nord), Ceylan, Chypre, Côte de l'Or [a) Colonie, b) Achanti, c) Territoires septentrionaux, d) Togo sous mandat britannique], Falkland (Iles et dépendances), Gambie (Colonie et Protectorat), Gibraltar, Honduras britannique, Hong-kong, îles Sous-le-Vent (Antigoa, Dominique, Montserrat, Saint-Christophe et Névis, îles Vierges), Kenya (Colonie et Protectorat), Maurice, Nigéria [a) Colonie, b) Protectorat, c) Cameroun sous mandat britannique], Nyassaland (Protectorat), Ouganda (Protectorat de l'),

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|--|-----------------------|
| <i>Rhodésie du Nord, Salomon (Protectorat des îles Salomon britanniques), Sarawak, Seychelles, Sierra Leone (Colonie et Protectorat), Somaliland (Protectorat), Straits Settlements, Tanganyika (Territoire du), Tonga, Trinité-et-Tobago, Zanzibar (Protectorat de)</i> | (18 mai 1936 a) |
| <i>Rhodésie du Sud</i> | (14 juillet 1937 a) |
| <i>Barbade (La), Bermudes, Fidji, Guyane britannique, Îles du Vent (Grenade, Saint-Vincent), Malais [a) États Malais fédérés : Negri Sembilan, Pahang, Perak, Selangor; b) États Malais non fédérés : Kedah, Perlis et Brunei], Palestine (à l'exclusion de la Transjordanie), Sainte-Hélène et Ascension, Transjordanie, Birmanie</i> | (24 août 1938 a) |
| <i>Terre-Neuve</i> | (28 juin 1937 a) |
| CANADA | (17 octobre 1932) |
| AUSTRALIE | (24 janvier 1934 a) |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | (17 juin 1935 a) |
| UNION SUD-AFRICAINE | (4 janvier 1938 a) |
| IRLANDE | (11 avril 1933 a) |
| INDE | (14 novembre 1932) |
| CHILI | (20 novembre 1933) |
| COLOMBIE | (29 janvier 1934 a) |
| COSTA RICA | (5 avril 1933) |
| CUBA | (4 avril 1933) |
| DANEMARK | (5 juin 1936) |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE | (8 avril 1933) |
| EGYPTE | (10 avril 1933) |
| EQUATEUR | (13 avril 1935 a) |
| ESPAGNE | (7 avril 1933) |
| ESTONIE | (5 juillet 1935 a) |
| FINLANDE | (25 septembre 1936 a) |
| FRANCE | (10 avril 1933) |
| GRÈCE | (27 décembre 1934) |
| HONDURAS | (21 septembre 1934 a) |
| HONGRIE | (10 avril 1933 a) |
| IRAN | (28 septembre 1932) |

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|---|-----------------------|
| ITALIE | (21 mars 1933) |
| JAPON | (3 juin 1935) |
| LIECHTENSTEIN ⁴ | |
| LITHUANIE | (10 avril 1933) |
| LUXEMBOURG | (30 mai 1936) |
| MEXIQUE | (13 mars 1933) |
| MONACO | (20 mars 1933) |
| NICARAGUA | (16 mars 1932 a) |
| NORVÈGE | (12 septembre 1934 a) |
| PAYS-BAS ⁵ (y compris les Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao) | [22 mai 1933] |
| PÉROU | (20 mai 1932 a) |
| POLOGNE | (11 avril 1933) |
| PORTUGAL | (17 juin 1932) |
| ROUMANIE | (11 avril 1933) |
| SAINT-MARIN | (12 juin 1933) |
| <i>Soudan</i> | (18 janvier 1933 a) |
| SUÈDE | (12 août 1932) |
| SUISSE | (10 avril 1933) |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | (12 avril 1933 a) |
| THAÏLANDE | (22 février 1934) |
| TURQUIE | (3 avril 1933 a) |
| URUGUAY | (7 avril 1933) |
| VENEZUELA | (11 septembre 1934) |

Signatures non encore suivies de ratification

| |
|-----------|
| BOLIVIE |
| GUATEMALA |
| PANAMA |
| PARAGUAY |

⁴ Même note que pour la Convention.⁵ L'instrument de ratification spécifie que la réserve relative au paragraphe 2 de l'article 22, telle qu'elle avait été formulée par le Représentant des Pays-Bas au moment de la signature du Protocole, doit être considérée comme retirée.

9. Accord relatif à la suppression de l'habitude de fumer l'opium

Signé à Bangkok le 27 novembre 1931 et amendé par le Protocole signé à Lake Success, New York, le 11 décembre 1946

ENTRÉE EN VIGUEUR : 27 octobre 1947, date à laquelle les amendements, tels que contenus dans l'annexe au Protocole du 11 décembre 1946, sont entrés en vigueur conformément au paragraphe 2 de l'article VII du Protocole.

| <i>Etat</i> | <i>Signature définitive ou acceptation du Protocole du 11 décembre 1946, notification¹ concernant l'Accord, tel qu'amendé</i> | |
|---|--|------|
| CAMBODGE ¹ | 3 octobre | 1951 |
| FRANCE | 10 octobre | 1947 |
| INDE | 11 décembre | 1946 |
| JAPON | 27 mars | 1952 |
| LAOS ¹ | 7 octobre | 1950 |
| PAYS-BAS | 10 mars | 1948 |
| RÉPUBLIQUE DU VIET-NAM ¹ | 11 août | 1950 |
| ROYAUME-UNI | 11 décembre | 1946 |
| THAÏLANDE | 27 octobre | 1947 |

¹ Voir note 13, p. 105.

10. Accord relatif à la suppression de l'habitude de fumer l'opium*Bangkok, 27 novembre 1931¹*

EN VIGUEUR depuis le 22 avril 1937 (article VI).

| <i>Etat</i> | <i>Ratification</i> |
|--|---------------------|
| FRANCE | (10 mai 1933) |
| INDE | (4 décembre 1935) |
| JAPON | (22 janvier 1937) |
| PAYS-BAS | (22 mai 1933) |
| PORTUGAL | (27 janvier 1934) |
| ROYAUME-UNI DE GRANDE BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD | (3 avril 1933) |
| THAÏLANDE Avec réserve en ce qui concerne l'article I | (19 novembre 1934) |

¹ Numéro d'enregistrement : 4100. Voir *Recueil des Traités* de la Société des Nations vol. 177, p. 373.

11. Convention pour la répression du trafic illicite des drogues nuisibles (avec Protocole de signature)

Signée à Genève le 26 juin 1936 et amendée par le Protocole signé à Lake Success, New York, le 11 décembre 1946

ENTRÉE EN VIGUEUR : 10 octobre 1947, date à laquelle les amendements à la Convention, tels que contenus dans l'annexe au Protocole du 11 décembre 1946, sont entrés en vigueur conformément au paragraphe 2 de l'article VII du Protocole.

| <i>Etat</i> | <i>Signature définitive ou acceptation du Protocole du 11 décembre 1946</i> | <i>Ratification ou adhésion (a) concernant la Convention telle qu'amendée</i> |
|-----------------------------|---|---|
| AUTRICHE | | 17 mai 1950 |
| BELGIQUE | 11 décembre 1946 | |
| BRÉSIL | 17 décembre 1946 | |
| CAMBODGE | | 3 octobre 1951 <i>a</i> |
| CAMEROUN | | 15 janvier 1962 <i>a</i> |
| CANADA | 11 décembre 1946 | |
| CEYLAN | | 4 décembre 1957 <i>a</i> |
| CHINE | 11 décembre 1946 | |
| COLOMBIE | 11 décembre 1946 | |
| CÔTE D'IVOIRE | | 20 décembre 1961 <i>a</i> |
| CUBA | | 9 août 1967 |
| ETHIOPIE | | 9 septembre 1947 <i>a</i> |
| FRANCE | 10 octobre 1947 | |
| GRÈCE | 21 février 1949 | |
| HAÏTI | 31 mai 1951 | |
| INDE | 11 décembre 1946 | |
| INDONÉSIE | | 3 avril 1958 <i>a</i> |
| ISRAËL | | 16 mai 1952 <i>a</i> |
| ITALIE | | 3 avril 1961 <i>a</i> |
| JAPON | | 7 septembre 1955 |
| JORDANIE | | 7 mai 1958 <i>a</i> |
| LAOS | | 13 juillet 1951 <i>a</i> |
| LIECHTENSTEIN | | 24 mai 1961 <i>a</i> |
| LUXEMBOURG | | 28 juin 1955 <i>a</i> |
| MALAWI | | 8 juin 1965 <i>a</i> |
| MEXIQUE | | 6 mai 1955 |
| PAYS-BAS ¹ | | [19 mars 1959] ² |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE | 13 septembre 1948 | |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE .. | | 9 juin 1958 <i>a</i> |
| ROUMANIE | 11 octobre 1961 | |
| SUISSE | | 31 décembre 1952 |
| TURQUIE | 11 décembre 1946 | |

Déclarations et réserves

.CUBA

Le Gouvernement révolutionnaire de la République de Cuba réserve expressément sa position touchant les dispositions de l'article 17 de la Convention, étant prêt à régler bilatéralement, par voie de consultations diplomatiques, tout différend qui pourrait s'élever quant à l'interprétation ou à l'application de la Convention.

¹ L'instrument de ratification stipule que la Convention et le Protocole de signature seront applicables au Royaume en Europe, au Surinam et à la Nouvelle-Guinée néerlandaise. Par communication reçue le 4 août 1960, le Gouvernement néerlandais a fait savoir au Secrétaire général que la Convention serait applicable aux Antilles néerlandaises. La ratification a été faite compte tenu de la réserve consignée au Protocole de signa-

ITALIE

"... en vertu de la faculté à lui accordée par le paragraphe 2 de l'article 13 de ladite Convention, le Gouvernement de l'Italie entend que, même pour les commissions rogatoires en matière de stupéfiants, soit maintenue la procédure adoptée jusqu'à présent dans les précédents rapports avec les autres États contrac-

ture annexé à la Convention; pour le texte de cette réserve, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 327, p. 322.

² Par une communication reçue le 14 décembre 1965, le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas a fait savoir au Secrétaire général qu'il dénonçait la Convention en ce qui concerne le territoire du Royaume en Europe et les territoires du Surinam et des Antilles néerlandaises. La dénonciation a pris effet le 14 décembre 1966.

tants et, à défaut de cela, la voie diplomatique, à l'exception de l'adoption du système prévu à l'alinéa c du paragraphe 1 de l'article 13 pour les cas d'urgence."

MEXIQUE

En acceptant les dispositions des articles 11 et 12 de la Convention, il convient de préciser que l'Office central du Gouvernement des États-Unis du Mexique exercera les attributions qui lui sont dévolues par la Convention, à moins qu'aucune disposition expresse de

la Constitution générale de la République ne les confère à un organisme d'Etat créé antérieurement à la date d'entrée en vigueur de la Convention et que le Gouvernement des États-Unis du Mexique se réserve le droit d'imposer sur son territoire, comme il l'a déjà fait, des mesures plus rigoureuses que celles qui sont prévues dans la présente Convention de 1936, en vue de restreindre la culture, la fabrication, l'extraction, la détention, le commerce, l'importation, l'exportation et l'incitation à l'usage des stupéfiants visés par ladite Convention.

12. Trafic illicite

a) Convention pour la répression du trafic illicite des drogues nuisibles

Genève, 26 juin 1936¹

EN VIGUEUR depuis le 26 octobre 1939 (article 22).

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|--|------------------------------|
| BELGIQUE | (27 novembre 1937) |
| La Belgique n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne le Congo belge et les territoires du Ruanda-Urundi au sujet desquels elle exerce un mandat au nom de la Société des Nations. | |
| BRÉSIL | (2 juillet 1938) |
| CANADA | (27 septembre 1938) |
| CHINE | (21 octobre 1937) |
| COLOMBIE | (11 avril 1944) |
| EGYPTE | (29 janvier 1940) |
| FRANCE | (16 janvier 1940) |
| Le Gouvernement français n'assume aucune obligation pour ses colonies et protectorats ainsi que pour les territoires placés sous son mandat. | |
| GRÈCE | (16 février 1938) |
| GUATEMALA | (2 août 1938 <i>a</i>) |
| HAÏTI | (30 novembre 1938 <i>a</i>) |
| INDE | (4 août 1937) |
| ROUMANIE | (28 juin 1938) |
| TURQUIE | (28 juillet 1939 <i>a</i>) |

Signatures non encore suivies de ratification

| |
|---|
| AUTRICHE |
| GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD |
| BULGARIE |
| CUBA |
| DANEMARK |
| EQUATEUR |
| ESPAGNE |
| ESTONIE |
| HONDURAS |
| HONGRIE |
| JAPON |
| MEXIQUE |
| MONACO |
| PANAMA |
| POLOGNE |
| PORTUGAL |
| SUISSE |
| TCHÉCOSLOVAQUIE |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES |
| URUGUAY |
| VENEZUELA |

b) Protocole de signature

Genève, 26 juin 1936

EN VIGUEUR depuis le 26 octobre 1939.

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|----------|---------------------|
| BELGIQUE | (27 novembre 1937) |
| BRÉSIL | (2 juillet 1938) |
| CANADA | (27 septembre 1938) |
| CHINE | (21 octobre 1937) |
| COLOMBIE | (11 avril 1944) |
| EGYPTE | (29 janvier 1940) |

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|---------------------------------------|------------------------------|
| FRANCE | (16 janvier 1940) |
| (Même réserve que pour la Convention) | |
| GRÈCE | (16 février 1938) |
| GUATEMALA | (2 août 1938 <i>a</i>) |
| HAÏTI | (30 novembre 1938 <i>a</i>) |
| INDE | (4 août 1937) |
| ROUMANIE | (28 juin 1938) |
| TURQUIE | (28 juillet 1939 <i>a</i>) |

¹ Enregistrée sous le numéro 4648. Voir *Recueil des Traités de la Société des Nations*, vol. 198, p. 299. Ratifications et adhésions postérieures à l'enregistrement : voir vol. 198, p. 299, et vol. 205, p. 219.

Signatures non encore suivies de ratification

AUTRICHE
GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD
BULGARIE
CUBA
DANEMARK
EQUATEUR
ESPAGNE
ESTONIE
HONDURAS
HONGRIE
JAPON

Signatures non encore suivies de ratification

MEXIQUE
MONACO
PANAMA
POLOGNE
PORTUGAL
SUISSE
TCHÉCOSLOVAQUIE
UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES
URUGUAY
VENEZUELA

13. Protocole plaçant sous contrôle international certaines drogues non visées par la Convention du 13 juillet 1931 pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants, amendée par le Protocole signé à Lake Success, New York, le 11 décembre 1946

Signé à Paris le 19 novembre 1948¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 1^{er} décembre 1949, conformément à l'article 6.

ENREGISTREMENT : 1^{er} décembre 1949, n° 688.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 44, p. 277.

| <i>Etat</i> | <i>Signature sous réserve d'acceptation</i> | <i>Signature définitive (*) acceptation, notification de succession (d)</i> |
|---|---|---|
| AFGHANISTAN | | 19 novembre 1948 * |
| AFRIQUE DU SUD | | 8 décembre 1948 * |
| ALBANIE | 19 novembre 1948 | 25 juillet 1949 |
| ARABIE SAOUDITE | | 19 novembre 1948 * |
| ARGENTINE | 19 novembre 1948 | |
| AUSTRALIE | | 19 novembre 1948 * |
| AUTRICHE | | 17 mai 1950 |
| BELGIQUE | 19 novembre 1948 | 21 novembre 1951 |
| BIRMANIE | 19 novembre 1948 | 2 mars 1950 |
| BOLIVIE | 19 novembre 1948 | |
| BRÉSIL | 19 novembre 1948 | 9 décembre 1959 |
| CAMEROUN | | 20 novembre 1961 <i>d</i> |
| CANADA | | 19 novembre 1948 * |
| CEYLAN | | 17 janvier 1949 |
| CHILI | 19 novembre 1948 | |
| CHINE | | 19 novembre 1948 * |
| COLOMBIE | 19 novembre 1948 | |
| CONGO (BRAZZAVILLE) | | 15 octobre 1962 <i>d</i> |
| CONGO (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU) | | 13 août 1962 <i>d</i> |
| COSTA RICA | 19 novembre 1948 | |
| CÔTE D'IVOIRE | | 8 décembre 1961 <i>d</i> |
| CUBA | | 30 juin 1961 |
| DAHOMÉY | | 5 décembre 1961 <i>d</i> |
| DANEMARK | 19 novembre 1948 | 19 octobre 1949 |
| EL SALVADOR | 19 novembre 1948 | 31 décembre 1959 |
| EQUATEUR | 19 novembre 1948 | 30 août 1962 |
| ESPAGNE | | 26 septembre 1955 * |
| ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ... | 19 novembre 1948 | 11 août 1950 |
| ÉTHIOPIE | | 5 mai 1949 * |
| FINLANDE | | 31 octobre 1949 |
| FRANCE | 19 novembre 1948 | 11 janvier 1949 |
| GHANA | | 7 avril 1958 <i>d</i> |
| GRÈCE | 7 décembre 1948 | 29 juillet 1952 |
| GUATEMALA | 19 novembre 1948 | |
| HAUTE-VOLTA | | 26 avril 1963 |
| HONDURAS | 19 novembre 1948 | |
| HONGRIE | | 2 juillet 1957 |
| INDE | 19 novembre 1948 | 10 novembre 1950 |
| INDONÉSIE | | 21 février 1951 |
| IRAK | 12 juillet 1949 | 27 juillet 1954 |
| IRLANDE | | 11 août 1952 |

¹ L'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé le Protocole par sa résolution 211 (III) du 8 octobre 1948. Pour le texte de cette résolution, voir *Documents officiels de l'As-*

semblée générale, troisième session, première partie, résolutions (A/810), p. 62.

| <i>Etat</i> | <i>Signature sous réserve d'acceptation</i> | <i>Signature définitive (*) acceptation, notification de succession (d)</i> |
|---|---|---|
| ISRAËL | | 16 mai 1952 |
| ITALIE | | 14 mars 1949 * |
| JAMAÏQUE | | 26 décembre 1963 <i>d</i> |
| JAPON | | 5 mai 1952 |
| JORDANIE | | 7 mai 1958 |
| LAOS ² | | 7 octobre 1950 |
| LIBAN | | 19 novembre 1948 * |
| LIBÉRIA | 19 novembre 1948 | |
| LIECHTENSTEIN | 19 novembre 1948 | 24 mai 1961 |
| LUXEMBOURG | 19 novembre 1948 | 17 octobre 1952 |
| MALAISIE | | 21 août 1958 <i>d</i> |
| MALAWI | | 22 juillet 1965 <i>d</i> |
| MAROC | | 7 novembre 1956 <i>d</i> |
| MEXIQUE | | 19 novembre 1948 * |
| MONACO | | 19 novembre 1948 * |
| NICARAGUA | 19 novembre 1948 | 13 janvier 1961 |
| NIGER | | 25 août 1961 <i>d</i> |
| NIGÉRIA | | 26 juin 1961 <i>d</i> |
| NORVÈGE | 19 novembre 1948 | 24 mai 1949 |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | | 19 novembre 1948 * |
| OUGANDA | | 15 avril 1965 |
| PAKISTAN | 21 novembre 1948 | 27 août 1952 |
| PANAMA | 19 novembre 1948 | |
| PARAGUAY | 19 novembre 1948 | |
| PAYS-BAS | 19 novembre 1948 | 26 septembre 1950 |
| PÉROU | 19 novembre 1948 | |
| PHILIPPINES | 10 mars 1949 | 7 décembre 1953 |
| POLOGNE | | 26 janvier 1949 * |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE ... | 6 décembre 1948 | 16 septembre 1949 |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | | 4 septembre 1962 <i>d</i> |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE | 19 novembre 1948 | 9 juin 1958 |
| RÉPUBLIQUE DU VIET-NAM ² | | 11 août 1950 |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ³ | | 12 août 1959 |
| RSS DE BIÉLORUSSIE | | 19 novembre 1948 * |
| RSS D'UKRAINE | 19 novembre 1948 | 7 mai 1959 |
| RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE | | 7 octobre 1964 |
| ROUMANIE | 19 novembre 1948 | 11 octobre 1961 |
| ROYAUME-UNI | | 19 novembre 1948 * |
| RWANDA | | 30 avril 1964 <i>d</i> |
| SAINT MARIN | 19 novembre 1948 | |
| SÉNÉGAL | | 2 mai 1963 <i>d</i> |
| SIERRA LEONE | | 13 mars 1962 <i>d</i> |
| SUÈDE | | 3 mars 1949 * |
| SUISSE | 19 novembre 1948 | 18 mars 1953 |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 19 novembre 1948 | 17 janvier 1950 |
| TOGO | | 27 février 1962 <i>d</i> |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | | 11 avril 1966 <i>d</i> |
| TURQUIE | 19 novembre 1948 | 14 juillet 1950 |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES .. | | 19 novembre 1948 * |
| URUGUAY | 22 novembre 1948 | |

² Voir note 13, p. 105.

³ Par communication reçue le 22 janvier 1960, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a déclaré que le Protocole s'appliquerait également au *Land* de Berlin à compter du 12 septembre 1959, date de son entrée en vigueur à l'égard de la République fédérale d'Allemagne.

Eu égard à la déclaration précitée, des communications ont été adressées au Secrétaire général par les Gouvernements de

la Hongrie, de la Pologne, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, d'une part, et par les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de la République fédérale d'Allemagne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part. En ce qui concerne la nature de ces communications, voir note 4, p. 45.

| <i>Etat</i> | <i>Signature sous réserve d'acceptation</i> | <i>Signature définitive (*) acceptation, notification de succession (d)</i> |
|-------------------|---|---|
| VENEZUELA | 19 novembre 1948 | |
| YÉMEN | | 12 décembre 1949 * |
| YOUgoslavie | 19 novembre 1948 | 10 juin 1949 |

Application territoriale

| <i>Notification de :</i> | <i>Date de réception de la notification</i> | <i>Extension à :</i> |
|---------------------------|---|---|
| AFRIQUE DU SUD | 5 octobre 1954 | Sud-Ouest africain. |
| AUSTRALIE | 19 novembre 1948 | Tous les territoires que l'Australie représente sur le plan international, y compris les Territoires sous tutelle de la Nouvelle-Guinée et de Nauru. |
| BELGIQUE | 27 janvier 1953 | Congo belge et Territoire sous tutelle du Ruanda-Urundi. |
| DANEMARK | 19 octobre 1949 | Groenland. |
| ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ... | 11 août 1950 | Tous les territoires que les Etats-Unis représentent sur le plan international. |
| FRANCE | 15 septembre 1949 | Départements d'Algérie, départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion), territoires d'outre-mer (Afrique-Occidentale française, Afrique-Equatoriale française, Côte française des Somalis, Madagascar et dépendances, archipel des Comores, Etablissements français de l'Inde, Nouvelle-Calédonie et dépendances, Etablissements français de l'Océanie, Saint-Pierre-et-Miquelon), Tunisie et Maroc (zone française de l'Empire chérifien), Territoires sous tutelle du Togo et du Cameroun sous administration française. |
| | 25 novembre 1949 | Viet-Nam. |
| | 28 décembre 1949 | Laos |
| FRANCE | 15 septembre 1949 | Nouvelles-Hébrides sous condominium franco-britannique. |
| ROYAUME-UNI | 27 février 1950 | |
| ITALIE | 12 mars 1954 | Somalie. |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 19 novembre 1948 | Tous les territoires que la Nouvelle-Zélande représente sur le plan international, y compris le Territoire sous tutelle du Samoa-Occidental. |
| PAYS-BAS | 14 août 1952 | Surinam, Antilles néerlandaises et Nouvelle-Guinée néerlandaise. |
| ROYAUME-UNI | 19 novembre 1948 | Aden, îles Bahama, Barbade, Bassoutoland, Bermudes, protectorat du Betchoualand, Bornéo du Nord, Brunéi, Chypre, Côte-de-l'Or, îles Falkland et dépendances, Fédération malaise, îles Fidji, Gambie, Gibraltar, îles Gilbert et Ellice, Guyane britannique, Honduras britannique, Hongkong, Jamaïque, Kenya, Malte, île Maurice, Nigéria, protectorat du Nyassaland, protectorat de l'Ouganda, Rhodésie du Nord, Rhodésie du Sud, Sainte-Hélène, protectorat des îles Salomon britanniques, Sarawak, Seychelles, Sierra-Leone, Singapour, protectorat de la Somalie britannique, îles Sous-le-Vent (Antigua, Montserrat, Saint-Christophe-et-Nièves, îles Vierges), Tanganyika, Terre-Neuve, Tonga, Trinité, îles du Vent (Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent), protectorat de Zanzibar. |

14. Protocole visant à limiter et à réglementer la culture du pavot, ainsi que la production, le commerce international, le commerce de gros et l'emploi de l'opium

Ouvert à la signature, à New York, le 23 juin 1953¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 8 mars 1963, conformément à l'article 21.

ENREGISTREMENT : 8 mars 1963, n° 6555.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 456, p. 3.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a) notification de succession (d)</i> | |
|---|------------------|------|--|--------|
| AFRIQUE DU SUD | 29 décembre | 1953 | 9 mars | 1960 |
| ARGENTINE | | | 24 mars | 1958 a |
| AUSTRALIE | | | 13 janvier | 1955 a |
| BELGIQUE | | | 30 juin | 1958 a |
| BRÉSIL | | | 3 novembre | 1959 a |
| CAMBODGE | 29 décembre | 1953 | 22 mars | 1957 |
| CAMEROUN | | | 15 janvier | 1962 d |
| CANADA | 23 décembre | 1953 | 7 mai | 1954 |
| CEYLAN | | | 4 décembre | 1957 a |
| CHILI | 9 juillet | 1953 | 9 mai | 1957 |
| CHINE ² | 18 septembre | 1953 | 25 mai | 1954 |
| CONGO (BRAZZAVILLE) | | | 15 octobre | 1962 d |
| CONGO (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU) | | | 31 mai | 1962 d |
| COSTA RICA | 16 octobre | 1953 | | |
| CÔTE D'IVOIRE | | | 8 décembre | 1961 d |
| CUBA | | | 8 septembre | 1954 a |
| DANEMARK | 23 juin | 1953 | 20 juillet | 1954 |
| EL SALVADOR | | | 31 décembre | 1959 a |
| EQUATEUR | 23 juin | 1953 | 17 août | 1955 |
| ESPAGNE | 22 octobre | 1953 | 15 juin | 1956 |
| ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ... | 23 juin | 1953 | 18 février | 1955 |
| FRANCE | 23 juin | 1953 | 21 avril | 1954 |
| GRÈCE | 23 juin | 1953 | 6 février | 1963 |
| GUATEMALA | | | 29 mai | 1956 a |
| INDE | 23 juin | 1953 | 30 avril | 1954 |
| INDONÉSIE | | | 11 juillet | 1957 a |
| IRAK | 29 décembre | 1953 | | |
| IRAN | 15 décembre | 1953 | 30 décembre | 1959 |
| ISRAËL | 30 décembre | 1953 | 8 octobre | 1957 |
| ITALIE | 23 juin | 1953 | 13 novembre | 1957 |
| JAPON | 23 juin | 1953 | 21 juillet | 1954 |
| JORDANIE | | | 7 mai | 1958 a |

¹ Le Protocole a été adopté et ouvert à la signature par la Conférence des Nations Unies sur l'opium, tenue au Siège de l'Organisation, à New York, du 11 mai au 18 juin 1953. La Conférence avait été convoquée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en application de la résolution 436 A (XIV) adoptée le 27 mai 1952 par le Conseil économique et social des Nations Unies. Pour le texte de cette résolution, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, supplément n° 1 (E/2332)*, p. 28. La Conférence a également adopté un acte final et 17 résolutions dont le texte se trouve dans : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 456, p. 3.

² Par des communications adressées au Secrétaire général relativement à la signature et/ou à la ratification, les Missions permanentes du Danemark, de l'Inde, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Tchécoslovaquie, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de la Yougoslavie auprès de l'Organisation des Nations Unies ont déclaré qu'étant donné que leurs gouvernements ne reconnaissaient pas les autorités nationalistes chinoises comme étant

le gouvernement chinois, ils ne pouvaient considérer ladite signature ou ratification comme valable. Les Missions permanentes de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont déclaré en outre que les seules autorités en droit d'agir pour la Chine et pour le peuple chinois à l'Organisation des Nations Unies et dans les relations internationales, de signer et de ratifier des traités, conventions et accords, ou d'adhérer à des traités, conventions et accords ou de les dénoncer au nom de la Chine, étaient le Gouvernement de la République populaire de Chine et ses représentants dûment désignés.

Par une note adressée au Secrétaire général, la Mission permanente de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies a déclaré que le Gouvernement de la République de Chine était le seul gouvernement légal représentant la Chine et le peuple chinois dans les relations internationales et que, par conséquent, les allégations contenues dans les communications susmentionnées concernant l'invalidité de la signature ou de la ratification en question étaient dénuées de tout fondement juridique.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a) notification de succession (d)</i> | |
|---|------------------|------|--|---------------------|
| LIBAN | 11 novembre | 1953 | | |
| LIECHTENSTEIN | 23 juin | 1953 | 24 mai | 1961 |
| LUXEMBOURG | | | 28 juin | 1955 <i>a</i> |
| MADAGASCAR | | | 31 juillet | 1963 <i>d</i> |
| MONACO | 26 juin | 1953 | 12 avril | 1956 |
| NICARAGUA | | | 11 décembre | 1959 <i>a</i> |
| NIGER | | | 7 décembre | 1964 <i>d</i> |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 28 décembre | 1953 | [2 novembre | 1956 ⁴] |
| PAKISTAN | 3 décembre | 1953 | 10 mars | 1955 |
| PANAMA | 28 décembre | 1953 | 13 avril | 1954 |
| PAYS-BAS | 30 décembre | 1953 | | |
| PHILIPPINES | 23 juin | 1953 | 1 ^{er} juin | 1955 |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE ... | 23 juin | 1953 | 8 mars | 1954 |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | | | 4 septembre | 1962 <i>d</i> |
| RÉPUBLIQUE DE CORÉE | 23 juin | 1953 | 29 avril | 1958 |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE | 23 juin | 1953 | 9 juin | 1958 |
| RÉPUBLIQUE DU VIET-NAM .. | 23 juin | 1953 | | |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ³ | 23 juin | 1953 | 12 août | 1959 |
| ROYAUME-UNI | 23 juin | 1953 | | |
| RWANDA | | | 30 avril | 1964 <i>d</i> |
| SÉNÉGAL | | | 2 mai | 1963 <i>d</i> |
| SUÈDE | | | 16 janvier | 1958 <i>a</i> |
| SUISSE | 23 juin | 1953 | 27 novembre | 1956 |
| TURQUIE | 28 décembre | 1953 | 15 juillet | 1963 |
| VENEZUELA | 30 décembre | 1953 | | |
| YOUgoslavie | 24 juin | 1953 | | |

Déclarations et réserves

CAMBODGE

“Le Gouvernement royal du Cambodge exprime son intention de faire jouer la disposition de l'article 19 du présent Protocole.”

FRANCE

“Il est expressément déclaré que le Gouvernement français se réserve pour les Etablissements français de l'Inde le droit d'appliquer les dispositions transitoires de l'article 19 du présent Protocole, étant entendu que le délai visé au point iii de l'alinéa *b* du paragraphe 1 de cet article est de quinze ans à compter de l'entrée en vigueur du Protocole.

“Le Gouvernement français se réserve également pendant le même délai le droit, conformément aux dispositions transitoires de l'article 19, d'autoriser l'exportation de l'opium vers les Etablissements français de l'Inde.”

INDE

1. Il est expressément déclaré par les présentes que le Gouvernement indien, conformément aux dispositions de l'article 19 du présent Protocole, autorisera :

i) L'usage de l'opium pour des besoins quasi médicaux jusqu'au 31 décembre 1959;

ii) La production de l'opium et son exportation pour des besoins quasi médicaux à destination du Pakistan, de Ceylan, d'Aden, ainsi que des possessions françaises et portugaises dans la péninsule de l'Inde pendant une durée de quinze ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole;

iii) L'usage de l'opium à fumer, leur vie durant, par les opiomanes âgés au moins de 21 ans qui ont été immatriculés à cet effet par les autorités compétentes le 30 septembre 1953 au plus tard.

2. Le Gouvernement indien se réserve le droit de modifier la présente déclaration ou de faire toute autre déclaration en vertu de l'article 19 du présent Protocole au moment où il déposera son instrument de ratification.

IRAN

Conformément à l'article 25 du Protocole visant à limiter et à réglementer la culture du pavot, ainsi que la production, le commerce international, le commerce de gros et l'emploi de l'opium, en date, à New York, du 23 juin 1953 et conformément à l'article 16 du

³ Par une communication reçue le 27 avril 1960, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a déclaré que le Protocole s'appliquera également au Land de Berlin à compter de la date de son entrée en vigueur.

Eu égard à la déclaration précitée, des communications ont été adressées au Secrétaire général par les Gouvernements de la Bulgarie, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, d'une part, et par les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de

la République fédérale d'Allemagne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part. En ce qui concerne la nature de ces communications, voir note 4, page 45.

⁴ L'instrument de dénonciation du Protocole a été déposé par le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande le 17 décembre 1968 en ce qui concerne le territoire métropolitain de la Nouvelle-Zélande et les îles Cook, Nioué et Tokelau; la dénonciation prendra effet le 1^{er} janvier 1969.

projet de loi approuvé le 16 Bahman 1337 (7 février 1959) par le Parlement iranien, le Gouvernement impérial d'Iran déclare ratifier ledit Protocole et précise en outre par les présentes que cette ratification ne modifiera en aucune façon la Loi portant interdiction de la culture du pavot, approuvée le 7 Aban 1334 (30 octobre 1955) par le Parlement.

PAKISTAN

Le Gouvernement pakistanais autorisera pendant une durée de quinze ans à compter de la date d'entrée en vigueur dudit Protocole : i) l'usage de l'opium pour des besoins quasi médicaux; ii) la production de l'opium et/ou son importation de l'Inde ou de l'Iran pour des besoins quasi médicaux.

Application territoriale

Déclarations faites en application de l'article 20 au moment de la signature (s), de la ratification ou de l'adhésion (a)

| | | |
|---------------------------|-------------|--------|
| AFRIQUE DU SUD | 29 décembre | 1953 s |
| AUSTRALIE | 13 janvier | 1955 a |
| BELGIQUE | 30 juin | 1958 a |
| ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ... | 18 février | 1955 |
| FRANCE | 21 avril | 1954 |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 2 novembre | 1956 |

Application à :

Sud-Ouest africain.

Papua et île Norfolk et Territoires sous tutelle de la Nouvelle-Guinée et de Nauru.

Congo belge et Ruanda-Urundi.

Tous les territoires que les Etats-Unis représentent sur le plan international.

Territoires de l'Union française.

[Iles Cook (y compris Nioué), îles Tokelau]⁵ et Territoire sous tutelle du Samoa-Occidental.

⁵ Voir note 4, p. 128.

15. Convention unique sur les stupéfiants de 1961

En date, à New York, du 30 mars 1961¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 13 décembre 1964, conformément à l'article 41.

ENREGISTREMENT : 13 décembre 1964, n° 7515.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 520, p. 151.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a)</i> | |
|---------------------------------------|------------------|------|-----------------------------------|--------|
| AFGHANISTAN | 30 mars | 1961 | 19 mars | 1963 |
| ALGÉRIE | | | 7 avril | 1965 a |
| ARGENTINE | 31 juillet | 1961 | 10 octobre | 1963 |
| AUSTRALIE | 30 mars | 1961 | 1 ^{er} décembre | 1967 |
| BELGIQUE | 28 juillet | 1961 | | |
| BIRMANIE | 30 mars | 1961 | 29 juillet | 1963 |
| BRÉSIL | 30 mars | 1961 | 18 juin | 1964 |
| BULGARIE | 31 juillet | 1961 | 25 octobre | 1968 |
| CAMBODGE | 30 mars | 1961 | | |
| CAMEROUN | | | 15 janvier | 1962 a |
| CANADA | 30 mars | 1961 | 11 octobre | 1961 |
| CEYLAN | | | 11 juillet | 1963 a |
| CHILI | 30 mars | 1961 | 7 février | 1968 |
| CHINE | 30 mars | 1961 | | |
| CONGO (BRAZZAVILLE) | 30 mars | 1961 | | |
| CONGO (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU) | 28 avril | 1961 | | |
| COSTA RICA | 30 mars | 1961 | | |
| CÔTE D'IVOIRE | | | 10 juillet | 1962 a |
| CUBA | | | 30 août | 1962 a |
| DAHOMEY | 30 mars | 1961 | 27 avril | 1962 |
| DANEMARK | 30 mars | 1961 | 15 septembre | 1964 |
| EL SALVADOR | 30 mars | 1961 | | |
| EQUATEUR | | | 14 janvier | 1964 a |
| ESPAGNE | 27 juillet | 1961 | 1 ^{er} mars | 1966 |
| ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE | | | 25 mai | 1967 a |
| ETHIOPIE | | | 29 avril | 1965 a |
| FINLANDE | 30 mars | 1961 | 6 juillet | 1965 |
| GABON | | | 29 février | 1968 a |
| GHANA | 30 mars | 1961 | 15 janvier | 1964 |
| GUATEMALA | 26 juillet | 1961 | 1 ^{er} décembre | 1967 |
| GUINÉE | | | 7 octobre | 1968 a |
| HAÏTI | 3 avril | 1961 | | |
| HONGRIE | 31 juillet | 1961 | 24 avril | 1964 |
| INDE | 30 mars | 1961 | 13 décembre | 1964 |
| INDONÉSIE | 28 juillet | 1961 | | |
| IRAK | 30 mars | 1961 | 29 août | 1962 |
| IRAN | 30 mars | 1961 | | |
| ISRAËL | | | 23 novembre | 1962 a |
| ITALIE | 4 avril | 1961 | | |
| JAMAÏQUE | | | 29 avril | 1964 a |
| JAPON | 26 juillet | 1961 | 13 juillet | 1964 |
| JORDANIE | 30 mars | 1961 | 15 novembre | 1962 |
| KENYA | | | 13 novembre | 1964 a |
| KOWEÏT | | | 16 avril | 1962 a |
| LIBAN | 30 mars | 1961 | 23 avril | 1965 |
| LIBÉRIA | 30 mars | 1961 | | |
| LIECHTENSTEIN | 14 juillet | 1961 | | |

¹ La Convention a été adoptée et ouverte à la signature par la Conférence des Nations Unies pour l'adoption d'une Convention unique sur les stupéfiants, qui a eu lieu au Siège des Nations Unies, à New York, du 24 janvier au 25 mars 1961. La Conférence avait été convoquée conformément à la résolution 689 J (XXVI) du Conseil économique et social de l'ONU adoptée le 28 juillet 1958. On trouvera le texte de cette résolution dans les *Documents officiels du Conseil économique*

et social, vingt-sixième session, Supplément n° 1 (E/3169), p. 18. La Conférence a également adopté l'Acte final et cinq résolutions dont on trouvera le texte dans le *Recueil des Traités des Nations Unies*, vol. 520, p. 151. Pour les travaux de la Conférence, voir *Conférence des Nations Unies pour l'adoption d'une Convention unique sur les stupéfiants*, volumes I et II (publication des Nations Unies, numéros de vente : 63.XI.4 et 63.XI.5).

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a)</i> | |
|-----------------------------|------------------|------|-----------------------------------|---------------|
| LUXEMBOURG | 28 juillet | 1961 | | |
| MADAGASCAR | 30 mars | 1961 | | |
| MALAWI | | | 8 juin | 1965 <i>a</i> |
| MALAISIE | | | 11 juillet | 1967 <i>a</i> |
| MALI | | | 15 décembre | 1964 <i>a</i> |
| MAROC | | | 4 décembre | 1961 <i>a</i> |
| MEXIQUE | 24 juillet | 1961 | 18 avril | 1967 |
| NICARAGUA | 30 mars | 1961 | | |
| NIGER | | | 18 avril | 1963 <i>a</i> |
| NIGÉRIA | 30 mars | 1961 | | |
| NORVÈGE | 30 mars | 1961 | 1 ^{er} septembre | 1967 |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 30 mars | 1961 | 26 mars | 1963 |
| PAKISTAN | 30 mars | 1961 | 9 juillet | 1965 |
| PANAMA | 30 mars | 1961 | 4 décembre | 1963 |
| PARAGUAY | 30 mars | 1961 | | |
| PAYS-BAS ² | 31 juillet | 1961 | 16 juillet | 1965 |
| PÉROU ³ | 30 mars | 1961 | 22 juillet | 1964 |
| PHILIPPINES | 30 mars | 1961 | 2 octobre | 1967 |
| POLOGNE | 31 juillet | 1961 | 16 mars | 1966 |
| PORTUGAL | 30 mars | 1961 | | |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE ... | 30 mars | 1961 | 20 juillet | 1966 |
| RÉPUBLIQUE DE CORÉE | 30 mars | 1961 | 13 février | 1962 |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE | | | | |
| D'ALLEMAGNE | 31 juillet | 1961 | | |
| RSS DE BIÉLORUSSIE | 31 juillet | 1961 | 20 février | 1964 |
| RSS D'UKRAINE | 31 juillet | 1961 | 15 avril | 1964 |
| ROYAUME-UNI | 30 mars | 1961 | 2 septembre | 1964 |
| SAINT-SIÈGE | 30 mars | 1961 | | |
| SÉNÉGAL | | | 24 janvier | 1964 <i>a</i> |
| SUÈDE | 3 avril | 1961 | 18 décembre | 1964 |
| SUISSE | 20 avril | 1961 | | |
| SYRIE | | | 22 août | 1962 <i>a</i> |
| TCHAD | 30 mars | 1961 | 29 janvier | 1963 |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 31 juillet | 1961 | 20 mars | 1964 |
| THAÏLANDE | 24 juillet | 1961 | 31 octobre | 1961 |
| TOGO | | | 6 mai | 1963 <i>a</i> |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | | | 22 juin | 1964 <i>a</i> |
| TUNISIE | 30 mars | 1961 | 8 septembre | 1964 |
| TURQUIE | | | 23 mai | 1967 <i>a</i> |
| UNION DES RÉPUBLIQUES | | | | |
| SOCIALISTES SOVIÉTIQUES .. | 31 juillet | 1961 | 20 février | 1964 |
| VENEZUELA | 30 mars | 1961 | | |
| YUGOSLAVIE | 30 mars | 1961 | 27 août | 1963 |
| ZAMBIE | | | 12 août | 1965 <i>a</i> |

Déclarations et réserves

ALGERIE

“La République algérienne démocratique et populaire n’approuve pas le libellé actuel de l’article 42 qui peut empêcher l’application de la Convention aux territoires dits “non-métropolitains”.

“La République algérienne démocratique et populaire ne se considère pas comme liée par les dispositions de l’article 48, paragraphe 2, qui prévoient le renvoi obligatoire de tout différend à la Cour internationale de Justice.

“La République algérienne démocratique et populaire déclare que pour qu’un différend soit soumis à la Cour

internationale de Justice l’accord de toutes les parties en cause sera dans chaque cas nécessaire.”

ARGENTINE

Réserve au paragraphe 2 de l’article 48. — La République Argentine ne reconnaît pas la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice.

Réserve à l’article 49. — La République Argentine se réserve les droits conférés par l’alinéa *c* du paragraphe 1 (Mastication de la feuille de coca) et par l’alinéa *e* du même paragraphe (Commerce du stupéfiant visé à l’alinéa *c* aux fins mentionnées dans ledit alinéa).

² L’instrument de ratification stipule que la Convention est ratifiée pour le Royaume en Europe, le Surinam et les Antilles néerlandaises.

³ Dans son instrument de ratification, le Gouvernement péruvien a retiré la réserve qui avait été faite en son nom, au moment de la signature de la Convention, le 30 mars 1961; pour le texte de cette réserve, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 520, p. 376.

BIRMANIE

Je signe la présente Convention unique, étant entendu que l'État chan est autorisé à se réserver le droit :

1) De permettre aux toxicomanes de l'État chan de fumer de l'opium pendant une période transitoire de vingt ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention ;

2) De produire et de fabriquer de l'opium à cet effet ;

3) De fournir la liste des fumeurs d'opium de l'État chan lorsque le Gouvernement de cet État aura fini de dresser cette liste, le 31 décembre 1963.

BULGARIE⁴*Réserve au paragraphe 2 de l'article 48*

La République populaire de Bulgarie ne se considère pas comme tenue de mettre en œuvre les dispositions du paragraphe 2 de l'article 48 relatives à la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice.

Tout différend, quel qu'il soit, qui pourrait s'élever entre deux ou plusieurs parties à la Convention au sujet de son interprétation et de son application et qui n'aura pas été réglé par voie de négociations, ne devra être soumis à la Cour internationale de Justice qu'une fois que les parties au litige auront au préalable donné leur consentement exprès pour chaque cas distinct.

Déclaration

La République populaire de Bulgarie estime devoir souligner que le libellé du paragraphe 1 de l'article 40, des paragraphes 2 et 3 de l'article 12, du paragraphe 2 de l'article 13, des paragraphes 1 et 2 de l'article 14 et du paragraphe 1, *b*, de l'article 31 a un caractère discriminatoire étant donné qu'il exclut la participation d'un certain nombre d'États. De toute évidence, ces textes sont incompatibles avec le caractère de la Convention dont l'objet est de concerter les efforts de toutes les parties en vue de réglementer les questions qui touchent aux intérêts de tous les pays dans ce domaine.

CEYLAN

Le Gouvernement ceylanais a notifié au Secrétaire général qu'en ce qui concerne l'article 17 de la Convention, l'administration existante serait maintenue afin d'assurer l'application des dispositions de la Convention et qu'il ne sera pas créé une "administration spéciale" à cet effet.

Le Gouvernement ceylanais a ajouté que cette déclaration ne devait pas être considérée comme une réserve.

HONGRIE

1) Le Gouvernement de la République populaire de Hongrie accepte les dispositions du paragraphe 2 de l'article 48 sous réserve que, pour qu'un différend soit

⁴ La réserve et la déclaration reproduites ici ont été formulées par le Gouvernement bulgare lors de la ratification de la Convention. Pour le texte des réserves formulées lors de la signature par le Gouvernement bulgare concernant les mêmes articles de la Convention, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 520, p. 355.

soumis pour décision à la Cour internationale de Justice, il faudra obtenir dans chaque cas l'accord de toutes les parties au différend.

2) En ce qui concerne les pays privés de la possibilité de devenir parties à la Convention en vertu des dispositions de l'article 40 de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, le Gouvernement de la République populaire de Hongrie ne se considère pas lié par les paragraphes 2 et 3 de l'article 12, le paragraphe 2 de l'article 13, les paragraphes 1 et 2 de l'article 14 et l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 31.

La République populaire hongroise juge nécessaire de déclarer que les dispositions de l'article 40 de la Convention unique sur les stupéfiants, qui interdisent à certains États de devenir parties à la Convention, ne sont pas conformes au principe de l'égalité souveraine des États et empêchent que la Convention soit, comme il serait souhaitable, universellement appliquée.

INDE

Sous les réserves mentionnées aux alinéas *a*, *b*, *d* et *e* du paragraphe 1 de l'article 49 de la Convention et en vertu desquelles le Gouvernement indien peut se réserver le droit d'autoriser temporairement dans l'un de ses territoires :

a) L'usage de l'opium à des fins quasi médicales ;

b) L'usage de l'opium à fumer ;

d) L'usage du cannabis, de la résine de cannabis, d'extraits et teintures de cannabis à des fins non médicales ; et

e) La production, la fabrication et le commerce des stupéfiants visés aux alinéas *a*, *b* et *d* aux fins mentionnées dans lesdits alinéas.

Le Gouvernement indien ne reconnaissant pas les autorités de la Chine nationaliste comme le Gouvernement légitime de la Chine, il ne peut considérer la signature de ladite Convention par un représentant de la Chine nationaliste comme étant une signature valable au nom de la Chine.

INDONESIE

Sous réserve de ratification et compte tenu des réserves au paragraphe 2 de l'article 48, ainsi que de la déclaration indiquant l'intention de formuler des réserves aux articles 40 et 42, énoncées dans le texte joint en annexe,

1) En ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article 40, le Gouvernement indonésien n'approuve pas le libellé actuel qui ne permet pas à tout État qui le désire de devenir partie à la présente Convention.

2) En ce qui concerne l'article 42, le Gouvernement indonésien n'approuve pas le libellé actuel qui peut empêcher l'application de la présente Convention aux territoires non métropolitains.

3) En ce qui concerne le paragraphe 2 de l'article 48, le Gouvernement indonésien ne se considère pas lié par les dispositions de ce paragraphe qui prévoient le renvoi obligatoire à la Cour internationale de Justice de tout différend qui ne pourra être réglé conformément aux dispositions du paragraphe 1. Le Gouvernement indonésien estime que pour qu'un différend soit soumis pour

décision à la Cour internationale de Justice, il faudra obtenir dans chaque cas l'accord de toutes les parties au différend.

PAKISTAN

... le Gouvernement de la République islamique du Pakistan autorisera temporairement dans l'un de ses territoires :

- i) L'usage de l'opium à des fins quasi médicales ;
- ii) L'usage du cannabis, de la résine de cannabis, d'extraits et teintures de cannabis à des fins non médicales ; et
- iii) La production, la fabrication et le commerce des stupéfiants visés aux alinéas i) et ii) ci-dessus.

PAYS-BAS

“Eu égard à l'égalité qui existe du point de vue du droit public entre les Pays-Bas, le Surinam et les Antilles néerlandaises, le terme “non métropolitains” mentionné dans l'article 42 de la présente Convention perd son sens initial en ce qui concerne le Surinam et les Antilles néerlandaises et sera en conséquence considéré comme signifiant “non européens.”

POLOGNE

Le Gouvernement de la République populaire de Pologne ne se considère pas lié par les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 12, du paragraphe 2 de l'article 13, des paragraphes 1 et 2 de l'article 14 et de l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 31 de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 en ce qui concerne les Etats privés de la possibilité de devenir parties à ladite Convention.

De l'avis du Gouvernement de la République populaire de Pologne, il est inadmissible d'imposer les obligations énoncées dans les dispositions précitées à des Etats qui, en vertu d'autres dispositions de la même Convention, peuvent être privés de la possibilité d'y adhérer.

La République populaire de Pologne juge approprié de relever le caractère discriminatoire du paragraphe 1^{er} de l'article 40 de la Convention unique sur les stupéfiants (1961), sur la base duquel certains Etats sont privés de la possibilité de devenir parties à cette Convention. La Convention unique traite de questions qui intéressent tous les Etats, et elle a pour objet de mobiliser les efforts de tous les pays pour la lutte contre un danger social : l'abus des stupéfiants. C'est pourquoi la Convention doit être ouverte à tous les Etats. En vertu du principe de l'égalité souveraine des Etats, aucun Etat n'a le droit de priver un autre Etat quel qu'il soit de la possibilité de participer à une Convention de ce genre.

REPUBLIQUE ARABE UNIE

Déclaration faite au moment de la ratification :

Il est entendu que la ratification de la République arabe unie de la présente Convention ne signifie en aucune façon qu'elle reconnaisse Israël. En outre,

aucune relation conventionnelle ne sera établie entre la République arabe unie et Israël.⁵

REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE DE BIELORUSSIE

Le Gouvernement de la République socialiste soviétique de Biélorussie ne se considère pas lié par les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 12, du paragraphe 2 de l'article 13, des paragraphes 1 et 2 de l'article 14 et de l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 31 de la Convention unique sur les stupéfiants en ce qui concerne les Etats privés de la possibilité de devenir parties à la Convention unique en vertu de la procédure prévue à l'article 40 de ladite Convention.

La République socialiste soviétique de Biélorussie juge nécessaire de relever le caractère discriminatoire du paragraphe 1^{er} de l'article 40 de la Convention unique sur les stupéfiants, en vertu duquel certains Etats sont privés de la possibilité de devenir parties à cette Convention. La Convention unique concerne des questions qui intéressent tous les Etats, et elle a pour objet de mobiliser les efforts de tous les pays pour la lutte contre un fléau social : l'abus des stupéfiants. C'est pourquoi la Convention doit être ouverte à tous les pays. Conformément au principe de l'égalité souveraine des Etats, aucun Etat n'a le droit d'écarter d'autres pays de la participation à une convention de ce genre.

REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE D'UKRAINE

Le Gouvernement de la République socialiste soviétique d'Ukraine ne se considère pas lié par les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 12, du paragraphe 2 de l'article 13, des paragraphes 1 et 2 de l'article 14 et de l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 31 de la Convention unique sur les stupéfiants en ce qui concerne les Etats privés de la possibilité de devenir parties à la Convention unique en vertu de la procédure prévue à l'article 40 de ladite Convention.

La République socialiste soviétique d'Ukraine juge nécessaire de relever le caractère discriminatoire du paragraphe premier de l'article 40 de la Convention unique sur les stupéfiants, en vertu duquel certains Etats sont privés de la possibilité de devenir parties à cette Convention. La Convention unique concerne des questions qui intéressent tous les Etats, et elle a pour objet de mobiliser les efforts de tous les pays pour la lutte contre un fléau social : l'abus des stupéfiants. C'est pourquoi la Convention doit être ouverte à tous les pays. Con-

⁵ Le Secrétaire général a reçu, le 21 septembre 1966, la communication suivante du Gouvernement israélien concernant la déclaration susmentionnée :

Le Gouvernement israélien a relevé le caractère politique de la déclaration faite au moment du dépôt de l'instrument de ratification du Gouvernement de la République arabe unie. De l'avis du Gouvernement israélien, la Convention ne constitue pas le cadre approprié pour des déclarations politiques de cette nature. En ce qui concerne le fond de la question, le Gouvernement israélien adopte, à l'égard du Gouvernement de la République arabe unie, une attitude d'entière réciprocité.

formément au principe de l'égalité souveraine des Etats, aucun Etat n'a le droit d'écarter d'autres pays de la participation à une convention de ce genre.

TCHECOSLOVAQUIE

Le Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque n'est pas lié par les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 12, du paragraphe 2 de l'article 13, des paragraphes 1 et 2 de l'article 14 et de l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 31 de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 en ce qui concerne les Etats privés de la possibilité de devenir parties à la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 en vertu de la procédure prévue à l'article 40 de ladite Convention.

La Convention unique traite de questions qui intéressent tous les Etats et elle a pour objet d'unifier les efforts de tous les pays dans la lutte contre ce grand fléau : l'abus des stupéfiants. Par conséquent, conformément au principe juridique international de l'égalité des Etats, aucun Etat n'a le droit d'empêcher d'autres Etats de participer à une convention de ce genre; la Convention unique sur les stupéfiants doit donc être ouverte à la signature de tous les Etats.

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES

Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ne se considère pas lié par les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 12, du paragraphe 2 de l'article 13, des paragraphes 1 et 2 de l'article 14 et de l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 31 de la Convention unique sur les stupéfiants en ce qui concerne les Etats privés de la possibilité de devenir parties à la Convention unique en vertu de la procédure prévue à l'article 40 de ladite Convention.

L'Union des Républiques socialistes soviétiques juge nécessaire de relever le caractère discriminatoire du paragraphe 1^{er} de l'article 40 de la Convention unique sur les stupéfiants, en vertu duquel certains Etats sont privés de la possibilité de devenir parties à cette Convention. La Convention unique concerne des questions qui intéressent tous les Etats, et elle a pour objet de mobiliser les efforts de tous les pays pour la lutte contre un fléau social : l'abus des stupéfiants. C'est pourquoi la Convention doit être ouverte à tous les pays. Conformément au principe de l'égalité souveraine des Etats, aucun Etat n'a le droit d'écarter d'autres pays de la participation à une convention de ce genre.

Application territoriale

(Article 42 de la Convention)

Déclarations faites lors de la ratification ou de l'adhésion (a)

| <i>Notification de :</i> | <i>Date de réception de la notification</i> | <i>Application à :</i> |
|---------------------------|---|---|
| AUSTRALIE | 1 ^{er} décembre 1967 <i>a</i> | Ladite Convention s'appliquera à tous les territoires non métropolitains dont l'Australie assure les relations internationales, à savoir les territoires du Papua, de l'île Norfolk, de l'île Christmas, des îles Cocos (Keeling), des îles Heard et MacDonald, des îles Ashmore et Cartier, le Territoire australien de l'Antarctique et les Territoires sous tutelle de la Nouvelle-Guinée et de Nauru. |
| ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ... | 25 mai 1967 <i>a</i> | La Convention sera applicable à toutes les régions dont les Etats-Unis assurent les relations internationales. |
| INDE | 13 décembre 1964 | La Convention s'appliquera au Sikkim. |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 26 mars 1963 | La Convention s'appliquera aux îles Cook (y compris Nioué) et aux îles Tokelau, territoires non métropolitains dont le Gouvernement néo-zélandais assure les relations internationales. |
| ROYAUME-UNI | 2 septembre 1964 | L'application de la Convention aux territoires non métropolitains pour les relations internationales desquels le Royaume-Uni est responsable sera notifiée ultérieurement au Secrétaire général. Le consentement préalable du territoire non métropolitain est nécessaire dans tous les cas. |

Notifications faites postérieurement à la ratification

| <i>Notification de :</i> | <i>Date de réception de la notification</i> | <i>Application à :</i> |
|--------------------------|---|---|
| ROYAUME-UNI | 26 janvier 1965 | Antigua, Bahama, Bassoutoland, Protectorat du Betchouanaland, Bermudes, Guyane britannique, Honduras britannique, îles Salomon britanniques, Brunei, îles Caïmanes, Dominique, îles Falkland, îles Fidji, Gambie, Gibraltar, îles Gilbert et Ellice, Grenade, |

Hong-kong, île Maurice, Montserrat, Sainte-Hélène, Sainte-Lucie, Saint-Christophe-et-Nièves, et Anguilla, Saint-Vincent, Seychelles, Rhodésie du Sud, Souaziland, Tonga, îles Turks et Caïques, îles Vierges.

| | | | |
|-------------------|--------|------|--|
| ROYAUME-UNI | 27 mai | 1965 | Aden et Protectorat de l'Arabie du Sud |
| ROYAUME-UNI | 3 mai | 1966 | Barbade |

CHAPITRE VII. — TRAITE DES ETRES HUMAINS

1. Protocole amendant la Convention pour la répression de la traite des femmes et des enfants, conclue à Genève le 30 septembre 1921, et la Convention pour la répression de la traite des femmes majeures, conclue à Genève le 11 octobre 1933

Signé à Lake Success, New York, le 12 novembre 1947¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 12 novembre 1947, conformément à l'article V².

ENREGISTREMENT : 24 avril 1950, n° 770.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 53, p. 13.

| <i>Etat</i> | <i>Signature sous réserve d'approbation</i> | | <i>Signature définitive (*) acceptation</i> | |
|-----------------------------|---|------|---|-------|
| AFGHANISTAN | | | 12 novembre | 1947* |
| AFRIQUE DU SUD | | | 12 novembre | 1947* |
| ALBANIE | | | 25 juillet | 1949 |
| AUSTRALIE | | | 13 novembre | 1947* |
| AUTRICHE | | | 7 juin | 1950* |
| BELGIQUE | | | 12 novembre | 1947* |
| BIRMANIE | | | 13 mai | 1949* |
| BRÉSIL | 17 mars | 1948 | 6 avril | 1950 |
| CANADA | | | 24 novembre | 1947* |
| CHINE | | | 12 novembre | 1947* |
| CÔTE D'IVOIRE | | | 5 novembre | 1962* |
| DANEMARK | 12 novembre | 1947 | 21 novembre | 1949 |
| FINLANDE | | | 6 janvier | 1949 |
| GRÈCE | 9 mars | 1951 | 5 avril | 1960 |
| HONGRIE | | | 2 février | 1950* |
| INDE | | | 12 novembre | 1947* |
| IRAN | 16 juillet | 1953 | | |
| IRLANDE | | | 19 juillet | 1961 |
| ITALIE | | | 5 janvier | 1949 |
| JAMAÏQUE | | | 16 mars | 1965 |
| LIBAN | | | 12 novembre | 1947* |
| LUXEMBOURG | 12 novembre | 1947 | 14 mars | 1955 |
| MEXIQUE | | | 12 novembre | 1947* |
| NICARAGUA | 12 novembre | 1947 | 24 avril | 1950 |
| NIGER | | | 7 décembre | 1964 |
| NORVÈGE | 12 novembre | 1947 | 28 novembre | 1947 |
| PAKISTAN ³ | | | 12 novembre | 1947* |
| PAYS-BAS | 12 novembre | 1947 | 7 mars | 1949 |
| POLOGNE | | | 21 décembre | 1950 |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE ... | | | 12 novembre | 1947* |
| ROUMANIE | | | 2 novembre | 1950* |
| SIERRA LEONE | | | 13 août | 1962* |

¹ Le Protocole a été approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 126 (II) du 20 octobre 1947. On trouvera le texte de cette résolution dans les *Documents officiels de l'Assemblée générale, deuxième session, Résolutions (A/519)*, p. 32.

² Les amendements mentionnés dans l'annexe au Protocole sont entrés en vigueur le 24 avril 1950 en ce qui concerne chacune des deux Conventions, conformément au paragraphe 2 de l'article V du Protocole.

³ Le Protocole a été signé au nom du Pakistan avec la déclaration suivante : Le représentant du Pakistan désire faire savoir que, conformément aux dispositions du paragraphe 4 du *Schedule to the Indian Independence Order, 1947*, le Pakistan se considère comme partie à la Convention pour la répression de la traite des femmes et des enfants signée à Genève le 30 septembre 1921, du fait que l'Inde est devenue partie à cette Convention avant le 15 août 1947.

| <i>Etat</i> | <i>Signature sous réserve d'approbation</i> | <i>Signature définitive (*) acceptation</i> |
|---|---|---|
| SINGAPOUR | | 26 octobre 1966 |
| SUÈDE | | 9 juin 1948* |
| SYRIE | | 17 novembre 1947* |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | | 12 novembre 1947* |
| TURQUIE | | 12 novembre 1947* |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES .. | | 18 décembre 1947* |
| YUGOSLAVIE | | 12 novembre 1947* |

2. Convention pour la répression de la traite des femmes et des enfants

Conclue à Genève le 30 septembre 1921 et amendée par le Protocole signé à Lake Success, New York, le 12 novembre 1947

ENTRÉE EN VIGUEUR : 24 avril 1950, date à laquelle les amendements, contenus dans l'annexe au Protocole du 12 novembre 1947, sont entrés en vigueur conformément à l'article V du Protocole.

ENREGISTREMENT : 24 avril 1950, n° 771.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 53, p. 39.

| <i>Etat</i> | <i>Signature définitive ou acceptation du Protocole du 12 novembre 1947</i> | <i>Adhésion (a) à la Convention, telle qu'amendée par le Protocole du 12 novembre 1947</i> | |
|---|---|--|--------|
| AFGHANISTAN | 12 novembre 1947 | | |
| AFRIQUE DU SUD | 12 novembre 1947 | | |
| ALBANIE | 25 juillet 1949 | | |
| ALGÉRIE | | 31 octobre | 1963 a |
| AUSTRALIE | 13 novembre 1947 | | |
| AUTRICHE | 7 juin 1950 | | |
| BELGIQUE | 12 novembre 1947 | | |
| BIRMANIE | 13 mai 1949 | | |
| BRÉSIL | 6 avril 1950 | | |
| CANADA | 24 novembre 1947 | | |
| CHINE | 12 novembre 1947 | | |
| DANEMARK | 21 novembre 1949 | | |
| FINLANDE | 6 janvier 1949 | | |
| GRÈCE | 5 avril 1960 | | |
| HONGRIE | 2 février 1950 | | |
| INDE | 12 novembre 1947 | | |
| IRLANDE | 19 juillet 1961 | | |
| ITALIE | 5 janvier 1949 | | |
| JAMAÏQUE | 16 mars 1965 | | |
| LIBAN | 12 novembre 1947 | | |
| LIBYE | | 17 février | 1959 a |
| LUXEMBOURG | 14 mars 1955 | | |
| MADAGASCAR | | 18 février | 1963 a |
| MALAWI | | 25 février | 1966 a |
| MEXIQUE | 12 novembre 1947 | | |
| NICARAGUA | 24 avril 1950 | | |
| NORVÈGE | 28 novembre 1947 | | |
| PAKISTAN | 12 novembre 1947 | | |
| PAYS-BAS | 7 mars 1949 | | |
| PHILIPPINES | | 30 septembre | 1954 a |
| POLOGNE | 21 décembre 1950 | | |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE .. | 12 novembre 1947 | | |
| ROUMANIE | 2 novembre 1950 | | |
| SIERRA LEONE | 13 août 1962 | | |
| SINGAPOUR | 26 octobre 1966 | | |
| SUÈDE | 9 juin 1948 | | |
| SYRIE | 17 novembre 1947 | | |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 12 novembre 1947 | | |
| TURQUIE | 12 novembre 1947 | | |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES .. | 18 décembre 1947 | | |
| YOUgoslavie | 12 novembre 1947 | | |

3. Convention pour la répression de la traite des femmes et des enfants

Genève, 30 septembre 1921¹EN VIGUEUR (article 11)².*Ratifications ou adhésions définitives*

| | |
|---|----------------------|
| AFGHANISTAN | (10 avril 1935 a) |
| ALBANIE | (13 octobre 1924) |
| ALLEMAGNE | (8 juillet 1924) |
| AUTRICHE | (9 août 1922) |
| BELGIQUE | (15 juin 1922) |
| BRÉSIL | (18 août 1933) |
| EMPIRE BRITANNIQUE | (28 juin 1922) |
| N'engage pas l'île de Terre-Neuve, les colonies et protectorats britanniques, l'île de Nauru et les territoires administrés sous mandat par la Grande-Bretagne. | |
| <i>Bahamas, Barbade (La), Ceylan, Chypre, Grenade, Gibraltar, Honduras britannique, Hong-kong, Kenya, (Colonie et Protectorat), Malte, Nyassaland, Rhodésie du Nord, Rhodésie du Sud, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, Seychelles, Straits Settlements, Trinité-et-Tobago</i> (18 septembre 1922 a) | |
| <i>Fidji (îles), Guyane britannique</i> | (24 octobre 1922 a) |
| <i>Iles Sous-le-Vent, Jamaïque, Maurice</i> | (7 mars 1924 a) |
| <i>Falkland (Iles et Dépendances)</i> | (8 mai 1924 a) |
| <i>Côte de l'Or (Colonie)</i> | (3 juillet 1924 a) |
| <i>Sierra-Leone (Colonie)</i> | (16 novembre 1927 a) |
| <i>Gambie (Colonie et Protectorat), Ouganda (Protectorat), Tanganyika (Territoire du)</i> | (10 avril 1931 a) |
| <i>Gilbert (Colonie des îles Gilbert et Ellice), Palestine (y compris la Transjordanie), Solomon (Protectorat des îles Salomon britanniques), Sarawak (Protectorat de)</i> | (2 novembre 1931 a) |
| <i>Zanzibar (Protectorat de)</i> | (14 janvier 1932 a) |
| <i>Birmanie</i> | |
| La Birmanie se réserve entièrement le droit de substituer l'âge de 16 ans ou tout âge plus élevé qui pourra être fixé ultérieurement à la limite d'âge prescrite au paragraphe B du Protocole final de la Convention du 4 mai 1910 et à l'article 5 de la Convention de 1921. | |

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|---|--------------------------------|
| CANADA | (28 juin 1922) |
| AUSTRALIE | (28 juin 1922) |
| N'engage pas la Papouasie, l'île de Norfolk et le territoire sous mandat de Nouvelle-Guinée. | |
| <i>Papouasie, île de Norfolk, Nouvelle-Guinée, Nauru</i> (2 septembre 1936) | |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | (28 juin 1922) |
| N'engage pas le territoire sous mandat du Samoa occidental. | |
| UNION SUD-AFRICAINE | (28 juin 1922) |
| IRLANDE | (18 mai 1934 a) |
| INDE | (28 juin 1922) |
| Se réserve entièrement le droit de substituer l'âge de 16 ans ou tout âge plus élevé qui pourra être fixé ultérieurement aux limites d'âges prescrites au paragraphe b du Protocole de clôture de la Convention du 4 mai 1910 et à l'article 5 de la présente Convention. | |
| BULGARIE | (29 avril 1925 a) |
| CHILI | (15 janvier 1929) |
| CHINE | (24 février 1926) |
| COLOMBIE | (8 novembre 1934) |
| CUBA | (7 mai 1923) |
| DANEMARK | (23 avril 1931 a) ³ |
| Cette ratification n'engage pas le Groenland, la Convention, vu les circonstances spéciales, n'ayant pas d'importance pour cette possession. | |
| EGYPTE | (13 avril 1932 a) |
| ESPAGNE | (12 mai 1924 a) |
| N'engage pas les possessions espagnoles en Afrique, ni les territoires du Protectorat espagnol au Maroc. | |
| ESTONIE | (28 février 1930) |
| FINLANDE | (16 août 1926 a) |
| FRANCE | (1 ^{er} mars 1926 a) |
| N'engage pas les colonies françaises et les pays de protectorat français, ni les territoires sous mandat français. | |
| <i>Syrie et Liban</i> | (2 juin 1930 a) |
| GRÈCE | (9 avril 1923) |
| HONGRIE | (25 avril 1925) |

¹ Enregistrée sous le numéro 269. Voir *Recueil des Traités de la Société des Nations*, vol. 9, p. 415.

Ratifications et adhésions postérieures à l'enregistrement : voir vol. 15, p. 310; vol. 19, p. 282; vol. 24, p. 162; vol. 27, p. 418; vol. 35, p. 300; vol. 39, p. 167; vol. 45, p. 99; vol. 50, p. 160; vol. 54, p. 388; vol. 63, p. 378; vol. 83, p. 373; vol. 92, p. 367; vol. 100, p. 156; vol. 107, p. 462; vol. 111, p. 403; vol. 117, p. 49; vol. 122, p. 322; vol. 134, p. 399; vol. 138, p. 417; vol. 147, p. 319; vol. 156, p. 182; vol. 160, p. 330; vol. 172, p. 391; vol. 177, p. 384, et vol. 196, p. 404.

² Article 11. — "La présente Convention entrera en vigueur, pour chaque partie, à la date du dépôt de sa ratification ou de son acte d'adhésion."

³ D'après une réserve faite par le Gouvernement danois en ratifiant la Convention, celle-ci ne devait prendre effet en ce qui concerne le Danemark, qu'à l'entrée en vigueur du Code pénal danois du 15 avril 1930. Ledit Code étant entré en vigueur le 1^{er} janvier 1933, la Convention a pris effet, pour le Danemark, à partir de la même date.

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|--|------------------------------|
| IRAK | (15 mai 1925 <i>a</i>) |
| Le Gouvernement de l'Irak désire se réserver le droit de fixer l'âge limite plus bas qu'il n'est prescrit à l'article 5 de la Convention. | |
| IRAN | (28 mars 1933) |
| ITALIE | (30 juin 1924) |
| <i>Colonies italiennes</i> | (27 juillet 1922 <i>a</i>) |
| Sous réserve que la limite d'âge des femmes et des enfants indigènes, indiquée à l'article 5, soit réduite de 21 ans révolus à 16 ans révolus. | |
| JAPON | (15 décembre 1925) |
| N'engage pas la Corée, Formose, le territoire à bail du Kouan-Toung, la section japonaise de l'île de Sakhaline, ni le territoire des îles du Pacifique sous son mandat. | |
| LETONIE | (12 février 1924) |
| LITHUANIE | (14 septembre 1931) |
| LUXEMBOURG | (31 décembre 1929 <i>a</i>) |
| MEXIQUE | (10 mai 1932 <i>a</i>) |
| MONACO | (18 juillet 1931 <i>a</i>) |
| NICARAGUA | (12 décembre 1935 <i>a</i>) |
| NORVÈGE | (16 août 1922) |
| PAYS-BAS (y compris les <i>Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao</i>) | (19 septembre 1923) |

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|--|---------------------------------------|
| POLOGNE | (8 octobre 1924) |
| PORTUGAL | (1 ^{er} décembre 1923) |
| ROUMANIE | (5 septembre 1923) |
| <i>Soudan</i> | (1 ^{er} juin 1932 <i>a</i>) |
| SUÈDE | (9 juin 1925) |
| SUISSE | (20 janvier 1926) |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | (29 septembre 1923) |
| THAÏLANDE | (13 juillet 1922) |
| En faisant des réserves sur la limite d'âge prescrite au paragraphe <i>b</i>) du Protocole final de la Convention de 1910 et à l'article 5 de la présente Convention, en tant qu'ils s'appliquent aux ressortissants de la Thaïlande. | |
| TURQUIE | (15 avril 1937 <i>a</i>) |
| URUGUAY | (21 octobre 1924 <i>a</i>) |
| YOUgoslavie | (2 mai 1929 <i>a</i>) |
| <i>Signatures ou adhésions non encore suivies de ratification</i> | |
| RÉPUBLIQUE ARGENTINE <i>a</i> | |
| COSTA RICA | |
| PANAMA <i>a</i> | |
| PÉROU <i>a</i> | |

Actes postérieurs à la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a assumé les fonctions de dépositaire

| <i>Etat</i> | <i>Adhésion (a), notification de succession (d)</i> | |
|--|---|---------------|
| CHYPRE | 16 mai | 1963 <i>d</i> |
| GHANA | 7 avril | 1958 <i>d</i> |
| JAMAÏQUE | 30 juillet | 1964 <i>d</i> |
| MALTE | 24 mars | 1967 <i>d</i> |
| PAKISTAN | 12 novembre | 1947 <i>d</i> |
| RSS DE BIÉLORUSSIE | 21 mai | 1948 <i>a</i> |
| SIERRA LEONE | 13 mars | 1962 <i>d</i> |
| SINGAPOUR | 7 juin | 1966 <i>d</i> |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | 11 avril | 1966 <i>d</i> |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES .. | 18 décembre | 1947 <i>a</i> |

4. Convention relative à la répression de la traite des femmes majeures

Conclue à Genève le 11 octobre 1933 et amendée par le Protocole signé à Lake Success, New York, le 12 novembre 1947

ENTRÉE EN VIGUEUR : 24 avril 1950, date de l'entrée en vigueur des amendements indiqués dans l'annexe au Protocole du 12 novembre 1947, conformément au paragraphe 2 de l'article V dudit Protocole.

ENREGISTREMENT : 24 avril 1950, n° 772.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 53, p. 49.

| <i>Etat</i> | <i>Signature définitive ou acceptation du Protocole du 12 novembre 1947</i> | <i>Adhésion (a) à la Convention, telle qu'amendée par le Protocole du 12 novembre 1947</i> | |
|---|---|--|--------|
| AFGHANISTAN | 12 novembre 1947 | | |
| AFRIQUE DU SUD | 12 novembre 1947 | | |
| ALGÉRIE | | 31 octobre | 1963 a |
| AUSTRALIE | 13 novembre 1947 | | |
| AUTRICHE | 7 juin 1950 | | |
| BELGIQUE | 12 novembre 1947 | | |
| BRÉSIL | 6 avril 1950 | | |
| CÔTE D'IVOIRE | 5 novembre 1962 | | |
| FINLANDE | 6 janvier 1949 | | |
| GRÈCE | 5 avril 1960 | | |
| HONGRIE | 2 février 1950 | | |
| IRLANDE | 19 juillet 1961 | | |
| LIBYE | | 17 février | 1959 a |
| LUXEMBOURG | | 14 mars | 1955 a |
| MADAGASCAR | | 12 février | 1964 a |
| MEXIQUE | 12 novembre 1947 | | |
| NICARAGUA | 24 avril 1950 | | |
| NIGER | 7 décembre 1964 | | |
| NORVÈGE | 28 novembre 1947 | | |
| PAYS-BAS | 7 mars 1949 | | |
| PHILIPPINES | | 30 septembre | 1954 a |
| POLOGNE | 21 décembre 1950 | | |
| ROUMANIE | 2 novembre 1950 | | |
| SINGAPOUR | | 26 octobre | 1966 a |
| SUÈDE | 9 juin 1948 | | |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 12 novembre 1947 | | |
| TURQUIE | 12 novembre 1947 | | |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES .. | 18 décembre 1947 | | |

5. Convention relative à la répression de la traite des femmes majeures

Genève, 11 octobre 1933¹

EN VIGUEUR depuis le 24 août 1934 (article 8).

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|---|----------------------|
| AFGHANISTAN | (10 avril 1935 a) |
| AUSTRALIE | (2 septembre 1936) |
| Y compris la <i>Papouasie</i> et l' <i>île de Norfolk</i> , ainsi que les territoires sous mandat de la <i>Nouvelle-Guinée</i> et de <i>Nauru</i> . | |
| AUTRICHE | (7 août 1936) |
| UNION SUD-AFRICAINE | (20 novembre 1935) |
| BELGIQUE | (11 juin 1936) |
| Sous réserve de l'article 10. | |
| BRÉSIL | (24 juin 1938 a) |
| BULGARIE | (19 décembre 1934) |
| CHILI | (20 mars 1935) |
| CUBA | (25 juin 1936 a) |
| FINLANDE | (21 décembre 1936 a) |
| GRÈCE | (20 août 1937) |
| HONGRIE | (12 août 1935) |
| IRAN | (12 avril 1935 a) |
| IRLANDE | (25 mai 1938 a) |
| LETONIE | (17 septembre 1935) |
| MEXIQUE | (3 mai 1938 a) |
| NICARAGUA | (12 décembre 1935 a) |
| NORVÈGE | (26 juin 1935 a) |

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|---|---------------------|
| PAYS-BAS (y compris les <i>Indes néerlandaises</i> , <i>Surinam</i> et <i>Curaçao</i>) | (20 septembre 1935) |
| POLOGNE | (8 décembre 1937) |
| PORTUGAL | (7 janvier 1937) |
| ROUMANIE | (6 juin 1935 a) |
| <i>Soudan</i> | (13 juin 1934 a) |
| SUÈDE | (25 juin 1934) |
| SUISSE | (17 juillet 1934) |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | (27 juillet 1935) |
| TURQUIE | (19 mars 1941 a) |

Signatures non encore suivies de ratification

| |
|--|
| ALBANIE |
| ALLEMAGNE |
| GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD, ainsi que toutes parties de l' <i>Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations</i> |
| CHINE |
| ESPAGNE |
| LITHUANIE |
| MONACO |
| PANAMA |
| YOUgoslavie |

Actes postérieurs à la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a assumé les fonctions de dépositaire

| Etat | Ratification | |
|---|----------------------------|-------------------|
| | adhésion (a), notification | de succession (d) |
| CAMEROUN | 27 octobre | 1961 d |
| CONGO (BRAZZAVILLE) | 15 octobre | 1962 d |
| CÔTE D'IVOIRE | 8 décembre | 1961 d |
| DAHOMÉY | 4 avril | 1962 d |
| FRANCE | 8 janvier | 1947 |
| NIGER | 25 août | 1961 d |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | 4 septembre | 1962 d |
| RSS DE BIÉLORUSSIE | 21 mai | 1948 a |
| SÉNÉGAL | 2 mai | 1963 d |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES | 18 décembre | 1947 a |

¹ Enregistrée sous le numéro 3476; voir *Recueil des Traités de la Société des Nations*, vol. 150, p. 431.

Ratifications et adhésions postérieures à l'enregistrement :

voir vol. 160, p. 439; vol. 164, p. 421; vol. 168, p. 239; vol. 172, p. 427; vol. 177, p. 464; vol. 181, p. 423; vol. 185, p. 411 et vol. 200, p. 519.

6. Protocole amendant l'Arrangement international en vue d'assurer une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de traite des blanches, signé à Paris le 18 mai 1904, et la Convention internationale relative à la répression de la traite des blanches, signée à Paris le 4 mai 1910

Signé à Lake Success, New York, le 4 mai 1949¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 4 mai 1949, conformément à l'article 5².

ENREGISTREMENT : 4 mai 1949, n° 446.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 30, p. 23.

| <i>Etat</i> | <i>Signature sous réserve d'approbation</i> | | <i>Signature définitive (*) adhésion</i> | |
|------------------------------|---|------|--|--------|
| AFRIQUE DU SUD | 22 août | 1950 | 14 août | 1951 |
| AUSTRALIE ³ | | | 8 décembre | 1949 * |
| AUTRICHE | | | 7 juin | 1950 * |
| BELGIQUE | 20 mai | 1949 | 13 octobre | 1952 |
| BRÉSIL | 4 mai | 1949 | | |
| CANADA | | | 4 mai | 1949 * |
| CEYLAN | | | 14 juillet | 1949 * |
| CHILI | | | 20 juin | 1949 * |
| CHINE | | | 4 mai | 1949 * |
| CUBA ⁴ | 4 mai | 1949 | 4 août | 1965 |
| DANEMARK | 21 novembre | 1949 | 1 ^{er} mars | 1950 |
| ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE .. | 4 mai | 1949 | 14 août | 1950 |
| FINLANDE | | | 31 octobre | 1949 |
| FRANCE | | | 5 mai | 1949 * |
| INDE | 12 mai | 1949 | 28 décembre | 1949 |
| IRAK | | | 1 ^{er} juin | 1949 * |
| IRAN | 28 décembre | 1949 | 30 décembre | 1959 |
| IRLANDE | | | 19 juillet | 1961 |
| ITALIE | | | 13 novembre | 1952 |
| LUXEMBOURG | 4 mai | 1949 | 14 mars | 1955 |
| NORVÈGE | | | 4 mai | 1949 * |
| PAKISTAN | 13 mai | 1949 | 16 juin | 1952 |
| PAYS-BAS | 2 juin | 1949 | 26 septembre | 1950 |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE ... | 9 mai | 1949 | 16 septembre | 1949 |
| ROYAUME-UNI | | | 4 mai | 1949 * |
| SUÈDE | | | 25 février | 1952 * |
| SUISSE | | | 23 septembre | 1949 |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 9 mai | 1949 | 21 juin | 1951 |
| TURQUIE | 4 mai | 1949 | 13 septembre | 1950 |
| YOUgosLAVIE | 4 mai | 1949 | 26 avril | 1951 |

¹ Le Protocole a été approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies par sa résolution 256 (III) du 3 décembre 1948. On trouvera le texte de cette résolution dans les *Documents officiels de l'Assemblée générale, troisième session, première partie, résolutions (A/810)*, p. 164.

² Les amendements contenus dans l'annexe au Protocole sont entrés en vigueur le 21 juin 1951 en ce qui concerne l'Arrangement du 18 mai 1904 et le 14 août 1951 en ce qui concerne la Convention du 4 mai 1910, conformément au deuxième alinéa de l'article 5 dudit Protocole.

³ Par notification donnée au moment de la signature, le Gouvernement australien a déclaré qu'il étendait l'application du Protocole à tous les territoires dont l'Australie assurait les relations internationales.

⁴ L'instrument d'acceptation contient la déclaration suivante :
Le gouvernement révolutionnaire de Cuba ratifie le présent

Protocole afin de coopérer au contrôle que l'Organisation des Nations Unies, en tant que dépositaire, exerce sur l'application de tous les traités élaborés avant sa création par des organismes internationaux aujourd'hui disparus, car les mesures socio-économiques adoptées à Cuba en vertu de la législation révolutionnaire ont augmenté les possibilités d'emploi pour la masse de la population et mis fin ainsi au proxénétisme qui naît précisément du chômage et de l'oïveté, maux sociaux hérités des époques antérieures qui ont été éliminés; en outre, le présent Protocole doit s'appliquer, dans des conditions d'égalité, aux pays colonisés sans que cela implique une acceptation quelconque de l'état de vassalité dans lequel ces pays se trouvent étant donné qu'en vertu d'un principe fondamental de sa politique actuelle, Cuba condamne énergiquement le colonialisme et proclame le droit des peuples qui en souffrent à se libérer et que par ailleurs l'Organisation des Nations Unies a dénoncé le colonialisme.

7. Arrangement international en vue d'assurer une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de traite des blanches

Signé à Paris le 18 mai 1904 et amendé par le Protocole signé à Lake Success, New York, le 4 mai 1949

ENTRÉE EN VIGUEUR : 21 juin 1951, date à laquelle les amendements, contenus dans l'annexe au Protocole du 4 mai 1949, sont entrés en vigueur conformément à l'article 5 du Protocole.

ENREGISTREMENT : 21 juin 1951, n° 1257.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 92, p. 19.

| <i>Etat</i> | <i>Signature définitive ou acceptation du Protocole du 4 mai 1949</i> | | <i>Adhésion (a), notification de succession (d) à l'Arrangement, tel qu'amendé par le Protocole du 4 mai 1949</i> | |
|---------------------------|---|------|---|--------|
| AFRIQUE DU SUD | 14 août | 1951 | | |
| ALGÉRIE | | | 31 octobre | 1963 a |
| AUSTRALIE | 8 décembre | 1949 | | |
| AUTRICHE | 7 juin | 1950 | | |
| BELGIQUE | 13 octobre | 1952 | | |
| CAMEROUN | | | 3 novembre | 1961 d |
| CANADA | 4 mai | 1949 | | |
| CEYLAN | 14 juillet | 1949 | | |
| CHILI | 20 juin | 1949 | | |
| CHINE | 4 mai | 1949 | | |
| CHYPRE | | | 16 mai | 1963 d |
| CONGO (BRAZZAVILLE) | | | 15 octobre | 1962 d |
| CÔTE D'IVOIRE | | | 8 décembre | 1961 d |
| CUBA | 4 août | 1965 | | |
| DAHOMEY | | | 4 avril | 1962 d |
| DANEMARK | 1 ^{er} mars | 1950 | | |
| ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE .. | 14 août | 1950 | | |
| FINLANDE | 31 octobre | 1949 | | |
| FRANCE | 5 mai | 1949 | | |
| GHANA | | | 7 avril | 1958 d |
| INDE | 28 décembre | 1949 | | |
| IRAK | 1 ^{er} juin | 1949 | | |
| IRAN | 30 décembre | 1959 | | |
| IRLANDE | 19 juillet | 1961 | | |
| ITALIE | 13 novembre | 1952 | | |
| JAMAÏQUE | | | 30 juillet | 1964 d |
| LUXEMBOURG | 14 mars | 1955 | | |
| MADAGASCAR | | | 9 octobre | 1963 d |
| MALAWI | | | 10 juin | 1965 a |
| MALTE | | | 24 mars | 1967 d |
| MAROC | | | 7 novembre | 1956 d |
| MEXIQUE | | | 21 février | 1956 a |
| NIGER | | | 25 août | 1961 d |
| NIGÉRIA | | | 26 juin | 1961 d |
| NORVÈGE | 4 mai | 1949 | | |
| PAKISTAN | 16 juin | 1952 | | |
| PAYS-BAS | 26 septembre | 1950 | | |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE ... | 16 septembre | 1949 | | |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | | | 4 septembre | 1962 d |

| <i>Etat</i> | <i>Signature définitive ou acceptation du Protocole du 4 mai 1949</i> | | <i>Adhésion (a), notification de succession (d) à l'Arrangement, tel qu'amendé par le Protocole du 4 mai 1949</i> | |
|--------------------------------------|---|------|---|--------|
| RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE | | | 18 mars | 1963 a |
| ROYAUME-UNI | 4 mai | 1949 | | |
| SÉNÉGAL | | | 2 mai | 1963 d |
| SIERRA LEONE | | | 13 mars | 1962 d |
| SINGAPOUR | | | 7 juin | 1966 d |
| SUÈDE | 25 février | 1952 | | |
| SUISSE | 23 septembre | 1949 | | |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 21 juin | 1951 | | |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | | | 11 avril | 1966 d |
| TURQUIE | 13 septembre | 1950 | | |
| YOUgoslavie | 26 avril | 1951 | | |

8. Arrangement international en vue d'assurer une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de traite des blanches

Signé à Paris le 18 mai 1904

ENTRÉE EN VIGUEUR : 18 juillet 1905, conformément à l'article 8.

ENREGISTREMENT : 7 septembre 1920, n° 11.

TEXTE : Société des Nations, *Recueil des Traités*, vol. 1, p. 83.

La liste ci-après a été fournie par le Gouvernement français lors du transfert au Secrétaire général des fonctions de dépositaire en ce qui concerne l'Arrangement international.

1) Etats qui ont ratifié l'Arrangement

| | | |
|-----------|----------|------------------|
| ALLEMAGNE | FRANCE | ROYAUME-UNI |
| BELGIQUE | ITALIE | RUSSIE |
| DANEMARK | PAYS-BAS | SUÈDE ET NORVÈGE |
| ESPAGNE | PORTUGAL | SUISSE |

2) Etats qui ont adhéré à l'Arrangement

| | | |
|------------------|-----------------------|-----------------|
| AUTRICHE-HONGRIE | COLOMBIE | LUXEMBOURG |
| BRÉSIL | ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE | POLOGNE |
| BULGARIE | LIBAN ¹ | TCHÉCOSLOVAQUIE |

3) L'Arrangement a été déclaré applicable aux colonies, dominions et protectorats suivants :

| | | |
|------------------------------|----------------------------|-----------------------------|
| Colonies allemandes | Gilbert et Ellice (îles) | Salomon britanniques (îles) |
| Islande et Antilles danoises | Guinée et Guyane anglaises | Sarawak |
| Afrique-Centrale anglaise | Hong-kong | Seychelles |
| Australie | Inde | Sierra-Leone |
| Bahama | Jamaïque | Somaliland |
| Barbade | Leeward (îles) | Trinité |
| Birmanie | Malte | Wei-hai-wei |
| Canada | Nigéria du Nord | Windward (îles) |
| Ceylan | Nouvelle-Zélande | Zanzibar |
| Côte-de-l'Or | Ouganda | Colonies françaises |
| Fidji (îles) | Palestine et Transjordanie | Erythrée |
| Gambie | Rhodésie du Sud | Colonies néerlandaises |
| Gibraltar | Sainte-Hélène | |

4) Les colonies, dominions et protectorats suivants ont accepté l'article premier de l'Arrangement :

| | | |
|----------------------------|----------------------|----------------------------|
| Afrique-Orientale anglaise | Cap (Le) | Nigéria du Sud |
| Bassoutoland | Chypre | Orange (colonie du fleuve) |
| Bermudes | Honduras britannique | Straits Settlements |
| Betchouanaland | Natal | Transvaal |

5) Etats qui, par leur adhésion à la Convention du 4 mai 1910 relative à la traite des blanches, ont adhéré ipso facto à l'Arrangement du 18 mai 1904, en vertu de l'article 8 de la Convention de 1910

| | | |
|-------------------------|----------|---------------------|
| Chili | Lituanie | Terre-Neuve |
| Cuba | Norvège | Tanganyika |
| Egypte | Perse | Union Sud-Africaine |
| Finlande | Siam | Kénya |
| Irlande (Etat libre d') | Estonie | Nyassaland |

¹ L'instrument d'adhésion du Gouvernement libanais a été déposé auprès du Secrétaire général le 20 juin 1949.

Papua et Norfolk
Grenade
Sainte-Lucie
Saint-Vincent
Japon
Chine
Yougoslavie

Nouvelle-Guinée
Nauru
Ile de Man
Jersey
Guernesey
Iles Falkland
Irak

Soudan
Turquie
Uruguay
Monaco
Maroc
Tunisie
Maurice (île)

9. Convention internationale relative à la répression de la traite des blanches

Signée à Paris le 4 mai 1910 et amendée par le Protocole signé à Lake Success, New York, le 4 mai 1949

ENTRÉE EN VIGUEUR : 14 août 1951, date à laquelle les amendements, contenus dans l'annexe au Protocole du 4 mai 1949, sont entrés en vigueur conformément au paragraphe 2 de l'article 5 du Protocole.

ENREGISTREMENT : 14 août 1951, n° 1358.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 98, p. 101.

| Etat | Signature définitive ou acceptation du Protocole du 4 mai 1949 | | Adhésion (a), notification de succession (d) à la Convention, telle qu'amendée par le Protocole du 4 mai 1949 | |
|--------------------------------|--|------|---|--------|
| | | | | |
| AFRIQUE DU SUD | 14 août | 1951 | | |
| ALGÉRIE | | | 31 octobre | 1963 a |
| AUSTRALIE | 8 décembre | 1949 | | |
| AUTRICHE | 7 juin | 1950 | | |
| BELGIQUE | 13 octobre | 1952 | | |
| CAMEROUN | | | 3 novembre | 1961 d |
| CANADA | 4 mai | 1949 | | |
| CEYLAN | 14 juillet | 1949 | | |
| CHILI | 20 juin | 1949 | | |
| CHINE | 4 mai | 1949 | | |
| CHYPRE | | | 16 mai | 1963 d |
| CONGO (BRAZZAVILLE) | | | 15 octobre | 1962 d |
| CÔTE D'IVOIRE | | | 8 décembre | 1961 d |
| CUBA | 4 août | 1965 | | |
| DAHOMÉY | | | 4 avril | 1962 d |
| DANEMARK | 1 ^{er} mars | 1950 | | |
| FINLANDE | 31 octobre | 1949 | | |
| FRANCE | 5 mai | 1949 | | |
| GHANA | | | 7 avril | 1958 d |
| INDE | 28 décembre | 1949 | | |
| IRAK | 1 ^{er} juin | 1949 | | |
| IRAN | 30 décembre | 1959 | | |
| IRLANDE | 19 juillet | 1961 | | |
| ITALIE | 13 novembre | 1952 | | |
| JAMAÏQUE | | | 17 mars | 1965 d |
| LUXEMBOURG | 14 mars | 1955 | | |
| MADAGASCAR | | | 9 octobre | 1963 d |
| MALAWI | | | 10 juin | 1965 a |
| MALTE | | | 24 mars | 1967 d |
| MAROC | | | 7 novembre | 1956 d |
| MEXIQUE | | | 21 février | 1956 a |
| NIGER | | | 25 août | 1961 d |
| NORVÈGE | 4 mai | 1949 | | |
| PAKISTAN | 16 juin | 1952 | | |
| PAYS-BAS | 26 septembre | 1950 | | |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE | 16 septembre | 1949 | | |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | | | 4 septembre | 1962 d |
| RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE | | | 18 mars | 1963 a |
| ROYAUME-UNI | 4 mai | 1949 | | |
| SÉNÉGAL | | | 2 mai | 1963 d |
| SIERRA LEONE | | | 13 mars | 1962 d |
| SINGAPOUR | | | 7 juin | 1966 d |
| SUÈDE | 25 février | 1952 | | |
| SUISSE | 23 septembre | 1949 | | |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 21 juin | 1951 | | |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | | | 11 avril | 1966 d |
| TURQUIE | 13 septembre | 1950 | | |
| YOUgoslavie | 26 avril | 1951 | | |

10. Convention internationale relative à la répression de la traite des blanches

Signée à Paris le 4 mai 1910¹

La liste ci-après a été fournie par le Gouvernement français lors du transfert au Secrétaire général des fonctions de dépositaire en ce qui concerne la Convention.

1) Etats qui ont ratifié la Convention

| | | |
|------------------|----------------------------|----------|
| ALLEMAGNE | ESPAGNE | PAYS-BAS |
| AUTRICHE-HONGRIE | FRANCE | PORTUGAL |
| BELGIQUE | GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE | RUSSIE |
| BRÉSIL | DU NORD | SUÈDE |
| DANEMARK | ITALIE | |

2) Etats qui ont adhéré à la Convention

| | | |
|----------|-------------------------|-----------------|
| BULGARIE | IRLANDE (ÉTAT LIBRE D') | POLOGNE |
| CHILI | JAPON | SIAM |
| CHINE | LIBAN ² | SUISSE |
| COLOMBIE | LITUANIE | TCHÉCOSLOVAQUIE |
| CUBA | LUXEMBOURG | TURQUIE |
| ÉGYPTE | MONACO | URUGUAY |
| ESTONIE | NORVÈGE | YOUgoslavIE |
| FINLANDE | PERSE | |

3) La Convention a été déclarée applicable aux colonies, dominions et protectorats suivants :

| | | |
|--|----------------------|-----------------------------|
| COLONIES FRANÇAISES, MAROC, TUNISIE | NYASSALAND | ILES SOUS-LE-VENT |
| INDES NÉERLANDAISES ORIENTALES ET OCCIDENTALES, SURINAM ET CURAÇAO | RHODÉSIE DU SUD | ILES FALKLAND |
| CANADA | STRAITS SETTLEMENTS | CÔTE-DE-L'OR |
| UNION SUD-AFRICAINE | TRINITÉ | IRAK |
| TERRE-NEUVE | AUSTRALIE | GAMBIE |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | PAPUA ET NORFOLK | OUGANDA |
| BAHAMA | INDE | TANGANYIKA |
| CEYLAN | BARBADE | BIRMANIE |
| CHYPRE | HONDURAS BRITANNIQUE | NOUVELLE-GUINÉE |
| KÉNYA | GRENADE | NAURU |
| FIDJI (ÎLES) | SAINTE-LUCIE | SOUDAN |
| GIBRALTAR | SAINT-VINCENT | SIERRA LEONE |
| HONG-KONG | SEYCHELLES | PALESTINE ET TRANSJORDANIE |
| JAMAÏQUE | GUYANE ANGLAISE | SARAWAK |
| MALTE | ILE DE MAN | GILBERT ET ELLICE (ÎLES) |
| | JERSEY | SALOMON BRITANNIQUES (ÎLES) |
| | GUERNESEY | ZANZIBAR |
| | ILE MAURICE | |

¹ De Martens, *Nouveau Recueil général des Traités*, 3^e série, tome VII, p. 252.

² L'instrument d'adhésion du Gouvernement libanais a été déposé auprès du Secrétaire général le 22 septembre 1949.

II. a) Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui

Ouverte à la signature à Lake Success, New York, le 21 mars 1950¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 25 juillet 1951, conformément à l'article 24.

ENREGISTREMENT : 25 juillet 1951, n° 1342.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 96, p. 271.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a)</i> | |
|---|------------------|------|-----------------------------------|---------------------|
| AFRIQUE DU SUD | 16 octobre | 1950 | 10 octobre | 1951 |
| ALBANIE | | | 6 novembre | 1958 a |
| ALGÉRIE | | | 31 octobre | 1963 a |
| ARGENTINE | | | 15 novembre | 1957 a |
| BELGIQUE | | | 22 juin | 1965 a |
| BIRMANIE | 14 mars | 1956 | | |
| BRÉSIL | 5 octobre | 1951 | 12 septembre | 1958 |
| BULGARIE | | | 18 janvier | 1955 a |
| CEYLAN | | | 15 avril | 1958 a |
| CUBA | | | 4 septembre | 1952 a |
| DANEMARK | 12 février | 1951 | | |
| EQUATEUR | 24 mars | 1950 | | |
| ESPAGNE | | | 18 juin | 1962 a |
| FINLANDE | 27 février | 1953 | | |
| FRANCE | | | 19 novembre | 1960 a |
| GUINÉE | | | 26 avril | 1962 a |
| HAÏTI | | | 26 août | 1953 a |
| HAUTE-VOLTA | | | 27 août | 1962 a |
| HONDURAS | 13 avril | 1954 | | |
| HONGRIE | | | 29 septembre | 1955 a |
| INDE | 9 mai | 1950 | 9 janvier | 1953 |
| IRAK | | | 22 septembre | 1955 a |
| IRAN | 16 juillet | 1953 | | |
| ISRAËL | | | 28 décembre | 1950 a |
| JAPON | | | 1 ^{er} mai | 1958 a |
| KOWEÏT | | | 20 novembre | 1968 a |
| LIBÉRIA | 21 mars | 1950 | | |
| LIBYE | | | 3 décembre | 1956 a |
| LUXEMBOURG | 9 octobre | 1950 | | |
| MALAWI | | | 13 octobre | 1965 a |
| MALI | | | 23 décembre | 1964 a |
| MEXIQUE | | | 21 février | 1956 a |
| NORVÈGE | | | 23 janvier | 1952 a |
| PAKISTAN | 21 mars | 1950 | 11 juillet | 1952 |
| PHILIPPINES | 20 décembre | 1950 | 19 septembre | 1952 |
| POLOGNE | | | 2 juin | 1952 a |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE | | | 12 juin | 1959 a |
| RÉPUBLIQUE DE CORÉE | | | 13 février | 1962 a |
| RSS DE BIÉLORUSSIE | | | 24 août | 1956 a |
| RSS D'UKRAINE | | | 15 novembre | 1954 a |
| ROUMANIE | | | 15 février | 1955 a |
| SINGAPOUR | | | 26 octobre | 1966 a |
| SYRIE | | | 12 juin | 1959 a ² |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | | | 14 mars | 1958 a |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES .. | | | 11 août | 1954 a |
| VENEZUELA | | | 18 décembre | 1968 a |
| YOUGOSLAVIE | 6 février | 1951 | 26 avril | 1951 |

¹ L'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé la Convention par sa résolution 317 (IV) du 2 décembre 1949. Voir le texte de cette résolution dans *Documents officiels de*

l'Assemblée générale, quatrième session, Résolutions (A/1251 et Corr.1 et 2), p. 34.

² Adhésion de la République arabe unie. Voir note 3, p. 4.

Déclarations et réserves

ALBANIE

Déclaration :

“Grâce aux conditions créées par le régime de démocratie populaire en Albanie, les crimes prévus dans la présente Convention ne trouvent pas un terrain favorable à leur développement étant donné que les conditions sociales qui engendrent ces crimes sont éliminées. Néanmoins, prenant en considération l'importance de la lutte contre ces crimes dans les pays où ils existent encore et l'importance internationale de cette lutte, la République populaire d'Albanie a décidé d'adhérer à la Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui, adoptée par la quatrième session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, le 2 décembre 1949.”

Réserve en ce qui concerne l'article 22 :

“La République populaire d'Albanie ne se considère pas liée par les dispositions de l'article 22 qui stipulent que les différends entre les Parties contractantes relatifs à l'interprétation, l'application ou l'exécution de la Convention seront soumis à l'examen de la Cour internationale de Justice à la requête d'une partie au différend. La République populaire d'Albanie déclare qu'en ce qui concerne la compétence de la Cour en cette matière elle continuera à soutenir, ainsi que par le passé, que, dans chaque cas particulier, l'accord de toutes les parties au différend est nécessaire pour que la Cour internationale de Justice puisse être saisie d'un différend aux fins de décision.”

ALGERIE

“La République algérienne démocratique et populaire ne se considère pas comme liée par les dispositions de l'article 22 de cette convention qui prévoit la compétence obligatoire de la Cour internationale de Justice et déclare que l'accord de toutes les parties est nécessaire dans chaque cas particulier pour qu'un différend quelconque puisse être porté devant ladite Cour.”

BULGARIE³*Déclaration :*

“Les crimes prévus dans la Convention sont étrangers au régime socialiste de la République populaire de Bulgarie, vu que les conditions favorables à leur développement sont éliminées. Néanmoins, prenant en considération l'importance de la lutte contre ces crimes dans les pays où ils existent encore et l'importance interna-

³ Le Gouvernement haïtien a informé le Secrétaire général qu'il estime qu'en cas de différend l'une ou l'autre des parties contractantes devrait pouvoir saisir la Cour internationale de Justice sans accord préalable des parties et que, pour cette raison, il n'accepte pas la réserve faite par la Bulgarie.

Le Gouvernement sud-africain a informé le Secrétaire général qu'il considère que l'article 22 présente une importance fondamentale pour la Convention et que, pour cette raison, il ne peut accepter la réserve faite par la Bulgarie.

Le Secrétaire général a reçu des communications similaires de ces deux gouvernements au sujet des réserves faites par les Gouvernements de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la Hongrie et de la Roumanie.

tionale de cette lutte, la République populaire de Bulgarie a décidé d'adhérer à la Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui, adoptée par la quatrième session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, le 2 décembre 1949.”

Réserve portant sur l'article 22 de la Convention :

“La République populaire de Bulgarie déclare que, en ce qui concerne la compétence de la Cour internationale de Justice en matière de différends portant sur l'interprétation ou l'application de la Convention, l'accord de toutes les parties en cause est nécessaire dans chaque cas particulier pour qu'un différend quelconque puisse être porté devant la Cour internationale de Justice.”

FRANCE

“Le Gouvernement de la République française déclare que la présente Convention n'est, jusqu'à nouvel ordre, applicable qu'au territoire métropolitain de la République française.”

HONGRIE^{3, 4}

Le Conseil présidentiel de la République populaire hongroise formule une réserve expresse au sujet de l'article 22 de la Convention, étant d'avis que la Cour internationale de Justice ne peut exercer sa compétence que si toutes les parties intéressées prennent l'initiative de lui soumettre leur différend.

MALAWI

... le Gouvernement malawien adhère à cette Convention à l'exception de son article 22, sur l'application duquel il formule des réserves.

REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE
DE BIÉLORUSSIE^{3, 4}

La République socialiste soviétique de Biélorussie ne se considère pas comme liée par les dispositions de l'article 22 qui prévoient que les différends entre Parties contractantes relatifs à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention seront soumis à la Cour internationale de Justice, à la demande de l'une quelconque des parties au différend, et déclare que, en ce qui concerne la compétence de la Cour internationale de Justice en matière de différends portant sur l'interprétation ou l'application de la Convention, la République socialiste soviétique de Biélorussie s'en tiendra à sa position selon laquelle l'accord de toutes les parties en cause est nécessaire dans chaque cas particulier pour qu'un différend quelconque puisse être porté devant la Cour internationale de Justice.

⁴ Le Gouvernement philippin a informé le Secrétaire général République socialiste soviétique de Biélorussie et de la Hongrie qu'il objecte aux réserves faites par les Gouvernements de la parce qu'il considère que le renvoi à la Cour internationale de Justice d'un différend quel qu'il soit relatif à l'interprétation ou à l'application de la Convention ne devrait pas être subordonné à l'assentiment de toutes les parties.

REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE
D'UKRAINE

Déclaration :

En République socialiste soviétique d'Ukraine, les conditions sociales qui engendrent les crimes prévus par la Convention ont été éliminées. Néanmoins, le Gouvernement de la République socialiste soviétique d'Ukraine, considérant l'importance internationale de la répression de ces crimes, a décidé d'adhérer à la Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui, adoptée à la quatrième session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, le 2 décembre 1949.

Réserve portant sur l'article 22 de la Convention :

La République socialiste soviétique d'Ukraine ne se considère pas comme liée par les dispositions de l'article 22 qui prévoient que les différends entre Parties contractantes relatifs à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention seront soumis à la Cour internationale de Justice, à la demande de l'une quelconque des parties au différend, et déclare que, en ce qui concerne la compétence de la Cour internationale de Justice en matière de différends portant sur l'interprétation ou l'application de la Convention, la République socialiste soviétique d'Ukraine s'en tiendra à sa position selon laquelle l'accord de toutes les parties en cause est nécessaire dans chaque cas particulier pour qu'un différend quelconque puisse être porté devant la Cour internationale de Justice.

ROUMANIE⁵

Réserve :

“La République populaire roumaine ne se considère pas liée par les stipulations de l'article 22, en vertu

⁵ Voir note 3, p. 152.

duquel les différends entre les parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention sont soumis à la décision de la Cour internationale de Justice sur la demande de l'une quelconque des parties au différend, et déclare que la soumission d'un différend à la décision de la Cour internationale de Justice nécessite, chaque fois, l'accord de toutes les parties au différend.”

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES
SOVIETIQUES

Déclaration :

En Union soviétique, les conditions sociales qui engendrent les crimes prévus par la Convention ont été éliminées. Néanmoins, le Gouvernement de l'Union soviétique, considérant l'importance internationale de la répression de ces crimes, a décidé d'adhérer à la Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui, adoptée à la quatrième session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, le 2 décembre 1949.

Réserve portant sur l'article 22 de la Convention :

L'Union soviétique ne se considère pas comme liée par les dispositions de l'article 22 qui prévoient que les différends entre Parties contractantes relatifs à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention seront soumis à la Cour internationale de Justice, à la demande de l'une quelconque des parties au différend, et déclare que, en ce qui concerne la compétence de la Cour internationale de Justice en matière de différends portant sur l'interprétation ou l'application de la Convention, l'Union soviétique s'en tiendra à sa position selon laquelle l'accord de toutes les parties en cause est nécessaire dans chaque cas particulier pour qu'un différend quelconque puisse être porté devant la Cour internationale de Justice.

11. b) Protocole final à la Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui

Ouvert à la signature à Lake Success, New York, le 21 mars 1950

ENTRÉE EN VIGUEUR : 25 juillet 1951, conformément au deuxième paragraphe du Protocole.

ENREGISTREMENT : 25 juillet 1951, n° 1342.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 96, p. 316.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a)</i> | |
|----------------------|------------------|------|-----------------------------------|--------|
| AFRIQUE DU SUD | 16 octobre | 1950 | 10 octobre | 1951 |
| ALBANIE | | | 6 novembre | 1958 a |
| ARGENTINE | | | 1 ^{er} décembre | 1960 a |
| BELGIQUE | | | 22 juin | 1965 a |
| BIRMANIE | 14 mars | 1956 | | |
| BRÉSIL | 5 octobre | 1951 | 12 septembre | 1958 |
| BULGARIE | | | 18 janvier | 1955 a |
| CEYLAN | | | 7 août | 1958 a |
| CUBA | | | 4 septembre | 1952 a |

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a)</i> | |
|---|------------------|------|-----------------------------------|---------------------|
| DANEMARK | 12 février | 1951 | | |
| EQUATEUR | 24 mars | 1950 | | |
| ESPAGNE ⁶ | | | 18 juin | 1962 a |
| FINLANDE | 27 février | 1953 | | |
| GUINÉE | | | 26 avril | 1962 a |
| HAÏTI | | | 26 août | 1953 a |
| HONDURAS | 13 avril | 1954 | | |
| INDE | 9 mai | 1950 | 9 janvier | 1953 |
| IRAN | 16 juillet | 1953 | | |
| ISRAËL | | | 28 décembre | 1950 a |
| JAPON | | | 1 ^{er} mai | 1958 a |
| KOWEÏT | | | 20 novembre | 1968 a |
| LIBÉRIA | 21 mars | 1950 | | |
| LIBYE ⁶ | | | 3 décembre | 1956 a |
| LUXEMBOURG | 9 octobre | 1950 | | |
| MEXIQUE ⁶ | | | 21 février | 1956 a |
| NORVÈGE | | | 23 janvier | 1952 a |
| PAKISTAN | 21 mars | 1950 | | |
| PHILIPPINES | 20 décembre | 1950 | 19 septembre | 1952 |
| POLOGNE | | | 2 juin | 1952 a |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE ⁶ .. | | | 12 juin | 1959 a |
| RÉPUBLIQUE DE CORÉE | | | 13 février | 1962 a |
| RSS DE BIÉLORUSSIE ⁶ | | | 24 août | 1956 a |
| RSS D'UKRAINE | | | 15 novembre | 1954 a |
| ROUMANIE | | | 15 février | 1955 a |
| SYRIE | | | 12 juin | 1959 a ⁷ |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | | | 14 mars | 1958 a |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES .. | | | 11 août | 1954 a |
| VENEZUELA | | | 18 décembre | 1968 a |
| YUGOSLAVIE | 6 février | 1951 | 26 avril | 1951 |

⁶ Par communications reçues aux dates indiquées entre parenthèses, les gouvernements des Etats suivants ont informé le Secrétaire général que leurs instruments d'adhésion à la Convention s'appliquent également au Protocole final : Espagne

(23 août 1962); Libye (7 janvier 1957); Mexique (16 avril 1956); République arabe unie (20 octobre 1959); République socialiste soviétique de Biélorussie (15 novembre 1956).

⁷ Adhésion de la République arabe unie. Voir note 3, p. 4.

CHAPITRE VIII. — PUBLICATIONS OBSCENES

1. Protocole amendant la Convention pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes, conclue à Genève le 12 septembre 1923

Signé à Lake Success, New York, le 12 novembre 1947¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 12 novembre 1947, conformément à l'article V².

ENREGISTREMENT : 2 février 1950, n° 709.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 46, p. 169.

| <i>Etat</i> | <i>Signature sous réserve d'approbation</i> | | <i>Signature définitive (*) acceptation</i> | |
|---|---|------|---|--------|
| AFGHANISTAN | | | 12 novembre | 1947 * |
| AFRIQUE DU SUD | | | 12 novembre | 1947 * |
| ALBANIE | | | 25 juillet | 1949 |
| AUSTRALIE | | | 13 novembre | 1947 * |
| AUTRICHE | | | 4 août | 1950 * |
| BELGIQUE | | | 12 novembre | 1947 * |
| BIRMANIE | | | 13 mai | 1949 * |
| BRÉSIL | 17 mars | 1948 | 3 avril | 1950 |
| CANADA | | | 24 novembre | 1947 * |
| CHINE | | | 12 novembre | 1947 * |
| DANEMARK ³ | 12 novembre | 1947 | 21 novembre | 1949 |
| FINLANDE | | | 6 janvier | 1949 |
| GRÈCE | 9 mars | 1951 | 5 avril | 1960 |
| GUATEMALA | 9 juillet | 1948 | 26 août | 1949 |
| HONGRIE | | | 2 février | 1950 * |
| INDE | | | 12 novembre | 1947 * |
| IRAN | 16 juillet | 1953 | | |
| IRLANDE | | | 28 février | 1952 |
| ITALIE | | | 16 juin | 1949 * |
| LUXEMBOURG | 12 novembre | 1947 | 14 mars | 1955 |
| MEXIQUE | | | 4 février | 1948 |
| NORVÈGE | 12 novembre | 1947 | 28 novembre | 1947 |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | | | 28 octobre | 1948 * |
| PAKISTAN | | | 12 novembre | 1947 * |
| PAYS-BAS | 12 novembre | 1947 | 7 mars | 1949 |
| POLOGNE | | | 21 décembre | 1950 |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE .. | | | 12 novembre | 1947 * |
| ROUMANIE | | | 2 novembre | 1950 * |
| ROYAUME-UNI | | | 16 mai | 1949 * |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | | | 12 novembre | 1947 * |
| TURQUIE | | | 12 novembre | 1947 * |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES .. | | | 18 décembre | 1947 * |
| YOUgoslavie | | | 12 novembre | 1947 * |

¹ Le Protocole a été approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 126 (II) du 20 octobre 1947. Pour le texte de cette résolution, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, deuxième session, Résolutions (A/519)*, p. 32.

² Les amendements contenus dans l'annexe au Protocole sont entrés en vigueur le 2 février 1950, conformément à l'article V du paragraphe 2 dudit Protocole.

³ Voir note 1, p. 156.

2. Convention pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes

Signée à Genève le 12 septembre 1923 et amendée par le Protocole signé à Lake Success, New York, le 12 novembre 1947

ENTRÉE EN VIGUEUR : 2 février 1950, date à laquelle les amendements à la Convention, tels que contenus dans l'annexe au Protocole du 12 novembre 1947, sont entrés en vigueur conformément au paragraphe 2 de l'article V du Protocole.

ENREGISTREMENT : 2 février 1950, n° 710.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 46, p. 201.

| <i>Etat</i> | <i>Signature définitive ou acceptation du Protocole du 12 novembre 1947</i> | <i>Ratification, adhésion (a) notification de succession (d) à la Convention, telle qu'amendée par le Protocole du 12 novembre 1947</i> | |
|---|---|---|--------|
| AFGHANISTAN | 12 novembre 1947 | | |
| AFRIQUE DU SUD | 12 novembre 1947 | | |
| ALBANIE | 25 juillet 1949 | | |
| AUSTRALIE | 13 novembre 1947 | | |
| AUTRICHE | 4 août 1950 | | |
| BELGIQUE | 12 novembre 1947 | | |
| BIRMANIE | 13 mai 1949 | | |
| BRÉSIL | 3 avril 1950 | | |
| CAMBODGE | | 30 mars | 1959 a |
| CANADA | 24 novembre 1947 | | |
| CEYLAN | | 15 avril | 1958 a |
| CHINE | 12 novembre 1947 | | |
| CHYPRE | | 16 mai | 1963 d |
| CONGO (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU) | | 31 mai | 1962 d |
| DANEMARK ¹ | [21 novembre 1949] | | |
| FINLANDE | 6 janvier 1949 | | |
| GHANA | | 7 avril | 1958 d |
| GRÈCE | 5 avril 1960 | | |
| GUATEMALA | 26 août 1949 | | |
| HAÏTI | | 26 août | 1953 |
| HONGRIE | 2 février 1950 | | |
| INDE | 12 novembre 1947 | | |
| IRLANDE | 28 février 1952 | | |
| ITALIE | 16 juin 1949 | | |
| JAMAÏQUE | | 30 juillet | 1964 d |
| JORDANIE | | 11 mai | 1959 a |
| LUXEMBOURG | 14 mars 1955 | | |
| MADAGASCAR | | 10 avril | 1963 a |
| MALAISIE | | 21 août | 1958 d |
| MALAWI | | 22 juillet | 1965 a |
| MALTE | | 24 mars | 1967 d |
| MEXIQUE | 4 février 1948 | | |
| NIGÉRIA | | 26 juin | 1961 d |

¹ L'instrument de dénonciation de la Convention soumis par le Gouvernement danois a été reçu le 16 août 1967. En communiquant cet instrument, le Gouvernement danois a fait savoir au Secrétaire général que cette dénonciation vise également

ceux des États parties à la Convention de 1923 (voir p. 158) qui ne sont pas encore devenus parties au Protocole du 12 novembre 1947 portant amendement de ladite Convention (voir p. 155). La dénonciation a pris effet le 16 août 1968.

| <i>Etat</i> | <i>Signature définitive ou acceptation du Protocole du 12 novembre 1947</i> | <i>Ratification, adhésion (a) notification de succession (d) à la Convention, telle qu'amendée par le Protocole du 12 novembre 1947</i> |
|---|---|---|
| NORVÈGE | 28 novembre 1947 | |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 28 octobre 1948 | |
| PAKISTAN | 12 novembre 1947 | |
| PAYS-BAS | 7 mars 1949 | |
| POLOGNE | 21 décembre 1950 | |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE ... | 12 novembre 1947 | |
| RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE | | 28 novembre 1962 <i>a</i> |
| ROUMANIE | 2 novembre 1950 | |
| ROYAUME-UNI | 16 mai 1949 | |
| SIERRA LEONE | | 13 mars 1962 <i>d</i> |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 12 novembre 1947 | |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | | 11 avril 1966 <i>d</i> |
| TURQUIE | 12 novembre 1947 | |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES .. | 18 décembre 1947 | |
| YUGOSLAVIE | 12 novembre 1947 | |

3. Convention pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes

Genève, 12 septembre 1923¹

EN VIGUEUR depuis le 7 août 1924 (article 11).

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|--|-----------------------|
| AFGHANISTAN | (10 mai 1937 a) |
| ALBANIE | (13 octobre 1924) |
| ALLEMAGNE | (11 mai 1925) |
| AUTRICHE | (12 janvier 1925) |
| BELGIQUE | (31 juillet 1926) |
| Engage aussi le <i>Congo belge</i> et le territoire sous mandat du <i>Ruanda-Urundi</i> . | |
| BRÉSIL | (19 septembre 1931) |
| GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD | (11 décembre 1925) |
| N'engage aucune des colonies ou possessions d'outre-mer, ni aucun des protectorats ou territoires placés sous la souveraineté ou l'autorité de Sa Majesté Britannique. | |
| <i>Terre-Neuve</i> | (31 décembre 1925 a) |
| <i>Rhodésie du Sud</i> | (31 décembre 1925 a) |
| <i>Barbade (La), Bassoutoland, Betchouanaland, Ceylan, Chypre, Côte de l'Or, Fidji, Gambie (Colonie et Protectorat), Gibraltar, Gilbert (Colonie des îles Gilbert et Ellice), Honduras britannique, Hongkong, îles du Vent, Îles Sous-le-Vent, Kenya (Colonie et Protectorat), Malais [a) Etats Malais fédérés; b) Etats Malais non fédérés : Johore, Kedah, Kelantan, Trengganu et Brunei], Malte, Maurice, Nigéria [a) Colonie, b) Protectorat, c) Cameroun sous mandat britannique], Nyassaland, Ouganda (Protectorat de l'), Rhodésie du Nord, Salomon (Protectorat des îles Salomon britanniques), Seychelles, Sierra Leone (Colonie et Protectorat), Somaliland, Straits Settlements, Swaziland, Tanganyika (Territoire du), Trinité-et-Tobago, Zanzibar</i> | |
| | (3 novembre 1926 a) |
| <i>Bahamas, Bermudes, Falkland (Îles et Dépendances), Palestine, Sainte-Hélène, Transjordanie</i> | |
| | (23 mai 1927 a) |
| <i>Jamaïque</i> | (22 août 1927 a) |
| <i>Guyane britannique</i> | (23 septembre 1929 a) |
| <i>Birmanie</i> | |
| CANADA | (23 mai 1924 a) |
| AUSTRALIE (y compris les territoires de <i>Papoua</i> et de l' <i>île de Norfolk</i> et les territoires sous mandat de la <i>Nouvelle-Guinée</i> et de <i>Nauru</i>) | (29 juin 1935 a) |

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|---|--------------------------------|
| NOUVELLE-ZÉLANDE (y compris le territoire sous mandat du <i>Samoa occidental</i>) | (11 décembre 1925) |
| UNION SUD-AFRICAINE (y compris le territoire sous mandat du <i>Sud-Ouest africain</i>) | (11 déc. 1925) |
| IRLANDE | (15 septembre 1930) |
| INDE | (11 décembre 1925) |
| BULGARIE | (1 ^{er} juillet 1924) |
| CHINE | (24 février 1926) |
| COLOMBIE | (8 novembre 1934) |
| CUBA | (20 septembre 1934) |
| DANEMARK ² | (6 mai 1930) |

Relativement à l'article IV, voir l'article premier. D'après les règles du droit danois, ne sont punissables les actes dénoncés à l'article premier que s'ils sont prévus par l'article 184 du Code pénal danois, qui punit quiconque publie un écrit obscène ou qui met en vente, distribue, répand d'autre manière ou expose publiquement des images obscènes. En outre, il est à remarquer que la législation danoise sur la presse contient des dispositions spéciales relatives aux personnes qui pourront être poursuivies pour délits de presse. Ces dispositions sont applicables aux actes prévus à l'article 184 en tant que ces actes peuvent être considérés comme délits de presse. La modification de la législation danoise sur ces points doit attendre la revision, probablement prochaine, du Code pénal danois.

| | |
|---|---------------------|
| EGYPTE | (29 octobre 1924 a) |
| ESPAGNE | (19 décembre 1924) |
| ESTONIE | (10 mars 1936 a) |
| FINLANDE | (29 juin 1925) |
| FRANCE | (16 janvier 1940) |
| Le Gouvernement français n'accepte aucune obligation pour ses colonies et protectorats ainsi que pour les territoires placés sous son mandat. | |
| <i>Maroc</i> | (7 mai 1940 a) |
| GRÈCE | (9 octobre 1929) |
| GUATEMALA | (25 octobre 1933 a) |
| HONGRIE | (12 février 1929) |
| IRAK | (26 avril 1929 a) |
| IRAN | (28 septembre 1932) |
| ITALIE | (8 juillet 1924) |
| JAPON | (13 mai 1936) |

¹ Enregistrée sous le numéro 685. Voir *Recueil des Traités de la Société des Nations*, vol. 27, p. 213.

Ratifications et adhésions postérieures à l'enregistrement : voir vol. 31, p. 260; vol. 35, p. 314; vol. 39, p. 190; vol. 45, p. 122; vol. 54, p. 391; vol. 59, p. 357; vol. 83, p. 394; vol. 88, p. 313; vol. 92, p. 368; vol. 96, p. 191; vol. 100, p. 211; vol. 111, p. 403; vol. 126, p. 433; vol. 142, p. 341; vol. 152, p. 294; vol. 156, p. 186; vol. 160, p. 335; vol. 164, p. 361; vol. 172, p. 398; vol. 181, p. 357; vol. 197, p. 295; et vol. 200, p. 501.

² Voir note 1, p. 156.

Ratifications ou adhésions définitives

Les dispositions de l'article 15 de la présente Convention ne portent pas atteinte à l'action faite par le pouvoir judiciaire du Japon en appliquant les lois et décrets japonais³.

LETTONIE (7 octobre 1925)

*LUXEMBOURG (10 août 1927)

Sous réserve "que, dans l'application des dispositions pénales de la Convention, les autorités luxembourgeoises respecteront l'alinéa final de l'article 24 de la Constitution du Grand-Duché, qui prescrit que l'éditeur, l'imprimeur ou le distributeur ne peut être poursuivi, si l'auteur est connu, s'il est Luxembourgeois et domicilié dans le Grand-Duché".

SAINT-MARIN (21 avril 1926 a)

MONACO (11 mai 1925)

³ Par une communication en date du 14 février 1936, le Gouvernement japonais a retiré la déclaration relative à Formose, à la Corée, au territoire à bail du Kouan-toung, à Karafuto et aux territoires soumis au mandat du Japon qu'il avait formulée au moment de la signature de cette Convention. Pour le texte de cette déclaration, voir Société des Nations, *Recueil des Traités*, vol. 27, p. 232.

* Cette ratification, donnée sous réserve, a été soumise à l'acceptation des États signataires.

Ratifications ou adhésions définitives

NORVÈGE (8 mai 1929 a)

PARAGUAY (21 octobre 1933 a)

PAYS-BAS (y compris les *Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao*) (13 septembre 1927)

POLOGNE (8 mars 1927)

PORTUGAL (4 octobre 1927)

ROUMANIE (7 juin 1926)

SALVADOR (2 juillet 1937)

SUISSE (20 janvier 1926)

TCHÉCOSLOVAQUIE (11 avril 1927)

THAÏLANDE (28 juillet 1924)

Le Gouvernement thaï se réserve entièrement le droit d'obliger les étrangers se trouvant en Thaïlande à observer les dispositions de la présente Convention, conformément aux principes qui régissent l'application de la législation de la Thaïlande aux étrangers.

TURQUIE (12 septembre 1929)

UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES (8 juillet 1935 a)

YOUGOSLAVIE (2 mai 1929)

Signatures ou adhésions non encore suivies de ratification

RÉPUBLIQUE ARGENTINE a)

HONDURAS

PÉROU a)

COSTA RICA

LITHUANIE

URUGUAY

PANAMA

Acte postérieur à la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a assumé les fonctions de dépositaire

Etat

Adhésion

MEXIQUE 3 janvier 1948

4. Protocole amendant l'Arrangement relatif à la répression de la circulation des publications obscènes, signé à Paris le 4 mai 1910

Signé à Lake Success; New York, le 4 mai 1949¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 4 mai 1949, conformément à l'article 5².

ENREGISTREMENT : 4 mai 1949, n° 445.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 30, p. 3.

| <i>Etat</i> | <i>Signature sous réserve d'approbation</i> | | <i>Signature définitive (*) acceptation</i> | |
|---|---|------|---|--------|
| AFRIQUE DU SUD | | | 1 ^{er} septembre | 1950 * |
| AUSTRALIE | | | 8 décembre | 1949* |
| AUTRICHE | | | 4 août | 1950* |
| BELGIQUE | 20 mai | 1949 | 13 octobre | 1952 |
| BRÉSIL | 4 mai | 1949 | | |
| CANADA | | | 4 mai | 1949* |
| CEYLAN | | | 14 juillet | 1949* |
| CHINE | | | 4 mai | 1949* |
| COLOMBIE | 1 ^{er} juin | 1949 | | |
| CUBA | 4 mai | 1949 | | |
| DANEMARK | 21 novembre | 1949 | 1 ^{er} mars | 1950 |
| EL SALVADOR | 5 mai | 1949 | | |
| ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ... | 4 mai | 1949 | 14 août | 1950 |
| FINLANDE | | | 31 octobre | 1949 |
| FRANCE | | | 5 mai | 1949* |
| INDE | 12 mai | 1949 | 28 décembre | 1949 |
| IRAK | 1 ^{er} juin | 1949 | 14 septembre | 1950 |
| IRAN | 28 décembre | 1949 | 30 décembre | 1959 |
| IRLANDE | | | 28 février | 1952 |
| ISLANDE | | | 25 octobre | 1950 |
| ITALIE | | | 13 novembre | 1952 |
| LUXEMBOURG | 4 mai | 1949 | 14 mars | 1955 |
| MEXIQUE | | | 22 juillet | 1952 |
| NORVÈGE | | | 4 mai | 1949* |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | | | 14 octobre | 1950* |
| PAKISTAN | 13 mai | 1949 | 4 mai | 1951 |
| PAYS-BAS | 2 juin | 1949 | 26 septembre | 1950 |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE ... | 9 mai | 1949 | 16 septembre | 1949 |
| ROUMANIE ³ | | | 2 novembre | 1950* |
| ROYAUME-UNI | | | 4 mai | 1949* |
| SUISSE | | | 23 septembre | 1949 |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 9 mai | 1949 | 21 juin | 1951 |
| TURQUIE | 4 mai | 1949 | 13 septembre | 1950 |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES ³ . | | | 14 mai | 1949* |
| YOUgoslavie | 4 mai | 1949 | 29 avril | 1953 |

¹ Le Protocole a été approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 256 (III) du 3 décembre 1948. Pour le texte de cette résolution, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, troisième session, première partie, Résolutions (A/810)*, p. 164.

² Les amendements contenus dans l'annexe au Protocole

sont entrés en vigueur le 1^{er} mars 1950, conformément à l'article 5, 2^{ème} alinéa, dudit Protocole.

³ En signant le Protocole, les Gouvernements de la République socialiste de Roumanie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont déclaré qu'ils n'acceptent pas l'article 7 de l'annexe audit Protocole.

5. Arrangement relatif à la répression de la circulation des publications obscènes

Signé à Paris le 4 mai 1910 et amendé par le Protocole signé à Lake Success, New York, le 4 mai 1949

ENTRÉE EN VIGUEUR : 1^{er} mars 1950, date à laquelle les amendements à cet Arrangement, tels que contenus dans l'annexe au Protocole du 4 mai 1949, sont entrés en vigueur conformément au paragraphe 2 de l'article 5 du Protocole.

ENREGISTREMENT : 1^{er} mars 1950, n° 728.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 47, p. 159.

| <i>Etat</i> | <i>Signature définitive ou acceptation du Protocole du 4 mai 1949</i> | <i>Ratification, adhésion (a) notification de succession (d) à l'Arrangement, tel qu'amendé par le Protocole du 4 mai 1949</i> | |
|---|---|--|--------|
| AFRIQUE DU SUD | 1 ^{er} septembre 1950 | | |
| AUSTRALIE | 8 décembre 1949 | | |
| AUTRICHE | 4 août 1950 | | |
| BELGIQUE | 13 octobre 1952 | | |
| BIRMANIE ¹ | | 13 mai | 1949 a |
| CAMBODGE ¹ | | 30 mars | 1959 a |
| CANADA | 4 mai 1949 | | |
| CEYLAN | 14 juillet 1949 | | |
| CHINE | 4 mai 1949 | | |
| CHYPRE | | 16 mai | 1963 d |
| CONGO (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU) | | 31 mai | 1962 d |
| DANEMARK | 1 ^{er} mars 1950 | | |
| ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ... | 14 août 1950 | | |
| FINLANDE | 31 octobre 1949 | | |
| FRANCE | 5 mai 1949 | | |
| GHANA | | 7 avril | 1958 d |
| HAÏTI ¹ | | 26 août | 1953 |
| INDE | 28 décembre 1949 | | |
| IRAK | 14 septembre 1950 | | |
| IRAN | 30 décembre 1959 | | |
| IRLANDE | 28 février 1952 | | |
| ISLANDE | 25 octobre 1950 | | |
| ITALIE | 13 novembre 1952 | | |
| JAMAÏQUE ¹ | | 30 juillet | 1964 a |
| JORDANIE ¹ | | 11 mai | 1959 a |
| LUXEMBOURG | 14 mars 1955 | | |
| MADAGASCAR | | 10 avril | 1963 a |
| MALAISIE | | 31 août | 1957 d |
| MALAWI | | 22 juillet | 1965 a |
| MALTE | | 24 mars | 1967 d |
| MEXIQUE | 22 juillet 1952 | | |
| NIGÉRIA | | 26 juin | 1961 d |
| NORVÈGE | 4 mai 1949 | | |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 14 octobre 1950 | | |
| PAKISTAN | 4 mai 1951 | | |
| PAYS-BAS | 26 septembre 1950 | | |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE ... | 16 septembre 1949 | | |
| RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE | | 28 novembre | 1962 a |

¹ Etats pour lesquels la ratification de la Convention du 12 septembre 1923 telle qu'elle a été modifiée, ou l'adhésion à cette Convention, a entraîné, conformément à son article 10,

de plein droit et sans notification spéciale, l'acceptation concomitante et entière de l'Arrangement du 4 mai 1910 tel qu'il a été modifié.

| <i>Etat</i> | <i>Signature définitive ou acceptation du Protocole du 4 mai 1949</i> | <i>Ratification, adhésion (a) notification de succession (d) à l'Arrangement, tel qu'amendé par le Protocole du 4 mai 1949</i> | |
|---|---|--|---------------|
| ROUMANIE | 2 novembre 1950 | | |
| ROYAUME-UNI | 4 mai 1949 | | |
| SIERRA LEONE | | 13 mars | 1962 <i>d</i> |
| SUISSE | 23 septembre 1949 | | |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 21 juin 1951 | | |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | | 11 avril | 1966 <i>d</i> |
| TURQUIE | 13 septembre 1950 | | |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES .. | 14 mai 1949 | | |
| YOUGOSLAVIE | 29 avril 1953 | | |

6. Arrangement relatif à la répression de la circulation des publications obscènes

Signé à Paris le 4 mai 1910¹

La liste ci-après a été fournie par le Gouvernement français lors du transfert au Secrétaire général des fonctions de dépositaire en ce qui concerne l'Accord.

1) Etats qui ont ratifié l'Arrangement

| | | |
|------------------|-----------------------|----------|
| ALLEMAGNE | ESPAGNE | ITALIE |
| AUTRICHE-HONGRIE | ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE | PAYS-BAS |
| BELGIQUE | FRANCE | PORTUGAL |
| BRÉSIL | GRANDE-BRETAGNE ET | RUSSIE |
| DANEMARK | IRLANDE DU NORD | SUISSE |

2) Etats qui ont adhéré à l'Arrangement

| | | |
|----------|------------|-----------------|
| ALBANIE | FINLANDE | NORVÈGE |
| BULGARIE | IRLANDE | POLOGNE |
| CHINE | LETONIE | ROUMANIE |
| EGYPTE | LUXEMBOURG | SAINT-MARIN |
| ESTONIE | MONACO | SIAM |
| | | TCHÉCOSLOVAQUIE |

3) L'Arrangement a été déclaré applicable aux colonies, dominions et protectorats suivants :

| | | |
|---|---|---------------------|
| Afrique-Orientale anglaise | Honduras britannique | Nigéria du Sud |
| Australie | Hong-kong | Nouvelle-Zélande |
| Bahama | Iles Falkland | Nyassaland |
| Barbade | Iles Fidji | Ouganda |
| Bassoutoland | Iles du Pacifique occidental | Palestine |
| Bermudes | Iles du Vent (Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent) | Rhodésie du Nord |
| Betchouanaland | Iles Salomon | Rhodésie du Sud |
| Canada | Iles Sous-le-Vent (Antigua, Dominique, Montserrat, Saint-Christophe et Nevis) | Sainte-Hélène |
| Ceylan | Iles Turques et Caïques | Samoa |
| Chypre | Iles Vierges | Seychelles |
| Colonies allemandes | Inde | Sierra Leone |
| Colonies néerlandaises des Indes orientales, Surinam et Curaçao | Irak | Somaliland |
| Congo belge et Ruanda-Urundi | Islande et Antilles danoises | Souaziland |
| Côte-de-l'Or | Jamaïque | Straits Settlements |
| Etats malais | Kenya | Sud-Ouest Africain |
| Gambie | Malte | Tanganyika |
| Gibraltar | Maurice | Terre-Neuve |
| Gilbert et Ellice | Nigéria du Nord | Transjordanie |
| Guyane anglaise | | Trinité-et-Tobago |
| | | Union Sud-Africaine |
| | | Wei-haï-wei |
| | | Zanzibar |

4) Etats qui, en ratifiant la Convention du 12 septembre 1923 pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes, ou en y adhérant, ipso facto ont accepté l'Arrangement du 4 mai 1910, en vertu de l'article 10 de la Convention du 12 septembre 1923

| | | |
|-------------|-----------|-------------|
| Afghanistan | Guatemala | Paraguay |
| Colombie | Iran | Salvador |
| Cuba | Japon | Turquie |
| Grèce | Mexique | Yougoslavie |

¹ De Martens, *Nouveau Recueil général des Traités*, 3^e série, tome VII, p. 266.

CHAPITRE IX. — SANTE

1. Constitution de l'Organisation mondiale de la santé

Signée à New York le 22 juillet 1946¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 7 avril 1948, conformément à l'article 80.

ENREGISTREMENT : 7 avril 1948, n° 221.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 14, p. 185, et vol. 377, p. 380 (amendements aux articles 24 et 25 de la Constitution, adoptés le 28 mai 1959)².

| <i>Etat</i> | <i>Signature sous réserve d'approbation</i> | | <i>Signature définitive (*) acceptation</i> | |
|---|---|------|---|-------|
| AFGHANISTAN | | | 19 avril | 1948 |
| AFRIQUE DU SUD | 22 juillet | 1946 | 7 août | 1947 |
| ALBANIE | 22 juillet | 1946 | 26 mai | 1947 |
| ALGÉRIE | | | 8 novembre | 1962 |
| ARABIE SAOUDITE | 22 juillet | 1946 | 26 mai | 1947 |
| ARGENTINE | 22 juillet | 1946 | 22 octobre | 1948 |
| AUSTRALIE | 22 juillet | 1946 | 2 février | 1948 |
| AUTRICHE | 22 juillet | 1946 | 30 juin | 1947 |
| BARBADE | | | 25 avril | 1967 |
| BELGIQUE | 22 juillet | 1946 | 25 juin | 1948 |
| BIRMANIE | | | 1 ^{er} juillet | 1948 |
| BOLIVIE | 22 juillet | 1946 | 23 décembre | 1949 |
| BRÉSIL | 22 juillet | 1946 | 2 juin | 1948 |
| BULGARIE | 22 juillet | 1946 | 9 juin | 1948 |
| BURUNDI | | | 22 octobre | 1962 |
| CAMBODGE | | | 17 mai | 1950 |
| CAMEROUN | | | 6 mai | 1960 |
| CANADA | 22 juillet | 1946 | 29 août | 1946 |
| CEYLAN | | | 7 juillet | 1948 |
| CHILI | 22 juillet | 1946 | 15 octobre | 1948 |
| CHINE | | | 22 juillet | 1946* |
| CHYPRE | | | 16 janvier | 1961 |
| COLOMBIE | 22 juillet | 1946 | 14 mai | 1959 |
| CONGO (BRAZZAVILLE) | | | 26 octobre | 1960 |
| CONGO (RÉPUBLIQUE DÉMO- CRATIQUE DU) | | | 24 février | 1961 |
| COSTA RICA | 22 juillet | 1946 | 17 mars | 1949 |
| CÔTE D'IVOIRE | | | 28 octobre | 1960 |

Note. — Conformément à l'article 6 de la Constitution de l'Organisation mondiale de la santé, les demandes d'admission des États ci-après, qui ne sont ou n'étaient pas alors membres de l'Organisation des Nations Unies, ont été approuvées par l'Assemblée mondiale de la santé aux dates indiquées ci-dessous :

| | | |
|------------------------------------|-----------|------|
| Ceylan | 28 juin | 1948 |
| Monaco | 2 juillet | 1948 |
| République de Corée | 30 juin | 1949 |
| Cambodge | 16 mai | 1950 |
| Indonésie | 16 mai | 1950 |
| Laos | 16 mai | 1950 |
| République du Viet-Nam | 16 mai | 1950 |
| Espagne | 16 mai | 1951 |
| Japon | 16 mai | 1951 |
| République fédérale d'Allemagne .. | 16 mai | 1951 |
| Libye | 6 mai | 1952 |
| Népal | 15 mai | 1953 |
| Maroc | 9 mai | 1956 |
| Soudan | 9 mai | 1956 |
| Tunisie | 9 mai | 1956 |
| Cameroun | 4 mai | 1960 |

| | | |
|------------------------|------------|------|
| Togo | 4 mai | 1960 |
| Koweït | 9 mai | 1960 |
| Mauritanie | 20 février | 1961 |
| Samoa-Occidental | 16 mai | 1962 |

¹ La Constitution a été élaborée par la Conférence internationale de la santé convoquée conformément à la résolution 1 (I) du Conseil économique et social des Nations Unies, adoptée le 15 février 1946. La Conférence s'est tenue à New York du 19 juin au 22 juillet 1946. Outre la Constitution, la Conférence a élaboré l'Acte final, l'Arrangement pour l'établissement d'une Commission intérimaire de l'Organisation mondiale de la santé et le Protocole relatif à l'Office international d'hygiène publique. Pour le texte de ces instruments, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 9, p. 3.

² Pour la liste des acceptations de ces amendements, voir p. 168. Pour la liste des acceptations de l'amendement à l'article 7 et des amendements aux articles 24 et 25, adoptés les 20 mai 1965 et 23 mai 1967, respectivement, et qui ne sont pas encore entrés en vigueur, voir p. 169 et 170.

| <i>Etat</i> | <i>Signature sous réserve d'approbation</i> | | <i>Signature définitive (*) acceptation</i> | |
|------------------------------------|---|------|---|------|
| CUBA | 22 juillet | 1946 | 9 mai | 1950 |
| DAHOMÉY | | | 20 septembre | 1960 |
| DANEMARK | 22 juillet | 1946 | 19 avril | 1948 |
| EL SALVADOR | 22 juillet | 1946 | 22 juin | 1948 |
| EQUATEUR | 22 juillet | 1946 | 1 ^{er} mars | 1949 |
| ESPAGNE | | | 28 mai | 1951 |
| ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ³ | 22 juillet | 1946 | 21 juin | 1948 |
| ETHIOPIE | 22 juillet | 1946 | 11 avril | 1947 |
| FINLANDE | 22 juillet | 1946 | 7 octobre | 1947 |
| FRANCE | 22 juillet | 1946 | 16 juin | 1948 |
| GABON | | | 21 novembre | 1960 |
| GHANA | | | 8 avril | 1957 |
| GRÈCE | 22 juillet | 1946 | 12 mars | 1948 |
| GUATEMALA | 22 juillet | 1946 | 26 août | 1949 |
| GUINÉE | | | 19 mai | 1959 |
| GUYANE | | | 27 septembre | 1966 |
| HAÏTI | 22 juillet | 1946 | 12 août | 1947 |
| HAUTE-VOLTA | | | 4 octobre | 1960 |
| HONDURAS | 22 juillet | 1946 | 8 avril | 1949 |
| HONGRIE | 19 février | 1947 | 17 juin | 1948 |
| ILES MALDIVES | | | 5 novembre | 1965 |
| INDE | 22 juillet | 1946 | 12 janvier | 1948 |
| INDONÉSIE | | | 23 mai | 1950 |
| IRAK | 22 juillet | 1946 | 23 septembre | 1947 |
| IRAN | 22 juillet | 1946 | 23 novembre | 1946 |
| IRLANDE | 22 juillet | 1946 | 20 octobre | 1947 |
| ISLANDE | | | 17 juin | 1948 |
| ISRAËL | | | 21 juin | 1949 |
| ITALIE | 22 juillet | 1946 | 11 avril | 1947 |
| JAMAÏQUE | | | 21 mars | 1963 |
| JAPON | | | 16 mai | 1951 |
| JORDANIE | 22 juillet | 1946 | 7 avril | 1947 |
| KENYA | | | 27 janvier | 1964 |
| KOWEÏT | | | 9 mai | 1960 |
| LAOS | | | 17 mai | 1950 |
| LESOTHO | | | 7 juillet | 1967 |
| LIBAN | 22 juillet | 1946 | 19 janvier | 1949 |
| LIBÉRIA | 22 juillet | 1946 | 14 mars | 1947 |
| LIBYE | | | 16 mai | 1952 |
| LUXEMBOURG | 22 juillet | 1946 | 3 juin | 1949 |
| MADAGASCAR | | | 16 janvier | 1961 |
| MALAWI | | | 9 avril | 1965 |
| MALAISIE | | | 24 avril | 1958 |
| MALI | | | 17 octobre | 1960 |
| MALTE | | | 1 ^{er} février | 1965 |
| MAROC | | | 14 mai | 1956 |
| MAURICE | | | 9 décembre | 1968 |
| MAURITANIE | | | 7 mars | 1961 |
| MEXIQUE | 22 juillet | 1946 | 7 avril | 1948 |
| MONACO | | | 8 juillet | 1948 |
| MONGOLIE | | | 18 avril | 1962 |
| NÉPAL | | | 2 septembre | 1953 |
| NICARAGUA | 22 juillet | 1946 | 24 avril | 1950 |
| NIGER | | | 5 octobre | 1960 |
| NIGÉRIA | | | 25 novembre | 1960 |

³ Ont accepté sous réserve des dispositions de la résolution commune du Congrès des Etats-Unis d'Amérique adoptée le 14 juin 1948 (*Public Law 643, 80th Congress*), dont l'article 4 est ainsi conçu : "Le Congrès adopte la présente résolution commune en considérant comme entendu que, en raison de l'absence dans la Constitution de l'Organisation mondiale de la santé de toute disposition prévoyant le retrait de l'Organisation, les Etats-Unis se réservent le droit de s'en retirer moyennant préavis d'un an, étant entendu toutefois que les obligations

financières des Etats-Unis à l'égard de l'Organisation seront entièrement remplies pour l'exercice financier en cours de l'Organisation."

L'Assemblée mondiale de la santé a adopté à l'unanimité le 2 juillet 1948 la résolution suivante : "L'Assemblée reconnaît la validité de la ratification de la Constitution par les Etats-Unis d'Amérique, et décide que le Secrétaire général des Nations Unies sera informé de cette décision."

| Etat | Signature sous réserve d'approbation | | Signature définitive (*) acceptation | |
|---|---|------|---|-------|
| | | | | |
| NORVÈGE | 22 juillet | 1946 | 18 août | 1947 |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 22 juillet | 1946 | 10 décembre | 1946 |
| UGANDA | | | 7 mars | 1963 |
| PAKISTAN | | | 23 juin | 1948 |
| PANAMA | 22 juillet | 1946 | 20 février | 1951 |
| PARAGUAY | 22 juillet | 1946 | 4 janvier | 1949 |
| PAYS-BAS | 22 juillet | 1946 | 25 avril | 1947 |
| PÉROU | 22 juillet | 1946 | 11 novembre | 1949 |
| PHILIPPINES | 22 juillet | 1946 | 9 juillet | 1948 |
| POLOGNE | 22 juillet | 1946 | 6 mai | 1948 |
| PORTUGAL | 22 juillet | 1946 | 13 février | 1948 |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE ... | 22 juillet | 1946 | 16 décembre | 1947 |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | | | 20 septembre | 1960 |
| RÉPUBLIQUE DE CORÉE | | | 17 août | 1949 |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE | 22 juillet | 1946 | 21 juin | 1948 |
| RÉPUBLIQUE DU VIET-NAM ... | | | 17 mai | 1950 |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ⁴ | | | 29 mai | 1951 |
| RSS DE BIÉLORUSSIE | 22 juillet | 1946 | 7 avril | 1948 |
| RSS D'UKRAINE | 22 juillet | 1946 | 3 avril | 1948 |
| RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE ⁵ | | | | |
| TANGANYIKA | | | 15 mars | 1962 |
| ZANZIBAR | | | 29 février | 1964 |
| ROUMANIE | | | 8 juin | 1948 |
| ROYAUME-UNI | | | 22 juillet | 1946* |
| RWANDA | | | 7 novembre | 1962 |
| SAMOA-OCCIDENTAL | | | 16 mai | 1962 |
| SÉNÉGAL | | | 31 octobre | 1960 |
| SIERRA LEONE | | | 20 octobre | 1961 |
| SINGAPOUR | | | 25 février | 1966 |
| SOMALIE | | | 26 janvier | 1961 |
| SOUDAN | | | 14 mai | 1956 |
| SUÈDE | 13 janvier | 1947 | 28 août | 1947 |
| SUISSE | 22 juillet | 1946 | 26 mars | 1947 |
| SYRIE | 22 juillet | 1946 | 18 décembre | 1946 |
| TCHAD | | | 1 ^{er} janvier | 1961 |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 22 juillet | 1946 | 1 ^{er} mars | 1948 |
| THAÏLANDE | 22 juillet | 1946 | 26 septembre | 1947 |
| TOGO | | | 13 mai | 1960 |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | | | 3 janvier | 1963 |
| TUNISIE | | | 14 mai | 1956 |
| TURQUIE | 22 juillet | 1946 | 2 janvier | 1948 |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES .. | 22 juillet | 1946 | 24 mars | 1948 |
| URUGUAY | 22 juillet | 1946 | 22 avril | 1949 |
| VENEZUELA | 22 juillet | 1946 | 7 juillet | 1948 |
| YÉMEN | | | 20 novembre | 1953* |
| YÉMEN DU SUD | | | 6 mai | 1968 |
| YOUGOSLAVIE | 22 juillet | 1946 | 19 novembre | 1947 |
| ZAMBIE | | | 2 février | 1965* |

⁴ Par une communication reçue le 26 octobre 1964, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a fait savoir au Secrétaire général que la Constitution, y compris les amendements qui sont entrés en vigueur le 25 octobre 1960, s'applique également au *Land* de Berlin.

Eu égard à la déclaration précitée, des communications ont été adressées au Secrétaire général par les Gouvernements d'Albanie, de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Pologne, de la

République socialiste soviétique de Biélorussie, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, d'une part, et par les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de la République fédérale d'Allemagne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part. En ce qui concerne la nature de ces communications, voir note 4, p. 45.

⁵ Voir note 6, p. 7.

Amendements à la Constitution de l'Organisation mondiale de la santé

a) Amendements aux articles 24 et 25 de la Constitution de l'Organisation mondiale de la santé

Adoptés par la Douzième Assemblée mondiale de la santé le 28 mai 1959

ENTRÉE EN VIGUEUR : 25 octobre 1960 pour tous les Membres de l'Organisation mondiale de la santé, conformément à l'article 73 de la Constitution.

ENREGISTREMENT : 25 octobre 1960, n° 221.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 377, p. 380.

| <i>Etat</i> | <i>Acceptation</i> |
|------------------------------------|--------------------|
| AFGHANISTAN | 11 août 1960 |
| ALBANIE | 27 juillet 1960 |
| ALGÉRIE | 8 novembre 1962 |
| ARGENTINE | 11 avril 1962 |
| AUSTRALIE | 12 août 1959 |
| AUTRICHE | 29 mars 1960 |
| BELGIQUE | 20 novembre 1959 |
| BIRMANIE | 19 avril 1960 |
| BRÉSIL | 18 mars 1963 |
| BULGARIE | 11 février 1960 |
| BURUNDI | 22 octobre 1962 |
| CAMBODGE | 8 décembre 1959 |
| CAMEROUN | 6 mai 1960 |
| CANADA | 25 février 1960 |
| CEYLAN | 9 mai 1960 |
| CHILI | 28 avril 1960 |
| CHINE | 25 avril 1960 |
| CHYPRE | 16 janvier 1961 |
| CONGO (BRAZZAVILLE) | 26 octobre 1960 |
| CONGO (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU) | 24 février 1961 |
| CÔTE D'IVOIRE | 28 octobre 1960 |
| CUBA | 27 juillet 1960 |
| DAHOMEY | 20 septembre 1960 |
| DANEMARK | 15 janvier 1960 |
| EL SALVADOR | 10 février 1960 |
| EQUATEUR | 10 juin 1960 |
| ESPAGNE | 4 novembre 1959 |
| ETHIOPIE | 3 mai 1960 |
| FINLANDE | 4 mai 1960 |
| FRANCE | 10 mars 1961 |
| GABON | 21 novembre 1960 |
| GHANA | 16 septembre 1960 |
| GRÈCE | 23 mai 1960 |
| GUINÉE | 5 août 1960 |
| HAUTE-VOLTA | 4 octobre 1960 |
| HONDURAS | 23 février 1960 |
| INDE | 23 février 1960 |
| INDONÉSIE | 4 novembre 1959 |
| IRAK | 25 novembre 1959 |
| IRAN | 2 mai 1960 |
| IRLANDE | 15 octobre 1960 |
| ISLANDE | 5 janvier 1961 |
| ISRAËL | 4 janvier 1960 |
| ITALIE | 28 décembre 1960 |
| JAMAÏQUE | 21 mars 1963 |
| JORDANIE | 25 mars 1960 |
| KOWEÏT | 9 mai 1960 |
| LAOS | 4 mai 1960 |
| LIBAN | 3 janvier 1961 |
| LIBYE | 8 février 1960 |

| <i>Etat</i> | <i>Acceptation</i> |
|---|-------------------------------|
| LUXEMBOURG | 25 octobre 1960 |
| MADAGASCAR | 16 janvier 1961 |
| MALAISIE | 4 février 1960 |
| MALI | 17 octobre 1960 |
| MAROC | 28 mars 1960 |
| MAURITANIE | 7 mars 1961 |
| MEXIQUE | 2 août 1960 |
| NÉPAL | 12 mai 1960 |
| NIGER | 5 octobre 1960 |
| NIGÉRIA | 25 novembre 1960 |
| NORVÈGE | 2 novembre 1959 |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 4 avril 1960 |
| OUGANDA | 7 mars 1963 |
| PAKISTAN | 12 février 1960 |
| PARAGUAY | 8 février 1960 |
| PAYS-BAS ⁶ | 14 septembre 1960 |
| PHILIPPINES | 25 mars 1960 |
| POLOGNE | 18 février 1960 |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE | 25 mars 1960 |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | 20 septembre 1960 |
| RÉPUBLIQUE DE CORÉE | 29 décembre 1959 |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE | 16 septembre 1960 |
| RÉPUBLIQUE DU VIET-NAM | 7 septembre 1959 |
| ROUMANIE | 2 décembre 1960 |
| ROYAUME-UNI | 1 ^{er} avril 1960 |
| RWANDA | 7 novembre 1962 |
| SAMOA-OCCIDENTAL | 16 mai 1962 |
| SOMALIE | 26 janvier 1961 |
| SOUDAN | 1 ^{er} avril 1960 |
| SUÈDE | 1 ^{er} décembre 1959 |
| SUISSE | 15 janvier 1960 |
| SYRIE | 25 mars 1960 ⁷ |
| TCHAD | 1 ^{er} janvier 1961 |
| THAÏLANDE | 24 septembre 1959 |
| TOGO | 13 mai 1960 |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | 3 janvier 1963 |
| TUNISIE | 18 mars 1960 |
| TURQUIE | 10 janvier 1962 |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES | 17 juin 1960 |
| VENEZUELA | 20 mars 1961 |
| YOUgoslavie | 8 avril 1960 |

b) Amendement à l'article 7 de la Constitution de l'Organisation mondiale de la santé
Adopté par la Dix-Huitième Assemblée mondiale de la santé le 20 mai 1965

Non encore en vigueur (voir article 73 de la Constitution).

TEXTE : Résolution 18.48 de l'Assemblée mondiale de la santé; *Documents officiels de l'Organisation mondiale de la santé*, n° 143, p. 32.

| <i>Etat</i> | <i>Acceptation</i> |
|-----------------------|--------------------|
| AFGHANISTAN | 16 novembre 1966 |
| ALGÉRIE | 27 mai 1966 |
| ARABIE SAOUDITE | 26 mai 1967 |
| BIRMANIE | 8 mars 1966 |
| BARBADE | 3 juillet 1967 |
| CAMEROUN | 5 septembre 1967 |
| COSTA RICA | 15 juin 1967 |
| CÔTE D'IVOIRE | 6 décembre 1965 |

⁶ L'instrument d'acceptation stipule que le Royaume des Pays-Bas accepte les amendements pour le Royaume en

Europe, Surinam, les Antilles néerlandaises et la Nouvelle-Guinée néerlandaise.

⁷ Acceptation de la République arabe unie. Voir note 3, p. 4.

| <i>Etat</i> | <i>Acceptation</i> | |
|-----------------------------|--------------------|------|
| DAHOMÉY | 2 février | 1966 |
| ETHIOPIE | 19 septembre | 1966 |
| GHANA | 9 février | 1966 |
| GUINÉE | 22 décembre | 1965 |
| HAUTE-VOLTA | 6 mai | 1966 |
| ILES MALDIVES | 10 juillet | 1968 |
| INDE | 10 mai | 1966 |
| IRAK | 12 février | 1968 |
| KOWEÏT | 11 mai | 1966 |
| LIBAN | 5 février | 1968 |
| MADAGASCAR | 26 novembre | 1965 |
| MALI | 18 octobre | 1966 |
| MAROC | 2 mars | 1967 |
| MAURITANIE | 26 octobre | 1965 |
| NIGER | 9 mai | 1966 |
| NIGÉRIA | 30 juin | 1966 |
| PAKISTAN | 8 juillet | 1966 |
| PÉROU | 20 juin | 1967 |
| PHILIPPINES | 20 novembre | 1967 |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE | 20 juillet | 1966 |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE | 13 décembre | 1965 |
| RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE | 17 août | 1966 |
| RWANDA | 5 janvier | 1966 |
| SÉNÉGAL | 7 juillet | 1966 |
| SIERRA LEONE | 3 mars | 1966 |
| SYRIE | 2 juin | 1966 |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | 2 décembre | 1965 |
| TUNISIE | 9 mars | 1966 |
| YOUgoslavie | 29 mars | 1966 |
| ZAMBIE | 22 novembre | 1965 |

c) Amendements aux articles 24 et 25 de la Constitution de l'Organisation mondiale de la santé

Adoptés par la Vingtième Assemblée mondiale de la santé le 23 mai 1967

Non encore en vigueur (voir article 73 de la Constitution).

TEXTE : Résolution 20.36 de l'Assemblée mondiale de la santé; *Documents officiels de l'Organisation mondiale de la santé*, n° 160, p. 20.

| <i>Etat</i> | <i>Acceptation</i> | |
|------------------|--------------------|------|
| ARABIE SAOUDITE | 9 novembre | 1967 |
| AUSTRALIE | 14 octobre | 1968 |
| BARBADE | 27 décembre | 1967 |
| BELGIQUE | 3 mai | 1968 |
| BRÉSIL | 8 août | 1968 |
| CANADA | 24 mai | 1968 |
| CÔTE D'IVOIRE | 12 septembre | 1967 |
| DANEMARK | 20 novembre | 1967 |
| FINLANDE | 21 décembre | 1967 |
| GHANA | 30 août | 1968 |
| ILES MALDIVES | 2 décembre | 1968 |
| KOWEÏT | 2 janvier | 1968 |
| LAOS | 29 juillet | 1968 |
| MADAGASCAR | 19 octobre | 1967 |
| MALI | 6 août | 1968 |
| MEXIQUE | 6 septembre | 1968 |
| NIGER | 4 septembre | 1968 |
| NIGÉRIA | 24 janvier | 1968 |
| NORVÈGE | 7 février | 1968 |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 28 décembre | 1967 |
| PAYS-BAS | 7 juin | 1968 |

| <i>Etat</i> | <i>Acceptation</i> | |
|-----------------------------|--------------------|------|
| PÉROU | 18 octobre | 1967 |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE | 26 juillet | 1968 |
| RÉPUBLIQUE DE CORÉE | 13 décembre | 1967 |
| ROYAUME-UNI | 19 juin | 1968 |
| SUÈDE | 9 septembre | 1968 |
| SUISSE | 5 décembre | 1967 |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 4 septembre | 1968 |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | 27 février | 1968 |
| TUNISIE | 5 octobre | 1967 |
| YOUgosLAVIE | 3 septembre | 1968 |
| ZAMBIE | 25 janvier | 1968 |

2. Protocole relatif à l'Office international d'hygiène publique

Signé à New York le 22 juillet 1946¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 20 octobre 1947, conformément à l'article 7.

ENREGISTREMENT : 20 octobre 1947, n° 125.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 9, p. 3.

| <i>Etat</i> | <i>Signature sous réserve d'approbation</i> | | <i>Signature définitive (*) acceptation</i> | |
|---------------------------|---|------|---|--------|
| AFGHANISTAN | | | 19 avril | 1948 |
| AFRIQUE DU SUD† | 22 juillet | 1946 | 19 mars | 1948 |
| ALBANIE | | | 22 juillet | 1946 * |
| ARABIE SAOUDITE† | | | 22 juillet | 1946 * |
| ARGENTINE† | 22 juillet | 1946 | 22 octobre | 1948 |
| AUSTRALIE† | 22 juillet | 1946 | 8 mai | 1947 |
| AUTRICHE | | | 22 juillet | 1946 * |
| BELGIQUE† | 22 juillet | 1946 | 25 juin | 1948 |
| BIRMANIE† | | | 1 ^{er} juillet | 1948 |
| BOLIVIE† | | | 22 juillet | 1946 * |
| BRÉSIL† | 22 juillet | 1946 | 2 juin | 1948 |
| BULGARIE† | | | 22 juillet | 1946 * |
| CANADA† | 22 juillet | 1946 | 29 août | 1946 |
| CEYLAN | | | 23 mai | 1949 |
| CHILI† | 22 juillet | 1946 | | |
| CHINE | | | 22 juillet | 1946 * |
| COLOMBIE | | | 22 juillet | 1946 * |
| COSTA RICA | | | 22 juillet | 1946 * |
| CUBA | 22 juillet | 1946 | 9 mai | 1950 |
| DANEMARK† | 22 juillet | 1946 | 21 avril | 1947 |
| EQUATEUR | 22 juillet | 1946 | | |
| ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE† .. | 22 juillet | 1946 | 7 août | 1947 |
| ETHIOPIE | 22 juillet | 1946 | 11 avril | 1947 |
| FINLANDE | | | 22 juillet | 1946 * |
| FRANCE† | 22 juillet | 1946 | | |
| GRÈCE† | 22 juillet | 1946 | 12 mars | 1948 |
| GUATEMALA | 22 juillet | 1946 | 26 août | 1949 |
| HAÏTI | 22 juillet | 1946 | 12 août | 1947 |
| HONDURAS | 22 juillet | 1946 | 8 avril | 1949 |
| HONGRIE† | 19 février | 1947 | 17 juin | 1948 |
| INDE† | 22 juillet | 1946 | 12 janvier | 1948 |
| IRAK† | 22 juillet | 1946 | 23 septembre | 1947 |
| IRAN† | 22 juillet | 1946 | 27 janvier | 1947 |
| IRLANDE† | 22 juillet | 1946 | 20 octobre | 1947 |
| ITALIE† | 22 juillet | 1946 | 11 avril | 1947 |
| JAPON† | | | 11 décembre | 1951 |
| JORDANIE | | | 22 juillet | 1946 * |
| LIBAN† | 22 juillet | 1946 | | |
| LIBÉRIA | 22 juillet | 1946 | | |
| LUXEMBOURG† | 22 juillet | 1946 | 3 juin | 1949 |
| MEXIQUE† | 22 juillet | 1946 | 7 avril | 1948 |
| NICARAGUA | 22 juillet | 1946 | | |
| NORVÈGE† | 22 juillet | 1946 | 18 août | 1947 |
| NOUVELLE-ZÉLANDE† | 22 juillet | 1946 | 10 décembre | 1946 |
| PAKISTAN† | | | 23 juin | 1948 |
| PANAMA | 22 juillet | 1946 | 20 février | 1951 |
| PARAGUAY | 22 juillet | 1946 | | |
| PAYS-BAS† | 22 juillet | 1946 | 25 avril | 1947 |

† États parties à l'Arrangement pour la création, à Paris, d'un Office international d'hygiène publique, signé à Rome le 9 décembre 1907.

¹ Voir note 1, p. 165.

| <i>Etat</i> | <i>Signature sous réserve d'approbation</i> | | <i>Signature définitive (*) acceptation</i> | |
|---|---|------|---|-------|
| PÉROU† | 22 juillet | 1946 | | |
| PHILIPPINES | | | 22 juillet | 1946* |
| POLOGNE† | | | 22 juillet | 1946* |
| PORTUGAL† | 22 juillet | 1946 | 11 août | 1948 |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE† | 22 juillet | 1946 | 16 décembre | 1947 |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE | 22 juillet | 1946 | | |
| RSS DE BIÉLORUSSIE | | | 22 juillet | 1946* |
| RSS D'UKRAINE | | | 22 juillet | 1946* |
| ROYAUME-UNI† | | | 22 juillet | 1946* |
| SUÈDE† | 13 janvier | 1947 | 28 août | 1947 |
| SUISSE† | 22 juillet | 1946 | 26 mars | 1947 |
| SYRIE | 22 juillet | 1946 | | |
| TCHÉCOSLOVAQUIE† | 22 juillet | 1946 | 1 ^{er} mars | 1948 |
| THAÏLANDE | | | 22 juillet | 1946* |
| TURQUIE† | | | 22 juillet | 1946* |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES† | | | 22 juillet | 1946* |
| URUGUAY† | 22 juillet | 1946 | | |
| VENEZUELA | 22 juillet | 1946 | 7 mars | 1949 |
| YOUgosLAVIE† | 22 juillet | 1946 | 19 novembre | 1947 |

† Etats parties à l'Arrangement pour la création, à Paris, d'un Office international d'hygiène publique, signé à Rome le 9 décembre 1907.

CHAPITRE X. — COMMERCE INTERNATIONAL ET DEVELOPPEMENT

1. a) Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, avec annexes et tableaux des concessions tarifaires

Authentifié par l'Acte final adopté lors de la clôture de la deuxième session du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi et signé à Genève le 30 octobre 1947

ENTRÉE EN VIGUEUR : Appliqué provisoirement à compter du 1^{er} janvier 1948, conformément aux dispositions du Protocole portant application provisoire de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, signé à Genève le 30 octobre 1947.

ENREGISTREMENT : 30 mai 1950, n° 814.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 55, p. 187.

Note. — Tous les instruments multilatéraux se rapportant à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (protocoles, déclarations et décisions), ci-après dénommés "instruments du GATT", qui ont été conclus antérieurement au 1^{er} février 1955, sont déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Ceux qui ont été conclus après cette date sont déposés auprès du Directeur général des Parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

On trouvera ci-après une liste des instruments du GATT déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, donnant, pour chacun d'eux, la date de son entrée en vigueur et toutes indications utiles en ce qui concerne son enregistrement et sa publication dans le *Recueil des Traités* de l'ONU. Cette liste est suivie d'une liste des Parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, puis de deux tableaux indiquant la date à laquelle ces instruments sont effectivement entrés en vigueur pour chaque Partie contractante.

Pour la liste des instruments du GATT déposés auprès du Directeur général des Parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et leur état, voir publication du GATT, *Status of Multilateral Protocols of which the Executive Secretary Acts as Depositary*, PROT/2.

Liste des instruments du GATT déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

1. Protocole portant application provisoire de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, signé à Genève le 30 octobre 1947

ENTRÉE EN VIGUEUR : 1^{er} janvier 1948.

ENREGISTREMENT : 30 mai 1950, n° 814 I, c.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 55, p. 309.

2. Protocole de rectification de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, signé à La Havane le 24 mars 1948

ENTRÉE EN VIGUEUR : 24 mars 1948.

ENREGISTREMENT : 30 mai 1950, n° 814 II, a.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 62, p. 3.

3. Déclaration, signée à La Havane le 24 mars 1948

ENTRÉE EN VIGUEUR : 24 mars 1948.

ENREGISTREMENT : 30 mai 1950, n° 814 II, b.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 62, p. 27.

4. Protocole portant modification de certaines dispositions de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, signé à La Havane le 24 mars 1948

ENTRÉE EN VIGUEUR : 24 mars 1948.

ENREGISTREMENT : 30 mai 1950, n° 814 II, c.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 62, p. 31.

5. Protocole portant modification de l'article XIV de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, signé à La Havane le 24 mars 1948

ENTRÉE EN VIGUEUR : 9 mai 1949.

ENREGISTREMENT : 30 mai 1950, n° 814 II, d.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 62, p. 41.

6. Protocole portant modification de l'article XXIV de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, signé à La Havane le 24 mars 1948

ENTRÉE EN VIGUEUR : 7 juin 1948.

ENREGISTREMENT : 30 mai 1950, n° 814 II, e.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 62, p. 57.

7. Deuxième Protocole de rectification de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, signé à Genève le 14 septembre 1948

ENTRÉE EN VIGUEUR : 14 septembre 1948.

ENREGISTREMENT : 30 mai 1950, n° 814 III, b.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 62, p. 75.

8. Protocole portant modification de la partie I et de l'article XXIV de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, signé à Genève le 14 septembre 1948

ENTRÉE EN VIGUEUR : 24 septembre 1952.

ENREGISTREMENT : 24 septembre 1952, n° 814 III, d.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 138, p. 335.

9. Protocole portant modification de la partie II et de l'article XXVI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, signé à Genève le 14 septembre 1948

ENTRÉE EN VIGUEUR : 14 décembre 1948.

ENREGISTREMENT : 30 mai 1950, n° 814 III, c.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 62, p. 81.

10. Protocole pour l'adhésion des signataires de l'Acte final du 30 octobre 1947, signé à Genève le 14 septembre 1948

ENTRÉE EN VIGUEUR : 14 septembre 1948.

ENREGISTREMENT : 30 mai 1950, n° 814 III, a.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 62, p. 69.

- 11. Troisième Protocole de rectification de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, signé à Annecy le 13 août 1949**

ENTRÉE EN VIGUEUR : 21 octobre 1951.

ENREGISTREMENT : 21 octobre 1951, n° 814 IV, c.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 107, p. 311.
- 12. Premier Protocole portant modification de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, signé à Annecy le 13 août 1949**

ENTRÉE EN VIGUEUR : 24 septembre 1952.

ENREGISTREMENT : 24 septembre 1952, n° 814 IV, e.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 138, p. 381.
- 13. Protocole portant modification de l'article XXVI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, signé à Annecy le 13 août 1949**

ENTRÉE EN VIGUEUR : 28 mars 1950.

ENREGISTREMENT : 30 mai 1950, n° 814 IV, a.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 62, p. 113.
- 14. Protocole portant remplacement de la liste I (Australie) annexée à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, signé à Annecy le 13 août 1949**

ENTRÉE EN VIGUEUR : 21 octobre 1951.

ENREGISTREMENT : 21 octobre 1951, n° 814 IV, b.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 107, p. 83.
- 15. Protocole portant remplacement de la liste VI (Ceylan) annexée à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, signé à Annecy le 13 août 1949**

ENTRÉE EN VIGUEUR : 24 septembre 1952.

ENREGISTREMENT : 24 septembre 1952, n° 814 IV, d.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 138, p. 346.
- 16. Protocole d'Annecy des conditions d'adhésion à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, ouvert à la signature à Lake Success, New York, le 10 octobre 1949**

ENTRÉE EN VIGUEUR : 1^{er} janvier 1950.

ENREGISTREMENT : 30 mai 1950, n° 814 V.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 62, p. 121.
- 17. Quatrième Protocole de rectifications de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, signé à Genève le 3 avril 1950**

ENTRÉE EN VIGUEUR : 24 septembre 1952.

ENREGISTREMENT : 24 septembre 1952, n° 814 IX.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 138, p. 398.
- 18. Cinquième Protocole de rectifications de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, signé à Torquay le 16 décembre 1950**

ENTRÉE EN VIGUEUR : 30 juin 1953.

ENREGISTREMENT : 30 juin 1953, n° 814 X.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 167, p. 265.

- 19. Décisions portant acceptation de l'adhésion de certains Gouvernements à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce**
- a) Décision des Parties contractantes portant acceptation de l'adhésion de la République d'Autriche à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, ouverte à la signature à Torquay le 21 avril 1951**
- ENTRÉE EN VIGUEUR : 21 juin 1951.
 ENREGISTREMENT : 24 octobre 1952, n° 814 VIII, a.
 TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 142, p. 9.
- b) Décision des Parties contractantes portant acceptation de l'adhésion de la République fédérale d'Allemagne à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, ouverte à la signature à Torquay le 21 avril 1951**
- ENTRÉE EN VIGUEUR : 21 juin 1951.
 ENREGISTREMENT : 24 octobre 1952, n° 814 VIII, a.
 TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 142, p. 13.
- c) Décision des Parties contractantes portant acceptation de l'adhésion de la République de Corée à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, ouverte à la signature à Torquay le 21 avril 1951**
- ENTRÉE EN VIGUEUR : 21 juin 1951.
 ENREGISTREMENT : 24 octobre 1952, n° 814 VIII, a.
 TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 142, p. 18.
- d) Décision des Parties contractantes portant acceptation de l'adhésion du Pérou à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, ouverte à la signature à Torquay le 21 avril 1951**
- ENTRÉE EN VIGUEUR : 21 juin 1951.
 ENREGISTREMENT : 24 octobre 1952, n° 814 VIII, a.
 TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 142, p. 22.
- e) Décision des Parties contractantes portant acceptation de l'adhésion de la République des Philippines à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, ouverte à la signature à Torquay le 21 avril 1951**
- ENTRÉE EN VIGUEUR : 21 juin 1951.
 ENREGISTREMENT : 24 octobre 1952, n° 814 VIII, a.
 TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 142, p. 26.
- f) Décision des Parties contractantes portant acceptation de l'adhésion de la République de Turquie à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, ouverte à la signature à Torquay le 21 avril 1951**
- ENTRÉE EN VIGUEUR : 21 juin 1951.
 ENREGISTREMENT : 24 octobre 1952, n° 814 VIII, a.
 TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 142, p. 30.
- 20. Protocole de Torquay annexé à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, ouvert à la signature à Torquay le 21 avril 1951**
- ENTRÉE EN VIGUEUR : 6 juin 1951.
 ENREGISTREMENT : 24 octobre 1952, n° 814 VIII, b.
 TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 142, p. 35.

- 21. Déclaration de maintien en vigueur des listes annexées à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, signée à Torquay le 21 avril 1951**
- ENTRÉE EN VIGUEUR : 21 avril 1951.
ENREGISTREMENT : 24 octobre 1952, n° 814 VIII, c.
TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 147, p. 390.
- 22. Premier Protocole de rectifications et modifications au texte des listes annexées à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, signé à Genève le 27 octobre 1951**
- ENTRÉE EN VIGUEUR : 21 octobre 1953.
ENREGISTREMENT : 21 octobre 1953, n° 814 XI.
TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 176, p. 3.
- 23. Premier Protocole de concessions additionnelles annexé à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (Union sud-africaine et République fédérale d'Allemagne), fait à Genève le 27 octobre 1951**
- ENTRÉE EN VIGUEUR : 25 mai 1952.
ENREGISTREMENT : 25 mai 1952, n° 814 VII, a.
TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 131, p. 316.
- 24. Deuxième Protocole de rectifications et modifications au texte des listes annexées à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, signé à Genève le 8 novembre 1952**
- ENTRÉE EN VIGUEUR : 2 février 1959.
ENREGISTREMENT : 2 février 1959, n° 814 XXV.
TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 321, p. 245.
- 25. Deuxième Protocole de concessions additionnelles annexé à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (Autriche et République fédérale d'Allemagne), fait à Innsbruck le 22 novembre 1952**
- ENTRÉE EN VIGUEUR : 30 août 1953.
ENREGISTREMENT : 30 août 1953, n° 814 VII, b.
TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 172, p. 341.
- 26. Troisième Protocole de rectifications et modifications au texte des listes annexées à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, fait à Genève le 24 octobre 1953**
- ENTRÉE EN VIGUEUR : 2 février 1959.
ENREGISTREMENT : 2 février 1959, n° 814 XXVI.
TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 321, p. 266.
- 27. Déclaration concernant le maintien en vigueur des listes annexées à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, faite à Genève le 24 octobre 1953**
- ENTRÉE EN VIGUEUR : 1^{er} janvier 1954.
ENREGISTREMENT : 1^{er} janvier 1954, n° 814 XII.
TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 183, p. 351.
-

**Liste des Parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers
et le commerce¹**

| | | |
|-----------------------|------------------|---------------------------|
| AFRIQUE DU SUD | GRÈCE | PAKISTAN |
| ARGENTINE | GUYANE | PAYS-BAS |
| AUSTRALIE | HAÏTI | PÉROU |
| AUTRICHE | HAUTE-VOLTA | POLOGNE |
| BARBADE | INDE | PORTUGAL |
| BELGIQUE | INDONÉSIE | RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE |
| BIRMANIE | IRLANDE | RÉPUBLIQUE DE CORÉE |
| BRÉSIL | ISLANDE | RÉPUBLIQUE DOMINICAINE |
| BURUNDI | ISRAËL | RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE |
| CAMEROUN | ITALIE | D'ALLEMAGNE |
| CANADA | JAMAÏQUE | RÉPUBLIQUE-UNIE |
| CEYLAN | JAPON | DE TANZANIE |
| CHILI | KENYA | RHODÉSIE DU SUD |
| CHYPRE | KOWEÏT | ROYAUME-UNI |
| CONGO (BRAZZAVILLE) | LUXEMBOURG | RWANDA |
| CÔTE D'IVOIRE | MADAGASCAR | SÉNÉGAL |
| CUBA | MALAISIE | SIERRA LEONE |
| DAHOMEY | MALAWI | SUÈDE |
| DANEMARK | MALTE | SUISSE |
| ESPAGNE | MAURITANIE | TCHAD |
| ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE | NICARAGUA | TCHÉCOSLOVAQUIE |
| FINLANDE | NIGER | TOGO |
| FRANCE | NIGÉRIA | TRINITÉ-ET-TOBAGO |
| GABON | NORVÈGE | TURQUIE |
| GAMBIE | NOUVELLE-ZÉLANDE | URUGUAY |
| GHANA | OUGANDA | YUGOSLAVIE |

¹ Les Etats ci-après qui avaient appliqué à titre provisoire l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce ont fait savoir au Secrétaire général qu'ils avaient cessé de l'appliquer :

| | <i>Date à laquelle l'Accord a été effectivement appliqué à titre provisoire</i> | | <i>Date à laquelle la notification de cessation d'application a pris effet</i> | |
|---------------|---|------|--|------|
| CHINE | 21 mai | 1948 | 5 mai | 1950 |
| LIBAN | 29 juillet | 1948 | 25 février | 1951 |
| LIBÉRIA | 20 mai | 1950 | 13 juin | 1953 |
| SYRIE | 30 juillet | 1948 | 6 août | 1951 |

Tableaux indiquant les dates d'entrée en vigueur des instruments du GATT pour les parties contractantes

NOTE : Les instruments du GATT sont indiqués par des chiffres arabes dans l'ordre dans lequel ils figurent dans la liste qui précède ces tableaux (voir pages 163 à 167). Les chiffres romains sont utilisés dans les tableaux pour indiquer les mois.

Les instruments du GATT sont entrés en vigueur pour certains Etats à des dates différentes du fait que ces Etats ont adhéré à chacun d'eux séparément; ces Etats et la date d'entrée en vigueur de chaque instrument pour chacun d'eux sont indiqués dans le tableau 1 ci-après. Pour d'autres Etats, certains des instruments du GATT (ceux qui portent les n^{os} 2, 4 à 9, 11 à 18, 22, 24 et 26 dans la liste qui précède) sont entrés en vigueur à la même date au moment où ces Etats sont devenus Parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Le tableau ci-après donne le nom de ces Etats et la date d'entrée en vigueur pour chacun d'eux des instruments du GATT susmentionnés.

TABLEAU 1

Dates d'entrée en vigueur des instruments du GATT pour les Parties contractantes qui ont adhéré à chacun d'eux séparément

| Parties contractantes | Instruments du GATT | | | | | | | | | |
|------------------------------------|---------------------|----------|-----|-----------|-----|----------|-----|-----------|-----|-----------|
| | 1 | | 2 | | 3 | | 4 | | 5 | |
| Afrique du Sud | 13. | VI.1948 | 24. | III.1948 | | | 16. | II.1949 | 9. | V.1949 |
| Australie | 1. | I.1948 | 24. | III.1948 | | | 24. | III.1948 | 9. | V.1949 |
| Autriche | | | 19. | X.1951 | | | 19. | X.1951 | 19. | X.1951 |
| Belgique | 1. | I.1948 | 24. | III.1948 | 24. | III.1948 | 24. | III.1948 | 9. | V.1949 |
| Birmanie | 29. | VII.1948 | 24. | III.1948 | 24. | III.1948 | 24. | III.1948 | 9. | V.1949 |
| Brésil | 30. | VII.1948 | 24. | III.1948 | 24. | III.1948 | 24. | III.1948 | 9. | V.1949 |
| Canada | 1. | I.1948 | 24. | III.1948 | 24. | III.1948 | 24. | III.1948 | 9. | V.1949 |
| Ceylan | 29. | VII.1948 | 24. | III.1948 | 24. | III.1948 | 24. | III.1948 | 9. | V.1949 |
| Chili | | | 24. | III.1948 | 24. | III.1948 | 24. | III.1948 | 9. | V.1949 |
| Cuba | 1. | I.1948 | 24. | III.1948 | 24. | III.1948 | 24. | III.1948 | 9. | V.1949 |
| Danemark | | | 28. | V.1950 | | | 28. | V.1950 | 28. | V.1950 |
| Etats-Unis d'Amérique | 1. | I.1948 | 24. | III.1948 | 24. | III.1948 | 24. | III.1948 | 9. | V.1949 |
| Finlande | | | 25. | V.1950 | | | 25. | V.1950 | 25. | V.1950 |
| France | 1. | I.1948 | 24. | III.1948 | 24. | III.1948 | 24. | III.1948 | 9. | V.1949 |
| Ghana | | | 6. | III.1957 | | | 6. | III.1957 | 6. | III.1957 |
| Grèce | | | 1. | III.1950 | | | 1. | III.1950 | 1. | III.1950 |
| Haïti | | | 1. | I.1950 | | | 1. | I.1950 | 1. | I.1950 |
| Inde | 8. | VII.1948 | 24. | III.1948 | 24. | III.1948 | 24. | III.1948 | 9. | V.1949 |
| Indonésie | | | 27. | XII.1949 | | | 27. | XII.1949 | 27. | XII.1949 |
| Italie | | | 30. | V.1950 | | | 30. | V.1950 | 30. | V.1950 |
| Japon | | | 10. | IX.1955 | | | 10. | IX.1955 | 10. | IX.1955 |
| Luxembourg | 1. | I.1948 | 24. | III.1948 | 24. | III.1948 | 24. | III.1948 | 9. | V.1949 |
| Malaisie | | | 31. | VIII.1957 | | | 31. | VIII.1957 | 31. | VIII.1957 |
| Nicaragua | | | 28. | V.1950 | | | 28. | V.1950 | 28. | V.1950 |
| Norvège | 10. | VII.1948 | 24. | III.1948 | 24. | III.1948 | 24. | III.1948 | 9. | V.1949 |
| Nouvelle-Zélande | 30. | VII.1948 | 24. | III.1948 | 24. | III.1948 | 24. | III.1948 | 9. | V.1949 |
| Pakistan | 30. | VII.1948 | 24. | III.1948 | 24. | III.1948 | 24. | III.1948 | 9. | V.1949 |
| Pays-Bas | 1. | I.1948 | 24. | III.1948 | 24. | III.1948 | 24. | III.1948 | 9. | V.1949 |
| Pérou | | | 7. | X.1951 | | | 7. | X.1951 | 7. | X.1951 |
| République Dominicaine | | | 19. | V.1950 | | | 19. | V.1950 | 19. | V.1950 |
| République fédérale d'Allemagne | | | 1. | X.1951 | | | 1. | X.1951 | 1. | X.1951 |
| Rhodésie du Sud | 11. | VII.1948 | 24. | III.1948 | | | 9. | V.1949 | 9. | V.1949 |
| Royaume-Uni | 1. | I.1948 | 24. | III.1948 | 24. | III.1948 | 24. | III.1948 | 9. | V.1949 |
| Suède | | | 30. | IV.1950 | | | 30. | IV.1950 | 30. | IV.1950 |
| Tchécoslovaquie | 20. | IV.1948 | 24. | III.1948 | | | 24. | III.1948 | 9. | V.1949 |
| Turquie | | | 17. | X.1951 | | | 17. | X.1951 | 17. | X.1951 |
| Uruguay | | | 16. | XII.1953 | | | 16. | XII.1953 | 16. | XII.1953 |

TABLEAU 1 (suite)

Instruments du GATT

| <i>Parties contractantes</i> | 6 | | 7 | | 8 | | 9 | | 10 | |
|--|-----|-----------|-----|-----------|-----|-----------|-----|-----------|-----|---------|
| Afrique du Sud | 19. | IX.1950 | 14. | IX.1948 | 11. | I.1949 | 11. | I.1949 | 16. | II.1949 |
| Australie | 17. | XI.1950 | 14. | IX.1948 | 24. | IX.1952 | 25. | II.1949 | 14. | IX.1948 |
| Autriche | 19. | X.1951 | 19. | X.1951 | 19. | X.1951 | 19. | X.1951 | | |
| Belgique | 7. | VI.1948 | 14. | IX.1948 | 24. | IX.1952 | 14. | XII.1948 | 14. | IX.1948 |
| Birmanie | 8. | X.1951 | 14. | IX.1948 | 24. | IX.1952 | 14. | II.1949 | 14. | IX.1948 |
| Brésil | 20. | X.1952 | 14. | IX.1948 | 24. | IX.1952 | 3. | VIII.1950 | 14. | IX.1948 |
| Canada | 7. | VI.1948 | 14. | IX.1948 | 24. | IX.1952 | 14. | XII.1948 | 14. | IX.1948 |
| Ceylan | 12. | IX.1950 | 14. | IX.1948 | 24. | IX.1952 | 14. | XII.1948 | 14. | IX.1948 |
| Chili | 16. | III.1949 | 14. | IX.1948 | 24. | IX.1952 | 24. | IX.1952 | 14. | II.1949 |
| Cuba | 7. | VI.1948 | 14. | IX.1948 | 24. | IX.1952 | 14. | XII.1948 | 14. | IX.1948 |
| Danemark | 28. | V.1950 | 28. | V.1950 | 24. | IX.1952 | 28. | V.1950 | | |
| Etats-Unis d'Amérique | 7. | VI.1948 | 14. | IX.1948 | 24. | IX.1952 | 14. | XII.1948 | 14. | IX.1948 |
| Finlande | 25. | V.1950 | 25. | V.1950 | 24. | IX.1952 | 25. | V.1950 | | |
| France | 14. | VI.1948 | 14. | IX.1948 | 24. | IX.1952 | 14. | XII.1948 | 14. | IX.1948 |
| Ghana | 6. | III.1957 | 6. | III.1957 | 6. | III.1957 | 6. | III.1957 | | |
| Grèce | 1. | III.1950 | 1. | III.1950 | 24. | IX.1952 | 1. | III.1950 | | |
| Haïti | 1. | I.1950 | 1. | I.1950 | 24. | IX.1952 | 1. | I.1950 | | |
| Inde | 31. | III.1949 | 14. | IX.1948 | 24. | IX.1952 | 14. | XII.1948 | 14. | IX.1948 |
| Indonésie | 27. | XII.1949 | | | 24. | IX.1952 | 27. | XII.1949 | | |
| Italie | 30. | V.1950 | 30. | V.1950 | 24. | IX.1952 | 30. | V.1950 | | |
| Japon | 10. | IX.1955 | 10. | IX.1955 | 10. | IX.1955 | 10. | IX.1955 | | |
| Luxembourg | 7. | VI.1948 | 14. | IX.1948 | 24. | IX.1952 | 14. | XII.1948 | 14. | IX.1948 |
| Malaisie | 31. | VIII.1957 | 31. | VIII.1957 | 31. | VIII.1957 | 31. | VIII.1957 | | |
| Nicaragua | 28. | V.1950 | 28. | V.1950 | 24. | IX.1952 | 28. | V.1950 | | |
| Norvège | 25. | XI.1949 | 14. | IX.1948 | 24. | IX.1952 | 14. | XII.1948 | 14. | IX.1948 |
| Nouvelle-Zélande | 9. | VII.1951 | 14. | IX.1948 | 24. | IX.1952 | 9. | II.1949 | 14. | IX.1948 |
| Pakistan | 9. | IX.1949 | 14. | IX.1948 | 24. | IX.1952 | 14. | XII.1948 | 14. | IX.1948 |
| Pays-Bas | 7. | VI.1948 | 14. | IX.1948 | 24. | IX.1952 | 14. | XII.1948 | 14. | IX.1948 |
| Pérou | 7. | X.1951 | 7. | X.1951 | 7. | X.1951 | 7. | X.1951 | | |
| République Dominicaine | 19. | V.1950 | 19. | V.1950 | 24. | IX.1952 | 19. | V.1950 | | |
| République fédérale d'Allemagne | 1. | X.1951 | 1. | X.1951 | 24. | IX.1952 | 1. | X.1951 | | |
| Rhodésie du Sud | 18. | IV.1950 | 14. | IX.1948 | 1. | II.1949 | 1. | II.1949 | 8. | II.1949 |
| Royaume-Uni | 7. | VI.1948 | 14. | IX.1948 | 24. | IX.1952 | 14. | XII.1948 | 14. | IX.1948 |
| Suède | 30. | IV.1950 | 30. | IV.1950 | 24. | IX.1952 | 30. | IV.1950 | | |
| Tchécoslovaquie | 7. | VI.1948 | 14. | IX.1948 | 24. | IX.1952 | 22. | III.1949 | | |
| Turquie | 17. | X.1951 | 17. | X.1951 | 24. | IX.1952 | 17. | X.1951 | | |
| Uruguay | 16. | XII.1953 | 16. | XII.1953 | 16. | XII.1953 | 16. | XII.1953 | | |

TABLEAU 1 (suite)

Instruments du GATT

| Parties contractantes | 11 | | 12 | | 13 | | 14 | | 15 | |
|------------------------------------|-----|-----------|-----|-----------|-----|-----------|-----|-----------|-----|-----------|
| | | | | | | | | | | |
| Afrique du Sud | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 | 18. | V.1950 | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 |
| Australie | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 | 28. | III.1950 | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 |
| Autriche | 21. | X.1951 | 19. | X.1951 | 19. | X.1951 | 19. | X.1951 | 24. | IX.1952 |
| Belgique | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 | 28. | III.1950 | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 |
| Birmanie | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 | 8. | X.1951 | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 |
| Brésil | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 | 28. | III.1950 | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 |
| Canada | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 | 28. | III.1950 | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 |
| Ceylan | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 | 12. | IX.1950 | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 |
| Chili | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 | 24. | IX.1952 | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 |
| Cuba | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 | 29. | IX.1950 | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 |
| Danemark | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 | 28. | V.1950 | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 |
| Etats-Unis d'Amérique | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 | 28. | III.1950 | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 |
| Finlande | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 | 25. | V.1950 | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 |
| France | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 | 28. | III.1950 | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 |
| Ghana | 6 | III.1957 | 6. | III.1957 | 6. | III.1957 | 6. | III.1957 | 6. | III.1957 |
| Grèce | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 | 28. | III.1950 | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 |
| Haiti | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 | 28. | III.1950 | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 |
| Inde | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 | 28. | III.1950 | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 |
| Indonésie | 21. | X.1951 | | | 24. | XI.1950 | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 |
| Italie | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 | 30. | IV.1950 | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 |
| Japon | 10. | IX.1955 | 10. | IX.1955 | 10 | IX.1955 | 10. | IX.1955 | 10. | IX.1955 |
| Luxembourg | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 | 28. | III.1950 | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 |
| Malaisie | 31. | VIII.1957 | 31. | VIII.1957 | 31. | VIII.1957 | 31. | VIII.1957 | 31. | VIII.1957 |
| Nicaragua | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 | 28. | V.1950 | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 |
| Norvège | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 | 28. | III.1950 | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 |
| Nouvelle-Zélande | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 | 28. | III.1950 | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 |
| Pakistan | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 | 28. | III.1950 | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 |
| Pays-Bas | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 | 28. | III.1950 | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 |
| Pérou | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 | 7. | X.1951 | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 |
| République Dominicaine | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 | 19. | V.1950 | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 |
| République fédérale d'Allemagne | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 | 1. | X.1951 | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 |
| Rhodésie du Sud | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 | 28. | III.1950 | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 |
| Royaume-Uni | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 | 28. | III.1950 | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 |
| Suède | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 | 30. | IV.1950 | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 |
| Tchécoslovaquie | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 | 28. | III.1950 | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 |
| Turquie | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 | 17. | X.1951 | 21. | X.1951 | 24. | IX.1952 |
| Uruguay | 16. | XII.1953 | 16. | XII.1953 | 16. | XII.1953 | 16. | XII.1953 | 16. | XIII.1953 |

TABLEAU 1 (suite)

Instruments du GATT

| <i>Parties contractantes</i> | 16 | | 17 | | 18 | | 19(a) | | 19(b) | |
|--|-----|-----------|-----|-----------|-----|-----------|-------|---------|-------|---------|
| | | | | | | | | | | |
| Afrique du Sud | 4. | V.1950 | 24. | IX.1952 | 30. | VI.1953 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 |
| Australie | 28. | V.1950 | 24. | IX.1952 | 30. | VI.1953 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 |
| Autriche | 19. | X.1951 | 24. | IX.1952 | 30. | VI.1953 | | | | |
| Belgique | 1. | I.1950 | 24. | IX.1952 | 30. | VI.1953 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 |
| Birmanie | | | 24. | IX.1952 | 30. | VI.1953 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 |
| Brésil | 26. | I.1952 | 24. | IX.1952 | 30. | VI.1953 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 |
| Canada | 1. | I.1950 | 24. | IX.1952 | 30. | VI.1953 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 |
| Ceylan | 3. | III.1950 | 24. | IX.1952 | 30. | VI.1953 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 |
| Chili | 26. | V.1950 | 24. | IX.1952 | 30. | VI.1953 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 |
| Cuba | 29. | III.1951 | 24. | IX.1952 | 30. | VI.1953 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 |
| Danemark | 28. | V.1950 | 24. | IX.1952 | 30. | VI.1953 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 |
| Etats-Unis d'Amérique | 1. | I.1950 | 24. | IX.1952 | 30. | VI.1953 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 |
| Finlande | 25. | V.1950 | 24. | IX.1952 | 30. | VI.1953 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 |
| France | 19. | IV.1950 | 24. | IX.1952 | 30. | VI.1953 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 |
| Ghana | 6. | III.1957 | 6. | III.1957 | 6. | III.1957 | | | | |
| Grèce | 1. | III.1950 | 24. | IX.1952 | 30. | VI.1953 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 |
| Haïti | 1. | I.1950 | 24. | IX.1952 | 30. | VI.1953 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 |
| Inde | 21. | V.1950 | 24. | IX.1952 | 30. | VI.1953 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 |
| Indonésie | | | 24. | IX.1952 | 30. | VI.1953 | | | | |
| Italie | 30. | V.1950 | 24. | IX.1952 | 30. | VI.1953 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 |
| Japon | 10. | IX.1955 | 10. | IX.1955 | 10. | IX.1955 | | | | |
| Luxembourg | 1. | I.1950 | 24. | IX.1952 | 30. | VI.1953 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 |
| Malaisie | 31. | VIII.1957 | 31. | VIII.1957 | 31. | VIII.1957 | | | | |
| Nicaragua | 28. | V.1950 | 24. | IX.1952 | 30. | VI.1953 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 |
| Norvège | 29. | VII.1950 | 24. | IX.1952 | 30. | VI.1953 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 |
| Nouvelle-Zélande | 28. | V.1950 | 24. | IX.1952 | 30. | VI.1953 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 |
| Pakistan | 19. | V.1950 | 24. | IX.1952 | 30. | VI.1953 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 |
| Pays-Bas | 1. | I.1950 | 24. | IX.1952 | 30. | VI.1953 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 |
| Pérou | 7. | X.1951 | 24. | IX.1952 | 30. | VI.1953 | | | | |
| République Dominicaine | 19. | V.1950 | 24. | IX.1952 | 30. | VI.1953 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 |
| République fédérale d'Allemagne | 1. | X.1951 | 24. | IX.1952 | 30. | VI.1953 | | | | |
| Rhodésie du Sud | | | 24. | IX.1952 | 30. | VI.1953 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 |
| Royaume-Uni | 1. | I.1950 | 24. | IX.1952 | 30. | VI.1953 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 |
| Suède | 30. | IV.1950 | 24. | IX.1952 | 30. | VI.1953 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 |
| Tchécoslovaquie | 11. | II.1950 | 24. | IX.1952 | 30. | VI.1953 | 21. | VI.1951 | | |
| Turquie | 17. | X.1951 | 24. | IX.1952 | 30. | VI.1953 | | | | |
| Uruguay | 16. | XII.1953 | 16. | XII.1953 | 16. | XII.1953 | | | | |

TABLEAU 1 (suite)

Instruments du GATT

| Parties contractantes | 19(c) | | 19(d) | | 19(e) | | 19(f) | | 20 | |
|--|-------|---------|-------|---------|-------|---------|-------|---------|-----|-----------|
| | | | | | | | | | | |
| Afrique du Sud | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 18. | XI.1951 |
| Australie | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 17. | XI.1951 |
| Autriche | | | | | | | | | 19. | X.1951 |
| Belgique | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 6. | VI.1951 |
| Birmanie | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 20. | XI.1951 |
| Brésil | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | III.1953 |
| Canada | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 6. | VI.1951 |
| Ceylan | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 6. | VI.1951 |
| Chili | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 20. | I.1952 |
| Cuba | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 24. | X.1952 |
| Danemark | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 6. | VI.1951 |
| Etats-Unis d'Amérique | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 6. | VI.1951 |
| Finlande | | | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 4. | VIII.1951 |
| France | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 6. | VI.1951 |
| Ghana | | | | | | | | | 6. | III.1957 |
| Grèce | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 6. | VI.1951 |
| Haïti | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 8. | XI.1951 |
| Inde | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 18. | XI.1951 |
| Indonésie | | | | | | | | | 18. | XI.1951 |
| Italie | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 17. | XI.1951 |
| Japon | | | | | | | | | 10. | IX.1955 |
| Luxembourg | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 6. | VI.1951 |
| Malaisie | | | | | | | | | 31. | VIII.1957 |
| Nicaragua | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 30. | VII.1953 |
| Norvège | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 2. | VIII.1951 |
| Nouvelle-Zélande | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 11. | XI.1951 |
| Pakistan | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 18. | XI.1951 |
| Pays-Bas | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 6. | VI.1951 |
| Pérou | | | | | | | | | 7. | X.1951 |
| République Dominicaine | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 6. | VI.1951 |
| République fédérale d'Allemagne | | | | | | | | | 1. | X.1951 |
| Rhodesie du Sud | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 20. | VII.1951 |
| Royaume-Uni | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 18. | I.1952 |
| Suède | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 7. | VII.1951 |
| Tchécoslovaquie | | | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 21. | VI.1951 | 8. | VII.1951 |
| Turquie | | | | | | | | | 17. | X.1951 |
| Uruguay | | | | | | | | | 16. | XII.1953 |

TABLEAU 1 (suite)

Instruments du GATT

| <i>Parties contractantes</i> | 21 | | 22 | | 23 | | 24 | | 25 | |
|--|-----|----------|-----|-----------|-----|---------|----|---------|----|---------------|
| | | | | | | | | | | |
| Afrique du Sud | 21. | IV.1951 | 21. | X.1953 | 25. | V.1952 | 2. | II.1959 | | |
| Australie | 21. | IV.1951 | 21. | X.1953 | | | 2. | II.1959 | | |
| Autriche | | | 21. | X.1953 | | | 2. | II.1959 | | |
| Belgique | 21. | IV.1951 | 21. | X.1953 | | | 2. | II.1959 | | 30. VIII.1953 |
| Birmanie | | | 21. | X.1953 | | | 2. | II.1959 | | |
| Brésil | 19. | II.1953 | 21. | X.1953 | | | 2. | II.1959 | | |
| Canada | 21. | IV.1951 | 21. | X.1953 | 25. | V.1952 | 2. | II.1959 | | |
| Ceylan | 21. | IV.1951 | 21. | X.1953 | 25. | V.1952 | 2. | II.1959 | | |
| Chili | 21. | IV.1951 | 21. | X.1953 | 24. | IX.1952 | 2. | II.1959 | | |
| Cuba | 21. | IV.1951 | 21. | X.1953 | | | 2. | II.1959 | | |
| Danemark | | | 21. | X.1953 | 25. | V.1952 | 2. | II.1959 | | |
| Etats-Unis d'Amérique | 21. | IV.1951 | 21. | X.1953 | 25. | V.1952 | 2. | II.1959 | | |
| Finlande | 5. | VII.1951 | 21. | X.1953 | 25. | V.1952 | 2. | II.1959 | | |
| France | 21. | IV.1951 | 21. | X.1953 | | | 2. | II.1959 | | |
| Ghana | | | 6. | III.1957 | | | 2. | II.1959 | | |
| Grèce | 21. | IV.1951 | 21. | X.1953 | 25. | V.1952 | 2. | II.1959 | | |
| Haïti | 9. | X.1951 | 21. | X.1953 | | | 2. | II.1959 | | |
| Inde | 21. | IV.1951 | 21. | X.1953 | 25. | V.1952 | 2. | II.1959 | | |
| Indonésie | | | 21. | X.1953 | | | 2. | II.1959 | | |
| Italie | | | 21. | X.1953 | | | 2. | II.1959 | | |
| Japon | | | 10. | IX.1955 | | | 2. | II.1959 | | |
| Luxembourg | 21. | IV.1951 | 21. | X.1953 | | | 2. | II.1959 | | |
| Malaisie | | | 31. | VIII.1957 | | | 2. | II.1959 | | |
| Nicaragua | | | 21. | X.1953 | | | 2. | II.1959 | | |
| Norvège | | | 21. | X.1953 | 25. | V.1952 | 2. | II.1959 | | |
| Nouvelle-Zélande | 21. | IV.1951 | 21. | X.1953 | | | 2. | II.1959 | | |
| Pakistan | | | 21. | X.1953 | 25. | V.1952 | 2. | II.1959 | | |
| Pays-Bas | 21. | IV.1951 | 21. | X.1953 | 25. | V.1952 | 2. | II.1959 | | |
| Pérou | | | 21. | X.1953 | | | 2. | II.1959 | | |
| République Dominicaine | 21. | IV.1951 | 21. | X.1953 | | | 2. | II.1959 | | |
| République fédérale d'Allemagne | | | 21. | X.1953 | 25. | V.1952 | 2. | II.1959 | | 30. VIII.1953 |
| Rhodésie du Sud | 21. | IV.1951 | 21. | X.1953 | | | 2. | II.1959 | | |
| Royaume-Uni | 21. | IV.1951 | 21. | X.1953 | | | 2. | II.1959 | | |
| Suède | 21. | IV.1951 | 21. | X.1953 | | | 2. | II.1959 | | |
| Tchécoslovaquie | 21. | IV.1951 | 21. | X.1953 | | | 2. | II.1959 | | |
| Turquie | | | 21. | X.1953 | | | 2. | II.1959 | | |
| Uruguay | | | 16. | XII.1953 | | | 2. | II.1959 | | |

TABLEAU 1 (suite)

Instruments du GATT

| <i>Parties contractantes</i> | 26 | | 27 | |
|--|----|---------|-----|---------|
| | | | | |
| Afrique du Sud | 2. | II.1959 | 1. | I.1954 |
| Australie | 2. | II.1959 | 23. | II.1954 |
| Autriche | 2. | II.1959 | 30. | IV.1954 |
| Belgique | 2. | II.1959 | 1. | I.1954 |
| Birmanie | 2. | II.1959 | 1. | I.1954 |
| Brésil | 2. | II.1959 | | |
| Canada | 2. | II.1959 | 1. | I.1954 |
| Ceylan | 2. | II.1959 | 1. | I.1954 |
| Chili | 2. | II.1959 | 1. | I.1954 |
| Cuba | 2. | II.1959 | 1. | I.1954 |
| Danemark | 2. | II.1959 | 1. | I.1954 |
| Etats-Unis d'Amérique | 2. | II.1959 | 1. | I.1954 |
| Finlande | 2. | II.1959 | 1. | I.1954 |
| France | 2. | II.1959 | 1. | I.1954 |
| Ghana | 2. | II.1959 | | |
| Grèce | 2. | II.1959 | 1. | I.1954 |
| Haïti | 2. | II.1959 | 1. | I.1954 |
| Inde | 2. | II.1959 | 1. | I.1954 |
| Indonésie | 2. | II.1959 | 1. | I.1954 |
| Italie | 2. | II.1959 | 1. | I.1954 |
| Japon | 2. | II.1959 | | |
| Luxembourg | 2. | II.1959 | 1. | I.1954 |
| Malaisie | 2. | II.1959 | | |
| Nicaragua | 2. | II.1959 | 1. | I.1954 |
| Norvège | 2. | II.1959 | 28. | IV.1954 |
| Nouvelle-Zélande | 2. | II.1959 | 1. | I.1954 |
| Pakistan | 2. | II.1959 | 1. | I.1954 |
| Pays-Bas | 2. | II.1959 | 1. | I.1954 |
| Pérou | 2. | II.1959 | 26. | IV.1954 |
| République Dominicaine | 2. | II.1959 | 1. | I.1954 |
| République fédérale d'Allemagne | 2. | II.1959 | 15. | VI.1954 |
| Rhodésie du Sud | 2. | II.1959 | 1. | I.1954 |
| Royaume-Uni | 2. | II.1959 | 1. | I.1954 |
| Suède | 2. | II.1959 | 1. | I.1954 |
| Tchécoslovaquie | 2. | II.1959 | 1. | I.1954 |
| Turquie | 2. | II.1959 | 1. | I.1954 |
| Uruguay | 2. | II.1959 | 1. | I.1954 |

TABLEAU 2

Etats pour lesquels, au moment où ils sont devenus Parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, tous les instruments pertinents du GATT, à savoir ceux qui portent les numéros 2, 4 à 9, 11 à 18, 20, 22, 24 et 26, sont entrés en vigueur

| <i>Partie contractante</i> | <i>Date d'entrée en vigueur</i> | <i>Partie contractante</i> | <i>Date d'entrée en vigueur</i> |
|----------------------------|---------------------------------|--|---------------------------------|
| Argentine | 11. X.1967 | Malawi | 6. VII.1964 |
| Barbade | 30. XI.1966 | Malte | 21. IX.1964 |
| Burundi | 1. VII.1962 | Mauritanie | 28. XI.1960 |
| Cameroun | 1. I.1960 | Niger | 3. VIII.1960 |
| Chypre | 16. VIII.1960 | Nigéria | 1. X.1960 |
| Congo (Brazzaville) | 15. VIII.1960 | Ouganda | 9. X.1962 |
| Côte d'Ivoire | 7. VIII.1960 | Pologne | 18. X.1967 |
| Dahomey | 1. VIII.1960 | Portugal ^a | 6. V.1962 |
| Espagne ^a | 29. VIII.1963 | République centrafricaine ... | 14. VIII.1960 |
| Gabon | 17. VIII.1960 | République de Corée ^a | 14. IV.1967 |
| Gambie | 18. II.1965 | Rwanda | 1. VII.1962 |
| Guyane | 26. V.1966 | Sénégal | 20. VI.1960 |
| Haute-Volta | 5. VIII.1960 | Sierra Leone | 27. IV.1961 |
| Irlande | 22. XII.1967 | Suisse ^a | 1. VIII.1966 |
| Islande | 21. IV.1968 | Tanzanie | 9. XII.1961 |
| Israël ^a | 5. VII.1962 | Tchad | 11. VIII.1960 |
| Jamaïque | 6. VIII.1962 | Togo | 27. IV.1960 |
| Kenya | 12. XII.1963 | Trinité-et-Tobago | 31. VIII.1962 |
| Koweït | 19. VI.1961 | Yougoslavie ^a | 25. VIII.1966 |
| Madagascar | 25. VI.1960 | | |

1. b) Charte de La Havane instituant une Organisation internationale du commerce

Authentifiée par l'Acte final de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, signé à La Havane le 24 mars 1948

Note. — Les conditions d'entrée en vigueur de la Charte de La Havane, énoncées dans son article 103, n'ont pas été remplies dans le délai prescrit. Aucun instrument d'acceptation n'a été déposé auprès du Secrétaire général. Pour le texte de la Charte de La Havane, voir *Conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, Acte final et documents connexes*, E/CONF.2/78, publication des Nations Unies, numéro de vente: 1948.II.D.4.

1. c) Accord concernant l'application de la clause de la nation la plus favorisée aux zones de l'Allemagne occidentale soumises à l'occupation militaire

Signé à Genève le 14 septembre 1948¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 14 octobre 1948, conformément à l'article V.

ENREGISTREMENT : 14 octobre 1948, n° 296.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 18, p. 267.

^a Également lié, à partir de la date indiquée par le Protocole portant application provisoire de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (qui porte le numéro 1 dans la liste des instruments du GATT).

¹ L'Accord et le Mémoire d'accord ont été conclus dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Les Parties contractantes à l'Accord général, qui étaient signataires de l'Accord du 14 septembre 1948, se sont réunies officieusement à Genève le 16 octobre 1951. A cette réunion, il a été recommandé que tous les signataires de l'Accord qui souhaiteraient le faire signifier si possible leur retrait de cet Accord en déposant à la même date une

notification d'intention auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, cette notification valant également pour le Mémoire d'accord. La date suggérée a été celle du 14 décembre 1951 (le retrait devant prendre effet le 15 juin 1952). Pour les Etats qui étaient parties à l'Accord et au Mémoire d'accord, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 18, p. 267; vol. 19, p. 328; vol. 20, p. 308; vol. 24, p. 320; vol. 35, p. 370; vol. 42, p. 356; vol. 43, p. 339; vol. 44, p. 339; vol. 46, p. 350; vol. 53, p. 419 et vol. 70, p. 272. Pour les dates de réception des notifications de retrait, voir *ibid.*, vol. 117, p. 385; vol. 121, p. 327 et vol. 128, p. 293.

1. d) Mémoire d'accord portant application aux secteurs ouest de Berlin de l'Accord relatif au traitement général de la nation la plus favorisée concernant les zones d'occupation militaire de l'Allemagne occidentale

Signé à Annecy le 13 août 1949²

ENTRÉE EN VIGUEUR : 13 août 1949 par signature.

ENREGISTREMENT : 24 septembre 1949, n° 296.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 42, p. 356.

² Voir note 1, p. 188.

2. Accord portant création de la Banque africaine de développement

En date, à Khartoum, du 4 août 1963¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 10 septembre 1964, conformément à l'article 65.

ENREGISTREMENT : 10 septembre 1964, n° 7408.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 510, p. 3.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a)</i> | |
|--|------------------|------|-----------------------------------|--------|
| ALGÉRIE | 4 août | 1963 | 10 septembre | 1964 |
| BURUNDI ² | 4 août | 1963 | 2 janvier | 1968 a |
| CAMEROUN | 8 octobre | 1963 | 7 mai | 1964 |
| CONGO (BRAZZAVILLE) | 29 novembre | 1963 | 10 février | 1965 |
| CONGO (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU) | 4 août | 1963 | 5 juin | 1964 |
| CÔTE D'IVOIRE | 4 août | 1963 | 20 mars | 1964 |
| DAHOMÉY | 8 octobre | 1963 | 25 août | 1964 |
| ÉTHIOPIE | 4 août | 1963 | 14 juillet | 1964 |
| GHANA | 4 août | 1963 | 30 juin | 1964 |
| GUINÉE | 4 août | 1963 | 21 mai | 1964 |
| HAUTE-VOLTA | 21 novembre | 1963 | 22 septembre | 1964 |
| KENYA | 4 août | 1963 | 24 janvier | 1964 |
| LIBÉRIA | 4 août | 1963 | 23 juin | 1964 |
| LIBYE | 4 août | 1963 | | |
| MALAWI ³ | | | 25 juillet | 1966 a |
| MALI | 4 août | 1963 | 23 avril | 1964 |
| MAROC | 4 août | 1963 | 2 juin | 1964 |
| MAURITANIE | 4 août | 1963 | 9 septembre | 1964 |
| NIGER | 25 octobre | 1963 | 29 juillet | 1964 |
| NIGÉRIA | 4 août | 1963 | 12 mars | 1964 |
| OUGANDA | 4 août | 1963 | 16 décembre | 1963 |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE | 4 août | 1963 | 14 septembre | 1964 |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE ⁴ | 4 août | 1963 | 27 novembre | 1963 |
| RWANDA | 18 décembre | 1963 | 18 janvier | 1965 |
| SÉNÉGAL | 17 décembre | 1963 | 11 septembre | 1964 |
| SIERRA LEONE | 4 août | 1963 | 18 février | 1964 |
| SOMALIE | 4 août | 1963 | 22 octobre | 1964 |
| SOUDAN | 4 août | 1963 | 9 septembre | 1963 |
| TCHAD ⁵ | | | 26 août | 1968 a |
| TOGO | 18 octobre | 1963 | 3 juillet | 1964 |
| TUNISIE | 4 août | 1963 | 29 octobre | 1964 |
| ZAMBIE ⁶ | | | 1 ^{er} septembre | 1966 a |

¹ L'Accord a été approuvé et ouvert à la signature par la Conférence des ministres des finances sur la création d'une Banque africaine de développement, convoquée conformément à la résolution 52 (IV) de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique. Pour le texte de cette résolution, voir *Documents officiels du Conseil économique et social trente-quatrième session, Supplément n° 10* (E/3586, E/CN.14/168), p. 49. La Conférence s'est réunie à Khartoum du 31 juillet au 4 août 1963. Pour le texte de l'Acte final de la Conférence, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 510, p. 3.

² Conformément à l'article 64, paragraphe 2, de l'Accord, les modalités d'adhésion du Burundi ont été déterminées par le Conseil des gouverneurs de la Banque africaine de développement par la résolution n° 4-67, adoptée le 31 décembre 1967. Par la même résolution, le Conseil des gouverneurs a fixé au 2 janvier 1968 la date à laquelle le Burundi, à la suite du dépôt de son instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général des Nations Unies et du paiement du premier versement de sa souscription initiale à la Banque, deviendra membre de celle-ci.

³ Conformément à l'article 64, paragraphe 2, de l'Accord, les modalités d'adhésion du Malawi ont été déterminées par le Conseil des gouverneurs de la Banque africaine de développement par la résolution n° 2-66 du 19 avril 1966. Par la même résolution, le Conseil des gouverneurs a fixé au 1^{er} août 1966 la date à laquelle le Malawi, à la suite du dépôt de son instrument

d'adhésion auprès du Secrétaire général des Nations Unies et du paiement du premier versement de sa souscription initiale à la Banque, deviendra membre de celle-ci.

⁴ L'Accord a initialement été signé et l'instrument de ratification a été déposé au nom du Tanganyika. Suite à la création de l'Union entre le Tanganyika et Zanzibar sous le nom de République-Unie de Tanzanie (voir note de bas de page 6, p. 7), le Gouvernement de Tanzanie a adressé une déclaration à la Banque africaine de développement, indiquant qu'il assume la qualité de membre de la BAD, tant en ce qui concerne le Tanganyika que Zanzibar, et désire que la Banque prenne les mesures nécessaires et augmente sa souscription d'un million d'unités de compte. Ladite déclaration a été examinée par le Conseil des gouverneurs de la Banque africaine de développement à sa première session plénière, le 4 novembre 1964. Dans sa résolution n° 3 adoptée le même jour, le Conseil des gouverneurs, ayant exprimé le désir de donner plein effet à la nouvelle qualité de membre de la Tanzanie, a décidé notamment que la souscription de ce pays en capital-actions de la BAD serait augmentée d'un million d'unités de compte, consistant pour moitié en actions à libérer entièrement et pour l'autre moitié en actions sujettes à appel, et que la nouvelle qualité de membre de la Tanzanie prendrait effet dès le paiement à la BAD du premier versement afférent au montant initialement souscrit par ce pays au capital-actions à libérer entièrement,

ainsi qu'il est prévu dans la résolution. En outre, le Conseil a pris note de ce que désormais la Tanzanie aurait 1 255 voix.

⁵ Conformément à l'article 64, paragraphe 2, de l'Accord, les modalités d'adhésion du Tchad ont été déterminées par le Conseil des gouverneurs de la Banque africaine de développement par la résolution n° 2-68, adoptée le 25 juin 1968. Par la même résolution, le Conseil des gouverneurs a fixé au 1^{er} juillet 1968 la date à laquelle le Tchad, à la suite du dépôt de son instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général des Nations Unies et du paiement du premier versement de sa souscription initiale à la Banque, deviendra membre de celle-ci. Par la résolution

n° 3-68, adoptée le 26 août 1968, le Conseil des gouverneurs a décidé de fixer au 26 août 1968 la date prévue.

⁶ Les modalités d'adhésion de la Zambie à l'Accord, conformément à l'article 64, paragraphe 2, dudit Accord, ont été fixées par le Conseil des gouverneurs de la Banque africaine de développement dans sa résolution 6-66 du 15 août 1966. Par la même résolution, le Conseil des gouverneurs a décidé de fixer au 1^{er} septembre 1966 la date à laquelle la Zambie, à la suite du dépôt de son instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et à la suite du paiement du premier versement de sa souscription initiale à la Banque, deviendra membre de celle-ci.

3. Convention relative au commerce de transit des Etats sans littoral¹

En date, à New York, du 8 juillet 1965¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 9 juin 1967, conformément à l'article 20.

ENREGISTREMENT : 9 juin 1967, n° 8641.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 597.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a)</i> | |
|----------------------------|------------------|------|-----------------------------------|--------|
| AFGHANISTAN | 8 juillet | 1965 | | |
| ARGENTINE | 29 décembre | 1965 | | |
| BELGIQUE | 30 décembre | 1965 | | |
| BOLIVIE | 29 décembre | 1965 | | |
| BRÉSIL | 4 août | 1965 | | |
| BURUNDI | | | 1 ^{er} mai | 1968 a |
| CAMBODGE | 10 août | 1965 | | |
| CHILI | 20 décembre | 1965 | | |
| ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ... | 30 décembre | 1965 | 29 octobre | 1968 |
| HONGRIE | 30 décembre | 1965 | 20 septembre | 1967 |
| ITALIE | 31 décembre | 1965 | | |
| LAOS | 8 juillet | 1965 | 29 décembre | 1967 |
| LUXEMBOURG | 28 décembre | 1965 | | |
| MALAWI | | | 12 décembre | 1966 a |
| MALI | | | 11 octobre | 1967 a |
| MONGOLIE | | | 26 juillet | 1966 a |
| NÉPAL | 9 juillet | 1965 | 22 août | 1966 |
| NIGER | | | 3 juin | 1966 a |
| NIGÉRIA | | | 16 mai | 1966 a |
| NORVÈGE | | | 17 septembre | 1968 a |
| OUGANDA | 21 décembre | 1965 | | |
| PARAGUAY | 23 décembre | 1965 | | |
| PAYS-BAS | 30 décembre | 1965 | | |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | 30 décembre | 1965 | | |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE | | | | |
| D'ALLEMAGNE | 20 décembre | 1965 | | |
| RSS DE BIÉLORUSSIE | 28 décembre | 1965 | | |
| RSS D'UKRAINE | 31 décembre | 1965 | | |
| RWANDA | 23 juillet | 1965 | 13 août | 1968 |
| SAINT-MARIN | 23 juillet | 1965 | 12 juin | 1968 |
| SAINT-SIÈGE | 30 décembre | 1965 | | |
| SOUDAN | 11 août | 1965 | | |
| SUISSE | 10 décembre | 1965 | | |
| TCHAD | | | 2 mars | 1967 a |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 10 décembre | 1965 | 8 août | 1967 |
| UNION DES RÉPUBLIQUES | | | | |
| SOCIALISTES SOVIÉTIQUES .. | 28 décembre | 1965 | | |
| YOUGOSLAVIE | 8 juillet | 1965 | 10 mai | 1967 |
| ZAMBIE | 23 décembre | 1965 | 2 décembre | 1966 |

Déclarations et réserves

BELGIQUE

"1. Pour l'application de l'article 3 de la Convention, le Gouvernement belge considère que l'exemption vise exclusivement les droits ou taxes sur les importations ou les exportations, et non les impôts sur les transactions, qui sont également applicables au commerce intérieur, tels que la taxe belge sur les transports et sur les prestations accessoires au transport.

"2. La Belgique ne peut appliquer le paragraphe 1^{er} de l'article 4 que dans la mesure où il s'agit de moyens de transport et de matériel de manutention appartenant à l'Etat.

"3. Le Gouvernement belge envisage de faire, lors du dépôt de l'instrument de ratification de la Convention, une réserve en rapport avec les droits et obligations résultant, pour la Belgique, de sa qualité de

¹ La Convention a été adoptée par la Conférence des Nations Unies sur le commerce de transit des pays sans littoral, qui avait été convoquée conformément à la décision prise par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa 1328^{ème} séance

plénière, le 10 février 1965 : voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-neuvième session, Supplément n° 15 (A/5815)*, p. 9. La Conférence s'est réunie au Siège des Nations Unies, à New York, du 7 juin au 8 juillet 1965.

partie à certains traités internationaux dans le domaine économique ou commercial.”

BOLIVIE

Conformément aux instructions que j'ai reçues en l'occurrence de mon gouvernement, je tiens à réaffirmer la position qui est celle de mon pays et qui ressort des documents officiels de la Conférence, à savoir que la Bolivie n'est pas un pays sans littoral mais un Etat qui, par suite de circonstances passagères, est empêché d'accéder à la mer par sa propre côte et que la liberté de transit inconditionnelle et sans restriction doit être reconnue en droit international comme un droit inhérent des territoires et pays enclavés, eu égard aux exigences de la justice et à la nécessité de faciliter le progrès général dans des conditions d'égalité.

La Bolivie fera toujours valoir ces principes, qui sont inséparables de la notion de souveraineté nationale, et mon pays signera la Convention susmentionnée pour témoigner de sa volonté de coopérer avec l'Organisation des Nations Unies et avec les pays en voie de développement qui n'ont pas de littoral.

CHILI

... Avec la réserve suivante au sujet de l'article 16 : Au cas où un différend surgirait avec un pays américain, à propos de l'interprétation ou de l'application des dispositions de la Convention, le Chili agirait conformément aux textes des accords interaméricains pour le règlement pacifique des différends qui lient à la fois le Chili et l'autre pays américain en cause.

HONGRIE

La République populaire hongroise ne se considère pas liée par les dispositions de l'article 16 de la Convention, en vertu duquel les différends relatifs à l'interprétation et à l'application de la Convention doivent être portés devant une Commission d'arbitrage nommée par la Cour internationale de Justice. La République populaire hongroise tient à souligner que le consentement de toutes les parties au différend, quel qu'il soit, doit être donné pour que le différend puisse être porté devant la Commission d'arbitrage.

La République populaire hongroise estime que les articles 17, 19, 22 et 23 de la Convention, qui refusent à un certain nombre d'Etats le droit de devenir parties à la Convention, ont un caractère discriminatoire. La Convention est un traité international, général et multilatéral et, en conséquence, en vertu des principes du droit international, tout Etat doit avoir le droit d'y devenir partie.

ITALIE

“... Le Représentant permanent de l'Italie désire notifier l'intention du Gouvernement italien de formuler des réserves spécifiques quant à ladite Convention au moment de déposer son instrument de ratification.”

LUXEMBOURG

“Le Gouvernement luxembourgeois envisage comme une éventualité de formuler lors du dépôt de l'instrument de ratification de la Convention relative au com-

merce de transit des pays sans littoral une réserve en relation avec son appartenance à des systèmes régionaux d'union économique ou de marché commun.”

MONGOLIE

Le Gouvernement de la République populaire mongole juge essentiel d'appeler l'attention sur le caractère discriminatoire des dispositions des articles 17, 19, 22 et 23 de la Convention, en vertu desquels un certain nombre d'Etats ne sont pas admis à participer à cette Convention. La Convention traite de questions intéressant tous les Etats et devrait donc être ouverte à la participation de tous les Etats.

Le Gouvernement de la République populaire mongole ne se considère pas lié par les dispositions de l'article 16 de la Convention relative au commerce de transit des Etats sans littoral, en vertu duquel des membres de la commission d'arbitrage peuvent être nommés par le Président de la Cour internationale de Justice, et il déclare que les membres de cette commission ne devraient être nommés qu'avec le consentement de toutes les parties au différend.

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

En ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article 2, l'article 5 et l'article 7 :

La République fédérale d'Allemagne part de l'hypothèse que les mesures de contrôle qui sont normalement prévues à la frontière et qui, conformément aux accords internationaux et à la législation nationale en vigueur, sont appliquées d'une manière raisonnable et non discriminatoire, répondent aux stipulations du paragraphe 1 de l'article 2, de l'article 5 et de l'article 7.

En ce qui concerne le paragraphe 2 de l'article 2 :

Pour la République fédérale d'Allemagne, il est implicitement entendu dans cette clause que jusqu'à la conclusion des accords prévus par le paragraphe 2 de l'article 2, la réglementation nationale de l'Etat transitaire sera applicable.

En ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article 4 et le paragraphe 1 de l'article 6 :

La République fédérale d'Allemagne n'est pas à même d'assumer les obligations prévues par le paragraphe 1 de l'article 4 et le paragraphe 1 de l'article 6. Néanmoins, compte tenu de l'état des transports dans la République fédérale d'Allemagne, il est possible de présumer que des moyens de transport, du matériel de manutention et des installations d'entreposage adéquats pourront être mis à la disposition du commerce de transit. Au cas où néanmoins des difficultés se produiraient, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne serait disposé à s'efforcer d'y remédier.

En ce qui concerne le paragraphe 2 de l'article 4 et le paragraphe 2 de l'article 6 :

Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne n'est pas à même d'assumer les obligations prévues par le paragraphe 2 de l'article 4 et le paragraphe 2 de l'article 6. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne est néanmoins disposé, dans la mesure du possible, à user de son influence en matière de tarifs et de taxes pour faciliter au maximum le trafic en transit.

REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE DE BIELORUSSIE

La République socialiste soviétique de Biélorussie juge nécessaire de souligner le caractère discriminatoire des articles 17, 19, 22 et 23 de la Convention, qui privent une série d'Etats de la possibilité d'adhérer à celle-ci. La Convention règle des questions ayant des incidences sur les intérêts de tous les Etats et, partant, doit rester ouverte à l'adhésion de tout Etat. Conformément au principe de l'égalité des Etats souverains, aucun Etat n'est habilité à empêcher un autre Etat d'adhérer à une convention de ce genre.

Le Gouvernement de la RSS de Biélorussie ne se considère pas comme lié par les dispositions de l'article 16 de la Convention sur le commerce de transit des pays sans littoral prévoyant que les membres de la commission d'arbitrage pourront être nommés par le Président de la Cour internationale de Justice et déclare que la désignation des membres de la commission d'arbitrage par le Président de la Cour internationale de Justice exige dans chaque cas l'accord des parties au différend.

REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE D'UKRAINE

La République socialiste soviétique d'Ukraine tient à souligner le caractère discriminatoire des articles 17, 19, 22 et 23 de la Convention, qui privent une série d'Etats de la possibilité d'adhérer à celle-ci. La Convention règle des questions qui touchent aux intérêts de tous les Etats et doit donc être ouverte à l'adhésion de tous les Etats. Conformément au principe de l'égalité des Etats souverains, aucun Etat n'a le droit d'empêcher un autre Etat d'adhérer à une convention de ce genre.

Le Gouvernement de la République socialiste soviétique d'Ukraine ne se considère pas comme lié par les dispositions de l'article 16 de la Convention sur le commerce de transit des pays sans littoral, prévoyant que les membres de la commission d'arbitrage pourront être nommés par le Président de la Cour internationale de Justice, et déclare que la désignation des membres de la commission d'arbitrage par le Président de la Cour internationale de Justice exige dans chaque cas l'accord des parties au différend.

SOUDAN

Le Gouvernement de la République du Soudan ne se considérera pas lié par les dispositions de la troisième phrase du paragraphe 1 de l'article 2 de la Convention, s'agissant du passage, à travers son territoire, de marchandises à destination ou en provenance de l'Afrique du Sud ou du Portugal, ou de marchandises dont l'Afrique du Sud ou le Portugal pourraient revendiquer la propriété. La présente réserve est formulée conformément à l'esprit de la résolution S/5773 par laquelle le Conseil de sécurité a condamné la politique d'*apartheid* du Gouvernement de la République sud-africaine, de la résolution A/AC.109/124, par laquelle le Comité spécial a condamné la politique coloniale du Portugal et son

refus persistant d'appliquer les résolutions de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité et du Comité spécial, et de la résolution CM/Res. 6 (I) du Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine. Cette réserve restera en vigueur aussi longtemps que la situation actuelle en Afrique du Sud et dans les colonies portugaises n'aura pas pris fin.

En tant que membre de la Ligue arabe, la République du Soudan ne se considérera pas davantage liée par lesdites dispositions, s'agissant du passage, à travers son territoire, de marchandises à destination ou en provenance d'Israël.

TCHÉCOSLOVAQUIE

1) La République socialiste tchécoslovaque ne se considère pas comme liée par l'article 16, qui prévoit le recours obligatoire à l'arbitrage à l'occasion de tout différend auquel pourrait donner l'interprétation ou l'application des dispositions de la Convention. La République socialiste tchécoslovaque soutient que l'accord de toutes les parties au différend est indispensable dans toute affaire devant être soumise à arbitrage.

2) La République socialiste tchécoslovaque considère que les articles 17 et 19 ont un caractère discriminatoire car, sur la base de leurs dispositions, plusieurs Etats ont été privés de la possibilité de devenir parties à la Convention.

La Convention a trait à des questions qui intéressent tous les Etats; elle doit donc être ouverte à la participation de tous les Etats. Conformément au principe de l'égalité souveraine, aucun Etat n'a le droit d'empêcher d'autres Etats de devenir parties à une convention d'intérêt général.

3) Cette dernière réserve s'applique aussi aux articles 22 et 23 pour les mêmes raisons.

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

L'Union des Républiques socialistes soviétiques juge nécessaire de souligner le caractère discriminatoire des articles 17, 19, 22 et 23 de la Convention, qui privent une série d'Etats de la possibilité d'adhérer à celle-ci. La Convention règle des questions ayant des incidences sur les intérêts de tous les Etats et, partant, doit rester ouverte à l'adhésion de tout Etat. Conformément au principe de l'égalité des Etats souverains, aucun Etat n'est habilité à empêcher un autre Etat d'adhérer à une Convention de ce genre.

Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ne se considère pas comme lié par les dispositions de l'article 16 de la Convention sur le commerce de transit des pays sans littoral prévoyant que les membres de la commission d'arbitrage pourront être nommés par le Président de la Cour internationale de Justice et déclare que la désignation des membres de la commission d'arbitrage par le Président de la Cour internationale de Justice exige dans chaque cas l'accord des parties au différend.

4. Accord portant création de la Banque asiatique de développement

En date, à Manille, du 4 décembre 1965¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 22 août 1966, conformément à l'article 65.

ENREGISTREMENT : 22 août 1966, n° 8303.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 571, p. 523.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | <i>Ratification, acceptation (A)</i> |
|--|------------------|--------------------------------------|
| AFGHANISTAN | 4 décembre 1965 | 22 août 1966 |
| AUSTRALIE | 4 décembre 1965 | 19 septembre 1966 |
| AUTRICHE | 31 janvier 1966 | 29 septembre 1966 |
| BELGIQUE | 31 janvier 1966 | 16 août 1966 |
| CAMBODGE | 4 décembre 1965 | 30 septembre 1966 |
| CANADA | 4 décembre 1965 | 22 août 1966 |
| CEYLAN | 4 décembre 1965 | 29 septembre 1966 |
| CHINE | 4 décembre 1965 | 22 septembre 1966 |
| DANEMARK | 28 janvier 1966 | 16 août 1966 |
| ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE .. | 4 décembre 1965 | 16 août 1966 A |
| FINLANDE | 28 janvier 1966 | 22 août 1966 |
| INDE | 4 décembre 1965 | 20 juillet 1966 |
| INDONÉSIE ² | | |
| IRAN | 4 décembre 1965 | |
| ITALIE | 31 janvier 1966 | 30 septembre 1966 |
| JAPON | 4 décembre 1965 | 16 août 1966 |
| LAOS | 4 décembre 1965 | 30 août 1966 |
| MALAISIE | 4 décembre 1965 | 16 août 1966 |
| NÉPAL | 4 décembre 1965 | 21 juin 1966 A |
| NORVÈGE | 28 janvier 1966 | 14 juillet 1966 |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 4 décembre 1965 | 29 septembre 1966 |
| PAKISTAN | 4 décembre 1965 | 12 mai 1966 |
| PAYS-BAS ³ | 4 décembre 1965 | 29 août 1966 |
| PHILIPPINES | 4 décembre 1965 | 5 juillet 1966 |
| RÉPUBLIQUE DE CORÉE | 4 décembre 1965 | 16 août 1966 |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE | 4 décembre 1965 | 30 août 1966 |
| RÉPUBLIQUE DU VIET-NAM .. | 28 janvier 1966 | 22 septembre 1966 |
| ROYAUME-UNI | 4 décembre 1965 | 26 septembre 1966 |
| SAMOA-OCCIDENTAL | 4 décembre 1965 | 23 juin 1966 |
| SINGAPOUR | 28 janvier 1966 | 21 septembre 1966 |
| SUÈDE | 31 janvier 1966 | 29 septembre 1966 |
| THAÏLANDE | 4 décembre 1965 | 16 août 1966 |

AUSTRALIE

Le Gouvernement australien déclare conformément au paragraphe 2 ii) de l'article 24 dudit Accord qu'il désire que l'emploi de la fraction de sa souscription acquittée en vertu de l'alinéa b) du paragraphe 2 de

l'article 6 dudit Accord soit limité aux paiements des biens et des services produits sur son territoire et que tous achats de biens et de services sur le territoire australien soient, sous réserve de la considération habituelle de compétitivité de l'offre, imputés d'abord sur

¹ L'Accord a été adopté par la Conférence de plénipotentiaires sur la création d'une Banque asiatique de développement, qui a été convoquée conformément à la résolution 62 (XXI) de la Commission économique des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient et qui s'est réunie à Manille du 2 au 4 décembre 1965.

² Conformément au paragraphe 2 de l'article 3 de l'Accord portant création de la Banque asiatique de développement, l'Indonésie a été admise comme membre de la Banque dans les conditions que le Conseil des gouverneurs de la Banque avait fixées aux termes de sa résolution n° 4 du 24 novembre 1966.

La résolution dispose, notamment, que le Gouvernement indonésien déposera auprès de la Banque un instrument d'acceptation de l'Accord portant création de la Banque asiatique de développement et qu'il deviendra membre de la Banque lorsqu'il aura acquitté le premier versement de sa souscription et aura déposé son instrument d'acceptation auprès de la Banque. La Banque a fait savoir au Secrétaire général que l'Indonésie a rempli les conditions fixées par ladite résolution et qu'elle est devenue membre de la Banque le 24 novembre 1966.

³ L'instrument de ratification stipule que l'Accord est ratifié pour le Royaume en Europe.

la fraction de sa souscription acquittée conformément à l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 6 de l'Accord.

Le Gouvernement australien déclare en outre, conformément au paragraphe 2 de l'article 56 dudit Accord, qu'il se réserve le droit d'imposer les traitements et émoluments versés par la Banque pour services rendus en Australie à tout directeur, directeur-adjoint, administrateur ou employé de la Banque et y compris tout expert qui effectue une mission pour le compte de la Banque, qui réside en Australie au sens de la législation australienne relative à l'impôt sur le revenu, à moins que l'intéressé ne soit pas citoyen australien et ne soit venu en Australie que pour s'acquitter des fonctions qu'implique son poste à la Banque.

Le Gouvernement australien est dans l'impossibilité d'accorder à la Banque en ce qui concerne tous sacs postaux que la Banque pourrait désirer acheminer par voie postale en Australie les tarifs réduits que le Gouvernement australien accorde, dans des conditions de réciprocité, à certains autres gouvernements en ce qui concerne les sacs postaux que leurs missions diplomatiques acheminent par voie postale en Australie.

Le Gouvernement australien est, dans la mesure où l'article 54 de l'Accord s'applique aux priorités, tarifs et taxes concernant les télécommunications, dans l'impossibilité d'appliquer pleinement ledit article, qui dispose qu'en ce qui concerne ses communications officielles, la Banque se verra accorder par chaque pays membre un traitement au moins aussi favorable que celui que ledit pays membre applique aux communications officielles des autres pays membres — et ce jusqu'au moment où tous les autres gouvernements auront décidé de coopérer aux fins de l'octroi de ce traitement aux organisations internationales. Cette réserve ne porte pas atteinte au droit de la Banque d'envoyer des dépêches de presse, aux tarifs prescrits pour la presse, à la presse et à la radio australiennes.

Le Gouvernement australien interprète l'Accord comme n'affectant en rien l'application d'une loi australienne quelconque concernant la quarantaine.

CANADA

... Le Canada réserve à lui-même et à ses subdivisions politiques le droit d'imposer les ressortissants canadiens résidant ou ayant leur résidence habituelle au Canada.

CEYLAN

Conformément au paragraphe 2 de l'article 56 de l'Accord portant création de la Banque asiatique de développement, le Gouvernement ceylanais réserve à lui-même et à sa subdivision politique le droit d'imposer les traitements et émoluments versés par la Banque aux ressortissants ou nationaux ceylanais résidant ou ayant leur résidence habituelle au Ceylan.

DANEMARK

Conformément au paragraphe ix de l'article 14 de l'Accord portant création de la Banque asiatique de développement, le produit de tout prêt, investissement ou autre opération de financement rentrant dans le cadre des activités courantes de la Banque ou impu-

table sur les fonds spéciaux créés par la Banque en application du paragraphe 1, alinéa i, de l'article 19, ne sera utilisé dans les pays membres que pour l'achat de marchandises ou de services produits par les pays membres...

La politique officielle du Gouvernement danois en matière de transports maritimes est fondée sur le principe de la liberté des transports maritimes dans le commerce international, selon un système de concurrence libre et loyale. Conformément à cette politique, les transactions et les transferts intéressant les transports maritimes ne doivent se heurter à aucune disposition accordant un régime préférentiel à un pays ou à un groupe de pays, le principe étant toujours que le choix du mode de transport et du pavillon doit résulter du jeu normal des considérations commerciales. Le Gouvernement danois espère que le paragraphe ix de l'article 14 ne sera pas appliqué de façon à porter atteinte à ce principe.

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique réserve à lui-même et à toutes les subdivisions politiques des Etats-Unis d'Amérique, le droit d'imposer les traitements et émoluments versés par la Banque à tout ressortissant ou national américain.

INDE

Le Gouvernement indien déclare qu'il réserve à lui-même et à ses subdivisions politiques le droit d'imposer les traitements et émoluments versés par la Banque asiatique de développement aux ressortissants ou nationaux indiens.

ITALIE

Conformément au paragraphe 2 de l'article 56 de l'Accord, le Gouvernement italien réserve à lui-même et à ses subdivisions politiques le droit d'imposer les traitements et émoluments versés par la Banque aux ressortissants italiens qui seront employés dans les bureaux créés par la Banque en Italie ou qui exerceront des activités en Italie pour le compte de la Banque.

Le Gouvernement italien considère que le paragraphe 1 de l'article 56 doit être interprété compte tenu de l'usage courant en matière d'exonération fiscale des organisations internationales. Selon cet usage, les organisations internationales sont exonérées d'impôts uniquement en ce qui concerne les articles acquis dans l'exercice de leurs activités officielles et, dans le cas d'impôts indirects internes, uniquement en ce qui concerne les achats importants pour lesquels il est matériellement possible d'accorder une telle exonération.

Le Gouvernement italien considère que les dispositions du paragraphe 1 de l'article 50 concernant l'immunité de juridiction doivent être interprétées compte tenu des limites dans le cadre desquelles cette immunité est accordée par le droit international.

... il est dans les intentions du Gouvernement italien d'obtenir de la Banque asiatique de développement qu'il soit entendu que la procédure spéciale devant être instituée en application du paragraphe 2 de l'article 50 des règlements et statuts de la Banque ou prévue

par des contrats passés avec elle, ne portera pas atteinte à la compétence des tribunaux italiens à l'égard de créances que des particuliers feraient valoir.

JAPON

... Le Japon réserve à lui-même et à ses subdivisions politiques le droit d'imposer les traitements et émoluments versés par la Banque à ses nationaux.

MALAISIE

Le Gouvernement malaisien déclare qu'il réserve à lui-même le droit d'imposer les traitements et émoluments versés par la Banque asiatique de développement aux ressortissants malaisiens.

NORVEGE

Conformément au paragraphe ix de l'article 14 de l'Accord portant création de la Banque asiatique de développement, le produit de tout prêt, investissement ou autre opération de financement rentrant dans le cadre des activités courantes de la Banque ou imputable sur les Fonds spéciaux créés par la Banque en application du paragraphe 1, alinéa i, de l'article 19, ne sera utilisé dans les pays membres que pour l'achat de marchandises ou de services produits par les pays membres...

La politique officielle du Gouvernement norvégien en matière de transports maritimes est fondée sur le principe de la liberté des transports maritimes dans le commerce international, selon un système de concurrence libre et loyale. Conformément à cette politique, les transactions et les transferts intéressant les transports maritimes ne doivent se heurter à aucune disposition accordant un régime préférentiel à un pays ou à un groupe de pays, le principe étant toujours que le choix du mode de transport et du pavillon doit résulter du jeu normal des considérations commerciales. Le Gouvernement norvégien espère que le paragraphe ix de l'article 14 ne sera pas appliqué de façon à porter atteinte à ce principe.

NOUVELLE-ZELANDE

... conformément au paragraphe 2 ii) de l'article 24 de l'Accord, le Gouvernement néo-zélandais déclare qu'il désire que l'emploi de la fraction de sa souscription acquittée en vertu de l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 6 de l'Accord soit limité exclusivement au paiement de biens ou services produits sur son territoire.

PAYS-BAS

Cette ratification est subordonnée à la réserve prévue à l'article 76, paragraphe 2, de la Convention.

PHILIPPINES

Le Gouvernement philippin déclare qu'il réserve à lui-même et à ses subdivisions politiques le droit d'imposer les traitements et émoluments versés par la Banque aux ressortissants ou nationaux philippins.

REPUBLIQUE DE COREE

La République de Corée réserve à elle-même et à ses subdivisions politiques le droit d'imposer les traitements et émoluments versés par la Banque à ses nationaux.

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

1. La République fédérale d'Allemagne, se prévalant de la réserve prévue au paragraphe 2 de l'article 56 de l'Accord portant création de la Banque asiatique de développement, réserve à elle-même et à ses subdivisions politiques le droit d'imposer les traitements et émoluments versés par la Banque asiatique de développement à des ressortissants allemands, au sens de l'article 116 de la Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne, ayant leur domicile ou leur résidence habituelle sur le territoire où ladite Loi fondamentale est applicable, y compris le *Land* de Berlin;

2. L'Accord portant création de la Banque asiatique de développement s'appliquera également au *Land* de Berlin à compter du jour où la Convention entrera en vigueur à l'égard de la République fédérale d'Allemagne.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

... conformément au paragraphe 2 de l'article 56, le Gouvernement du Royaume-Uni déclare qu'il se réserve le droit d'imposer les traitements et émoluments versés par la Banque asiatique de développement aux ressortissants du Royaume-Uni et de ses colonies.

Dans la lettre transmettant l'instrument de ratification, le Représentant permanent du Royaume-Uni auprès de l'Organisation des Nations Unies a, d'ordre du Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux affaires étrangères, formulé les observations ci-après :

L'article 54 de l'Accord a pour effet d'accorder à la Banque asiatique de développement des privilèges en matière de communications officielles. La liste des personnes et autorités ayant droit à ces privilèges qui figure à l'Annexe 3 de la Convention internationale des télécommunications, qui a été signée à Genève le 21 décembre 1959, ne comprend pas d'organisations internationales autres que l'Organisation des Nations Unies. Il y a donc une incompatibilité évidente entre l'article 54 et la Convention des télécommunications à laquelle le Royaume-Uni est partie (comme sans aucun doute d'autres membres de la Banque asiatique de développement). Le Royaume-Uni tient à proposer que cette incompatibilité soit examinée lors d'une réunion du Conseil des gouverneurs qui se tiendrait sans retard.

Le paragraphe 1 de l'article 56 de l'Accord risque peut-être d'être interprété comme permettant à la Banque asiatique de développement d'être entièrement exonérée sans réserve aucune de tous droits de douane et impôts frappant les marchandises. Il est d'usage courant d'exonérer les organisations internationales des impôts sur les marchandises uniquement en ce qui concerne les articles acquis dans l'exercice de leurs activités officielles, et, dans le cas d'impôts indirects internes, uniquement en ce qui concerne les achats importants pour lesquels il est matériellement possible d'accorder

une telle exonération. Le Gouvernement du Royaume-Uni considère que le paragraphe 1 de l'article 56 doit être interprété compte tenu de l'usage courant.

... il est dans les intentions du Gouvernement du Royaume-Uni d'obtenir de la Banque asiatique de développement qu'il soit entendu :

a) qu'elle assurera tout véhicule automobile lui appartenant ou utilisé pour son compte, contre les recours des tiers en raison de dommages résultant d'un accident causé par un tel véhicule dans le Royaume-Uni, et qu'elle n'invoquera pas l'immunité de juridiction dont elle jouit en vertu du paragraphe 1 de l'article 50 en cas d'action en réparation intentée dans le Royaume-Uni par une tierce partie en raison de dommages résultant d'un accident causé par un tel véhicule ;

b) qu'aucune des immunités prévues à l'article 55 ne sera invoquée en cas d'infraction aux règlements de la circulation commise par un fonctionnaire de la Banque, ni en cas de dommages causés par un véhicule automobile appartenant à ce fonctionnaire ou conduit par lui.

SINGAPOUR

... Singapour réserve à lui-même le droit d'imposer les traitements et émoluments versés par la Banque

asiatique de développement aux ressortissants et nationaux singapouriens.

SUEDE

Aux termes de la principale règle énoncée au paragraphe ix de l'article 14 de l'Accord portant création de la Banque asiatique de développement, le produit de tout prêt, investissement ou autre opération de financement effectués par la Banque ne sera utilisé dans les pays membres que pour l'achat de marchandises ou de services produits par ces pays.

La politique du Gouvernement suédois en matière de transports maritimes est fondée sur le principe de la liberté du commerce maritime international dans le cadre d'une concurrence libre et loyale. Le Gouvernement suédois compte que le paragraphe ix de l'article 14 ne sera pas appliqué de façon incompatible avec ce principe. De même, la politique d'assistance du Gouvernement suédois prévoit que l'assistance multilatérale en vue de développement doit être fondée sur le principe de la libre concurrence internationale des offres. Le Gouvernement suédois exprime l'espoir qu'il sera possible de s'entendre pour modifier le paragraphe ix de l'article 14 de sorte qu'il ne soit pas incompatible avec ce principe.

5. Protocole d'association pour l'établissement de la communauté économique de l'Afrique de l'Ouest

En date, à Accra, du 4 mai 1967¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 4 mai 1967, conformément à l'article 7, paragraphe 2.

ENREGISTREMENT : 4 mai 1967, n° 8623.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 595, p. 287.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | |
|--------------------|------------------|------|
| DAHOMÉY | 4 mai | 1967 |
| GAMBIE | 21 novembre | 1967 |
| GHANA | 4 mai | 1967 |
| HAUTE-VOLTA | 4 mai | 1967 |
| LIBÉRIA | 4 mai | 1967 |
| MALI | 4 mai | 1967 |
| MAURITANIE | 4 mai | 1967 |
| NIGER | 4 mai | 1967 |
| NIGÉRIA | 4 mai | 1967 |
| SÉNÉGAL | 4 mai | 1967 |
| SIERRA LEONE | 4 mai | 1967 |
| TOGO | 4 mai | 1967 |

¹ Adopté par la Conférence sous-régionale sur la coopération économique en Afrique de l'Ouest, tenue à Accra du 27 avril au 4 mai 1967.

CHAPITRE XI. — TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS¹

A. — QUESTIONS DOUANIERES

1. Accord relatif à l'application provisoire des projets de conventions internationales douanières sur le tourisme, sur les véhicules routiers commerciaux et sur le transport international des marchandises par la route

Signé à Genève le 16 juin 1949

ENTRÉE EN VIGUEUR : 1^{er} janvier 1950, conformément à l'article III.

ENREGISTREMENT : 1^{er} janvier 1950, n° 696.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 45, p. 149.

Note. — A la suite de dénonciations successives, l'Accord a pris fin, y compris le Protocole additionnel (voir p. 204) et le Protocole additionnel du 28 novembre 1952 (voir p. 206), conformément au paragraphe 2 de l'article III et à l'article IV de l'Accord, le 1^{er} janvier 1965 en ce qui concerne le projet de convention internationale douanière sur le transport international des marchandises par la route, et le 1^{er} janvier 1966 en ce qui concerne le projet de convention internationale douanière sur les véhicules routiers commerciaux. Le Protocole additionnel du 11 mars 1950 (voir p. 205) a été abrogé par le Protocole additionnel du 28 novembre 1952 susmentionné, conformément à son article V.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | <i>Signature définitive (*) ratification, adhésion (a) notification de succession (d)</i> | |
|----------------------------------|------------------|---|---------------|
| AUTRICHE ² | | 27 décembre | 1949 * |
| DANEMARK | | 29 décembre | 1949 * |
| FRANCE | | 16 juin | 1949 * |
| ITALIE | 16 juin | 26 janvier | 1954 |
| LIECHTENSTEIN ³ | | | |
| MALAISIE ⁴ | | 29 juin | 1959 <i>d</i> |
| NORVÈGE | | 16 juin | 1949 * |
| PAYS-BAS ⁵ | | 16 juin | 1949 * |
| POLOGNE ⁶ | | 7 janvier | 1959 <i>a</i> |
| ROYAUME-UNI ⁷ | | 16 juin | 1949 * |
| SUÈDE ⁸ | | 15 septembre | 1950 <i>a</i> |
| SUISSE ³ | | 16 juin | 1949 * |

¹ Sauf indication contraire, tous les traités énumérés dans le présent chapitre ont été élaborés dans le cadre des travaux du Comité des transports intérieurs de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe.

² Avec la déclaration selon laquelle la signature ne vaut que pour les projets de conventions internationales douanières sur le tourisme et sur les véhicules routiers commerciaux. Dans une notification reçue par le Secrétaire général le 22 mai 1950, le Gouvernement autrichien a déclaré que la signature apposée en son nom le 27 décembre 1949 valait également pour le projet de convention internationale douanière sur le transport international des marchandises par la route.

³ Par une notification reçue le 6 décembre 1949, le Gouvernement suisse, se référant à l'article II de l'Accord, a déclaré que, la Principauté du Liechtenstein faisant partie du territoire douanier de la Confédération suisse, les dispositions des projets de conventions lui seront également applicables.

⁴ Seulement en ce qui concerne le projet de convention douanière sur le tourisme.

⁵ Par une communication reçue le 10 avril 1952, le Gouvernement néerlandais a informé le Secrétaire général que la réserve relative à la ratification, qui avait été faite en son nom au moment de la signature, devait être considérée comme retirée.

⁶ Seulement en ce qui concerne le projet de convention internationale douanière sur le transport international des marchandises par la route.

⁷ Seulement en ce qui concerne les projets de conventions internationales douanières sur le tourisme et sur les véhicules routiers commerciaux.

⁸ Par une communication accompagnant l'instrument d'adhésion, le Gouvernement suédois a indiqué son intention d'appliquer les dispositions de l'Accord à partir du 1^{er} juillet 1950.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | <i>Signature définitive (*) ratification, adhésion (a) notification de succession (d)</i> | |
|--|------------------|---|--------|
| | | | |
| TCHÉCOSLOVAQUIE ⁹ | 28 décembre 1949 | | |
| TURQUIE ¹⁰ | | 16 janvier | 1957 a |
| UNION ÉCONOMIQUE BELGO- LUXEMBOURGEOISE | 16 juin 1949 | | |
| YOUgoslavie | | 10 juillet | 1958 a |

⁹ Avec la déclaration selon laquelle la signature ne vaut que pour les projets de conventions internationales douanières sur les véhicules routiers commerciaux et sur le transport international des marchandises par la route et avec la réserve que la date d'entrée en vigueur de ce dernier projet de convention sera fixée ultérieurement selon les résultats de la

réunion des experts en matière douanière de la Commission économique européenne qui se tiendra à Genève, le 20 février 1950.

¹⁰ Seulement en ce qui concerne le projet de convention internationale douanière sur le tourisme.

Application territoriale

| <i>Notification de :</i> | <i>Date de réception de la notification</i> | <i>Extension à :</i> |
|--------------------------|---|---|
| ROYAUME-UNI | 17 mars 1950 | En ce qui concerne le projet de convention douanière internationale sur le tourisme seulement : Gibraltar, île de Malte, île Maurice, Nyassaland, Sarawak et protectorat de la Somalie britannique. |
| | 28 juillet 1950 | En ce qui concerne le projet de convention douanière internationale sur le tourisme seulement : colonie d'Aden, Chypre, îles Fidji, Sainte-Hélène et Seychelles. |
| | 18 octobre 1950 | En ce qui concerne le projet de convention douanière internationale sur le tourisme seulement : Bornéo du Nord, Fédération de Malaisie, Guyane britannique, Honduras britannique, Sierra Leone, Singapour, îles Sous-le-Vent, Trinité et colonies des îles du Vent. |
| | | En ce qui concerne le projet de convention douanière internationale sur les véhicules routiers commerciaux : Sierra Leone et Singapour. |
| | 7 septembre 1951 | En ce qui concerne le projet de convention douanière internationale sur le tourisme seulement : Brunéi, Gambie, Jamaïque, Kenya, Ouganda, Tanganyika et Zanzibar. |
| | | En ce qui concerne le projet de convention douanière internationale sur les véhicules routiers commerciaux : Brunéi, Gambie, Kenya, Ouganda et Tanganyika. |
| | 6 février 1952 | En ce qui concerne le projet de convention douanière internationale sur le tourisme seulement : Rhodésie du Nord. |
| | | En ce qui concerne le projet de convention douanière internationale sur les véhicules routiers commerciaux : Nyassaland et Rhodésie du Nord. |

Dénonciations

| <i>Etat</i> | <i>Date de réception de la notification</i> | | <i>A compter du :</i> | | <i>A l'égard du projet de convention sur :</i> |
|----------------|---|------|-------------------------|------|--|
| AUTRICHE | 25 avril | 1961 | 1 ^{er} janvier | 1962 | Tourisme |
| | 15 octobre | 1963 | 1 ^{er} janvier | 1965 | Véhicules routiers commerciaux |
| | | | | | Transport international des marchandises par route |

| <i>Etat</i> | <i>Date de réception de la notification</i> | | <i>A compter du :</i> | | <i>A l'égard du projet de convention sur :</i> |
|------------------------------|---|------|-------------------------|------|--|
| DANEMARK ¹¹ | 15 septembre | 1961 | 1 ^{er} janvier | 1962 | Tourisme Véhicules routiers commerciaux Transport international des marchandises par route |
| FRANCE | 16 mai | 1960 | 1 ^{er} janvier | 1961 | Tourisme Véhicules routiers commerciaux Transport international des marchandises par route |
| ITALIE ¹² | 20 février | 1964 | 1 ^{er} janvier | 1965 | Tourisme Véhicules routiers commerciaux Transport international des marchandises par route |
| LIECHTENSTEIN | 7 juillet | 1960 | 1 ^{er} janvier | 1961 | Tourisme Véhicules routiers commerciaux Transport international des marchandises par route |
| NORVÈGE | 2 mars | 1960 | 1 ^{er} janvier | 1961 | Transport international des marchandises par route |
| | 3 février | 1965 | 1 ^{er} janvier | 1966 | Tourisme Véhicules routiers commerciaux |
| PAYS-BAS ¹³ | 15 septembre | 1960 | 1 ^{er} janvier | 1961 | Tourisme Véhicules routiers commerciaux Transport international des marchandises par route |
| POLOGNE | 20 octobre | 1961 | 1 ^{er} janvier | 1963 | Transport international des marchandises par route |
| ROYAUME-UNI | 30 septembre | 1958 | 1 ^{er} janvier | 1959 | Tourisme |
| | 30 juillet | 1959 | 1 ^{er} janvier | 1960 | Véhicules routiers commerciaux |
| SUÈDE | 25 février | 1959 | 1 ^{er} janvier | 1960 | Tourisme Véhicules routiers commerciaux |
| | 30 septembre | 1965 | | | Transport international des marchandises par route |
| SUISSE | 7 juillet | 1960 | 1 ^{er} janvier | 1961 | Tourisme Véhicules routiers commerciaux Transport international des marchandises par route |
| TURQUIE | 10 août | 1964 | 1 ^{er} janvier | 1965 | Tourisme |
| YUGOSLAVIE | 8 décembre | 1960 | 1 ^{er} janvier | 1962 | Tourisme Transport international des marchandises par route |
| | 29 janvier | 1964 | 1 ^{er} janvier | 1965 | Véhicules routiers commerciaux |

¹¹ Dans l'avis de dénonciation, le Gouvernement danois a fait la déclaration suivante :

Toutefois, le Gouvernement danois considère que sa dénonciation vise uniquement les Parties aux trois projets de conventions, qui ont déjà adhéré aux conventions suivantes et les ont déjà ratifiées, ou y adhéreront et les ratifieront à l'avenir : Convention douanière relative à l'importation temporaire pour usage privé des embarcations de plaisance et des aéronefs, en date du 18 mai 1956, Convention douanière relative à l'importation temporaire des véhicules routiers commerciaux, signée à Genève le 18 mai 1956, et Convention douanière relative au transport international de marchandises sous le couvert de carnets T.I.R., en date du 15 janvier 1959.

¹² Dans son avis de dénonciation, le Gouvernement italien a fait la déclaration ci-après :

"Toutefois, le Gouvernement italien considère que cette dénonciation vise uniquement les Parties aux trois projets de Conventions, qui ont déjà adhéré aux Conventions suivantes et les ont déjà ratifiées, ou y adhéreront et les ratifieront

à l'avenir : Convention douanière relative à l'importation temporaire pour usage privé des embarcations de plaisance et des aéronefs, en date du 18 mai 1956, Convention douanière relative à l'importation temporaire des véhicules routiers commerciaux, signée à Genève le 18 mai 1956, et Convention douanière relative au transport international de marchandises sous le couvert de carnets T.I.R., en date du 15 janvier 1959."

¹³ Dans son avis de dénonciation, le Gouvernement néerlandais a fait la déclaration ci-après :

Toutefois, en ce qui concerne le projet de convention douanière sur le transport international des marchandises par la route annexé à l'Accord du 16 juin 1949, le Gouvernement néerlandais ne se considérera comme délié de ses obligations que dans ses relations avec les Parties au projet de convention à l'égard desquelles la Convention douanière du 15 janvier 1959 est entrée en vigueur, et ce à partir de la date à laquelle ladite Convention de 1959 produira ses effets entre lesdites Parties et le Royaume des Pays-Bas.

2. Protocole additionnel à l'Accord relatif à l'application provisoire des projets de conventions internationales douanières sur le tourisme, sur les véhicules routiers commerciaux et sur le transport international des marchandises par la route

Signé à Genève le 16 juin 1949

ENTRÉE EN VIGUEUR : 1^{er} janvier 1950.

ENREGISTREMENT : 1^{er} janvier 1950, n° 696.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 45, p. 158.

EXTINCTION : Voir note à la page 201.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Adhésion</i> | |
|--|------------------|------|-----------------|------|
| AUTRICHE | 27 décembre | 1949 | | |
| DANEMARK | 29 décembre | 1949 | | |
| FRANCE | 16 juin | 1949 | | |
| ITALIE | 16 juin | 1949 | | |
| NORVÈGE | 16 juin | 1949 | | |
| PAYS-BAS | 16 juin | 1949 | | |
| ROYAUME-UNI | 16 juin | 1949 | | |
| SUISSE | 16 juin | 1949 | | |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 28 décembre | 1949 | | |
| TURQUIE | | | 16 janvier | 1957 |
| UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE | 16 juin | 1949 | | |

3. Protocole additionnel à l'Accord relatif à l'application provisoire des projets de conventions internationales douanières sur le tourisme, sur les véhicules routiers commerciaux et sur le transport international des marchandises par la route concernant le transport international des marchandises au moyen de containers sous le régime du carnet TIR.

Signé à Genève le 11 mars 1950

ENTRÉE EN VIGUEUR : 11 mars 1950.

ENREGISTREMENT : 7 juin 1950, n° 696.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 65, p. 319.

ABROGATION : Voir note à la page 201.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Signature définitive (*) ratification, adhésion (a)</i> | |
|--|------------------|------|--|---------------|
| DANEMARK | | | 7 juillet | 1950* |
| FRANCE | | | 11 mars | 1950* |
| ITALIE | 11 mars | 1950 | 26 janvier | 1954 |
| PAYS-BAS | | | 11 mars | 1950* |
| SUÈDE | | | 7 décembre | 1950 <i>a</i> |
| SUISSE | | | 11 mars | 1950* |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 6 septembre | 1950 | | |
| UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE .. | 11 mars | 1950 | | |

4. Protocole additionnel portant modification de certaines dispositions de l'Accord relatif à l'application provisoire des projets de conventions internationales douanières sur le tourisme, sur les véhicules routiers commerciaux et sur le transport international des marchandises par la route

En date, à Genève, du 28 novembre 1952

ENTRÉE EN VIGUEUR : 7 juillet 1955, conformément à l'article VI. A partir de son entrée en vigueur, ce Protocole est devenu partie intégrante de l'Accord du 16 juillet 1949, conformément à son article VII.

ENREGISTREMENT : 7 juillet 1955, n° 696.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 212, p. 296.

EXTINCTION : Voir note à la page 201.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | <i>Signature définitive (*) ratification</i> |
|--|------------------|--|
| AUTRICHE | | 3 juin 1954* |
| DANEMARK | | 28 novembre 1952* |
| FRANCE | | 28 novembre 1952* |
| ITALIE | 28 novembre 1952 | 7 juillet 1955 |
| NORVÈGE | | 10 février 1954* |
| PAYS-BAS | | 28 novembre 1952* |
| SUÈDE | | 28 novembre 1952* |
| SUISSE | | 28 novembre 1952* |
| UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE .. | 5 décembre 1952 | |

5. Convention internationale pour faciliter l'importation des échantillons commerciaux et du matériel publicitaire

En date, à Genève, du 7 novembre 1952¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 20 novembre 1955, conformément à l'article XI.

ENREGISTREMENT : 20 novembre 1955, n° 3010.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 221, p. 255.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a) notification de succession (d)</i> | |
|---|------------------|------|--|----------------------|
| AUSTRALIE | | | 6 janvier | 1956 a |
| AUTRICHE | | | 8 juin | 1956 a |
| BELGIQUE | 30 juin | 1953 | 28 août | 1957 |
| CEYLAN ² | | | 28 octobre | 1959 a |
| CHYPRE | | | 16 mai | 1963 d |
| CONGO (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU) | | | 31 mai | 1962 d |
| DANEMARK | | | 5 octobre | 1955 a |
| ESPAGNE ³ | | | 9 septembre | 1954 a |
| ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ... | 28 mai | 1953 | 17 septembre | 1957 |
| FÉDÉRATION DE LA RHODÉSIE ET DU NYASSALAND | | | [30 avril | 1956 a] ⁴ |
| FINLANDE | | | 27 mai | 1954 a |
| FRANCE | | | 7 février | 1964 a |
| GHANA | | | 7 avril | 1958 d |
| GRÈCE | 12 juin | 1953 | 10 février | 1955 |
| GUINÉE | | | 8 mai | 1962 a |
| HAÏTI | | | 12 février | 1958 a |
| HONGRIE | | | 3 juin | 1957 a |
| INDE | | | 3 août | 1954 a |
| INDONÉSIE | | | 21 avril | 1954 a |
| IRLANDE | | | 23 avril | 1959 a |
| ISRAËL | | | 8 octobre | 1957 a |
| ITALIE | | | 20 février | 1958 a |
| JAMAÏQUE | | | 11 novembre | 1963 d |
| JAPON | | | 2 août | 1955 a |
| KENYA | | | 3 septembre | 1965 a |
| LUXEMBOURG | | | 9 septembre | 1957 a |
| MALAISIE | | | 21 août | 1958 d |
| MALTE | | | 27 juin | 1968 d |
| NIGÉRIA | | | 26 juin | 1961 d |
| NORVÈGE | | | 2 novembre | 1954 a |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | | | 19 avril | 1957 a |
| OUGANDA | | | 15 avril | 1965 a |
| PAKISTAN | | | 12 octobre | 1953 a |
| PAYS-BAS ⁵ | | | 3 mai | 1955 a |
| POLOGNE | | | 18 février | 1960 a |
| PORTUGAL | | | 24 septembre | 1956 a |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE | | | 29 septembre | 1955 a |

¹ La Convention a été élaborée par les Parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce à sa septième session, tenue à Genève en novembre 1952. La conclusion d'une telle convention avait été recommandée aux Parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce par le Conseil économique et social des Nations Unies, dans sa résolution 347 (XII) du 7 mars 1951. Pour le texte de cette résolution, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, douzième session, Supplément n° 1 (E/1987)*, p. 7.

² Par une communication reçue le 29 janvier 1963, le Gouvernement ceylanais a informé le Secrétaire général qu'il reti-

rait la réserve faite lors de son adhésion à la Convention. Pour le texte de cette réserve, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 349, p. 335.

³ Par une communication reçue le 17 juin 1959, le Gouvernement espagnol a informé le Secrétaire général qu'il retirait la réserve faite lors de son adhésion. Pour le texte de cette réserve, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 221, p. 282.

⁴ Voir note 16, p. 87.

⁵ L'instrument d'adhésion stipule que le Royaume des Pays-Bas adhère à la Convention pour le Royaume en Europe, et pour le Surinam, les Antilles néerlandaises et la Nouvelle-Guinée néerlandaise.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | <i>Ratification, adhésion (a) notification de succession (d)</i> | |
|---|------------------|--|---------------|
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ⁶ | 12 juin 1953 | 2 septembre | 1955 |
| RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE | | 28 novembre | 1962 <i>a</i> |
| ROUMANIE | | 15 novembre | 1968 <i>a</i> |
| ROYAUME-UNI | 30 juin 1953 | 21 octobre | 1955 |
| RWANDA | | 1 ^{er} décembre | 1964 <i>d</i> |
| SIERRA-LEONE | | 13 mars | 1962 <i>d</i> |
| SINGAPOUR | | 7 juin | 1966 <i>d</i> |
| SUÈDE | 30 juin 1953 | 23 février | 1955 |
| SUISSE | | 4 décembre | 1954 <i>a</i> |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | | 12 janvier | 1956 <i>a</i> |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | | 11 avril | 1966 <i>d</i> |
| TURQUIE | | 8 décembre | 1956 <i>a</i> |
| YOUgoslavie | | 29 mai | 1956 <i>a</i> |

Déclarations et réserves

INDE

La franchise de droits à l'importation ne sera consentie que pour les catalogues, prix courants et notices commerciales qui seront fournis gratuitement.

MALTE

Aux fins de l'application du paragraphe 5 de l'article III de la Convention, le délai fixé par le Gouvernement maltais pour la réexportation des échantillons qui bénéficieront de l'exonération des droits à l'importation prévue par ledit article sera de trois mois et pourra être prorogé si des raisons suffisantes le justifient.

OUGANDA

L'Ouganda ne sera pas lié par l'article V de la Convention.

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

La République fédérale d'Allemagne ne peut considérer le café torréfié, les extraits de café et de thé et les tabacs, non plus que le papier à cigarettes, comme des échantillons de valeur négligeable. Aucun des privilèges à l'article II de la Convention internationale pour faciliter l'importation des échantillons commerciaux et du matériel publicitaire ne pourra être accordé lors de l'importation, sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne, des produits énumérés ci-dessus.

REPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE

Conformément à l'article XIV, le Tanganyika [République-Unie de Tanzanie] se réserve le droit de ne pas

admettre les films publicitaires en franchise temporaire des droits à l'importation.

ROUMANIE

"a) En adhérant à la Convention internationale pour faciliter l'importation des échantillons commerciaux et du matériel publicitaire, faite à Genève, le 7 novembre 1952, dans l'intérêt du développement de la coopération économique internationale, la République socialiste de Roumanie estime que les négociations directes entre les Parties en litige, prévues à l'article VIII, alinéa 1^{er}, de la Convention, constituent le moyen de résoudre les litiges dans l'esprit de la coopération entre les Etats et du plein respect de leurs intérêts.

"b) Le Conseil d'Etat de la République socialiste de Roumanie estime que le maintien de l'état de dépendance de certains territoires auxquels se réfère la réglementation de l'article XIII de la Convention susmentionnée, n'est pas en concordance avec la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux, adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU le 14 décembre 1960, par la résolution 1514 (XV), par laquelle on proclame la nécessité de mettre fin d'une manière rapide et sans conditions au colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations.

TRINITE-ET-TOBAGO

Le paragraphe 6 de l'article III de la Convention ne peut pas s'appliquer à la Trinité, étant donné que le Département des douanes et des contributions indirectes ne dispose pas d'une comptabilité indépendante et que les remboursements ont lieu sur présentation de bordereaux du Trésor.

⁶ Par une communication reçue par le Secrétaire général le 15 décembre 1955, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a déclaré que la Convention s'applique également au Land de Berlin, à partir de la date de son entrée en vigueur pour la République fédérale d'Allemagne.

Dans la lettre accompagnant l'instrument d'adhésion, le Gouvernement de la Roumanie a déclaré qu'il estime que le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne n'a pas la compétence d'étendre à Berlin-Ouest l'application de cette Convention parce que le Berlin-Ouest ne fait pas partie du territoire de la République fédérale d'Allemagne.

Application territoriale

| <i>Notification de:</i> | <i>Date de réception de la notification</i> | <i>Extension à:</i> |
|---------------------------|---|--|
| AUSTRALIE | 12 janvier 1956 | Papua et Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée. |
| BELGIQUE | 28 août 1957 | Congo belge et Territoire sous tutelle du Ruanda-Urundi. |
| ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ... | 17 septembre 1957 | Toutes les possessions américaines, à l'exception des îles Samoa américaines, de l'île de Guam, du récif Kingman, de l'île Johnston, des îles Midway, des îles Vierges et de l'île Wake. |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 19 avril 1957 | Iles Cook (y compris Nioué), îles Tokelau et Territoire sous tutelle du Samoa-Occidental. |
| ROYAUME-UNI | 21 octobre 1955 | Ile de Man. |
| | 5 février 1957 | Aden, Barbade, Bornéo du Nord, Chypre, Côte-de-l'Or, îles Falkland, Fédération de Malaisie, Fédération de la Nigéria, îles Fidji, Gambie, Gibraltar, Guyane britannique, Honduras britannique, Hongkong, Jamaïque, Kenya (avec réserve), Malte (avec réserves), île Maurice, Ouganda (avec réserve), Sainte-Hélène, Sarawak, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, protectorat de la Somalie britannique, îles Sous-le-Vent (Antigua, Montserrat, Saint-Christophe, Nièves et Anguilla, îles Vierges britanniques), Tanganyika (avec réserve), Tonga, Trinité-et-Tobago (avec réserve), îles du Vent (Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent) et Zanzibar. |

Réserves faites au moment des notifications relatives à l'application territoriale

KENYA⁷

Le Kenya ne sera pas lié par l'article V de la Convention.

MALTE⁸

i) Le délai prévu par la loi pour la réexportation des marchandises dédouanées sous le régime de l'importation temporaire est de trois mois, mais ce délai peut être prolongé à l'appui d'une raison suffisante; ii) si toutes les marchandises ne sont pas réexportées de Malte, le cautionnement déposé en garantie des droits de douane sera acquis au Trésor; iii) les échantillons de grande valeur seront soumis à un contrôle en vertu des dispositions relatives à l'importation temporaire et des règlements à édicter conformément au paragraphe 3 de l'article III de la Convention.

⁷ Le Kenya a adhéré à la Convention le 3 septembre 1965, sans réserve.

⁸ Dans sa notification de succession à la Convention, le Gouvernement maltais n'a maintenu que la réserve mentionnée sous l'alinéa i.

OUGANDA⁹

L'Ouganda ne sera pas lié par l'article V de la Convention.

TANGANYIKA¹⁰

Le Tanganyika ne sera pas lié par l'article V de la Convention.

TRINITÉ-ET-TOBAGO¹¹

Le paragraphe 6 de l'article III de la Convention ne peut pas s'appliquer à la Trinité, étant donné que le Département des douanes et des contributions indirectes ne dispose pas d'une comptabilité indépendante et que les remboursements ont lieu sur présentation de bordereaux du Trésor.

⁹ L'Ouganda a adhéré à la Convention le 15 avril 1965 avec la même réserve. Voir p. 208.

¹⁰ Pour la réserve faite par la République-Unie de Tanzanie lors de son adhésion, voir p. 208.

¹¹ Le Gouvernement de la Trinité-et-Tobago a maintenu cette réserve lors de sa succession à la Convention. Voir p. 208.

6. Convention sur les facilités douanières en faveur du tourisme

En date, à New York, du 4 juin 1954^{1, 2}

ENTRÉE EN VIGUEUR : 11 septembre 1957, conformément à l'article 16.

ENREGISTREMENT : 11 septembre 1957, n° 3992.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 276, p. 191.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a) notification de succession (d)</i> | |
|---------------------------|------------------|------|--|--------|
| ALGÉRIE | | | 31 octobre | 1963 a |
| ARGENTINE | 4 juin | 1954 | | |
| AUSTRALIE | | | 6 janvier | 1967 a |
| AUTRICHE | 4 juin | 1954 | 30 mars | 1956 |
| BELGIQUE | 4 juin | 1954 | 21 février | 1955 |
| BULGARIE | | | 7 octobre | 1959 a |
| CAMBODGE | 4 juin | 1954 | 29 novembre | 1955 |
| CANADA | | | 1 ^{er} juin | 1955 a |
| CEYLAN | 4 juin | 1954 | 28 novembre | 1955 |
| CHYPRE | | | 16 mai | 1963 d |
| COSTA RICA | 20 juillet | 1954 | 4 septembre | 1963 |
| CUBA | 4 juin | 1954 | 23 octobre | 1963 |
| DANEMARK | | | 13 octobre | 1955 a |
| EL SALVADOR | | | 18 juin | 1958 a |
| EQUATEUR | 4 juin | 1954 | 30 août | 1962 |
| ESPAGNE | 4 juin | 1954 | 18 août | 1958 |
| ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ... | 4 juin | 1954 | 25 juillet | 1956 |
| FINLANDE | | | 21 juin | 1962 a |
| FRANCE | 4 juin | 1954 | 24 avril | 1959 |
| GHANA | | | 16 juin | 1958 a |
| GUATEMALA | 4 juin | 1954 | | |
| HAÏTI | 4 juin | 1954 | 12 février | 1958 |
| HONDURAS | 15 juin | 1954 | | |
| HONGRIE | | | 29 octobre | 1963 a |
| INDE | 30 décembre | 1954 | 5 mai | 1958 |
| IRAN | | | 3 avril | 1968 a |
| IRLANDE | | | 14 août | 1967 a |
| ISRAËL | | | 1 ^{er} août | 1957 a |
| ITALIE | 4 juin | 1954 | 12 février | 1958 |
| JAMAÏQUE | | | 11 novembre | 1963 d |
| JAPON | 2 décembre | 1954 | 7 septembre | 1955 |
| JORDANIE | | | 18 décembre | 1957 a |
| LUXEMBOURG | 6 décembre | 1954 | 21 novembre | 1956 |
| MALAISIE | | | 7 mai | 1958 d |
| MALTE | | | 3 janvier | 1966 d |
| MAROC | | | 25 septembre | 1957 a |
| MEXIQUE | 4 juin | 1954 | 13 juin | 1957 |
| MONACO | 4 juin | 1954 | | |

¹ La Convention a été adoptée par la Conférence des Nations Unies sur les formalités douanières concernant l'importation temporaire des véhicules de tourisme et le tourisme, tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, du 11 mai au 4 juin 1954. Elle a également adopté le Protocole additionnel à ladite Convention, relatif à l'importation de documents et de matériel de propagande touristique, et la Convention douanière relative à l'importation temporaire des véhicules routiers privés. La Conférence a été convoquée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies conformément à la résolution 468 F (XV) adoptée par le Conseil économique et social des Nations Unies le 15 avril 1953. Pour le texte de cette résolution, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quinzième session, Supplément n° 1 (E/2419)*, p. 9. Pour le texte de l'Acte final de la Conférence, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 276, p. 191.

² Par une communication reçue par le Secrétaire général le 9 août 1966, le Gouvernement néerlandais a proposé un amendement au paragraphe 3 de l'article 2 de la Convention, aux fins d'insérer après les mots "un appareil récepteur de radio portatif" les mots "un appareil de télévision portatif". Le Secrétaire général a transmis le texte de l'amendement proposé à tous les Etats contractants le 6 septembre 1966. Comme aucun Etat contractant n'a formulé d'objection contre l'amendement proposé dans le délai de six mois à compter de la date à laquelle le texte en a été transmis, l'amendement est réputé accepté, conformément au paragraphe 2 de l'article 23 de la Convention. Conformément au paragraphe 3 du même article, l'amendement est entré en vigueur pour tous les Etats contractants trois mois après l'expiration dudit délai de six mois, soit le 6 juin 1967.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a) notification de succession (d)</i> | |
|---|------------------|------|--|-------------------|
| NÉPAL | | | 21 septembre | 1960 <i>a</i> |
| NIGÉRIA | | | 26 juin | 1961 <i>d</i> |
| NORVÈGE | | | 10 octobre | 1961 <i>a</i> |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | | | 17 août | 1962 <i>a</i> |
| OUGANDA | | | 15 avril | 1965 <i>a</i> |
| PANAMA | 4 juin | 1954 | | |
| PAYS-BAS ³ | 4 juin | 1954 | 7 mars | 1958 |
| PÉROU | | | 16 janvier | 1959 <i>a</i> |
| PHILIPPINES | 4 juin | 1954 | 9 février | 1960 |
| POLOGNE | | | 16 mars | 1960 <i>a</i> |
| PORTUGAL | 4 juin | 1954 | 18 septembre | 1958 |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE ... | 4 juin | 1954 | 4 avril | 1957 |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | | | 15 octobre | 1962 <i>a</i> |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE | 4 juin | 1954 | | |
| RÉPUBLIQUE DU VIET-NAM .. | | | 31 janvier | 1956 <i>a</i> |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ⁴ | 4 juin | 1954 | 16 septembre | 1957 |
| RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE | | | 22 juin | 1964 <i>a</i> |
| ROUMANIE | | | 26 janvier | 1961 <i>a</i> |
| ROYAUME-UNI | 4 juin | 1954 | 27 février | 1956 |
| RWANDA | | | 1 ^{er} décembre | 1964 <i>d</i> |
| SAINT-SIÈGE | 4 juin | 1954 | | |
| SIERRA LEONE | | | 13 mars | 1962 <i>d</i> |
| SINGAPOUR | | | 22 novembre | 1966 <i>d</i> |
| SUÈDE | 4 juin | 1954 | 11 juin | 1957 |
| SUISSE | 4 juin | 1954 | 23 mai | 1956 |
| SYRIE | | | 26 mars | 1959 ⁵ |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | | | 11 avril | 1966 <i>d</i> |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES ... | | | 17 août | 1959 <i>a</i> |
| URUGUAY | 4 juin | 1954 | 8 septembre | 1967 |
| YOUgoslavie | | | 10 juillet | 1958 <i>a</i> |

Déclarations et réserves

ALGERIE

“La République algérienne démocratique et populaire se réserve le droit, nonobstant l'article premier de ladite Convention, de ne pas considérer comme touristes les personnes qui au cours de leur visite accepteraient une quelconque occupation rémunérée.

“La République algérienne démocratique et populaire ne se considère pas comme liée par les dispositions de l'article 21 de ladite Convention, relatives à l'arbitrage obligatoire, et déclare que l'accord de toutes les parties en cause est nécessaire pour soumettre à l'arbitrage chaque différend particulier.”

³ L'instrument de ratification stipule que le Royaume des Pays-Bas ratifie la Convention pour le Royaume en Europe, et pour le Surinam, les Antilles néerlandaises et la Nouvelle-Guinée néerlandaise.

⁴ Par une note accompagnant l'instrument de ratification, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a déclaré que cette Convention, le Protocole additionnel à ladite Convention et la Convention douanière relative à l'importation temporaire des véhicules routiers privés s'appliqueraient également au Land de Berlin.

Eu égard à la déclaration précitée, des communications ont été adressées au Secrétaire général par le Gouvernement de

BULGARIE⁶

... la République populaire de Bulgarie ne se considère pas engagée par rapport à l'arbitrage visé à l'article 21, paragraphes 2 et 3.

CUBA

Le Gouvernement révolutionnaire cubain ne se considère pas lié par les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 21 de la Convention.

DANEMARK

Nonobstant les dispositions de l'article 3 de cette Convention, les pays scandinaves pourront édicter des

l'Union des Républiques socialistes soviétiques, d'une part, et par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, d'autre part. En ce qui concerne la nature de ces communications, voir note 4, p. 45.

⁵ Notification de la République arabe unie. Voir note 3, p. 4.

⁶ Les Gouvernements italien et suisse ont informé le Secrétaire général qu'ils font objection à cette réserve. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a informé le Secrétaire général qu'il n'a pas d'objection à cette réserve, mais considère qu'il est en mesure d'appliquer cette réserve, dans des conditions de réciprocité, à l'égard de la Bulgarie, et déclare par les présentes qu'il compte le faire.

règles particulières applicables aux personnes qui résident dans ces pays.

FINLANDE

i) Nonobstant les dispositions de l'article 3, le Gouvernement finlandais pourra édicter des règles particulières applicables aux personnes qui résident dans les pays scandinaves ;

ii) Compte tenu des dispositions pertinentes de la législation finlandaise, le Gouvernement finlandais applique la règle énoncée au deuxième paragraphe de l'article 10, pour autant qu'il s'agit de l'alinéa c, aux touristes âgés de moins de 21 ans.

GHANA

1) Que l'exemption relative aux armes et munitions prévue au paragraphe 3 de l'article 2 de la Convention ne sera pas applicable au Ghana.

2) Que l'autorisation accordée par l'alinéa b de l'article 4 de la Convention d'exporter des souvenirs de voyage, dans la limite d'une valeur totale de 100 dollars (des Etats-Unis d'Amérique), avec dispense des formalités relatives au contrôle des changes et en exonération des droits d'exportation ne s'appliquera pas au Ghana.

GUATEMALA

Le Gouvernement du Guatemala se réserve le droit :

1) Nonobstant les termes de l'article premier, de ne pas considérer comme touristes les personnes qui se rendent dans le pays pour affaires ;

2) De considérer que les dispositions de l'article 19 ne s'appliquent pas aux territoires dont la situation fait l'objet d'une contestation et qui sont administrés *de facto* par un autre Etat.

HAÏTI

"La délégation d'Haïti réserve le droit de son gouvernement de ne pas admettre au bénéfice des avantages prévus par la Convention sur les facilités douanières en faveur du tourisme les personnes qui, au cours de leur visite comme touristes en Haïti, accepteraient un emploi salarié ou une quelconque occupation rémunérée."

HONGRIE

. . . la République populaire hongroise ne se considère pas liée par les termes des paragraphes 2 et 3 de l'article 21 de la Convention.

OUGANDA

Article 2

Le Gouvernement ougandais sera lié par l'article 2 à condition que le séjour d'un touriste dans les territoires d'Afrique orientale ne dépasse pas 6 mois ; toutefois, il ne sera pas lié par l'article 2 dans la mesure où celui-ci vise les phonographes portatifs et disques, les appareils portatifs d'enregistrement du son, les appareils récepteurs de radio portatifs, les tentes et autre équipement de camping, les attirails de pêcheur, les cycles sans moteur, les skis, les raquettes de tennis et autres articles analogues, si la durée du séjour dans les territoires ne dépasse pas 6 mois, mais il s'engage à

autoriser l'importation temporaire de ces articles, sous couvert d'un titre d'importation temporaire.

Article 3

Le Gouvernement ougandais ne sera pas lié par l'article 3, mais il s'engage à faire montre d'une tolérance raisonnable.

Article 4

Le Gouvernement ougandais ne sera pas lié par l'article 4 et se réserve le droit d'exiger des titres d'importation temporaire pour les articles qui y sont énumérés.

POLOGNE⁷

"1. Le Gouvernement de la République populaire de Pologne se réserve le droit de ne pas appliquer les dispositions de l'article 4 de la Convention sur les facilités douanières en faveur du tourisme.

"2. Nonobstant l'article 21 de la Convention, un différend ne peut être soumis à l'arbitrage qu'en vertu d'un accord de tous les Etats en litige dont le consentement est nécessaire à la désignation d'un arbitre ou des arbitres."

REPUBLIQUE ARABE UNIE

"La délégation égyptienne réserve le droit de son gouvernement de ne pas admettre au bénéfice des dispositions de la Convention sur les facilités douanières en faveur du tourisme les personnes qui, lorsqu'elles visitent l'Egypte en qualité de touristes, prennent un emploi, rémunéré ou non."

REPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE⁸

Le Gouvernement de la République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar (Tanzanie) ne sera pas lié par l'article 3 de la Convention, mais s'engage à faire montre d'une tolérance raisonnable en ce qui concerne les produits qui y sont énumérés.

ROUMANIE⁹

"La République populaire roumaine ne se considère pas liée par les stipulations de l'article 21, paragraphes 2 et 3 de la Convention. La position de la République populaire roumaine est qu'un différend concernant l'interprétation ou l'application de la Convention ne peut être soumis à l'arbitrage qu'avec l'accord de toutes les parties au différend et que seules les personnes choisies d'un commun accord par toutes ces parties peuvent exercer les fonctions d'arbitre."

⁷ Les Gouvernements italien et suisse ont informé le Secrétaire général qu'ils font objection à ces réserves

⁸ Par une communication reçue le 2 août 1965, le Gouvernement portugais a informé le Secrétaire général que, conformément au paragraphe 7 de l'article 20 et au paragraphe 7 de l'article 14 respectivement de la Convention et du Protocole additionnel, le Portugal se réservait le droit de ne pas étendre à la République-Unie de Tanzanie le bénéfice des dispositions de la Convention et du Protocole additionnel auxquelles s'appliquent les réserves formulées par la République-Unie de Tanzanie lors de son adhésion.

⁹ Les Gouvernements suisse et vietnamien ont informé le Secrétaire général qu'ils font objection à cette réserve. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a informé le Secrétaire général qu'il n'a pas d'objection à cette réserve, mais considère qu'il est en mesure d'appliquer cette réserve, dans des conditions de réciprocité, à l'égard de la Roumanie, et déclare par les présentes qu'il compte le faire.

SUEDE

Nonobstant les dispositions de l'article 3 de la Convention sur les facilités douanières en faveur du tourisme, les pays scandinaves pourront édicter des règles particulières applicables aux personnes qui résident dans ces pays.

SYRIE

Le Gouvernement se réserve le droit de refuser les privilèges et facilités prévus par ladite Convention aux touristes qui prennent un emploi, rémunéré ou non, pendant leur séjour dans le pays.

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES¹⁰

Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, considérant que les différends touchant l'interprétation ou l'application de la Convention sur les facilités douanières en faveur du tourisme peuvent être réglés par voie d'arbitrage, déclare qu'un différend ne peut être soumis à l'arbitrage que moyennant l'accord de toutes les parties en litige et que seules des personnes choisies d'un commun accord par toutes ces parties peuvent exercer les fonctions d'arbitre.

Application territoriale

| <i>Notification de:</i> | <i>Date de réception de la ratification</i> | | <i>Extension à :</i> |
|---------------------------|---|------|--|
| BELGIQUE | 21 février | 1955 | Congo belge et Territoire sous tutelle du Ruanda-Urundi, avec réserves ¹¹ . |
| ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ... | 25 juillet | 1956 | Alaska, Hawaii, Porto-Rico et îles Vierges. |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 21 mai | 1963 | Îles Cook (y compris Nioué). |
| PORTUGAL | 18 septembre | 1958 | Provinces d'outre-mer. |
| ROYAUME-UNI | 7 août | 1957 | Bornéo du Nord, Chypre, îles Fidji, Fédération de Malaisie, Jamaïque, Seychelles, Sierra-Leone, Singapour, protectorat de la Somalie britannique, Tonga et Zanzibar; et Malte avec réserve ¹² . |
| | 14 janvier | 1958 | Antigua, Bermudes, Brunéi, Dominique, Fédération de la Nigéria, Gambie, Gibraltar, Grenade, île Maurice, Montserrat, Sainte-Hélène, Saint-Vincent, protectorat des îles Salomon britanniques, Sarawak, îles Vierges; et Kenya, Ouganda et Tanganyika avec réserves ¹³ . |
| | 16 juin | 1959 | Barbade. |
| | 12 septembre | 1960 | Honduras britannique. |
| | 11 novembre | 1960 | Hong-kong. |
| | 9 janvier | 1961 | Saint-Christophe, Nièves et Anguilla. |
| | 15 septembre | 1961 | Trinité-et-Tobago |
| | 5 février | 1962 | Guyane britannique. |

¹⁰ Les Gouvernements suisse et italien ont informé le Secrétaire général qu'ils font objection à cette réserve. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a informé le Secrétaire général qu'il n'a pas d'objection à cette réserve, mais considère qu'il est en mesure d'appliquer cette réserve, dans des conditions de réciprocité, à l'égard de l'Union soviétique, et déclare par les présentes qu'il compte le faire. Le Gouvernement yougoslave a informé le Secrétaire général qu'il ne fait pas objection à ladite réserve, sous réserve des dispositions du paragraphe 7 de l'article 20 de la Convention.

¹¹ La Convention est applicable au territoire du Congo belge et aux territoires sous tutelle du Ruanda-Urundi sous les réserves suivantes :

- 1) L'importation temporaire d'armes à feu et de leurs munitions ne peut être envisagée sans document d'importation temporaire (art. 2 de la Convention);
- 2) L'exemption pour les vins, spiritueux, eaux de toilette et parfums doit rester limitée aux récipients entamés et sous réserve, notamment pour les boissons alcooliques, du respect des dispositions légales en vigueur (art. 3 de la Convention);
- 3) L'ivoire travaillé et les objets d'art indigène sont à l'exception du régime de la Convention (art. 4).

Le Gouvernement du Rwanda a notifié au Secrétaire général, le 1^{er} décembre 1964, qu'il avait succédé aux droits et aux obligations découlant de la Convention. Par la suite, le Gouvernement du Rwanda a fait savoir au Secrétaire général, par une communication parvenue le 10 février 1965, qu'il n'entendait maintenir aucune des réserves susmentionnées.

¹² La définition des "effets personnels" contenue au para-

graphe 3 de l'article 2 de la Convention ne comprendra pas "un appareil récepteur de radio portatif". Le 3 janvier 1966, le Gouvernement maltais a informé le Secrétaire général qu'il avait succédé à la Convention. Dans une communication reçue le 28 février 1966, le Gouvernement maltais a informé le Secrétaire général qu'il n'avait pas l'intention de maintenir ladite réserve, qui avait été faite en son nom par le Gouvernement du Royaume-Uni lors de la notification de l'application de la Convention à Malte.

¹³ i) Les Gouvernements du Kenya, de l'Ouganda et du Tanganyika ne seront pas liés par les dispositions de l'article 2 de la Convention dans la mesure où elles s'appliquent aux instruments de musique portatifs, aux phonographes portatifs et aux disques, aux appareils portatifs d'enregistrement du son, aux cycles sans moteur, aux armes de chasse et aux cartouches; ils s'engagent toutefois à autoriser l'importation temporaire de ces articles, conformément à la procédure prévue pour la délivrance de titres d'importation temporaire.

ii) Les Gouvernements du Kenya, de l'Ouganda et du Tanganyika ne seront pas liés par les dispositions de l'article 3 de la Convention, mais s'engagent à faire montre d'une tolérance raisonnable en ce qui concerne les produits qui y sont énumérés.

iii) Les Gouvernements du Kenya, de l'Ouganda et du Tanganyika ne seront pas liés par les dispositions de l'article 4 de la Convention et se réservent le droit d'exiger des titres d'importation temporaire pour les articles qui y sont énumérés. Pour les réserves faites lors de l'adhésion par les Gouvernements de l'Ouganda et de la République-Unie de Tanzanie, voir p. 212.

7. Protocole additionnel à la Convention sur les facilités douanières en faveur du tourisme, relatif à l'importation de documents et de matériel de propagande touristique

En date, à New York, du 4 juin 1954¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 28 juin 1956, conformément à l'article 10.

ENREGISTREMENT : 11 septembre 1957, n° 3992.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 276, p. 191.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a) notification de succession (d)</i> | |
|---|------------------|------|--|--------|
| ALGÉRIE | | | 31 octobre | 1963 a |
| ARGENTINE | 4 juin | 1954 | | |
| AUSTRALIE | | | 6 janvier | 1967 a |
| AUTRICHE | 4 juin | 1954 | 30 mars | 1956 |
| BELGIQUE | 4 juin | 1954 | 21 février | 1955 |
| BULGARIE | | | 7 octobre | 1959 a |
| CAMBODGE | 4 juin | 1954 | | |
| CHYPRE | | | 16 mai | 1963 d |
| COSTA RICA | 20 juillet | 1954 | 4 septembre | 1963 |
| CUBA | 4 juin | 1954 | 29 juin | 1964 |
| DANEMARK | | | 13 octobre | 1955 a |
| EL SALVADOR | | | 18 juin | 1958 a |
| EQUATEUR | 4 juin | 1954 | 30 août | 1962 |
| ESPAGNE | | | 5 septembre | 1958 a |
| FINLANDE | | | 21 juin | 1962 a |
| FRANCE | 4 juin | 1954 | 24 avril | 1959 |
| GHANA | | | 16 juin | 1958 a |
| HAÏTI | 4 juin | 1954 | 12 février | 1958 |
| HONDURAS | 15 juin | 1954 | | |
| HONGRIE | | | 29 octobre | 1963 a |
| INDE | | | 15 février | 1957 a |
| IRAN | | | 3 avril | 1968 a |
| IRLANDE | | | 14 août | 1967 a |
| ISRAËL | | | 1 ^{er} août | 1957 a |
| ITALIE | 4 juin | 1954 | 12 février | 1958 |
| JAMAÏQUE | | | 11 novembre | 1963 d |
| JAPON | 2 décembre | 1954 | 7 septembre | 1955 |
| JORDANIE | | | 18 décembre | 1957 a |
| LUXEMBOURG | 6 décembre | 1954 | 21 novembre | 1956 |
| MALAISIE | | | 7 mai | 1958 d |
| MALTE | | | 29 juillet | 1968 d |
| MAROC | | | 25 septembre | 1957 a |
| MEXIQUE | 4 juin | 1954 | 13 juin | 1957 |
| MONACO | 4 juin | 1954 | | |
| NÉPAL | | | 21 septembre | 1960 a |
| NIGÉRI ² | | | 26 juin | 1961 d |
| NORVÈGE | | | 10 octobre | 1961 a |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | | | 17 août | 1962 a |
| OUGANDA | | | 15 avril | 1965 a |
| PANAMA | 4 juin | 1954 | | |
| PAYS-BAS ² | 4 juin | 1954 | 7 mars | 1958 |
| PÉROU | | | 16 janvier | 1959 a |
| PHILIPPINES | 4 juin | 1954 | 9 février | 1960 |
| POLOGNE | | | 16 mars | 1960 a |
| PORTUGAL | | | 18 septembre | 1958 a |
| RÉPUBLIC ARABE UNIE | 4 juin | 1954 | 4 avril | 1957 |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | | | 15 octobre | 1962 a |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ³ | 4 juin | 1954 | 16 septembre | 1957 |

¹ Voir note 1, p. 210.

² L'instrument de ratification stipule que le Royaume des Pays-Bas ratifie le Protocole additionnel pour le Royaume en

Europe, et pour le Surinam, les Antilles néerlandaises et la Nouvelle-Guinée néerlandaise.

³ Voir note 4, p. 211.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a) notification de succession (d)</i> | |
|--|------------------|------|--|-------------------|
| RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE | | | 22 juin | 1964 <i>a</i> |
| ROUMANIE | | | 26 janvier | 1961 <i>a</i> |
| ROYAUME-UNI ⁴ | 4 juin | 1954 | 27 février | 1956 |
| RWANDA | | | 1 ^{er} décembre | 1964 <i>d</i> |
| SAINT-SIÈGE | 4 juin | 1954 | | |
| SIERRA LEONE | | | 13 mars | 1962 <i>d</i> |
| SINGAPOUR | | | 22 novembre | 1966 <i>d</i> |
| SUÈDE | 4 juin | 1954 | 11 juin | 1957 |
| SUISSE | 4 juin | 1954 | 23 mai | 1956 |
| SYRIE | | | 26 mars | 1959 ⁵ |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | | | 8 mars | 1967 <i>a</i> |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | | | 11 avril | 1966 <i>d</i> |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SO- CIALISTES SOVIÉTIQUES | | | 17 août | 1959 <i>a</i> |
| URUGUAY | 4 juin | 1954 | | |
| YUGOSLAVIE | | | 10 juillet | 1958 <i>a</i> |

Déclarations et réserves⁶

ALGERIE

“La République algérienne démocratique et populaire ne se considère pas comme liée par les dispositions de l'article 15 du Protocole relatives à l'arbitrage obligatoire et déclare que l'accord de toutes les parties en cause est nécessaire pour soumettre à l'arbitrage chaque différend particulier.”

BULGARIE⁷

...la République populaire de Bulgarie ne se considère pas engagée par rapport à l'arbitrage visé à l'article 15, paragraphes 2 et 3.

CUBA

Le Gouvernement révolutionnaire de la République de Cuba ne se considère pas lié par les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 15 du Protocole.

HONGRIE

...la République populaire hongroise ne se considère pas liée par les termes des paragraphes 2 et 3 de l'article 15 du Protocole.

MALTE

Nonobstant l'article 3 du Protocole additionnel, l'admission en franchise temporaire à Malte de matériel

⁴ Par une communication reçue le 4 mars 1959, le Gouvernement du Royaume-Uni a donné avis du retrait de la réserve à l'article 2 et a informé le Secrétaire général que... le Royaume-Uni donne plein effet à l'article 2 du Protocole additionnel depuis le 1^{er} janvier 1959.... Pour le texte de cette réserve, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 276, p. 205.

⁵ Notification de la République arabe unie. Voir note 3, p. 4.

⁶ Par une communication reçue le 16 septembre 1968, le Gouvernement japonais a notifié au Secrétaire général que, conformément au paragraphe 7 de l'article 14 du Protocole, il se réserve le droit de ne pas étendre aux Etats qui formulent des réserves le bénéfice des dispositions sur lesquelles portent lesdites réserves.

⁷ Les Gouvernements italien et suisse ont informé le Secrétaire général qu'ils font objection à cette réserve.

d'étalage (par exemple les vitrines, les supports et les objets similaires), d'enregistrements sonores et de drapeaux ne sera autorisée que sous réserve du dépôt auprès du contrôleur des douanes d'une somme équivalant au montant des droits auxquels seraient normalement assujettis les articles dont l'admission temporaire est autorisée, ou sous réserve de la fourniture d'une sûreté d'une valeur équivalente.

OUGANDA

Nonobstant les articles 2, 3 et 4 du Protocole additionnel, le Gouvernement ougandais se réserve le droit d'exiger des titres d'importation temporaire pour l'un quelconque des articles qui y sont énumérés et qui peuvent ou pourront à tout moment être soumis aux droits de douane.

POLOGNE⁸

“Nonobstant l'article 15 du Protocole, un différend ne peut être soumis à l'arbitrage qu'en vertu d'un accord de tous les Etats en litige dont le consentement est nécessaire à la désignation d'un arbitre ou des arbitres.”

REPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE⁹

Nonobstant les articles 2, 3 et 4 du Protocole additionnel, le Gouvernement de la République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar se réserve le droit d'exiger des titres d'importation temporaire pour l'un quelconque des articles qui y sont énumérés et qui pourront à tout moment être soumis aux droits de douane.

⁸ Le Gouvernement suisse a informé le Secrétaire général qu'il fait objection à cette réserve.

⁹ Par une communication reçue le 2 août 1965, le Gouvernement portugais a informé le Secrétaire général que, conformément au paragraphe 7 de l'article 20 et au paragraphe 7 de l'article 14 respectivement de la Convention et du Protocole additionnel, le Portugal se réserve le droit de ne pas étendre à la République-Unie de Tanzanie le bénéfice des dispositions de la Convention et du Protocole additionnel auxquelles s'appliquent les réserves formulées par la République-Unie de Tanzanie lors de son adhésion.

ROUMANIE¹⁰

“La République populaire roumaine ne se considère pas liée par les stipulations de l'article 15, paragraphes 2 et 3, du Protocole additionnel. La position de la République populaire roumaine est qu'un différend concernant l'interprétation ou l'application du Protocole additionnel ne peut être soumis à l'arbitrage qu'avec l'accord de toutes les parties au différend et que seules les personnes choisies d'un commun accord par toutes ces parties peuvent exercer les fonctions d'arbitre.”

TCHÈCOSLOVAQUIE

...la République socialiste tchécoslovaque ne sera tenue par aucune des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 15.

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES

Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, considérant que les différends touchant l'interprétation ou l'application du Protocole additionnel à la Convention sur les facilités douanières en faveur du tourisme peuvent être réglés par voie d'arbitrage, déclare qu'un différend ne peut être soumis à l'arbitrage que moyennant l'accord de toutes les parties en litige et que seules des personnes choisies d'un commun accord par toutes ces parties peuvent exercer les fonctions d'arbitre.

Application territoriale

| <i>Notification de:</i> | <i>Date de réception de la notification</i> | | <i>Extension à :</i> |
|-------------------------|---|------|--|
| BELGIQUE | 21 février | 1955 | Congo belge et Territoire sous tutelle du Ruanda-Urundi. |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 21 mai | 1963 | Iles Cook (y compris Nioué). |
| PORTUGAL | 18 septembre | 1958 | Provinces d'outre-mer. |
| ROYAUME-UNI | 7 août | 1957 | Bornéo du Nord, Chypre, Fédération de Malaisie, Jamaïque, Malte, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, protectorat de la Somalie britannique, Tonga et Zanzibar. |
| | 14 janvier | 1958 | Antigua, Brunéi, Dominique, Fédération de la Nigéria, Gambie, Gibraltar, Grenade, île Maurice, Montserrat, Sainte-Hélène, Saint-Vincent, protectorat des îles Salomon britanniques, Sarawak, îles Vierges; et Kenya, Ouganda et Tanganyika avec réserves ¹¹ . |
| | 16 juin | 1959 | Barbade. |
| | 12 septembre | 1960 | Honduras britannique. |
| | 11 novembre | 1960 | Hong-kong. |
| | 9 janvier | 1961 | Saint-Christophe, Nièves et Anguilla. |
| | 15 septembre | 1961 | Trinité-et-Tobago. |
| | 5 février | 1962 | Guyane britannique. |

¹⁰ Voir note 8, p. 215.

¹¹ Nonobstant les articles 2, 3 et 4 du Protocole additionnel, les Gouvernements du Kenya, de l'Ouganda et du Tanganyika se réservent le droit d'exiger des titres d'importation temporaire pour l'un quelconque des articles qui y sont énumérés

et qui peuvent ou pourront à tout moment être soumis aux droits de douane.

Pour les réserves faites par les Gouvernements de l'Ouganda et de la République-Unie de Tanzanie lors de leurs adhésions, voir p. 215.

8. Convention douanière relative à l'importation temporaire des véhicules routiers privés
En date, à New York, du 4 juin 1954¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 15 décembre 1957, conformément à l'article 35.

ENREGISTREMENT : 15 décembre 1957, n° 4101.

 TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 282, p. 249.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a) notification de succession (d)</i> | |
|---------------------------------|------------------|------|--|--------|
| ALGÉRIE | | | 31 octobre | 1963 a |
| ARGENTINE | 4 juin | 1954 | | |
| AUSTRALIE | | | 6 janvier | 1967 a |
| AUTRICHE | 4 juin | 1954 | 30 mars | 1956 |
| BELGIQUE | 4 juin | 1954 | 21 février | 1955 |
| BULGARIE | | | 7 octobre | 1959 a |
| CAMBODGE | 4 juin | 1954 | | |
| CANADA | | | 1 ^{er} juin | 1955 a |
| CEYLAN | 4 juin | 1954 | 28 novembre | 1955 |
| CHYPRE | | | 16 mai | 1963 d |
| COSTA RICA | 20 juillet | 1954 | 4 septembre | 1963 |
| CUBA | 4 juin | 1954 | 20 novembre | 1963 |
| DANEMARK | | | 13 octobre | 1955 a |
| EL SALVADOR | | | 18 juin | 1958 a |
| EQUATEUR | 4 juin | 1954 | 30 août | 1962 |
| ESPAGNE | 4 juin | 1954 | 18 août | 1958 |
| ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE | 4 juin | 1954 | 25 juillet | 1956 |
| FINLANDE | | | 21 juin | 1962 a |
| FRANCE | 4 juin | 1954 | 24 avril | 1959 |
| GHANA | | | 16 juin | 1958 a |
| GUATEMALA | 4 juin | 1954 | | |
| HAÏTI | 4 juin | 1954 | 12 février | 1958 |
| HONDURAS | 15 juin | 1954 | | |
| INDE | 4 juin | 1954 | 5 mai | 1958 |
| IRAN | | | 3 avril | 1968 a |
| IRLANDE | | | 14 août | 1967 a |
| ISRAËL | | | 1 ^{er} août | 1957 a |
| ITALIE | 4 juin | 1954 | 12 février | 1958 |
| JAMAÏQUE | | | 11 novembre | 1963 d |
| JAPON | 2 décembre | 1954 | 8 juin | 1964 |
| JORDANIE | | | 18 décembre | 1957 a |
| LUXEMBOURG | 6 décembre | 1954 | 21 novembre | 1956 |
| MALAISIE | | | 7 mai | 1958 d |
| MALTE | | | 3 juin | 1966 d |
| MAROC | | | 25 septembre | 1957 a |
| MEXIQUE | 4 juin | 1954 | 13 juin | 1957 |
| MONACO | 4 juin | 1954 | | |
| NÉPAL | | | 21 septembre | 1960 a |
| NIGÉRIA | | | 26 juin | 1961 d |
| NORVÈGE | | | 10 octobre | 1961 a |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | | | 17 août | 1962 a |
| OUGANDA | | | 15 avril | 1965 a |
| PANAMA | 4 juin | 1954 | | |
| PAYS-BAS ² | 4 juin | 1954 | 7 mars | 1958 |
| PÉROU | | | 16 janvier | 1959 a |
| PHILIPPINES | 4 juin | 1954 | 9 février | 1960 |
| POLOGNE | | | 16 mars | 1960 a |
| PORTUGAL | 4 juin | 1954 | 18 septembre | 1958 |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE | 4 juin | 1954 | 4 avril | 1957 |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | | | 15 octobre | 1962 a |

¹ Voir note 1, p. 210.

² L'instrument de ratification stipule que le Royaume des Pays-Bas ratifie la Convention pour le Royaume en Europe,

et pour le Surinam, les Antilles néerlandaises et la Nouvelle-Guinée néerlandaise.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a) notification de succession (d)</i> | |
|---|------------------|------|--|-------------------|
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE .. | 4 juin | 1954 | | |
| RÉPUBLIQUE DU VIET-NAM .. | | | 31 janvier | 1956 a |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ³ | 4 juin | 1954 | 16 septembre | 1957 |
| RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE | | | 28 novembre | 1962 a |
| ROUMANIE | | | 26 janvier | 1961 a |
| ROYAUME-UNI | 4 juin | 1954 | 27 février | 1956 |
| RWANDA | | | 1 ^{er} décembre | 1964 d |
| SAINT-SIÈGE | 4 juin | 1954 | | |
| SIERRA LEONE | | | 13 mars | 1962 d |
| SINGAPOUR | | | 15 août | 1966 d |
| SUÈDE | 4 juin | 1954 | 11 juin | 1957 |
| SUISSE | 4 juin | 1954 | 23 mai | 1956 |
| SYRIE | | | 26 mars | 1959 ⁴ |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | | | 11 avril | 1966 d |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES .. | | | 17 août | 1959 a |
| URUGUAY | 4 juin | 1954 | | |
| YOUgoslavie | | | 10 juillet | 1958 a |

Déclarations et réserves

ALGERIE

“La République algérienne démocratique et populaire ne se considère pas comme liée par l'article 40 de ladite Convention et déclare qu'un différend ne peut être soumis à l'arbitrage qu'avec l'accord de toutes les parties.”

BULGARIE⁵

...la République populaire de Bulgarie ne se considère pas engagée par rapport à l'arbitrage visé à l'article 40, paragraphes 2 et 3.

CEYLAN

Nonobstant les dispositions de l'article 2 de la présente Convention, le Gouvernement de Ceylan se réserve le droit de ne pas admettre au bénéfice des dispositions dudit article les personnes qui résident normalement hors de Ceylan et qui, à l'occasion d'une visite temporaire dans ce pays, prennent un emploi rémunéré ou se livrent à une occupation quelconque donnant lieu à rémunération.

CUBA

Le Gouvernement révolutionnaire cubain ne se considère pas lié par les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 40. Il déclare en outre que, conformément à la disposition du paragraphe 3 de l'article 39, dans le cas où plus des deux tiers des Etats parties à la Convention feraient objection à cette réserve, cette Convention ne sera pas réputée avoir été ratifiée par le Gouvernement révolutionnaire cubain.

EL SALVADOR

El Salvador réserve ses droits en ce qui concerne l'article 4, dans la mesure où il se réfère à l'importation temporaire de pièces détachées devant servir à la réparation d'automobiles, en raison de la difficulté qu'il peut y avoir à identifier ces pièces de rechange à la sortie du pays et il considère que cette importation doit donner lieu au paiement des impôts prévus par la loi. La même réserve est faite en ce qui concerne les autres articles de la même Convention où il est fait mention de pièces détachées devant servir à des réparations.

GUATEMALA

Le Gouvernement du Guatemala se réserve le droit :

- 1) De considérer que les dispositions de la Convention ne s'appliquent qu'aux seules personnes physiques, et non pas aux personnes physiques et morales comme le prévoit l'article premier du chapitre premier ;
- 2) De ne pas appliquer sur son territoire les dispositions de l'article 4 ;
- 3) De considérer que les dispositions de l'article 38 ne s'appliquent pas aux territoires dont la situation fait l'objet d'une contestation et qui sont administrés *de facto* par un autre Etat.

INDE

En ce qui concerne l'alinéa e de l'article premier :

Le Gouvernement de l'Inde se réserve le droit de ne pas faire bénéficier les personnes morales des facilités accordées par la présente Convention.

En ce qui concerne l'article 2 :

³ Voir note 4, p. 211.

⁴ Notification de la République arabe unie. Voir note 3, p. 4.

⁵ Les Gouvernements italien et suisse ont informé le Secrétaire général qu'ils font objection à cette réserve. Le Gouverne-

ment des Etats-Unis d'Amérique a informé le Secrétaire général qu'il n'a pas d'objection à cette réserve, mais considère qu'il est en mesure d'appliquer cette réserve, dans des conditions de réciprocité, à l'égard de la Bulgarie, et déclare par les présentes qu'il compte le faire.

Nonobstant les dispositions de l'article 2 de la présente Convention, le Gouvernement de l'Inde se réserve le droit de ne pas admettre au bénéfice de cet article les personnes qui résident normalement hors de l'Inde et qui, à l'occasion d'une visite temporaire dans ce pays, prennent un emploi rémunéré ou se livrent à une occupation quelconque donnant lieu à rémunération.

ISRAEL

Article 4, paragraphe 1

Le Gouvernement d'Israël ne sera pas tenu d'admettre en franchise des droits et taxes d'entrée les pièces détachées destinées à la réparation de véhicules importés temporairement; de même, il se réserve le droit de soumettre l'importation de ces pièces détachées aux prohibitions et restrictions actuellement en vigueur en Israël;

Article 24, paragraphes 1 et 2

Comme les frontières terrestres avec les Etats limitrophes sont actuellement fermées et qu'en conséquence les véhicules privés routiers ne peuvent pas être réexportés si ce n'est par un port israélien, le Gouvernement d'Israël ne sera pas tenu d'accepter comme justification de la réexportation de véhicules ou de pièces détachées, l'un quelconque des documents visés aux paragraphes 1 et 2 de l'article 24.

MEXIQUE

Comme elle a eu l'occasion de le faire remarquer, lorsque la question est venue en discussion devant le Groupe de travail I, la délégation du Mexique réserve sa position en ce qui concerne l'article 4 qui autorise l'importation temporaire des pièces détachées destinées à la réparation des véhicules automobiles; elle ne peut accepter cet article parce que le système qui y est prévu va à l'encontre de la législation du Mexique et parce qu'il n'est généralement pas possible de donner des pièces détachées une description qui permette de les identifier à la sortie. La délégation du Mexique estime que, de ce fait, le système prévu risque de porter atteinte aux intérêts financiers de ce pays, en ce sens

qu'il permettrait à un touriste d'importer des pièces neuves, sans payer de taxes, en réexportant des pièces usagées sur un véhicule autre que le sien; il serait donc préférable de prévoir, en pareils cas, le paiement des taxes exigibles.

La délégation du Mexique formule la même réserve en ce qui concerne les autres articles de la présente Convention où il est fait mention des pièces détachées destinées à la réparation des véhicules.

POLOGNE⁶

Nonobstant l'article 40 de la Convention, un différend ne peut être soumis à l'arbitrage qu'en vertu d'un accord de tous les Etats en litige dont le consentement est nécessaire à la désignation d'un arbitre ou des arbitres.

ROUMANIE⁷

"La République populaire roumaine ne se considère pas liée par les stipulations de l'article 40, paragraphes 2 et 3, de la Convention. La position de la République populaire roumaine est qu'un différend concernant l'interprétation ou l'application de la Convention ne peut être soumis à l'arbitrage qu'avec l'accord de toutes les parties au différend et que seules les personnes choisies d'un commun accord par toutes ces parties peuvent exercer les fonctions d'arbitre."

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES⁸

Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, considérant que les différends touchant l'interprétation ou l'application de la Convention douanière relative à l'importation temporaire des véhicules routiers privés peuvent être réglés par voie d'arbitrage, déclare qu'un différend ne peut être soumis à l'arbitrage que moyennant l'accord de toutes les parties en litige et que seules des personnes choisies d'un commun accord par toutes ces parties peuvent exercer les fonctions d'arbitre.

Application territoriale

| <i>Notification de:</i> | <i>Date de réception de la ratification</i> | <i>Extension à:</i> |
|--------------------------|---|---|
| BELGIQUE | 21 février 1955 | Congo belge et Territoire sous tutelle du Ruanda-Urundi, avec réserves ⁹ . |
| ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE .. | 25 juillet 1956 | Alaska, Hawaii, Porto-Rico et îles Vierges. |

⁶ Le Gouvernement suisse a informé le Secrétaire général qu'il fait objection à cette réserve.

⁷ Le Gouvernement suisse a informé le Secrétaire général qu'il fait objection à cette réserve. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a informé le Secrétaire général qu'il n'a pas d'objection à cette réserve, mais considère qu'il est en mesure d'appliquer cette réserve, dans des conditions de réciprocité, à l'égard de la Roumanie, et déclare par les présentes qu'il compte le faire.

⁸ Les Gouvernements italien et suisse ont informé le Secrétaire général qu'ils font objection à cette réserve. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a informé le Secrétaire général qu'il n'a pas d'objection à cette réserve, mais considère qu'il est en mesure d'appliquer cette réserve, dans des conditions de réciprocité, à l'égard de l'Union soviétique, et déclare par les présentes qu'il compte le faire.

⁹ "Pour ce qui concerne l'application au territoire du Congo

belge et au Territoire sous tutelle du Ruanda-Urundi de la Convention douanière relative à l'importation temporaire des véhicules routiers privés et les annexes, conclues à New York, le 4 juin 1954, le Gouvernement belge estime qu'il n'y a pas lieu d'étendre, dans les circonstances présentes, aux personnes morales le régime de la libre circulation internationale automobile. Il ne s'indique pas d'octroyer la franchise temporaire aux pièces de rechange importées pour la remise en état d'un véhicule couvert par un titre de libre circulation.

"Cette dernière restriction ne s'applique évidemment pas aux pièces de rechange accompagnant les véhicules lorsqu'elles sont mentionnées à la souche du titre de circulation internationale."

Le Gouvernement rwandais a informé le Secrétaire général qu'il avait succédé à la Convention le 1^{er} décembre 1964. Par une communication ultérieure reçue le 10 février 1965, le Gouvernement rwandais a informé le Secrétaire général qu'il n'avait pas l'intention de maintenir aucune des réserves susmentionnées.

| <i>Notification de :</i> | <i>Date de réception de la notification</i> | | <i>Extension à :</i> |
|----------------------------|---|------|--|
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 21 mai | 1963 | Iles Cook (y compris Nioué). |
| PORTUGAL | 18 septembre | 1958 | Provinces d'outre-mer. |
| ROYAUME-UNI | 7 août | 1957 | Bornéo du Nord, Chypre, Fédération de Malaisie, îles Fidji, Jamaïque, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, protectorat de la Somalie britannique, Tonga et Zanzibar ; et Malte, avec réserve ¹⁰ . |
| | 14 janvier | 1958 | Antigua, Brunéi, Dominique, Fédération de la Nigéria, Gambie, Gibraltar, Grenade, Kenya, île Maurice, Montserrat, Ouganda, Sainte-Hélène, Saint-Vincent, protectorat des îles Salomon britanniques, Sarawak, Tanganyika, îles Vierges. |
| | 16 juin | 1959 | Barbade. |
| | 12 septembre | 1960 | Honduras britannique. |
| | 11 novembre | 1960 | Hong-kong. |
| | 9 janvier | 1961 | Saint-Christophe, Nièves et Anguilla. |
| | 15 septembre | 1961 | Trinité-et-Tobago. |
| | 5 février | 1962 | Guyane britannique. |

¹⁰ La réserve était ainsi conçue : L'article 4 de la Convention ne s'applique pas à Malte. Le 3 janvier 1966, le Gouvernement maltais a notifié au Secrétaire général qu'il avait succédé aux droits et obligations découlant de la Convention. Par une communication reçue le 28 février 1966, le Gouvernement maltais

a fait savoir au Secrétaire général qu'il n'entendait pas maintenir ladite réserve, qui avait été faite en son nom par le Gouvernement du Royaume-Uni au moment de la notification de l'extension à Malte de l'application de la Convention.

9. Convention douanière relative aux containers, avec Annexes et Protocole de signature

En date, à Genève, du 18 mai 1956

ENTRÉE EN VIGUEUR : 4 août 1959, conformément à l'article 13.

ENREGISTREMENT : 4 août 1959, n° 4834.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 338, p. 103.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a) notification de succession (d)</i> | |
|---|------------------|------|--|---------------|
| ALGÉRIE | | | 31 octobre | 1963 <i>a</i> |
| AUSTRALIE | | | 6 janvier | 1967 <i>a</i> |
| AUTRICHE | 18 mai | 1956 | 13 novembre | 1957 |
| BELGIQUE | 18 mai | 1956 | 27 mai | 1960 |
| BULGARIE | | | 18 janvier | 1960 <i>a</i> |
| CAMBODGE | | | 4 août | 1959 <i>a</i> |
| CAMEROUN | | | 24 septembre | 1963 <i>a</i> |
| CUBA | | | 4 août | 1965 <i>a</i> |
| DANEMARK | | | 3 septembre | 1965 <i>a</i> |
| ESPAGNE | | | 21 janvier | 1959 <i>a</i> |
| ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE | | | 3 décembre | 1968 <i>a</i> |
| FINLANDE | | | 15 juin | 1961 <i>a</i> |
| FRANCE | 18 mai | 1956 | 20 mai | 1959 |
| GRÈCE | | | 12 septembre | 1961 <i>a</i> |
| HONGRIE | 18 mai | 1956 | 23 juillet | 1957 |
| IRLANDE | | | 7 juillet | 1967 <i>a</i> |
| ISRAËL | | | 14 novembre | 1967 <i>a</i> |
| ITALIE | 18 mai | 1956 | 29 mars | 1962 |
| JAMAÏQUE | | | 11 novembre | 1963 <i>d</i> |
| LIECHTENSTEIN ¹ | | | 7 juillet | 1960 |
| LUXEMBOURG | 18 mai | 1956 | 25 octobre | 1960 |
| NORVÈGE | | | 22 novembre | 1961 <i>a</i> |
| PAY-BAS ² | 18 mai | 1956 | 27 juillet | 1960 |
| POLOGNE | 18 mai | 1956 | 6 mai | 1959 |
| PORTUGAL | | | 1 ^{er} mai | 1964 <i>a</i> |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ³ | 18 mai | 1956 | 23 octobre | 1961 |
| ROUMANIE | | | 1 ^{er} novembre | 1967 <i>a</i> |
| ROYAUME-UNI | 18 mai | 1956 | 23 mai | 1958 |
| SIERRA LEONE | | | 13 mars | 1962 <i>d</i> |
| SUÈDE | 18 mai | 1956 | 11 août | 1959 |
| SUISSE ¹ | 18 mai | 1956 | 7 juillet | 1960 |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | | | 31 mai | 1962 <i>a</i> |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | | | 11 avril | 1966 <i>d</i> |
| YUGOSLAVIE | | | 9 mars | 1961 <i>a</i> |

¹ En déposant son instrument de ratification, le Gouvernement suisse a déclaré que la Convention dont il s'agit étendra ses effets à la Principauté du Liechtenstein "aussi longtemps que celle-ci sera liée à la Suisse par un traité d'union douanière".

² La signature a été apposée pour le Royaume en Europe. L'instrument de ratification stipule que la Convention est ratifiée pour le Royaume en Europe, pour les Antilles néerlandaises et pour la Nouvelle-Guinée néerlandaise.

³ Par une communication reçue le 30 novembre 1961 par le Secrétaire général, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a déclaré que la Convention s'applique également au *Land* de Berlin à compter de la date à laquelle

elle entrera en vigueur pour la République fédérale d'Allemagne.

Eu égard à la déclaration précitée, des communications ont été adressées au Secrétaire général par les Gouvernements d'Albanie, de la Bulgarie, de Cuba, de la Hongrie, de la Pologne, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, d'une part, et par les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de la République fédérale d'Allemagne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part. En ce qui concerne la nature de ces communications, voir note 4, p. 45.

Déclarations et réserves

ALGERIE

“La République algérienne démocratique et populaire ne se considère pas comme liée par les dispositions de l'article 17 de ladite Convention relatives à l'arbitrage obligatoire.”

BULGARIE

“... en ce qui concerne l'article 17, paragraphes 2 et 3 de la Convention, ... la République populaire de Bulgarie ne se considère pas liée par rapport à l'arbitrage obligatoire.”

CUBA

Le Gouvernement révolutionnaire cubain ne se considère pas lié par les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 17 de cette Convention.

DANEMARK⁴

Conformément à l'article 5 de la loi douanière en vigueur au Danemark, la zone douanière danoise ne comprend pas les territoires des îles Féroé et du Groenland. L'acceptation de la Convention par le Danemark ne s'étend donc qu'à la zone douanière danoise telle qu'elle est définie dans cet article.

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Conformément au paragraphe 1 de l'article 16 de la Convention, ladite Convention s'appliquera à l'ensemble du territoire soumis à la juridiction douanière des Etats-Unis (qui comprend actuellement les Etats-Unis, le district de Columbia et Porto Rico).

POLOGNE

Le Gouvernement de la République populaire de Pologne ne se considère pas comme lié par l'article 17 de la Convention.

ROUMANIE

“La République Socialiste de Roumanie ne se considère pas comme liée par les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 17 de la Convention.

“La position de la République Socialiste de Roumanie est qu'un différend touchant l'interprétation ou l'application de la Convention ne pourra être soumis à l'arbitrage qu'avec le consentement de toutes les parties en litige.

“Le Conseil d'Etat de la République Socialiste de Roumanie estime que le maintien de l'état de dépendance de certains territoires auquel se réfère la réglementation de l'article 16 de cette Convention n'est pas en concordance avec la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux, adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU le 14 décembre 1960, par la résolution 1514 (XV), par laquelle est proclamée la nécessité de mettre fin de manière rapide et sans conditions au colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations.”

TCHECOSLOVAQUIE

... conformément au paragraphe 1 de l'article 18 de la Convention, la République socialiste tchécoslovaque ne sera pas liée par les dispositions de l'article 17 de la Convention.

Application territoriale

| <i>Notification de:</i> | <i>Date de réception de la ratification</i> | |
|-------------------------|---|------|
| ROYAUME-UNI | 23 mai | 1958 |
| | 19 octobre | 1959 |
| AUSTRALIE | 3 janvier | 1968 |

Extension à:

Ile de Man, Jersey et Bailliage de Guernesey.

Antigua, Barbade, Bermudes, Bornéo du Nord, Brunéi, Chypre, Dominique, Etat de Singapour, îles Falkland, Gambie, Gibraltar, îles Gilbert et Ellice (colonie), Grenade, Jamaïque, île Maurice, Montserrat, Saint-Christophe, Nièves et Anguilla, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, protectorat des îles Salomon britanniques, Sarawak, Sierra Leone, Trinité-et-Tobago, Zanzibar.

Les territoires du Papua, de l'île Norfolk, de l'île Christmas, des îles Cocos (Keeling) et le territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée.

⁴ Le Groupe de travail des problèmes douaniers intéressant les transports, organe du Comité des transports intérieurs de la Commission économique pour l'Europe, a déclaré ce qui suit dans son rapport sur sa vingt-deuxième session, qu'il a adopté le 3 septembre 1965 (document TRANS/304-TRANS/WP30/98, par. 52) : “Au sujet de l'adhésion du Danemark à la Convention douanière relative aux containers, en date, à Genève,

du 18 mai 1956, le Groupe de travail a noté que son intention, lorsqu'il a élaboré la Convention, a toujours été de permettre au Danemark d'y devenir Partie seulement pour la zone douanière danoise qui, d'après la législation douanière danoise, ne comprend pas les territoires des îles Féroé et du Groenland, et qu'à son avis le cas était couvert par les principes de l'article 16 de la Convention”.

10. Convention douanière relative à l'importation temporaire des véhicules routiers commerciaux, avec Annexes et Protocole de signature

En date, à Genève, du 18 mai 1956

ENTRÉE EN VIGUEUR : 8 avril 1959, conformément à l'article 34.

ENREGISTREMENT : 8 avril 1959, n° 4721.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 327, p. 123.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a) notification de succession (d)</i> | |
|---|------------------|------|--|---------------|
| ALGÉRIE | | | 31 octobre | 1963 <i>a</i> |
| AUTRICHE | 18 mai | 1956 | 13 novembre | 1957 |
| BELGIQUE | 18 mai | 1956 | 18 février | 1963 |
| BULGARIE | | | 7 octobre | 1959 <i>a</i> |
| CAMBODGE | | | 8 avril | 1959 <i>a</i> |
| CUBA | | | 16 septembre | 1965 <i>a</i> |
| DANEMARK | | | 8 janvier | 1959 <i>a</i> |
| ESPAGNE | | | 17 novembre | 1958 <i>a</i> |
| FINLANDE | | | 23 mai | 1967 <i>a</i> |
| FRANCE | 18 mai | 1956 | 20 mai | 1959 |
| GRÈCE | | | 12 septembre | 1961 <i>a</i> |
| HONGRIE | 18 mai | 1956 | 23 juillet | 1957 |
| IRLANDE | | | 26 juillet | 1967 <i>a</i> |
| ITALIE | 18 mai | 1956 | 29 mars | 1962 |
| LIECHTENSTEIN ¹ | | | 7 juillet | 1960 |
| LUXEMBOURG | 18 mai | 1956 | 28 janvier | 1964 |
| NORVÈGE | | | 11 juillet | 1966 <i>a</i> |
| PAYS-BAS ² | 18 mai | 1956 | 27 juillet | 1960 |
| POLOGNE | 18 mai | 1956 | 6 mai | 1959 |
| PORTUGAL | | | 8 mai | 1967 <i>a</i> |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ³ | 18 mai | 1956 | 23 octobre | 1961 |
| ROUMANIE | | | 7 janvier | 1966 <i>a</i> |
| ROYAUME-UNI | 18 mai | 1956 | 30 juillet | 1959 |
| SIERRA LEONE | | | 13 mars | 1962 <i>d</i> |
| SINGAPOUR | | | 15 août | 1966 <i>d</i> |
| SUÈDE | 18 mai | 1956 | 16 janvier | 1958 |
| SUISSE ¹ | 18 mai | 1956 | 7 juillet | 1960 |
| YOUgoslavie | | | 12 juin | 1961 <i>a</i> |

Déclarations et réserves

ALGERIE

“La République algérienne démocratique et populaire ne se considère pas comme liée par les dispositions de l'article 38 de ladite Convention relatives à l'arbitrage obligatoire de la Cour internationale de Justice.”

BULGARIE

... la République populaire de Bulgarie ne se considère pas comme liée par la stipulation de l'article 38, paragraphes 2 et 3, de ladite Convention relatifs à l'arbitrage obligatoire.

¹ En déposant son instrument de ratification, le Gouvernement suisse a déclaré que la Convention dont il s'agit étendra ses effets à la Principauté du Liechtenstein “aussi longtemps que celle-ci sera liée à la Suisse par un traité d'union douanière”.

² La signature a été apposée pour le Royaume en Europe.

³ Par une notification reçue le 30 novembre 1961, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a déclaré que la Convention s'appliquerait aussi au *Land* de Berlin, à partir de la date de son entrée en vigueur pour la République fédérale d'Allemagne.

Eu égard à la déclaration précitée, des communications ont été adressées au Secrétaire général par les Gouvernements d'Albanie, de la Bulgarie, de Cuba, de la Hongrie, de la Pologne, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, d'une part, et par les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de la République fédérale d'Allemagne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part. En ce qui concerne la nature de ces communications, voir note 4, p. 45.

POLOGNE

Le Gouvernement de la République populaire de Pologne ne se considère pas comme lié par l'article 38 de la Convention.

ROUMANIE

"La République socialiste de Roumanie ne se con-

sidère pas liée par les dispositions de l'article 38, paragraphes 2 et 3, de la Convention, sa position étant qu'un différend touchant l'interprétation ou l'application de la Convention ne pourra être soumis à l'arbitrage qu'avec le consentement de toutes les parties en litige".

Application territoriale

| <i>Notification de:</i> | <i>Date de réception de la ratification</i> | <i>Extension à:</i> |
|-------------------------|---|---|
| ROYAUME-UNI | 30 juillet 1959 | Ile de Man, Jersey et Bailliage de Guernesey. |
| | 6 novembre 1959 | Bornéo du Nord, Brunéi, Gibraltar, Seychelles, Singapour et protectorat de la Somalie britannique. |
| | 29 avril 1960 | Chypre, Gambie. |
| | 12 septembre 1960 | Sierra Leone. |
| | 21 septembre 1960 | Hong-kong. |
| | 19 juillet 1962 | Kenya, Ouganda. |

II. Convention douanière relative à l'importation temporaire pour usage privé des embarcations de plaisance et des aéronefs, avec Annexes et Protocole de signature

En date, à Genève, du 18 mai 1956

ENTRÉE EN VIGUEUR : 1^{er} janvier 1959, conformément à l'article 34.

ENREGISTREMENT : 1^{er} janvier 1959, n° 4630.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 319, p. 21.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a) notification de succession (d)</i> | |
|---|------------------|------|--|--------|
| ALGÉRIE ¹ | | | 31 octobre | 1963 a |
| AUTRICHE | 18 mai | 1956 | 13 novembre | 1957 |
| BELGIQUE | 18 mai | 1956 | 18 février | 1963 |
| DANEMARK | | | 8 janvier | 1959 a |
| ESPAGNE ² | | | 2 octobre | 1958 a |
| FINLANDE | | | 30 septembre | 1965 a |
| FRANCE | 18 mai | 1956 | 20 mai | 1959 |
| HONGRIE | 18 mai | 1956 | 23 juillet | 1957 |
| ITALIE | 18 mai | 1956 | 29 mars | 1962 |
| JAMAÏQUE | | | 11 novembre | 1963 d |
| LIECHTENSTEIN ³ | | | 7 juillet | 1960 |
| LUXEMBOURG | 18 mai | 1956 | 13 octobre | 1964 |
| MALTE | | | 3 mai | 1966 d |
| PAYS-BAS ⁴ | 18 mai | 1956 | 27 juillet | 1960 |
| PORTUGAL | | | 16 février | 1965 a |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ⁵ | 18 mai | 1956 | 23 octobre | 1961 |
| ROYAUME-UNI | 18 mai | 1956 | 3 octobre | 1958 |
| SIERRA LEONE | | | 13 mars | 1962 d |
| SUÈDE | 18 mai | 1956 | 16 janvier | 1958 |
| SUISSE ³ | 18 mai | 1956 | 7 juillet | 1960 |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | | | 11 avril | 1966 d |
| YOUGOSLAVIE | | | 29 janvier | 1960 a |

Application territoriale

| <i>Notification de:</i> | <i>Date de réception de la notification</i> |
|-------------------------|---|
| FRANCE | 14 décembre 1959 |
| FRANCE | 28 décembre 1959 |
| ET | |
| ROYAUME-UNI | 23 décembre 1959 |

Extension à:
Territoires d'outre-mer (Saint-Pierre-et-Miquelon, Côte française des Somalis, archipel des Comores, Nouvelle-Calédonie et dépendances, Polynésie française).
Condominium des Nouvelles-Hébrides.

¹ Avec une réserve indiquant que la République algérienne démocratique et populaire ne se considère pas comme liée par les dispositions de l'article 38 de la Convention relative à l'arbitrage obligatoire.

² Le 29 juillet 1958, le Gouvernement espagnol a déposé un instrument d'adhésion qui, conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 34 de la Convention, devait prendre effet le 27 octobre 1958. Le 2 octobre 1958, le Gouvernement espagnol a retiré ledit instrument et a déposé un nouvel instrument d'adhésion contenant une déclaration, faite en vertu du premier alinéa de l'article 39 de la Convention, selon laquelle l'Espagne ne se considère pas comme liée par l'article 38 de cet instrument.

³ En déposant son instrument de ratification, le Gouvernement suisse a déclaré que les dispositions de la Convention s'appliqueront à la Principauté de Liechtenstein, aussi longtemps que celle-ci sera liée à la Suisse par un traité d'union douanière.

⁴ La signature a été apposée pour le Royaume en Europe. L'instrument de ratification stipule que la Convention est ratifiée pour le Royaume en Europe, pour le Surinam, pour les Antilles néerlandaises et pour la Nouvelle-Guinée néerlandaise.

⁵ Par une communication reçue le 30 novembre 1961 par le Secrétaire général, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a déclaré que la Convention s'applique également au Land de Berlin à compter de la date à laquelle elle entrera en vigueur pour la République fédérale d'Allemagne.

Eu égard à la déclaration précitée, des communications ont été adressées au Secrétaire général par les Gouvernements d'Albanie, de la Bulgarie, de Cuba, de la Hongrie, de la Pologne, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, d'une part, et par les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de la République fédérale d'Allemagne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part. En ce qui concerne la nature de ces communications, voir note 4, p. 45.

| <i>Notification de :</i> | <i>Date de réception de la notification</i> | | <i>Extension à :</i> |
|--------------------------|---|------|--|
| ROYAUME-UNI | 3 octobre | 1958 | Ile de Man, Jersey et Bailliage de Guernesey. |
| | 13 mai | 1959 | Aden, Bornéo du Nord, Brunéi, Gambie, Gibraltar, Guyane britannique, Kenya, Ouganda, Sainte-Hélène, protectorat des îles Salomon britanniques, Sarawak, Seychelles, Singapour, protectorat de la Somalie britannique, îles Sous-le-Vent (Antigua, Montserrat), Tanganyika, îles du Vent (Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent), Zanzibar et Chypre ⁶ . |
| | 15 septembre | 1959 | Jamaïque. |
| | 19 octobre | 1959 | Malte, Sierra Leone. |
| | 12 mai | 1960 | Iles Falkland et Hong-kong. |
| | 12 janvier | 1961 | Honduras britannique. |
| | 10 février | 1961 | Ile Maurice. |
| | 8 mai | 1961 | Trinité-et-Tobago. |

⁶ Avec la note ci-après :

Il faudra modifier la *Customs and Tariff Law*, ce qui sera fait aussitôt que possible. Les avantages prévus dans la

Convention seront accordés par décision administrative pour toute importation effectuée entre la date de l'extension de la Convention à Chypre et la modification de ladite loi.

12. Convention douanière relative aux pièces de rechange utilisées pour la réparation des wagons EUROP

En date, à Genève, du 15 janvier 1958

ENTRÉE EN VIGUEUR : 1^{er} janvier 1961, conformément à l'article 6.

ENREGISTREMENT : 1^{er} janvier 1961, n° 5503.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 383, p. 229.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Signature définitive (*) ratification, adhésion (a)</i> | |
|---|------------------|------|--|--------|
| AUTRICHE | 20 février | 1958 | 3 mars | 1959 |
| BELGIQUE | 5 février | 1958 | 10 septembre | 1959 |
| DANEMARK ¹ | | | 5 février | 1958 * |
| FRANCE | 7 février | 1958 | 19 août | 1959 |
| ITALIE | 5 février | 1958 | 8 mars | 1960 |
| LIECHTENSTEIN ² | | | 7 juillet | 1960 |
| LUXEMBOURG | 12 février | 1958 | 19 février | 1960 |
| PAYS-BAS ³ | 7 février | 1958 | 7 mai | 1959 |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ⁴ | 10 février | 1958 | 21 octobre | 1960 |
| SUISSE ² | 20 février | 1958 | 7 juillet | 1960 |

¹ La signature du Danemark a été apposée sous réserve de ratification. Par une communication parvenue le 16 mai 1958, le Gouvernement danois a fait savoir au Secrétaire général qu'il retirait la réserve de ratification.

² En déposant son instrument de ratification, le Gouvernement suisse a déclaré que les dispositions de la Convention s'appliqueront à la Principauté de Liechtenstein, aussi long-

temps que celle-ci sera liée à la Suisse par un traité d'union douanière.

³ La signature a été apposée pour le Royaume en Europe.

⁴ Par une note qui accompagnait son instrument de ratification, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a déclaré que la Convention s'appliquera également au *Land* de Berlin, à compter de la date à laquelle elle entrera en vigueur pour la République fédérale d'Allemagne.

13. Convention douanière relative au transport international de marchandises sous le couvert de carnets TIR (Convention TIR), avec Annexes¹ et Protocole de signature

En date, à Genève, du 15 janvier 1959

ENTRÉE EN VIGUEUR : 7 janvier 1960, conformément à l'article 40.

ENREGISTREMENT : 7 janvier 1960, n° 4996.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 348, p. 13; vol. 481, p. 598 (amendement 1)¹, et vol. 566, p. 356 (amendement 2)¹.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Signature définitive (*) ratification, adhésion (a)</i> | |
|---|------------------|------|--|--------|
| AUTRICHE | 15 février | 1959 | 3 février | 1960 |
| BELGIQUE | 4 mars | 1959 | 14 mars | 1962 |
| BULGARIE | | | 15 avril | 1959* |
| DANEMARK | | | 15 avril | 1959* |
| ESPAGNE | | | 12 mai | 1961 a |
| ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ... | | | 3 décembre | 1968 a |
| FINLANDE | | | 14 juin | 1960 a |
| FRANCE | 14 avril | 1959 | 3 juillet | 1959 |
| GRÈCE | | | 2 mai | 1961 a |
| HONGRIE | | | 6 décembre | 1961 a |
| IRLANDE | | | 7 juillet | 1967 a |
| ITALIE | 15 avril | 1959 | 11 janvier | 1963 |
| LIECHTENSTEIN ² | | | 7 juillet | 1960 |
| LUXEMBOURG | 14 avril | 1959 | 3 juillet | 1962 |
| NORVÈGE | | | 2 mars | 1960 a |
| PAYS-BAS | 9 avril | 1959 | 27 juillet | 1960 |
| POLOGNE | | | 3 octobre | 1961 a |
| PORTUGAL | | | 6 juin | 1966 a |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ³ | 13 avril | 1959 | 23 octobre | 1961 |
| ROUMANIE | | | 9 avril | 1964 a |
| ROYAUME-UNI ⁴ | 13 avril | 1959 | 9 octobre | 1959 |
| SUÈDE | | | 14 avril | 1959* |
| SUISSE ² | 12 mars | 1959 | 7 juillet | 1960 |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | | | 31 août | 1961 a |
| TURQUIE | | | 23 février | 1966 a |
| YOUgoslavie | | | 23 août | 1960 a |

Déclarations et réserves

BULGARIE

“En déclarant n'être pas lié par les paragraphes 2 et 3 de l'article 44.”

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Conformément au paragraphe 1 de l'article 43 de la Convention, ladite Convention s'appliquera à l'ensemble du territoire soumis à la juridiction douanière des Etats-Unis (qui comprend actuellement les Etats-Unis, le district de Columbia et Porto Rico).

¹ Les annexes 3 et 6 de la Convention ont été modifiées par accord entre les administrations compétentes de toutes les Parties contractantes, conformément à la procédure prévue au paragraphe 4 de l'article 47 de la Convention. L'amendement 1 (amendement à l'article 5 de l'annexe 3) est entré en vigueur le 19 novembre 1963; on en trouvera le texte dans Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 481, p. 599. L'amendement 2 (amendements aux articles 2 et 5 de l'annexe 3 et à l'article 5 de l'annexe 6) est entré en vigueur le 1^{er} juillet 1966; pour le texte, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 566, p. 357. Pour le texte de la Convention incorporant lesdits amendements, voir document E/ECE/332 (E/ECE/TRANS/510) Rev 1.

GRECE

Le Gouvernement grec ne se considère pas comme lié par les dispositions du chapitre IV de la Convention.

² En déposant son instrument de ratification, le Gouvernement suisse a déclaré que les dispositions de la Convention s'appliqueront à la Principauté de Liechtenstein, aussi longtemps que celle-ci sera liée à la Suisse par un traité d'union douanière.

³ Par une communication reçue par le Secrétaire général le 1^{er} décembre 1961, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a déclaré que la Convention s'applique également au Land de Berlin, à compter de la date à laquelle elle entrera en vigueur pour la République fédérale d'Allemagne.

Eu égard à la déclaration précitée, des communications ont été adressées au Secrétaire général par les Gouvernements d'Albanie, de Cuba, de la Hongrie, de la Pologne, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, d'une part, et par les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de la République fédérale d'Allemagne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part. En ce qui concerne la nature de ces communications, voir note 4, p. 45.

⁴ En déposant son instrument de ratification, le Gouvernement du Royaume-Uni a déclaré que la Convention sera applicable aux îles Anglo-Normandes et à l'île de Man.

HONGRIE

... ne se considère pas lié par les paragraphes 2 et 3 de l'article 44 de la Convention.

POLOGNE

... ne se considère pas lié par les paragraphes 2 et 3 de l'article 44 de la Convention.

ROUMANIE

“La République populaire roumaine ne se considère pas liée par les stipulations de l'article 44, paragraphes 2 et 3, de la Convention, en ce qui concerne le règlement par la voie de l'arbitrage obligatoire des différends concernant l'interprétation ou l'application de la Con-

vention, à la demande de l'une des Parties contractantes.”

TCHECOSLOVAQUIE

... Le gouvernement tchécoslovaque ne se considère pas lié par les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 44 de la Convention.

TURQUIE

“... le Gouvernement turc adhère à ladite Convention et au Protocole de signature, sous réserve du Chapitre IV concernant les dispositions relatives aux transports de marchandises pondéreuses ou volumineuses, ainsi que les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 44 concernant l'arbitrage.”

14. Convention européenne relative au régime douanier des palettes utilisées dans les transports internationaux

En date, à Genève, du 9 décembre 1960

ENTRÉE EN VIGUEUR : 12 juin 1962, conformément à l'article 7.

ENREGISTREMENT : 12 juin 1962, n° 6200.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 429, p. 211.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Signature définitive (*) ratification, adhésion (a)</i> | |
|---|------------------|------|--|--------|
| AUTRICHE | | | 7 octobre | 1963 a |
| BELGIQUE | 21 février | 1961 | 14 mars | 1962 |
| BULGARIE | | | 28 février | 1961* |
| CUBA | | | 26 septembre | 1963 a |
| DANEMARK | | | 14 mars | 1961* |
| FINLANDE | | | 19 août | 1966 a |
| FRANCE | 8 mars | 1961 | 12 mars | 1962 |
| HONGRIE | | | 26 juillet | 1963 a |
| ITALIE | 15 mars | 1961 | 5 janvier | 1967 |
| LUXEMBOURG | 6 février | 1961 | 31 juillet | 1962 |
| NORVÈGE | | | 27 octobre | 1964 a |
| PAYS-BAS ¹ | 13 mars | 1961 | 22 octobre | 1962 |
| PORTUGAL | | | 15 janvier | 1968 a |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ² | 20 décembre | 1960 | 29 septembre | 1964 |
| ROUMANIE | | | 15 mai | 1964 a |
| ROYAUME-UNI | 7 février | 1961 | 1 ^{er} octobre | 1962 |
| SUÈDE | | | 1 ^{er} mars | 1961* |
| SUISSE | 6 mars | 1961 | 24 avril | 1963 |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | | | 31 mai | 1962 a |
| YUGOSLAVIE | | | 19 juin | 1964 a |

Déclarations et réserves

BULGARIE

“Sous réserve de ne pas se considérer liée par les dispositions de l'article 11, paragraphes 2 et 3.”

CUBA

Le Gouvernement révolutionnaire de la République de Cuba ne se considère pas lié par les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 11 de la Convention.

HONGRIE

... la République populaire hongroise ne sera pas liée par les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 11 de la Convention.

¹ L'instrument de ratification stipule que la Convention est ratifiée pour le Royaume en Europe et pour les Antilles néerlandaises.

² Par une notification faite au moment de la ratification, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a déclaré que la Convention s'appliquerait aussi au *Land* de Berlin, à partir de la date de son entrée en vigueur pour la République fédérale d'Allemagne.

Eu égard à la déclaration précitée, des communications ont

ROUMANIE

“La République populaire roumaine ne se considère pas liée par les stipulations de l'article 11, paragraphes 2 et 3, de la Convention, concernant le règlement par la voie de l'arbitrage obligatoire des différends touchant l'interprétation ou l'application de la Convention, à la demande de l'une des parties en litige.”

TCHÉCOSLOVAQUIE

... conformément au paragraphe 1 de l'article 12 de la Convention, la République socialiste tchécoslovaque ne sera pas liée par les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 11 de la Convention.

été adressées au Secrétaire général par les Gouvernements d'Albanie, de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Pologne, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, d'une part, et par les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de la République fédérale d'Allemagne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part. En ce qui concerne la nature de ces communications, voir note 4, p. 45.

Application territoriale

| <i>Notification de:</i> | <i>Date de réception de la notification</i> | <i>Extension à:</i> |
|-------------------------|---|--|
| ROYAUME-UNI | 1 ^{er} octobre 1962 | Antigua, Bornéo du Nord, Colonie d'Aden, Gambie, Grenade, Honduras britannique, Hong-kong, îles Bahama, îles Anglo-Normandes, îles Falkland, îles Fidji, îles Gilbert et Ellice, île de Man, Kenya, Montserrat, Ouganda, Protectorat des îles Salomon britanniques, Sarawak. |

B. — CIRCULATION ROUTIÈRE

1. Convention sur la circulation routière, avec annexes

Signée à Genève le 19 septembre 1949¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 26 mars 1952, conformément à l'article 29.

ENREGISTREMENT : 26 mars 1952, n° 1671.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 125, p. 3.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | <i>Ratification, adhésion (a) notification de succession (d)</i> | |
|---|-------------------|--|--------|
| AFRIQUE DU SUD | 19 septembre 1949 | 9 juillet | 1952 |
| ALGÉRIE | | 16 mai | 1963 a |
| ARGENTINE | | 25 novembre | 1960 a |
| AUSTRALIE | | 7 décembre | 1954 a |
| AUTRICHE | 19 septembre 1949 | 2 novembre | 1955 |
| BELGIQUE | 19 septembre 1949 | 23 avril | 1954 |
| BOTSWANA | | 3 janvier | 1967 a |
| BULGARIE | | 13 février | 1963 a |
| CAMBODGE | | 14 mars | 1956 a |
| CANADA | | 23 décembre | 1965 a |
| CEYLAN | | 26 juillet | 1957 a |
| CHILI | | 10 août | 1960 a |
| CHINE ² | | 27 juin | 1957 a |
| CHYPRE | | 6 juillet | 1962 d |
| CONGO (BRAZZAVILLE) | | 15 mai | 1962 a |
| CONGO (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU) | | 6 mars | 1961 d |
| CÔTE D'IVOIRE | | 8 décembre | 1961 d |
| CUBA | | 1 ^{er} octobre | 1952 a |
| DAHOMÉY | | 5 décembre | 1961 d |
| DANEMARK | 19 septembre 1949 | 3 février | 1956 |
| EQUATEUR | | 26 septembre | 1962 a |
| ESPAGNE | | 13 février | 1958 a |
| ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE .. | 19 septembre 1949 | 30 août | 1950 |
| FINLANDE | | 24 septembre | 1958 a |
| FRANCE | 19 septembre 1949 | 15 septembre | 1950 |
| GHANA | | 6 janvier | 1959 a |
| GRÈCE | | 1 ^{er} juillet | 1952 a |
| GUATEMALA | | 10 janvier | 1962 a |
| HAÏTI | | 12 février | 1958 a |
| HONGRIE | | 30 juillet | 1962 a |
| INDE | 19 septembre 1949 | 9 mars | 1962 |
| IRLANDE | | 31 mai | 1962 a |
| ISRAËL | 19 septembre 1949 | 6 janvier | 1955 |
| ITALIE | 19 septembre 1949 | 15 décembre | 1952 |
| JAMAÏQUE | | 9 août | 1963 d |
| JAPON | | 7 août | 1964 a |
| JORDANIE | | 14 janvier | 1960 a |

¹ La Convention a été élaborée et ouverte à la signature par la Conférence des Nations Unies sur les transports routiers et les transports automobiles, qui s'est tenue à Genève du 23 août au 19 septembre 1949. Cette conférence avait été convoquée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, conformément à la résolution 147 B (VII) adoptée par le Conseil économique et social des Nations Unies le 28 août 1948. Pour le texte de cette résolution, voir *Résolutions adoptées par le Conseil économique et social à sa septième session* (E/1065), p. 8. La Conférence a également élaboré et ouvert à la signature le Protocole relatif aux pays et territoires

actuellement occupés et le Protocole relatif à la signalisation routière, et elle a pris d'autres décisions enregistrées dans l'Acte final de la Conférence. Pour le texte dudit Acte final, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 125, p. 3.

² Eu égard à l'adhésion précitée, des communications ont été adressées au Secrétaire général par les Missions permanentes de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de la Yougoslavie auprès de l'Organisation des Nations Unies, d'une part, et de la Chine, d'autre part. En ce qui concerne la nature de ces communications, voir note 2, p. 127.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | <i>Ratification, adhésion (a) notification de succession (d)</i> | |
|--|-------------------|--|--------|
| LAOS | | 6 mars | 1959 a |
| LIBAN | 19 septembre 1949 | 2 août | 1963 |
| LUXEMBOURG | 19 septembre 1949 | 17 octobre | 1952 |
| MADAGASCAR | | 27 juin | 1962 d |
| MALAISIE | | 10 septembre | 1958 a |
| MALAWI | | 17 février | 1965 a |
| MALI | | 19 novembre | 1962 d |
| MALTE | | 3 janvier | 1966 d |
| MAROC | | 7 novembre | 1956 d |
| MONACO | | 3 août | 1951 a |
| NIGER | | 25 août | 1961 d |
| NORVÈGE | 19 septembre 1949 | 11 avril | 1957 |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | | 12 février | 1958 a |
| OUGANDA | | 15 avril | 1965 a |
| PARAGUAY | | 18 octobre | 1965 a |
| PAYS-BAS | 19 septembre 1949 | 19 septembre | 1952 |
| PÉROU | | 9 juillet | 1957 a |
| PHILIPPINES | 19 septembre 1949 | 15 septembre | 1952 |
| POLOGNE | | 29 octobre | 1958 a |
| PORTUGAL | | 28 décembre | 1955 a |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE | 19 septembre 1949 | 28 mai | 1957 |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | | 4 septembre | 1962 d |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE | 19 septembre 1949 | 15 août | 1957 |
| RÉPUBLIQUE DU VIET-NAM | | 2 novembre | 1953 a |
| ROUMANIE | | 26 janvier | 1961 a |
| ROYAUME-UNI | 19 septembre 1949 | 8 juillet | 1957 |
| RWANDA | | 5 août | 1964 d |
| SAINT-MARIN | | 19 mars | 1962 a |
| SAINT-SIÈGE | | 5 octobre | 1953 a |
| SÉNÉGAL | | 13 juillet | 1962 d |
| SIERRA LEONE | | 13 mars | 1962 d |
| SUÈDE | 19 septembre 1949 | 25 février | 1952 |
| SUISSE | 19 septembre 1949 | | |
| SYRIE | | 11 décembre | 1953 a |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 28 décembre 1949 | 3 novembre | 1950 |
| THAÏLANDE | | 15 août | 1962 a |
| TOGO | | 27 février | 1962 d |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | | 8 juillet | 1964 a |
| TUNISIE | | 8 novembre | 1957 a |
| TURQUIE | | 17 janvier | 1956 a |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES | | 17 août | 1959 a |
| VENEZUELA | | 11 mai | 1962 a |
| YOUgoslavIE | 19 septembre 1949 | 8 octobre | 1956 |

Déclarations et réserves

AFRIQUE DU SUD

Sous réserve d'une déclaration faite conformément au paragraphe 1 de l'article 2 de la présente Convention, excluant les annexes 1 et 2 de l'application de la Convention.

AUSTRALIE

Excluant, conformément au paragraphe 1 de l'article 2 de la présente Convention, les annexes 1 et 2 de l'application de la Convention.

BOTSWANA

En excluant les annexes 1 et 2 comme l'y autorise l'article 2 de la Convention.

BULGARIE

"a) L'article 33 de la Convention sur la circulation routière, où il est prévu que tout différend entre deux ou plusieurs Etats contractants touchant l'interprétation ou l'application de la présente Convention que les Parties n'auraient pu régler par voie de négociations ou par un autre mode de règlement, pourra être porté devant la Cour internationale de Justice pour être tranché par elle³.

"b) L'annexe 1 à la Convention sur la circulation routière, selon laquelle les cycles pourvus d'un moteur

³ Le Gouvernement du Royaume-Uni a informé le Secrétaire général qu'il ne peut accepter cette réserve, car il estime qu'elle n'est pas de la nature de celles que peuvent faire les Etats qui se proposent d'adhérer à la Convention.

auxiliaire thermique d'une cylindrée maximum de 50 cm³/3,05 cm. in./ ne sont pas considérés comme des automobiles, à condition qu'ils conservent toutes les caractéristiques normales des cycles quant à leur structure, et

"c) La deuxième phrase de la lettre "c" du chapitre II de l'annexe 6 de la Convention sur la circulation routière qui stipule : "Toutefois, les motocycles pourvus d'un moteur d'une cylindrée maximum de 50 cm³/3,05 cm. in./ peuvent être dispensés de cette obligation."

CHILI

Excluant, conformément au paragraphe 1 de l'article 2 de la présente Convention, l'annexe 1 de l'application de la Convention.

CHYPRE

Avec les réserves suivantes .

1) En ce qui concerne l'article 24 de ladite Convention, le Gouvernement de Chypre se réserve le droit de ne pas autoriser une personne à conduire un véhicule autre qu'un véhicule importé, et à titre temporaire seulement, à Chypre si : i) le véhicule est utilisé pour le transport de personnes contre rémunération ou de marchandises et si : ii) le conducteur de ce véhicule est tenu, en vertu de la législation nationale de Chypre, d'être titulaire d'un permis professionnel spécial.

2) En ce qui concerne l'article 26 de ladite Convention, les cycles admis à Chypre en circulation internationale, doivent, dès la tombée du jour, pendant la nuit ou lorsque les conditions atmosphériques l'exigent, être pourvus, conformément à la législation nationale de Chypre, d'un feu blanc dirigé vers l'avant ainsi que d'un feu ou d'un catadioptre rouge dirigé vers l'arrière.

Et les déclarations suivantes :

1) Conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 2 de la Convention, le Gouvernement de Chypre exclut les annexes 1 et 2 de l'application de la Convention.

2) Conformément aux dispositions du paragraphe b de la section IV de l'annexe 6 à la Convention, le Gouvernement de Chypre n'admettra qu'une seule remorque derrière un véhicule tracteur, il n'en admettra pas derrière un véhicule articulé et il n'admettra pas que des véhicules articulés soient utilisés pour le transport de personnes contre rémunération.

DANEMARK

Sous réserve d'une déclaration faite conformément au paragraphe 1 de l'article 2 de la présente Convention excluant l'annexe 1 de l'application de la Convention.

FINLANDE

Excluant, conformément au paragraphe 1 de l'article 2 de la présente Convention, l'annexe 1 de l'application de la Convention.

Se référant à la partie IV, b, de l'annexe 6, le Gouvernement finlandais déclare qu'il n'admettra qu'une seule remorque derrière un véhicule tracteur et qu'il n'en admettra pas derrière un véhicule articulé.

FRANCE

"Se référant à l'annexe 6, chiffre IV, alinéa b, le Gouvernement français déclare qu'il ne peut admettre qu'une seule remorque derrière un véhicule tracteur et qu'il n'en admettra pas derrière un véhicule articulé."

GHANA

Sous les réserves suivantes :

i) En ce qui concerne l'article 26 de la Convention, les cycles admis au Ghana en circulation internationale doivent, dès la tombée du jour, pendant la nuit ou lorsque les conditions atmosphériques l'exigent, être pourvus d'un feu blanc dirigé vers l'avant, ainsi que d'un feu, d'un catadioptre dirigés vers l'arrière et d'une surface blanche.

ii) Conformément au paragraphe 1 de l'article 2 de la présente Convention, les annexes 1 et 2 sont exclues de l'application de la Convention.

GUATEMALA

L'article 33 de la Convention sera appliqué sans préjudice des dispositions du paragraphe 3 de l'article 149 de la Constitution de la République.

Notification reçue le 26 septembre 1962

Conformément au paragraphe 1 de l'article 2 et au paragraphe IV (b) de l'annexe 6 de la Convention, respectivement, le Gouvernement guatémalien :

1. Exclut l'annexe 1 de l'application de la Convention.

2. N'admettra qu'une seule remorque derrière un véhicule tracteur et n'admettra pas les véhicules articulés affectés au transport de personnes.

HONGRIE⁴

La République populaire hongroise ne se considère pas comme liée par les dispositions de l'article 33 de la Convention.

INDE

Sous réserve d'une déclaration faite conformément au paragraphe 1 de l'article 2 de la présente Convention, excluant les annexes 1 et 2 de l'application de la Convention.

IRLANDE

1. Les annexes 1 et 2 sont exclues de l'application de la Convention par l'Irlande.

2. Eu égard à l'annexe 6, le nombre de remorques derrière un véhicule tracteur ne devra pas dépasser le nombre fixé par la législation irlandaise.

ISRAEL

Excluant, conformément au paragraphe 1 de l'article 2 de la présente Convention, l'annexe 1 de l'application de la Convention.

⁴ Le Gouvernement du Royaume-Uni a informé le Secrétaire général qu'il ne peut accepter cette réserve, car il estime qu'elle n'est pas de la nature de celles que peuvent faire les Etats qui se proposent d'adhérer à la Convention.

JAMAÏQUE

a) En ce qui concerne l'article 24 de ladite Convention, le Gouvernement de la Jamaïque se réserve le droit de ne pas autoriser une personne à conduire un véhicule, autre qu'un véhicule importé, et à titre temporaire seulement, dans la Jamaïque si : i) le véhicule est utilisé pour le transport de personnes contre rémunération ou de marchandises et si : ii) le conducteur de ce véhicule est tenu, en vertu de la législation nationale de la Jamaïque, d'être titulaire d'un permis professionnel spécial.

b) Conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 2 de la présente Convention, le Gouvernement de la Jamaïque exclut les annexes 1 et 2 de l'application de la Convention.

c) Conformément aux dispositions du paragraphe b de la section IV de l'annexe 6 à ladite Convention, le Gouvernement de la Jamaïque n'admettra qu'une seule remorque derrière un véhicule tracteur, n'en admettra pas derrière un véhicule articulé et n'admettra pas que des véhicules articulés soient utilisés pour le transport de personnes contre rémunération.

JAPON

Sous réserve d'une déclaration faite conformément au paragraphe 1 de l'article 2 de la présente Convention, excluant l'annexe 1 de l'application de la Convention.

MALAISIE

Excluant, conformément au paragraphe 1 de l'article 2 de la présente Convention, les annexes 1 et 2 de l'application de la Convention.

MALAWI

Excluant les annexes 1 et 2 de l'application de la Convention.

MALTE

Conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 2 de la présente Convention, le Gouvernement de Malte exclut l'annexe 1 de l'application de la Convention.

MONACO

Se référant à la partie IV, b, de l'annexe 6, le Gouvernement de la Principauté de Monaco a indiqué qu'il n'admettra qu'une seule remorque derrière un véhicule tracteur et qu'il n'en admettra pas derrière un véhicule articulé.

NORVEGE

Sous réserve d'une déclaration faite conformément au paragraphe 1 de l'article 2 de la présente Convention, excluant l'annexe 1 de l'application de la Convention.

NOUVELLE-ZELANDE

Excluant, conformément au paragraphe 1 de l'article 2 de la présente Convention, les annexes 1 et 2 de l'application de la Convention.

PAYS-BAS

"Excluant, conformément au paragraphe 1 de l'article 2 de la présente Convention, l'annexe 2 de l'application de la Convention."

PHILIPPINES

Sous réserve d'une déclaration faite conformément au paragraphe 1 de l'article 2 de la présente Convention, excluant l'annexe 1 de l'application de la Convention.

PORTUGAL

Conformément à la partie IV, b, de l'annexe 6, le Gouvernement portugais a indiqué qu'il n'admettra qu'une seule remorque derrière un véhicule tracteur, qu'il n'en admettra pas derrière un véhicule articulé, et qu'il n'admettra pas les véhicules articulés affectés au transport de personnes.

REPUBLIQUE DOMINICAINE

"En déclarant exclure, conformément à l'article 2, paragraphe 1, de la présente Convention, les annexes 1 et 2 de l'application de la Convention et en renouvelant la réserve concernant le paragraphe 2 de l'article premier de la Convention, faite déjà en séance plénière."

ROUMANIE⁵

"La République populaire roumaine ne se considère pas liée par les stipulations de l'article 33 en vertu duquel tout différend concernant l'interprétation ou l'application de la Convention peut être déféré, sur la demande de l'un des Etats intéressés, à la Cour internationale de Justice pour y être tranché. La position de la République populaire roumaine est que, pour soumettre tout différend à la Cour internationale de Justice en vue de sa solution, l'accord de toutes les parties au différend est chaque fois nécessaire."

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE
ET D'IRLANDE DU NORD⁶

Sous les réserves suivantes :

1) En ce qui concerne l'article 24 de ladite Convention, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-

⁵ Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a informé le Secrétaire général qu'il n'a pas d'objection à cette réserve, mais considère qu'il est en mesure d'appliquer cette réserve, dans des conditions de réciprocité, à l'égard de la Roumanie, et déclare par les présentes qu'il compte le faire.

Le Gouvernement du Royaume-Uni a informé le Secrétaire général qu'il ne peut accepter cette réserve, car il estime qu'elle n'est pas de la nature de celles que peuvent faire les Etats qui se proposent d'adhérer à la Convention.

⁶ Parmi les décisions prises au sujet de la Convention sur la circulation routière et enregistrées par la Conférence des Nations Unies de 1949 sur les transports routiers et les transports automobiles figure l'admission d'une réserve à l'article 26 de la Convention faite par le Royaume-Uni. Dans la lettre de transmission de l'instrument de ratification, le représentant permanent du Royaume-Uni auprès de l'Organisation des Nations Unies a attiré l'attention du Secrétaire général sur le fait que dans la réserve relative à l'article 26 de la Convention, on a supprimé le membre de phrase "ainsi que d'une surface blanche" qui figurait, à la suite des mots "dirigés vers l'arrière", dans le texte de la réserve reproduit à l'alinéa d du paragraphe 7 de l'Acte final de la Conférence des Nations Unies sur les transports routiers et les transports automobiles, tenue en 1949. Cette suppression est due au fait que la législation du Royaume-Uni n'exige plus que les cycles soient pourvus d'une surface blanche.

Bretagne et d'Irlande du Nord se réserve le droit de ne pas autoriser une personne à conduire un véhicule autre qu'un véhicule importé, et à titre temporaire seulement, dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord si : i) le véhicule est utilisé pour le transport de personnes contre rémunération ou de marchandises et si : ii) le conducteur de ce véhicule est tenu, en vertu de la législation nationale du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'être titulaire d'un permis professionnel spécial.

2) En ce qui concerne l'article 26 de ladite Convention, les cycles admis dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en circulation internationale doivent, dès la tombée du jour, pendant la nuit ou lorsque les conditions atmosphériques l'exigent, être pourvus, conformément à la législation nationale du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'un feu blanc dirigé vers l'avant ainsi que d'un feu et d'un catadioptre rouges dirigés vers l'arrière.

3) Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord se réserve le droit, lorsqu'il étendra l'application de ladite Convention à l'un quelconque des autres territoires dont il assure les relations internationales, de l'appliquer avec des réserves analogues à celles énoncées ci-dessus.

En outre, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord déclare par les présentes :

1) Que, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 2 de ladite Convention, il exclut les annexes 1 et 2 de l'application de la Convention ;

2) Que, conformément à la partie IV, b, de l'annexe 6 à ladite Convention, il n'admettra qu'une seule remorque derrière un véhicule tracteur, qu'il n'admettra pas derrière un véhicule articulé et qu'il n'admettra pas que des véhicules articulés soient utilisés pour le transport de personnes contre rémunérations.

SAINT-MARIN

Excluant, conformément au paragraphe 1 de l'article 2 de la présente Convention, l'annexe 1 de l'application de la Convention.

SENEGAL

Excluant, en vertu du paragraphe 1 de l'article 2 de la Convention, l'annexe 1 de l'application de la Convention.

SIERRA LEONE

Avec les réserves suivantes :

1) En ce qui concerne l'article 24 de ladite Convention, le Gouvernement du Sierra Leone se réserve le droit de ne pas autoriser une personne à conduire un véhicule autre qu'un véhicule importé, et à titre temporaire seulement, au Sierra Leone si : i) le véhicule est utilisé pour le transport de personnes contre rémunération et si : ii) le conducteur de ce véhicule est tenu, en vertu de la législation nationale du Sierra Leone, d'être titulaire d'un permis professionnel spécial.

2) En ce qui concerne l'article 26 de ladite Convention, les cycles admis dans le Sierra Leone en circulation internationale doivent, dès la tombée du jour, pendant la nuit ou lorsque les conditions atmosphériques l'exigent, être pourvus, conformément à la législation

nationale du territoire, d'un feu blanc dirigé vers l'avant ainsi que d'un feu rouge dirigé vers l'arrière.

Et les déclarations suivantes :

1) Conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 2 de la Convention, le Gouvernement du Sierra Leone exclut les annexes 1 et 2 de l'application de la Convention.

2) Conformément aux dispositions du paragraphe b de la section IV de l'annexe 6 à la Convention, le Gouvernement du Sierra Leone n'admettra qu'une seule remorque derrière un véhicule tracteur, il n'admettra pas derrière un véhicule articulé et il n'admettra pas que des véhicules articulés soient utilisés pour le transport de personnes contre rémunération.

SUEDE

Sous réserve d'une déclaration faite conformément au paragraphe 1 de l'article 2 de la présente Convention, excluant l'annexe 1 de l'application de la Convention.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Excluant, conformément au paragraphe 1 de l'article 2 de la présente Convention, l'annexe 2 de l'application de la Convention.

TRINITE-ET-TOBAGO

A l'exclusion des annexes 1 et 2.

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES⁷

Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ne se considère pas comme lié par les dispositions de l'article 33 de la Convention sur la circulation routière, aux termes duquel tout différend entre Etats contractants touchant l'interprétation ou l'application de la Convention pourra être porté, à la requête d'un quelconque des Etats contractants intéressés, devant la Cour internationale de Justice pour être tranché par elle, et déclare que, dans chaque cas d'espèce, l'accord de tous les Etats en litige est nécessaire pour qu'un différend soit soumis à la Cour internationale de Justice pour être tranché par elle.

VENEZUELA⁸

Article 31 (amendements à la Convention)

En ce qui concerne la République du Venezuela, l'entrée en vigueur des amendements à la Convention

⁷ Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a informé le Secrétaire général qu'il n'a pas d'objection à cette réserve, mais considère qu'il est en mesure d'appliquer cette réserve, dans des conditions de réciprocité, à l'égard de l'Union soviétique, et déclare par les présentes qu'il compte le faire.

Les Gouvernements grec et néerlandais ont informé le Secrétaire général qu'ils ne se considèrent pas comme liés, à l'égard de l'Union soviétique, par les dispositions auxquelles la réserve est formulée.

Le Gouvernement du Royaume-Uni a informé le Secrétaire général qu'il ne peut accepter cette réserve, car il estime qu'elle n'est pas de la nature de celles que peuvent faire les parties à la Convention.

⁸ Le Gouvernement de la République du Viet-Nam a informé le Secrétaire général qu'il fait objection à la réserve à l'article 33 de la Convention.

Le Gouvernement du Royaume-Uni a informé le Secrétaire général qu'il ne peut accepter ces réserves, car il estime qu'elles ne sont pas de la nature de celles que peuvent faire les Etats qui se proposent d'adhérer à la Convention.

demeurera subordonnée à l'exécution préalable des conditions constitutionnelles requises.

Article 33 (règlement des différends)

La République sera tenue par les termes de l'Ar-

ticle 36 du Statut de la Cour internationale de Justice. Autrement dit, c'est seulement par accord mutuel entre les Parties qu'une question quelconque pourra être soumise à la Cour internationale de Justice.

Application territoriale

| <i>Notification de :</i> | <i>Date de réception de la notification :</i> | | <i>Extension à :</i> |
|---------------------------|---|------|--|
| AFRIQUE DU SUD | 9 juillet | 1952 | Sud-Ouest africain. |
| AUSTRALIE | 3 mai | 1961 | Papua et Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée. |
| BELGIQUE | 23 avril | 1954 | Congo belge et Territoire sous tutelle du Ruanda-Urundi. |
| ESPAGNE | 13 février | 1958 | Localités et provinces africaines. |
| ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ... | 30 août | 1950 | Tous les territoires dont les Etats-Unis d'Amérique assurent les relations internationales. |
| FRANCE | 29 octobre | 1952 | Protectorats français du Maroc et de la Tunisie, tous les territoires français d'outre-mer, Togo et Cameroun sous tutelle française. |
| | 19 janvier | 1953 | Principauté d'Andorre. |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 29 novembre | 1961 | Territoire sous tutelle du Samoa-Occidental, avec déclaration. |
| PAYS-BAS | 14 janvier | 1955 | Surinam et Nouvelle-Guinée néerlandaise, avec déclaration. |
| | 9 mai | 1957 | Antilles néerlandaises, avec déclaration. |
| PORTUGAL | 19 janvier | 1956 | Toutes les provinces d'outre-mer — à l'exception de Macao — avec déclaration. |
| ROYAUME-UNI | 22 janvier | 1958 | Ile de Man, avec déclarations et réserves. |
| | 28 mai | 1958 | Bailliage de Guernesey et Etats de Jersey, avec déclarations et réserves. |
| | 27 août | 1958 | Colonie d'Aden, Chypre, Gibraltar, Guyane britannique, Honduras britannique, Ouganda et Seychelles, avec déclarations et réserves. |
| | 5 mars | 1959 | Jamaïque, Sainte-Lucie et Trinité, avec déclarations et réserves. |
| | 25 mars | 1959 | Gambie. |
| | 13 mai | 1959 | Ile Maurice et Singapour, avec déclarations et réserves. |
| | 23 novembre | 1959 | Malte, avec déclaration. |
| | 8 février | 1960 | Zanzibar. |
| | 25 mars | 1960 | Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland ⁹ , avec déclaration. |
| | 22 avril | 1960 | Saint-Vincent, Sierra Leone et Bornéo du Nord, avec déclarations et réserves. |
| | 27 septembre | 1960 | Barbade, avec déclarations et réserves. |
| | 12 janvier | 1961 | Hong-kong, avec déclarations et réserves. |
| | 3 août | 1961 | Bahama, avec déclaration. |
| | 14 juillet | 1965 | Grenade et Souaziland avec réserves. |
| | 16 décembre | 1965 | Fidji avec réserves et déclarations. |

⁹ Voir note 16, p. 87.

Déclarations et réserves faites lors de la notification concernant l'application territoriale

ANTILLES NÉERLANDAISES

“Excluant les annexes 1 et 2 de l'application de la Convention aux Antilles néerlandaises.”

NOUVELLE-GUINÉE NÉERLANDAISE

“Excluant les annexes 1 et 2 de l'application de la Convention à la Nouvelle-Guinée néerlandaise.”

PROVINCES PORTUGAISES D'OUTRE-MER

(à l'exception de Macao)

Sous réserve de la déclaration faite par le Gouvernement portugais lors de son adhésion à la Convention (voir p. 235).

TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU SAMOA-OCCIDENTAL

Excluant les annexes 1 et 2 de l'application de la Convention au Samoa-Occidental.

ILE DE MAN

La Convention est applicable à l'île de Man sous certaines déclarations et réserves identiques à celles formulées par le Royaume-Uni et figurant aux rubriques 1 et 2.

BAILLIAGE DE GUERNESEY

Les déclarations faites par les autorités insulaires du Bailliage de Guernesey sont analogues à celles formulées par le Royaume-Uni lors de la signature et au moment du dépôt de son instrument de ratification de la Convention.

Sous les réserves suivantes :

1) Les dispositions de ladite Convention concernant les véhicules automobiles ne seront pas applicables à l'île de Sercq dans laquelle l'utilisation des véhicules automobiles est interdite, exception faite des tracteurs automobiles réservés à certains usages déterminés.

2) En ce qui concerne l'article 24 de ladite Convention, les autorités insulaires du Bailliage de Guernesey se réservent le droit de ne pas autoriser une personne à conduire un véhicule autre qu'un véhicule importé, et à titre temporaire seulement, dans le Bailliage si : i) le véhicule est utilisé pour le transport de personnes contre rémunération et si : ii) le conducteur de ce véhicule est tenu, en vertu de la législation nationale du Bailliage, d'être titulaire d'un permis professionnel spécial.

3) En ce qui concerne l'article 26 de ladite Convention, les cycles admis dans le Bailliage de Guernesey en circulation internationale doivent, dès la tombée du jour, pendant la nuit ou lorsque les conditions atmosphériques l'exigent, être pourvus, conformément à la législation nationale du Bailliage, d'un feu blanc dirigé vers l'avant ainsi que d'un catadioptré rouge dirigé vers l'arrière.

ETATS DE JERSEY

Les déclarations faites par les Etats de Jersey sont analogues à celles formulées par le Royaume-Uni lors de la signature et au moment du dépôt de son instrument de ratification de la Convention.

La Convention s'applique aux Etats de Jersey sous les réserves suivantes :

1) En ce qui concerne l'article 24 de ladite Convention, les Etats de Jersey se réservent le droit de ne pas autoriser une personne à conduire un véhicule autre qu'un véhicule importé, et à titre temporaire seulement, dans l'île si : i) le véhicule est utilisé pour le transport de personnes contre rémunération et si : ii) le conducteur de ce véhicule est tenu, en vertu de la législation nationale de l'île, d'être titulaire d'un permis professionnel spécial.

2) En ce qui concerne l'article 26 de ladite Convention, les cycles admis dans l'île en circulation internationale doivent, dès la tombée du jour, pendant la nuit ou lorsque les conditions atmosphériques l'exigent, être pourvus, conformément à la législation nationale de l'île, d'un feu et d'un catadioptré rouges dirigés vers l'arrière.

COLONIE D'ADEN, GUYANE BRITANNIQUE ET SEYCHELLES

Les déclarations faites par les Gouvernements de la Colonie d'Aden, de la Guyane britannique et des Seychelles sont analogues à celles formulées par le Royaume-Uni lors de la signature et au moment du dépôt de son instrument de ratification de la Convention.

La Convention s'étend à la Colonie d'Aden, à la Guyane britannique et aux Seychelles sous les réserves suivantes :

1) En ce qui concerne l'article 24 de ladite Convention, les Gouvernements de la Colonie d'Aden, de la Guyane britannique et des Seychelles se réservent le droit de ne pas autoriser une personne à conduire un véhicule autre qu'un véhicule importé, et à titre temporaire seulement, dans la Colonie d'Aden, la Guyane britannique ou les Seychelles si : i) le véhicule est utilisé pour le transport de personnes contre rémunération ou de marchandises et si : ii) le conducteur de ce véhicule est tenu, en vertu de la législation nationale de la Colonie d'Aden, de la Guyane britannique ou des Seychelles, d'être titulaire d'un permis professionnel spécial.

2) En ce qui concerne l'article 26 de ladite Convention, les cycles admis dans le territoire en circulation internationale doivent, dès la tombée du jour, pendant la nuit ou lorsque les conditions atmosphériques l'exigent, être pourvus, conformément à la législation nationale de la Colonie d'Aden, de la Guyane britannique ou des Seychelles, d'un feu blanc dirigé vers l'avant, ainsi que d'un feu et d'un catadioptré rouges dirigés vers l'arrière.

CHYPRE¹⁰

[Avec les mêmes déclarations et réserves que celles faites au nom des Gouvernements de la Colonie d'Aden, Guyane britannique et Seychelles ; voir p. 238.]

GIBRALTAR

Les déclarations faites par le Gouvernement de Gibraltar sont analogues à celles formulées par le Royaume-Uni lors de la signature et au moment du dépôt de son instrument de ratification de la Convention.

La Convention s'étend à Gibraltar sous la réserve suivante :

En ce qui concerne l'article 24 de ladite Convention, le Gouvernement de Gibraltar se réserve le droit de ne pas autoriser une personne à conduire un véhicule autre qu'un véhicule importé et à titre temporaire seulement, à Gibraltar si : i) le véhicule est utilisé pour le transport de personnes contre rémunération et si : ii) le conducteur de ce véhicule est tenu, en vertu de la législation nationale de Gibraltar, d'être titulaire d'un permis professionnel spécial.

HONDURAS BRITANNIQUE

La Convention s'étend au Honduras britannique sous les réserves suivantes :

1) En ce qui concerne l'article 24 de ladite Convention, le Gouvernement du Honduras britannique se réserve le droit de ne pas autoriser une personne à conduire un véhicule autre qu'un véhicule importé, et à titre temporaire seulement, au Honduras britannique si : i) le véhicule est utilisé pour le transport de personnes contre rémunération ou de marchandises et si : ii) le conducteur de ce véhicule est tenu, en vertu de la législation nationale du Honduras britannique, d'être titulaire d'un permis professionnel spécial.

2) En ce qui concerne l'article 26 de ladite Convention, les cycles admis au Honduras britannique en circulation internationale doivent, dès la tombée du jour, pendant la nuit ou lorsque les conditions atmosphériques l'exigent, être pourvus, conformément à la législation nationale du Honduras britannique, d'un feu blanc dirigé vers l'avant ainsi que d'un feu et d'un catadioptre rouges dirigés vers l'arrière.

OUGANDA¹¹

La Convention s'étend à l'Ouganda sous la réserve suivante :

En ce qui concerne l'article 24 de ladite Convention, le Gouvernement de l'Ouganda se réserve le droit de ne pas autoriser une personne à conduire un véhicule autre qu'un véhicule importé, et à titre temporaire seulement, en Ouganda si : i) le véhicule est utilisé pour le transport de personnes contre rémunération ou de marchandises et si : ii) le conducteur de ce véhicule est tenu, en vertu de la législation nationale de l'Ouganda, d'être titulaire d'un permis professionnel spécial.

¹⁰ Pour les déclarations et les réserves formulées par Chypre au moment de la notification de succession à la Convention le 6 juillet 1962, voir p. 234.

¹¹ L'Ouganda a adhéré à la Convention le 15 avril 1965, sans déclaration ni réserve.

JAMAÏQUE¹²

La Convention s'étend à la Jamaïque sous la réserve suivante :

En ce qui concerne l'article 24 de ladite Convention, le Gouvernement de la Jamaïque se réserve le droit de ne pas autoriser une personne à conduire un véhicule, autre qu'un véhicule importé, et à titre temporaire seulement, dans la Jamaïque si : i) le véhicule est utilisé pour le transport de personnes contre rémunération ou de marchandises et si : ii) le conducteur de ce véhicule est tenu, en vertu de la législation nationale de la Jamaïque, d'être titulaire d'un permis professionnel spécial.

SAINTE-LUCIE ET TRINITÉ¹³

Les déclarations faites par les Gouvernements de Sainte-Lucie et de la Trinité sont analogues à celles formulées par le Royaume-Uni lors de la signature et au moment du dépôt de son instrument de ratification de la Convention.

La Convention s'étend à Sainte-Lucie et à la Trinité sous les réserves suivantes :

1) En ce qui concerne l'article 24 de ladite Convention, les Gouvernements de Sainte-Lucie et de la Trinité se réservent le droit de ne pas autoriser une personne à conduire un véhicule autre qu'un véhicule importé, et à titre temporaire seulement, à Sainte-Lucie et à la Trinité si : i) le véhicule est utilisé pour le transport de personnes contre rémunération ou de marchandises et si : ii) le conducteur de ce véhicule est tenu, en vertu de la législation nationale de Sainte-Lucie et de la Trinité, d'être titulaire d'un permis professionnel spécial.

2) En ce qui concerne l'article 26 de ladite Convention, les cycles admis dans le territoire en circulation internationale doivent, dès la tombée du jour, pendant la nuit ou lorsque les conditions atmosphériques l'exigent, être pourvus, conformément à la législation nationale de Sainte-Lucie et de la Trinité, d'un feu blanc dirigé vers l'avant, ainsi que d'un feu et d'un catadioptre rouges dirigés vers l'arrière.

ILE MAURICE

Conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 2 de ladite Convention, le Gouvernement de l'île Maurice exclut l'annexe 2 de l'application de la Convention.

La Convention s'étend à l'île Maurice sous les réserves suivantes :

i) Conformément aux dispositions du paragraphe b de la partie IV de l'annexe 6, le Gouvernement de l'île Maurice n'admettra qu'une seule remorque derrière un véhicule tracteur, n'en admettra pas derrière un véhicule articulé et n'admettra pas que des véhicules articulés soient utilisés pour le transport de personnes contre rémunération.

¹² Pour les déclarations et les réserves formulées par la Jamaïque au moment de la notification de succession à la Convention le 9 août 1963, voir p. 235.

¹³ Pour la déclaration faite par la Trinité-et-Tobago lors de son adhésion à la Convention, le 8 juillet 1964, voir p. 236.

2) Le Gouvernement de l'île Maurice se réserve le droit de ne pas appliquer les dispositions du paragraphe 1 de l'annexe 8 à ladite Convention, selon lesquelles l'âge minimum autorisé pour la conduite d'une automobile dans les conditions prévues à l'article 24 de la Convention est de dix-huit ans.

SINGAPOUR

Conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 2 de la présente Convention, le Gouvernement de Singapour exclut les annexes 1 et 2 de l'application de la Convention.

MALTE¹⁴

Conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 2 de la présente Convention, le Gouvernement de Malte exclut l'annexe 1 de l'application de la Convention.

FÉDÉRATION DE LA RHODÉSIE ET DU NYASSALAND¹⁵

Conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 2 de la présente Convention, le Gouvernement de la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland exclut les annexes 1 et 2 de l'application de la Convention.

BORNÉO DU NORD

L'application de la Convention est étendue au Bornéo du Nord avec la réserve suivante :

En ce qui concerne l'article 24 de ladite Convention, le Gouvernement du Bornéo du Nord se réserve le droit de ne pas autoriser une personne à conduire un véhicule autre qu'un véhicule importé, et à titre temporaire, dans le Bornéo du Nord si : i) le véhicule est utilisé pour le transport de personnes contre rémunération ou de marchandises et si : ii) le conducteur de ce véhicule est tenu, en vertu de la législation nationale du Bornéo du Nord, d'être titulaire d'un permis professionnel spécial.

SAINT-VINCENT

Les déclarations faites par le Gouvernement de Saint-Vincent sont analogues à celles formulées par le Royaume-Uni lors de la signature et au moment du dépôt de son instrument de ratification de la Convention.

L'application de la Convention est étendue à Saint-Vincent avec les réserves suivantes :

1) En ce qui concerne l'article 24 de ladite Convention, le Gouvernement de Saint-Vincent se réserve le droit de ne pas autoriser une personne à conduire un véhicule autre qu'un véhicule importé, et à titre temporaire seulement, dans Saint-Vincent, si : i) le véhicule est utilisé pour le transport de personnes contre rémunération ou de marchandises et si : ii) le conducteur de ce véhicule est tenu, en vertu de la législation nationale de Saint-Vincent, d'être titulaire d'un permis professionnel spécial.

¹⁴ Dans sa notification de succession à la Convention faite le 3 janvier 1966, le Gouvernement de Malte a confirmé cette déclaration; voir p. 235.

¹⁵ Voir note 16, p. 87.

2) En ce qui concerne l'article 26 de ladite Convention, les cycles admis dans le territoire en circulation internationale doivent, dès la tombée du jour, pendant la nuit ou lorsque les conditions atmosphériques l'exigent, être pourvus, conformément à la législation nationale de Saint-Vincent, d'un feu blanc dirigé vers l'avant ainsi que d'un feu d'un catadioptré rouges dirigés vers l'arrière.

SIERRA LEONE¹⁶

[Avec les mêmes déclarations et réserves que celles faites au nom du Gouvernement de St. Vincent; voir ci-dessus.]

BARBADE

Les déclarations et réserves concernant la Barbade sont analogues à celles formulées par le Royaume-Uni dans son instrument de ratification.

HONG-KONG

Les déclarations faites par le Gouvernement de Hong-kong sont analogues à celles formulées par les Royaume-Uni lors de la signature et au moment du dépôt de son instrument de ratification de la Convention.

L'application de la Convention est étendue à Hong-kong avec les réserves suivantes :

1) En ce qui concerne l'article 26 de ladite Convention, les cycles admis dans le territoire en circulation internationale doivent, dès la tombée du jour, pendant la nuit ou lorsque les conditions atmosphériques l'exigent, être pourvus, conformément à la législation nationale de Hong-kong, d'un feu blanc dirigé vers l'avant, ainsi que d'un feu et d'un catadioptré rouges dirigés vers l'arrière.

2) En ce qui concerne le paragraphe b de la section II — Eclairage — de l'annexe 6, la législation de Hong-kong stipule que toute automobile, autre qu'un motocycle avec ou sans side-car, doit être munie d'indicateurs de direction appartenant à l'un des types décrits dans ledit paragraphe.

BAHAMA

Conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 2 de la présente Convention, le Gouvernement des Bahama exclut les annexes 1 et 2 de l'application de la Convention.

GRENADE ET SOUAZILAND

Avec les réserves contenues dans l'instrument de ratification du Royaume Uni.

ÎLES FIDJI

Compte tenu des réserves et des déclarations faites par le Royaume-Uni lors de la ratification.

¹⁶ Pour les déclarations et les réserves formulées par le Sierra Leone lors de la notification de succession à la Convention le 13 mars 1962, voir p. 236.

Signe distinctif des véhicules en circulation internationale

(lettres distinctives portées à la connaissance du Secrétaire général¹⁷)

| | | | |
|---|-----|-----------------------------|-----|
| Afrique du Sud | ZA | Kenya | EAK |
| Algérie | DZ | Laos | LAO |
| Andorre | AND | Lesotho | LS |
| Argentine | RA | Liban | RL |
| Australie | AUS | Luxembourg | L |
| Autriche | A | Madagascar | RM |
| Barbade | BDS | Malaisie | PTM |
| Belgique | B | Malawi | MW |
| Birmanie | BUR | Mali | RMM |
| Botswana | RB | Malte | M |
| Brésil | BR | Maroc | MA |
| Bulgarie | BG | Maurice | MS |
| Cambodge | K | Mexique | MEX |
| Canada | CDN | Monaco | MC |
| Ceylan | CL | Nicaragua | NIC |
| Chili | RCH | Niger | NIG |
| Chine | RC | Nigéria | WAN |
| Chypre | CY | Norvège | N |
| Congo (Brazzaville) | RCB | Nouvelle-Zélande | NZ |
| Congo (République démocratique du) | CGO | Ouganda | EAU |
| Costa Rica | CR | Pakistan | PAK |
| Côte d'Ivoire | CI | Paraguay | PY |
| Dahomey | DY | Pays-Bas | NL |
| Danemark | DK | Surinam | SME |
| Equateur | EC | Antilles néerlandaises | NA |
| Espagne (y compris les provinces et localités africaines) | E | Pérou | PE |
| Etats-Unis d'Amérique | USA | Philippines | PI |
| Finlande | SF | Pologne | PL |
| France (y compris les territoires français d'outre-mer) | F | Portugal | P |
| Gambie | WAG | République arabe unie | ET |
| Ghana | GH | République centrafricaine | RCA |
| Grèce | GR | République Dominicaine | DOM |
| Guatemala | GCA | République-Unie de Tanzanie | |
| Haïti | RH | Tanganyika | EAT |
| Hongrie | H | Zanzibar | EAZ |
| Inde | IND | République du Viet-Nam | VN |
| Indonésie | RI | Roumanie | R |
| Iran | IR | Royaume-Uni | GB |
| Irlande | IRL | Aden | ADN |
| Islande | IS | Alderney | GBA |
| Israël | IL | Bahama | BS |
| Italie | I | Braïéi | BRU |
| Jamaïque | JA | Gibraltar | GBZ |
| Japon | J | Guernesey | GBG |
| Jordanie | HKJ | Honduras britannique | BH |
| | | Hong-kong | HK |

¹⁷ Les lettres distinctives indiquées pour la Barbade, la Gambie, le Kenya, Maurice, le Nigéria, le Samoa-Occidental, Singapour, le Souaziland, le Tanganyika, la Zambie et Zanzibar ont été portées à la connaissance du Secrétaire général avant

l'accession de ces pays à l'indépendance par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ou par le Gouvernement néo-zélandais dans le cas du Samoa-Occidental.

| | | | |
|------------------|-----|---|-----|
| Iles du Vent | | Souaziland | SD |
| Grenade | WG | Suède | S |
| Sainte-Lucie | WL | Suisse | CH |
| Saint-Vincent | WV | Syrie | SYR |
| Jersey | GBJ | Tchécoslovaquie | CS |
| Rhodésie du Sud | RSR | Thaïlande | T |
| Seychelles | SY | Togo | TG |
| Rwanda | RWA | Trinité-et-Tobago | TT |
| Saint-Marin | RSM | Tunisie | TN |
| Saint-Siège | V | Turquie | TR |
| Samoa-Occidental | WS | Union des Républiques soviétiques socialistes | SU |
| Sénégal | SN | Uruguay | U |
| Sierra Leone | WAL | Venezuela | YV |
| Singapour | SGP | Yougoslavie | YU |
| | | Zambie | RNR |

2. Protocole relatif aux pays ou territoires présentement occupés

Signé à Genève le 19 septembre 1949¹

ENREGISTREMENT : 26 mars 1952, n° 1671.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 125, p. 3.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | <i>Ratification, adhésion (a)</i> | |
|----------------------------|-------------------|-----------------------------------|--------|
| AFRIQUE DU SUD | 19 septembre 1949 | 9 juillet | 1952 |
| BELGIQUE | 19 septembre 1949 | 23 avril | 1954 |
| BOTSWANA | | 3 janvier | 1967 a |
| CAMBODGE | | 14 mars | 1956 a |
| CHILI | | 10 août | 1960 a |
| CUBA | | 1 ^{er} octobre | 1952 a |
| DANEMARK | 19 septembre 1949 | | |
| ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE .. | 19 septembre 1949 | 30 août | 1950 |
| FRANCE | 19 septembre 1949 | 15 septembre | 1950 |
| GUATEMALA | | 10 janvier | 1962 a |
| HAÏTI | | 12 février | 1958 a |
| INDE | 19 septembre 1949 | | |
| ITALIE | 19 septembre 1949 | 15 décembre | 1952 |
| LIBAN | 19 septembre 1949 | | |
| LUXEMBOURG | 19 septembre 1949 | 17 octobre | 1952 |
| NORVÈGE | 19 septembre 1949 | | |
| OUGANDA | | 15 avril | 1965 a |
| PAYS-BAS | 19 septembre 1949 | | |
| PHILIPPINES | 19 septembre 1949 | | |
| PORTUGAL | | 28 décembre | 1955 a |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE | 19 septembre 1949 | 28 mai | 1957 |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE .. | 19 septembre 1949 | 15 août | 1957 |
| ROYAUME-UNI | 19 septembre 1949 | 8 juillet | 1957 |
| SUÈDE | 19 septembre 1949 | | |
| SUISSE | 19 septembre 1949 | | |
| TUNISIE | | 8 novembre | 1957 a |
| TURQUIE | | 17 janvier | 1956 a |

¹ Voir note 1, p. 232.

3. Protocole relatif à la signalisation routière

Signé à Genève le 19 septembre 1949¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 20 décembre 1953, conformément à l'article 58.

ENREGISTREMENT : 20 décembre 1953, n° 1671.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 182, p. 229, et vol. 514, p. 254 (amendements au Protocole²).

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | <i>Ratification, adhésion (a) notification de succession (d)</i> | |
|---|-------------------|--|--------|
| AUTRICHE | 19 septembre 1949 | 2 novembre | 1955 |
| BELGIQUE | 19 septembre 1949 | 23 avril | 1954 |
| BULGARIE | | 13 février | 1963 a |
| CAMBODGE | | 14 mars | 1956 a |
| CUBA | | 1 ^{er} octobre | 1952 a |
| DANEMARK | 19 septembre 1949 | 1 ^{er} juillet | 1959 |
| EQUATEUR | | 26 septembre | 1962 a |
| ESPAGNE | | 13 février | 1958 a |
| FINLANDE | | 24 septembre | 1958 a |
| FRANCE | 19 septembre 1949 | 18 août | 1954 |
| GRÈCE | | 1 ^{er} juillet | 1952 a |
| HAÏTI | | 12 février | 1958 a |
| HONGRIE | | 30 juillet | 1962 a |
| INDE | 29 décembre 1949 | | |
| ISRAËL | 19 septembre 1949 | | |
| ITALIE | 19 septembre 1949 | 15 décembre | 1952 |
| LIBAN | 19 septembre 1949 | | |
| LUXEMBOURG | 19 septembre 1949 | 17 octobre | 1952 |
| MONACO | | 25 septembre | 1951 a |
| NIGER | | 5 mars | 1968 a |
| NORVÈGE | 19 septembre 1949 | | |
| OUGANDA | | 15 avril | 1965 a |
| PAYS-BAS | 19 septembre 1949 | 19 septembre | 1952 |
| POLOGNE | | 29 octobre | 1958 a |
| PORTUGAL | | 15 février | 1957 a |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE ... | 19 septembre 1949 | 28 mai | 1957 |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE .. | | 15 août | 1957 a |
| ROUMANIE | | 26 janvier | 1961 a |
| ROYAUME-UNI | | 16 mai | 1966 a |
| RWANDA | | 5 août | 1964 d |
| SAINT-MARIN | | 19 mars | 1962 a |
| SAINT-SIÈGE | | 1 ^{er} octobre | 1956 a |
| SÉNÉGAL | | 13 juillet | 1962 a |
| SUÈDE | 19 septembre 1949 | 25 février | 1952 |
| SUISSE | 19 septembre 1949 | | |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 28 décembre 1949 | 3 novembre | 1950 |
| THAÏLANDE | | 15 août | 1962 a |
| TUNISIE | | 8 novembre | 1957 a |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES .. | | 17 août | 1959 a |
| YOUgoslavie | 19 septembre 1949 | 8 octobre | 1956 |

¹ Voir note 1, p. 232.

² Enregistrement : 22 octobre 1964, n° 1671. Le texte de ces amendements a été communiqué au Secrétaire général par le Gouvernement français, le 3 février 1964, conformément au paragraphe 1 de l'article 60 du Protocole. Conformément au paragraphe 5 du même article, ces amendements sont entrés en vigueur le 22 octobre 1964 à l'égard de toutes les Parties contractantes, à l'exception du Gouvernement portugais, qui, ayant notifié au Secrétaire général qu'il s'opposait à l'amendement visant à ajouter un nouveau paragraphe 3 bis à l'article 35, n'est pas lié par les dispositions de cet amendement. Pour le texte du Protocole incorporant lesdits amendements, voir *Conférence des Nations Unies sur les transports routiers et les*

transports automobiles, Acte final et documents connexes (publication des Nations Unies, numéro de vente : 1967.VIII.1).

Note. — L'article 59 du Protocole stipule que, "en ratifiant le présent Protocole ou en y adhérant, chaque Etat partie à la Convention sur l'unification de la signalisation routière ouverte à la signature à Genève, le 30 mars 1931 (voir *Recueil des Traités de la Société des Nations*, vol. 150, p. 247), s'engage à la dénoncer dans un délai de trois mois à dater du dépôt de ses instruments de ratification ou d'adhésion". La Convention a cessé d'être en vigueur le 30 juillet 1963, conformément à l'article 15, le nombre des Etats membres liés par les dispositions de la Convention ayant été réduit à un nombre inférieur à cinq à la suite de dénonciations successives.

Déclarations et réserves

AUTRICHE

Avec la réserve en ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article 45, contenue dans le paragraphe 7, f, de l'Acte final de la Conférence sur les transports routiers et les transports automobiles³.

BULGARIE

"L'article 62 du Protocole relatif à la signalisation routière, où il est prévu que tout différend entre deux ou plusieurs Etats contractants touchant l'interprétation ou l'application de la présente Convention que les Parties n'auraient pu régler par voie de négociations ou par un autre mode de règlement, pourra être porté devant la Cour internationale de Justice pour être tranché par elle."

FINLANDE

Se référant au paragraphe 5 de l'article 15 du Protocole, le Gouvernement finlandais se réserve le droit d'utiliser la croix de Saint-André pour signaler les passages à niveau avec barrières.

HONGRIE

La République populaire hongroise ne se considère pas liée par la disposition du paragraphe 5 de l'article 15 du Protocole, aux termes de laquelle les passages à niveau avec barrières ne pourront pas être munis d'un signal en forme de croix de Saint-André, ni par les dispositions de l'article 62 dudit Protocole.

NORVEGE

Avec la réserve en ce qui concerne le paragraphe 5 de l'article 15 contenue dans le paragraphe 7 (e) de l'Acte final de la Conférence sur les transports routiers et les transports automobiles⁴.

ROUMANIE

"La République populaire roumaine ne se considère pas liée par les stipulations de l'article 62 en vertu duquel tout différend concernant l'interprétation ou l'application du Protocole peut être déféré, sur la demande de l'un des Etats intéressés, à la Cour internationale de Justice pour y être tranché. La position de la République populaire roumaine est que, pour soumettre tout différend à la Cour internationale de Justice en vue de sa solution, l'accord de toutes les parties au différend est chaque fois nécessaire."

SUEDE

Avec la réserve en ce qui concerne le paragraphe 5 de l'article 15, contenue dans le paragraphe 7 (e) de l'Acte final de la Conférence sur les transports routiers et les transports automobiles⁴.

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES⁵

Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ne se considère pas comme lié par les dispositions de l'article 62 du Protocole relatif à la signalisation routière, aux termes duquel tout différend entre Etats contractants touchant l'interprétation ou l'application du Protocole pourra être porté à la requête d'un quelconque des Etats contractants intéressés, devant la Cour internationale de Justice pour être tranché par elle, et déclare que, dans chaque cas d'espèce, l'accord de tous les Etats en litige est nécessaire pour qu'un différend quelconque soit soumis à la Cour internationale de Justice pour être tranché par elle.

Application territoriale

| <i>Notification de :</i> | <i>Date de réception de la ratification</i> | | <i>Extension à :</i> |
|--------------------------|---|------|---|
| ESPAGNE | 13 février | 1958 | Localités et provinces africaines. |
| PAYS-BAS | 14 janvier | 1955 | Surinam et Nouvelle-Guinée néerlandaise. |
| | 9 mai | 1957 | Antilles néerlandaises. |
| PORTUGAL | 15 février | 1957 | Provinces portugaises d'outre-mer de l'Angola et du Mozambique. |

³ Ladite réserve se lit comme suit : "Les signaux d'identification particulière des routes pourront avoir, en Autriche, la forme d'un rectangle ou d'un cercle."

⁴ Ladite réserve se lit comme suit : "L'usage de la croix de Saint-André aux passages à niveau avec barrières sera admis en Suède et en Norvège."

⁵ Le Gouvernement grec a informé le Secrétaire général qu'il ne se considère pas comme lié, à l'égard de l'Union soviétique, par les dispositions auxquelles la réserve est formulée.

4. Accord européen complétant la Convention sur la circulation routière et le Protocole relatif à la signalisation routière de 1949

En date, à Genève, du 16 septembre 1950

ENTRÉE EN VIGUEUR : 20 décembre 1953, conformément à l'article 4.

ENREGISTREMENT : 20 décembre 1953, n° 1671.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 182, p. 287.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | <i>Signature définitive (*) ratification, adhésion (a)</i> |
|-----------------------------|-------------------|--|
| AUTRICHE | 28 juin 1951 | 2 novembre 1955 |
| BELGIQUE ¹ | 16 septembre 1950 | 23 avril 1954 |
| ESPAGNE | | 9 juin 1960 <i>a</i> |
| FRANCE | | 16 septembre 1950 * |
| GRÈCE | | 1 ^{er} juillet 1952 <i>a</i> |
| HONGRIE ² | | 30 juillet 1962 <i>a</i> |
| ITALIE | | 30 mars 1957 <i>a</i> |
| LUXEMBOURG | 16 septembre 1950 | 17 octobre 1952 |
| PAYS-BAS ³ | | 16 septembre 1950 * |
| POLOGNE | | 29 octobre 1958 <i>a</i> |
| ROYAUME-UNI | | 16 mai 1966 <i>a</i> |
| SAINT-SIÈGE | | 1 ^{er} octobre 1956 <i>a</i> |
| YOUgoslavie | | 16 septembre 1950 * |

¹ La signature a été apposée sans réserve de ratification, mais les pouvoirs du plénipotentiaire prévoyaient la signature de l'Accord sous réserve de ratification.

² Avec la déclaration que la République populaire hongroise ne se considère pas comme liée par les dispositions de l'article 5 dudit Accord.

³ Par une communication reçue le 4 décembre 1952, le Gouvernement néerlandais a notifié au Secrétaire général que sa réserve de ratification, faite en son nom à la signature de l'Accord, doit être considérée comme étant retirée.

5. Accord européen portant application de l'article 3 de l'annexe 7 de la Convention sur la circulation routière de 1949 concernant les dimensions et poids des véhicules admis à circuler sur certaines routes des parties contractantes, avec annexe

Signé à Genève le 16 septembre 1950

ENTRÉE EN VIGUEUR : 23 avril 1954, et par suite de la dénonciation de la France, le nombre des Parties contractantes étant inférieur à trois, l'Accord a pris fin le 27 novembre 1954, conformément à l'article 5.

ENREGISTREMENT : 23 avril 1954, n° 1671.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 189, p. 367.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | <i>Signature définitive (*) ratification</i> | |
|-------------------------------|-------------------|--|--------|
| BELGIQUE ¹ | 16 septembre 1950 | 23 avril | 1954 |
| FRANCE ² | | 16 septembre | 1950 * |
| LUXEMBOURG ¹ | 16 septembre 1950 | 17 octobre | 1952 |

¹ La signature a été apposée sans réserve de ratification, mais les pouvoirs du plénipotentiaire prévoyaient la signature de l'Accord sous réserve de ratification.

² Notification de dénonciation de l'Accord donnée par le Gouvernement français le 26 mai 1954.

6. Accord européen portant application de l'article 23 de la Convention sur la circulation routière de 1949 concernant les dimensions et poids des véhicules admis à circuler sur certaines routes des parties contractantes, avec annexe

Signé à Genève le 16 septembre 1950

ENTRÉE EN VIGUEUR : 1^{er} juillet 1952, conformément à l'article 5.

ENREGISTREMENT : 1^{er} juillet 1952, n° 1671.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 133, p. 369 et vol. 251, p. 379 (additif à l'annexe).

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | <i>Signature définitive (*) ratification, adhésion (a)</i> |
|-----------------------------|-------------------|--|
| BELGIQUE ¹ | 16 septembre 1950 | 23 avril 1954 |
| FRANCE | | [16 septembre 1950*] ² |
| GRÈCE | | 1 ^{er} juillet 1952 a |
| ITALIE | | 30 mars 1957 a |
| LUXEMBOURG | 16 septembre 1950 | 17 octobre 1952 |
| PAYS-BAS ³ | | 16 septembre 1950 * |
| YOUgoslavie | | 16 septembre 1950 * |

¹ La signature a été apposée sans réserve de ratification, mais les pouvoirs du plénipotentiaire prévoyaient la signature de l'Accord sous réserve de ratification.

² Par une communication reçue le 27 mars 1961, le Gouvernement français a fait parvenir sa notification de dénonciation de l'Accord, qui a pris effet le 27 septembre 1961.

³ Par une communication reçue le 4 décembre 1952, le Gouvernement néerlandais a notifié au Secrétaire général que sa réserve de ratification, faite en son nom à la signature de l'Accord, doit être considérée comme étant retirée.

7. Déclaration sur la construction de grandes routes de trafic international, avec annexes

Signée à Genève le 16 septembre 1950¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 16 septembre 1950, conformément au paragraphe 6.

ENREGISTREMENT : 16 septembre 1950, n° 1264.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 92, p. 91¹.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | <i>Signature définitive (*) ratification, adhésion (a)</i> | |
|--|-------------------|--|--------|
| AUTRICHE | | 1 ^{er} octobre | 1951 a |
| BELGIQUE ² | 16 septembre 1950 | 23 avril | 1954 a |
| BULGARIE | | 8 mai | 1962 a |
| DANEMARK | | 8 juin | 1966 a |
| ESPAGNE | | 25 mars | 1960 a |
| FINLANDE | | 9 septembre | 1965 a |
| FRANCE | | 16 septembre | 1950 * |
| GRÈCE | | 1 ^{er} juillet | 1952 a |
| HONGRIE | | 5 décembre | 1962 a |
| IRLANDE | | 20 mai | 1968 a |
| ITALIE | | 30 mars | 1957 a |
| LUXEMBOURG | | 16 septembre | 1950 * |
| NORVÈGE | | 15 décembre | 1953 a |
| PAYS-BAS ³ | | 16 septembre | 1950 * |
| POLOGNE | | 26 septembre | 1960 a |
| PORTUGAL | | 1 ^{er} avril | 1954 a |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE | | 13 novembre | 1957 a |
| ROUMANIE | | 7 avril | 1965 a |
| ROYAUME-UNI | | 16 septembre | 1950 * |
| SUÈDE | | 31 mars | 1952 a |
| TURQUIE | | 10 juin | 1954 a |
| YOUGOSLAVIE | | 18 novembre | 1960 a |

¹ On trouvera les additions et les modifications aux annexes I et II de la Déclaration dans : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 92, p. 123, vol. 108, p. 321; vol. 133, p. 365; vol. 184, p. 344; vol. 203, p. 336; et vol. 451, p. 327. Des modifications ultérieures à l'annexe I ont été approuvées par les Parties contractantes les 23 septembre 1966 et 7 novembre 1967.

² La signature a été apposée sans réserve de ratification, mais les pouvoirs du plénipotentiaire prévoyaient la signature de l'Accord sous réserve de ratification.

³ Par une communication reçue le 4 décembre 1952, le Gouvernement néerlandais a notifié au Secrétaire général que sa réserve de ratification, faite en son nom à la signature de l'Accord, doit être considérée comme étant retirée.

8. Accord général portant réglementation économique des transports routiers internationaux, avec Cahier des charges et annexes

a) Protocole additionnel

b) Protocole de signature

En date, à Genève, du 17 mars 1954

Non encore en vigueur, à l'exception du Protocole additionnel¹ (voir l'article 10 de l'Accord et l'avant-dernier alinéa du Protocole de signature).

TEXTE : E/ECE/186 (E/ECE/TRANS/460), 22 mars 1954.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Signature définitive (*) ratification, adhésion (a)</i> | |
|-------------------|------------------|------|--|--------|
| BELGIQUE | 17 mars | 1954 | | |
| DANEMARK | 17 mars | 1954 | | |
| FRANCE | | | 17 mars | 1954 * |
| GRÈCE | 17 mars | 1954 | 11 décembre | 1956 |
| ITALIE | 17 mars | 1954 | 18 octobre | 1957 |
| LUXEMBOURG | 17 mars | 1954 | | |
| NORVÈGE | | | 17 janvier | 1956 a |
| PAYS-BAS | 17 mars | 1954 | | |
| ROYAUME-UNI | 17 mars | 1954 | | |
| SUÈDE | 17 mars | 1954 | | |
| SUISSE | 17 mars | 1954 | | |
| YOUgoslavie | 17 mars | 1954 | | |

¹ Le paragraphe 3 du Protocole additionnel stipule que le Protocole "entrera en vigueur à la date de sa signature et sera considéré comme faisant partie intégrante de l'Accord général à la date d'entrée en vigueur dudit Accord".

c) Protocole relatif à l'adoption de l'annexe C.I au Cahier des charges annexé à l'Accord général portant réglementation économique des transports routiers internationaux

En date, à Genève, du 1^{er} juillet 1954

Non encore en vigueur (voir préambule).

TEXTE : E/ECE/186 (E/ECE/TRANS/460), Add. 1, 21 septembre 1954.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | |
|------------------|-------------------------|--------|
| BELGIQUE | 1 ^{er} juillet | 1954 |
| FRANCE | 1 ^{er} juillet | 1954 * |
| LUXEMBOURG | 1 ^{er} juillet | 1954 |
| PAYS-BAS | 1 ^{er} juillet | 1954 |

* Signature sans réserve de ratification.

9. Accord relatif à la signalisation des chantiers, portant modification de l'Accord européen du 16 septembre 1950 complétant la Convention de 1949 sur la circulation routière et le Protocole de 1949 relatif à la signalisation routière¹

En date, à Genève, du 16 décembre 1955

Non encore en vigueur (voir article 2).

TEXTE : E/ECE/223 (E/ECE/TRANS/481), 1956.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | <i>Signature définitive (*) ratification, adhésion (a)</i> | |
|-----------------------------|------------------|--|--------|
| AUTRICHE | 16 décembre 1955 | | |
| BELGIQUE | 16 décembre 1955 | 28 mai | 1956 |
| ESPAGNE | | 9 juin | 1960 a |
| FRANCE | | 16 décembre | 1955 * |
| GRÈCE | 16 décembre 1955 | | |
| HONGRIE | | 30 juillet | 1962 a |
| ITALIE | | 12 février | 1958 a |
| LUXEMBOURG | 16 décembre 1955 | 3 juin | 1957 |
| PAYS-BAS ² | 16 décembre 1955 | 31 janvier | 1958 |
| POLOGNE | | 29 octobre | 1958 a |
| ROYAUME-UNI | | 16 mai | 1966 a |
| SAINT-SIÈGE | | 1 ^{er} octobre | 1956 a |
| YUGOSLAVIE | 16 décembre 1955 | 19 mars | 1957 |

¹ Pour l'Accord du 16 septembre 1950, voir p. 246.

² L'instrument de ratification stipule que l'Accord est ratifié pour le Royaume en Europe.

10. Convention relative au régime fiscal des véhicules routiers à usage privé en circulation internationale, et Protocole de signature

En date, à Genève, du 18 mai 1956

ENTRÉE EN VIGUEUR : 18 août 1959, conformément à l'article 6.

ENREGISTREMENT : 18 août 1959, n° 4844.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 339, p. 3.

| <i>Etat</i> | <i>Signature sous réserve de ratification</i> | | <i>Signature définitive : ratification, adhésion (a)</i> | |
|---|---|------|--|--------|
| AUSTRALIE | | | 3 mai | 1961 a |
| AUTRICHE | 18 mai | 1956 | 12 novembre | 1958 |
| BELGIQUE | 18 mai | 1956 | | |
| CAMBODGE | | | 22 septembre | 1959 a |
| DANEMARK | | | 9 février | 1968 a |
| FINLANDE | | | 18 mai | 1956* |
| FRANCE | 18 mai | 1956 | 20 mai | 1959 |
| GHANA | | | 18 août | 1959 a |
| IRLANDE | | | 31 mai | 1962 a |
| LUXEMBOURG | 18 mai | 1956 | 28 mai | 1965 |
| MALTE | | | 22 novembre | 1966 a |
| NORVÈGE | | | 9 juillet | 1965 a |
| PAYS-BAS ¹ | 18 mai | 1956 | 20 avril | 1959 |
| POLOGNE ² | 18 mai | 1956 | | |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ³ | | | 7 juillet | 1961 a |
| ROYAUME-UNI | 18 mai | 1956 | 15 janvier | 1963 |
| ROUMANIE ⁴ | | | 10 juillet | 1967 a |
| SUÈDE | 18 mai | 1956 | 16 janvier | 1958 |
| TCHÉCOSLOVAQUIE ⁵ | | | 2 juillet | 1962 a |
| YOUgoslavie | 18 mai | 1956 | 8 avril | 1960 |

¹ La signature a été apposée pour le Royaume en Europe. L'instrument de ratification stipule que la Convention et le Protocole de signature sont ratifiés pour le Royaume en Europe, pour le Surinam, pour les Antilles néerlandaises et pour la Nouvelle-Guinée néerlandaise.

² Avec une réserve indiquant que le Gouvernement de la République populaire de Pologne ne se considère pas comme lié par l'article 10 de la Convention.

³ Par une note accompagnant l'instrument de ratification, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a déclaré que la Convention s'applique également au *Land* de Berlin à compter de la date à laquelle elle entrera en vigueur pour la République fédérale d'Allemagne.

Eu égard à la déclaration précitée, des communications ont été adressées au Secrétaire général par les Gouvernements d'Albanie, de Cuba, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, d'une part, et par les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de la République fédérale d'Allemagne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part.

En ce qui concerne la nature de ces communications, voir note 4, p. 45.

⁴ "La République socialiste de Roumanie ne se considère pas liée par les dispositions de l'article 10, alinéas 2 et 3, de la Convention, sa position étant qu'un différend touchant l'interprétation ou l'application de la Convention ne pourra être soumis à l'arbitrage qu'avec le consentement de toutes les parties en litige.

"Le Conseil d'Etat de la République socialiste de Roumanie estime que le maintien de l'état de dépendance de certains territoires auxquels se réfère la réglementation de l'article 9 de cette Convention n'est pas en concordance avec la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux, adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU le 14 décembre 1960, par la résolution 1514 (XV), par laquelle on proclame la nécessité de mettre fin d'une manière rapide et sans conditions au colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations."

⁵ Avec la déclaration que, conformément au paragraphe 2 de l'article 11 de la Convention, la République socialiste tchécoslovaque ne sera pas liée par les dispositions de l'article 10 de la Convention.

Application territoriale

| <i>Notification de:</i> | <i>Date de réception de la ratification</i> | | <i>Extension à :</i> |
|-------------------------|---|------|---|
| AUSTRALIE | 3 mai | 1961 | Papua et Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée. |
| ROYAUME-UNI | 15 janvier | 1963 | Jersey, Guernesey, Aurigny et île de Man. |
| | 6 juin | 1963 | Iles Falkland et Gibraltar. |
| | 18 juillet | 1963 | Seychelles et îles Vierges. |
| | 26 juillet | 1963 | Sainte-Lucie et Montserrat. |
| | 8 novembre | 1963 | Saint-Vincent, Brunéi, Zanzibar et Guyane britannique. |
| | 6 mai | 1964 | Ile Maurice. |

11. Convention relative au contrat de transport international de marchandises par route (CMR), et Protocole de signature

En date, à Genève, du 19 mai 1956

ENTRÉE EN VIGUEUR : 2 juillet 1961, conformément à l'article 43.

ENREGISTREMENT : 2 juillet 1961, n° 5742.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 399, p. 189.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a)</i> | |
|---|------------------|------|-----------------------------------|--------|
| AUTRICHE | 19 mai | 1956 | 18 juillet | 1960 |
| BELGIQUE | 19 mai | 1956 | 18 septembre | 1962 |
| DANEMARK | | | 28 juin | 1965 a |
| FRANCE | 19 mai | 1956 | 20 mai | 1959 |
| ITALIE | | | 3 avril | 1961 a |
| LUXEMBOURG | 19 mai | 1956 | 20 avril | 1964 |
| PAYS-BAS ¹ | 19 mai | 1956 | 27 septembre | 1960 |
| POLOGNE ² | 19 mai | 1956 | 13 juin | 1962 |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ³ | 19 mai | 1956 | 7 novembre | 1961 |
| ROYAUME-UNI ⁴ | | | 21 juillet | 1967 a |
| SUÈDE | 19 mai | 1956 | | |
| SUISSE | 19 mai | 1956 | | |
| YOUgoslavie | 19 mai | 1956 | 22 octobre | 1958 |

¹ La signature a été apposée pour le Royaume en Europe.

² Avec une réserve indiquant que le Gouvernement de la République populaire de Pologne ne se considère pas comme lié par l'article 1^o de la Convention.

³ Par une communication reçue le 7 novembre 1961, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a déclaré que la Convention s'applique également au *Land* de Berlin à compter de la date à laquelle elle entrera en vigueur pour la République fédérale d'Allemagne.

Eu égard à la déclaration précitée, des communications ont été adressées au Secrétaire général par les Gouvernements

d'Albanie, de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Pologne, de la Roumanie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, d'une part, et par les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de la République fédérale d'Allemagne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part. En ce qui concerne la nature de ces communications, voir note 4, p. 45.

⁴ Par une communication reçue le 31 octobre 1968, le Gouvernement du Royaume-Uni a notifié au Secrétaire général que la Convention sera applicable à Gibraltar.

12. Convention relative au régime fiscal des véhicules routiers effectuant des transports internationaux de marchandises

En date, à Genève, du 14 décembre 1956

ENTRÉE EN VIGUEUR : 29 août 1962, conformément à l'article 5.

ENREGISTREMENT : 29 août 1962, n° 6292.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 436, p. 115.

| <i>Etat</i> | <i>Signature sous réserve de ratification</i> | | <i>Signature définitive (*) ratification, adhésion (a)</i> | |
|------------------------------------|---|------|--|--------|
| AUTRICHE | 14 décembre | 1956 | 7 avril | 1960 |
| CUBA ¹ | | | 14 février | 1966 a |
| DANEMARK | | | 9 février | 1968 a |
| FINLANDE | | | 11 janvier | 1967 a |
| GHANA | | | 29 août | 1962 a |
| IRLANDE | | | 31 mai | 1962 a |
| LUXEMBOURG | 20 février | 1957 | 28 mai | 1965 |
| MAROC ² | | | 29 août | 1962 a |
| NORVÈGE | | | 17 mai | 1957 * |
| PAYS-BAS ³ | 15 mai | 1957 | | |
| POLOGNE | 14 décembre | 1956 | | |
| SUÈDE | 14 décembre | 1956 | 16 janvier | 1958 |
| TCHÉCOSLOVAQUIE ⁴ | | | 2 juillet | 1962 a |
| YOUgoslavie | | | 29 mai | 1959 a |

¹ Avec la déclaration que, conformément à l'article 10 de la présente Convention, la République de Cuba ne se considère pas liée par les dispositions de l'article 9; elle sera cependant toujours disposée à régler par voie de négociations diplomatiques, avec la ou les parties au litige, tout différend auquel pourrait donner lieu l'interprétation ou l'application de l'une ou de plusieurs des clauses du corps même de cette Convention.

² Avec la réserve que les véhicules effectuant des transports dont les points de départ et de destination seraient situés tous

deux sur le territoire marocain ne bénéficieraient pas des privilèges accordés par ladite Convention. [Voir article 3, paragraphe 2, de la Convention.]

³ La signature a été apposée pour le Royaume en Europe.

⁴ Avec la déclaration que conformément au paragraphe 1 de l'article 10 de la Convention, la République socialiste tchécoslovaque ne sera pas liée par les dispositions de l'article 9 de la Convention.

13. Convention relative au régime fiscal des véhicules routiers effectuant des transports internationaux de voyageurs

En date, à Genève, du 14 décembre 1956

ENTRÉE EN VIGUEUR : 29 août 1962, conformément à l'article 5.

ENREGISTREMENT : 29 août 1962, n° 6293.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 436, p. 131.

| <i>Etat</i> | <i>Signature sous réserve de ratification</i> | | <i>Signature définitive (*) ratification, adhésion (a)</i> | |
|------------------------------------|---|------|--|--------|
| AUTRICHE | 14 décembre | 1956 | 7 avril | 1960 |
| CUBA ¹ | | | 16 septembre | 1965 a |
| DANEMARK | | | 9 février | 1968 a |
| FINLANDE | | | 11 janvier | 1967 a |
| GHANA | | | 29 août | 1962 a |
| IRLANDE | | | 31 mai | 1962 a |
| LUXEMBOURG | 20 février | 1957 | 28 mai | 1965 |
| NORVÈGE | | | 17 mai | 1957* |
| PAYS-BAS ² | 15 mai | 1957 | | |
| POLGNE | 14 décembre | 1956 | | |
| ROUMANIE ³ | | | 19 février | 1968 a |
| ROYAUME-UNI ⁴ | 17 mai | 1957 | 15 janvier | 1963 |
| SUÈDE | 14 décembre | 1956 | 16 janvier | 1958 |
| TCHÉCOSLOVAQUIE ⁵ | | | 2 juillet | 1962 a |
| YOUGOSLAVIE | | | 29 mai | 1959 a |

¹ Avec la déclaration que, conformément à l'article 10 de la présente Convention, la République de Cuba ne se considère pas liée par les dispositions de l'article 9; elle sera cependant toujours disposée à régler par voie de négociations diplomatiques, avec la ou les parties au litige, tout différend auquel pourrait donner lieu l'interprétation ou l'application de l'une ou de plusieurs des clauses du corps même de cette Convention.

² La signature a été apposée pour le Royaume-Uni en Europe.

³ Compte tenu de la réserve ci-après : "La République socialiste de Roumanie ne se considère pas liée par les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 9 de la Convention. La position de la République socialiste de Roumanie est qu'un différend touchant l'interprétation ou l'application de la Convention ne pourra être soumis à l'arbitrage qu'avec le consentement de toutes les parties en litige."

En outre, le Gouvernement roumain a fait la déclaration suivante : "Le Conseil d'Etat de la République socialiste de Roumanie estime que le maintien de l'état de dépendance de certains

territoires auquel se réfère la réglementation de l'article 8 de cette Convention n'est pas en concordance avec la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux, adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU le 14 décembre 1960, par la résolution 1514 (XV), par laquelle est proclamée la nécessité de mettre fin de manière rapide et sans conditions au colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations."

⁴ Par une notification donnée au moment de la ratification, le Gouvernement du Royaume-Uni a déclaré que la Convention s'appliquerait à Jersey et à l'île de Man. Dans une notification reçue le 6 juin 1963, le Gouvernement du Royaume-Uni a déclaré que la Convention s'étendrait à Gibraltar.

⁵ Avec la déclaration que, conformément au paragraphe 1 de l'article 10 de la Convention, la République socialiste tchécoslovaque ne sera pas liée par les dispositions de l'article 9 de la Convention.

14. Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR), avec Annexes et Protocole de signature

En date, à Genève, du 30 septembre 1957¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 29 janvier 1968, conformément à l'article 7 de l'Accord.

ENREGISTREMENT : 29 janvier 1968, n° 8940.

TEXTE : E/ECE/322 (E/ECE/TRANS/503), 1958.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a)</i> | |
|--|-------------------------|------|-----------------------------------|--------|
| AUTRICHE | 13 décembre | 1957 | | |
| BELGIQUE | 18 octobre | 1957 | 25 août | 1960 |
| FRANCE | 13 décembre | 1957 | 2 février | 1960 |
| ITALIE | 13 décembre | 1957 | 3 juin | 1963 |
| LUXEMBOURG | 13 décembre | 1957 | | |
| PAYS-BAS ² | 13 décembre | 1957 | 1 ^{er} novembre | 1963 |
| PORTUGAL | | | 29 décembre | 1967 a |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE | 13 décembre | 1957 | | |
| ROYAUME-UNI | 1 ^{er} octobre | 1957 | 29 juin | 1968 |
| SUISSE | 6 novembre | 1957 | | |

¹ Les amendements aux annexes A et B de l'Accord proposés par le Gouvernement français sont entrés en vigueur le 29 juillet 1968 conformément au paragraphe 3 de l'article 14 de l'Accord. Cette date coïncidait avec celle à laquelle lesdites annexes, sous leur forme initiale, devaient prendre effet conformément au paragraphe 1 de l'article 7 de l'Accord, qui établit que les annexes ne sont applicables que six mois après l'entrée en vigueur de l'Accord. En conséquence, les annexes A et B, ainsi modifiées, sont devenues applicables le 29 juillet 1968.

² La signature a été apposée pour le Royaume en Europe.

15. Accord européen relatif aux marques routières

En date, à Genève, du 13 décembre 1957

ENTRÉE EN VIGUEUR : 10 août 1960, conformément à l'article 10.

ENREGISTREMENT : 10 août 1960, n° 5296.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 372, p. 159.

| <i>Etat</i> | <i>Signature sous réserve de ratification</i> | | <i>Signature définitive (*) ratification, adhésion (a)</i> | |
|---|---|------|--|--------|
| BELGIQUE ¹ | 14 janvier | 1958 | 28 août | 1958 |
| BULGARIE ² | | | 14 mars | 1963 a |
| ESPAGNE | | | 3 janvier | 1961 a |
| FRANCE | | | 4 février | 1958 * |
| GHANA | | | 10 août | 1960 a |
| HONGRIE ³ | | | 30 juillet | 1962 a |
| ITALIE | 13 février | 1958 | | |
| LUXEMBOURG | 13 décembre | 1957 | 28 juin | 1961 |
| PAYS-BAS ⁴ | 13 décembre | 1957 | | |
| PORTUGAL | 13 décembre | 1957 | 26 mars | 1959 |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ⁵ | 13 décembre | 1957 | 3 janvier | 1963 |
| ROUMANIE ⁶ | | | 20 décembre | 1963 a |
| ROYAUME-UNI | 25 février | 1958 | | |
| SUISSE | 17 février | 1958 | | |
| TCHÉCOSLOVAQUIE ⁷ | | | 12 mai | 1960 a |
| TURQUIE | 28 février | 1958 | 25 mai | 1961 |
| YOUGOSLAVIE | | | 29 mai | 1959 a |

¹ Avec la déclaration que la Belgique ne se considère pas comme liée par l'article 14 de l'Accord.

² Avec la déclaration que "la République populaire de Bulgarie ne se considère pas liée par les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 14 dans les termes qu'ils contiennent".

³ Avec la déclaration que "la République populaire hongroise ne se considère pas comme liée par les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 14 dudit Accord".

⁴ La signature a été apposée pour le Royaume en Europe.

⁵ Par une note accompagnant l'instrument de ratification, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a déclaré que la Convention s'applique également au *Land* de Berlin à compter de la date à laquelle elle entrera en vigueur pour la République fédérale d'Allemagne.

Eu égard à la déclaration précitée, des communications ont été adressées au Secrétaire général par les Gouvernements d'Albanie, de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Pologne, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, d'une part, et par les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de la République fédérale d'Allemagne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part. En ce qui concerne la nature de ces communications, voir note 4, p. 45.

⁶ Avec la déclaration que la République roumaine ne se considère pas comme liée par les dispositions de l'article 14, alinéas 2 et 3, de cet Accord.

⁷ Avec la déclaration que la République tchécoslovaque ne se considère pas comme liée par les dispositions de l'article 14 de l'Accord.

16. Accord concernant l'adoption de conditions uniformes d'homologation et la reconnaissance réciproque de l'homologation des équipements et pièces de véhicules à moteur

En date, à Genève, du 20 mars 1958¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 20 juin 1959, conformément à l'article 7.

ENREGISTREMENT : 20 juin 1959, n° 4789

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 335, p. 211; et vol. 516, p. 378 (Procès-verbal de rectification des textes anglais et français authentiques du paragraphe 8 de l'article premier de l'Accord).

| <i>Etat</i> | <i>Signature sous réserve de ratification</i> | | <i>Signature définitive (*) ratification, adhésion (a)</i> | |
|--|---|------|--|--------|
| BELGIQUE ² | | | 7 juillet | 1959 a |
| ESPAGNE ³ | | | 11 août | 1961 a |
| FRANCE | | | 26 juin | 1958 * |
| HONGRIE ⁴ | 30 juin | 1958 | 3 mai | 1960 |
| ITALIE ⁵ | 28 mars | 1958 | 25 février | 1963 |
| PAYS-BAS | 30 mars | 1958 | 30 juin | 1960 |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ⁶ | 19 juin | 1958 | 29 novembre | 1965 |
| ROYAUME-UNI | | | 15 janvier | 1963 a |
| SUÈDE | | | 21 avril | 1959 a |
| TCHÉCOSLOVAQUIE ⁷ | | | 12 mai | 1960 a |
| YOUGOSLAVIE | | | 14 février | 1962 a |

¹ Le Secrétaire général a communiqué à toutes les Parties contractantes, le 10 février 1967, un amendement au paragraphe 1 de l'article premier de l'Accord, proposé par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Aucune des Parties contractantes n'ayant formulé d'objection contre l'amendement proposé dans les six mois qui ont suivi la date de sa communication, il est réputé accepté conformément au paragraphe 2 de l'article 13 de l'Accord. Conformément aux dispositions du paragraphe 3 du même article, l'amendement est entré en vigueur pour toutes les Parties contractantes trois mois après l'expiration dudit délai de six mois, soit le 10 novembre 1967. Pour le texte de cet amendement, voir le document TRANS/SCI/200, TRANS/WP29/75, 12 avril 1966, paragraphe 119.

² Avec les déclarations suivantes :

"a) Conformément à l'article 1, paragraphe 6, la Belgique déclare n'être liée par aucun des règlements annexés à l'Accord;

"b) Conformément à l'article 11, paragraphe 1, la Belgique déclare qu'elle ne se considère pas comme liée par l'article 10 de l'Accord."

³ Avec les réserves prévues à l'article 11 de l'Accord.

⁴ Par les présentes, le Conseil présidentiel de la République populaire hongroise ratifie l'Accord... sous cette réserve qu'il ne se considère pas comme lié par l'article 10 de l'Accord.

⁵ "L'Italie ne se considère pas comme liée par l'article 10 de l'Accord."

⁶ Par une note accompagnant l'instrument de ratification, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a déclaré que la Convention s'applique également au Land de Berlin à compter de la date à laquelle elle entrera en vigueur pour la République fédérale d'Allemagne.

Eu égard à la déclaration précitée, des communications ont été adressées au Secrétaire général par les Gouvernements d'Albanie, de la Hongrie, de la Pologne, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, d'une part, et par les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de la République fédérale d'Allemagne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part. En ce qui concerne la nature de ces communications, voir note 4, p. 45.

⁷ La République tchécoslovaque ne se considère pas comme liée par les dispositions de l'article 10 de l'Accord.

Règlements annexés à l'Accord du 20 mars 1958 concernant l'adoption de conditions uniformes d'homologation et la reconnaissance réciproque de l'homologation des équipements et pièces de véhicules à moteur

Règlement n° 1 : Prescriptions uniformes relatives à l'homologation des projecteurs pour véhicules automobiles émettant un faisceau-croisement asymétrique et un faisceau-route, ou l'un ou l'autre de ces faisceaux¹

Règlement n° 2 : Prescriptions uniformes relatives à l'homologation des lampes pour projecteurs émettant un faisceau-croisement asymétrique et un faisceau-route, ou l'un ou l'autre de ces faisceaux¹

Proposés par les Gouvernements de la Belgique, de la France et de la Suède

ENTRÉE EN VIGUEUR : 8 août 1960, conformément au paragraphe 5 de l'article premier de l'Accord.

ENREGISTREMENT : 8 août 1960, n° 4789.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 372, p. 370 et vol. 552, p. 370 (texte refondu des règlements n°s 1 et 2, tenant compte de toutes les modifications).

Parties contractantes appliquant les règlements n°s 1 et 2

Date de mise en application

| <i>Etat</i> | <i>Règlement n° 1</i> | | <i>Règlement n° 2</i> | |
|-----------------------|-----------------------|------|-----------------------|------|
| BELGIQUE | 8 août | 1960 | 8 août | 1960 |
| ESPAGNE | 10 octobre | 1961 | 10 octobre | 1961 |
| FRANCE | 8 août | 1960 | 8 août | 1960 |
| HONGRIE | 9 mai | 1965 | 8 août | 1960 |
| ITALIE | 26 juillet | 1963 | 26 juillet | 1963 |
| PAYS-BAS | | | | |
| POUR LE ROYAUME EN | | | | |
| EUROPE | 9 mars | 1962 | 9 mars | 1962 |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE | | | | |
| D'ALLEMAGNE | 2 mai | 1966 | 2 mai | 1966 |
| ROYAUME-UNI | 30 juin | 1963 | 30 juin | 1963 |
| SUÈDE | 8 août | 1960 | 8 août | 1960 |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 8 mai | 1961 | 8 mai | 1961 |
| YOUgoslavIE | 15 avril | 1962 | 15 avril | 1962 |

¹ Les nouveaux règlements suivants, à annexer à l'Accord, sont en préparation :

Règlement n° 9 — Prescriptions uniformes relatives à l'homologation des véhicules en ce qui concerne le bruit, communiqué au Secrétaire général par les Gouvernements yougoslave et tchécoslovaque en date respectivement des 16 et 30 septembre 1958, en même temps qu'une proposition tendant à ce qu'il entre en vigueur le 1^{er} mars 1969; pour le texte, voir le document E/ECE/324 (E/ECE/TRANS/505), Add.8 du 15 octobre 1968;

Règlement n° 10 — Prescriptions uniformes relatives à l'homologation des véhicules en ce qui concerne l'antiparasitage, communiqué au Secrétaire général en date du 31 octobre 1968 par le Gouvernement français et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, en même temps qu'une proposition tendant à ce qu'il entre en vigueur le 1^{er} avril 1969; pour le texte, voir *ibid.*, Add.9, du 17 décembre 1958;

Règlement n° 11 — Prescriptions uniformes relatives à l'homologation des véhicules en ce qui concerne la résistance des serrures et charnières de portes, communiqué au Secrétaire général par les Gouvernements français et belge en date respectivement

des 6 et 23 décembre 1968, en même temps qu'une proposition tendant à ce qu'il entre en vigueur le 1^{er} juin 1969; pour le texte, voir *ibid.*, Add.10.

² Les règlements n°s 1 et 2 ont été modifiés deux fois : dans le premier cas, sur proposition du Gouvernement français communiquée au Secrétaire général le 22 octobre 1962; dans le second cas, sur proposition du Gouvernement des Pays-Bas communiquée au Secrétaire général le 23 mars 1965.

Les amendements proposés par le Gouvernement français sont entrés en vigueur le 28 avril 1963, conformément au paragraphe 1 de l'article 12 de l'Accord, à l'égard de toutes les Parties contractantes appliquant les règlements n°s 1 et 2. L'enregistrement a eu lieu à la même date sous le numéro 4789; pour le texte, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 462, p. 355.

Les amendements proposés par le Gouvernement des Pays-Bas sont entrés en vigueur le 30 juin 1966 de la manière décrite ci-dessus. L'enregistrement a eu lieu à la même date sous le numéro 4789; pour le texte à jour des Règlements n°s 1 et 2, incorporant tous les amendements, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 552, p. 371.

Règlement n° 3 : Prescriptions uniformes relatives à l'homologation des dispositifs catadioptriques pour véhicules automobiles

Proposé par les Gouvernements de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

ENTRÉE EN VIGUEUR : 1^{er} novembre 1963, conformément au paragraphe 5 de l'article premier de l'Accord.

ENREGISTREMENT : 1^{er} novembre 1963, n° 4789.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 480, p. 376; et vol. 557, p. 275 (Procès-verbal de rectification du texte authentique)

Parties contractantes appliquant le règlement n° 3

| <i>Etat</i> | <i>Date de mise en application</i> | |
|---------------------------------------|------------------------------------|------|
| ESPAGNE | 26 février | 1966 |
| FRANCE | 1 ^{er} novembre | 1963 |
| HONGRIE | 9 mai | 1965 |
| ITALIE | 21 juin | 1964 |
| PAYS-BAS | | |
| Pour le Royaume en Europe | 11 mars | 1966 |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE | 28 janvier | 1966 |
| ROYAUME-UNI | 1 ^{er} novembre | 1963 |
| SUÈDE | 30 août | 1966 |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 16 février | 1964 |

Règlement n° 4 : Prescriptions uniformes relatives à l'homologation des dispositifs d'éclairage de la plaque-arrière d'immatriculation des véhicules à moteur (à l'exception des motocycles) et de leurs remorques

Proposé par les Gouvernements de la Belgique et de l'Italie

ENTRÉE EN VIGUEUR : 15 avril 1964, conformément au paragraphe 5 de l'article premier de l'Accord.

ENREGISTREMENT : 15 avril 1964, n° 4789.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 493, p. 308.

Parties contractantes appliquant le règlement n° 4

| <i>Etat</i> | <i>Date de mise en application</i> | |
|---------------------------------------|------------------------------------|------|
| BELGIQUE | 15 avril | 1964 |
| ESPAGNE | 26 février | 1966 |
| FRANCE | 6 juillet | 1964 |
| HONGRIE | 9 mai | 1965 |
| ITALIE | 15 avril | 1964 |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE | 28 janvier | 1966 |
| ROYAUME-UNI | 25 septembre | 1967 |

Règlement n° 5 : Prescriptions uniformes relatives à l'homologation des projecteurs scellés (*sealed beam*) pour véhicules automobiles émettant un faisceau-croisement asymétrique européen ou un faisceau-route ou les deux faisceaux

Proposé par les Gouvernements du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la Suède

ENTRÉE EN VIGUEUR : 30 septembre 1967, conformément au paragraphe 5 de l'article premier de l'Accord.

ENREGISTREMENT : 30 septembre 1967, n° 4789.

TEXTE : E/ECE/324 (E/ECE/TRANS/505), Add. 4, 22 mai 1967.

Parties contractantes appliquant le règlement n° 5

| <i>Etat</i> | <i>Date de mise en application</i> | |
|---------------------------------------|------------------------------------|------|
| ITALIE | 15 août | 1968 |
| PAYS-BAS | | |
| Pour son territoire en Europe | 30 septembre | 1967 |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE | 30 septembre | 1967 |
| ROYAUME-UNI | 30 septembre | 1967 |
| SUÈDE | 30 septembre | 1967 |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 8 février | 1969 |

Règlement n° 6 : Prescriptions uniformes relatives à l'homologation des indicateurs de direction des véhicules à moteur (à l'exception des motocycles) et de leurs remorques

Proposé par les Gouvernements de la Belgique et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

ENTRÉE EN VIGUEUR : 15 octobre 1967, conformément au paragraphe 5 de l'article premier de l'Accord.

ENREGISTREMENT : 15 octobre 1967, n° 4789.

TEXTE : E/ECE/324 (E/ECE/TRANS/505), Add. 5, 22 mai 1967.

Parties contractantes appliquant le règlement n° 6

| <i>Etat</i> | <i>Date de mise en application</i> | |
|---------------------------------------|------------------------------------|------|
| BELGIQUE | 15 octobre | 1967 |
| FRANCE | 15 octobre | 1967 |
| ITALIE | 12 avril | 1968 |
| PAYS-BAS | | |
| Pour son territoire en Europe | 15 octobre | 1967 |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE | 15 octobre | 1967 |
| ROYAUME-UNI | 15 octobre | 1967 |

Règlement n° 7 : Prescriptions uniformes relatives à l'homologation des feux de position, des feux rouges arrière et des feux-stop des véhicules à moteur (à l'exception des motocycles) et de leurs remorques

Proposé par les Gouvernements de la Belgique et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

ENTRÉE EN VIGUEUR : 15 octobre 1967, conformément au paragraphe 5 de l'article premier de l'Accord.

ENREGISTREMENT : 15 octobre 1967, n° 4789.

TEXTE : E/ECE/324 (E/ECE/TRANS/505), Add. 6, 22 mai 1967.

Parties contractantes appliquant le règlement n° 7

| <i>Etat</i> | <i>Date de mise en application</i> | |
|---------------------------------------|------------------------------------|------|
| BELGIQUE | 15 octobre | 1967 |
| FRANCE | 15 octobre | 1967 |
| ITALIE | 12 avril | 1968 |
| PAYS-BAS | | |
| Pour son territoire en Europe | 15 octobre | 1967 |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE | 15 octobre | 1967 |
| ROYAUME-UNI | 15 octobre | 1967 |

Règlement n° 8 : Prescriptions uniformes relatives à l'homologation des projecteurs pour véhicules automobiles émettant un faisceau-croisement asymétrique et/ou un faisceau-route et équipés de lampes halogènes (lampes H₁) et à l'homologation des lampes H₁

Proposé par les Gouvernements de la Belgique et de l'Espagne

ENTRÉE EN VIGUEUR : 15 novembre 1967, conformément au paragraphe 5 de l'article premier de l'Accord.

ENREGISTREMENT : 15 novembre 1967, n° 4789.

TEXTE : E/ECE/324 (E/ECE/TRANS/505), Add. 7, 12 juin 1967.

Parties contractantes appliquant le règlement n° 8

| <i>Etat</i> | <i>Date de mise en application</i> | |
|---------------------------------------|------------------------------------|------|
| BELGIQUE | 15 novembre | 1967 |
| ESPAGNE | 15 novembre | 1967 |
| FRANCE | 15 novembre | 1967 |
| PAYS-BAS | | |
| Pour son territoire en Europe | 15 novembre | 1967 |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE | 15 novembre | 1967 |
| SUÈDE | 15 novembre | 1967 |

17. Accord relatif aux engins spéciaux pour le transport des denrées périssables et à leur utilisation pour les transports internationaux de certaines de ces denrées, avec annexes

En date, à Genève, du 15 janvier 1962¹

Non encore en vigueur (voir article 8).

TEXTE : E/ECE/456 (E/ECE/TRANS/526), 1962.

| <i>Etat</i> | <i>Signature sous réserve de ratification</i> | | <i>Signature définitive (*) ratification, adhésion (a)</i> | |
|--|---|------|--|--------|
| BELGIQUE | 29 juin | 1962 | | |
| BULGARIE | 19 janvier | 1962 | | |
| ESPAGNE | | | 7 janvier | 1964 a |
| FRANCE | | | 13 février | 1962* |
| LUXEMBOURG | 22 juin | 1962 | | |
| POLOGNE ² | 19 juin | 1962 | | |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE | 10 avril | 1962 | | |
| SUISSE | 19 janvier | 1962 | | |
| YOUgoslavie | | | 25 septembre | 1963 a |

¹ Si le présent Accord figure au chapitre XI pour des raisons de commodité, il n'est toutefois pas limité aux transports routiers.

² Avec une déclaration selon laquelle la République populaire de Pologne n'est pas liée par les paragraphes 2 et 3 de l'article 12 de l'Accord.

18. Accord européen relatif au travail des équipages des véhicules effectuant des transports internationaux par route (AETR), avec Annexe et Protocole de signature

En date, à Genève, du 19 janvier 1962

Non encore en vigueur (voir article 18)¹.

TEXTE : E/ECE/457 (E/ECE/TRANS/527), 1962.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | <i>Ratification, adhésion (a)</i> |
|--|----------------------|-----------------------------------|
| BELGIQUE | 29 mai | 1962 |
| FRANCE | 13 février | 1962 |
| LUXEMBOURG | 1 ^{er} mars | 1962 |
| PAYS-BAS | 12 avril | 1962 |
| POLOGNE ² | 17 mai | 1962 |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE | 16 mars | 1962 |
| ROYAUME-UNI | 31 janvier | 1962 |
| SUÈDE | 19 juin | 1962 |

¹ Des instruments de ratification ou d'adhésion (a) ont été communiqués au Secrétaire général en attendant leur dépôt de la manière prévue au paragraphe 4 de l'article 18 de l'Accord, par les Gouvernements de la France, des Pays-Bas (pour le Royaume en Europe), de l'Espagne (a) et de la Yougoslavie (a).

² Avec une déclaration selon laquelle la République populaire de Pologne n'est pas liée par les paragraphes 2 et 3 de l'article 22 de l'Accord.

19. Convention sur la circulation routière, avec annexe

En date, à Vienne, du 8 novembre 1968¹

Non encore en vigueur (voir article 47).

TEXTE : Conférence des Nations Unies sur la circulation routière document E/CONF.56/16/Rev.1.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | <i>Ratification, adhésion (a)</i> |
|--|------------------|-----------------------------------|
| AUTRICHE | 8 novembre 1968 | |
| BELGIQUE | 8 novembre 1968 | |
| BRÉSIL | 8 novembre 1968 | |
| BULGARIE | 8 novembre 1968 | |
| CHILI | 8 novembre 1968 | |
| COSTA RICA | 8 novembre 1968 | |
| DANEMARK | 8 novembre 1968 | |
| EQUATEUR | 8 novembre 1968 | |
| ESPAGNE | 8 novembre 1968 | |
| FRANCE | 8 novembre 1968 | |
| HONGRIE | 8 novembre 1968 | |
| INDONÉSIE | 8 novembre 1968 | |
| IRAN | 8 novembre 1968 | |
| ISRAËL | 8 novembre 1968 | |
| ITALIE | 8 novembre 1968 | |
| LUXEMBOURG | 8 novembre 1968 | |
| MEXIQUE | 8 novembre 1968 | |
| PHILIPPINES | 8 novembre 1968 | |
| POLOGNE | 8 novembre 1968 | |
| PORTUGAL | 8 novembre 1968 | |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'AL- LEMAGNE | 8 novembre 1968 | |
| RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SO- VIÉTIQUE DE BIÉLORUSSIE | 8 novembre 1968 | |
| RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SO- VIÉTIQUE D'UKRAINE | 8 novembre 1968 | |
| ROUMANIE | 8 novembre 1968 | |
| ROYAUME-UNI | 8 novembre 1968 | |
| SAINT-MARIN | 8 novembre 1968 | |
| SAINT-SIÈGE | 8 novembre 1968 | |
| SUÈDE | 8 novembre 1968 | |
| SUISSE | 8 novembre 1968 | |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 8 novembre 1968 | |
| THAÏLANDE | 8 novembre 1968 | |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SO- CIALISTES SOVIÉTIQUES | 8 novembre 1968 | |
| VENEZUELA | 8 novembre 1968 | |
| YOUgoslavie | 8 novembre 1968 | |

¹ La Convention a été établie et ouverte à la signature par la Conférence des Nations Unies sur la circulation routière, qui s'est tenue à Vienne du 7 octobre au 8 novembre 1968. Cette Conférence avait été convoquée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, conformément aux résolutions 1129 (XLI) et 1203 (XLII) adoptées par le Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies le 27 juillet 1966 et le 26 mai 1967, respectivement. Pour le texte de ces résolutions, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 1 (E/4264)*,

p. 40, et *ibid.*, quarante-deuxième session, *Supplément n° 1 (E/4393)*, p. 44. La Conférence a également établi et ouvert à la signature la Convention sur la signalisation routière (voir p. 267) et a adopté l'Acte final. De plus, la Conférence a adopté par acclamation une résolution, dans laquelle elle a exprimé "sa profonde gratitude au peuple et au Gouvernement autrichiens, ainsi qu'à la Ville de Vienne, pour l'aimable et généreuse hospitalité accordée à tous les représentants qui ont participé à la Conférence". Pour le texte de l'Acte final et de ladite résolution, voir le document de la Conférence E/CONF.56/19.

Déclarations et réserves

BULGARIE, REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE DE BIÉLORUSSIE, REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE D'UKRAÏNE, UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

En ce qui concerne l'article 52: La République populaire de Bulgarie [la République socialiste soviétique de Biélorussie] [la République socialiste soviétique d'Ukraine] [l'Union des Républiques socialistes soviétiques] ne se considère pas liée par la disposition de l'article 52 de la Convention sur la circulation routière selon laquelle tout différend touchant l'interprétation ou l'application de la Convention pourra être porté, à la requête de l'une quelconque des Parties contractantes, devant la Cour internationale de Justice pour être tranché par elle.

En ce qui concerne l'article 45: La République populaire de Bulgarie [la République socialiste soviétique de Biélorussie] [la République socialiste soviétique d'Ukraine] [l'Union des Républiques socialistes soviétiques] déclare que la disposition de l'article 45 de la Convention sur la circulation routière, d'où il découle qu'un certain nombre d'Etats ne peuvent adhérer à cette Convention, a un caractère discriminatoire et elle considère que la Convention sur la circulation routière doit être ouverte à l'adhésion de tous les Etats intéressés, sans discrimination ni restrictions d'aucune sorte.

En ce qui concerne l'article 46: La République populaire de Bulgarie [la République socialiste soviétique de Biélorussie] [la République socialiste soviétique d'Ukraine] [l'Union des Républiques socialistes soviétiques] déclare que les dispositions de l'article 46 de la Convention sur la circulation routière sont périmées et sont contraires à la Déclaration de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960].

ESPAGNE

Je déclare, conformément à l'article 54, que l'Espagne ne se considérera pas liée par l'article 52 et qu'elle formule une réserve au sujet de l'article 46.

HONGRIE

1. Le libellé du paragraphe 1 de l'article 45 de la Convention est contraire aux buts et aux principes de la Charte de l'Organisation des Nations Unies. Tous les Etats, sans restriction aucune, doivent avoir la possibilité d'adhérer à la Convention.

2. Les dispositions de l'article 46 de la Convention, sous leur forme actuelle, sont périmées; elles ne correspondent pas aux principes du droit international contemporain et à l'état actuel des relations internationales et sont en contradiction avec la résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960 de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies.

INDONESIE

L'Indonésie ne se considère pas liée par l'article 52. Conformément à l'article premier, le terme "cyclo-moteur" sera réputé désigner un "motocycle".

POLOGNE

"Sous réserve de n'être pas lié par l'article 52, conformément au paragraphe 1 de l'article 54 de la Convention."

ROUMANIE

"La République socialiste de Roumanie ne se considère pas liée par les dispositions de l'article 52 de la présente Convention."

TCHECOSLOVAQUIE

"Avec une réserve en ce qui concerne l'article 52."

THAÏLANDE

La Thaïlande ne se considérera pas liée par l'article 52 de la présente Convention.

La Thaïlande considérera que le terme "cyclomoteur" désigne des "motocycles".

20. Convention sur la signalisation routière, avec annexes

En date, à Vienne, du 8 novembre 1968¹

Non encore en vigueur (voir article 39).

TEXTE: Conférence des Nations Unies sur la circulation routière, document E/CONF.56/17/Rev.1.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | <i>Ratification, accession (a)</i> |
|--|------------------|------------------------------------|
| AUTRICHE | 8 novembre 1968 | |
| BELGIQUE | 8 novembre 1968 | |
| BRÉSIL | 8 novembre 1968 | |
| BULGARIE | 8 novembre 1968 | |
| CHILI | 8 novembre 1968 | |
| COSTA RICA | 8 novembre 1968 | |
| DANEMARK | 8 novembre 1968 | |
| EQUATEUR | 8 novembre 1968 | |
| ESPAGNE | 8 novembre 1968 | |
| FRANCE | 8 novembre 1968 | |
| HONGRIE | 8 novembre 1968 | |
| INDONÉSIE | 8 novembre 1968 | |
| IRAN | 8 novembre 1968 | |
| ITALIE | 8 novembre 1968 | |
| LUXEMBOURG | 8 novembre 1968 | |
| MEXIQUE | 8 novembre 1968 | |
| PHILIPPINES | 8 novembre 1968 | |
| POLOGNE | 8 novembre 1968 | |
| PORTUGAL | 8 novembre 1968 | |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'AL- LEMAGNE | 8 novembre 1968 | |
| RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SO- VIÉTIQUE DE BIÉLORUSSIE | 8 novembre 1968 | |
| RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SO- VIÉTIQUE D'UKRAINE | 8 novembre 1968 | |
| ROUMANIE | 8 novembre 1968 | |
| ROYAUME-UNI | 8 novembre 1968 | |
| SAINT-MARIN | 8 novembre 1968 | |
| SAINT-SIÈGE | 8 novembre 1968 | |
| SUÈDE | 8 novembre 1968 | |
| SUISSE | 8 novembre 1968 | |
| THAÏLANDE | 8 novembre 1968 | |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 8 novembre 1968 | |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SO- CIALISTES SOVIÉTIQUES | 8 novembre 1968 | |
| VENEZUELA | 8 novembre 1968 | |
| YOUgoslavie | 8 novembre 1968 | |

¹ Voir note, p. 265.

Déclarations et réserves

BULGARIE, REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE DE BIÉLORUSSIE, REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE D'UKRAÏNE, UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES

En ce qui concerne l'article 44: La République populaire de Bulgarie [la République socialiste soviétique de Biélorussie] [la République socialiste soviétique d'Ukraine] [l'Union des Républiques socialistes soviétiques] ne se considère pas liée par la disposition de

l'article 44 de la Convention sur la signalisation routière selon laquelle tout différend touchant à l'interprétation ou l'application de la Convention pourra être porté, à la requête de l'une quelconque des Parties contractantes, devant la Cour internationale de Justice pour être tranché par elle.

En ce qui concerne l'article 37: La République populaire de Bulgarie [la République socialiste soviétique de Biélorussie] [la République socialiste soviétique d'Ukraine] [l'Union des Républiques socialistes so-

viétiques] déclare que la disposition de l'article 37 de la Convention sur la signalisation routière, d'où il découle qu'un certain nombre d'Etats ne peuvent adhérer à cette Convention, a un caractère discriminatoire, et elle considère que la Convention sur la signalisation routière doit être ouverte à l'adhésion de tous les Etats intéressés, sans discrimination ni restrictions d'aucune sorte.

En ce qui concerne l'article 38: La République populaire de Bulgarie [la République socialiste soviétique de Biélorussie] [la République socialiste soviétique d'Ukraine] [l'Union des Républiques socialistes soviétiques] déclare que les dispositions de l'article 38 de la Convention sur la signalisation routière sont périmées et sont contraires à la Déclaration de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960].

ESPAGNE

Je déclare, conformément à l'article 46, que l'Espagne ne se considérera pas liée par l'article 44 et qu'elle formule une réserve au sujet de l'article 38.

HONGRIE

1. Le libellé du paragraphe 1 de l'article 37 de la Convention est contraire aux buts et aux principes de la Charte de l'Organisation des Nations Unies. Tous les Etats, sans restriction aucune, doivent avoir la possibilité d'adhérer à la Convention.

2. Les dispositions de l'article 38 de la Convention, sous leur forme actuelle, sont périmées; elles ne cor-

respondent pas aux principes du droit international contemporain et à l'état actuel des relations internationales et sont en contradiction avec la résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960 de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies.

INDONESIE

L'Indonésie ne se considère pas liée par l'article 44.

Conformément à l'article premier, le terme "cyclomoteur" sera réputé désigner un "motocycle".

POLOGNE

"Sous réserve de n'être pas lié par l'article 44, conformément au paragraphe 1 de l'article 46 de la Convention."

ROUMANIE

"La République socialiste de Roumanie ne se considère pas liée par les dispositions de l'article 44 de la présente Convention."

TCHECOSLOVAQUIE

"Avec une réserve en ce qui concerne l'article 44."

THAÏLANDE

"La Thaïlande ne se considérera pas liée par l'article 44 de la présente Convention.

La Thaïlande considérera que le terme "cyclomoteur" désigne des "motocycles".

C. — CONVENTIONS POUR FACILITER LE FRANCHISSEMENT DES FRONTIÈRES PAR VOIE FERRÉE

I. Convention internationale pour faciliter le franchissement des frontières aux voyageurs et aux bagages transportés par voie ferrée, avec annexe

Signée à Genève le 10 janvier 1952

ENTRÉE EN VIGUEUR : 1^{er} avril 1953, conformément à l'article 14.

ENREGISTREMENT : 1^{er} avril 1953, n° 2138.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 163, p. 3, et vol. 328, p. 319 (Modèle modifié de déclaration-soumission internationale de douane annexé à la Convention et entré en vigueur le 24 mai 1959).

| <i>État</i> | <i>Signature sous réserve de ratification</i> | | <i>Signature définitive (*) ratification, adhésion (a)</i> | |
|-----------------------------|---|------|--|--------|
| AUTRICHE | | | 8 juin | 1956 a |
| BELGIQUE | 10 janvier | 1952 | 22 juillet | 1953 |
| FRANCE | 10 janvier | 1952 | 1 ^{er} avril | 1953 |
| ITALIE | 10 janvier | 1952 | 22 juin | 1955 |
| LUXEMBOURG | 10 janvier | 1952 | 26 janvier | 1954 |
| NORVÈGE | 10 janvier | 1952 | 28 octobre | 1952 |
| PAYS-BAS ¹ | | | 10 janvier | 1952* |
| PORTUGAL | | | 24 septembre | 1956 a |
| SUÈDE | 10 janvier | 1952 | | |
| SUISSE | 10 janvier | 1952 | 5 juin | 1957 |

¹ Par une communication reçue le 25 mai 1952, le Gouvernement des Pays-Bas a notifié au Secrétaire général le retrait de la réserve relative à la ratification formulée en son nom au moment de la signature de la Convention.

2. Convention internationale pour faciliter le franchissement des frontières aux marchandises transportées par voie ferrée

Signée à Genève le 10 janvier 1952

ENTRÉE EN VIGUEUR : 1^{er} avril 1953, conformément à l'article 14.

ENREGISTREMENT : 1^{er} avril 1953, n° 2139

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 163, p. 27 ; et vol. 328, p. 319 (Modèle modifié de déclaration-soumission internationale de douane annexé à la Convention et entré en vigueur le 24 mai 1959).

| <i>Etat</i> | <i>Signature sous réserve de ratification</i> | | <i>Signature définitive (*) ratification, adhésion (a)</i> | |
|-----------------------------|---|------|--|--------|
| AUTRICHE | | | 8 janvier | 1956 a |
| BELGIQUE | 10 janvier | 1952 | 22 juillet | 1953 |
| ESPAGNE | | | 17 avril | 1962 a |
| FRANCE | 10 janvier | 1952 | 1 ^{er} avril | 1953 |
| ITALIE | 10 janvier | 1952 | 22 juin | 1955 |
| LUXEMBOURG | 10 janvier | 1952 | 26 janvier | 1954 |
| NORVÈGE | 10 janvier | 1952 | 28 octobre | 1952 |
| PAYS-BAS ¹ | | | 10 janvier | 1952* |
| PORTUGAL | | | 24 septembre | 1956 a |
| SUÈDE | 10 janvier | 1952 | | |
| SUISSE | 10 janvier | 1952 | 5 juin | 1957 |

¹ Par une communication reçue le 25 mai 1952, le Gouvernement des Pays-Bas a notifié au Secrétaire-général le retrait de la réserve relative à la ratification formulée en son nom au moment de la signature de la Convention.

CHAPITRE XII. — NAVIGATION

I. Convention relative à la création d'une Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime

Signée à Genève le 6 mars 1948¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 17 mars 1958, conformément à l'article 60.

ENREGISTREMENT : 17 mars 1958, n° 4214.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 289, p. 3.

| <i>Etat</i> | <i>Signature sous réserve d'acceptation</i> | | <i>Signature définitive (*) acceptation</i> | |
|------------------------------|---|------|---|------|
| ALGÉRIE | | | 31 octobre | 1963 |
| ARGENTINE | 6 mars | 1948 | 18 juin | 1953 |
| AUSTRALIE | 6 mars | 1948 | 13 février | 1952 |
| BELGIQUE | 6 mars | 1948 | 9 août | 1951 |
| BIRMANIE | | | 6 juillet | 1951 |
| BRÉSIL | | | 4 mars | 1963 |
| BULGARIE | | | 5 avril | 1960 |
| CAMBODGE | | | 3 janvier | 1961 |
| CAMEROUN | | | 1 ^{er} mai | 1961 |
| CANADA | | | 15 octobre | 1948 |
| CHILI | 6 mars | 1948 | | |
| CHINE ² | | | 1 ^{er} juillet | 1958 |
| COLOMBIE | 6 mars | 1948 | | |
| CÔTE D'IVOIRE | | | 4 novembre | 1960 |
| CUBA | | | 6 mai | 1966 |
| DANEMARK | | | 3 juin | 1959 |
| EQUATEUR | | | 12 juillet | 1956 |
| ESPAGNE | | | 23 janvier | 1962 |
| ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ... | 6 mars | 1948 | 17 août | 1950 |
| FINLANDE | 6 mars | 1948 | 21 avril | 1959 |
| FRANCE | 6 mars | 1948 | 9 avril | 1952 |
| GHANA | | | 6 juillet | 1959 |
| GRÈCE | 6 mars | 1948 | 31 décembre | 1958 |
| HAÏTI | | | 23 juin | 1953 |
| HONDURAS | 13 avril | 1954 | 23 août | 1954 |
| ILES MALDIVES | | | 31 mai | 1967 |
| INDE | 6 mars | 1948 | 6 janvier | 1959 |
| INDONÉSIE ³ | | | 18 janvier | 1961 |

¹ La Convention a été élaborée et ouverte à la signature et à l'acceptation par la Conférence maritime des Nations Unies convoquée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en application de la résolution 35 (IV) du 28 mars 1947 du Conseil économique et social. La Conférence s'est tenue à Genève du 19 février au 6 mars 1948. Pour le texte de ladite résolution et de l'Acte final de la Conférence, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 289, p. 3.

² Eu égard à l'acceptation précitée, des communications ont été adressées au Secrétaire général par la mission per-

manente de l'Union des Républiques socialistes soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies, d'une part, et par celle de la Chine, d'autre part. En ce qui concerne la nature de ces communications, voir note 2, p. 127.

³ Par une communication reçue le 9 octobre 1965, le Premier Ministre adjoint et Ministre des affaires étrangères de l'Indonésie a notifié au Secrétaire général le retrait de la République d'Indonésie de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime. La notification de retrait contenait la déclaration suivante :

| <i>Etat</i> | <i>Signature sous réserve d'acceptation</i> | | <i>Signature définitive (*) acceptation</i> | |
|--|---|------|---|-------|
| IRAN | 10 juin | 1954 | 2 janvier | 1958 |
| IRLANDE | 6 mars | 1948 | 26 février | 1951 |
| ISLANDE | | | 8 novembre | 1960 |
| ISRAËL | | | 24 avril | 1952 |
| ITALIE | 6 mars | 1948 | 28 janvier | 1957 |
| JAPON | | | 17 mars | 1958 |
| KOWEÏT ⁴ | | | 5 juillet | 1960 |
| LIBAN | 6 mars | 1948 | 3 mai | 1966 |
| LIBÉRIA | 9 mars | 1954 | 6 janvier | 1959 |
| MADAGASCAR | | | 8 mars | 1961 |
| MALTE | | | 22 juin | 1966* |
| MAROC | | | 30 juillet | 1962 |
| MAURITANIE ⁴ | | | 8 mai | 1961 |
| MEXIQUE | | | 21 septembre | 1954 |
| NIGÉRIA | | | 15 mars | 1962 |
| NORVÈGE | | | 29 décembre | 1958 |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | | | 9 novembre | 1960 |
| PAKISTAN | | | 21 novembre | 1958 |
| PANAMA | | | 31 décembre | 1958 |
| PAYS-BAS | 6 mars | 1948 | 31 mars | 1949 |
| PÉROU | | | 15 avril | 1968 |
| PHILIPPINES | | | 9 novembre | 1964 |
| POLOGNE | 6 mars | 1948 | 16 mars | 1960 |
| PORTUGAL | 6 mars | 1948 | | |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE | 6 mars | 1948 | 17 mars | 1958 |
| RÉPUBLIQUE DE CORÉE ⁴ | | | 10 avril | 1962 |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE | | | 25 août | 1953 |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ⁴ | | | 7 janvier | 1959* |
| ROUMANIE | | | 28 avril | 1965 |
| ROYAUME-UNI | 6 mars | 1948 | 14 février | 1949 |
| SÉNÉGAL | | | 7 novembre | 1960 |
| SINGAPOUR | | | 17 janvier | 1966 |
| SUÈDE | | | 27 avril | 1959 |
| SUISSE | 6 mars | 1948 | 20 juillet | 1955 |
| SYRIE | | | 28 janvier | 1963 |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | | | 1 ^{er} octobre | 1963 |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | | | 27 avril | 1965 |
| TUNISIE | | | 23 mai | 1963 |
| TURQUIE | 6 mars | 1948 | 25 mars | 1958 |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES | | | 24 décembre | 1958 |
| URUGUAY | | | 10 mai | 1968* |
| YOUgoslavie | | | 12 février | 1960 |

Pour ce qui est de l'article 59, qui dispose que le retrait de l'OMCI prend effet douze mois après la date à laquelle la notification de retrait parvient au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, l'Indonésie s'acquittera en conséquence de ses obligations et responsabilités. Néanmoins, le Gouvernement indonésien a décidé de cesser de participer aux activités de l'OMCI à compter de la présente date.

En concluant, je tiens à ajouter que, malgré son retrait de l'OMCI, l'Indonésie continuera de s'employer à ce que soient appliqués des principes mutuellement avantageux de coopération internationale maritime.

Par une communication reçue le 29 septembre 1966, le Ministre, membre du Présidium, et Ministre des affaires étrangères de l'Indonésie a notifié au Secrétaire général qu'il avait décidé de reprendre sa participation active à l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime et a demandé que cette communication soit considérée comme remplaçant la notification de retrait susmentionnée.

⁴ Les candidatures du Koweït, de la Mauritanie, de la République de Corée et de la République fédérale d'Allemagne ont été acceptées les 5 juillet 1960, 13 avril 1961, 21 décembre 1961 et 5 janvier 1959, respectivement, conformément à l'article 8 de la Convention.

Déclarations et réserves

CAMBODGE⁵

“Le Gouvernement Royal du Cambodge, en acceptant la Convention portant création de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, déclare que les mesures qu'il a adoptées ou pourrait adopter en vue d'encourager ou d'aider sa marine marchande nationale et des entreprises nationales de transports maritimes (telles que, par exemple, le financement de compagnies nationales de navigation maritime par l'octroi de prêts à des taux d'intérêt raisonnables ou même privilégiés, ou l'attribution aux navires cambodgiens des cargaisons appartenant au Gouvernement Royal ou contrôlées par lui, ou le fait de réserver le cabotage à la marine marchande nationale) ainsi que toutes autres dispositions qu'il pourrait prendre en vue de favoriser le développement de la marine marchande cambodgienne, sont compatibles avec les buts de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, tels qu'ils sont définis à l'article 1, b, de la Convention.

“En conséquence, le Gouvernement Royal procéderait à un nouvel examen, avant leur mise en application, de toutes recommandations que cette Organisation pourrait adopter en la matière.

“Le Gouvernement Royal déclare en outre que son acceptation de la Convention susmentionnée n'a pas et n'aura pas pour effet de modifier ou d'amender de quelque manière que ce soit la législation en vigueur dans le territoire du Royaume du Cambodge.”

⁵ Par des communications adressées au Secrétaire général les 14 septembre 1961, 30 novembre 1961 et 14 mars 1962, respectivement, les Gouvernements du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Norvège et de la Grèce ont fait savoir, au sujet de la déclaration susmentionnée, qu'ils supposaient qu'il s'agissait d'une déclaration de politique générale et nullement d'une réserve, et que cette déclaration n'avait aucun effet juridique quant à l'interprétation de la Convention. Ils ont en outre indiqué qu'ils seraient heureux de recevoir du Gouvernement cambodgien l'assurance que tel était bien le sens qu'il convenait de donner à la déclaration.

Par une communication adressée au Secrétaire général le 31 janvier 1962, le Gouvernement cambodgien a fait savoir que “... le Gouvernement royal convient que la première partie de la déclaration faite au moment de son adhésion est une déclaration politique. Elle n'a donc pas d'effet légal sur l'interprétation de la Convention. En revanche, les dispositions contenues dans le troisième paragraphe de cette déclaration constituent une réserve attachée à l'adhésion du Gouvernement royal du Cambodge”.

Par une communication adressée au Secrétaire général le 3 juillet 1962, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a fait savoir que “... le Gouvernement de Sa Majesté ne partage pas l'opinion du Gouvernement cambodgien selon laquelle le troisième paragraphe de la déclaration constitue une réserve. Il ne souhaite toutefois pas, pour cette raison, soulever d'objection formelle contre les termes de l'acceptation de la Convention par le Cambodge.

Par une communication adressée au Secrétaire général le 23 juillet 1962, le Gouvernement français a fait savoir qu'“... il estime qu'il ne peut, pour des raisons de principe aussi bien que de fait, accepter les termes de la déclaration dont il s'agit, d'ailleurs qualifiée de réserve, pour ce qui concerne son troisième paragraphe, par le représentant du Cambodge”.

CUBA

En acceptant la Convention relative à la création d'une organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, le Gouvernement révolutionnaire de la République de Cuba déclare que sa législation actuelle, qui contient les dispositions voulues pour encourager et développer sa marine marchande, est conforme aux buts généraux de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, définis à l'article 1, b, de la Convention. Par conséquent, toute recommandation à ce sujet qui viendrait à être adoptée par l'Organisation sera réexaminée par le Gouvernement cubain compte tenu de sa politique nationale en la matière.

DANEMARK

Le Gouvernement danois approuve le programme de travail adopté à la première Assemblée de l'Organisation en janvier 1959 et estime que c'est dans les domaines technique et nautique que l'Organisation peut contribuer au développement du commerce et de la navigation maritimes dans le monde.

Si l'Organisation venait à s'occuper de questions revêtant un caractère purement commercial ou économique, le Gouvernement danois pourrait être amené à invoquer les dispositions de l'article 59 de la Convention, relatif au retrait des membres de l'Organisation.

EQUATEUR

Le Gouvernement équatorien déclare que les mesures protectionnistes adoptées en ce qui concerne sa marine marchande nationale et la flotte marchande de la Grande Colombie (*Flota Mercante Grancolombiana*), dont les navires sont considérés comme équatoriens du fait de la participation que le Gouvernement équatorien possède dans ladite flotte, ont uniquement pour objet de favoriser le développement de la marine marchande nationale et de la flotte marchande de la Grande Colombie et sont conformes aux buts de l'Organisation maritime intergouvernementale, tels qu'ils sont définis à l'article 1, b, de la Convention. En conséquence, le Gouvernement équatorien examinera à nouveau toutes recommandations que l'Organisation pourra formuler à ce sujet.

ESPAGNE

... l'Organisation maritime consultative intergouvernementale ne pourra étendre son action à des questions d'ordre économique ou commercial et devra se limiter à l'examen des questions de caractère technique.

ETATS-UNIS D'AMERIQUE⁶

Etant entendu qu'aucune des dispositions de la Convention relative à la création d'une Organisation inter-

⁶ Par une note verbale accompagnant l'instrument de ratification, le représentant permanent des Etats-Unis a appelé l'attention du Secrétaire général sur le fait que, aux termes de l'article 2 de la Convention, l'Organisation a pour fonction d'examiner les questions sur lesquelles elle est consultée et

gouvernementale consultative de la navigation maritime ne vise à modifier la législation nationale concernant les pratiques commerciales restrictives, il est déclaré par la présente que la ratification de la Convention par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique n'a et n'aura pas pour effet de changer ou de modifier en aucune façon l'application des lois des Etats-Unis d'Amérique dirigées contre les trusts.

FINLANDE

Le Gouvernement finlandais approuve le programme de travail proposé par la Commission préparatoire de l'Organisation dans le document IMCO/A.I/11. Le Gouvernement finlandais estime que c'est dans les domaines technique et nautique que l'Organisation peut contribuer au développement du commerce et de la navigation maritimes dans le monde.

Si l'Organisation venait à s'occuper de questions revêtant un caractère purement commercial ou économique, le Gouvernement finlandais pourrait être amené à invoquer les dispositions de l'article 59 de la Convention, relatif au retrait des membres de l'Organisation.

GRECE

A cet égard, je tiens à déclarer que la Grèce, en confirmant à nouveau son acceptation, considère que l'Organisation susmentionnée peut jouer un rôle utile et important en ce qui concerne les questions techniques et nautiques et contribuer ainsi au développement du commerce et de la navigation maritimes dans le monde. Si l'Organisation venait à s'occuper de questions commerciales et économiques, le Gouvernement hellénique pourrait être amené à reconsidérer son acceptation de la Convention et à invoquer les dispositions de l'article 59 de ladite Convention, relatif au retrait des membres de l'Organisation.

INDE⁷

En acceptant la Convention relative à la création d'une Organisation intergouvernementale consultative

d'émettre des avis. L'article 3 dispose que l'Organisation fera des recommandations et facilitera les consultations et l'échange de renseignements. Les antécédents de la Convention et les comptes rendus de la Conférence au cours de laquelle elle a été élaborée montrent qu'elle ne vise nullement à abroger ou à modifier la législation nationale d'aucune des parties contractantes relative aux pratiques commerciales restrictives, ni à changer ou à modifier en aucune façon l'application de la législation nationale tendant à éviter la formation des monopoles commerciaux ou à en réglementer le fonctionnement. En conséquence, la déclaration précitée doit être uniquement considérée comme précisant le sens qu'on a voulu donner à la Convention et comme constituant une garantie contre toute interprétation erronée, notamment en ce qui concerne l'application de l'article 4.

⁷ Par sa résolution 1452 (XIV), adoptée le 7 décembre 1959, l'Assemblée générale des Nations Unies, prenant note de l'exposé fait au nom de l'Inde, à la 614^{ème} séance de la Sixième Commission (juridique), pour expliquer que la déclaration indienne était une déclaration d'intentions et qu'elle ne constitue pas une réserve, a exprimé l'espoir que, compte tenu de l'exposé susmentionné de l'Inde, il sera possible de parvenir prochainement à une solution appropriée au sein de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime pour régulariser la position de l'Inde.

Par une résolution adoptée le 1^{er} mars 1960, le Conseil de l'Organisation intergouvernementale consultative de la naviga-

tion maritime, le Gouvernement indien déclare que toutes mesures qu'il pourrait adopter ou avoir adoptées en vue d'encourager et d'aider sa marine marchande nationale et ses entreprises nationales de transports maritimes (telles que, par exemple, le financement de compagnies nationales de navigation maritime par l'octroi de prêts à des taux d'intérêt raisonnables ou même privilégiés, ou l'attribution aux navires indiens des cargaisons appartenant au Gouvernement ou contrôlées par lui, ou encore le fait de réserver le cabotage à la marine marchande nationale) ainsi que toutes autres dispositions que le Gouvernement indien pourrait prendre, à seule fin de favoriser le développement de la marine marchande indienne, sont compatibles avec les buts de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, tels qu'ils sont définis à l'article premier, paragraphe b, de la Convention. En conséquence, toutes recommandations que l'Organisation pourrait adopter en la matière seront sujettes à un nouvel examen de la part du Gouvernement indien. Le Gouvernement indien déclare expressément, en outre, que son acceptation de la Convention susmentionnée n'a pas et n'aura pas pour effet de modifier ou d'amender de quelque manière que ce soit la législation en vigueur dans les territoires de la République de l'Inde.

INDONESIE⁸

En acceptant la Convention, le Gouvernement de la République d'Indonésie déclare que c'est dans le do-

tion maritime, prenant note de la déclaration faite au nom de l'Inde dont il est question dans la résolution précitée et notant, en conséquence, que la déclaration de l'Inde n'a pas d'effet juridique en ce qui concerne l'interprétation de la Convention, "considère l'Inde comme membre de l'Organisation".

⁸ Par des communications adressées au Secrétaire général les 14 septembre 1961, 30 novembre 1961 et 14 mars 1962, respectivement, les Gouvernements du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Norvège et de la Grèce ont fait savoir, au sujet de la déclaration susmentionnée, qu'ils supposaient qu'il s'agissait d'une déclaration de politique générale et nullement d'une réserve, et que cette déclaration n'avait aucun effet juridique quant à l'interprétation de la Convention. Ils ont en outre indiqué qu'ils seraient heureux de recevoir du Gouvernement indonésien l'assurance que tel était bien le sens qu'il convenait de donner à la déclaration.

Par des communications adressées au Secrétaire général les 30 octobre 1961, 11 janvier 1962 et 28 mars 1962, le Gouvernement indonésien a fait savoir que ... cette déclaration ne constitue pas une réserve, mais une interprétation de l'article 1, b, de ladite Convention et doit être considérée comme telle.

Dans ces conditions, le Gouvernement indonésien ne peut pas accepter l'opinion [des gouvernements susmentionnés] selon laquelle cette déclaration n'a aucun effet en ce qui concerne l'interprétation juridique de la Convention.

Par une communication adressée au Secrétaire général le 18 avril 1962, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a fait savoir que le Gouvernement de Sa Majesté n'entend pas faire formellement objection aux termes de l'acceptation de l'Indonésie, mais souhaite qu'il soit pris acte de ce qu'il n'est pas pour autant disposé à considérer nécessairement toutes mesures d'assistance et d'encouragement que le Gouvernement indonésien pourrait prendre en faveur de sa marine marchande nationale comme compatibles avec la Convention.

Par une communication adressée au Secrétaire général le 23 juillet 1962, le Gouvernement français a fait savoir qu' "... il estime qu'il ne peut, pour des raisons de principe aussi bien que de fait, accepter les termes de la déclaration dont il s'agit".

Par une communication adressée au Secrétaire général le 5 septembre 1962, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique

maine des questions techniques et nautiques que l'Organisation peut contribuer au développement de la navigation et du commerce maritimes dans le monde.

Quant aux questions de nature purement commerciale ou économique, le Gouvernement estime que l'assistance et l'encouragement aux entreprises de marine marchande du pays pour l'expansion de son commerce intérieur et extérieur et en vue de sa sécurité correspondent aux buts de l'Organisation tels qu'ils sont définis à l'article 1, *b*, de la Convention.

En conséquence, l'acceptation n'aura jamais pour effet d'altérer ou de modifier de quelque façon que ce soit la législation en vigueur dans la République d'Indonésie, et toute recommandation qui serait adoptée par l'Organisation à cet égard devra être réexaminée par le Gouvernement de la République d'Indonésie.

ISLANDE

...l'Islande se réserve le droit de revenir sur sa ratification s'il était décidé par la suite d'étendre la compétence de l'OMCI à des questions de nature purement commerciale ou financière.

...l'Islande accorde une grande importance à la validité réelle de l'article 59 de la Convention, concernant le retrait.

MAROC

“En devenant membre de l'Organisation, le Gouvernement du Royaume du Maroc tient à déclarer qu'il n'accepte pas l'idée d'un élargissement éventuel des activités de l'Organisation qui, du domaine purement technique et nautique, seraient étendues à des questions de caractère économique et commercial, ainsi qu'il est prévu aux alinéas *b* et *c* de l'article premier de la Convention relative à la création d'une Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime. Dans l'éventualité d'un tel élargissement des activités de l'Organisation, le Gouvernement du Royaume du Maroc se réserve le droit de reconsidérer sa position compte tenu de la situation qui en résulterait, et pourrait être amené notamment à invoquer les dispositions de l'article 59 de la Convention relatives au retrait des Membres de l'Organisation.”

MEXIQUE

Le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique, en adhérant à la Convention relative à la création d'une Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, considère qu'aucune disposition de ladite Convention ne vise à modifier les législations nationales touchant les pratiques commerciales restrictives et déclare expressément que l'adhésion du Mexique à cet instrument n'a pas et n'aura pas pour effet de modifier en quoi que ce soit l'application des lois contre

a fait savoir ce qui suit : Le Gouvernement des Etats-Unis ne soulèvera pas d'objection contre les termes de l'acceptation par l'Indonésie de la Convention relative à la création d'une Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime. Cela ne signifie toutefois pas qu'il considérera nécessairement comme compatible avec la Convention toute mesure d'aide et d'encouragement que le Gouvernement indonésien pourra prendre en faveur de sa marine marchande nationale.

les monopoles en vigueur sur le territoire de la République mexicaine.

NORVEGE

...Le Gouvernement norvégien approuve le programme de travail proposé par la Commission préparatoire de l'Organisation dans le document IMCO/A.I/11. Le Gouvernement norvégien estime que c'est dans les domaines technique et nautique que l'Organisation peut contribuer au développement du commerce et de la navigation maritimes dans le monde.

Si l'Organisation venait à s'occuper de questions revêtant un caractère purement commercial ou économique, le Gouvernement norvégien pourrait être amené à invoquer les dispositions de l'article 59 de la Convention, relatif au retrait des membres de l'Organisation.

POLOGNE

En acceptant la Convention relative à la création d'une Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, signée à Genève le 6 mars 1948, le Gouvernement de la République populaire de Pologne déclare qu'il approuve le programme de travail de l'Organisation adopté par l'Assemblée lors de sa première session, tenue en janvier 1959.

Le Gouvernement de la République populaire de Pologne estime que c'est dans les domaines technique et nautique que l'Organisation doit contribuer au développement du commerce et de la navigation maritimes dans le monde.

SUEDE

En acceptant la Convention relative à la création d'une Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, le Gouvernement suédois déclare qu'il approuve le programme de travail de l'Organisation arrêté par l'Assemblée de l'Organisation lors de sa première réunion en janvier 1959 et figurant aux documents A.I/11 et Corr.1.

Le Gouvernement suédois estime que c'est dans les domaines technique et nautique que l'Organisation peut contribuer au développement du commerce et de la navigation maritimes dans le monde.

Si l'Organisation venait à s'occuper de questions revêtant un caractère purement commercial ou économique, le Gouvernement suédois pourrait être amené à invoquer les dispositions de l'article 59 de la Convention, relatif au retrait des membres de l'Organisation.

SUISSE

“A l'occasion du dépôt de son instrument de ratification sur la Convention relative à la création d'une Organisation maritime (IMCO), la Suisse fait la réserve, de manière générale, que sa collaboration à l'OMCI, notamment en ce qui concerne les relations de cette Organisation avec l'Organisation des Nations Unies, ne peut dépasser le cadre que lui assigne sa position d'Etat perpétuellement neutre. C'est dans le sens de cette réserve générale qu'elle formule une réserve particulière, tant à l'égard du texte de l'article VI, tel qu'il figure dans l'accord, actuellement à l'état

de projet, entre l'OMCI et l'ONU, qu'à l'égard de toute clause analogue qui pourrait remplacer ou compléter cette disposition, dans ledit accord ou dans un autre arrangement."

TURQUIE

... n'aura aucun effet sur les dispositions de lois turques concernant le cabotage et le monopole.

YOUÛOSLAVIE

En devenant membre de l'Organisation, le Gouvernement de la République populaire fédérative de Yougoslavie tient à déclarer qu'il n'accepte par l'idée d'un élargissement éventuel des activités de l'Organisation qui,

du domaine purement technique et nautique, seraient étendues à des questions de caractère économique et commercial, ainsi qu'il est prévu aux alinéas *b* et *c* de l'article premier de la Convention relative à la création d'une Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime. Dans l'éventualité d'un tel élargissement des activités de l'Organisation, le Gouvernement de la République populaire fédérative de Yougoslavie se réserve le droit de reconsidérer sa position, compte tenu de la situation qui en résulterait.

D'autre part, le Gouvernement de la République populaire fédérative de Yougoslavie se déclare prêt à s'acquitter de toutes ses obligations à l'égard de l'Organisation, comme il est indiqué dans l'instrument d'acceptation.

Participation de territoires à la Convention (article 58)

| <i>Déclaration des pays suivants :</i> | <i>Date de réception</i> | |
|--|--------------------------|------|
| PAYS-BAS | 3 octobre | 1949 |
| ROYAUME-UNI | 19 janvier | 1960 |
| | 2 octobre | 1961 |
| | 7 juin | 1967 |

Participation des territoires suivants :

Indonésie, Surinam et Indes occidentales néerlandaises. Par notification ultérieure reçue le 12 juillet 1951, avis a été donné qu'à partir du 27 décembre 1949, la participation des Pays-Bas à la Convention ne s'étend plus aux territoires soumis à la juridiction de la République d'Indonésie, mais comprend le Surinam, les Antilles néerlandaises (anciennes Indes occidentales néerlandaises) et la Nouvelle-Guinée néerlandaise.

Fédération de la Nigéria⁹.

Sarawak et Bornéo du Nord¹⁰.

Hong-kong.

Membres associés de l'Organisation (article 9)

| <i>Notification du :</i> | <i>Date de réception</i> | |
|--------------------------|--------------------------|------|
| ROYAUME-UNI | 19 janvier | 1960 |
| | 2 octobre | 1961 |
| | 7 juin | 1961 |

Membres associés

Fédération du Nigéria.

Sarawak et Bornéo du Nord, conjointement membre associé¹⁰.

Hong-kong.

⁹ La Fédération du Nigéria est devenue membre de l'Organisation, le 15 mars 1962, par le dépôt, à cette date, de son instrument d'acceptation de la Convention.

¹⁰ Par une communication reçue le 6 août 1964, le Gouvernement du Royaume-Uni a demandé au Secrétaire général, en tant que dépositaire de la Convention relative à l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, de noter que, comme suite à l'Accord relatif à la Malaisie qui a été signé à Londres le 9 juillet 1963 et à la législation promulguée en vertu de cet Accord, le Sarawak et le Bornéo du Nord se sont, de même que l'Etat de Singapour, fédérés avec les Etats de la Fédération de Malaisie, et que la Fédération porte désormais le nom de "Malaisie". Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni n'assure donc plus les relations internationales du Sarawak et du Bornéo du Nord.

Par une communication ultérieure reçue le 4 mars 1965, le Gouvernement du Royaume-Uni, commentant les renseigne-

ments contenus dans la communication susmentionnée, a appelé l'attention du Secrétaire général sur le fait que l'Accord relatif à la Malaisie, signé à Londres le 9 juillet 1963, est entré en vigueur le 16 septembre 1963, et que depuis le 16 septembre 1963 — date à laquelle le Sarawak et le Bornéo du Nord ainsi que l'Etat de Singapour se sont fédérés avec les Etats de la Fédération de Malaisie — le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni a cessé d'assurer les relations internationales du Sarawak et du Bornéo du Nord. Il a également informé le Secrétaire général que le Gouvernement de Sa Majesté considère par conséquent que le Sarawak et le Bornéo du Nord ont automatiquement cessé d'être conjointement membre associé de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime le 16 septembre 1963, en vertu de l'article 9 de la Convention relative à cette Organisation.

Amendements à la Convention relative à la création d'une Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime

a) Amendements aux articles 17 et 18 de la Convention relative à la création d'une Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime

Adoptés par l'Assemblée de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime par la résolution A. 69 (ES.II) du 15 septembre 1964

ENTRÉE EN VIGUEUR : 6 octobre 1967 pour tous les Membres de l'Organisation, conformément à l'article 52 de la Convention.

ENREGISTREMENT : 6 octobre 1961, n° 4214.

TEXTE : Annexe à la résolution A. 69 (ES.II) du 15 septembre 1964.

Note. — Conformément à l'article 54 de la Convention, l'acceptation d'un amendement est signifiée par la communication d'un instrument au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. On trouvera ci-après la liste des Etats qui ont accepté les amendements aux articles 17 et 18 de la Convention, indiquant les dates respectives de la réception des instruments d'acceptation par le Secrétaire général de l'Organisation et les dates de leur dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

| <i>Etat</i> | <i>Date de réception de l'instrument d'acceptation</i> | | <i>Date de dépôt de l'instrument d'acceptation</i> | |
|---------------------------|--|----------------|--|----------------|
| ALGÉRIE | 26 | octobre 1967 | 3 | novembre 1967 |
| ARGENTINE | 30 | septembre 1966 | 5 | octobre 1966 |
| AUSTRALIE | 6 | janvier 1965 | 15 | février 1965 |
| BELGIQUE | 20 | juillet 1965 | 26 | juillet 1965 |
| BIRMANIE | 27 | septembre 1966 | 6 | octobre 1966 |
| BRÉSIL | 17 | novembre 1966 | 30 | décembre 1966 |
| BULGARIE | 29 | septembre 1966 | 3 | octobre 1966 |
| CAMBODGE | 18 | août 1966 | 22 | août 1966 |
| CANADA | 25 | janvier 1965 | 15 | février 1965 |
| CHINE ¹¹ | 27 | janvier 1966 | 31 | janvier 1966 |
| CÔTE D'IVOIRE | 17 | septembre 1965 | 4 | octobre 1965 |
| DANEMARK | 10 | juin 1965 | 14 | juillet 1965 |
| EQUATEUR | 12 | août 1965 | 18 | août 1965 |
| ESPAGNE | 16 | juin 1965 | 28 | juin 1965 |
| ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE .. | 21 | juillet 1966 | 25 | juillet 1966 |
| FINLANDE | 17 | janvier 1967 | 20 | janvier 1967 |
| FRANCE | 5 | avril 1965 | 21 | avril 1965 |
| GHANA | 2 | avril 1965 | 17 | mai 1965 |
| GRÈCE | 1 ^{er} | décembre 1965 | 3 | décembre 1965 |
| INDE | 23 | février 1965 | 17 | mars 1965 |
| INDONÉSIE | 11 | octobre 1966 | 21 | octobre 1966 |
| IRAN | 8 | juin 1966 | 15 | juin 1966 |
| IRLANDE | 8 | juin 1965 | 14 | juin 1965 |
| ISLANDE | 10 | septembre 1965 | 14 | septembre 1965 |
| ISRAËL | 6 | février 1967 | 9 | février 1967 |
| KOWEÏT | 2 | septembre 1966 | 6 | septembre 1966 |
| LIBAN | 15 | février 1967 | 20 | février 1967 |
| MADAGASCAR | 18 | février 1965 | 25 | février 1965 |
| MALTE | 5 | septembre 1966 | 8 | septembre 1966 |
| MAROC | 6 | septembre 1965 | 7 | octobre 1965 |
| MAURITANIE | 1 ^{er} | novembre 1966 | 4 | novembre 1966 |
| MEXIQUE | 11 | octobre 1967 | 15 | octobre 1967 |
| NIGÉRIA | 6 | décembre 1967 | 11 | décembre 1967 |
| NORVÈGE | 9 | septembre 1965 | 13 | septembre 1965 |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 22 | novembre 1965 | 26 | novembre 1965 |

¹¹ Par une communication adressée au Secrétaire général au sujet de cette acceptation, la mission permanente de la Roumanie auprès de l'Organisation des Nations Unies a déclaré que le seul gouvernement à avoir le droit de représenter

la Chine et d'assumer des obligations internationales au nom de ce pays est le Gouvernement central de la République populaire de Chine et que, par conséquent, le Gouvernement roumain ne peut prendre acte de ladite acceptation.

| <i>Etat</i> | <i>Date de réception de l'instrument d'acceptation</i> | | <i>Date de dépôt de l'instrument d'acceptation</i> | |
|--|--|------|--|------|
| PAKISTAN | 11 juin | 1965 | 18 juin | 1965 |
| PANAMA | 28 juillet | 1966 | 2 août | 1966 |
| PAYS-BAS | 21 septembre | 1965 | 4 octobre | 1965 |
| PHILIPPINES | 31 octobre | 1966 | 2 novembre | 1966 |
| POLOGNE | 30 juin | 1965 | 9 juillet | 1965 |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE ... | 11 mars | 1966 | 18 mars | 1966 |
| RÉPUBLIQUE DE CORÉE | 29 avril | 1965 | 5 mai | 1965 |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE .. | 28 juin | 1966 | 11 juillet | 1966 |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ¹² | 24 septembre | 1965 | 7 octobre | 1965 |
| ROUMANIE | 29 juillet | 1966 | 3 août | 1966 |
| ROYAUME-UNI | 26 janvier | 1965 | 15 février | 1965 |
| SÉNÉGAL | 28 septembre | 1966 | 6 octobre | 1966 |
| SINGAPOUR | 14 février | 1966 | 18 février | 1966 |
| SUÈDE | 9 septembre | 1965 | 13 septembre | 1965 |
| SUISSE | 9 janvier | 1967 | 13 janvier | 1967 |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 3 octobre | 1966 | 6 octobre | 1966 |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | 24 novembre | 1966 | 5 décembre | 1966 |
| TUNISIE | 28 mars | 1966 | 8 avril | 1966 |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES .. | 16 décembre | 1965 | 20 décembre | 1965 |
| YOUgoslavie | 4 mars | 1966 | 11 mars | 1966 |

b) Amendement à l'article 28 de la Convention relative à la création d'une Organisation inter-gouvernementale consultative de la navigation maritime

Adopté par l'Assemblée de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime par la résolution A. 70 (IV) du 28 septembre 1965

ENTRÉE EN VIGUEUR : 3 novembre 1968 pour tous les membres de l'Organisation, conformément à l'article 52 de la Convention.

TEXTE : Annexe à la résolution A. 70 (IV) du 28 septembre 1965.

Note. — Conformément à l'article 54 de la Convention, l'acceptation d'un amendement est signifiée par la communication d'un instrument au Secrétaire général de l'Organisation, en vue du dépôt au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. On trouvera ci-après la liste des Etats qui ont accepté l'amendement à l'article 28 de la Convention, indiquant les dates respectives de la réception des instruments d'acceptation par le Secrétaire général de l'Organisation et les dates de leur dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

| <i>Etat</i> | <i>Date de réception de l'instrument d'acceptation</i> | | <i>Date de dépôt de l'instrument d'acceptation</i> | |
|---------------------------|--|------|--|------|
| ALGÉRIE | 26 octobre | 1967 | 3 novembre | 1967 |
| ARGENTINE | 30 septembre | 1966 | 5 octobre | 1966 |
| AUSTRALIE | 20 juin | 1966 | 23 juin | 1966 |
| BELGIQUE | 1 ^{er} juin | 1966 | 6 juin | 1966 |
| BRÉSIL | 17 novembre | 1966 | 30 décembre | 1966 |
| BULGARIE | 29 septembre | 1966 | 3 octobre | 1966 |
| CANADA | 25 avril | 1966 | 29 avril | 1966 |
| CHINE ¹³ | 22 juillet | 1966 | 27 juillet | 1966 |

¹² Par des notes accompagnant les instruments d'acceptation respectifs des amendements aux articles 17 et 18 et de l'amendement à l'article 28 de la Convention relative à la création d'une organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a déclaré que ladite Convention et les amendements considérés s'appliqueraient également au Land de Berlin et prendraient effet à la date à laquelle ils

entreraient en vigueur pour la République fédérale d'Allemagne. Par une communication adressée au Secrétaire général, le Gouvernement polonais a déclaré que ces déclarations du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne étaient en contradiction avec le statut international de Berlin-Ouest, lequel ne fait pas partie de la République fédérale d'Allemagne.

¹³ Voir note 11, p. 277.

| <i>Etat</i> | <i>Date de réception de l'instrument d'acceptation</i> | | <i>Date de dépôt de l'instrument d'acceptation</i> | |
|--|--|------|--|------|
| CÔTE D'IVOIRE | 17 mars | 1967 | 20 mars | 1967 |
| DANEMARK | 10 novembre | 1966 | 15 novembre | 1966 |
| ESPAGNE | 4 mai | 1966 | 9 mai | 1966 |
| ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ... | 25 janvier | 1968 | 1 ^{er} février | 1968 |
| FINLANDE | 17 janvier | 1967 | 20 janvier | 1967 |
| FRANCE | 1 ^{er} mars | 1966 | 14 mars | 1966 |
| GHANA | 17 novembre | 1966 | 21 novembre | 1966 |
| ILES MALDIVES | 18 avril | 1968 | 22 avril | 1968 |
| INDE | 10 octobre | 1966 | 13 octobre | 1966 |
| IRAN | 20 juin | 1968 | 1 ^{er} juillet | 1968 |
| IRLANDE | 20 juin | 1966 | 23 juin | 1966 |
| ISLANDE | 8 mars | 1967 | 13 mars | 1967 |
| ISRAËL | 6 février | 1967 | 9 février | 1967 |
| KOWEÏT | 2 septembre | 1966 | 6 septembre | 1966 |
| LIBAN | 15 février | 1967 | 20 février | 1967 |
| MADAGASCAR | 24 janvier | 1966 | 27 janvier | 1966 |
| MALTE | 5 septembre | 1966 | 8 septembre | 1966 |
| MAROC | 24 janvier | 1966 | 27 janvier | 1966 |
| MEXIQUE | 11 octobre | 1967 | 16 octobre | 1967 |
| NIGÉRIA | 6 décembre | 1967 | 11 décembre | 1967 |
| NORVÈGE | 18 mai | 1966 | 23 mai | 1966 |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 25 juillet | 1968 | 29 juillet | 1968 |
| PAKISTAN | 29 juin | 1966 | 5 juillet | 1966 |
| PANAMA | 28 juillet | 1966 | 2 août | 1966 |
| PAYS-BAS | 9 mai | 1967 | 15 mai | 1967 |
| PHILIPPINES | 31 octobre | 1966 | 2 novembre | 1966 |
| POLOGNE | 16 août | 1966 | 19 août | 1966 |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE ... | 13 février | 1967 | 15 février | 1967 |
| RÉPUBLIQUE DE CORÉE | 5 janvier | 1967 | 10 janvier | 1967 |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ¹⁴ | 15 juillet | 1966 | 22 juillet | 1966 |
| ROUMANIE | 10 juillet | 1967 | 27 juillet | 1967 |
| ROYAUME-UNI | 18 mai | 1966 | 23 mai | 1966 |
| SINGAPOUR | 14 février | 1966 | 18 février | 1966 |
| SUÈDE | 21 juillet | 1966 | 26 juillet | 1966 |
| SUISSE | 9 janvier | 1967 | 13 janvier | 1967 |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 3 octobre | 1966 | 6 octobre | 1966 |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | 17 avril | 1967 | 20 avril | 1967 |
| TUNISIE | 16 février | 1966 | 23 février | 1966 |
| TURQUIE | 5 juin | 1967 | 9 juin | 1967 |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES .. | 28 février | 1966 | 7 mars | 1966 |
| YOUgoslavie | 22 novembre | 1966 | 28 novembre | 1966 |

¹⁴ Voir note 12, p. 278.

2. Convention relative au jaugeage et à l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure

En date, à Bangkok, du 22 juin 1956¹

Non encore en vigueur (voir article 9).

TEXTE : Publication des Nations Unies, n° de vente : 1957.II.F.9 (E/CN.11/461).

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | <i>Ratification, adhésion (a)</i> |
|---------------------------|------------------|-----------------------------------|
| CAMBODGE | 22 juin | 1956 |
| CHINE | 22 juin | 1956 |
| INDONÉSIE | 22 juin | 1956 |
| LAOS | 22 juin | 1956 |
| RÉPUBLIQUE DU VIET-NAM .. | 22 juin | 1956 |
| THAÏLANDE | 22 juin | 1956 |

¹ La Convention a été adoptée par le Sous-Comité des voies fluviales du Comité des transports intérieurs de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, à sa troisième session, tenue à Dacca (Pakistan-Oriental), en octobre 1955.

3. Convention relative à l'unification de certaines règles en matière d'abordage en navigation intérieure

En date, à Genève, du 15 mars 1960¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 13 septembre 1966, conformément à l'article 11.

ENREGISTREMENT : 13 septembre 1966, n° 8310.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 572.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | <i>Ratification, adhésion (a)</i> | |
|---|------------------|-----------------------------------|--------|
| AUTRICHE | 14 juin 1960 | 27 septembre | 1962 |
| BELGIQUE | 15 juin 1960 | | |
| FRANCE | 15 juin 1960 | 12 mars | 1962 |
| PAYS-BAS ² | 14 juin 1960 | 15 juin | 1966 |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE | 14 juin 1960 | | |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES .. | | 26 janvier | 1962 a |
| YOUGOSLAVIE | | 14 février | 1962 a |

Déclarations et réserves

AUTRICHE

“Mon Gouvernement considère le texte allemand comme authentique, conformément à l'article 19 de la Convention.”

BELGIQUE

“Mon Gouvernement considère le texte français comme authentique conformément à l'article 19 de la Convention.”

FRANCE

“Conformément à l'article 19 de la Convention, mon Gouvernement considère le texte français comme texte authentique.”

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

“Je déclare que, conformément à l'article 19, mon Gouvernement adopte le texte allemand.”

UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES

a) *Ensemble de la Convention.* — Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques déclare que les dispositions de la présente Convention ne s'appliqueront pas aux voies navigables intérieures de

l'Union des Républiques socialistes soviétiques que seuls les navires battant pavillon de l'URSS sont autorisés à emprunter ;

b) *Article 14.* — Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ne s'estime pas lié par l'article 14 de la présente Convention en ce qui concerne le renvoi des différends devant la Cour internationale de Justice.

Tout en adhérant à la Convention, le Gouvernement de l'URSS juge nécessaire de souligner le caractère illégal de l'article 10, qui limite le nombre des Etats qui peuvent y être parties.

YOUGOSLAVIE

“La République Populaire Fédérative de Yougoslavie déclare, conformément à l'article 9 de la Convention précitée :

a) Qu'elle se réserve le droit de prévoir dans sa législation nationale ou dans des accords internationaux que les dispositions de la Convention précitée ne s'appliqueront pas aux bateaux affectés exclusivement à l'exercice de la puissance publique ;

b) Qu'elle se réserve le droit de prévoir dans sa législation nationale de ne pas appliquer les dispositions de la Convention précitée sur les voies navigables réservées exclusivement à sa navigation nationale.”

¹ La Convention a été élaborée par le Sous-Comité des transports par voie navigable du Comité des transports intérieurs de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe et ses organes subsidiaires (Groupe de travail du droit fluvial et groupes de rapporteurs). Le Comité des transports intérieurs a décidé de l'ouvrir à la signature à sa

dix-neuvième session, tenue du 14 au 18 décembre 1959 (voir Rapport du Comité des transports intérieurs sur sa dix-neuvième session, document E/ECE/TRANS/514, par. 49).

² L'instrument de ratification stipule que le Royaume des Pays-Bas ratifie la Convention pour le Royaume en Europe et pour le Surinam.

4. Convention relative à l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure, avec Protocoles annexés :

Protocole n° 1 relatif aux droits réels sur les bateaux de navigation intérieure;

Protocole n° 2 relatif à la saisie conservatoire et à l'exécution forcée concernant les bateaux de navigation intérieure

En date, à Genève, du 25 janvier 1965¹

Non encore en vigueur (voir art. 17).

TEXTE : E/ECE/579 (E/ECE/TRANS/540).

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | |
|---------------------------------------|------------------|------|
| AUTRICHE | 18 juin | 1965 |
| BELGIQUE | 31 décembre | 1965 |
| FRANCE | 31 décembre | 1965 |
| LUXEMBOURG | 14 décembre | 1965 |
| PAYS-BAS | 30 décembre | 1965 |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE | 5 novembre | 1965 |
| SUISSE | 28 décembre | 1965 |
| YOUgoslavie | 17 mai | 1965 |

Déclarations et réserves

BELGIQUE

"La Belgique formule les réserves prévues à l'article 21, paragraphe 1^{er}, alinéas *b*, *c* et *d*."

FRANCE

"La France déclare accepter le Protocole n° 1 ci-joint relatif aux droits réels sur les bateaux de navigation intérieure et le Protocole n° 2, également ci-joint, relatif à la saisie conservatoire et à l'exécution forcée concernant les bateaux de navigation intérieure."

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

"La République fédérale d'Allemagne déclare que :

"1) Les bureaux d'immatriculation allemands ne délivreront d'extraits des documents déposés auprès d'eux et auxquels renvoient les inscriptions dans le registre qu'aux demandeurs établissant la vraisemblance de l'existence d'un intérêt de leur part à obtenir de tels extraits;

"2) Elle n'appliquera pas la présente Convention aux bateaux naviguant sur les lacs ou sur les sections attenantes de voies d'eau et appartenant aux chemins de fer fédéraux allemands."

SUISSE

"La Suisse formule les réserves suivantes en vertu des alinéas *b*, *c* et *d* du paragraphe premier de l'article 21 de la Convention :

ad b) : Ses bureaux d'immatriculation ne délivreront d'extraits définis par le paragraphe 3 de l'article 2 de la Convention qu'aux demandeurs établissant la vraisemblance de l'existence d'un intérêt de leur part à obtenir de tels extraits

ad c) : Elle n'appliquera pas la Convention aux bateaux naviguant sur les lacs ou sur les sections attenantes de voies d'eau et appartenant aux administrations nationales de chemins de fer ou assurant des services concédés

ad d) : Elle n'appliquera pas la Convention aux bateaux affectés seulement à un service gouvernemental non commercial.

La Suisse déclare accepter le Protocole n° 1 relatif aux droits réels sur les bateaux de navigation intérieure et déclare qu'en vertu de l'article 19 dudit Protocole et du paragraphe 2 de l'article 21 de la Convention elle n'appliquera pas, en cas d'exécution forcée sur son territoire, les dispositions de l'alinéa *b*) du paragraphe 2 de l'article 14 dudit Protocole."

¹ La Convention a été rédigée par le Sous-Comité des transports par voie navigable du Comité des transports intérieurs de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe et ses organes subsidiaires (Groupe de travail du droit fluvial et groupes de rapporteurs). A sa vingt et unième session, tenue du 20 au 24 janvier 1964, le Comité des transports intérieurs a décidé qu'il appartiendrait au

Sous-Comité des transports par voie navigable de se prononcer sur la question de l'ouverture de la Convention à la signature à sa prochaine session (voir Rapport du Comité des transports intérieurs sur sa vingt-troisième session, document E/ECE/TRANS/535, par. 52). Ledit Sous-Comité a décidé d'ouvrir la Convention à la signature à sa huitième session, tenue du 28 au 30 octobre 1964 (voir document TRANS/291, par. 17).

5. Convention relative au jaugeage des bateaux de navigation intérieure avec annexe et Protocole de signature

En date, à Genève, du 15 février 1966¹

Non encore en vigueur (voir art. 11).

TEXTE : E/ECE/626 (E/ECE/TRANS/546).

| <i>Etat</i> | <i>Signature²</i> |
|---------------------------------------|------------------------------|
| BELGIQUE | 2 novembre 1966 |
| BULGARIE ³ | 14 novembre 1966 |
| FRANCE ⁴ | 17 mai 1966 |
| LUXEMBOURG | 29 juillet 1966 |
| PAYS-BAS ⁵ | 14 novembre 1966 |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE | 14 novembre 1966 |
| SUISSE | 14 novembre 1966 |

¹ La Convention a été élaborée par le Sous-Comité des transports par voie navigable du Comité des transports intérieurs de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe et ses organes subsidiaires (Groupe de travail du droit fluvial et groupes de rapporteurs). Le Comité des transports intérieurs a décidé de l'ouvrir à la signature à sa vingt-cinquième session, tenue du 17 au 20 janvier 1966 (voir Rapport du Comité des transports intérieurs sur sa vingt-cinquième session, document E/ECE/TRANS/544, par. 63).

² La Convention et le Protocole de signature ont été signés au nom de chacun des États susmentionnés à la même date, hormis la Belgique, au nom de laquelle la Convention a été signée le 2 novembre 1966 et le Protocole le 4 novembre 1966.

³ La signature de la Convention au nom de la Bulgarie est accompagnée de la déclaration suivante :

"En signant la présente Convention, la République populaire de Bulgarie déclare qu'elle ne se considère pas liée par l'article 14 de la Convention en ce qui concerne le renvoi des différends à la Cour internationale.

"Elle déclare en outre que les certificats de jaugeage des bateaux destinés au transport de marchandises délivrés par l'un de ses bureaux de jaugeage de bateaux ne peuvent être prorogés que par ces bureaux."

⁴ La signature du Protocole de signature au nom de la France est accompagnée de la déclaration suivante :

"Les signes de jaugeage apposés par les services français n'ont pas pour unique objet la constatation du jaugeage, ces signes ne seront ni enlevés ni effacés au moment de rejaugage et il sera seulement apposé à leur gauche une marge indélébile constituée par une petite croix à branches verticale et horizontale de même longueur."

⁵ La signature de la Convention et du Protocole de signature au nom des Pays-Bas est accompagnée de la déclaration suivante :

"En signant la présente Convention [le présent Protocole], le Gouvernement néerlandais déclare que la Convention [le Protocole] ne s'appliquera qu'au Royaume des Pays-Bas en Europe."

CHAPITRE XIII. — STATISTIQUES ECONOMIQUES

1. Protocole amendant la Convention internationale concernant les statistiques économiques, signée à Genève le 14 décembre 1928

Signé à Paris le 9 décembre 1948¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 9 décembre 1948, conformément à l'article V².

ENREGISTREMENT : 9 décembre 1948, n° 318.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 20 p. 229.

| <i>Etat</i> | <i>Signature sous réserve d'acceptation</i> | <i>Signature définitive (*) acceptation</i> |
|---------------------------|---|---|
| AFRIQUE DU SUD | | 10 décembre 1948* |
| AUSTRALIE | | 9 décembre 1948* |
| AUTRICHE | | 10 novembre 1949 |
| BIRMANIE | 9 décembre 1948 | |
| CANADA | | 9 décembre 1948* |
| DANEMARK | 9 décembre 1948 | 27 septembre 1949 |
| FINLANDE | | 17 août 1949 |
| FRANCE | 9 décembre 1948 | 11 janvier 1949 |
| GRÈCE | 9 décembre 1948 | 9 octobre 1950 |
| INDE | 9 décembre 1948 | 14 mars 1949 |
| IRLANDE | | 28 février 1952 |
| ITALIE | | 20 mai 1949* |
| JAPON | | 2 décembre 1952 |
| NORVÈGE | 9 décembre 1948 | 22 mars 1949 |
| PAKISTAN | | 3 mars 1952* |
| PAYS-BAS | 9 décembre 1948 | 13 avril 1950 |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE ... | | 9 décembre 1948* |
| ROYAUME-UNI | | 9 décembre 1948* |
| SUÈDE | | 9 décembre 1948* |
| SUISSE | 9 décembre 1948 | |

¹ Le Protocole a été approuvé par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies dans sa résolution 255 (III) du 18 novembre 1948 (*Documents officiels de l'Assemblée générale, troisième session, première partie*, A/810, p. 160).

² Les amendements qui figurent dans l'annexe au Protocole sont entrés en vigueur le 9 octobre 1950, conformément à l'article V du Protocole.

2. Convention internationale concernant les statistiques économiques

Signée à Genève le 14 décembre 1928 et amendée par le Protocole signé à Paris le 9 décembre 1948

ENTRÉE EN VIGUEUR : 9 octobre 1950, date à laquelle les amendements à cette Convention, contenus dans l'annexe au Protocole du 9 décembre 1948, sont entrés en vigueur conformément à l'article V dudit Protocole.

ENREGISTREMENT : 9 octobre 1950, n° 942.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 73, p. 39.

| <i>Etat</i> | <i>Signature définitive ou acceptation du Protocole du 9 décembre 1948</i> | <i>Ratification, adhésion (a) notification de succession (d) concernant la Convention telle qu'amendée par le Pro- tocole du 9 décembre 1948</i> | |
|--------------------------------|--|--|--------|
| AFRIQUE DU SUD | 10 décembre 1948 | | |
| AUSTRALIE | 9 décembre 1948 | | |
| AUTRICHE | 10 novembre 1949 | | |
| BELGIQUE ¹ | | 2 mai | 1952 |
| CANADA | 9 décembre 1948 | | |
| DANEMARK | 27 septembre 1949 | | |
| FINLANDE | 17 août 1949 | | |
| FRANCE | 11 janvier 1949 | | |
| GHANA | | 7 avril | 1958 d |
| GRÈCE | 9 octobre 1950 | | |
| INDE | 14 mars 1949 | | |
| IRLANDE | 28 février 1952 | | |
| ISRAËL | | 28 décembre | 1950 a |
| ITALIE | 20 mai 1949 | | |
| JAPON | 2 décembre 1952 | | |
| LUXEMBOURG | | 23 juillet | 1953 |
| NIGÉRIA | | 23 juillet | 1965 a |
| NORVÈGE | 22 mars 1949 | | |
| PAKISTAN | 3 mars 1952 | | |
| PAYS-BAS | 13 avril 1950 | | |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE ... | 9 décembre 1948 | | |
| ROYAUME-UNI ² | 9 décembre 1948 | | |
| SUÈDE | 9 décembre 1948 | | |

¹ Par une déclaration accompagnant son instrument de ratification, le Gouvernement belge a stipulé que la ratification valait uniquement pour les territoires métropolitains à l'exclusion expresse des territoires du Congo belge et des territoires sous tutelle du Ruanda-Urundi.

² La notification de l'application de la Convention à la Rhodésie du Sud a été reçue du Gouvernement britannique le 2 décembre 1949.

3. a) Convention internationale concernant les statistiques économiques

Genève, 14 décembre 1928¹

EN VIGUEUR depuis le 14 décembre 1930 (article 14).

Ratifications ou adhésions définitives

AUTRICHE (27 mars 1931)

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD, ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations (9 mai 1930)

Ne couvre pas les colonies, protectorats ou territoires placés sous la suzeraineté ou le mandat de Sa Majesté Britannique.

Rhodésie du Sud (14 octobre 1931 a)

Les relevés prévus dans l'article 2, III (B), ne contiendront pas de renseignements sur les superficies cultivées dans les exploitations agricoles indigènes, les réserves indigènes, les emplacements réservés et les stations de missionnaires².

CANADA (23 août 1930 a)

AUSTRALIE (13 avril 1932 a)

Ne s'applique pas aux territoires de la Papouasie et de l'île de Norfolk, de la Nouvelle-Guinée et de Nauru.

1) La disposition prévue à l'article 3, Annexe I, Partie I b), relative aux relevés séparés pour le trafic de transit direct ne s'appliquera pas au Commonwealth d'Australie.

2) La disposition prévue à l'article 3, Annexe I, Partie I, paragraphe IV, portant que, si la quantité de marchandises de toute nature est exprimée au moyen d'une ou de plusieurs unités de mesures autres que le poids, les relevés annuels indiqueront le poids estimatif moyen de chaque unité ou multiple d'unités, ne s'appliquera pas au Commonwealth d'Australie².UNION SUD-AFRICAINE (y compris le territoire sous mandat du Sud-Ouest africain) (1^{er} mai 1930)

IRLANDE (15 septembre 1930)

INDE (15 mai 1931 a)

A. Aux termes de l'article II, les obligations de la Convention ne s'appliqueront pas, dans l'Inde, aux territoires de tout prince ou chef sous la suzeraineté de Sa Majesté le Roi-Empereur.

B². 1) Article 2. I a). — Les dispositions relatives aux relevés de "trafic de transit" prévues à l'annexe I, partie I, 1 b) ne s'appliqueront pas à l'Inde et les relevés relatifs au "trafic de frontière terrestre" ne seront pas exigés.¹ Enregistrée sous le numéro 2560. Voir *Recueil des Traités de la Société des Nations*, vol. 110, p. 171.

Ratifications et adhésions postérieures à l'enregistrement : vol. 117, p. 330; vol. 122, p. 366; vol. 126, p. 454; vol. 130, p. 463; vol. 134, p. 427; vol. 156, p. 222; vol. 181, p. 392; vol. 185, p. 395; et vol. 189, p. 466.

² Ces réserves ont été acceptées par les Etats parties à la Convention, qui ont été consultés conformément à l'article 17.*Ratifications ou adhésions définitives*

2) Article 2. II a). — La question de savoir si un recensement général de l'agriculture peut être effectué dans l'Inde et, dans l'affirmative, de quelle manière et à quels intervalles, reste encore à régler. Pour le moment, l'Inde ne peut assumer aucune obligation aux termes de cet article.

3) Article 2. III b) 1). — Pour les fermes situées dans les régions de l'Inde où existent des établissements permanents, les estimations des superficies cultivées pourront être utilisées pour établir les relevés.

4) Article 2. III b) 2). — Les relevés des quantités récoltées pourront être fondés sur les estimations du rendement annuel par unité de surface dans chaque localité.

5) Article 2. III d). — Des relevés complets ne peuvent être garantis pour la Birmanie et, pour le reste de l'Inde, les relevés se rapporteront uniquement aux forêts de l'Etat.

Le Gouvernement de l'Inde a déclaré, en outre, qu'en ce qui concerne le deuxième paragraphe de l'article 3 de la Convention, il ne peut, avec les moyens d'investigation dont il dispose, entreprendre utilement de dresser, à titre d'essai, les tableaux spécifiés, et que pour des raisons semblables, il n'est pas à même d'accepter la proposition contenue dans la Recommandation II de la Convention.

BULGARIE (29 novembre 1929)

CHILI (20 novembre 1934 a)

CUBA (17 août 1932 a)

DANEMARK (9 septembre 1929)

Conformément à l'article 11, le Groenland est excepté des dispositions de la présente Convention. En outre, le Gouvernement danois, en acceptant la Convention, n'assume aucune obligation en ce qui concerne les statistiques relatives aux îles Féroé.

EGYPTE (27 juin 1930)

FINLANDE (23 septembre 1938)

FRANCE (1^{er} février 1933)

Par son acceptation, la France n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble de ses colonies, protectorats et territoires placés sous sa suzeraineté ou mandat.

GRÈCE (18 septembre 1930)

ITALIE (11 juin 1931)

Par l'acceptation de la présente Convention, l'Italie n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne ses colonies, protectorats et autres territoires mentionnés à l'article 11, premier alinéa.

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|----------|--------------------------|
| LETONIE | (5 juillet 1937) |
| LITUANIE | (2 avril 1938 <i>a</i>) |
| NORVÈGE | (20 mars 1929) |

Conformément à l'article 11, l'île de Bouvet est exceptée des dispositions de la présente Convention. En outre, la Norvège, en ratifiant la Convention, n'assume aucune obligation en ce qui concerne les statistiques relatives au Svalbard.

| | |
|----------|---------------------|
| PAYS-BAS | (13 septembre 1932) |
|----------|---------------------|

Cette ratification ne s'applique qu'au territoire des Pays-Bas en Europe; les Pays-Bas n'entendent, pour le moment, assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble des territoires néerlandais d'outre-mer.

| | |
|----------------------------|------------------------|
| <i>Indes néerlandaises</i> | (5 mai 1933 <i>a</i>) |
|----------------------------|------------------------|

1° Ne seront pas applicables :

- a) Les dispositions de l'article 2, III, E) et V;
- b) Les dispositions concernant le système dit "des valeurs déclarées", dont il est fait mention au § II de la partie I de l'annexe I (voir article 3);
- c) L'article 3, alinéa 2;

2° Les relevés, mentionnés dans l'article 2, IV, ne se rapporteront qu'à la houille, au pétrole, au

Ratifications ou adhésions définitives

gaz naturel, à l'étain, au manganèse, à l'or et à l'argent;

3° Dans les statistiques du commerce extérieur, mentionnées dans l'article 3, ne seront pas inscrits des tableaux concernant le transit³.

| | |
|---------|-------------------|
| POLOGNE | (23 juillet 1931) |
|---------|-------------------|

| | |
|----------|-------------------|
| PORTUGAL | (23 octobre 1931) |
|----------|-------------------|

Aux termes des dispositions de l'article 11, la délégation portugaise déclare, au nom de son gouvernement, que la présente Convention n'est pas applicable aux colonies portugaises.

| | |
|----------|----------------|
| ROUMANIE | (22 juin 1931) |
|----------|----------------|

| | |
|-------|-------------------|
| SUÈDE | (17 février 1930) |
|-------|-------------------|

| | |
|--------|-------------------|
| SUISSE | (10 juillet 1930) |
|--------|-------------------|

| | |
|-----------------|-------------------|
| TCHÉCOSLOVAQUIE | (19 février 1931) |
|-----------------|-------------------|

Signatures non encore suivies de ratification

ALLEMAGNE

BRÉSIL

ESTONIE

HONGRIE

LUXEMBOURG

YOUgosLAVIE

Actes postérieurs à la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a assumé les fonctions de dépositaire

| <i>Etat</i> | <i>Ratification</i> |
|-----------------------------|---------------------|
| BELGIQUE ⁴ | 5 mai 1950 |
| JAPON | 3 septembre 1952 |

b) Protocole

Genève, 14 décembre 1928

EN VIGUEUR depuis le 14 décembre 1930.

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|--|-----------------------------|
| AUTRICHE | (27 mars 1931) |
| GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD, ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations | (9 mai 1930) |
| <i>Rhodésie du Sud</i> | (14 octobre 1931 <i>a</i>) |
| CANADA | (23 août 1930 <i>a</i>) |
| AUSTRALIE | (13 avril 1932 <i>a</i>) |
| UNION SUD-AFRICAINE (y compris le territoire sous mandat du Sud-Ouest africain) | (1 ^{er} mai 1930) |
| IRLANDE | (15 septembre 1930) |
| INDE | (15 mai 1931 <i>a</i>) |

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|----------|--------------------------------|
| BULGARIE | (29 novembre 1929) |
| CHILI | (20 novembre 1934 <i>a</i>) |
| CUBA | (17 août 1932 <i>a</i>) |
| DANEMARK | (9 septembre 1929) |
| EGYPTE | (27 juin 1930) |
| FINLANDE | (23 septembre 1938) |
| FRANCE | (1 ^{er} février 1933) |
| GRÈCE | (18 septembre 1930) |
| ITALIE | (11 juin 1931) |
| LETONIE | (5 juillet 1937) |

³ Voir note 2, p. 287.

⁴ Déclaration faite lors de la signature : "Conformément à l'article 11 de la Convention, la Délégation belge, au nom de

son gouvernement, déclare ne pas pouvoir accepter, en ce qui concerne la colonie du Congo belge, les obligations qui découlent des clauses de la présente Convention."

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|----------|---------------------|
| LITUANIE | (2 avril 1938 a) |
| NORVÈGE | (20 mars 1929) |
| PAYS-BAS | (13 septembre 1932) |

Cette ratification ne s'applique qu'au territoire des Pays-Bas en Europe; les Pays-Bas n'entendent, pour le moment, assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble des territoires néerlandais d'outre-mer.

| | |
|----------------------------|-------------------|
| <i>Indes néerlandaises</i> | (5 mai 1933 a) |
| POLOGNE | (23 juillet 1931) |
| PORTUGAL | (23 octobre 1931) |
| ROUMANIE | (22 juin 1931) |

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|-----------------|-------------------|
| SUÈDE | (17 février 1930) |
| SUISSE | (10 juillet 1930) |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | (19 février 1931) |

Signatures non encore suivies de ratification

| |
|-------------|
| ALLEMAGNE |
| BRÉSIL |
| ESTONIE |
| HONGRIE |
| LUXEMBOURG |
| YOUgoslavie |

**Actes postérieurs à la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies a assumé les fonctions de dépositaire**

| <i>Etat</i> | <i>Ratification</i> |
|----------------|---------------------|
| BELGIQUE | 5 mai 1950 |
| JAPON | 3 septembre 1952 |

CHAPITRE XIV. — QUESTIONS DE CARACTÈRE ÉDUCATIF ET CULTUREL

I. Accord visant à faciliter la circulation internationale du matériel visuel et auditif de caractère éducatif, scientifique et culturel avec Protocole de signature

Ouverts à la signature à Lake Success, New York, le 15 juillet 1949¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 12 août 1954, conformément à l'article XII.

ENREGISTREMENT : 12 août 1954, n° 2631.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 197, p. 3.

| <i>État</i> | <i>Signature</i> | <i>Acceptation, adhésion (a)</i> | |
|-----------------------------|-------------------|----------------------------------|--------|
| AFGHANISTAN | 29 décembre 1949 | | |
| BRÉSIL | 15 septembre 1949 | 15 août | 1962 |
| CAMBODGE | | 20 février | 1952 a |
| CANADA | 17 décembre 1949 | 4 octobre | 1950 |
| CONGO (BRAZZAVILLE) | | 26 août | 1968 a |
| DANEMARK | 29 décembre 1949 | 10 août | 1955 |
| EL SALVADOR | 29 décembre 1949 | 24 juin | 1953 |
| EQUATEUR | 29 décembre 1949 | | |
| ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ... | 13 septembre 1949 | 14 octobre | 1966 |
| GHANA | | 22 mars | 1960 a |
| GRÈCE | 31 décembre 1949 | 9 juillet | 1954 |
| HAÏTI | 2 décembre 1949 | 14 mai | 1954 |
| IRAK | | 29 août | 1952 a |
| IRAN | 31 décembre 1949 | 30 décembre | 1959 |
| LIBAN | 30 décembre 1949 | | |
| MADAGASCAR | | 23 mai | 1962 a |
| MALAWI | | 5 juillet | 1967 a |
| MALTE | | 29 juillet | 1968 a |
| MAROC | | 25 juillet | 1968 a |
| NIGER | | 22 avril | 1968 a |
| NORVÈGE | 20 décembre 1949 | 12 janvier | 1950 |
| PAKISTAN | | 16 février | 1950 a |
| PAYS-BAS ² | 30 décembre 1949 | | |
| PHILIPPINES | 31 décembre 1949 | 13 novembre | 1952 |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE .. | 5 août 1949 | | |
| SYRIE | | 16 septembre | 1951 a |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | | 31 août | 1965 a |
| URUGUAY | 31 décembre 1949 | | |
| YOUgoslavie | | 30 juin | 1950 a |

¹ L'Accord a été approuvé par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à sa troisième session, tenue à Beyrouth du 17 novembre au 11 décembre 1948, dans une résolution adoptée à la 17ème séance plénière le 10 décembre 1948. Pour le texte de cette résolution, voir *Actes de la Conférence générale de*

l'UNESCO, troisième session, Beyrouth, 1948, vol. II, Résolutions (3/3C/110, vol. II), p. 117.

² L'Accord a été signé au nom du Gouvernement néerlandais avec la réserve suivante : "En ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article III, les mots "et de toutes restrictions quantitatives... ainsi que de l'obligation d'introduire une demande de licence seront supprimés et exclus de l'application de l'Accord."

2. Accord pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel avec Protocole annexé

Ouvert à la signature à Lake Success, New York, le 22 novembre 1950¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 21 mai 1952, conformément à l'article XI.

ENREGISTREMENT : 21 mai 1952, n° 1734.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 131, p. 25.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | <i>Ratification, acceptation (a) notification de succession (d)</i> |
|---|------------------|---|
| AFGHANISTAN | 8 octobre 1951 | 19 mars 1958 |
| AUTRICHE | | 12 juin 1958 a |
| BELGIQUE | 22 novembre 1950 | 31 octobre 1957 |
| BOLIVIE | 22 novembre 1950 | |
| CAMBODGE | | 5 novembre 1951 a |
| CAMEROUN | | 15 mai 1964 a |
| CEYLAN | | 8 janvier 1952 a |
| CHINE | 22 novembre 1950 | |
| CHYPRE | | 16 mai 1963 d |
| COLOMBIE | 22 novembre 1950 | |
| CONGO (BRAZZAVILLE) | | 26 août 1968 a |
| CONGO (RÉPUBLIQUE DÉMO- CRATIQUE DU) | | 3 mai 1962 d |
| CÔTE D'IVOIRE | | 19 juillet 1963 a |
| CUBA | | 27 août 1952 a |
| DANEMARK | | 4 avril 1960 a |
| EL SALVADOR | 4 décembre 1950 | 24 juin 1953 |
| EQUATEUR | 22 novembre 1950 | |
| ESPAGNE | | 7 juillet 1955 a |
| ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ... | 24 juin 1959 | 2 novembre 1966 |
| FINLANDE | | 30 avril 1956 a |
| FRANCE | 14 mai 1951 | 14 octobre 1957 |
| GABON | | 4 septembre 1962 a |
| GHANA | | 7 avril 1958 d |
| GRÈCE | 22 novembre 1950 | 12 décembre 1955 |
| GUATEMALA | 22 novembre 1950 | 8 juillet 1960 |
| HAÏTI | 22 novembre 1950 | 14 mai 1954 |
| HAUTE-VOLTA | | 14 septembre 1965 a |
| HONDURAS | 13 avril 1954 | |
| IRAN | 9 février 1951 | 7 janvier 1966 |
| ISRAËL | 22 novembre 1950 | 27 mars 1952 |
| ITALIE | | 26 novembre 1962 a |
| JORDANIE | | 31 décembre 1958 a |
| KENYA | | 15 mars 1967 a |
| LAOS | | 28 février 1952 a |
| LUXEMBOURG | 22 novembre 1950 | 31 octobre 1957 |
| MADAGASCAR | | 23 mai 1962 a |
| MALAISIE | | 29 juin 1959 d |
| MALAWI | | 17 août 1965 a |
| MALTE | | 19 janvier 1968 d |
| MAROC | | 25 juillet 1968 a |
| MONACO | | 18 mars 1952 a |
| NICARAGUA | | 17 décembre 1963 a |
| NIGER | | 22 avril 1968 a |
| NIGÉRIA | | 26 juin 1961 d |
| NORVÈGE | | 2 avril 1959 a |

¹ L'Accord a été approuvé par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à sa cinquième session, tenue à Florence du 22 mai au 17 juin 1950, dans une résolution adoptée à la 14ème

séance plénière le 17 juin 1950. Pour le texte de cette résolution, voir *Actes de la Conférence générale de l'UNESCO, cinquième session, Florence, 1950, Résolutions (5C/Résolutions)*, p. 69.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, acceptation (a) notification de succession (d)</i> | |
|---|------------------|------|---|--------|
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 16 mars | 1951 | 29 juin | 1962 |
| OUGANDA | | | 15 avril | 1965 a |
| PAKISTAN | 9 mai | 1951 | 17 janvier | 1952 |
| PAYS-BAS | 22 novembre | 1950 | 31 octobre | 1957 |
| PÉROU | 8 juillet | 1964 | | |
| PHILIPPINES | 22 novembre | 1950 | 30 août | 1952 |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE | 22 novembre | 1950 | 8 février | 1952 |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE | 22 novembre | 1950 | | |
| RÉPUBLIQUE DU VIET-NAM | | | 1 ^{er} juin | 1952 a |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ² | | | 9 août | 1957 a |
| RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE | | | 26 mars | 1963 a |
| ROYAUME-UNI | 22 novembre | 1950 | 11 mars | 1954 |
| RWANDA | | | 1 ^{er} décembre | 1964 d |
| SIERRA LEONE | | | 13 mars | 1962 d |
| SUÈDE | 20 novembre | 1951 | 21 mai | 1952 |
| SUISSE | 22 novembre | 1950 | 7 avril | 1953 |
| THAÏLANDE | 22 novembre | 1950 | 18 juin | 1951 |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | | | 11 avril | 1966 d |
| URUGUAY | 27 avril | 1964 | | |
| YOUgoslavie | | | 26 avril | 1951 a |

Déclarations et réserves

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

La ratification est assortie de la réserve contenue dans le Protocole annexé à l'Accord.

KENYA

1. L'alinéa vi de l'annexe B de l'Accord prévoit l'entrée en franchise des "objets anciens ayant plus de 100 années d'âge". Aux termes de la législation kényenne applicable, ces articles ne peuvent être importés en franchise que :

- a) S'ils entrent dans la catégorie des "œuvres d'art";
- b) S'ils ne sont pas destinés à la vente et sont admis à ce titre par le Commissaire aux douanes et aux contributions indirectes; et
- c) S'il est établi, de façon jugée probante par ledit Commissaire, que ces articles ont "plus de 100 années d'âge".

Faute de remplir ces conditions, les articles sont assujettis aux droits prévus par le Tarif douanier.

2. En ce qui concerne l'alinéa i de l'annexe C de l'Accord, les films, films fixes, microfilms et diapositives de *caractère éducatif ou scientifique* sont admis en franchise au Kenya à des conditions qui répondent aux dispositions de l'Accord. Il n'en est pas nécessairement de même pour les articles analogues de *caractère culturel*, lesquels sont assujettis aux droits de douane prévus dans les rubriques appropriées du Tarif. Cet état de choses peut être attribué à l'impossibilité de définir de manière vraiment précise le mot "culturel".

3. En ce qui concerne l'alinéa iii de l'annexe C, les enregistrements sonores de caractère éducatif ou scientifique destinés aux fins prévues dans l'Accord sont admis en franchise au Kenya. Par contre, la législation

kényenne ne prévoit pas de dispositions spéciales pour l'importation d'enregistrements sonores de caractère culturel, lesquels sont assujettis aux droits de douane prévus dans les rubriques pertinentes du Tarif.

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

1) Jusqu'à l'expiration de la période transitoire prévue à l'article 3 du Traité du 27 octobre 1956 entre la France et la République fédérale d'Allemagne sur le règlement de la question sarroise, l'Accord susmentionné ne sera pas applicable au territoire sarrois;

2) Conformément aux fins de l'Accord, telles qu'elles sont définies dans le préambule, la République fédérale interprète la disposition contenue dans l'article premier de l'Accord comme signifiant que l'octroi de l'exonération douanière est destiné à favoriser la libre circulation des idées et des connaissances entre les Etats parties; mais elle considère que cette disposition n'a pas pour objet de favoriser le déplacement de la production vers un pays étranger si un tel déplacement est dicté par des raisons essentiellement commerciales.

SUISSE

"Le Gouvernement suisse se réserve de reprendre sa liberté d'action à l'égard des Etats contractants qui appliqueraient unilatéralement des restrictions quantitatives ou des mesures de contrôle des changes de nature à rendre l'Accord inopérant.

"Ma signature est en outre donnée sans préjudice de l'attitude du Gouvernement suisse à l'égard de la Charte de La Havane instituant une Organisation internationale du commerce, signée à La Havane le 24 mars 1948."

² Par une communication reçue le 25 septembre 1957, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a stipulé que l'Accord pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique et culturel s'applique également au Land de Berlin.

Eu égard à la déclaration précitée, une communication a été adressée au Secrétaire général par le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétique. En ce qui concerne la nature de cette communication, voir note 4, p. 45.

Application territoriale

| <i>Notification de :</i> | <i>Date de réception de la notification</i> | <i>Extension à :</i> |
|--------------------------|---|--|
| BELGIQUE | 31 octobre 1957 | Congo belge et Territoire sous tutelle du Ruanda-Urundi. |
| FRANCE | 10 décembre 1951 | Tunisie. |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 29 juin 1962 | Iles Tokelau. |
| | 28 février 1964 | Iles Cook (y compris Nioué). |
| PAYS-BAS | 31 octobre 1957 | Surinam et Nouvelle-Guinée néerlandaise. |
| ROYAUME-UNI | 11 mars 1954 | Aden (colonie et protectorat), Barbade, Brunéi (Etat protégé), Côte-de-l'O: <i>a</i>) Colonie, <i>b</i>) Achanti, <i>c</i>) Territoires septentrionaux, <i>d</i>) Togo sous tutelle britannique], Fédération de Malaisie (Etablissements britanniques de Penang et de Malacca, Etats protégés de Johore, Kedah, Kelantan, Negri, Sembilan, Pahang, Perak, Perlis, Selangor et Trengganu), îles Fidji, Gambie (colonie et protectorat), Gibraltar, Guyane britannique, Honduras britannique, Honk-kong, Jamaïque (y compris les îles Turques et Caïques et les îles Caïmanes), Kenya (colonie et protectorat), Malte, île Maurice, Nigéria [<i>a</i>) Colonie, <i>b</i>) Protectorat, <i>c</i>) Cameroun sous tutelle britannique], protectorat de l'Ouganda, territoires relevant du Haut Commissariat pour le Pacifique occidental (protectorat des îles Salomon britanniques, colonie des îles Gilbert et Ellice, " <i>Central and Southern Line Island</i> "), Sainte-Hélène (y compris les îles Ascension et Tristan-da-Cunha), Sarawak, Seychelles, Sierra-Leone (colonie et protectorat), Singapour [y compris l'île Christmas et l'île de Cocos (Keeling)] protectorat de la Somalie britannique, îles Sous-le-Vent (Antigua, Montserrat, Saint-Christophe, Nièves et Anguilla), Tanganyika sous tutelle britannique, Trinité-et-Tobago, îles Vierges, protectorat de Zanzibar. |
| | 16 septembre 1954 | Bornéo du Nord (y compris l'île de Labouan), Chypre, îles Falkland (colonie et dépendances), protectorat de Tonga, îles du Vent (Dominique, Grenade, Sainte-Lucie et Saint-Vincent). |
| | 18 mai 1955 | Iles Anglo-Normandes et île de Man. |
| | 22 mars 1956 | Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland ³ . |
| | 14 mars 1960 | Iles Bahama. |

³ Voir note 16, p. 87.

3. Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion

En date, à Rome, du 26 octobre 1961¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 18 mai 1964, conformément à l'article 25.

ENREGISTREMENT : 18 mai 1964, n° 7247.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 496. p. 43.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a) acceptation (A)</i> | |
|--|------------------|------|---|---------------|
| ARGENTINE | 26 octobre | 1961 | | |
| AUTRICHE | 26 octobre | 1961 | | |
| BELGIQUE | 26 octobre | 1961 | | |
| BRÉSIL | 26 octobre | 1961 | 29 juin | 1965 |
| CAMBODGE | 26 octobre | 1961 | | |
| CHILI | 26 octobre | 1961 | | |
| CONGO (BRAZZAVILLE) | | | 29 juin | 1962 <i>a</i> |
| DANEMARK | 26 octobre | 1961 | 23 juin | 1965 |
| EQUATEUR | 26 juin | 1962 | 19 décembre | 1963 |
| ESPAGNE | 26 octobre | 1961 | | |
| FINLANDE | 21 juin | 1962 | | |
| FRANCE | 26 octobre | 1961 | | |
| INDE | 26 octobre | 1961 | | |
| IRLANDE | 30 juin | 1962 | | |
| ISLANDE | 26 octobre | 1961 | | |
| ISRAËL | 7 février | 1962 | | |
| ITALIE | 26 octobre | 1961 | | |
| LIBAN | 26 juin | 1962 | | |
| MEXIQUE | 26 octobre | 1961 | 17 février | 1964 |
| MONACO | 22 juin | 1962 | | |
| NIGER | | | 5 avril | 1963 <i>a</i> |
| PARAGUAY | 30 juin | 1962 | | |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE | 26 octobre | 1961 | 21 juillet | 1966 |
| ROYAUME-UNI ² | 26 octobre | 1961 | 30 octobre | 1963 |
| SAINT-SIÈGE | 26 octobre | 1961 | | |
| SUÈDE | 26 octobre | 1961 | 13 juillet | 1962 |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | | | 13 mai | 1964 <i>a</i> |
| YOUgoslavie | 26 octobre | 1961 | | |

Déclarations

CONGO (BRAZZAVILLE)

Par une communication reçue le 16 mai 1964, le Gouvernement congolais a notifié au Secrétaire général qu'il a décidé d'assortir son adhésion des déclarations suivantes :

"1) Sur l'article 5, alinéa 3 : le "critère de la publication" est exclu;

"2) Sur l'article 16 : l'application de l'article 12 est totalement exclue."

DANEMARK

1) *En ce qui concerne le paragraphe 2 de l'article 6* : Les organismes de radiodiffusion ne bénéficieront d'une protection que si leur siège social est situé dans un autre Etat contractant et si leurs émissions sont diffusées par un émetteur situé sur le territoire du même Etat contractant.

2) *En ce qui concerne le paragraphe 1, alinéa a, ii, de l'article 16* : Les dispositions de l'article 12 ne s'ap-

¹ La Convention a été élaborée par la Conférence diplomatique sur la protection internationale des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, convoquée conjointement par l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et

artistiques. La Conférence s'est tenue à Rome, à l'invitation du Gouvernement italien, du 10 au 26 octobre 1961.

² Par une notification reçue le 20 décembre 1966, le Gouvernement du Royaume-Uni a fait savoir que l'application de la Convention s'étend à Gibraltar, sous réserve des mêmes déclarations que celles qui ont été faites au nom du Gouvernement du Royaume-Uni au moment de la ratification. Pour le texte de ces dernières déclarations, voir p. 296.

pliqueront qu'aux phonogrammes utilisés pour la radiodiffusion ou pour toute autre communication au public à des fins commerciales.

3) *En ce qui concerne le paragraphe 1, alinéa a, iv, de l'article 16* : En ce qui concerne les phonogrammes dont le producteur est ressortissant d'un autre Etat contractant, l'étendue et la durée de la protection prévue à l'article 12 seront limitées à celles de la protection que ce dernier Etat contractant accorde aux phonogrammes fixés pour la première fois par un ressortissant danois.

4) *En ce qui concerne, l'article 17* : Le Danemark n'accordera la protection prévue à l'article 5 que si la première fixation du son a été réalisée dans un autre Etat contractant (critère de la fixation), et il appliquera, aux fins du paragraphe 1, alinéa a), iii) et iv) de l'article 16, ce même critère de la fixation au lieu et place du critère de la nationalité.

NIGER

Par une communication reçue le 25 juin 1963, le Gouvernement nigérien a notifié au Secrétaire général qu'il a décidé d'assortir son adhésion des déclarations suivantes :

"1) Sur l'article 5, alinéa 3 : le "critère de la publication" est exclu;

"2) Sur l'article 16 : l'application de l'article 12 est totalement exclue."

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

1. La République fédérale d'Allemagne fait usage des réserves suivantes, prévues au paragraphe 3 de l'article 5 et au paragraphe 1, alinéa a, iv, de l'article 16 de la Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion :

1) En ce qui concerne la protection des producteurs de phonogrammes, elle n'appliquera pas le critère de la fixation mentionné au paragraphe 1, alinéa b, de l'article 5 de la Convention;

2) En ce qui concerne les phonogrammes dont le producteur est ressortissant d'un autre Etat contractant, elle limitera l'étendue et la durée de la protection prévue à l'article 12 de la Convention à celles de la protection que ce dernier Etat contractant accorde aux phonogrammes fixés pour la première fois par un ressortissant allemand.

2³. La Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion s'appliquera également au *Land* de Berlin à compter du jour où elle entrera en vigueur à l'égard de la République fédérale de l'Allemagne³.

³ Eu égard à la déclaration précitée, des communications ont été adressées au Secrétaire général par les Gouvernements de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, d'une part, et par les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de la République fédérale d'Allemagne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part. En ce qui concerne la nature de ces communications, voir note 4, p. 45.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

1) En vertu du paragraphe 3 de l'article 5 de la Convention, le Royaume-Uni n'appliquera pas en ce qui concerne les phonogrammes le critère de la fixation, énoncé dans le paragraphe 1, alinéa b, de l'article 5;

2) En ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article 6, et conformément au paragraphe 2 de l'article 6 de la Convention, le Royaume-Uni n'accordera de protection à des émissions que si le siège social de l'organisme de radiodiffusion est situé dans un autre Etat contractant et si l'émission a été diffusée par un émetteur situé sur le territoire du même Etat contractant;

3) En ce qui concerne l'article 12, et conformément au paragraphe 1 de l'article 16 de la Convention,

a) Le Royaume-Uni n'appliquera pas les dispositions de l'article 12 en ce qui concerne les utilisations suivantes :

i) Audition d'un phonogramme en public dans un lieu quelconque où résident ou dorment des personnes, si cette audition fait partie des avantages accordés exclusivement ou essentiellement aux résidents ou pensionnaires, sauf si un droit d'admission est demandé pour avoir accès au lieu où le phonogramme est utilisé;

ii) Audition en public d'un phonogramme dans le cadre des activités, ou au profit d'un club, d'une société ou d'une autre organisation à but non lucratif ou dont l'objet essentiel est la charité, le service de la religion, de l'éducation ou du bien-être social, sauf lorsqu'un droit d'admission est demandé pour avoir accès au lieu où le phonogramme est utilisé, et que le produit de ce droit d'admission est utilisé à des fins autres que les fins de l'organisation.

b) Le Royaume-Uni n'accordera pas la protection prévue à l'article 12, en ce qui concerne les phonogrammes dont le producteur n'est pas ressortissant d'un autre Etat contractant ou en ce qui concerne les phonogrammes dont le producteur est ressortissant d'un Etat contractant qui a spécifié conformément au paragraphe 1, alinéa a i, de l'article 16 qu'il n'appliquera pas les dispositions de l'article 12, à moins que le phonogramme n'ait été publié pour la première fois dans un Etat contractant qui n'a pas fait une telle déclaration.

SUEDE

"a) Sur l'article 6, paragraphe 2;

"b) Sur l'article 16, paragraphe 1, alinéa a, ii : les dispositions de l'article 12 ne seront appliquées qu'en ce qui concerne l'utilisation pour la radiodiffusion;

"c) Sur l'article 16, paragraphe 1, alinéa a, iv;

"d) Sur l'article 16, paragraphe 1, alinéa b : les dispositions de l'article 13, alinéa d, ne seront appliquées qu'en ce qui concerne la communication au public d'émissions de télévision dans un cinéma ou local similaire;

"e) Sur l'article 17."

TCHÉCOSLOVAQUIE

Avec les réserves prévues à l'article 16, paragraphe 1, alinéa a, iii et iv, de la Convention.

CHAPITRE XV. — DECLARATION DE DECES DE PERSONNES DISPARUES

I. Convention concernant la déclaration de décès de personnes disparues

Etablie et ouverte à l'adhésion le 6 avril 1950 par la Conférence des Nations Unies sur la déclaration de décès de personnes disparues¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 24 janvier 1952, conformément à l'article 14.

ENREGISTREMENT : 24 janvier 1952, n° 1610.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 119, p. 99.

Note. — Conformément au paragraphe 1 de l'article 17, la Convention a cessé d'avoir effet le 23 janvier 1957. Toutefois, en vertu du Protocole ouvert à l'adhésion des Etats parties à la Convention et des autres Etats visés à l'article 13 de la Convention, à partir du 16 janvier 1957, la Convention restera en vigueur pendant une nouvelle période de dix ans entre les Etats parties audit Protocole. L'alinéa c de la section II du Protocole stipule que tout Etat qui adhèrera au Protocole après le 23 janvier 1957 sera réputé adhérer également à la Convention dont la validité est prolongée par ledit Protocole.

| <i>Etat</i> | <i>Adhésion</i> |
|---------------------------------------|------------------|
| BELGIQUE ² | 22 juillet 1953 |
| CHINE | 20 décembre 1950 |
| GUATEMALA | 25 décembre 1951 |
| ISRAËL | 7 mai 1952 |
| ITALIE | 25 mars 1958 |
| PAKISTAN | 6 décembre 1955 |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE | 30 janvier 1956 |

Déclarations et réserves

ISRAËL

En raison des dispositions de la législation nationale d'Israël selon lesquelles les questions matrimoniales sont de la compétence exclusive des tribunaux religieux établis, les effets à attribuer, en ce qui concerne la dissolution du mariage, aux déclarations de décès prononcées conformément à la Convention concernant la déclaration de décès de personnes disparues ou remplissant les conditions requises par les articles 1, 2 et 3 de ladite Convention et valables en vertu des dispositions de l'article 6 de la Convention, dépendront de la mesure dans laquelle le tribunal religieux compétent dans un cas donné pourra reconnaître à ces déclarations lesdits effets selon les règles de la loi religieuse qu'il applique.

¹ La Conférence a été convoquée en application de la résolution 369 (IV) du 3 décembre 1949 de l'Assemblée générale et s'est réunie à Lake Success, New York, du 15 mars au 6 avril 1950. Pour le texte de la résolution 369 (IV), voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, quatrième session (A/1251 et Corr.1 et 2)*, p. 65. Pour le texte de l'Acte final de la Conférence, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 119, p. 99.

PAKISTAN

Le Gouvernement pakistanais a étendu l'application de la Convention aux personnes disparues après 1945³.

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

La Convention concernant la déclaration de décès de personnes disparues s'applique également au *Land* de Berlin.

Sur les instructions de son gouvernement, l'observateur permanent a l'honneur de porter à la connaissance du Secrétaire général que, conformément au paragraphe 3 de l'article 2 de la Convention, le

² Par une déclaration faite au moment de l'adhésion, le Gouvernement belge a stipulé qu'il n'entendait assumer aucune obligation en ce qui concernait le Congo belge et les territoires sous tutelle du Ruanda-Urundi.

³ Une notification du Gouvernement pakistanais à cet effet a été reçue par le Secrétaire général le 11 avril 1956.

Amtsgericht Schöneberg à Berlin-Schöneberg a été désigné comme le tribunal ayant compétence exclusive pour recevoir des requêtes et prononcer des déclarations de décès au lieu et place des tribunaux auxquels ces fonctions sont normalement attribuées aux termes du paragraphe 2 de l'article 2. La dévolution de compétence à l'Amtsgericht Schöneberg vaut également pour le *Land* de Berlin.

Enfin, sur les instructions de son gouvernement, l'observateur permanent a l'honneur de faire savoir au Secrétaire général que, conformément au paragraphe 2 de l'article premier, le Gouvernement fédéral a étendu l'application de la Convention aux personnes qui ont disparu postérieurement à 1945 dans des circonstances analogues à celles prévues au paragraphe 1 de l'article premier. Cette mesure s'applique également au *Land* de Berlin.

2. Protocole portant prolongation de la validité de la Convention concernant la déclaration de décès de personnes disparues

Ouvert à l'adhésion, à New York, le 16 janvier 1957

ENTRÉE EN VIGUEUR : 22 janvier 1957, conformément à l'article III, *a*.

ENREGISTREMENT : 22 janvier 1957, n° 1610.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 258, p. 393.

| <i>Etat</i> | <i>Adhésion</i> | |
|--|-----------------|------|
| CAMBODGE | 30 juillet | 1957 |
| CHINE ¹ | 9 septembre | 1957 |
| GUATEMALA | 8 août | 1961 |
| ISRAËL | 22 janvier | 1957 |
| ITALIE | 25 mars | 1958 |
| PAKISTAN | 21 janvier | 1957 |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ² | 23 octobre | 1958 |

¹ Eu égard à l'adhésion précitée, des communications ont été adressées au Secrétaire général par les missions permanentes de la Hongrie, de l'Inde, de la Pologne et de la Yougoslavie auprès de l'Organisation des Nations Unies, d'une part, et de la Chine, d'autre part. En ce qui concerne la nature de ces communications, voir note 2, p. 127.

² Une note accompagnant l'instrument d'adhésion contient la déclaration suivante :

Le Protocole portant prolongation de la validité de la Convention concernant la déclaration de décès de personnes disparues est également applicable au *Land* de Berlin.

En outre, sur les instructions de son gouvernement, l'Observateur permanent a l'honneur de porter à la connaissance du Secrétaire général que, conformément au paragraphe 3 de l'article 2 de la Convention, le *Amtsgericht*

Schöneberg à Berlin-Schöneberg a été désigné comme le tribunal ayant compétence exclusive pour recevoir des requêtes et prononcer des déclarations de décès au lieu et place des tribunaux auxquels ces fonctions sont normalement attribuées aux termes du paragraphe 2 de l'article 2. La dévolution de compétence à l'*Amtsgericht Schöneberg* vaut également pour le *Land* de Berlin.

Enfin, sur les instructions de son gouvernement, l'Observateur permanent a l'honneur de faire savoir au Secrétaire général que, conformément au paragraphe 2 de l'article premier, le Gouvernement fédéral a étendu l'application de la Convention aux personnes qui ont disparu postérieurement à 1945 dans des circonstances analogues à celles prévues au paragraphe 1 de l'article premier. Cette mesure s'applique également au *Land* de Berlin.

3. Protocole portant nouvelle prolongation de la validité de la Convention concernant la déclaration de décès de personnes disparues

Ouvert à l'adhésion, à New York, le 15 janvier 1967

ENTRÉE EN VIGUEUR : 24 janvier 1967, conformément à l'article 3.

ENREGISTREMENT : 24 janvier 1967, n° 1610.

| <i>Etat</i> | <i>Adhésion</i> | |
|-----------------|-----------------|------|
| CAMBODGE | 11 août | 1967 |
| CHINE | 23 janvier | 1967 |
| GUATEMALA | 24 janvier | 1967 |
| ISRAËL | 15 septembre | 1967 |
| ITALIE | 24 janvier | 1967 |
| PAKISTAN | 24 janvier | 1967 |

CHAPITRE XVI. — CONDITION DE LA FEMME

1. Convention sur les droits politiques de la femme

Ouverte à la signature, à New York, le 31 mars 1953¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 7 juillet 1954, conformément à l'article VI.

ENREGISTREMENT : 7 juillet 1954, n° 2613.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 193, p. 135.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a) notification de succession (d)</i> | |
|---------------------------|-----------------------|------|--|--------|
| AFGHANISTAN | | | 16 novembre | 1966 a |
| ALBANIE | | | 12 mai | 1955 a |
| ARGENTINE | 31 mars | 1953 | 27 février | 1961 |
| AUTRICHE | 19 octobre | 1959 | | |
| BELGIQUE | | | 20 mai | 1964 a |
| BIRMANIE | 14 septembre | 1954 | | |
| BOLIVIE | 9 avril | 1953 | | |
| BRÉSIL | 20 mai | 1953 | 13 août | 1963 |
| BULGARIE | | | 17 mars | 1954 a |
| CANADA | | | 30 janvier | 1957 a |
| CHILI | 31 mars | 1953 | 18 octobre | 1967 |
| CHINE ² | 9 juin | 1953 | 21 décembre | 1953 |
| CHYPRE | 10 septembre | 1968 | 12 novembre | 1968 |
| CONGO (BRAZZAVILLE) | | | 15 octobre | 1962 d |
| COSTA RICA | 31 mars | 1953 | 25 juillet | 1967 |
| CUBA | 31 mars | 1953 | 8 avril | 1954 |
| DANEMARK | 29 octobre | 1953 | 7 juillet | 1954 |
| EL SALVADOR | 24 juin | 1953 | | |
| EQUATEUR | 31 mars | 1953 | 23 avril | 1954 |
| ETHIOPIE | 31 mars | 1953 | | |
| FINLANDE | | | 6 octobre | 1958 a |
| FRANCE ³ | 31 mars | 1953 | 22 avril | 1957 |
| GABON | 19 avril | 1967 | 19 avril | 1967 |
| GHANA | | | 28 décembre | 1965 a |
| GRÈCE | 1 ^{er} avril | 1953 | 29 décembre | 1953 |
| GUATEMALA | 31 mars | 1953 | 7 octobre | 1959 |
| HAÏTI | 23 juillet | 1957 | 12 février | 1958 |
| HONGRIE | 2 septembre | 1954 | 20 janvier | 1955 |
| INDE | 29 avril | 1953 | 1 ^{er} novembre | 1961 |
| INDONÉSIE | 31 mars | 1953 | 16 décembre | 1958 |
| IRLANDE | | | 14 novembre | 1968 a |
| ISLANDE | 25 novembre | 1953 | 30 juin | 1954 |
| ISRAËL | 14 avril | 1953 | 6 juillet | 1954 |
| ITALIE | | | 6 mars | 1968 a |
| JAMAÏQUE | | | 14 août | 1966 a |
| JAPON | 1 ^{er} avril | 1955 | 13 juillet | 1955 |

¹ La Convention a été ouverte à la signature en application de la résolution 640 (VII), adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 décembre 1952. Pour le texte de cette résolution, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Supplément n° 20 (A/2361, p. 27)*.

² Eu égard à la ratification précitée, des communications ont été adressées au Secrétaire général par les missions permanentes du Danemark, de la Hongrie, de l'Inde, de la Norvège, de la Pologne, de la Roumanie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, d'une part, et de la Chine, d'autre part.

En ce qui concerne la nature de ces communications, voir note 2, p. 127.

³ Par une communication reçue le 26 novembre 1960, le Gouvernement français a donné avis du retrait de la réserve faite au moment de la signature. Pour le texte de cette réserve, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 193, p. 159.

Au moment du dépôt de son instrument de ratification, le Gouvernement pakistanais a déclaré qu'il n'acceptait pas cette réserve.

| Etat | Signature | | Ratification, adhésion (a) | |
|---|--------------|------|--------------------------------|--------|
| | | | notification de succession (d) | |
| LIBAN | 24 février | 1954 | 5 juin | 1956 |
| LIBÉRIA | 9 décembre | 1953 | | |
| MADAGASCAR | | | 12 février | 1964 a |
| MALAWI | | | 29 juin | 1966 a |
| MALTE | | | 9 juillet | 1968 a |
| MEXIQUE | 31 mars | 1953 | | |
| MONGOLIE | | | 18 août | 1965 a |
| NÉPAL | | | 26 avril | 1966 a |
| NICARAGUA | | | 17 janvier | 1957 a |
| NIGER | | | 7 décembre | 1964 d |
| NORVÈGE | 18 septembre | 1953 | 24 août | 1956 |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | | | 22 mai | 1968 a |
| PAKISTAN | 18 mai | 1954 | 7 décembre | 1954 |
| PARAGUAY | 16 novembre | 1953 | | |
| PAYS-BAS | 8 août | 1968 | | |
| PHILIPPINES | 23 septembre | 1953 | 12 septembre | 1957 |
| POLOGNE | 31 mars | 1953 | 11 août | 1954 |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | | | 4 septembre | 1962 d |
| RÉPUBLIQUE DE CORÉE | | | 23 juin | 1959 a |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE .. | 31 mars | 1953 | 11 décembre | 1953 |
| RSS DE BIÉLORUSSIE | 31 mars | 1953 | 11 août | 1954 |
| RSS D'UKRAINE | 31 mars | 1953 | 15 novembre | 1954 |
| ROUMANIE | 27 avril | 1954 | 6 août | 1954 |
| ROYAUME-UNI ⁴ | | | 24 février | 1967 a |
| SÉNÉGAL | | | 2 mai | 1963 d |
| SIERRA LEONE | | | 25 juillet | 1962 a |
| SUÈDE | 6 octobre | 1953 | 31 mars | 1954 |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 31 mars | 1953 | 6 avril | 1955 |
| THAÏLANDE | 5 mars | 1954 | 30 novembre | 1954 |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | | | 24 juin | 1966 a |
| TUNISIE | | | 24 janvier | 1968 a |
| TURQUIE | 12 janvier | 1954 | 26 janvier | 1960 |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES .. | 31 mars | 1953 | 3 mai | 1954 |
| URUGUAY | 26 mai | 1953 | | |
| YOUgoslavie | 31 mars | 1953 | 23 juin | 1954 |

Déclarations et réserves

ALBANIE⁵

"1. *En ce qui concerne l'article VII*: La République populaire d'Albanie déclare son désaccord avec la dernière phrase de l'article VII et considère que les conséquences juridiques d'une réserve font que la Convention est en vigueur entre l'Etat qui a formulé cette réserve et tous les autres Etats parties à la Convention, exception faite uniquement de la partie de celle-ci à laquelle se rapporte la réserve.

"2. *En ce qui concerne l'article IX*: La République populaire d'Albanie ne se considère pas liée par les stipulations de l'article IX, en vertu duquel les diffé-

rends entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention sont, à la demande de l'une quelconque des parties au différend, soumis à la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à leur sujet, et déclare que la soumission d'un différend à la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à son sujet nécessite, dans chaque cas, l'accord de toutes les parties au différend."

ARGENTINE⁶

Le Gouvernement argentin se réserve le droit de ne pas soumettre à la procédure prévue par ledit

⁴ L'instrument d'adhésion stipule que le Gouvernement du Royaume-Uni adhère à la Convention en ce qui concerne le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et les territoires placés sous la souveraineté territoriale du Royaume-Uni, ainsi qu'en ce qui concerne l'Etat du Brunéi, le Royaume de Tonga, le Protectorat britannique des îles Salomon et le Protectorat du Swaziland.

Pour les réserves à l'article III de la Convention concernant son application à certains territoires et pour les réserves concernant l'application de la Convention à la colonie d'Aden et à la Rhodésie, voir p. 287.

⁵ Les Gouvernements canadien, chinois, danois, éthiopien, norvégien, pakistanais, philippin et suédois ont informé le Secrétaire général qu'ils n'acceptent pas les réserves faites par le Gouvernement albanais aux articles VII et IX de la Convention. Le Gouvernement israélien a informé le Secrétaire général qu'il n'accepte pas la réserve faite par le Gouvernement albanais à l'article VII de la Convention.

⁶ Les Gouvernements norvégien, pakistanais et suédois ont informé le Secrétaire général qu'ils n'acceptent pas la réserve faite par le Gouvernement argentin à l'article IX de la Convention.

article [article IX] tout différend qui intéresserait directement ou indirectement les territoires qui relèvent de la souveraineté argentine.

BELGIQUE

“Se prévalant de la faculté accordée à chaque Etat par l'article VII de la Convention sur les droits politiques de la femme, le Gouvernement belge déclare formuler les réserves suivantes relatives à l'article III de la Convention :

1. La Constitution réserve aux hommes l'exercice des pouvoirs royaux.

En ce qui concerne l'exercice des fonctions de la régence, l'article III de la Convention ne saurait faire obstacle à l'application des règles constitutionnelles telles qu'elles seraient interprétées par l'Etat belge.

2. Tant pour le passé que pour l'avenir, la Convention ne peut faire obstacle à ce que l'autorité publique établisse des conditions d'accès aux fonctions publiques en s'inspirant, en dehors de toute idée de discrimination, soit du souci d'assurer la protection de la femme contre certains risques physiques ou moraux, soit de considérations objectives tenant aux exigences inhérentes à la bonne marche de certains services publics.”

BULGARIE⁷

“1. *En ce qui concerne l'article VII*: Le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie déclare son désaccord avec la dernière phrase de l'article VII et considère que les conséquences juridiques d'une réserve doivent consister en ce que la Convention sera en vigueur dans toutes ses parties entre l'Etat qui a formulé cette réserve et tous les autres Etats parties à la Convention, exception faite uniquement de la partie de celle-ci à laquelle se rapporte la réserve.

“2. *En ce qui concerne l'article IX*: Le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie ne se considère pas lié par les stipulations de l'article IX, en vertu duquel les différends entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention sont, à la demande de l'une quelconque des Parties au différend, soumis à la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à leur sujet, et déclare que la soumission d'un différend à la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à son sujet nécessite, dans chaque cas, l'accord de toutes les parties au différend.”

CANADA

Etant donné que, selon le régime constitutionnel en vigueur au Canada, la compétence législative en matière de droits politiques est répartie entre les provinces et le Gouvernement fédéral, le Gouvernement canadien se trouve dans l'obligation, en adhérant à cette Convention, de formuler une réserve au sujet des droits qui relèvent de la compétence législative des provinces.

DANEMARK

“Sous réserve quant à l'article III de la Convention en ce qui concerne le droit des femmes à avoir des

⁷ Les Gouvernements canadien, chinois, danois, éthiopien, norvégien, pakistanais et suédois ont informé le Secrétaire général qu'ils n'acceptent pas les réserves faites par le Gouvernement bulgare aux articles VII et IX de la Convention.

charges militaires et des emplois de chef des services du recrutement et dans les conseils de revision.”

EQUATEUR

Le Gouvernement équatorien a signé la présente Convention, avec une réserve concernant les derniers mots de l'article premier, c'est-à-dire les mots “sans aucune discrimination”; en effet, la Constitution politique de la République, en son article 22, stipule que “le vote aux élections populaires est obligatoire pour l'homme et facultatif pour la femme”.

FINLANDE

En ce qui concerne l'article III: Un décret pourra être pris, stipulant que certaines fonctions qui, en raison de leur nature, ne peuvent être exercées de façon satisfaisante que soit uniquement par des hommes, soit uniquement par des femmes seront exercées uniquement par des hommes ou par des femmes, respectivement.

GUATEMALA⁸

1. Les articles I, II et III s'appliqueront seulement aux citoyennes guatémaliennes visées au paragraphe 2 de l'article 16 de la Constitution de la République.

2. Eu égard aux exigences constitutionnelles, l'article IX s'entend sans préjudice des dispositions de l'article 149 (par. 3, alin. b) de la Constitution de la République.

HONGRIE⁹

Le Gouvernement de la République populaire hongroise déclare son désaccord avec la dernière phrase de l'article VII et considère que les conséquences juridiques d'une réserve font que la Convention est en vigueur entre l'Etat qui a formulé cette réserve et tous les autres signataires de la Convention, exception faite uniquement de la partie de celle-ci à laquelle se rapporte la réserve.

Le Gouvernement de la République populaire hongroise ne se considère pas lié par les stipulations de l'article IX, en vertu duquel les différends entre les parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention sont soumis à la décision de la Cour internationale de Justice sur la demande de l'une quelconque des parties au différend, et déclare que la soumission d'un différend à la décision

⁸ Les Gouvernements norvégien, pakistanais et suédois ont informé le Secrétaire général qu'ils n'acceptent pas les réserves susmentionnées. Le Gouvernement yougoslave a notifié le Secrétaire général qu'il n'accepte pas les réserves du Gouvernement guatémaltèque concernant les articles I, II et III de la Convention, eu égard au paragraphe 2 de l'article 16 de la Constitution de la République guatémaltèque, car ces réserves ne sont pas compatibles avec les principes énoncés dans l'Article premier de la Charte des Nations Unies ni avec les buts de la Convention.

⁹ Les Gouvernements canadien, chinois, danois, éthiopien, norvégien, pakistanais et suédois ont informé le Secrétaire général qu'ils n'acceptent pas les réserves faites par le Gouvernement hongrois aux articles VII et IX de la Convention. Le Gouvernement israélien a notifié au Secrétaire général qu'il n'accepte pas la réserve faite par le Gouvernement hongrois à l'article VII de la Convention.

de la Cour internationale de Justice nécessite, à chaque fois, l'accord de toutes les parties au différend.

INDE

Les dispositions de l'article III de la Convention ne seront pas applicables en ce qui concerne le recrutement et les conditions de service dans les forces armées de l'Inde ou dans les forces chargées du maintien de l'ordre public dans l'Inde.

INDONESIE

Que la dernière phrase de l'article VII et l'article IX, dans sa totalité, ne s'appliqueront pas à l'Indonésie.

IRLANDE

L'article III est accepté avec des réserves concernant

- a) L'emploi de femmes mariées dans la fonction publique;
- b) L'inégalité de la rémunération des femmes dans certains emplois de la fonction publique,

et sous réserve des déclarations suivantes :

1) L'exclusion de femmes de postes auxquels elles ne sont pas aptes selon des critères objectifs ou pour des raisons d'ordre physique n'est pas considérée comme étant discriminatoire;

2) Le fait que la fonction de juré n'est pas à l'heure actuelle obligatoire pour les femmes n'est pas considéré comme étant discriminatoire.

ITALIE

En adhérant à la Convention sur les droits politiques de la femme, en date, à New York, du 31 mars 1953, le Gouvernement italien déclare qu'il se réserve le droit, en ce qui concerne le service dans les forces armées et dans les unités militaires spéciales, d'appliquer les dispositions de l'article III dans les limites établies par la législation italienne.

MALTE

Le Gouvernement maltais déclare qu'en adhérant à cette Convention, il ne se considère pas comme lié par les dispositions de l'article III pour autant que ces dispositions s'appliquent aux conditions d'emploi dans la fonction publique et aux fonctions de juré.

MEXIQUE

Il est expressément entendu que le Gouvernement mexicain ne déposera son instrument de ratification que lorsque sera entrée en vigueur la réforme de la Constitution politique des Etats-Unis du Mexique, actuellement en voie d'élaboration, qui a pour objet d'accorder les droits civiques à la femme mexicaine.

MONGOLIE¹⁰

Articles IV et V :

Le Gouvernement de la République populaire mongole déclare qu'il ne peut approuver le paragraphe 1

¹⁰ Le Gouvernement de la République de Corée a informé le Secrétaire général qu'il n'accepte pas les réserves faites par la Mongolie au paragraphe 1 de l'article IV et au paragraphe 1 de l'article V de la Convention.

de l'article IV ni le paragraphe 1 de l'article V, et considère que la présente Convention doit être ouverte à la signature ou à l'adhésion de tous les Etats.

Article VII :

Le Gouvernement de la République populaire mongole déclare qu'il ne peut approuver la dernière phrase de l'article VII et considère qu'une réserve a pour effet juridique de rendre la Convention applicable entre l'Etat qui formule la réserve et tous les autres Etats parties à la Convention, sauf en ce qui concerne uniquement la partie de la Convention sur laquelle la réserve porte.

Article IX :

Le Gouvernement de la République populaire mongole ne se considère pas lié par les dispositions de l'article IX, aux termes duquel tout différend entre des Parties contractantes touchant l'interprétation ou l'application de la Convention sera porté, à la requête de l'une des Parties au différend, devant la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue.

NEPAL

En ce qui concerne l'article IX : ... Un différend ne sera porté devant la Cour internationale de Justice, pour qu'elle statue à son sujet, qu'à la requête de toutes les Parties à ce différend.

NOUVELLE-ZELANDE

... Sous réserve quant à l'article III de la Convention en ce qui concerne le recrutement et les conditions de service dans les forces armées de la Nouvelle-Zélande.

PAKISTAN

L'article III de la Convention ne s'appliquera pas au recrutement et aux conditions d'emploi du personnel des services qui sont chargés du maintien de l'ordre public ou qui ne conviennent pas aux femmes en raison des risques qu'ils comportent.

POLOGNE¹¹

"Le Gouvernement de la République populaire de Pologne déclare son désaccord avec la dernière phrase de l'article VII et considère que les conséquences juridiques de cette réserve font que la Convention est en vigueur entre l'Etat qui a formulé cette réserve et tous les autres cosignataires de la Convention, exception faite uniquement de la partie du paragraphe à laquelle se rapporte la réserve.

"Le Gouvernement de la République populaire de Pologne ne se considère pas lié par les stipulations de l'article IX, en vertu duquel les différends entre les parties contractantes au sujet de l'interprétation ou

¹¹ Les Gouvernements canadien, chinois, danois, éthiopien, norvégien, pakistanais et suédois ont informé le Secrétaire général qu'ils n'acceptent pas les réserves faites par le Gouvernement polonais aux articles VII et IX de la Convention. Le Gouvernement israélien a informé le Secrétaire général qu'il n'accepte pas la réserve faite par le Gouvernement polonais à l'article VII de la Convention.

de l'application de la présente Convention sont soumis à la décision de la Cour internationale de Justice sur la demande de l'une quelconque des parties au différend, et déclare que la soumission d'un différend à la décision de la Cour internationale de Justice nécessite, à chaque fois, l'accord de toutes les parties au différend."

REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE DE BIELORUSSIE¹²

En ce qui concerne l'article VII : Le Gouvernement de la République socialiste soviétique de Biélorussie déclare son désaccord avec la dernière phrase de l'article VII et considère que les conséquences juridiques d'une réserve font que la Convention est en vigueur entre l'Etat qui a formulé cette réserve et tous les autres Etats parties à la Convention, exception faite uniquement de la partie de celle-ci à laquelle se rapporte la réserve.

En ce qui concerne l'article IX : Le Gouvernement de la République socialiste soviétique de Biélorussie ne se considère pas lié par les stipulations de l'article IX, en vertu duquel les différends entre les parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention sont, à la demande de l'une quelconque des parties au différend, soumis à la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à leur sujet, et déclare que la soumission d'un différend à la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à son sujet nécessite, dans chaque cas, l'accord de toutes les parties au différend.

REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE D'UKRAINE¹³

En ce qui concerne l'article VII : Le Gouvernement de la République socialiste soviétique d'Ukraine déclare son désaccord avec la dernière phrase de l'article VII et considère que les conséquences juridiques d'une réserve font que la Convention est en vigueur entre l'Etat qui a formulé cette réserve et tous les autres Etats parties à la Convention, exception faite uniquement de la partie de celle-ci à laquelle se rapporte la réserve.

En ce qui concerne l'article IX : Le Gouvernement de la République socialiste soviétique d'Ukraine ne se considère pas lié par les stipulations de l'article IX, en vertu duquel les différends entre les parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention sont, à la demande de l'une quelconque des parties au différend, soumis à la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à leur sujet, et déclare que la soumission d'un différend à la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à son sujet nécessite, dans chaque cas, l'accord de toutes les parties au différend.

¹² Les Gouvernements canadien, chinois, danois, éthiopien, norvégien, pakistanais et suédois ont informé le Secrétaire général qu'ils n'acceptent pas les réserves faites par le Gouvernement de la République socialiste soviétique de Biélorussie aux articles VII et IX de la Convention. Le Gouvernement israélien a informé le Secrétaire général qu'il n'accepte pas la réserve faite par le Gouvernement de la République socialiste soviétique de Biélorussie à l'article VII de la Convention.

¹³ Les Gouvernements canadien, chinois, danois, éthiopien, norvégien, pakistanais et suédois ont informé le Secrétaire général qu'ils n'acceptent pas les réserves faites par le Gouvernement de la République socialiste soviétique d'Ukraine aux articles VII et IX de la Convention.

ROUMANIE¹⁴

"Le Gouvernement de la République populaire roumaine déclare son désaccord avec la dernière phrase de l'article VII et considère que les conséquences juridiques d'une réserve font que la Convention est en vigueur entre l'Etat qui a formulé cette réserve et tous les autres Etats parties à la Convention, exception faite uniquement de la partie de celle-ci à laquelle se rapporte la réserve.

"Le Gouvernement de la République populaire roumaine ne se considère pas lié par les stipulations de l'article IX, en vertu duquel les différends entre les parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention sont soumis à la décision de la Cour internationale de Justice sur la demande de l'une quelconque des parties au différend, et déclare que la soumission d'un différend à la décision de la Cour internationale de Justice nécessite, à chaque fois, l'accord de toutes les parties au différend."

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord adhère à la Convention avec les réserves ci-après, soumises conformément à l'article VII :

1) L'article III est accepté avec des réserves qui demeureront valables, dans chaque cas, tant qu'il n'y aura pas eu de notification de retrait, dans la mesure où il concerne :

- a) La succession au trône;
- b) Certaines charges principalement liées à des cérémonies;
- c) La fonction consistant à siéger avec voix délibérative à la Chambre des Lords, qui appartient aux titulaires de pairies héréditaires et aux détenteurs de certaines charges dans l'Eglise anglicane;
- d) Le recrutement des membres des forces armées et les conditions de service dans ces forces;
- e) Les fonctions de juré à Grenade, à l'île de Man et à Montserrat, ainsi que dans le Royaume de Tonga¹⁵;
- f) L'emploi de femmes mariées dans le service diplomatique de Sa Majesté et dans la fonction publique en Irlande du Nord, à Antigua, aux îles Fidji, à Grenade, à Hong-kong et à Sainte-Lucie¹⁶;

¹⁴ Les Gouvernements canadien, chinois, danois, éthiopien, norvégien, pakistanais, philippin et suédois ont informé le Secrétaire général qu'ils n'acceptent pas les réserves faites par le Gouvernement roumain aux articles VII et IX de la Convention. Le Gouvernement israélien a informé le Secrétaire général qu'il n'accepte pas la réserve faite par le Gouvernement roumain à l'article VII de la Convention.

¹⁵ La réserve figurant à l'alinéa e ci-dessus, formulée lors de l'adhésion, s'appliquait également aux Bahamas. Par une communication du Gouvernement du Royaume-Uni qu'il a reçue le 12 février 1968, le Secrétaire général a été avisé du retrait de ladite réserve en ce qui concerne les Bahamas.

¹⁶ La réserve figurant à l'alinéa f ci-dessus, formulée lors de l'adhésion, s'appliquait également à Saint-Vincent. Par une communication du Gouvernement du Royaume-Uni qu'il a reçue le 24 novembre 1967, le Secrétaire général a été avisé du retrait de ladite réserve en ce qui concerne Saint-Vincent.

- g) La rémunération des femmes appartenant à la fonction publique à Gibraltar, à Hong-kong et aux Seychelles, ainsi que dans le Protectorat du Swaziland;
- h) Le poste de *Bailiff* à Guernesey;
- i) Dans l'Etat du Brunei, l'exercice des pouvoirs royaux, les fonctions de juré ou leur équivalent et l'exercice de certaines charges régies par le droit musulman.

2) Le Royaume-Uni se réserve le droit de différer l'application de cette Convention en ce qui concerne les femmes vivant dans la colonie d'Aden, compte tenu des coutumes et des traditions locales. En outre, le Royaume-Uni se réserve le droit de ne pas appliquer cette Convention à la Rhodésie tant qu'il n'aura pas informé le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qu'il est en mesure de garantir que les obligations imposées par ladite Convention peuvent être intégralement remplies en ce qui concerne ce territoire.

SIERRA LEONE

Le Gouvernement du Sierra Leone déclare qu'en adhérant à cette Convention il ne se considère pas comme lié par les dispositions de l'article III dans la mesure où ces dispositions ont trait au recrutement des forces armées et aux conditions de service dans ces forces, ainsi qu'aux fonctions de juré.

TCHÉCOSLOVAQUIE¹⁷

"Le Gouvernement de la République tchécoslovaque déclare son désaccord avec la dernière phrase de l'article VII et considère que les conséquences juridiques de cette réserve font que la Convention est en vigueur entre l'Etat qui a formulé cette réserve et tous les autres cosignataires de la Convention, exception faite uniquement de la partie du paragraphe à laquelle se rapporte la réserve.

"Le Gouvernement de la République tchécoslovaque ne se considère pas lié par les stipulations de l'article IX, en vertu duquel les différends entre les parties

¹⁷ Les Gouvernements canadien, chinois, danois, éthiopien, norvégien, pakistanais et suédois ont informé le Secrétaire général qu'ils n'acceptent pas les réserves faites par le Gouvernement tchécoslovaque aux articles VII et IX de la Convention.

contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention sont soumis à la décision de la Cour internationale de Justice sur la demande de l'une quelconque des parties au différend, et déclare que la soumission d'un différend à la décision de la Cour internationale de Justice nécessite, à chaque fois, l'accord de toutes les parties au différend."

TUNISIE

[Article IX] "Un différend pour être porté devant la Cour internationale de Justice nécessite dans chaque cas l'accord de toutes les parties au différend."

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES¹⁸

En ce qui concerne l'article VII : Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques déclare son désaccord avec la dernière phrase de l'article VII et considère que les conséquences juridiques d'une réserve font que la Convention est en vigueur entre l'Etat qui a formulé cette réserve et tous les autres Etats parties à la Convention, exception faite uniquement de la partie de celle-ci à laquelle se rapporte la réserve.

En ce qui concerne l'article IX : Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ne se considère pas lié par les stipulations de l'article IX, en vertu duquel les différends entre les parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention sont, à la demande de l'une quelconque des parties au différend, soumis à la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à leur sujet, et déclare que la soumission d'un différend à la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à son sujet nécessite, dans chaque cas, l'accord de toutes les parties au différend.

¹⁸ Les Gouvernements canadien, chinois, danois, dominicain, éthiopien, norvégien, pakistanais et suédois ont informé le Secrétaire général qu'ils n'acceptent pas les réserves faites par le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques aux articles VII et IX de la Convention. Le Gouvernement israélien a informé le Secrétaire général qu'il n'accepte pas les réserves faites par le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques à l'article VII de la Convention.

2. Convention sur la nationalité de la femme mariée

En date, à New York, du 20 février 1957¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 11 août 1958, conformément à l'article 6.

ENREGISTREMENT : 11 août 1958, n° 4468.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 309, p. 65.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a) notification de succession (d)</i> | |
|---|------------------|------|--|--------|
| ALBANIE | | | 27 juillet | 1960 a |
| ARGENTINE | | | 10 octobre | 1963 a |
| AUSTRALIE | | | 14 mars | 1961 a |
| AUTRICHE | | | 19 janvier | 1968 a |
| BRÉSIL | 26 juillet | 1966 | 4 décembre | 1968 |
| BULGARIE | | | 22 juin | 1960 a |
| CANADA | 20 février | 1957 | 21 octobre | 1959 |
| CEYLAN | | | 30 mai | 1958 a |
| CHILI | 18 mars | 1957 | | |
| CHINE ² | 20 février | 1957 | 22 septembre | 1958 |
| COLOMBIE | 20 février | 1957 | | |
| CUBA | 20 février | 1957 | 5 décembre | 1957 |
| DANEMARK | 20 février | 1957 | 22 juin | 1959 |
| EQUATEUR | 16 janvier | 1958 | 29 mars | 1960 |
| FINLANDE | | | 15 mai | 1968 a |
| GHANA | | | 15 août | 1966 a |
| GUATEMALA | 20 février | 1957 | 13 juillet | 1960 |
| HONGRIE | 5 décembre | 1957 | 3 décembre | 1959 |
| INDE | 15 mai | 1957 | | |
| IRLANDE | 24 septembre | 1957 | 25 novembre | 1957 |
| ISRAËL | 12 mars | 1957 | 7 juin | 1957 |
| JAMAÏQUE | | | 30 juillet | 1964 d |
| MALAISIE | | | 24 février | 1959 a |
| MALAWI | | | 8 septembre | 1966 a |
| MALTE | | | 7 juin | 1967 d |
| NORVÈGE | 9 septembre | 1957 | 20 mai | 1958 |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 7 juillet | 1958 | 17 décembre | 1958 |
| OUGANDA | | | 15 avril | 1965 a |
| PAKISTAN | 10 avril | 1958 | | |
| PAYS-BAS ³ | | | 8 août | 1966 a |
| POLOGNE | | | 3 juillet | 1959 a |
| PORTUGAL | 21 février | 1957 | | |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE .. | 20 février | 1957 | 10 octobre | 1957 |
| RSS DE BIÉLORUSSIE | 7 octobre | 1957 | 23 décembre | 1958 |
| RSS D'UKRAÏNE | 15 octobre | 1957 | 3 décembre | 1958 |
| RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE | | | 28 novembre | 1962 a |
| ROUMANIE | | | 2 décembre | 1960 a |
| ROYAUME-UNI | 20 février | 1957 | 28 août | 1957 |
| SIERRA LEONE | | | 13 mars | 1962 d |
| SINGAPOUR | | | 18 mars | 1966 d |
| SUÈDE | 6 mai | 1957 | 13 mai | 1958 |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 3 septembre | 1957 | 5 avril | 1962 |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | | | 11 avril | 1966 d |
| TUNISIE | | | 24 janvier | 1968 a |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES .. | 6 septembre | 1957 | 17 septembre | 1958 |
| URUGUAY | 20 février | 1957 | | |
| YUGOSLAVIE | 27 mars | 1957 | 13 mars | 1959 |

¹ La Convention a été ouverte à la signature conformément à la résolution 1040 (XI) adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 29 janvier 1957. On trouvera le texte de cette résolution dans *Documents officiels de l'Assemblée générale, onzième session, Supplément n° 17 (A/3572, p. 18)*.

² Eu égard à la ratification précitée, des communications ont été adressées au Secrétaire général par les missions permanentes de l'Inde, de la Pologne et de l'Union des Républi-

ques socialistes soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies, d'une part, et de la Chine, d'autre part. En ce qui concerne la nature de ces communications, voir note 2, p. 127.

³ L'instrument de ratification stipule que la Convention est ratifiée pour le Royaume en Europe, le Surinam et les Antilles néerlandaises.

Déclarations et réserves

ARGENTINE

Article 7. — Le Gouvernement argentin réserve expressément les droits de la République sur les îles Falkland, les îles Sandwich du Sud et les terres situées dans le secteur antarctique argentin, en déclarant qu'elles ne sont colonies ou possessions d'aucune nation mais qu'elles font partie intégrante du territoire argentin et relèvent de son autorité et de sa souveraineté.

Article 10. — Le Gouvernement argentin se réserve le droit de ne pas soumettre à la procédure prévue dans cet article les différends ayant trait directement ou indirectement aux territoires qui relèvent de la souveraineté de l'Argentine.

BRESIL

Une réserve est formulée en ce qui concerne l'application de l'article 10.

CHILI

En ce qui concerne l'article 10, le Gouvernement du Chili n'accepte pas la juridiction de la Cour internationale de Justice pour les différends qui surgiraient entre les Etats contractants au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention.

GUATEMALA

Pour des raisons d'ordre constitutionnel, l'article 10 de ladite Convention sera appliqué sans préjudice des

dispositions du paragraphe 3, b, de l'article 149 de la Constitution de la République.

INDE

Avec la réserve suivante concernant l'article 10 :

Tout différend qui pourrait survenir entre deux ou plusieurs Etats contractants relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention, qui n'aura pas été réglé par voie de négociations, est soumis pour décision, si les parties au différend y consentent, à la Cour internationale de Justice, et si les parties sont convenues d'un autre mode de règlement.

TUNISIE

[Article 10] "Un différend pour être porté devant la Cour internationale de Justice nécessite dans chaque cas l'accord de toutes les parties au différend."

URUGUAY

Au nom de l'Uruguay, nous formulons en ce qui concerne la disposition de l'article 3 une réserve qui a des conséquences quant à l'application de la Convention. La Constitution de l'Uruguay ne permet pas d'octroyer la nationalité aux étrangers à moins qu'ils ne soient nés d'un père ou d'une mère uruguayens, auquel cas ils peuvent être citoyens naturels. En dehors de ce cas, les étrangers qui remplissent les conditions fixées par la constitution et par la loi ne peuvent se voir octroyer que la citoyenneté légale et non la nationalité.

Application territoriale

Déclarations faites lors de la ratification ou de l'adhésion (a), conformément au paragraphe 1 de l'article 7 de la Convention

Déclaration de :

| | | |
|------------------------|-------------|------|
| AUSTRALIE | 14 mars | 1961 |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 17 décembre | 1958 |
| ROYAUME-UNI | 28 août | 1957 |

Extension à :

Tous les territoires non métropolitains dont l'Australie assure les relations internationales.
Iles Cook (y compris Nioué), îles Tokelau et Territoire sous tutelle du Samoa-Occidental.
Iles Anglo-Normandes et île de Man.

Notifications faites conformément au paragraphe 2 de l'article 7 de la Convention

Notification :

| | | |
|-------------------|-------------------------|------|
| ROYAUME-UNI | 18 mars | 1958 |
| | 19 mai | 1958 |
| | 3 novembre | 1960 |
| | 1 ^{er} octobre | 1962 |

Extension à :

Aden, îles Bahama, Barbade, Bassoutoland, Bermudes, Betchoualand, Bornéo du Nord, Chypre, îles Falkland, îles Fidji, Gambie, Gibraltar, îles Gilbert et Ellice, Guyane britannique, Honduras britannique, Hong-kong, Jamaïque, Kenya, Malte, îles Maurice, Ouganda, Sainte-Hélène, protectorat des îles Salomon britanniques, Sarawak, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, protectorat de la Somalie britannique, Souaziland, îles Sous-le-Vent (Antigua, Montserrat, Saint-Christophe-et-Nièves), Tanganyika, Trinité-et-Tobago, îles du Vent (Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent), îles Vierges britanniques, Zanzibar.
Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland⁴,
Tonga.
Brunei.

⁴ Voir note 16, p. 87.

3. Convention sur le consentement au mariage, l'âge minimum du mariage et l'enregistrement des mariages

Signée à New York le 10 décembre 1962¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 9 décembre 1964, conformément à l'article 6.

ENREGISTREMENT : 23 décembre 1964, n° 7525.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 521, p. 231.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | <i>Ratification, adhésion (a)</i> | |
|-----------------------------|------------------|-----------------------------------|----------|
| CEYLAN | 12 décembre 1962 | | |
| CHILI | 10 décembre 1962 | | |
| CHINE | 4 avril 1963 | | |
| CUBA | 17 octobre 1963 | 20 août 1965 | |
| DAHOMÉY | | 19 octobre 1965 | <i>a</i> |
| DANEMARK | 31 octobre 1963 | 8 septembre 1964 | |
| ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ... | 10 décembre 1962 | | |
| FINLANDE | | 18 août 1964 | <i>a</i> |
| FRANCE | 10 décembre 1962 | | |
| GRÈCE | 3 janvier 1963 | | |
| GUINÉE | 10 décembre 1962 | | |
| HAUTE-VOLTA | | 8 décembre 1964 | <i>a</i> |
| ISRAËL | 10 décembre 1962 | | |
| ITALIE | 20 décembre 1963 | | |
| MALI | | 19 août 1964 | <i>a</i> |
| NIGER | | 1 ^{er} décembre 1964 | <i>a</i> |
| NORVÈGE | | 10 septembre 1964 | <i>a</i> |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 23 décembre 1963 | 12 juin 1964 | |
| PAYS-BAS ² | 10 décembre 1962 | 2 juillet 1965 | |
| PHILIPPINES | 5 février 1963 | 21 janvier 1965 | |
| POLOGNE | 17 décembre 1962 | 8 janvier 1965 | |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE .. | | 8 octobre 1964 | <i>a</i> |
| ROUMANIE | 27 décembre 1963 | | |
| SAMOA-OCCIDENTAL | | 24 août 1964 | <i>a</i> |
| SUÈDE | 10 décembre 1962 | 16 juin 1964 | |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 8 octobre 1963 | 5 mars 1965 | |
| TUNISIE | | 24 janvier 1968 | <i>a</i> |
| YOUgoslavie | 10 décembre 1962 | 19 juin 1964 | |

Déclarations et réserves

DANEMARK

Sous réserve que le paragraphe 2 de l'article 1 ne s'appliquera pas au Royaume du Danemark.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Étant entendu que la législation en vigueur dans les divers États des États-Unis d'Amérique est conforme à la Convention et que la décision prise par les États-Unis d'Amérique touchant ladite Convention n'implique pas qu'ils admettent que les dispositions de l'article 8 puissent constituer un précédent pour des instruments ultérieurs.

FINLANDE

Sous réserve que le paragraphe 2 de l'article premier ne s'appliquera pas à la République de Finlande.

GRÈCE

"Avec une réserve sur l'article 1, paragraphe 2, de la Convention."

NORVÈGE

Sous réserve que le paragraphe 2 de l'article premier ne s'appliquera pas au Royaume de Norvège.

¹ La Convention a été ouverte à la signature conformément à la résolution 1763 (XVII), adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 7 novembre 1962. On trouvera le texte de cette résolution dans *Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-septième session, Supplément n° 17 (A/5217)*, p. 30.

² L'instrument de ratification stipule que la Convention est ratifiée pour le Royaume en Europe, le Surinam et les Antilles néerlandaises.

PAYS-BAS

“En procédant à la signature de la Convention sur le consentement au mariage, l'âge minimum du mariage et l'enregistrement des mariages, je soussigné, plénipotentiaire du Royaume des Pays-Bas, déclare que, vu l'égalité qui existe au point de vue du droit public entre les Pays-Bas, le Surinam et les Antilles néerlandaises, le Gouvernement du Royaume se réserve le droit de ne ratifier la Convention que pour une ou pour deux des Parties du Royaume et de déclarer à une date ultérieure, par notification écrite au Secrétaire général des Nations Unies, que la Convention s'étendra à l'autre Partie ou aux autres Parties du Royaume.”

PHILIPPINES

La Convention sur le consentement au mariage, l'âge minimum du mariage et l'enregistrement des mariages a été adoptée en vue, notamment, de permettre à tous les êtres humains de choisir en toute liberté un conjoint. Le paragraphe 1 de l'article premier de la Convention dispose que le libre et plein consentement des deux parties doit être exprimé par elles en présence de l'autorité compétente et de témoins.

Eu égard aux dispositions de leur code civil, les Philippines, en ratifiant cette Convention, estiment qu'elles ne sont pas tenues aux termes du paragraphe 2 de l'article premier (lequel autorise dans des circonstances exceptionnelles le mariage par procuration) d'autoriser sur leur territoire le mariage par procuration ou les mariages du genre de ceux qui sont envisagés dans ledit paragraphe, lorsque ces formes de célébration du mariage ne sont pas autorisées par la législation philippine. Sur le territoire philippin, la célébration d'un mariage en l'absence de l'une des deux parties, dans les conditions énoncées dans ledit paragraphe, ne sera possible que si la législation philippine l'autorise.

REPUBLIQUE DOMINICAINE

S'agissant de la possibilité de contracter un mariage civil par procuration, qui est prévue au paragraphe 2 de l'article premier, la République Dominicaine souhaite que les dispositions de la loi nationale l'emportent sur celles de la Convention; aussi ne peut-elle accepter qu'avec des réserves les dispositions dudit paragraphe.

SUEDE

“Avec réserve à l'article premier, paragraphe 2, de la Convention.”

CHAPITRE XVII. — LIBERTE DE L'INFORMATION

1. Convention relative au droit international de rectification

Ouverte à la signature à New York le 31 mars 1953¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 24 août 1962, conformément à l'article VIII.

ENREGISTREMENT : 24 août 1962, n° 6280.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 439, p. 191.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a)</i> | |
|------------------------------|-----------------------|------|-----------------------------------|--------|
| ARGENTINE | 11 juin | 1953 | | |
| CHILI | 22 avril | 1953 | | |
| CUBA | | | 17 novembre | 1954 a |
| EL SALVADOR | 11 mars | 1958 | 28 octobre | 1958 |
| EQUATEUR | 31 mars | 1953 | | |
| ETHIOPIE | 31 mars | 1953 | | |
| FRANCE | 2 avril | 1954 | 16 novembre | 1962 |
| GUATEMALA ² | 1 ^{er} avril | 1953 | 9 mai | 1957 |
| JAMAÏQUE | | | 15 juin | 1967 a |
| PARAGUAY | 16 novembre | 1953 | | |
| PÉROU | 12 novembre | 1959 | | |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE ... | 27 janvier | 1955 | 4 août | 1955 |
| SIERRA LEONE | | | 25 juillet | 1962 a |
| YUGOSLAVIE | | | 31 janvier | 1956 a |

¹ La Convention a été ouverte à la signature conformément à la résolution 630 (VII) adoptée par l'Assemblée générale le 16 décembre 1952. On trouvera le texte de cette résolution dans *Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Supplément n° 20 (A/2361)*, p. 21.

² La Convention a été signée au nom du Guatemala avec une réserve concernant l'article V. Lors du dépôt de son instrument de ratification, le Gouvernement guatémaltèque a retiré ladite réserve.

CHAPITRE XVIII. — ESCLAVAGE

1. Protocole amendant la Convention relative à l'esclavage signée à Genève le 25 septembre 1926

En date, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, du 7 décembre 1953¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 7 décembre 1953, conformément à l'article III².

ENREGISTREMENT : 7 décembre 1953, n° 2422.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 182, p. 51.

| <i>Etat</i> | <i>Signature sous réserve d'acceptation</i> | | <i>Signature définitive (*) acceptation</i> | |
|-----------------------------|---|------|---|--------|
| AFGHANISTAN | | | 16 août | 1954 * |
| AFRIQUE DU SUD | | | 29 décembre | 1953 * |
| AUSTRALIE | | | 9 décembre | 1953 * |
| AUTRICHE | 7 décembre | 1953 | 16 juillet | 1954 |
| BELGIQUE | 24 février | 1954 | 13 décembre | 1962 |
| BIRMANIE | 14 mars | 1956 | 29 avril | 1957 |
| CANADA | | | 17 décembre | 1953 * |
| CHINE | 7 décembre | 1953 | 14 décembre | 1955 |
| CUBA | | | 28 juin | 1954 * |
| DANEMARK | | | 3 mars | 1954 * |
| EQUATEUR | 7 septembre | 1954 | 17 août | 1955 |
| ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ... | 16 décembre | 1953 | 7 mars | 1956 |
| FINLANDE | | | 19 mars | 1954 |
| FRANCE | 14 janvier | 1954 | 14 février | 1963 |
| GRÈCE | 7 décembre | 1953 | 12 décembre | 1955 |
| GUINÉE | | | 12 juillet | 1962 |
| HONGRIE | | | 26 février | 1958 |
| INDE | | | 12 mars | 1954 * |
| IRAK | | | 23 mai | 1955 |
| IRLANDE | | | 31 août | 1961 |
| ISRAËL | | | 12 septembre | 1955 |
| ITALIE | | | 4 février | 1954 * |
| LIBÉRIA | | | 7 décembre | 1953 * |
| MAROC | | | 11 mai | 1959 |
| MEXIQUE | | | 3 février | 1954 * |
| MONACO | 28 janvier | 1954 | 12 novembre | 1954 |
| NIGER | | | 7 décembre | 1964 |
| NORVÈGE | 24 février | 1954 | 11 avril | 1957 |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | | | 16 décembre | 1953 * |
| PAYS-BAS ³ | 15 décembre | 1953 | 7 juillet | 1955 |

¹ Le Protocole a été approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 794 (VIII) du 23 octobre 1953. On trouvera le texte de cette résolution dans *Documents officiels de l'Assemblée générale, huitième session, Supplément n° 17 (A/2630)*, p. 52.

² Les amendements figurant dans l'Annexe au Protocole

sont entrés en vigueur le 7 juillet 1955, conformément à l'article III du Protocole.

³ L'instrument d'acceptation stipule que le Royaume des Pays-Bas accepte le Protocole pour le Royaume en Europe, le Surinam, les Antilles néerlandaises et la Nouvelle-Guinée néerlandaise.

| <i>Etat</i> | <i>Signature sous réserve d'acceptation</i> | | <i>Signature définitive (*) acceptation</i> | |
|---------------------------|---|------|---|--------|
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE ... | 15 juin | 1954 | 29 septembre | 1954 |
| ROUMANIE | | | 13 novembre | 1957 * |
| ROYAUME-UNI | | | 7 décembre | 1953 * |
| SUÈDE | | | 17 août | 1954 * |
| SUISSE | | | 7 décembre | 1953 * |
| SYRIE | | | 4 août | 1954 |
| TURQUIE | | | 14 janvier | 1955 * |
| YUGOSLAVIE | 11 février | 1954 | 21 mars | 1955 |

2. Convention relative à l'esclavage signée à Genève le 25 septembre 1926 et amendée par le Protocole en date, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, du 7 décembre 1953

ENTRÉE EN VIGUEUR : 7 juillet 1955, date à laquelle les amendements énoncés dans l'annexe au Protocole du 7 décembre 1953 sont entrés en vigueur conformément à l'article III du Protocole.

ENREGISTREMENT : 7 juillet 1955, n° 2861.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 212, p. 17.

| <i>Etat</i> | <i>Signature définitive ou acceptation du Protocole du 7 décembre 1953</i> | <i>Adhésion (a), notification de succession (d) à la Convention, telle qu'amendée par le Protocole du 7 décembre 1953</i> |
|-----------------------------|--|---|
| AFGHANISTAN | 16 août 1954 | |
| AFRIQUE DU SUD | 29 décembre 1953 | |
| ALBANIE | | 2 juillet 1957 <i>a</i> |
| ALGÉRIE | | 20 novembre 1963 <i>a</i> |
| AUSTRALIE | 9 décembre 1953 | |
| AUTRICHE | 16 juillet 1954 | |
| BELGIQUE | 13 décembre 1962 | |
| BIRMANIE | 29 avril 1957 | |
| BRÉSIL | | 6 janvier 1966 <i>a</i> |
| CANADA | 17 décembre 1953 | |
| CEYLAN | | 21 mars 1958 <i>a</i> |
| CHINE | 14 décembre 1955 | |
| CUBA | 28 juin 1954 | |
| DANEMARK | 3 mars 1954 | |
| EQUATEUR | 17 août 1955 | |
| ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE .. | 7 mars 1956 | |
| FINLANDE | 19 mars 1954 | |
| FRANCE | 14 février 1963 | |
| GRÈCE | 12 décembre 1955 | |
| GUINÉE | 12 juillet 1962 | |
| HONGRIE | 26 février 1958 | |
| INDE | 12 mars 1954 | |
| IRAK | 23 mai 1955 | |
| IRLANDE | 31 août 1961 | |
| ISRAËL | 12 septembre 1955 | |
| ITALIE | 4 février 1954 | |
| JAMAÏQUE | | 30 juillet 1964 <i>d</i> |
| JORDANIE | | 5 mai 1959 <i>a</i> |
| KOWEÏT | | 28 mai 1963 <i>a</i> |
| LIBÉRIA | 7 décembre 1953 | |
| LIBYE | | 14 février 1957 <i>a</i> |
| MADAGASCAR | | 12 février 1964 <i>a</i> |
| MALAWI | | 2 août 1965 <i>a</i> |
| MALTE | | 3 janvier 1966 <i>d</i> |
| MAROC | 11 mai 1959 | |
| MEXIQUE | 3 février 1954 | |
| MONACO | 12 novembre 1954 | |
| MONGOLIE | | 20 décembre 1968 <i>a</i> |
| NÉPAL | | 7 janvier 1963 <i>a</i> |
| NIGER | 7 décembre 1964 | |
| NIGÉRIA | | 26 juin 1961 <i>d</i> |
| NORVÈGE | 11 avril 1957 | |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 16 décembre 1953 | |
| OUGANDA | | 12 août 1964 <i>a</i> |
| PAKISTAN | | 30 septembre 1955 <i>a</i> |
| PAYS-BAS ¹ | 7 juillet 1955 | |

¹ Voir note 3, p. 313.

| <i>Etat</i> | <i>Signature définitive ou acceptation du Protocole du 7 décembre 1953</i> | <i>Adhésion (a), notification de succession (d) à la Convention, telle qu'amendée par le Protocole du 7 décembre 1953</i> | |
|---|--|---|--------|
| PHILIPPINES | | 12 juillet | 1955 a |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE ... | 29 septembre 1954 | | |
| RÉPUBLIQUE DU VIET-NAM . | | 14 août | 1956 a |
| RSS DE BIÉLORUSSIE | | 13 septembre | 1956 a |
| RSS D'UKRAINE | | 27 janvier | 1959 a |
| RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE | | 28 novembre | 1962 a |
| ROUMANIE | 13 novembre 1957 | | |
| ROYAUME-UNI | 7 décembre 1953 | | |
| SIERRA LEONE | | 13 mars | 1962 d |
| SOUDAN | | 9 septembre | 1957 d |
| SUÈDE | 17 août 1954 | | |
| SUISSE | 7 décembre 1953 | | |
| SYRIE | 4 août 1954 | | |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | | 11 avril | 1966 d |
| TUNISIE | | 15 juillet | 1966 a |
| TURQUIE | 14 janvier 1955 | | |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES .. | | 8 août | 1956 a |
| YUGOSLAVIE | 21 mars 1955 | | |

3. Convention relative à l'esclavage

Genève, 25 septembre 1926¹

EN VIGUEUR depuis le 9 mars 1927 (article 12).

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|-----------------------|---------------------|
| AFGHANISTAN | (9 novembre 1935 a) |
| ALLEMAGNE | (12 mars 1929) |
| AUTRICHE | (19 août 1927) |
| ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE | (21 mars 1929 a) |

Sous réserve que le Gouvernement des Etats-Unis fidèle à sa politique d'opposition au travail forcé ou obligatoire, sauf comme châtement d'un crime dont l'intéressé a été dûment reconnu coupable, adhère à la Convention, à l'exception de la première subdivision du deuxième paragraphe de l'article 5, qui est ainsi conçue :

"1° Que, sous réserve des dispositions transitoires énoncées au paragraphe 2 ci-dessous, le travail forcé ou obligatoire ne peut être exigé que pour des fins publiques"².

| | |
|------------------------------------|---------------------|
| BELGIQUE | (23 septembre 1927) |
| GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD | (18 juin 1927) |

Birmanie

La Convention n'engage pas la Birmanie en ce qui concerne l'article 3, dans la mesure où ledit article peut exiger la participation de la Birmanie à une convention aux termes de laquelle des navires, parce qu'ils sont possédés, équipés ou commandés par des Birmans, ou parce que la moitié de l'équipage est composée de Birmans, seraient classés comme navires indigènes ou se verraient refuser tout privilège, droit ou immunité reconnus aux navires similaires des autres Etats signataires du Pacte, ou seraient assujettis à des charges ou à des restrictions de droits qui ne s'étendraient pas aux navires similaires desdits autres Etats.

| | |
|---|---------------------|
| CANADA | (6 août 1928) |
| AUSTRALIE | (18 juin 1927) |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | (18 juin 1927) |
| UNION SUD-AFRICAINE (y compris le <i>Sud-Ouest africain</i>) | (18 juin 1927) |
| IRLANDE | (18 juillet 1930 a) |
| INDE | (18 juin 1927) |

La signature apposée à la Convention n'engage pas l'Inde, en ce qui concerne l'article 3, dans la mesure

¹ Enregistrée sous le numéro 1414. Voir *Recueil des Traités de la Société des Nations*, vol. 60, p. 253.

Ratifications et adhésions postérieures à l'enregistrement.: voir vol. 69, p. 114; vol. 72, p. 485; vol. 83, p. 416; vol. 88, p. 356; vol. 96, p. 192; vol. 100, p. 221; vol. 104, p. 511; vol. 107, p. 491; vol. 130, p. 444; vol. 138, p. 440; vol. 152, p. 296; vol. 160, p. 342; vol. 172, p. 410; vol. 177, p. 393; vol. 185, p. 387; et vol. 200, p. 502.

² Cette adhésion, donnée sous réserve, a été soumise à l'acceptation des Etats signataires.

Ratifications ou adhésions définitives

où ledit article peut exiger la participation de l'Inde à une convention aux termes de laquelle des navires, parce qu'ils sont possédés, équipés ou commandés par des Indiens, ou parce que la moitié de l'équipage est composée d'Indiens, seraient classés comme navires indigènes ou se verraient refuser tout privilège, droit ou immunité reconnus aux navires similaires des autres Etats signataires du Pacte, ou seraient assujettis à des charges ou à des restrictions de droits qui ne s'étendraient pas aux navires similaires desdits autres Etats.

| | |
|----------|---------------------|
| BULGARIE | (9 mars 1927) |
| CHINE | (22 avril 1937) |
| CUBA | (6 juillet 1931) |
| DANEMARK | (17 mai 1927) |
| EGYPTE | (25 janvier 1928 a) |
| EQUATEUR | (26 mars 1928 a) |
| ESPAGNE | (12 septembre 1927) |

Pour l'Espagne et les colonies espagnoles, exception faite du Protectorat espagnol du Maroc.

| | |
|--|-----------------------|
| ESTONIE | (16 mai 1929) |
| FINLANDE | (29 septembre 1927) |
| FRANCE | (28 mars 1931) |
| <i>Syrie et Liban</i> | (25 juin 1931 a) |
| GRÈCE | (4 juillet 1930) |
| HAÏTI | (3 septembre 1927 a) |
| HONGRIE ³ | (17 février 1933 a) |
| IRAK | (18 janvier 1929 a) |
| ITALIE | (25 août 1928) |
| LETTONIE | (9 juillet 1927) |
| LIBÉRIA | (17 mai 1930) |
| MEXIQUE | (8 septembre 1934 a) |
| MONACO | (17 janvier 1928 a) |
| NICARAGUA | (3 octobre 1927 a) |
| NORVÈGE | (10 septembre 1927) |
| PAYS-BAS (y compris les <i>Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao</i>) | (7 janvier 1928) |
| POLOGNE | (17 septembre 1930) |
| PORTUGAL | (4 octobre 1927) |
| ROUMANIE | (22 juin 1931) |
| <i>Soudan</i> | (15 septembre 1927 a) |
| SUÈDE | (17 décembre 1927) |

³ Voir *Recueil des Traités de la Société des Nations*, vol. 130, p. 444.

| <i>Ratifications ou adhésions définitives</i> | | <i>Signatures ou adhésions non encore suivies de ratification</i> |
|---|---|---|
| SUISSE | (1 ^{er} novembre 1930 <i>a</i>) | ETHIOPIE |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | (10 octobre 1930) | IRAN |
| TURQUIE | (24 juillet 1933 <i>a</i>) | <i>Ad referendum</i> et en interprétant l'article 3 comme ne pouvant pas obliger l'Iran à se lier par aucun arrangement ou convention qui placerait ses navires de n'importe quel tonnage dans la catégorie des navires indigènes prévue par la Convention sur le commerce des armes. |
| YOUgoslavIE | (28 septembre 1929) | |
| <i>Signatures ou adhésions non encore suivies de ratification</i> | | |
| ALBANIE | | LITUANIE |
| COLOMBIE | | PANAMA |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE <i>a</i>) | | URUGUAY |

**Actes postérieurs à la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies a assumé les fonctions de dépositaire**

| <i>Etat</i> | <i>Adhésion (a), notification de succession (d)</i> | |
|---------------------------------|---|---------------|
| CAMEROUN | 7 mars | 1962 <i>d</i> |
| CONGO (BRAZZAVILLE) | 15 octobre | 1962 <i>d</i> |
| CÔTE D'IVOIRE | 8 décembre | 1961 <i>d</i> |
| DAHOMÉY | 4 avril | 1962 <i>d</i> |
| GHANA | 3 mai | 1963 <i>d</i> |
| GUINÉE | 30 mars | 1962 <i>d</i> |
| ISRAËL | 6 janvier | 1955 <i>a</i> |
| NIGER | 25 août | 1961 <i>d</i> |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | 4 septembre | 1962 <i>d</i> |
| SÉNÉGAL | 2 mai | 1963 <i>d</i> |
| TOGO | 27 février | 1962 <i>d</i> |

4. Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage

En date, à Genève, du 7 septembre 1956¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 30 avril 1957, conformément à l'article 13.

ENREGISTREMENT : 30 avril 1957, n° 3822.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 266, p. 3.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | <i>Ratification, adhésion (a) notification de succession (d)</i> | |
|--------------------------|------------------|--|--------|
| AFGHANISTAN | | 16 novembre | 1966 a |
| ALBANIE | | 6 novembre | 1958 a |
| ALGÉRIE | | 31 octobre | 1963 a |
| ARGENTINE | | 13 août | 1964 a |
| AUSTRALIE | 7 septembre 1956 | 6 janvier | 1958 |
| AUTRICHE | | 7 octobre | 1963 a |
| BELGIQUE | 7 septembre 1956 | 13 décembre | 1962 |
| BRÉSIL | | 6 janvier | 1966 a |
| BULGARIE | 26 juin 1957 | 21 août | 1958 |
| CAMBODGE | | 12 juin | 1957 a |
| CANADA | 7 septembre 1956 | 10 janvier | 1963 |
| CEYLAN | 5 juin 1957 | 21 mars | 1958 |
| CHINE ² | 23 mai 1957 | 28 mai | 1959 |
| CHYPRE | | 11 mai | 1962 d |
| CUBA | 10 janvier 1957 | 21 août | 1963 |
| DANEMARK | 27 juin 1957 | 24 avril | 1958 |
| EL SALVADOR | 7 septembre 1956 | | |
| EQUATEUR | | 29 mars | 1960 a |
| ESPAGNE | | 21 novembre | 1967 a |
| ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE .. | | 6 décembre | 1967 a |
| FINLANDE | | 1 ^{er} avril | 1959 a |
| FRANCE | 7 septembre 1956 | 26 mai | 1964 |
| GHANA | | 3 mai | 1963 a |
| GRÈCE | 7 septembre 1956 | | |
| GUATEMALA | 7 septembre 1956 | | |
| HAÏTI | 7 septembre 1956 | 12 février | 1958 |
| HONGRIE | 7 septembre 1956 | 26 février | 1958 |
| INDE | 7 septembre 1956 | 23 juin | 1960 |
| IRAK | 7 septembre 1956 | 30 septembre | 1963 |
| IRAN | | 30 décembre | 1959 a |
| IRLANDE | | 18 septembre | 1961 a |
| ISLANDE | | 17 novembre | 1965 a |
| ISRAËL | 7 septembre 1956 | 23 octobre | 1957 |
| ITALIE | 7 septembre 1956 | 12 février | 1958 |
| JAMAÏQUE | | 30 juillet | 1964 d |
| JORDANIE | | 27 septembre | 1957 a |
| KOWEÏT | | 18 janvier | 1963 a |
| LAOS | | 9 septembre | 1957 a |
| LIBÉRIA | 7 septembre 1956 | | |
| LUXEMBOURG | 7 septembre 1956 | 1 ^{er} mai | 1967 |
| MALAISIE | | 18 novembre | 1957 a |

¹ La Convention a été adoptée par la Conférence de plénipotentiaires des Nations Unies pour une Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage. La Conférence a été convoquée en application de la résolution 608 (XXI) adoptée par le Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies le 30 avril 1956 et elle a siégé à l'Office européen de l'Organisation des Nations Unies, du 13 août au 4 septembre 1956. On trouvera le texte de cette résolution dans *Documents officiels du Conseil économique et social, vingt et unième session, Supplément n° 1 (E/2889)*, p. 8. Outre

la Convention, la Conférence a adopté l'Acte final et deux résolutions dont on trouvera le texte dans Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 266, p. 3.

² Eu égard à la ratification précitée, des communications ont été adressées au Secrétaire général par les missions permanentes de la Hongrie, de la Pologne et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies, d'une part, et de la Chine, d'autre part. En ce qui concerne la nature de ces communications, voir note 2, p. 127.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | <i>Ratification, adhésion (a) notification de succession (d)</i> | |
|---|------------------|--|--------|
| MALAWI | | 2 août | 1965 a |
| MALTE | | 3 janvier | 1966 d |
| MAROC | | 11 mai | 1959 a |
| MEXIQUE | 7 septembre 1956 | 30 juin | 1959 |
| MONGOLIE | | 20 décembre | 1968 a |
| NÉPAL | | 7 janvier | 1963 a |
| NIGER | | 22 juillet | 1963 a |
| NIGÉRIA | | 26 juin | 1961 d |
| NORVÈGE | 7 septembre 1956 | 3 mai | 1960 |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | | 26 avril | 1962 a |
| OUGANDA | | 12 août | 1964 a |
| PAKISTAN | 7 septembre 1956 | 20 mars | 1958 |
| PAYS-BAS | 7 septembre 1956 | 3 décembre | 1957 |
| PÉROU | 7 septembre 1956 | | |
| PHILIPPINES | | 17 novembre | 1964 a |
| POLOGNE | 7 septembre 1956 | 10 janvier | 1963 |
| PORTUGAL | 7 septembre 1956 | 10 août | 1959 |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE ... | | 17 avril | 1958 a |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE .. | | 31 octobre | 1962 a |
| RÉPUBLIQUE DU VIET-NAM . | 7 septembre 1956 | | |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ³ | 7 septembre 1956 | 14 janvier | 1959 |
| RSS DE BIÉLORUSSIE | 7 septembre 1956 | 5 juin | 1957 |
| RSS D'UKRAINE | 7 septembre 1956 | 3 décembre | 1958 |
| RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE | | 28 novembre | 1962 a |
| ROUMANIE | 7 septembre 1956 | 13 novembre | 1957 |
| ROYAUME-UNI | 7 septembre 1956 | 30 avril | 1957 |
| SAINT-MARIN | 7 septembre 1956 | 29 août | 1967 |
| SIERRA LEONE | | 13 mars | 1962 d |
| SOUDAN | 7 septembre 1956 | 9 septembre | 1957 |
| SUÈDE | | 28 octobre | 1959 a |
| SUISSE | | 28 juillet | 1964 a |
| SYRIE ⁴ | | 17 avril | 1958 a |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 7 septembre 1956 | 13 juin | 1958 |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | | 11 avril | 1966 d |
| TUNISIE | | 15 juillet | 1966 a |
| TURQUIE | 28 juin 1957 | 17 juillet | 1964 |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES .. | 7 septembre 1956 | 12 avril | 1957 |
| YUGOSLAVIE | 7 septembre 1956 | 20 mai | 1958 |

Application territoriale

Déclarations faites lors de la ratification ou de l'adhésion (a), conformément au paragraphe 1 de l'article 12 de la Convention

| <i>Déclaration de :</i> | <i>Extension :</i> |
|--|---|
| AUSTRALIE 6 janvier 1958 | Tous territoires non autonomes, sous tutelle et autres territoires non métropolitains que l'Australie représente sur le plan international. |
| ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE .. 6 décembre 1967 a | Tous les territoires dont les États-Unis d'Amérique assurent les relations internationales. |

³ Une note accompagnant l'instrument de ratification contient une déclaration selon laquelle la Convention supplémentaire... s'applique également au *Land* de Berlin à compter de la date d'entrée en vigueur de la Convention pour la République fédérale d'Allemagne.

Eu égard à la déclaration précitée, des communications ont été adressées au Secrétaire général par les Gouvernements de

la Pologne, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, d'une part, et par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, d'autre part. En ce qui concerne la nature de ces communications, voir note 4, p. 45.

⁴ Adhésion de la République arabe unie. Voir note 3, p. 4.

| <i>Déclaration de :</i> | | | <i>Extension à :</i> |
|-------------------------|------------|---------------|---|
| FRANCE | 26 mai | 1964 | Tous les territoires de la République (France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer). |
| ITALIE | 12 février | 1958 | Territoire de la Somalie sous administration italienne. |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 26 avril | 1962 <i>a</i> | Iles Cook (y compris Nioué) et îles Tokelau. |
| PAYS-BAS | 3 décembre | 1957 | Surinam, Antilles néerlandaises et Nouvelle-Guinée néerlandaise. |
| ROYAUME-UNI | 30 avril | 1957 | Iles Anglo-Normandes et île de Man. |

Notifications faites conformément au paragraphe 2 de l'article 12 de la Convention

| <i>Notification du :</i> | | | <i>Extension à :</i> |
|--------------------------|-------------------------|------|--|
| ROYAUME-UNI | 6 septembre | 1957 | Aden, Antigua, îles Bahama, Bahreïn, Barbade, Bassoutoland, Bermudes, Betchouanaland, Bornéo du Nord, Brunei, Chypre, Etats sous le régime de traité (Abou-Dhabi, Adjman, Dabaï, Foujaïra, Ras-al-Khaïma, Chardja, Oumm-al-Qaïwain), îles Falkland, Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland ⁵ , îles Fidji, Gambie, Gibraltar, îles Gilbert et Ellice, Grenade, Guyane britannique, Honduras britannique, Hong-kong, Jamaïque, Katar, Kenya, Malte, île Maurice, Montserrat, Saint-Christophe-et-Nièves, Sainte-Hélène, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, protectorat des îles Salomon britanniques, Sarawak, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, protectorat de la Somalie britannique, Souaziland, Tanganyika, îles Vierges, Zanzibar. |
| | 18 octobre | 1957 | Dominique et Tonga. |
| | 21 octobre | 1957 | Koweït. |
| | 30 octobre | 1957 | Ouganda. |
| | 14 novembre | 1957 | Trinité-et-Tobago. |
| | 1 ^{er} juillet | 1958 | Fédération de la Nigéria. |

⁵ Voir note 16, p. 87.

CHAPITRE XIX. — PRODUITS DE BASE

I. Accord international de 1956 sur l'huile d'olive

Ouvert à la signature au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 15 novembre 1955 au 15 février 1956

TEXTE : Nations Unies, numéro de vente : 1956.II.D.1 (E/CONF.19/5).

Note. — L'Accord international de 1956 sur l'huile d'olive, qui a été élaboré à la première session de la Conférence des Nations Unies sur l'huile d'olive, à Genève du 3 au 17 octobre 1955, et qui a été ouvert à la signature au Siège de l'Organisation des Nations Unies, n'est pas entré en vigueur. Il a été modifié par le Protocole du 3 avril 1958 adopté à la deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur l'huile d'olive qui s'est tenue à Genève du 31 mars au 3 avril 1958. L'Accord international de 1956 sur l'huile d'olive, tel que modifié par ledit Protocole, est entré en vigueur le 26 juin 1959 et est venu à expiration le 30 septembre 1963, conformément aux dispositions de son article 37. Un nouvel accord, l'Accord international de 1963 sur l'huile d'olive, que la Conférence des Nations Unies sur l'huile d'olive a adopté le 20 avril 1963 à Genève (E/CONF.45/4), est déposé auprès du Gouvernement espagnol¹.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | <i>Ratification, adhésion (a)</i> |
|---------------|------------------|-----------------------------------|
| ESPAGNE | 29 juillet 1958 | |
| FRANCE | 14 février 1956 | |

Avec la déclaration suivante : "Le Gouvernement de la République française interprète l'alinéa 2 de l'article 11 du présent Accord comme ne s'opposant pas à l'application des dispositions de la législation ou de la réglementation internes, dans la mesure où ces dernières sont plus rigoureuses que celles de l'Accord."

| | | |
|----------------|-----------------|--------------------------|
| ITALIE | | 5 juin 1956 ^a |
| LIBYE | 14 février 1956 | |
| PORTUGAL | 15 février 1956 | |
| TUNISIE | 14 février 1956 | |

Une communication en date du 14 février 1956 du Gouvernement français a confirmé "que le Gouvernement tunisien tient à donner à l'alinéa 2 de l'article 11 de cet Accord la même interprétation que le Gouvernement français".

¹ Pour le texte de cet Accord, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 495, p. 3.

2. Protocole modifiant l'Accord international de 1956 sur l'huile d'olive

En date, à Genève, du 3 avril 1958

ENTRÉE EN VIGUEUR : 11 avril 1958, conformément à l'article 4.

ENREGISTREMENT : 29 mai 1958, n° 4355.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 302, p. 121.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | |
|---------------------------|------------------|------|
| ESPAGNE | 9 avril | 1958 |
| FRANCE | 3 avril | 1958 |
| ITALIE ¹ | 30 juillet | 1958 |
| PORTUGAL | 8 avril | 1958 |
| TUNISIE | 3 avril | 1958 |

¹ Le Représentant permanent de l'Italie auprès de l'Organisation des Nations Unies a fait savoir au Secrétaire général que la signature apposée, au nom du Gouvernement italien, au Protocole susmentionné est sujette à ratification parlementaire conformément à la procédure prévue par la Constitution italienne et aux pleins pouvoirs donnés à cet égard.

3. Accord international de 1956 sur l'huile d'olive

Ouvert à la signature au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 15 novembre 1955 au 15 février 1956, et modifié par le Protocole¹ en date, à Genève, du 3 avril 1958

ENTRÉE EN VIGUEUR : 26 juin 1959, conformément au paragraphe 5 de l'article 36.

ENREGISTREMENT : 26 juin 1959, n° 4806.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 336, p. 177.

EXTINCTION : 30 septembre 1963, conformément au paragraphe 1 de l'article 37.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Engagement en vertu de l'article 36.5</i> | | <i>Ratification, adhésion (a)</i> | |
|--------------------------------|----------------------|------|--|------|-----------------------------------|---------------|
| BELGIQUE | | | 21 avril | 1959 | 27 août | 1962 <i>a</i> |
| ESPAGNE | 9 avril | 1958 | 26 juin | 1959 | 29 septembre | 1959 |
| FRANCE ¹ | 3 avril | 1958 | | | 3 juin | 1959 |
| GRÈCE | 1 ^{er} août | 1958 | 23 avril | 1959 | 5 octobre | 1960 |
| ISRAËL | | | | | 10 septembre | 1958 <i>a</i> |
| ITALIE | | | 22 mai | 1959 | | |
| LIBYE | | | | | 2 septembre | 1959 <i>a</i> |
| MAROC | | | | | 11 août | 1958 <i>a</i> |
| PORTUGAL | 8 avril | 1958 | | | 9 juin | 1959 |
| ROYAUME-UNI ² | 31 juillet | 1958 | | | 19 juin | 1959 |
| TUNISIE | 3 avril | 1958 | 12 mai | 1959 | 18 mars | 1960 |

¹ Par une communication reçue le 16 janvier 1963, le Représentant permanent de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies a prié le Secrétaire général de bien vouloir prendre note, en sa qualité de dépositaire de l'Accord international sur l'huile d'olive, du fait que la France a reconnu l'indépendance de l'Algérie par la déclaration du 3 juillet 1962 et que les obligations qu'elle assume aux termes de l'Accord susmentionné se trouvent en conséquence modifiées.

² Avec les déclarations ci-après :

"1. Le Gouvernement de Sa Majesté interprète les articles 13 et 14 de l'Accord comme signifiant que le Gouvernement de Sa Majesté n'aurait et n'assumerait aucune responsabilité directe en ce qui concerne la propagande.

"2. Le Gouvernement de Sa Majesté considère que les dispositions de l'article 28 relatives au vote ne créent pas de précédent, mais découlent uniquement de la situation spéciale de l'industrie de l'huile d'olive."

4. Accord international de 1962 sur le café

Signé à New York le 28 septembre 1962¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : Provisoirement le 1^{er} juillet 1963, conformément au paragraphe 2 de l'article 64, et définitivement le 27 décembre 1963, conformément au paragraphe 1 de l'article 64.

ENREGISTREMENT : 1^{er} juillet 1963, n° 6791.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 469, p. 169, et vol. 515, p. 322 (Procès-verbal de rectification du texte russe authentique de l'Accord).

EXTINCTION : 30 septembre 1968, conformément au paragraphe 1 de l'article 71. Pour le texte du nouvel Accord international de 1968 sur le café, ouvert à la signature, à New York, du 18 au 31 mars 1968, voir p. 329.

| Etat | Signature | | Engagement | | Ratification | |
|------------------------------------|--------------|--------|----------------------------|------|------------------------------|--------|
| | | | en vertu de l'article 64.2 | | acceptation (A) adhésion (a) | |
| ARGENTINE | 28 septembre | 1962 | 15 mai | 1963 | 10 octobre | 1963 |
| AUSTRALIE | 23 novembre | 1962 | 3 avril | 1963 | 11 novembre | 1963 |
| AUTRICHE | 23 novembre | 1962 | | | 5 juillet | 1963 |
| BELGIQUE ² | 28 septembre | 1962 | 8 avril | 1963 | 29 juin | 1964 a |
| BOLIVIE | 28 septembre | 1962 | 29 juillet | 1963 | 24 octobre | 1967 a |
| BRÉSIL | 28 septembre | 1962 | 17 octobre | 1962 | 16 octobre | 1963 |
| BURUNDI | 28 septembre | 1962 | | | 4 décembre | 1962 |
| CAMEROUN | 28 septembre | 1962 | | | 24 mai | 1963 |
| CANADA | 16 octobre | 1962 | | | 20 novembre | 1962 |
| CHILI | 30 novembre | 1962 | 15 août | 1963 | | |
| CHYPRE | | | | | 2 novembre | 1967 a |
| COLOMBIE | 28 septembre | 1962 | 15 novembre | 1962 | 24 mai | 1963 |
| CONGO (BRAZZAVILLE) | | | | | 6 août | 1963 a |
| CONGO (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU) | 27 novembre | 1962 | 25 juillet | 1963 | 31 décembre | 1963 |
| COSTA RICA | 28 septembre | 1962 | 25 juillet | 1963 | 23 octobre | 1963 |
| CÔTE D'IVOIRE | 24 octobre | 1962 | | | 6 mai | 1963 |
| CUBA | 30 novembre | 1962 | 1 ^{er} février | 1963 | 21 août | 1963 |
| DAHOMÉY | | | | | 6 août | 1963 a |
| DANEMARK | 29 novembre | 1962 | 21 mai | 1963 | 27 décembre | 1963 |
| EL SALVADOR | 28 septembre | 1962 | 1 ^{er} mars | 1963 | 17 mai | 1963 |
| EQUATEUR | 28 novembre | 1962 | 1 ^{er} avril | 1963 | 30 décembre | 1963 |
| ESPAGNE | 28 septembre | 1962 | 9 juillet | 1963 | 18 octobre | 1963 |
| ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE | 28 septembre | 1962 | 24 juin | 1963 | 27 décembre | 1963 |
| ETHIOPIE | | | 17 août | 1963 | 2 décembre | 1964 a |
| FINLANDE | | | | | 18 août | 1964 a |
| FRANCE | 28 septembre | 1962 | | | 4 avril | 1963 |
| GABON | 12 octobre | 1962 | | | 14 novembre | 1962 |
| GHANA | | | | | 9 septembre | 1964 a |
| GUATEMALA | 28 septembre | 1962 | 5 mars | 1963 | 5 juin | 1963 |
| GUINÉE | 31 janvier | 1968 a | | | | |
| HAÏTI | 28 septembre | 1962 | 25 juillet | 1963 | 2 août | 1965 a |
| HONDURAS | 28 septembre | 1962 | 30 juillet | 1963 | 20 janvier | 1967 a |
| INDE | 29 novembre | 1962 | 29 juillet | 1963 | 19 novembre | 1963 |
| INDONÉSIE | 21 novembre | 1962 | 8 février | 1963 | 31 décembre | 1963 A |
| ISRAËL | | | | | 11 octobre | 1967 a |
| ITALIE | 28 septembre | 1962 | 28 septembre | 1962 | 18 février | 1966 a |
| JAMAÏQUE | | | | | 3 mai | 1967 a |
| JAPON | 28 septembre | 1962 | 10 mai | 1963 | 6 avril | 1964 a |
| KENYA | | | | | 15 décembre | 1966 a |

¹ Le texte de l'Accord a été élaboré par la Conférence des Nations Unies sur le café qui s'est tenue à New York du 9 juillet au 25 août 1962 et le 28 septembre 1962. Il a été approuvé par la Conférence dans sa résolution IV, résolution finale, adoptée le 28 septembre 1962. Pour le rapport résumant les travaux de la Conférence et les textes des résolutions qu'elle a adoptées, voir *Résumé des débats de la Conférence des Nations Unies sur le café, 1962* (E/CONF.42/8), publication des Nations Unies, numéro de vente : 63.II.D.1.

² Par des communications reçues les 27 juillet et 28 septembre 1964 respectivement, le Gouvernement luxembourgeois et le Gouvernement belge ont notifié au Secrétaire général que l'adhésion de la Belgique à cet Accord lie également le Luxembourg en vertu de l'article 5 de la Convention entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, établissant une union économique entre les deux pays, signée à Bruxelles le 25 juillet 1921.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | <i>Engagement en vertu de l'article 64.2</i> | <i>Ratification acceptation (A) adhésion (a)</i> |
|--|-------------------|--|--|
| LIBAN | 12 octobre 1962 | | |
| LIBÉRIA | | | 22 juin 1967 a |
| LUXEMBOURG ³ | 20 novembre 1962 | | 29 juin 1964 a |
| MADAGASCAR | 28 septembre 1962 | 29 janvier 1963 | 26 décembre 1963 |
| MEXIQUE | 28 septembre 1962 | 26 novembre 1962 | 1 ^{er} août 1963 |
| NICARAGUA | 29 octobre 1962 | 26 juin 1963 | 31 décembre 1963 |
| NIGÉRIA | 29 novembre 1962 | 12 mars 1963 | 21 juin 1963 |
| NORVÈGE | 30 novembre 1962 | | 30 octobre 1963 |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 29 novembre 1962 | | 23 décembre 1963 |
| OUGANDA | 21 novembre 1962 | 19 décembre 1962 | 16 avril 1963 |
| PANAMA | 8 novembre 1962 | | 4 juin 1963 |
| PARAGUAY | 29 avril 1968 a | | |
| PAYS-BAS | 30 novembre 1962 | 17 mai 1963 | 30 décembre 1963 |
| PÉROU | 28 septembre 1962 | | 4 avril 1963 |
| PORTUGAL | 29 novembre 1962 | 8 avril 1963 | 31 décembre 1963 |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | 16 novembre 1962 | 23 avril 1963 | 31 décembre 1963 |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE | 28 septembre 1962 | | 8 mai 1963 |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ⁴ | 19 novembre 1962 | 19 juillet 1963 | 13 août 1963 |
| RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE | 28 septembre 1962 | | 27 novembre 1962 |
| ROYAUME-UNI | 28 septembre 1962 | | 25 avril 1963 |
| RWANDA | 2 octobre 1962 | | 10 décembre 1962 |
| SIERRA LEONE | 30 novembre 1962 | 7 février 1963 | 27 novembre 1964 a |
| SUÈDE | 5 octobre 1962 | | 1 ^{er} juillet 1963 |
| SUISSE | 30 novembre 1962 | 25 juillet 1963 | 17 décembre 1964 a |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | | | 2 novembre 1965 a |
| TOGO | | 6 août 1963 | 31 décembre 1963 a |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | 30 novembre 1962 | 30 novembre 1962 | 31 décembre 1963 |
| TUNISIE | | | 18 novembre 1963 a |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES | 23 novembre 1962 | 26 juillet 1963 | 31 décembre 1963 |
| VENEZUELA | 28 septembre 1962 | 29 janvier 1963 | 27 août 1964 a |

Déclarations

CHILI

Ayant participé avec le plus grand intérêt aux délibérations de la Conférence des Nations Unies sur le café, 1962;

Reconnaissant avec satisfaction les efforts que l'Organisation des Nations Unies déploie pour résoudre les graves problèmes que posent aux pays en voie de développement les fluctuations constantes du cours des produits de base et, dans le cas particulier, le rôle décisif qu'elle a joué pour faire que les pays producteurs de café et les pays consommateurs de café se réunissent en conférence internationale en vue de convenir de mesures d'intérêt commun; et

Faisant remarquer que, bien que le Chili ne soit pas producteur de café et ne soit qu'un petit consommateur, il a participé à la Conférence internationale du café par solidarité avec les producteurs américains, dont l'économie dépend à un haut degré de leurs ventes de café et du cours du café sur le marché mondial,

Le Gouvernement chilien déclare qu'il approuve et signe l'Accord international de 1962 sur le café, pour manifester son amitié et sa solidarité aux pays américains producteurs de café et pour montrer combien il désire que, sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies et grâce à la coopération internationale, on trouve une solution permanente aux difficultés de la commercialisation des produits de base sur le marché mondial.

CUBA

Le Gouvernement cubain pratique la coopération économique internationale fondée sur l'égalité de droits et le respect mutuel entre les pays, et applique en particulier les accords destinés à stabiliser le marché des produits primaires.

Conformément à cette politique, Cuba a été partie à tous les accords et conventions adoptés jusqu'ici au sujet du café et a pris une part active à la Conférence des Nations Unies sur le café dont l'aboutissement a

d'Albanie, de la Bulgarie, de Cuba, de la Pologne, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, d'une part, et par les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de la République fédérale d'Allemagne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part. En ce qui concerne la nature de ces communications, voir note 4, p. 45.

³ Voir note 2, p. 326.

⁴ Il est stipulé dans une note accompagnant l'instrument de ratification que l'Accord s'appliquera également au Land de Berlin à compter de sa date d'entrée en vigueur pour la République fédérale d'Allemagne.

En égard à la déclaration précitée, des communications ont été adressées au Secrétaire général par les Gouvernements

été l'Accord international de 1962 sur le café, qu'il signe présentement.

Comme l'alinéa *a* du paragraphe 3 de l'article 47 de l'Accord déclare que les opérations des monopoles gouvernementaux ou des organismes officiels d'achat peuvent entraver, dans des proportions plus ou moins grandes, l'augmentation de la consommation du café, le Gouvernement cubain estime nécessaire de déclarer que ce passage ne peut pas être interprété comme s'appliquant au monopole du commerce extérieur de Cuba, car ce monopole est un instrument efficace de la politique de Cuba, qui est de développer son commerce avec tous les pays sur la base de l'avantage mutuel et du respect mutuel, indépendamment de leur régime économique, social ou politique, et qui est aussi de développer son économie nationale et de contribuer ainsi directement au relèvement du niveau de vie et de la consommation des masses, comme on peut le constater à Cuba dans le cas du café et de beaucoup d'autres produits primaires.

PANAMA

La Zone libre de Colón étant considérée comme en dehors du territoire douanier de la République, j'ai l'honneur de déclarer, en signant l'Accord international sur le café, que la République du Panama considère que le café qui est en transit dans la Zone libre de Colón est en transit international dans cette zone et que, par conséquent, ce café ne peut pas être considéré comme étant importé dans la République et réexporté de la République, mais qu'il ne peut être considéré que comme un produit en transit, qui vient de pays producteurs sur le contingent d'exportation desquels il doit être imputé, et va à des pays consommateurs sur le contingent d'importation desquels il doit être également imputé.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Pour ce qui est des dispositions du paragraphe 3 de l'article 47 de l'Accord, le Représentant permanent de la République socialiste tchécoslovaque vous serait obligé de bien vouloir faire savoir aux Etats Membres de l'Organisation que lesdites dispositions de l'Accord ne peuvent être interprétées comme s'appliquant aux opérations du monopole du commerce extérieur ni à certaines modalités du commerce intérieur qui font partie intégrante du système économique et juridique de la République socialiste tchécoslovaque.

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES

Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, désireux d'aider à étendre et à

renforcer la coopération économique entre les pays sur la base de l'égalité des droits et de l'avantage mutuel, appuie les mesures internationales destinées à stabiliser le marché des matières premières et des denrées alimentaires. Une telle politique sert les intérêts de tous les pays, en particulier ceux des pays économiquement sous-développés, dont l'économie dépend dans une large mesure de la situation du marché des matières premières et des denrées alimentaires.

L'Accord international sur le café étant le seul instrument international qui ait pour but de stabiliser le marché du café et de régler d'autres problèmes liés au café, le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, souhaitant contribuer à la réalisation de cet objectif, a signé cet Accord.

Comme le paragraphe 3 de l'article 47 de l'Accord déclare que les opérations des monopoles gouvernementaux ou des organismes officiels d'achat peuvent entraver, dans des proportions plus ou moins grandes, l'augmentation de la consommation du café, le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques estime nécessaire de déclarer que ce passage ne peut être interprété comme s'appliquant au monopole du commerce extérieur de l'URSS.

Le commerce extérieur de l'URSS se fait sous le régime du monopole d'Etat, institué par la Constitution de l'URSS et qui est une conséquence organique du système social et économique de l'URSS et en fait partie intégrante.

Le monopole du commerce extérieur a pour but d'avancer le développement économique du pays. L'histoire du commerce extérieur de l'Union soviétique, longue de près de 45 ans, confirme que le monopole du commerce extérieur de l'URSS assure le développement harmonieux de ses échanges extérieurs avec tous les pays, indépendamment de leur système social et de leur niveau de développement. Il suffit d'indiquer que l'URSS entretient des relations commerciales avec plus de 80 pays et qu'en 1961 le volume de ses échanges avec l'étranger (en prix comparables) avait presque doublé depuis 1955 et était près de dix fois celui de 1938. Loin d'entraver le développement du commerce extérieur, le monopole du commerce extérieur aide au contraire à l'avancer.

Il est inutile d'essayer de travestir le caractère et les buts du monopole du commerce extérieur de l'URSS : c'est chercher à induire en erreur les milieux officiels et les milieux d'affaires sur le caractère des relations économiques de l'URSS.

Application territoriale

| <i>Notification de :</i> | <i>Date de réception de la notification</i> |
|--------------------------|---|
| AUSTRALIE | 23 novembre 1962 |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 23 décembre 1963 |
| ROYAUME-UNI | 10 juillet 1963 |
| | 14 février 1966 |

Extension à :

Papua et Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée.
Iles Cook (y compris Nioué) et îles Tokelau.
Barbade⁵ et Kenya⁶.
Hong-kong.

⁵ Par une communication reçue le 25 mai 1967, le Gouvernement barbadien a informé le Secrétaire général que, eu égard au paragraphe 4 de l'article 67, la Barbade ne souhaite pas assumer les droits et obligations d'une Partie contractante

ni à continuer d'être Partie à l'Accord international sur le café.

⁶ Kenya a adhéré à l'Accord le 15 décembre 1966.

5. Accord international de 1968 sur le café

Ouvert à la signature, à New York, du 18 au 31 mars 1968¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : A titre provisoire le 1^{er} octobre 1968, conformément au paragraphe 2 de l'article 62, et à titre définitif le 30 décembre 1968, conformément au paragraphe 1 de l'article 62².

ENREGISTREMENT : 1^{er} octobre 1968, n° 9262.

TEXTE DE L'ACCORD : Organisation internationale du café, document ICC-11-26 (F) Rev.2, 28 février 1968.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | <i>Engagement en vertu de l'article 62 (2)</i> | <i>Ratification, acceptation (A), approbation (AA), adhésion (a)</i> |
|--|------------------|--|--|
| ARGENTINE | 18 mars 1968 | | 26 septembre 1968 |
| AUSTRALIE | | 26 septembre 1968 | |
| BELGIQUE | | 27 septembre 1968 | 30 décembre 1968 |
| BOLIVIE | 18 mars 1968 | 24 septembre 1968 | 11 octobre 1968 |
| BRÉSIL | 28 mars 1968 | | 17 septembre 1968 |
| BURUNDI | 30 mars 1968 | 30 septembre 1968 | 9 octobre 1968 |
| *CAMEROUN | 29 mars 1968 | | 21 août 1968 |
| CANADA | 29 mars 1968 | | 26 septembre 1968 |
| CHYPRE | 28 mars 1968 | | 26 septembre 1968 |
| COLOMBIE | 18 mars 1968 | 23 septembre 1968 | 20 décembre 1968 |
| *CONGO (BRAZZAVILLE) | 28 mars 1968 | 30 septembre 1968 | 12 décembre 1968 |
| CONGO (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU) | | 27 septembre 1968 | 30 décembre 1968 |
| COSTA RICA | 30 mars 1968 | | 27 septembre 1968 |
| *CÔTE D'IVOIRE | 26 mars 1968 | | 12 septembre 1968 AA |
| *DAHOMÉY | | 29 mars 1968 | 27 septembre 1968 |
| DANEMARK | 29 mars 1968 | 27 septembre 1968 | 16 décembre 1968 |
| EL SALVADOR | 28 mars 1968 | 11 septembre 1968 | 16 décembre 1968 |
| EQUATEUR | 28 mars 1968 | 15 août 1968 | |
| ESPAGNE | | 30 septembre 1968 | 1 ^{er} novembre 1968 |
| ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE .. | 21 mars 1968 | | 24 septembre 1968 |
| ETHIOPIE | 28 mars 1968 | 30 septembre 1968 | 30 décembre 1968 |
| FINLANDE | 29 mars 1968 | | 19 août 1968 AA |
| FRANCE | 28 mars 1968 | | 30 septembre 1968 |
| *GABON | 18 mars 1968 | 30 septembre 1968 | 23 décembre 1968 |
| GHANA | | 27 septembre 1968 | 30 septembre 1968 |
| GUATEMALA | 28 mars 1968 | 30 septembre 1968 | 30 décembre 1968 |
| GUINÉE | 28 mars 1968 | | 25 septembre 1968 |
| HAÏTI | 18 mars 1968 | 27 septembre 1968 | 16 décembre 1968 |
| HONDURAS | 18 mars 1968 | | |

* Etats qui ont fait savoir au Secrétaire général, conformément au paragraphe 1 de l'article 5 de l'Accord, qu'ils adhéraient à l'Organisation internationale du café en tant que membres du groupe de l'Organisation africaine et malgache du café (OAMCAF).

¹ L'Accord a été approuvé par le Conseil international du café dans sa résolution n° 164, adoptée le 19 février 1968 à la 23^e séance plénière de sa onzième session (3^e partie), tenue à Londres du 15 au 19 février 1968. Dans cette résolution, notant que l'Accord international de 1962 sur le café devait venir à expiration le 30 septembre 1968, et qu'en vertu des dispositions du paragraphe 2 de l'article 7 il avait été décidé de le reconduire sur la base d'un texte agréé, le Conseil a décidé, notamment, "d'approuver, afin qu'il soit soumis pour signature aux parties contractantes, le texte proposé pour l'Accord international de 1968 sur le café, tel qu'il figure dans les documents ICC-11-26, Rev.1 et ICC-11-26, Rev.1, Add.1 et tel qu'il a été modifié et rectifié par le document ICC-11-32, le texte définitif devant être authentifié par le Directeur exécutif en consultation avec un groupe de rédaction composé du Brésil, de la Colombie, des Etats-Unis et de l'OAMCAF".

Le 6 mars 1968, le Directeur exécutif de l'Organisation internationale du café a communiqué au Secrétaire général les versions anglaise, espagnole, française et portugaise du texte authentifié de l'Accord en le priant d'établir le texte faisant foi en langue russe. L'Accord a été ouvert à la signature dans les cinq langues faisant foi, à New York, le 18 mars 1968.

² Le 19 décembre 1968, le Conseil international du café a adopté la résolution n° 199 relative à l'entrée en vigueur de l'Accord, dans laquelle, notamment, ayant noté qu'un certain nombre de membres importateurs appliquant provisoirement l'Accord pourraient ne pas être en mesure de remplir les conditions requises par l'Article 62 avant le 31 décembre 1968, le Conseil a décidé que les membres importateurs appliquant provisoirement l'Accord en vertu de notifications faites conformément au paragraphe 2 de l'article 62 continueront à être considérés comme membres provisoires à compter du 1^{er} janvier 1969 jusqu'à la date du dépôt de leur instrument d'adhésion ou jusqu'au 31 mars 1969, si ledit instrument n'a pas été déposé à cette date, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 63 de l'Accord".

| Etat | Signature | | Engagement en vertu de l'article 62 (2) | Ratification, acceptation (A), approbation (AA), adhésion (a) |
|---|-----------|------|---|---|
| INDE | 30 mars | 1968 | 27 septembre 1968 | 31 décembre 1968 |
| INDONÉSIE | 28 mars | 1968 | | 26 septembre 1968 A |
| ISRAËL | 31 mars | 1968 | | 26 septembre 1968 |
| ITALIE | 28 mars | 1968 | 22 août 1968 | |
| JAMAÏQUE | 28 mars | 1968 | | 17 septembre 1968 |
| JAPON | 26 mars | 1968 | 6 septembre 1968 | |
| KENYA | 22 mars | 1968 | 6 septembre 1968 | 10 décembre 1968 |
| LIBÉRIA | | | | 18 juin 1968 |
| LUXEMBOURG | | | 26 septembre 1968 | |
| *MADAGASCAR | 25 mars | 1968 | | 8 août 1968 |
| MEXIQUE | 20 mars | 1968 | 21 août 1968 | 13 décembre 1968 |
| NICARAGUA | 29 mars | 1968 | | 30 septembre 1968 |
| NIGÉRIA | 18 mars | 1968 | | 18 juin 1968 |
| NORVÈGE | 29 mars | 1968 | 26 septembre 1968 | 23 décembre 1968 |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 27 mars | 1968 | | 7 août 1968 |
| OUGANDA | 28 mars | 1968 | 30 septembre 1968 | 14 octobre 1968 |
| PANAMA ³ | | | | 21 décembre 1968 a |
| PARAGUAY | | | 13 septembre 1968 | 27 décembre 1968 |
| PAYS-BAS ⁴ | 28 mars | 1968 | 16 septembre 1968 | 30 décembre 1968 |
| PÉROU | 30 mars | 1968 | 30 septembre 1968 | 25 octobre 1968 |
| PORTUGAL | 18 mars | 1968 | 23 août 1968 | 30 octobre 1968 |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | 20 mars | 1968 | 30 septembre 1968 | 20 décembre 1968 |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE | 26 mars | 1968 | | 30 septembre 1968 |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ⁵ | 28 mars | 1968 | | 11 septembre 1968 |
| RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE | 28 mars | 1968 | 30 septembre 1968 | 1 ^{er} octobre 1968 |
| ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD | 29 mars | 1968 | | 27 septembre 1968 |
| RWANDA | 21 mars | 1968 | 30 septembre 1968 | 31 décembre 1968 |
| SIERRA LEONE | | | 17 septembre 1968 | 11 décembre 1968 |
| SUÈDE | 29 mars | 1968 | | 30 septembre 1968 |
| SUISSE | 29 mars | 1968 | | 30 septembre 1968 |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 29 mars | 1968 | | 4 septembre 1968 AA |
| *TOGO | 27 mars | 1968 | 30 septembre 1968 | 29 novembre 1968 |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | 29 mars | 1968 | | 10 juillet 1968 |
| TUNISIE | 29 mars | 1968 | | |
| VENEZUELA | 28 mars | 1968 | 30 septembre 1968 | 18 décembre 1968 |

Déclarations

DANEMARK, FINLANDE, NORVEGE, SUEDE, SUISSE

A la 11^e Réunion du Conseil de l'Organisation internationale du café, le Groupe des pays importateurs a émis l'avis que les pays membres devraient prendre le plus grand soin de ne pas faire obstacle à la liberté de choix en ce qui concerne le transport du café, tout en respectant les obligations qui leur incombent en vertu de l'Accord international sur le café.

La politique déclarée du Gouvernement danois [finlandais] [norvégien] [suédois] [suisse] en matière de transport [les mots "en matière de transport" ne figurent pas dans la déclaration du Gouvernement suédois] repose sur le principe de la libre circulation des navires participant au commerce international selon les règles d'une concurrence libre et loyale. Il découle de ce principe que le transport international du café ne doit ni être rendu plus coûteux ni être gêné du fait des dispositions discriminatoires en matière de transport accor-

* Voir p. 329.

³ Les conditions d'adhésion de Panama ont été fixées par le Conseil international du café dans la résolution n° 192 en date du 16 décembre 1968, conformément à l'article 63 de l'Accord.

⁴ L'instrument de ratification stipule que l'Accord est ratifié pour le Royaume en Europe.

⁵ Dans une note accompagnant l'instrument de ratification, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a déclaré

que l'Accord "s'appliquera également au Land de Berlin à compter de la date à laquelle l'Accord entrera en vigueur pour la République fédérale d'Allemagne".

A propos de cette déclaration, des communications ont été adressées au Secrétaire général par les Gouvernements de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Pour le contenu de ces communications, voir note 4, p. 45.

dant des préférences aux compagnies de transport nationales. Il faut veiller au contraire à ce que le choix du mode de transport et du pavillon soit dicté uniquement par des considérations commerciales normales.

PAYS-BAS

A la 11^e Réunion du Conseil de l'Organisation internationale du café, le Groupe des Membres importateurs a émis l'avis que les membres de l'Organisation devraient prendre le plus grand soin de ne pas faire obstacle à la liberté de choix en ce qui concerne le transport du café, tout en respectant les obligations qui leur incombent en vertu de l'Accord international de 1968 sur le café.

La politique déclarée du Gouvernement néerlandais en matière de transport repose sur le principe de la libre circulation des navires participant au commerce international, selon les règles d'une concurrence libre et loyale. Il découle de ce principe que le transport international du café ne doit ni être rendu plus coûteux ni être gêné du fait de dispositions discriminatoires en matière de transport accordant des préférences aux compagnies de transport nationales. Il faut veiller au contraire à ce que le choix du mode de transport et du pavillon soit dicté uniquement par des considérations commerciales normales.

Le Gouvernement néerlandais exprime le ferme espoir que les gouvernements parties à l'Accord international de 1968 sur le café appuieront le principe de la liberté de choix en matière de transport et s'y conformeront.

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

Dans la note accompagnant son instrument de ratification, déposé auprès du Secrétaire général le 27 septembre 1968, le Gouvernement du Royaume-Uni de

Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a fait la déclaration suivante :

[Voir texte ci-dessous]

Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne déclare qu'il partage la position exposée dans la déclaration ci-dessus et demande au Secrétaire général d'en informer les Etats parties à l'Accord international de 1968 sur le café.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

A la onzième Réunion du Conseil de l'Organisation internationale du café, les pays consommateurs ont conjointement émis l'avis que les membres devraient prendre le plus grand soin de ne pas faire obstacle à la liberté de choix en ce qui concerne le transport du café, tout en respectant les obligations qui leur incombent en vertu de l'Accord international sur le café.

Le Gouvernement du Royaume-Uni estime que le recours à des pratiques discriminatoires en matière de transport, et notamment à celle qui consiste à réserver des chargements pour les compagnies nationales, ne peut que se traduire par une augmentation des coûts et par une perte d'efficacité dans le transport international du café. La politique adoptée par le Royaume-Uni en matière de transport repose sur le principe d'une concurrence libre et loyale et, conformément à cette politique, le Gouvernement du Royaume-Uni estime que, lorsqu'il s'agit du transport international du café, le choix du mode de transport et du pavillon devrait être dicté uniquement par des considérations commerciales normales.

Le Gouvernement du Royaume-Uni espère que les signataires de l'Accord international sur le café se rangeront à ce point de vue et s'abstiendront de prendre toute mesure qui pourrait limiter la liberté des navires, quel que soit le pavillon sous lequel ils naviguent, de participer sans restriction au commerce en question.

Application territoriale

| <i>Notification de :</i> | <i>Date de réception de la notification</i> | <i>Extension à :</i> |
|--------------------------|---|---|
| AUSTRALIE | 26 septembre 1968 | Papua et Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée. |
| ESPAGNE | 15 août 1968 | Territoires dont le Gouvernement espagnol assure les relations internationales. |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 7 août 1968 | Iles Cook, Nioué et îles Tokélaou. |
| ROYAUME-UNI | 27 septembre 1968 | Hong-kong. |

6. Accord international de 1968 sur le sucre

Ouvert à la signature, à New York, du 3 au 24 décembre 1968¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : Provisoirement le 1^{er} janvier 1969, conformément au paragraphe 2 de l'article 63.

ENREGISTREMENT : 1^{er} janvier 1969, n° 9369.

TEXTE DE L'ACCORD : Conférence des Nations Unies sur le sucre, 1968, document TD/SUGAR.7/10 et Corr.1.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | <i>Notification²</i> | <i>Ratification, acceptation (A), approbation (AA),</i> |
|---|------------------|---------------------------------|---|
| AFRIQUE DU SUD | 12 décembre 1968 | | 24 décembre 1968 |
| ARGENTINE | 24 décembre 1968 | 31 décembre 1968 | |
| AUSTRALIE | 17 décembre 1968 | 20 décembre 1968 | |
| BARBADE | 20 décembre 1968 | 24 décembre 1968 | |
| BRÉSIL | 18 décembre 1968 | 18 décembre 1968 | |
| CANADA | 19 décembre 1968 | | 23 décembre 1968 |
| CHINE | 16 décembre 1968 | 16 décembre 1968 | |
| COLOMBIE | 3 décembre 1968 | 31 décembre 1968 | |
| CUBA | 18 décembre 1968 | 18 décembre 1968 | |
| DANEMARK | 23 décembre 1968 | 23 décembre 1968 | |
| GUATEMALA | 18 décembre 1968 | 20 décembre 1968 | |
| GUYANE | 23 décembre 1968 | 24 décembre 1968 | |
| HONDURAS | 16 décembre 1968 | | |
| HONGRIE | 23 décembre 1968 | 30 décembre 1968 ² | |
| INDONÉSIE | 24 décembre 1968 | 30 décembre 1968 | |
| JAMAÏQUE | 3 décembre 1968 | | 27 décembre 1968 |
| JAPON | 23 décembre 1968 | 23 décembre 1968 | |
| KENYA | 18 décembre 1968 | | 30 décembre 1968 |
| MADAGASCAR | 23 décembre 1968 | 31 décembre 1968 | |
| MAURICE | 11 décembre 1968 | | 23 décembre 1968 A |
| MEXIQUE | 20 décembre 1968 | 27 décembre 1968 | |
| NICARAGUA | 23 décembre 1968 | 30 décembre 1968 | |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 23 décembre 1968 | | 23 décembre 1968 |
| PÉROU | 24 décembre 1968 | 31 décembre 1968 | |
| POLOGNE | 23 décembre 1968 | 23 décembre 1968 | |
| PORTUGAL | 20 décembre 1968 | 31 décembre 1968 | |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE | 18 décembre 1968 | 30 décembre 1968 | |
| ROYAUME-UNI | 20 décembre 1968 | 20 décembre 1968 | |
| SOUAZILAND | 23 décembre 1968 | 23 décembre 1968 | |
| SUÈDE | 20 décembre 1968 | 20 décembre 1968 ² | |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 23 décembre 1968 | 31 décembre 1968 | |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | 23 décembre 1968 | | 23 décembre 1968 |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES | 23 décembre 1968 | | 30 décembre 1968 A |
| VENEZUELA | 23 décembre 1968 | 27 décembre 1968 ² | |

Déclarations et réserves

CUBA

La signature au nom de la République de Cuba dudit Accord international de 1968 sur le sucre, dont l'ar-

ticle 40 et l'annexe B mentionnent la Chine (Taïwan), ne signifie aucunement, de la part du Gouvernement cubain, reconnaissance du Gouvernement de Tchang

¹ Le texte de l'Accord a été établi par la Conférence des Nations Unies sur le sucre de 1968, qui s'est tenue à Genève du 17 avril au 1^{er} juin 1968 et du 23 septembre au 24 octobre 1968. Il a été adopté par la Conférence à sa dernière séance plénière, tenue le 24 octobre 1968. Le texte de la résolution pertinente figure dans le document TD/SUGAR.7/9.

² Cette colonne mentionne les notifications prévues au paragraphe 1 de l'article 61, dans lesquelles il est indiqué, conformément au paragraphe 1 de l'article 62, que les gouvernements intéressés appliqueront l'Accord à titre provisoire; les notifications faites par les Gouvernements de la Hongrie, de la Suède et du Venezuela ne contiennent pas cette indication.

Kaï-chek sur le territoire de Taïwan ni reconnaissance du prétendu "Gouvernement nationaliste de Chine" comme gouvernement légal ou compétent de la Chine.

PEROU

En signant l'Accord international de 1968 sur le sucre, qu'il se propose de ratifier le moment venu, le Gouvernement péruvien tient à faire consigner ses réserves au sujet de toutes les dispositions de l'Accord qui peuvent porter atteinte au droit du Pérou de demander, sous réserve d'arrangements spéciaux, un accroissement de son contingent de vente de sucre lorsque des circonstances particulières entravent les exportations sur les marchés internationaux.

POLOGNE

La signature de l'Accord international sur le sucre, dont les dispositions mentionnent la Chine (Taïwan), ne peut en aucun cas être considérée comme impliquant que le Gouvernement de la République populaire de Pologne reconnaît l'autorité du Kouo-min-tang sur le territoire de Taïwan du prétendu "Gouvernement nationaliste chinois".

Le Gouvernement de la République populaire de Pologne considère que les dispositions des articles 13, 59 et 64 de l'Accord international sur le sucre, qui ont pour effet d'empêcher des Etats souverains de devenir parties à l'Accord ou de participer en tant qu'observateurs aux travaux de l'Organisation internationale du sucre, ont un caractère discriminatoire. Conformément au principe de l'égalité souveraine des Etats, l'Accord devrait être ouvert à la participation de tous les Etats sans discrimination ni restriction de quelque nature que ce soit.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

Etant donné que le Gouvernement du Royaume-Uni ne reconnaît pas les autorités de la Chine nationaliste comme constituant le Gouvernement légal de Chine, il ne saurait considérer la signature de l'Accord par un représentant de la Chine nationaliste comme une signature valable au nom de la Chine.

Application territoriale

| Notification de : | Date de réception de la notification |
|--------------------------------|---|
| AUSTRALIE | 20 décembre 1968 |
| ROYAUME-UNI ³ | 20 décembre 1968 |

³ Dans cette notification, le Gouvernement du Royaume-Uni a déclaré qu'elle était donnée sans préjudice du droit qu'il a d'étendre l'application de l'Accord à de nouveaux territoires à une date ultérieure, qu'il appliquera l'Accord à titre provisoire au nom des territoires cités ci-dessus, conformément au paragraphe 1 de l'article 62, et qu'il a l'intention, lors de la ratifi-

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

Réserve

Il est entendu qu'en raison du régime social et économique de l'URSS, les dispositions des articles de l'Accord qui concernent la limitation de la production, les stocks maximums et les stocks minimums de sucre et les subventions à la production et à l'exportation ne sont pas applicables à l'URSS.

Déclarations

a) Au cas où la Communauté économique européenne adhérerait à l'Accord, la participation de l'URSS audit Accord ne sera pas considérée comme impliquant que l'URSS reconnaît la Communauté économique européenne et ne fera naître aucune obligation pour l'URSS à l'égard de la Communauté.

b) Les dispositions des articles 4 et 66 de l'Accord, qui prévoient que les Parties contractantes peuvent étendre l'application de l'Accord à des territoires dont elles assurent les relations internationales, sont archaïques et incompatibles avec la Déclaration de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1960].

c) Les dispositions de l'Accord qui limitent la possibilité pour certains Etats de participer audit Accord sont incompatibles avec le principe universellement reconnu de l'égalité souveraine des Etats.

d) Etant donné que l'Accord fait mention de la Chine (continentale) et de la Chine (Taïwan), l'Union soviétique estime nécessaire de déclarer que la clique de Tchang Kaï-chek ne représente personne et n'est pas en droit de parler au nom de la Chine. Il n'y a qu'un seul Etat chinois — la République populaire de Chine.

e) A l'article 36 de l'Accord, le nom de la République démocratique allemande, de la République populaire démocratique de Corée et de la République démocratique du Viet-Nam est déformé.

f) La mention de la prétendue "République du Viet-Nam" à l'annexe B de l'Accord est illégale, étant donné que les autorités de Saïgon ne peuvent en aucun cas parler au nom du Viet-Nam.

Extension à :

Territoire du Papua et territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée.

Antigua, colonie des îles Gilbert-et-Ellice, Fidji, Gibraltar, Honduras britannique, îles Vierges britanniques, Montserrat, protectorat des îles Salomon britanniques, Seychelles, Sainte-Hélène.

La notification de l'Accord, d'exercer, en sa qualité de Partie contractante, les droits qui lui sont reconnus par l'article 4 et d'adresser au Secrétaire général, en vertu du paragraphe 3 de l'article 66, une notification pour demander qu'Antigua, Fidji, et le Honduras britannique deviennent membres séparément.

CHAPITRE XX. — OBLIGATIONS ALIMENTAIRES

1. Convention sur le recouvrement des aliments à l'étranger

Ouverte à la signature à New York le 20 juin 1956¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 25 mai 1957, conformément à l'article 14.

ENREGISTREMENT : 25 mai 1957, n° 3850.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 268, p. 3.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a)</i> | |
|---------------------------|----------------------|------|-----------------------------------|--------|
| AUTRICHE | 21 décembre | 1956 | | |
| BELGIQUE | | | 1 ^{er} juillet | 1966 a |
| BOLIVIE | 20 juin | 1956 | | |
| BRÉSIL | 31 décembre | 1956 | 14 novembre | 1960 |
| CAMBODGE | 20 juin | 1956 | | |
| CEYLAN | 20 juin | 1956 | 7 août | 1958 |
| CHILI | | | 9 janvier | 1961 a |
| CHINE ² | 4 décembre | 1956 | 25 juin | 1957 |
| COLOMBIE | 16 juillet | 1956 | | |
| CUBA | 20 juin | 1956 | | |
| DANEMARK | 28 décembre | 1956 | 22 juin | 1959 |
| EL SALVADOR | 20 juin | 1956 | | |
| EQUATEUR | 20 juin | 1956 | | |
| ESPAGNE | | | 6 octobre | 1966 a |
| FINLANDE | | | 13 septembre | 1962 a |
| FRANCE ³ | 5 septembre | 1956 | 24 juin | 1960 |
| GRÈCE | 20 juin | 1956 | 1 ^{er} novembre | 1965 |
| GUATEMALA | 26 décembre | 1956 | 25 avril | 1957 |
| HAÏTI | 21 décembre | 1956 | 12 février | 1958 |
| HAUTE-VOLTA | | | 27 août | 1962 a |
| HONGRIE | | | 23 juillet | 1957 a |
| ISRAËL | 20 juin | 1956 | 4 avril | 1957 |
| ITALIE | 1 ^{er} août | 1956 | 28 juillet | 1958 |
| MAROC | | | 18 mars | 1957 a |
| MEXIQUE | 20 juin | 1956 | | |
| MONACO | 20 juin | 1956 | 28 juin | 1961 |
| NIGER | | | 15 février | 1965 a |
| NORVÈGE | | | 25 octobre | 1957 a |
| PAKISTAN | | | 14 juillet | 1959 a |
| PAYS-BAS | 20 juin | 1956 | 31 juillet | 1962 |
| PHILIPPINES | 20 juin | 1956 | 21 mars | 1968 |
| POLOGNE | | | 13 octobre | 1960 a |

¹ La Convention a été adoptée et ouverte à la signature par la Conférence des Nations Unies sur les obligations alimentaires convoquée en vertu de la résolution 572 (XIX) du Conseil économique et social des Nations Unies, adoptée le 17 mai 1955. Pour le texte de cette résolution, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, dix-neuvième session, Supplément n° 1A (E/2730/Add.1)*, p. 5. La Conférence s'est réunie au Siège de l'Organisation des Nations Unies, du 29 mai au 20 juin 1956. Pour le texte de l'Acte final de la Conférence, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 268, p. 3.

² Eu égard à l'adhésion précitée, des communications ont été adressées au Secrétaire général par la Mission permanente de la Pologne auprès de l'Organisation des Nations Unies, d'une part, et par la Mission permanente de la Chine auprès de

l'Organisation des Nations Unies, d'autre part. En ce qui concerne la nature de ces communications, voir note 2, p. 127.

³ L'instrument de ratification contient la déclaration ci-après :

"a) La Convention s'applique aux territoires de la République française, à savoir : les départements métropolitains, les départements d'Algérie, les départements des Oases et de la Saoura, les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de la Réunion et les territoires d'outre-mer (Saint-Pierre-et-Miquelon, Côte des Somalis, archipel des Comores, Nouvelle-Calédonie et dépendances, Polynésie française) ;

"b) Son application pourra être étendue, par notification ultérieure, aux autres États de la Communauté ou à un ou plusieurs de ces États."

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a)</i> | |
|---|------------------|------|-----------------------------------|--------|
| PORTUGAL | | | 25 janvier | 1965 a |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | | | 15 octobre | 1962 a |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE . . | 20 juin | 1956 | | |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ⁴ | 20 juin | 1956 | 20 juillet | 1959 |
| SAINT-SIÈGE | 20 juin | 1956 | 5 octobre | 1964 |
| SUÈDE | 4 décembre | 1956 | 1 ^{er} octobre | 1958 |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | | | 3 octobre | 1958 a |
| TUNISIE | | | 16 octobre | 1968 a |
| YOUgoslavie | 31 décembre | 1956 | 29 mai | 1959 |

Déclarations et réserves

ISRAËL

Article 5

L'Autorité expéditrice transmettra, en application du paragraphe 1, toute décision provisoire ou définitive ou tout autre acte judiciaire d'ordre alimentaire intervenus en faveur du créancier dans un tribunal compétent d'Israël et, s'il est nécessaire et possible, le compte rendu des débats au cours desquels cette décision a été prise.

Article 10

Israël se réserve le droit :

a) De prendre les mesures nécessaires pour empêcher que des fonds ne soient transférés, en vertu de cet article, à d'autres fins que le paiement de bonne foi d'obligations alimentaires existantes;

b) De limiter le montant des sommes qui peuvent être transférées en application de cet article à ce qui est nécessaire pour assurer la subsistance du créancier.

PAYS-BAS

"Le Gouvernement du Royaume se réserve, pour ce qui concerne l'article premier de la Convention, que le recouvrement des aliments ne soit pas facilité en vertu de cet article si, lorsque le créancier et le débiteur se trouvent tous les deux aux Pays-Bas, respectivement au Surinam, aux Antilles néerlandaises ou en Nouvelle-Guinée néerlandaise, et qu'en vertu de la Loi sur l'Assistance des Pauvres une aide ou un arrangement analogue sont accordés, aucun recouvrement n'était en général récupéré pour cette aide sur le débiteur, eu égard aux circonstances du cas en question."

⁴ Par une note accompagnant l'instrument de ratification, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a déclaré que la Convention s'applique également au *Land* de Berlin.

Eu égard à la déclaration précitée, des communications ont été adressées au Secrétaire général par le Gouvernement de

Pour le moment, la Convention n'est ratifiée que pour le Royaume des Pays-Bas en Europe. Si, conformément à l'article 12, l'application de la Convention est, à un moment quelconque, étendue aux territoires du Royaume situés hors d'Europe, le Secrétaire général en sera informé. La notification contiendra dans ce cas toute réserve qui pourrait être faite en ce qui concerne l'un quelconque de ces territoires du Royaume.

SUEDE

"Article premier : La Suède se réserve le droit de rejeter, lorsque les circonstances liées au cas envisagé semblent l'imposer, les demandes de soutien légal qui viseraient l'obtention d'aliments de la part d'une personne entrée en Suède en qualité de réfugié politique.

"Article 9 : Seuls bénéficient des exemptions de frais et des facilités visées aux paragraphes 1 et 2 de l'article 9, lorsque l'action est intentée en Suède, les ressortissants d'un autre Etat partie à la présente Convention, ou les apatrides résidant dans un tel Etat ou encore quiconque jouirait toutefois de tels avantages en vertu d'un accord passé avec l'Etat dont il est ressortissant."

TUNISIE

"1. Les personnes habitant à l'étranger ne pourront prétendre aux avantages prévus par la Convention que dans les cas où elles seront considérées comme non-résidentes au regard de la réglementation des changes en vigueur en Tunisie.

"2. Un différend ne peut être porté devant la Cour internationale de Justice qu'avec l'accord de toutes les parties au différend."

l'Union des Républiques socialistes soviétiques, d'une part, et par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, d'autre part. En ce qui concerne la nature de ces communications, voir note 4, p. 45.

CHAPITRE XXI. — DROIT DE LA MER

1. Convention sur la mer territoriale et la zone contiguë

En date, à Genève, du 29 avril 1958¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 10 septembre 1964, conformément à l'article 29.

ENREGISTREMENT : 22 novembre 1964, n° 7477.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 516, p. 205.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a) notification de succession (d)</i> | |
|--------------------------|------------------|------|--|--------|
| AFGHANISTAN | 30 octobre | 1958 | | |
| AFRIQUE DU SUD | | | 9 avril | 1963 a |
| ARGENTINE | 29 avril | 1958 | | |
| AUSTRALIE | 30 octobre | 1958 | 14 mai | 1963 |
| AUTRICHE | 27 octobre | 1958 | | |
| BOLIVIE | 17 octobre | 1958 | | |
| BULGARIE | 31 octobre | 1958 | 31 août | 1962 |
| CAMBODGE | | | 18 mars | 1960 a |
| CANADA | 29 avril | 1958 | | |
| CEYLAN | 30 octobre | 1958 | | |
| CHINE | 29 avril | 1958 | | |
| COLOMBIE | 29 avril | 1958 | | |
| COSTA RICA | 29 avril | 1958 | | |
| CUBA | 29 avril | 1958 | | |
| DANEMARK | 29 avril | 1958 | 26 septembre | 1968 |
| ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE .. | 15 septembre | 1958 | 12 avril | 1961 |
| FINLANDE | 27 octobre | 1958 | 16 février | 1965 |
| GHANA | 29 avril | 1958 | | |
| GUATEMALA | 29 avril | 1958 | | |
| HAÏTI | 29 avril | 1958 | 29 mars | 1960 |
| HONGRIE | 31 octobre | 1958 | 6 décembre | 1961 |
| IRAN | 28 mai | 1958 | | |
| IRLANDE | 2 octobre | 1958 | | |
| ISLANDE | 29 avril | 1958 | | |
| ISRAËL | 29 avril | 1958 | 6 septembre | 1961 |
| ITALIE | | | 17 décembre | 1964 a |
| JAMAÏQUE | | | 8 octobre | 1965 d |
| JAPON | | | 10 juin | 1968 a |
| LIBÉRIA | 27 mai | 1958 | | |
| MADAGASCAR | | | 31 juillet | 1962 a |
| MALAISIE | | | 21 décembre | 1960 a |
| MALAWI | | | 3 novembre | 1965 a |
| MALTE | | | 19 mai | 1966 d |
| MEXIQUE | | | 2 août | 1966 a |
| NÉPAL | 29 avril | 1958 | | |
| NIGÉRIA | | | 26 juin | 1961 d |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 29 octobre | 1958 | | |
| OUGANDA | | | 14 septembre | 1964 a |

¹ Les quatre Conventions et le Protocole facultatif de signature, qui font l'objet du présent chapitre, ont été élaborés et ouverts à la signature par la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer. La Conférence a été convoquée aux termes de la résolution 1105 (XI) adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 21 février 1957, et s'est réunie à l'Office européen des Nations Unies, à Genève, du 24 février au 27 avril 1958. Pour le texte de ladite résolution, voir Do-

cuments officiels de l'Assemblée générale, onzième session, Supplément n° 17 (A/3572), p. 56. La Conférence a également adopté l'Acte final ainsi que neuf résolutions, dont on trouvera le texte dans Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 450, p. 11. Pour les documents préparatoires et le déroulement de la Conférence, voir *Documents officiels de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer*, vol. I à VII, publications des Nations Unies, numéro de vente : 58.V.4, vol. I à VII.

| Etat | Signature | Ratification, adhésion (a) notification de succession (d) | |
|---|------------------|--|--------|
| | | | |
| PAKISTAN | 31 octobre 1958 | | |
| PANAMA | 2 mai 1958 | | |
| PAYS-BAS | 31 octobre 1958 | 18 février | 1966 |
| PORTUGAL | 28 octobre 1958 | 8 janvier | 1963 |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE .. | 29 avril 1958 | 11 août | 1964 |
| RSS DE BIÉLORUSSIE | 30 octobre 1958 | 27 février | 1961 |
| RSS D'UKRAINE | 30 octobre 1958 | 12 janvier | 1961 |
| ROUMANIE | 31 octobre 1958 | 12 décembre | 1961 |
| ROYAUME-UNI | 9 septembre 1958 | 14 mars | 1960 |
| SAINT-SIÈGE | 30 avril 1958 | | |
| SÉNÉGAL | | 25 avril | 1961 a |
| SIERRA LEONE | | 13 mars | 1962 d |
| SUISSE | 22 octobre 1958 | 18 mai | 1966 |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 30 octobre 1958 | 31 août | 1961 |
| THAÏLANDE | 29 avril 1958 | 2 juillet | 1968 |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | | 11 avril | 1966 d |
| TUNISIE .. | 30 octobre 1958 | | |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES .. | 30 octobre 1958 | 22 novembre | 1960 |
| URUGUAY | 29 avril 1958 | | |
| VENEZUELA | 30 octobre 1958 | 15 août | 1961 |
| YOU'GOSLAVIE | 29 avril 1958 | 28 janvier | 1966 |

Déclarations et réserves²

BULGARIE

Article 20 : Le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie considère que les navires d'Etat jouissent de l'immunité dans les eaux territoriales étrangères et que, pour cette raison, les mesures prévues dans cet article ne peuvent leur être appliquées qu'avec le consentement de l'Etat dont le navire arbore le pavillon.

Article 23 (Sous-section D. Règle applicable aux navires de guerre) : Le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie considère que l'Etat riverain a le droit d'établir un régime d'autorisation pour le passage des navires de guerre étrangers dans ses eaux territoriales.

Réserves faites au moment de la ratification :

En ce qui concerne l'article 20 : "Le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie estime que les navires d'Etat dans la mer territoriale d'un autre Etat jouissent d'une immunité, aussi les mesures mentionnées au présent article ne sauraient-elles être appliquées qu'avec l'accord de l'Etat dont le navire bat pavillon."

En ce qui concerne l'article 23 (sous-section D. Règle applicable aux navires de guerre) : "Le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie estime que l'Etat riverain a le droit d'établir un régime d'autorisation pour le passage de navires de guerre étrangers dans sa mer territoriale."

COLOMBIE

La délégation colombienne déclare, aux fins de la Convention sur la mer territoriale et la zone contiguë,

² Pour les objections de certains Etats à plusieurs de ces déclarations et réserves, voir p. 340 à 342.

que l'article 98 de la Constitution de son pays subordonne le passage de troupes étrangères sur le territoire national à l'autorisation du Sénat et que, en vertu d'une interprétation par analogie, le passage des navires de guerre étrangers par les eaux territoriales colombiennes est également subordonné à cette autorisation.

HONGRIE

Articles 14 et 23 : Le Gouvernement de la République populaire de Hongrie estime que l'Etat riverain est en droit de subordonner à une autorisation préalable le passage de navires de guerre dans ses eaux territoriales.

Article 21 : Le Gouvernement de la République populaire de Hongrie estime que les dispositions figurant dans la sous-section B de la section III de la première partie de la Convention ne s'appliquent pas en règle générale aux navires d'Etat affectés à des fins commerciales, pour autant qu'elles portent atteinte aux immunités dont jouissent tous les navires d'Etat, commerciaux ou non commerciaux, dans les eaux territoriales étrangères. Par conséquent, les dispositions de la sous-section B qui limitent les immunités dont jouissent les navires d'Etat affectés à des fins commerciales ne sont applicables qu'avec le consentement de l'Etat dont le navire arbore le pavillon.

IRAN

"En signant la Convention sur la mer territoriale et la zone contiguë, je fais la réserve suivante :

Article 14 : Le Gouvernement iranien maintient l'exception d'incompétence opposée par sa délégation à la Conférence sur le droit de la mer, à la douzième séance plénière de la Conférence tenue le 24 avril 1958, contre les articles recommandés par la

Cinquième Commission de la Conférence et incorporés, en partie, à l'article 14 de cette Convention. Ainsi le Gouvernement iranien se réserve tous les droits en ce qui concerne le contenu de cet article qui touche les pays dépourvus de littoral."

ITALIE

Outre qu'il exercera le contrôle sur la zone de la haute mer contiguë à sa mer territoriale, aux fins prévues au paragraphe 1 de l'article 24, le Gouvernement de la République italienne se réserve le droit de surveiller la zone de mer adjacente à ses côtes sur une largeur de douze milles marins, en vue de prévenir et de réprimer les infractions aux règlements douaniers, en tout point de ladite zone où de telles infractions pourraient être commises.

MEXIQUE

Le Gouvernement du Mexique considère que les navires qui sont propriété d'Etat jouissent, quelle que soit l'utilisation qui en est faite, de l'immunité, et par conséquent il fait une réserve expresse aux dispositions de l'article 21, Sous-section C (Règles applicables aux navires d'Etat autres que les navires de guerre), en ce qui concerne leur application aux paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 19 et aux paragraphes 2 et 3 de l'article 20 de la Sous-section B (Règles applicables aux navires de commerce).

REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE DE BIELORUSSIE

Article 20 : "Le Gouvernement de la République socialiste soviétique de Biélorussie considère que les navires d'Etat jouissent de l'immunité dans les eaux territoriales étrangères et que, pour cette raison, les mesures prévues dans cet article ne peuvent leur être appliquées qu'avec le consentement de l'Etat dont le navire arbore le pavillon.

Article 23 (Sous-section D. Règle applicable aux navires de guerre) : Le Gouvernement de la République socialiste soviétique de Biélorussie considère que l'Etat riverain a le droit d'établir un régime d'autorisation pour les passages des navires de guerre étrangers dans ses eaux territoriales.

REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE D'UKRAINE

Article 20 : Le Gouvernement de la République socialiste soviétique d'Ukraine considère que les navires d'Etat jouissent de l'immunité dans les eaux territoriales étrangères et que, pour cette raison, les mesures prévues dans cet article ne peuvent leur être appliquées qu'avec le consentement de l'Etat dont le navire arbore le pavillon.

Article 23 (Sous-section D. Règle applicable aux navires de guerre) : Le Gouvernement de la République socialiste soviétique d'Ukraine considère que l'Etat riverain a le droit d'établir un régime d'autorisation pour le passage des navires de guerre étrangers dans ses eaux territoriales.

ROUMANIE

Article 20 : "Le Gouvernement de la République populaire roumaine estime que les navires d'Etat jouissent de l'immunité dans les eaux territoriales étrangères et que l'application des mesures prévues dans cet article peut avoir lieu pour ces navires seulement avec l'assentiment de l'Etat sous le pavillon duquel ils naviguent."

Article 23 : "Le Gouvernement de la République populaire roumaine estime que l'Etat riverain a le droit d'établir que le passage des navires de guerre étrangers par ses eaux territoriales est subordonné à une approbation préalable."

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

En déposant son instrument de ratification . . . , le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord déclare que, sauf les dispositions de toute autre notification distincte qui pourra être faite ultérieurement, la ratification de cette Convention au nom du Royaume-Uni ne vaut pas pour les Etats du golfe Persique qui jouissent de la protection britannique. L'application des conventions multilatérales auxquelles le Royaume-Uni devient partie n'est étendue à ces Etats que lorsque l'extension est demandée par le Souverain de l'Etat intéressé.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Article 14 et 23 : Etant donné que la Conférence n'a pas adopté d'article spécial pour le passage des navires de guerre étrangers dans la mer territoriale, le Gouvernement de la République tchécoslovaque estime nécessaire de souligner que les dispositions des articles 14 et 23 ne peuvent en aucune façon être interprétées comme donnant aux navires de guerre un droit de passage inoffensif dans la mer territoriale.

Article 21 : Le Gouvernement de la République tchécoslovaque estime qu'en vertu du droit international en vigueur, tous les navires d'Etat, sans distinction aucune, jouissent de l'immunité; en conséquence, il est opposé à l'application des articles 19 et 20 de la Convention aux navires d'Etat affectés à des fins commerciales.

TUNISIE

"Sous la réserve suivante : le Gouvernement de la République tunisienne ne se considère pas comme lié par les dispositions de l'article 16, paragraphe 4, de la présente Convention."

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

Article 20 : Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques considère que les navires d'Etat jouissent de l'immunité dans les eaux territoriales étrangères et que, pour cette raison, les mesures prévues dans cet article ne peuvent leur être appliquées qu'avec le consentement de l'Etat dont le navire arbore le pavillon.

Article 23 (Sous-section D. Règle applicable aux navires de guerre) : Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques considère que l'Etat riverain a le droit d'établir un régime d'autorisation pour le passage des navires de guerre étrangers dans ses eaux territoriales.

VENEZUELA

La République du Venezuela déclare, en signant la présente Convention, qu'en ce qui concerne l'article 12

il existe des circonstances spéciales qui devront être prises en considération pour les régions suivantes : golfe de Paria et zones adjacentes à ce golfe ; région comprise entre les côtes vénézuéliennes et l'île d'Aruba ; et le golfe de Venezuela.

Réserve faite au moment de la ratification :

... avec réserve expresse concernant l'article 12 et les paragraphes 2 et 3 de l'article 24 de ladite Convention.

Objections³

AUSTRALIE

... Je suis chargé par mon gouvernement de faire consigner ses objections formelles aux réserves ci-après qui ont été formulées au nom d'autres Etats à propos de la Convention sur la mer territoriale et la zone contiguë :

a) La déclaration faite par le Venezuela au sujet de l'article 12 lors de la signature et la réserve que cet Etat a formulée à propos dudit article lors de la ratification ;

b) La réserve faite par l'Iran à propos de l'article 14 lors de la signature ;

c) Les réserves faites par la Tchécoslovaquie et la Hongrie à propos des articles 14 et 23 lors de la signature et confirmées lors de la ratification ;

d) La réserve faite par la Tunisie, lors de la signature, à propos du paragraphe 4 de l'article 16 ;

e) La réserve que la Tchécoslovaquie a faite, lors de la signature à propos de l'application des articles 19 et 20 aux navires d'Etat affectés à des fins commerciales, et qu'elle a confirmée lors de la ratification ;

f) Les réserves faites par la Bulgarie à propos de l'article 20 lors de la signature et de la ratification ;

g) Les réserves faites à propos de l'article 20 par la République socialiste soviétique de Biélorussie, la République socialiste soviétique d'Ukraine, la Roumanie et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, lors de la signature, et confirmées lors de la ratification ;

h) La réserve faite par la Hongrie à propos de l'article 21, lors de la signature, et confirmée lors de la ratification ;

i) Les réserves faites par la Bulgarie à propos de l'article 23, lors de la signature et de la ratification ;

j) Les réserves faites à propos de l'article 23 par la République socialiste soviétique de Biélorussie, la République socialiste soviétique d'Ukraine, la Roumanie et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, lors de la signature, et confirmées lors de la ratification ;

k) La réserve faite par le Venezuela à propos des paragraphes 2 et 3 de l'article 24, lors de la ratification.

Si, du point de vue juridique, les opinions ci-dessus qui concernent l'article 23 ont le caractère de déclarations et non de réserves proprement dites, les objec-

tions formulées par mon gouvernement devront être considérées comme indiquant qu'il n'approuve pas les dites opinions.

31 janvier 1968

Le Gouvernement australien entend formuler expressément une objection à la réserve faite par le Gouvernement mexicain.

DANEMARK

Le Gouvernement danois déclare qu'il ne peut accepter :

Les réserves à l'article 14 faites par les Gouvernements hongrois et tchécoslovaque ;

La réserve à l'article 16, paragraphe 4, faite par le Gouvernement tunisien ;

La réserve à l'article 19 faite par le Gouvernement tchécoslovaque ;

Les réserves à l'article 20 faites par les Gouvernements de la Bulgarie, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie, et les réserves à l'article 21 faites par les Gouvernements hongrois, mexicain et tchécoslovaque.

Les objections susmentionnées n'empêchent pas la Convention d'entrer en vigueur, conformément à l'article 29, entre le Danemark et les Parties contractantes intéressées.

ETATS-UNIS D'AMERIQUE⁴

19 septembre 1962

Les Etats-Unis d'Amérique ne jugent pas acceptables les réserves suivantes :

⁴ Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a adressé le 27 octobre 1967 au Secrétaire général la communication suivante qui a trait à celles qu'il avait déjà communiquées au sujet de ratifications et adhésions intéressant les Conventions sur le droit de la mer et assorties de réserves inacceptables pour les Etats-Unis d'Amérique :

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a reçu une demande de renseignements concernant l'applicabilité de plusieurs des Conventions de Genève de 1958 sur le droit de la mer entre les Etats-Unis et des Etats qui ont ratifié ces Conventions ou qui y ont adhéré avec des réserves que les Etats-Unis ont jugé inacceptables. Le Gouvernement des Etats-Unis tient à préciser qu'il a considéré et qu'il continuera de considérer toutes les Conventions de Genève de 1958 sur le droit de la mer comme étant en vigueur entre lui-même et tous les autres Etats qui ont ratifié ces Conventions ou qui ont adhéré, y compris les Etats qui ont ratifié ces Conventions ou qui y ont adhéré avec des réserves inacceptables pour les Etats-Unis. Pour ce qui est des Etats qui ont ratifié ces Conventions ou

³ La date de réception par le Secrétaire général figure au-dessus du texte de chaque communication notifiant des objections autres que celles formulées lors de la ratification ou de l'adhésion.

1. Les réserves faites par le Gouvernement tchécoslovaque à l'article 19, par le Gouvernement bulgare, le Gouvernement de la République socialiste soviétique de Biélorussie, le Gouvernement de la République socialiste soviétique d'Ukraine, le Gouvernement roumain, le Gouvernement tchécoslovaque et le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques à l'article 20, et par la Hongrie à l'article 21.

2. La réserve faite par le Gouvernement de la République tunisienne au paragraphe 4 de l'article 16.

3. La réserve faite par le Gouvernement vénézuélien à l'article 12 et aux paragraphes 2 et 3 de l'article 24.

17 juin 1965

La réserve faite par le Gouvernement italien dans son instrument d'adhésion.

28 septembre 1966

La réserve faite par le Gouvernement mexicain dans son instrument d'adhésion.

ISRAEL

J'ai reçu pour instructions de déclarer que le Gouvernement israélien fait formellement objection à toutes les réserves et déclarations formulées à l'occasion de la signature ou de la ratification de la Convention sur la mer territoriale et la zone contiguë et de la Convention sur la haute mer ou à l'occasion de l'adhésion auxdites Conventions, et qui sont incompatibles avec les buts et l'objet de ces Conventions. L'objection vaut en particulier pour la déclaration ou réserve que la Tunisie, lors de la signature, a formulée en ce qui concerne le paragraphe 4 de l'article 16 de la première des Conventions susmentionnées.

JAPON

1. En déposant l'instrument d'adhésion à la Convention sur la mer territoriale et la zone contiguë, le Gouvernement japonais tient à déclarer qu'il ne juge pas recevable une déclaration unilatérale, quelle qu'en soit la forme, faite par un Etat lors de la signature ou de la ratification de la Convention sur la mer territoriale et la zone contiguë ou de l'adhésion à ladite Convention, qui vise à soustraire ledit Etat aux effets juridiques des dispositions de cette Convention ou à modifier ces effets en ce qui le concerne.

2. Le Gouvernement japonais juge notamment irrecevables les réserves ci-après :

a) Les réserves faites par le Gouvernement tchécoslovaque à l'article 19 par les Gouvernements de la Bulgarie, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques à l'article 20, et par le Gouvernement hongrois à l'article 21.

qui y ont adhéré avec des réserves inacceptables pour les Etats-Unis, le Gouvernement des Etats-Unis considère que ces Conventions sont en vigueur entre lui-même et chacun de ces Etats, sauf que les dispositions faisant l'objet de ces réserves n'y portent pas atteinte. Les Etats-Unis considèrent qu'une telle application de Conventions n'emporte en aucune façon l'appropriation du fond de l'une quelconque des réserves en question de la part des Etats-Unis.

b) La réserve faite par le Gouvernement tunisien au paragraphe 4 de l'article 16.

La réserve à l'article 24 faite par le Gouvernement italien dans son instrument d'adhésion.

La réserve à l'article 21 faite par le Gouvernement mexicain dans son instrument d'adhésion.

MADAGASCAR

La République malgache fait formellement objection à toutes les réserves et déclarations formulées à l'occasion de la signature ou de la ratification de la Convention sur la mer territoriale et la zone contiguë ou à l'occasion de l'adhésion à ladite Convention, et qui sont incompatibles avec les buts et objets de cette Convention.

L'objection vaut en particulier pour les déclarations ou réserves faites par la Bulgarie, la Colombie, la Hongrie, la République socialiste soviétique de Biélorussie, la République socialiste soviétique d'Ukraine, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Tunisie et l'Union des Républiques socialistes soviétiques au texte de la Convention sur la mer territoriale et la zone contiguë.

PAYS-BAS

En déposant son instrument de ratification de la Convention sur la mer territoriale et la zone contiguë, en date, à Genève, du 29 avril 1958, le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas déclare ne pouvoir accepter :

Les réserves formulées par le Gouvernement tchécoslovaque au sujet de l'article 19, par les Gouvernements de la Bulgarie, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques au sujet de l'article 20, et par les Gouvernements hongrois et tchécoslovaque au sujet de l'article 21 ;

Les réserves à l'article 14 formulées par le Gouvernement iranien ;

La déclaration du Gouvernement colombien, dans la mesure où elle équivaut à une réserve à l'article 14 ;

La réserve au paragraphe 4 de l'article 16 formulée par le Gouvernement de la République tunisienne ;

Les déclarations faites par les Gouvernements de la Bulgarie, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de la Roumanie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques au sujet de l'article 23, et les déclarations faites par les Gouvernements hongrois et tchécoslovaque au sujet des articles 14 et 23, dans la mesure où ces déclarations équivalent à des réserves auxdits articles ;

La réserve au paragraphe 1 de l'article 24 formulée par le Gouvernement de la République italienne.

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas réserve tous ses droits en ce qui concerne les réserves à l'article 12 et aux paragraphes 2 et 3 de l'article 24 que le Gouvernement vénézuélien a formulées au moment où il a ratifié la présente Convention.

17 mars 1967

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas déclare ne pouvoir accepter la réserve faite par le Gouvernement mexicain.

PORTUGAL

27 décembre 1966

Le Gouvernement portugais ne peut accepter les réserves proposées par le Gouvernement mexicain aux termes desquelles les navires d'Etat échapperaient à l'application des dispositions contenues dans la Convention, quelle que soit l'utilisation qui en est faite.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

6 novembre 1959

Le Gouvernement de Sa Majesté tient à déclarer qu'il fait formellement objection aux réserves et déclarations ci-après :

a) Les réserves faites par le Gouvernement tchécoslovaque à l'article 19, par les Gouvernements de la Bulgarie, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques à l'article 20, et par la Hongrie à l'article 21.

b) La réserve à l'article 14 faite par le Gouvernement iranien.

c) La réserve à l'article 16, paragraphe 4, faite par le Gouvernement de la République tunisienne.

5 avril 1962

Les réserves faites par le Gouvernement vénézuélien à l'article 12 et aux paragraphes 2 et 3 de l'article 24.

2 novembre 1966

La réserve à l'article 21 de la sous-section C que le Gouvernement mexicain a faite dans son instrument d'adhésion.

THAILANDE

Lors du dépôt de l'instrument de ratification, le Gouvernement thaïlandais a fait objection aux réserves ci-après :

1. Les réserves à l'article 20 faites par les Gouvernements de la Bulgarie, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de la Roumanie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

2. Les réserves à l'article 21 faites par les Gouvernements hongrois, mexicain et tchécoslovaque.

3. Les réserves à l'article 23 faites par les Gouvernements de la Bulgarie, de la Colombie, de la Hongrie, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

2. Convention sur la haute mer

En date, à Genève, du 29 avril 1958¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 30 septembre 1962, conformément à l'article 34.

ENREGISTREMENT : 3 janvier 1963, n° 6465.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 450, p. 11.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a) notification de succession (d)</i> | |
|--|------------------|------|--|---------------|
| AFGHANISTAN | 30 octobre | 1958 | 28 avril | 1959 |
| AFRIQUE DU SUD | | | 9 avril | 1963 <i>a</i> |
| ALBANIE | | | 7 décembre | 1964 <i>a</i> |
| ARGENTINE | 29 avril | 1958 | | |
| AUSTRALIE | 30 octobre | 1958 | 14 mai | 1963 |
| AUTRICHE | 27 octobre | 1958 | | |
| BOLIVIE | 17 octobre | 1958 | | |
| BULGARIE | 31 octobre | 1958 | 31 août | 1962 |
| CAMBODGE | | | 18 mars | 1960 <i>a</i> |
| CANADA | 29 avril | 1958 | | |
| CEYLAN | 30 octobre | 1958 | | |
| CHINE | 29 avril | 1958 | | |
| COLOMBIE | 29 avril | 1958 | | |
| COSTA RICA | 29 avril | 1958 | | |
| CUBA | 29 avril | 1958 | | |
| DANEMARK | 29 avril | 1958 | 26 septembre | 1968 |
| ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE .. | 15 septembre | 1958 | 12 avril | 1961 |
| FINLANDE | 27 octobre | 1958 | 16 février | 1965 |
| FRANCE | 30 octobre | 1958 | | |
| GHANA | 29 avril | 1958 | | |
| GUATEMALA | 29 avril | 1958 | 27 novembre | 1961 |
| HAÏTI | 29 avril | 1958 | 29 mars | 1960 |
| HAUTE-VOLTA | | | 4 octobre | 1965 <i>a</i> |
| HONGRIE | 31 octobre | 1958 | 6 décembre | 1961 |
| INDONÉSIE | 8 mai | 1958 | 10 août | 1961 |
| IRAN | 28 mai | 1958 | | |
| IRLANDE | 2 octobre | 1958 | | |
| ISLANDE | 29 avril | 1958 | | |
| ISRAËL | 29 avril | 1958 | 6 septembre | 1961 |
| ITALIE | | | 17 décembre | 1964 <i>a</i> |
| JAMAÏQUE | | | 8 octobre | 1965 <i>d</i> |
| JAPON | | | 10 juin | 1968 <i>a</i> |
| LIBAN | 29 avril | 1958 | | |
| LIBÉRIA | 27 mai | 1958 | | |
| MADAGASCAR | | | 31 juillet | 1962 <i>a</i> |
| MALAISIE | | | 21 décembre | 1960 <i>a</i> |
| MALAWI | | | 3 novembre | 1965 <i>a</i> |
| MEXIQUE | | | 2 août | 1966 <i>a</i> |
| NÉPAL | 29 avril | 1958 | 28 décembre | 1962 |
| NIGÉRIA | | | 26 juin | 1961 <i>d</i> |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 29 octobre | 1958 | | |
| OUGANDA | | | 14 septembre | 1964 <i>a</i> |
| PAKISTAN | 31 octobre | 1958 | | |
| PANAMA | 2 mai | 1958 | | |
| PAYS-BAS | 31 octobre | 1958 | 18 février | 1966 |
| POLOGNE | 31 octobre | 1958 | 29 juin | 1962 |
| PORTUGAL | 28 octobre | 1958 | 8 janvier | 1963 |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE .. | | | 15 octobre | 1962 <i>a</i> |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE .. | 29 avril | 1958 | 11 août | 1964 |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE | 30 octobre | 1958 | | |

¹ Voir note 1, p. 337.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a) notification de succession (d)</i> | |
|---|------------------|------|--|--------|
| RSS DE BIÉLORUSSIE | 30 octobre | 1958 | 27 février | 1961 |
| RSS D'UKRAINE | 30 octobre | 1958 | 12 janvier | 1961 |
| ROUMANIE | 31 octobre | 1958 | 12 décembre | 1961 |
| ROYAUME-UNI | 9 septembre | 1958 | 14 mars | 1960 |
| SAINT-SIÈGE | 30 avril | 1958 | | |
| SÉNÉGAL | | | 25 avril | 1961 a |
| SIERRA LEONE | | | 13 mars | 1962 d |
| SUISSE | 24 mai | 1958 | 18 mai | 1966 |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 30 octobre | 1958 | 31 août | 1961 |
| THAÏLANDE | 29 avril | 1958 | 2 juillet | 1968 |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | | | 11 avril | 1966 d |
| TUNISIE | 30 octobre | 1958 | | |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES .. | 30 octobre | 1958 | 22 novembre | 1960 |
| URUGUAY | 29 avril | 1958 | | |
| VENEZUELA | 30 octobre | 1958 | 15 août | 1961 |
| YUGOSLAVIE | 29 avril | 1958 | 28 janvier | 1966 |

Déclarations et réserves²

ALBANIE

Article 9 : Le Gouvernement de la République populaire d'Albanie considère qu'en vertu des principes bien connus du droit international, tous les navires d'Etat sans exception qui appartiennent à un Etat ou qui sont exploités par lui, quel que soit le but en vue duquel ils sont utilisés, ne sont soumis qu'à la juridiction de l'Etat sous le pavillon duquel ils naviguent.

Déclaration : Le Gouvernement de la République populaire d'Albanie déclare que la définition de la piraterie telle qu'elle est formulée dans la Convention n'est pas conforme au droit international actuel et ne répond pas à la nécessité d'assurer la liberté de navigation en haute mer."

BULGARIE

Article 9 : Le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie considère que le principe du droit international selon lequel un navire n'est soumis en haute mer qu'à la juridiction de l'Etat sous le pavillon duquel il navigue s'applique sans limitation d'aucune sorte à tous les navires d'Etat.

Déclaration : Le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie considère que la définition de la piraterie donnée dans la Convention ne mentionne pas certains actes qui doivent être considérés comme actes de piraterie selon le droit international actuel et ne répond pas à la nécessité d'assurer la liberté de navigation sur les routes maritimes internationales.

Réserve et déclaration faites au moment de la ratification :

Réserve en ce qui concerne l'article 9 : "Le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie estime que le principe du droit international en vertu duquel le navire en haute mer se trouve sous la juridiction de l'Etat dont il bat pavillon s'applique, sans aucune restriction, à tous les navires d'Etat."

Déclaration : "Le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie estime que la définition de la

piraterie dans la Convention ne couvre pas certains actes qui doivent être considérés comme actes de piraterie selon le droit international moderne et qu'elle ne répond pas aux intérêts de la garantie de la liberté de la navigation sur les voies maritimes internationales."

HONGRIE

Article 9 : Le Gouvernement de la République populaire de Hongrie estime que, selon les règles générales du droit international, les navires appartenant à un Etat ou exploités par lui et affectés à un service gouvernemental, commercial ou non commercial, jouissent en haute mer de la même immunité que les navires de guerre.

Déclaration : Le Gouvernement de la République populaire de Hongrie déclare que la définition de la piraterie donnée dans la Convention n'est pas conforme au droit international actuel et ne répond pas à la nécessité d'assurer la liberté de navigation en haute mer.

INDONESIE

Réserve faite au moment de la ratification :

... les mots "mer territoriale" et "eaux intérieures" figurant dans la Convention sont, en ce qui concerne la République d'Indonésie, interprétés conformément à l'article premier du décret gouvernemental tenant lieu de loi (décret n° 4 de l'année 1960 [Journal officiel 1960, n° 22]), relatif aux eaux indonésiennes, qui, conformément à l'article premier de la loi n° 1 de l'année 1961 (Journal officiel 1961, n° 3) relative à la mise en vigueur de toutes les lois d'urgence et de tous les décrets gouvernementaux tenant lieu de loi qui ont été promulgués avant le 1^{er} janvier 1961, est devenu loi, ledit article premier étant conçu comme suit :

Article premier

1. Par eaux indonésiennes il faut entendre la mer territoriale et les eaux intérieures de l'Indonésie.

2. Par mer territoriale indonésienne il faut entendre une bande de mer de 12 milles marins de large dont la limite extérieure est mesurée perpendiculairement aux lignes de base, ou à des points des lignes de base,

² Pour les objections de certains Etats à plusieurs de ces déclarations et réserves, voir p. 346 à 348.

qui consistent en lignes droites joignant les points extérieurs de la laisse de basse mer le long des îles extérieures, ou d'une partie des îles extérieures qui font partie du territoire indonésien, étant entendu que pour ce qui est des détroits ayant une largeur de 24 milles marins au plus et dont l'Indonésie n'est pas le seul Etat riverain, la limite extérieure de la mer territoriale indonésienne sera tracée au milieu du détroit.

3. Par eaux intérieures indonésiennes il faut entendre toutes les eaux se trouvant à l'intérieur des lignes de base visées au paragraphe 2.

4. Un mille marin est égal à la longueur d'un arc d'une minute comptée sur le méridien.

IRAN

"En signant la Convention sur la haute mer, je fais les réserves suivantes :

Article 2 : En ce qui concerne la phrase "aucun Etat ne peut légitimement prétendre en soumettre une partie quelconque à sa souveraineté", il est bien entendu que cette interdiction ne s'applique pas au plateau continental régi par l'article 2 de la Convention sur le plateau continental.

Articles 2, 3 et 4 : Le Gouvernement iranien maintient l'exception d'incompétence opposée par sa délégation à la Conférence sur le droit de la mer, à la douzième séance plénière de la Conférence, tenue le 24 avril 1958, contre les articles recommandés par la Cinquième Commission de la Conférence et incorporés dans ces articles de la Convention sur la haute mer. Ainsi le Gouvernement de l'Iran se réserve tous les droits en ce qui concerne le contenu de ces articles qui touche les pays dépourvus de littoral.

Articles 2, paragraphe 3; article 26, paragraphes 1 et 2 : Les stipulations de ces articles traitant de la pose des câbles et des pipe-lines sous-marins seront sujettes à l'autorisation de l'Etat riverain en ce qui concerne le plateau continental."

MEXIQUE

Le Gouvernement du Mexique fait une réserve expresse aux dispositions de l'article 9, étant donné qu'il considère que les navires qui sont propriété d'Etat jouissent de l'immunité, quelle que soit l'utilisation qui en est faite. Il n'accepte donc pas la limitation formulée audit article, qui ne reconnaît l'immunité de juridiction en haute mer qu'aux navires appartenant à un Etat ou exploités par lui et affectés seulement à un service gouvernemental non commercial.

POLOGNE

Article 9 : Le Gouvernement de la République populaire de Pologne considère que la règle formulée dans l'article 9 s'applique à tous les navires appartenant à un Etat ou exploités par lui.

Déclaration : Le Gouvernement de la République populaire de Pologne considère que la définition de la piraterie donnée dans la Convention ne correspond pas entièrement à l'état actuel du droit international en la matière.

REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE DE BIELORUSSIE

Article 9 : Le Gouvernement de la République socialiste soviétique de Biélorussie considère que le principe du droit international selon lequel un navire n'est soumis en haute mer qu'à la juridiction de l'Etat sous le pavillon duquel il navigue s'applique sans limitation d'aucune sorte à tous les navires d'Etat.

Déclaration : Le Gouvernement de la République socialiste soviétique de Biélorussie considère que la définition de la piraterie donnée dans la Convention ne mentionne pas certains actes qui doivent être considérés comme actes de piraterie selon le droit international actuel et ne répond pas à la nécessité d'assurer la liberté de navigation sur les routes maritimes internationales.

REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE D'UKRAINE

Article 9 : Le Gouvernement de la République socialiste soviétique d'Ukraine considère que le principe du droit international selon lequel un navire n'est soumis en haute mer qu'à la juridiction de l'Etat sous le pavillon duquel il navigue s'applique sans limitation d'aucune sorte à tous les navires d'Etat.

Déclaration : Le Gouvernement de la République socialiste soviétique d'Ukraine considère que la définition de la piraterie donnée dans la Convention ne mentionne pas certains actes qui doivent être considérés comme actes de piraterie selon le droit international actuel et ne répond pas à la nécessité d'assurer la liberté de navigation sur les routes maritimes internationales.

ROUMANIE

Article 9 : "Le Gouvernement de la République populaire roumaine estime que le principe du droit international selon lequel un navire n'est soumis en haute mer qu'à la juridiction de l'Etat sous le pavillon duquel il navigue s'applique à tous les navires d'Etat indifféremment du but en vue duquel ils sont utilisées."

Déclaration : "Le Gouvernement de la République populaire roumaine estime que la définition de la piraterie telle qu'elle est formulée dans l'article 15 de la Convention sur la haute mer ne comprend pas certaines actions qui, selon le droit international contemporain, doivent être considérées comme constituant des actes de piraterie."

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

En déposant son instrument de ratification..., le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord déclare que, sauf les dispositions de toute autre notification distincte qui pourra être faite ultérieurement, la ratification de cette Convention au nom du Royaume-Uni ne vaut pas pour les Etats du golfe Persique qui jouissent de la protection britannique. L'application des conventions multilatérales auxquelles le Royaume-Uni devient partie n'est étendue à ces Etats que lorsque l'extension est demandée par le Souverain de l'Etat intéressé.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Article 9 : Le Gouvernement de la République tchécoslovaque estime qu'en vertu du droit international en vigueur, les navires d'Etat affectés à un service commercial jouissent aussi, en haute mer, d'une immunité complète de juridiction de la part de tout Etat autre que l'Etat du pavillon.

Déclaration : Le Gouvernement de la République tchécoslovaque soutient que la notion de piraterie, telle qu'elle est définie dans la Convention, n'est ni conforme au droit international actuel, ni de nature à protéger, comme il convient, la liberté de la navigation en haute mer.

Objections³

AUSTRALIE

... Je suis chargé par mon gouvernement de faire consigner ses objections formelles aux réserves ci-après qui ont été formulées au nom d'autres Etats, à propos de la Convention sur la haute mer :

a) La réserve faite par l'Iran à propos des articles 2, 3 et 4 lors de la signature ;

b) La réserve faite par l'Iran à propos du paragraphe 3 de l'article 2 et des paragraphes 1 et 2 de l'article 26, lors de la signature ;

c) La réserve faite par la Bulgarie à propos de l'article 9, lors de la signature et de la ratification ;

d) Les réserves faites à propos de l'article 9 par la Hongrie, la Pologne, la République socialiste soviétique de Biélorussie, la République socialiste soviétique d'Ukraine, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, lors de la signature, et confirmées lors de la ratification ;

e) La réserve faite par l'Indonésie lors de la ratification.

En ce qui concerne la réserve faite par l'Indonésie, je suis chargé de signaler que le Gouvernement australien a déjà informé le Gouvernement indonésien qu'il ne reconnaît pas la validité, en droit international, du décret gouvernemental mentionné dans la réserve et qu'il ne se considère pas lié par ce décret.

1^{er} février 1965

D'ordre de son Gouvernement, le Représentant permanent de l'Australie fait consigner par la présente l'objection formelle du Gouvernement australien à la réserve formulée par l'Albanie dans son instrument d'adhésion à la Convention sur la haute mer, en date, à Genève, du 29 avril 1958.

31 janvier 1968

Le Gouvernement australien entend formuler expressément une objection à la réserve faite par le Gouvernement mexicain.

³ La date de réception par le Secrétaire général figure au-dessus du texte de chaque communication notifiant des objections autres que celles formulées lors de la ratification ou de l'adhésion.

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES

Article 9 : Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques considère que le principe du droit international selon lequel un navire n'est soumis en haute mer qu'à la juridiction de l'Etat sous le pavillon duquel il navigue s'applique sans limitation d'aucune sorte à tous les navires d'Etat.

Déclaration : Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques considère que la définition de la piraterie donnée dans la Convention ne mentionne pas certains actes qui doivent être considérés comme actes de piraterie selon le droit international actuel et ne répond pas à la nécessité d'assurer la liberté de navigation sur les routes maritimes internationales.

DANEMARK

Le Gouvernement danois déclare qu'il ne peut accepter :

Les réserves à l'article 9 faites par les Gouvernements de l'Albanie, de la Bulgarie, de la Hongrie, du Mexique, de la Pologne, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ;

La réserve faite à l'article 26, paragraphes 1 et 2, par le Gouvernement iranien ;

La réserve faite par le Gouvernement indonésien concernant l'interprétation des termes "mer territoriale" et "eaux intérieures".

Les objections susmentionnées n'empêchent pas la Convention d'entrer en vigueur, conformément à l'article 34, entre le Danemark et les Parties contractantes intéressées.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE⁴

19 septembre 1962

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a informé le Secrétaire général qu'il fait objection aux réserves suivantes :

1. Les réserves à l'article 9 faites par le Gouvernement bulgare, le Gouvernement hongrois, le Gouvernement polonais, le Gouvernement de la République socialiste soviétique de Biélorussie, le Gouvernement de la République socialiste soviétique d'Ukraine, le Gouvernement roumain, le Gouvernement tchécoslovaque et le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

2. Les réserves faites par le Gouvernement iranien aux articles 2, 3 et 4 et aux paragraphes 1 et 2 de l'article 26.

19 août 1965

3. La réserve faite par le Gouvernement indonésien.

La réserve à l'article 9 faite par le Gouvernement albanais dans son instrument d'adhésion.

⁴ Voir note 4, p. 340.

28 septembre 1966

La réserve faite par le Gouvernement mexicain dans son instrument d'adhésion.

ISRAEL

J'ai reçu pour instructions de déclarer que le Gouvernement israélien fait formellement objection à toutes les réserves et déclarations formulées à l'occasion de la signature ou de la ratification de la Convention sur la mer territoriale et la zone contiguë et de la Convention sur la haute mer ou à l'occasion de l'adhésion auxdites Conventions, et qui sont incompatibles avec les buts et l'objet de ces Conventions. L'objection vaut en particulier pour la déclaration ou réserve que la Tunisie, lors de la signature, a formulée en ce qui concerne le paragraphe 4 de l'article 16 de la première des Conventions susmentionnées.

JAPON

1. En déposant son instrument d'adhésion à la Convention sur la haute mer, le Gouvernement japonais tient à déclarer qu'il ne juge pas recevable une déclaration unilatérale, quelle qu'en soit la forme, faite par un Etat lors de la signature ou de la ratification de la Convention sur la haute mer ou de l'adhésion à ladite Convention, qui vise à soustraire ledit Etat aux effets juridiques des dispositions de la Convention ou à modifier ces effets en ce qui le concerne.

2. Le Gouvernement japonais juge notamment irrecevables les réserves ci-après :

a) Les réserves faites par les Gouvernements de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Pologne, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques à l'article 9 ;

b) Les réserves faites par le Gouvernement iranien à l'article 2 et aux paragraphes 1 et 2 de l'article 26.

La réserve faite par le Gouvernement indonésien, reproduite dans les communications des Nations Unies, C.N.122.1961. Treaties-7 et C.N.73.1962. Treaties-3 ;

La réserve à l'article 9 faite par le Gouvernement albanais dans son instrument d'adhésion ;

La réserve à l'article 9 faite par le Gouvernement mexicain dans son instrument d'adhésion.

MADAGASCAR

La République malgache fait formellement objection à toutes les réserves et déclarations formulées à l'occasion de la signature ou de la ratification de la Convention sur la haute mer ou à l'occasion de l'adhésion à ladite Convention, et qui sont incompatibles avec les buts et objets de cette Convention.

L'objection vaut en particulier pour les déclarations ou réserves faites par la Bulgarie, la Hongrie, l'Indonésie, la Pologne, la République socialiste de Biélorussie, la République socialiste soviétique d'Ukraine, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et l'Union des Républiques socialistes soviétiques à la Convention sur la haute mer.

PAYS-BAS

En déposant son instrument de ratification de la Convention sur la haute mer, en date, à Genève, du 29 avril 1958, le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas déclare ne pouvoir accepter :

Les réserves à l'article 9 formulées par les Gouvernements de l'Albanie, de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Pologne, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ;

Les déclarations faites par les Gouvernements de l'Albanie, de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Pologne, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques au sujet de la définition de la piraterie donnée dans la Convention, dans la mesure où lesdites déclarations équivalent à des réserves ;

Les réserves formulées par le Gouvernement iranien au sujet des articles 2, 3 et 4 ainsi que du paragraphe 3 de l'article 2 et des paragraphes 1 et 2 de l'article 26 ;

La déclaration faite par le Gouvernement iranien au sujet de l'article 2, dans la mesure où elle équivaut à une réserve audit article ;

La réserve formulée par le Gouvernement indonésien.

17 mars 1967

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas déclare ne pouvoir accepter la réserve faite par le Gouvernement mexicain.

PORTUGAL

27 décembre 1966

Le Gouvernement portugais ne peut accepter la réserve proposée par le Gouvernement mexicain aux termes de laquelle les navires d'Etat échapperaient à l'application des dispositions contenues dans la Convention, qu'elle que soit l'utilisation qui en est faite.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE
ET D'IRLANDE DU NORD

6 novembre 1959

Le Gouvernement de Sa Majesté tient à déclarer qu'il fait formellement objection aux réserves et déclarations ci-après :

Les réserves à l'article 9 faites par les Gouvernements de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Pologne, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Les réserves aux articles 2, 3 et 4 au paragraphe 3 de l'article 2, faites par le Gouvernement iranien.

5 avril 1962

La réserve faite, au moment de la ratification, par le Gouvernement indonésien.

Le Gouvernement de Sa Majesté a déjà fait connaître au Gouvernement indonésien qu'il ne peut considérer comme valable en droit international les dispositions du décret gouvernemental n° 4 de 1960, tenant lieu de loi, relatif aux eaux indonésiennes dans la mesure où ces dispositions tendent à revendiquer comme eaux territoriales une bande de mer de 12 milles marins de large, ou à délimiter les eaux territoriales en prenant comme lignes de base des lignes droites reliant les îles extérieures, ou les points extérieurs, d'un groupe d'îles, ou à considérer comme eaux extérieures toutes les eaux se trouvant à l'intérieur de ces lignes.

17 juin 1965

La réserve à l'article 9 faite par le Gouvernement albanais dans son instrument d'adhésion.

2 novembre 1966

La réserve à l'article 9 faite par le Gouvernement mexicain dans son instrument d'adhésion.

THAILANDE

Lors du dépôt de l'instrument de ratification, le Gouvernement thaïlandais a fait objection aux réserves et déclarations ci-après :

1. Les réserves à l'article 9 faites par les Gouvernements de l'Albanie, de la Bulgarie, de la Hongrie, du Mexique, de la Pologne, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ;

2. Les déclarations concernant l'article 15 faites par les Gouvernements de l'Albanie, de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Pologne, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ;

3. La réserve faite par le Gouvernement indonésien.

3. Convention sur la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer

En date, à Genève, du 29 avril 1958¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 20 mars 1966, conformément à l'article 18.

ENREGISTREMENT : 20 mars 1966, n° 8164.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 559, p. 285.

| <i>État</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a) notification de succession (d)</i> | |
|----------------------------------|------------------|------|--|--------|
| AFGHANISTAN | 30 octobre | 1958 | | |
| AFRIQUE DU SUD | | | 9 avril | 1963 a |
| ARGENTINE | 29 avril | 1958 | | |
| AUSTRALIE | 30 octobre | 1958 | 14 mai | 1963 |
| BOLIVIE | 17 octobre | 1958 | | |
| CAMBODGE | | | 18 mars | 1960 a |
| CANADA | 29 avril | 1958 | | |
| CEYLAN | 30 octobre | 1958 | | |
| CHINE | 29 avril | 1958 | | |
| COLOMBIE | 29 avril | 1958 | 3 janvier | 1963 |
| COSTA RICA | 29 avril | 1958 | | |
| CUBA | 29 avril | 1958 | | |
| DANEMARK | 29 avril | 1958 | 26 septembre | 1968 |
| ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE | 15 septembre | 1958 | 12 avril | 1961 |
| FINLANDE | 27 octobre | 1958 | 16 février | 1965 |
| FRANCE | 30 octobre | 1958 | | |
| GHANA | 29 avril | 1958 | | |
| HAÏTI | 29 avril | 1958 | 29 mars | 1960 |
| HAUTE-VOLTA | | | 4 octobre | 1965 a |
| INDONÉSIE | 8 mai | 1958 | | |
| IRAN | 28 mai | 1958 | | |
| IRLANDE | 2 octobre | 1958 | | |
| ISLANDE | 29 avril | 1958 | | |
| ISRAËL | 29 avril | 1958 | | |
| JAMAÏQUE | | | 16 avril | 1964 d |
| LIBAN | 29 mai | 1958 | | |
| LIBÉRIA | 27 mai | 1958 | | |
| MADAGASCAR | | | 31 juillet | 1962 a |
| MALAISIE | | | 21 décembre | 1960 a |
| MALAWI | | | 3 novembre | 1965 a |
| MEXIQUE | | | 2 août | 1966 a |
| NÉPAL | 29 avril | 1958 | | |
| NIGÉRIA | | | 26 juin | 1961 d |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 29 octobre | 1958 | | |
| OUGANDA | | | 14 septembre | 1964 a |
| PAKISTAN | 31 octobre | 1958 | | |
| PANAMA | 2 mai | 1958 | | |
| PAYS-BAS | 31 octobre | 1958 | 18 février | 1966 |
| PORTUGAL | 28 octobre | 1958 | 8 janvier | 1963 |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE | 29 avril | 1958 | 11 août | 1964 |
| ROYAUME-UNI | 9 septembre | 1958 | 14 mars | 1960 |
| SÉNÉGAL | | | 25 avril | 1961 a |
| SIERRA LEONE | | | 13 mars | 1962 d |
| SUISSE | 22 octobre | 1958 | 18 mai | 1966 |
| THAÏLANDE | 29 avril | 1958 | 2 juillet | 1968 |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | | | 11 avril | 1966 d |
| TUNISIE | 30 octobre | 1958 | | |
| URUGUAY | 29 avril | 1958 | | |
| VENEZUELA | 30 octobre | 1958 | 10 juillet | 1963 |
| YOUgosLAVIE | 29 avril | 1958 | 28 janvier | 1966 |

¹ Voir note 1, p. 337.

Déclarations et réserves**DANEMARK**

Le Danemark ne se considère pas lié par la dernière phrase de l'article 2 de la Convention.

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

... la ratification est donnée étant entendu que cette ratification ne devra pas être interprétée comme portant atteinte à la faculté d'appliquer le principe d'abstention, tel qu'il est défini au paragraphe 1 de la section A du document A/CONF.13/C.3/L.69, du 8 avril 1958, qui figure dans les Actes de la Conférence susmentionnée [Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer tenue à Genève du 24 février au 27 avril 1958].

**ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE
ET D'IRLANDE DU NORD**

En déposant son instrument de ratification..., le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord déclare que, sauf les dispositions de toute autre notification distincte qui pourra être faite ultérieurement, la ratification de cette Convention au nom du Royaume-Uni ne vaut pas pour les Etats du golfe Persique qui jouissent de la protection britannique. L'application des conventions multilatérales auxquelles le Royaume-Uni devient partie n'est étendue à ces Etats que lorsque l'extension est demandée par le Souverain de l'Etat intéressé.

4. Convention sur le plateau continental

En date, à Genève, du 29 avril 1958¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 10 juin 1964, conformément à l'article 11.

ENREGISTREMENT : 10 juin 1964, n° 7302.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 499, p. 311.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a) notification de succession (d)</i> | |
|---|------------------|------|--|---------------|
| AFGHANISTAN | 30 octobre | 1958 | | |
| AFRIQUE DU SUD | | | 9 avril | 1963 <i>a</i> |
| ALBANIE | | | 7 décembre | 1964 <i>a</i> |
| ARGENTINE | 29 avril | 1958 | | |
| AUSTRALIE | 30 octobre | 1958 | 14 mai | 1963 |
| BOLIVIE | 17 octobre | 1958 | | |
| BULGARIE | | | 31 août | 1962 <i>a</i> |
| CAMBODGE | | | 18 mars | 1960 <i>a</i> |
| CANADA | 29 avril | 1958 | | |
| CEYLAN | 30 octobre | 1958 | | |
| CHILI | 31 octobre | 1958 | | |
| CHINE | 29 avril | 1958 | | |
| COLOMBIE | 29 avril | 1958 | 8 janvier | 1962 |
| COSTA RICA | 29 avril | 1958 | | |
| CUBA | 29 avril | 1958 | | |
| DANEMARK | 29 avril | 1958 | 12 juin | 1963 |
| EQUATEUR | 31 octobre | 1958 | | |
| ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE .. | 15 septembre | 1958 | 12 avril | 1961 |
| FINLANDE | 27 octobre | 1958 | 16 février | 1965 |
| FRANCE | | | 14 juin | 1965 <i>a</i> |
| GHANA | 29 avril | 1958 | | |
| GUATEMALA | 29 avril | 1958 | 27 novembre | 1961 |
| HAÏTI | 29 avril | 1958 | 29 mars | 1960 |
| INDONÉSIE | 8 mai | 1958 | | |
| IRAN | 28 mai | 1958 | | |
| IRLANDE | 2 octobre | 1958 | | |
| ISLANDE | 29 avril | 1958 | | |
| ISRAËL | 29 avril | 1958 | 6 septembre | 1961 |
| JAMAÏQUE | | | 8 octobre | 1965 <i>a</i> |
| LIBAN | 29 mai | 1958 | | |
| LIBÉRIA | 27 mai | 1958 | | |
| MADAGASCAR | | | 31 juillet | 1962 <i>a</i> |
| MALAISIE | | | 21 décembre | 1960 <i>a</i> |
| MALAWI | | | 3 novembre | 1965 <i>a</i> |
| MALTE | | | 19 mai | 1966 <i>d</i> |
| MEXIQUE | | | 2 août | 1966 <i>a</i> |
| NÉPAL | 29 avril | 1958 | | |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 29 octobre | 1958 | 18 janvier | 1965 |
| OUGANDA | | | 14 septembre | 1964 <i>a</i> |
| PAKISTAN | 31 octobre | 1958 | | |
| PANAMA | 2 mai | 1958 | | |
| PAYS-BAS | 31 octobre | 1958 | 18 février | 1966 |
| PÉROU | 31 octobre | 1958 | | |
| POLOGNE | 31 octobre | 1958 | 29 juin | 1962 |
| PORTUGAL | 28 octobre | 1958 | 8 janvier | 1963 |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE .. | 29 avril | 1958 | 11 août | 1964 |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE | 30 octobre | 1958 | | |

¹ Voir note 1, p. 337.

| Etat | Signature | | Ratification, adhésion (a) | |
|---|-------------|------|--------------------------------|--------|
| | | | notification de succession (d) | |
| RSS DE BIÉLORUSSIE | 31 octobre | 1958 | 27 février | 1961 |
| RSS D'UKRAINE | 31 octobre | 1958 | 12 janvier | 1961 |
| ROUMANIE | | | 12 décembre | 1961 a |
| ROYAUME-UNI | 9 septembre | 1958 | 11 mai | 1964 |
| SÉNÉGAL | | | 25 avril | 1961 a |
| SIERRA LEONE | | | 25 novembre | 1966 a |
| SUÈDE | | | 1 ^{er} juin | 1966 a |
| SUISSE | 22 octobre | 1958 | 18 mai | 1966 |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 31 octobre | 1958 | 31 août | 1961 |
| THAÏLANDE | 29 avril | 1958 | 2 juillet | 1968 |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | | | 11 juillet | 1968 a |
| TUNISIE | 30 octobre | 1958 | | |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES .. | 31 octobre | 1958 | 22 novembre | 1960 |
| URUGUAY | 29 avril | 1958 | | |
| VENEZUELA | 30 octobre | 1958 | 15 août | 1961 |
| YUGOSLAVIE | 29 avril | 1958 | 28 janvier | 1966 |

Déclarations et réserves²

FRANCE

“En déposant cet instrument d'adhésion le Gouvernement de la République française déclare :

“Article 1

“Selon le Gouvernement de la République française, le terme régions “adjacentes” se réfère à une notion de dépendance géophysique, géologique et géographique qui exclut par elle-même une extension illimitée du plateau continental.

“Article 2 (alinéa 4)

“Le Gouvernement de la République française estime que l'expression “organismes vivants qui appartiennent aux espèces sédentaires” doit être interprétée comme excluant les crustacés, à l'exception d'une espèce de crabe, dite “anatifé”; et exprime les réserves suivantes :

“Article 4

“Le Gouvernement de la République française n'accepte cet article qu'à la condition que l'Etat riverain qui invoquerait le caractère “raisonnable” des mesures qu'il se propose de prendre admette que ce caractère soit, en cas de contestation, établi par voie d'arbitrage.

“Article 5 (alinéa 1)

“Le Gouvernement de la République française accepte les dispositions de l'article 5, alinéa 1, sous les réserves suivantes :

“a) Un élément essentiel, qui devrait servir de base à l'appréciation de la “gêne” apportée par l'exploitation du plateau continental à la conservation des ressources biologiques de la mer, notamment dans des zones de reproduction de stocks, sera constitué par le rapport d'expertise des organismes scientifiques internationaux chargés de la conservation des ressources biologiques dans les zones définies, respectivement, aux articles 1 de la Convention sur les pêcheries de l'Atlantique Nord-

Ouest du 8 février 1949 et de la Convention sur les pêcheries de l'Atlantique Nord-Est du 24 janvier 1959.

“b) Les atteintes portées à l'exercice des droits acquis en matière de pêche au-dessus du plateau continental font naître un droit à réparation.

“c) Le point de savoir si la gêne apportée par l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles du plateau continental aux autres activités dont l'article 5, alinéa 1, assure la protection revêt un caractère “injustifiable” doit pouvoir être établi en cas de contestation, par voie d'arbitrage.

“Article 6 (alinéas 1 et 2)

“Le Gouvernement de la République française n'acceptera pas que lui soit opposée, sans un accord exprès, une délimitation entre des plateaux continentaux appliquant le principe de l'équidistance :

“Si celle-ci est calculée à partir de lignes de base instituées postérieurement au 29 avril 1958;

“Si elle est prolongée au-delà de l'isobathe de 200 mètres de profondeur;

“Si elle se situe dans des zones où il considère qu'il existe des “circonstances spéciales”, au sens des alinéas 1 et 2 de l'article 6, à savoir : le golfe de Gascogne, la baie de Grandville et les espaces maritimes du Pas-de-Calais et de la mer du Nord au large des côtes françaises.”

IRAN

En signant la présente Convention sur le plateau continental, je fais, d'ordre du Gouvernement iranien, les réserves suivantes :

a) Article 4 : En ce qui concerne le membre de phrase “L'Etat riverain ne peut entraver la pose ou l'entretien de câbles ou de pipe-lines sous-marins sur le plateau continental”, le Gouvernement iranien se réserve le droit d'autoriser ou de ne pas autoriser la pose ou l'entretien de câbles ou de pipe-lines sous-marins sur son plateau continental.

² Pour les objections de certains Etats à plusieurs de ces déclarations et réserves, voir p. 353.

b) *Article 6* : En ce qui concerne le membre de phrase "et à moins que des circonstances spéciales ne justifient une autre délimitation", qui figure aux paragraphes 1 et 2 de cet article, le Gouvernement iranien accepte cette disposition étant entendu que l'un des moyens de fixer la ligne de démarcation dans des circonstances spéciales pourrait consister à mesurer à partir de la laisse de haute mer.

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

En signant la Convention du 29 avril 1958 sur le plateau continental, la République fédérale d'Allemagne tient à préciser qu'à son avis, le paragraphe 1 de l'article 5 de ladite Convention garantit l'exercice des droits de pêche (*Fischerei*) dans les eaux surjacentes au plateau continental, dans les conditions où ces droits ont été généralement exercés jusqu'à présent.

ETATS-UNIS D'AMERIQUE⁴

19 septembre 1962

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ne juge pas acceptables les réserves suivantes :

1. La réserve faite par le Gouvernement iranien à l'article 4.

2. La réserve faite par la République fédérale d'Allemagne au paragraphe 1 de l'article 5.

9 septembre 1965

Les réserves faites par la France aux articles 4, 5 et 6. Les déclarations de la France en ce qui concerne les articles 1 et 2 sont notées sous toutes réserves.

FRANCE

"Le Gouvernement de la République française n'accepte pas la réserve faite par le Gouvernement iranien à l'article 4 de la Convention."

PAYS-BAS

En déposant son instrument de ratification de la Convention sur le plateau continental, en date, à Genève, du 29 avril 1958, le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas déclare ne pouvoir accepter :

Les réserves à l'article 4 formulées par le Gouvernement iranien ;

Les réserves formulées par le Gouvernement de la République française au sujet du paragraphe 1 de l'article 5 et des paragraphes 1 et 2 de l'article 6.

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas réserve tous ses droits en ce qui concerne les réserves à l'article 6 que le Gouvernement vénézuélien a formulées au moment où il a ratifié la présente Convention.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

14 janvier 1966

Article 1. — Le Gouvernement du Royaume-Uni prend note de la déclaration du Gouvernement de la République française et réserve sa position à son égard.

³ La date de réception par le Secrétaire général figure au-dessus du texte de chaque communication notifiant des objections autres que celles formulées lors de la ratification ou de l'adhésion.

⁴ Voir note 4, p. 340.

VENEZUELA

La République du Venezuela déclare, en signant la présente Convention, qu'en ce qui concerne l'article 6 il existe des circonstances spéciales qui devront être prises en considération pour les régions suivantes : golfe de Paria — dans la partie qui n'est pas délimitée par les accords existants — et zones adjacentes ; région comprise entre les côtes vénézuéliennes et l'île d'Aruba ; golfe de Venezuela.

Réserve faite au moment de la ratification :

... avec réserve expresse concernant l'article 6 de ladite Convention.

YUGOSLAVIE

Avec la réserve suivante à l'article 6 de la Convention :

"Dans la délimitation de son plateau continental, la Yougoslavie ne reconnaît aucune "circonstance spéciale" qui devrait influencer cette délimitation."

Objections³

Article 2 (paragraphe 4). — Le Gouvernement du Royaume-Uni n'a aucune observation à formuler au sujet de cette déclaration.

Article 4. — Le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de la République française sont tous deux parties au Protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends, en date, à Genève, du 29 avril 1958. Le Gouvernement du Royaume-Uni présume que la déclaration du Gouvernement de la République française ne doit pas s'entendre comme dérogeant aux droits et obligations des parties au Protocole de signature facultative.

Article 5 (paragraphe 1). — La réserve *a* n'appelle aucune observation de la part du Gouvernement du Royaume-Uni.

Le Gouvernement du Royaume-Uni n'est pas en mesure d'accepter la réserve *b*.

Le Gouvernement du Royaume-Uni est disposé à accepter la réserve *c*, étant entendu qu'elle ne doit pas s'entendre comme dérogeant aux droits et obligations des parties au Protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends.

Article 6 (paragraphes 1 et 2). — Le Gouvernement du Royaume-Uni n'est pas en mesure d'accepter les réserves formulées par le Gouvernement de la République française.

THAILANDE

Lors du dépôt de l'instrument de ratification, le Gouvernement thaïlandais a fait objection aux réserves aux articles 1, 4, 5 (paragraphe 1) et 6 (paragraphes 1 et 2) faites par le Gouvernement français.

YUGOSLAVIE

29 septembre 1965

Le Gouvernement yougoslave n'accepte pas la réserve faite par le Gouvernement de la République française en ce qui concerne l'article 6 de la Convention sur le plateau continental.

5. Protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends

En date, à Genève, du 29 avril 1958¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 30 septembre 1962.

ENREGISTREMENT : 3 janvier 1963, n° 6466.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 450, p. 169.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | <i>Ratification, notification de succession (d)</i> | |
|--|---------------------------|---|--------|
| AUSTRALIE | 14 mai 1963 | | |
| AUTRICHE* | 27 octobre 1958 | | |
| BOLIVIE | 17 octobre 1958 | | |
| CANADA* | 29 avril 1958 | | |
| CEYLAN | 30 octobre 1958 | | |
| CHINE | 29 avril 1958 | | |
| COLOMBIE ² | 29 avril 1958 | | |
| COSTA RICA | 29 avril 1958 | | |
| CUBA | 29 avril 1958 | | |
| DANEMARK* | 29 avril 1958 | 26 septembre | 1968 |
| ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ³ .. | 15 septembre 1958 | | |
| FINLANDE | 27 octobre 1958 | 16 février | 1965 |
| FRANCE | 30 octobre 1958 | | |
| GHANA | 29 avril 1958 | | |
| HAÏTI | 29 avril 1958 | 29 mars | 1960 |
| INDONÉSIE ⁴ | 8 mai 1958 | | |
| ISRAËL* | 29 avril 1958 | | |
| LIBÉRIA | 27 mai 1958 | | |
| MADAGASCAR | 10 août 1962 | | |
| MALAISIE | 1 ^{er} mai 1961 | | |
| MALAWI | 17 décembre 1965 | | |
| MALTE | | 19 mai | 1966 d |
| NÉPAL | 29 avril 1958 | | |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 29 octobre 1958 | | |
| OUGANDA | 15 septembre 1964 | | |
| PAKISTAN | 6 novembre 1958 | | |
| PANAMA | 2 mai 1958 | | |
| PAYS-BAS* | 31 octobre 1958 | 18 février | 1966 |
| PORTUGAL* | 28 octobre 1958 | 8 janvier | 1963 |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE .. | 29 avril 1958 | | |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE | 30 octobre 1958 | | |
| ROYAUME-UNI | 9 septembre 1958 | | |
| SAINT-SIÈGE | 30 avril 1958 | | |
| SIERRA LEONE | 14 février 1963 | | |
| SUÈDE* | 1 ^{er} juin 1966 | 28 juin | 1966 |
| SUISSE* | 24 mai 1958 | 18 mai | 1966 |
| URUGUAY | 29 avril 1958 | | |
| YOUgoslavie* | 29 avril 1958 | 28 janvier | 1966 |

* Sous réserve de ratification.

¹ Voir note 1, p. 337.

² La délégation colombienne, en signant le Protocole de signature facultative, tient à sauvegarder les obligations découlant, pour son pays, des conventions sur le règlement pacifique des différends que la Colombie a ratifiées et les obligations qui découleraient de conventions existantes sur le même sujet que la Colombie pourrait ratifier.

³ Par une communication reçue le 10 juin 1963, le Gouverne-

ment des Etats-Unis d'Amérique a fait savoir au Secrétaire général que le Protocole n'entrera en vigueur à l'égard des Etats-Unis que lorsque le Protocole aura été ratifié par ce pays et que l'instrument de ratification aura été déposé.

⁴ Par une communication reçue le 24 décembre 1958, le Gouvernement indonésien a fait savoir au Secrétaire général que, conformément à la procédure constitutionnelle indonésienne, la signature apposée en son nom audit Protocole l'est sous réserve de ratification.

CHAPITRE XXII. — ARBITRAGE COMMERCIAL

1. Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères

En date, à New York, du 10 juin 1958¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 7 juin 1959, conformément à l'article XII.

ENREGISTREMENT : 7 juin 1959, n° 4739.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 330, p. 3.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a)</i> | |
|--|------------------|------|-----------------------------------|--------|
| ARGENTINE | 26 août | 1958 | | |
| AUTRICHE | | | 2 mai | 1961 a |
| BELGIQUE | 10 juin | 1958 | | |
| BULGARIE | 17 décembre | 1958 | 10 octobre | 1961 |
| CAMBODGE | | | 5 janvier | 1960 a |
| CEYLAN | 30 décembre | 1958 | 9 avril | 1962 |
| COSTA RICA | 10 juin | 1958 | | |
| EL SALVADOR | 10 juin | 1958 | | |
| EQUATEUR | 17 décembre | 1958 | 3 janvier | 1962 |
| FINLANDE | 29 décembre | 1958 | 19 janvier | 1962 |
| FRANCE ² | 25 novembre | 1958 | 26 juin | 1959 |
| GHANA | | | 9 avril | 1968 a |
| GRÈCE | | | 16 juillet | 1962 a |
| HONGRIE | | | 5 mars | 1962 a |
| INDE | 10 juin | 1958 | 13 juillet | 1960 |
| ISRAËL | 10 juin | 1958 | 5 janvier | 1959 |
| JAPON | | | 20 juin | 1961 a |
| JORDANIE | 10 juin | 1958 | | |
| LUXEMBOURG | 11 novembre | 1958 | | |
| MADAGASCAR | | | 16 juillet | 1962 a |
| MAROC | | | 12 février | 1959 a |
| MONACO | 31 décembre | 1958 | | |
| NIGER | | | 14 octobre | 1964 a |
| NORVÈGE | | | 14 mars | 1961 a |
| PAKISTAN | 30 décembre | 1958 | | |
| PAYS-BAS ³ | 10 juin | 1958 | 24 avril | 1964 |
| PHILIPPINES | 10 juin | 1958 | 6 juillet | 1967 |
| POLOGNE | 10 juin | 1958 | 3 octobre | 1961 |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE | | | 9 mars | 1959 a |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | | | 15 octobre | 1962 a |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE | 10 juin | 1958 | 30 juin | 1961 |
| RSS DE BIÉLORUSSIE | 29 décembre | 1958 | 15 novembre | 1960 |
| RSS D'UKRAINE | 29 décembre | 1958 | 10 octobre | 1960 |
| RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE | | | 13 octobre | 1964 a |
| ROUMANIE | | | 13 septembre | 1961 a |

¹ La Convention a été élaborée et ouverte à la signature le 10 juin 1958 par la Conférence des Nations Unies sur l'arbitrage commercial international, convoquée aux termes de la résolution 604 (XXI) du Conseil économique et social des Nations Unies, adoptée le 3 mai 1956. Pour le texte de cette résolution, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, vingt et unième session, Supplément n° 1 (E/2889)*, p. 7. La Conférence s'est réunie au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, du 20 mai au 10 juin 1958. Pour le texte de l'Acte

final de cette conférence, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 330, p. 3.

² Par notification donnée lors de la ratification, le Gouvernement français a déclaré que la Convention s'étendrait à tous les territoires de la République française.

³ L'instrument de ratification stipule que la Convention est ratifiée pour le Royaume en Europe, le Surinam et les Antilles néerlandaises.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a)</i> | |
|---|------------------|------|-----------------------------------|---------------|
| SUÈDE | 23 décembre | 1958 | | |
| SUISSE | 29 décembre | 1958 | 1 ^{er} juin | 1965 |
| SYRIE ⁴ | | | 9 mars | 1959 <i>a</i> |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 3 octobre | 1958 | 10 juillet | 1959 |
| THAÏLANDE | | | 21 décembre | 1959 <i>a</i> |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | | | 14 février | 1966 <i>a</i> |
| TUNISIE | | | 17 juillet | 1967 <i>a</i> |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES .. | 29 décembre | 1958 | 24 août | 1960 |

Déclarations et réserves

ARGENTINE

Sous réserve de la déclaration contenue dans l'Acte final⁵.

AUTRICHE

Réserve faite au moment de l'adhésion :

La République d'Autriche, conformément à la première phrase du paragraphe 3 de l'article premier de la Convention, appliquera la Convention à la reconnaissance et à l'exécution des seules sentences arbitrales rendues sur le territoire d'un autre Etat contractant.

BULGARIE

La Bulgarie appliquera la Convention à la reconnaissance et à l'exécution des sentences rendues sur le territoire d'un autre Etat contractant. En ce qui concerne les sentences rendues sur le territoire d'Etats non contractants, elle n'appliquera la Convention que sur la base d'une stricte réciprocité.

EQUATEUR

L'Equateur appliquera la Convention, sur la base de la réciprocité, à la reconnaissance et à l'exécution des sentences arbitrales rendues sur le territoire d'un autre Etat contractant, uniquement lorsque ces sentences auront été prononcées au sujet de différends issus de rapports de droit qui sont considérés comme commerciaux par le droit équatorien.

FRANCE

"Se référant à la possibilité offerte par l'article premier, alinéa 3, de la Convention, la France déclare qu'elle appliquera la Convention sur la base de la réciprocité, à la reconnaissance et à l'exécution des seules sentences rendues sur le territoire d'un autre Etat contractant; elle déclare en outre qu'elle appliquera la Convention uniquement aux différends issus de rapports de droit, contractuels ou non contractuels, qui sont considérés comme commerciaux par sa loi nationale."

HONGRIE

... la République populaire hongroise appliquera la Convention à la reconnaissance et à l'exécution des seules sentences arbitrales qui auront été rendues sur le territoire de l'un des Etats contractants et qui porteront sur des litiges concernant un rapport de droit considéré par la loi hongroise comme rapport de droit commercial.

INDE

Conformément à l'article premier de la Convention, le Gouvernement indien déclare qu'il appliquera la Convention à la reconnaissance et à l'exécution des seules sentences rendues sur le territoire d'un Etat partie à la Convention. Il déclare en outre qu'il appliquera la Convention uniquement aux différends issus de rapports de droit, contractuels ou non contractuels, qui sont considérés comme commerciaux par la loi indienne.

JAPON

... il appliquera la Convention à la reconnaissance et à l'exécution des seules sentences rendues sur le territoire d'un autre Etat contractant.

MADAGASCAR

"La République malgache déclare qu'elle appliquera la Convention sur la base de la réciprocité, à la reconnaissance et à l'exécution des seules sentences rendues sur le territoire d'un autre Etat contractant; elle déclare en outre qu'elle appliquera la Convention uniquement aux différends issus de rapports de droit, contractuels ou non contractuels, qui sont considérés comme commerciaux par sa loi nationale."

MAROC

"Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi du Maroc n'appliquera la Convention qu'à la reconnaissance et à l'exécution des seules sentences rendues sur le territoire d'un autre Etat contractant."

NORVEGE

1) Nous appliquerons la Convention à la reconnaissance et à l'exécution des seules sentences rendues sur le territoire de l'un des Etats contractants.

⁴ Pour l'adhésion de la République arabe unie, voir note 3, p. 4.

⁵ Le texte de cette déclaration est le suivant :

"Si une autre Partie contractante étendait l'application de la Convention à des territoires qui relèvent de la souveraineté de la République Argentine, cette extension n'affecterait en rien les droits de la République Argentine."

2) Nous n'appliquerons pas la Convention aux différends dont l'objet est un bien immeuble situé en Norvège ou un droit, direct ou indirect, sur un tel bien.

PAYS-BAS

"En se référant au paragraphe 3 de l'article premier de la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, le Gouvernement du Royaume déclare qu'il appliquera la Convention à la reconnaissance et à l'exécution des seules sentences rendues sur le territoire d'un autre Etat contractant."

PHILIPPINES

La délégation des Philippines signe la présente Convention *ad referendum* en faisant la réserve suivante : sa signature est donnée sur la base de la réciprocité et elle déclare que les Philippines appliqueront la Convention à la reconnaissance et l'exécution des seules sentences rendues sur le territoire d'un autre Etat contractant, conformément à l'article premier, paragraphe 3, de la Convention.

(Déclaration faite lors de la ratification) . . . les Philippines, sur la base de la réciprocité, appliqueront la Convention à la reconnaissance et à l'exécution des seules sentences rendues sur le territoire d'un autre Etat contractant et uniquement aux différends issus de rapports de droit, contractuels ou non contractuels, qui sont considérés comme commerciaux par la loi nationale du pays qui fait la déclaration.

POLOGNE

Avec la réserve mentionnée à l'article premier, paragraphe 3.

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

"Se référant à la possibilité offerte par l'article premier, alinéa 3, de la Convention, la République centrafricaine déclare qu'elle appliquera la Convention, sur la base de la réciprocité, à la reconnaissance et à l'exécution des seules sentences rendues sur le territoire d'un autre Etat contractant ; elle déclare en outre qu'elle appliquera la Convention uniquement aux différends issus de rapports de droit, contractuels ou non contractuels, qui sont considérés comme commerciaux par sa loi nationale."

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

1) La Convention . . . s'appliquera également au *Land* de Berlin, à compter du jour où la Convention entrera en vigueur pour la République fédérale d'Allemagne⁶ ;

⁶ Eu égard à la déclaration précitée, des communications ont été adressées au Secrétaire général par les Gouvernements d'Albanie, de la Bulgarie, de Cuba, de la Pologne, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie, et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, d'une part, et par les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de la République fédérale d'Allemagne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part. En ce qui concerne la nature de ces communications, voir note 4, p. 45.

2) En ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article premier et conformément au paragraphe 3 dudit article, la République fédérale d'Allemagne appliquera la Convention à la reconnaissance et à l'exécution des seules sentences rendues sur le territoire d'un autre Etat contractant.

REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE DE BIELORUSSIE

En ce qui concerne les sentences arbitrales sur le territoire d'un Etat non contractant, la République socialiste soviétique de Biélorussie n'appliquera les dispositions de la présente Convention que sur la base de la réciprocité.

REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE D'UKRAINE

En ce qui concerne les sentences arbitrales rendues sur le territoire d'un Etat non contractant, la République socialiste soviétique d'Ukraine n'appliquera les dispositions de la présente Convention que sur la base de la réciprocité.

REPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE

Conformément au paragraphe 3 de l'article I, le Gouvernement de la République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar appliquera la Convention à la reconnaissance et à l'exécution des seules sentences rendues sur le territoire d'un autre Etat contractant.

ROUMANIE

"La République populaire roumaine appliquera la Convention seulement aux différends ayant trait à des rapports de droit, contractuels ou non contractuels, qui sont considérés comme étant commerciaux par sa législation.

"La République populaire roumaine appliquera la Convention à la reconnaissance et à l'exécution des sentences rendues sur le territoire d'un autre Etat contractant. En ce qui concerne les sentences rendues sur le territoire de certains Etats non contractants la République populaire roumaine n'appliquera la Convention que sur la base de la réciprocité établie de commun accord entre les parties."

SUISSE

"Se référant à la possibilité offerte par l'article premier, troisième alinéa, la Suisse appliquera la Convention à la reconnaissance et à l'exécution des seules sentences rendues sur le territoire d'un autre Etat contractant."

TCHÉCOSLOVAQUIE

La Tchécoslovaquie appliquera la Convention à la reconnaissance et à l'exécution des sentences rendues sur le territoire d'un autre Etat contractant. En ce qui concerne les sentences rendues sur le territoire d'Etats non contractants, elle n'appliquera la Convention que sur la base d'une stricte réciprocité.

TRINITE-ET-TOBAGO

Aux termes de l'article I de la Convention, le Gouvernement de la Trinité-et-Tobago déclare qu'il appliquera la Convention sur la base de la réciprocité, à la reconnaissance et à l'exécution des seules sentences rendues sur le territoire d'un autre Etat contractant; il déclare en outre qu'il appliquera la Convention uniquement aux différends issus de rapports de droit, contractuels ou non contractuels, qui sont considérés comme commerciaux par sa loi nationale.

TUNISIE

"... avec les réserves prévues à l'alinéa 3 de l'article premier de cette Convention, à savoir que l'Etat tunisien

appliquera la Convention à la reconnaissance et à l'exécution des seules sentences rendues sur le territoire d'un autre Etat contractant, et qu'il appliquera la Convention uniquement aux différends issus de rapports de droit, contractuels ou non contractuels, qui sont considérés comme commerciaux par la loi tunisienne."

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

En ce qui concerne les sentences arbitrales rendues sur le territoire d'un Etat non contractant, l'Union des Républiques socialistes soviétiques n'appliquera les dispositions de la présente Convention que sur la base de la réciprocité.

2. Convention européenne sur l'arbitrage commercial international

En date, à Genève, du 21 avril 1961¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 7 janvier 1964, conformément à l'article X, paragraphe 8, à l'exception des paragraphes 3 à 7 de l'article IV qui sont entrés en vigueur le 18 octobre 1965 aux termes du paragraphe 4 de l'annexe à la Convention.

ENREGISTREMENT : 7 janvier 1964, n° 7041.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 484, p. 349.

| <i>Etat</i> | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a)</i> | |
|---|------------------|------|-----------------------------------|--------|
| AUTRICHE | 21 avril | 1961 | 6 mars | 1964 |
| BELGIQUE | 21 avril | 1961 | | |
| BULGARIE | 21 avril | 1961 | 13 mai | 1964 |
| CUBA | | | 1 ^{er} septembre | 1965 a |
| DANEMARK | 21 avril | 1961 | | |
| ESPAGNE | 14 décembre | 1961 | | |
| FINLANDE | 21 décembre | 1961 | | |
| FRANCE | 21 avril | 1961 | 16 décembre | 1966 |
| HAUTE-VOLTA | | | 26 janvier | 1965 a |
| HONGRIE | 21 avril | 1961 | 9 octobre | 1963 |
| ITALIE | 21 avril | 1961 | | |
| POLOGNE | 21 avril | 1961 | 15 septembre | 1964 |
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ² | 21 avril | 1961 | 27 octobre | 1964 |
| RSS DE BIÉLORUSSIE | 21 avril | 1961 | 14 octobre | 1963 |
| RSS D'UKRAINE | 21 avril | 1961 | 18 mars | 1963 |
| ROUMANIE | 21 avril | 1961 | 16 août | 1963 |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | 21 avril | 1961 | 13 novembre | 1963 |
| TURQUIE | 21 avril | 1961 | | |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES .. | 21 avril | 1961 | 27 juin | 1962 |
| YOUGOSLAVIE | 21 avril | 1961 | 25 septembre | 1963 |

¹ La Convention a été élaborée et ouverte à la signature le 21 avril 1961 par la Réunion spéciale de plénipotentiaires chargés de négocier et de signer une Convention européenne sur l'arbitrage commercial international, convoquée conformément à la résolution 7 (XV) de la Commission économique pour l'Europe, adoptée le 5 mai 1960. La Réunion spéciale a eu lieu à l'Office européen des Nations Unies, à Genève, du 10 au 21 avril 1961. Pour le texte de l'Acte final de la Réunion spéciale, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 484, p. 349.

² Il est stipulé dans une note accompagnant l'instrument de ratification que l'Accord s'appliquera également au *Land* de

Berlin à compter de sa date d'entrée en vigueur pour la République fédérale d'Allemagne.

Eu égard à la déclaration précitée, des communications ont été adressées au Secrétaire général par les Gouvernements d'Albanie, de la Bulgarie, de Cuba, de la Pologne, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, d'une part, et par les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de la République fédérale d'Allemagne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part. En ce qui concerne la nature de ces communications, voir note 4, p. 45.

PARTIE II

Traités multilatéraux — Société des Nations

PARTIE II. — TRAITES MULTILATÉRAUX — SOCIÉTÉ DES NATIONS

1. Convention concernant l'emploi de la radiodiffusion dans l'intérêt de la paix

Genève, 23 septembre 1936¹

EN VIGUEUR depuis le 2 avril 1938 (article 11)

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|--|-----------------------------------|
| BRÉSIL | (11 février 1938) |
| GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD | (18 août 1937) |
| <i>Birmanie</i> | (13 octobre 1937 a) |
| <i>Rhodésie du Sud</i> | (1 ^{er} novembre 1937 a) |
| <i>Aden (Colonie d'), Bahamas, Barbade (La), Bassoutoland, Betchouanaland (Protectorat), Bermudes, Bornéo (Etat du Bornéo du Nord), Ceylan, Chypre, Côte de l'Or [a) Colonie, b) Achanti, c) Territoires septentrionaux, d) Togo sous mandat britannique], Falkland (Iles et dépendances), Fidji, Gambie (Colonie et Protectorat), Gibraltar, Gilbert (Colonie des îles Gilbert et Ellice), Guyane britannique, Haïti, Indes Néerlandaises, Hong-kong, îles du Vent (Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent), îles Sous-le-Vent (Antigua, Dominique, Montserrat, Saint-Christophe et Névis, îles Vierges), Jamaïque (y compris les îles Turques et Caïques et les îles Caïmanes), Kenya (Colonie et Protectorat), Malais [a) Etats Malais fédérés : Negri-Sembilan, Pahang, Perak, Selangor; b) Etats Malais non fédérés : Johore, Kedah, Kelantan, Perlis, Trengganu et Brunei], Malte, île Maurice, Nigéria [a) Colonie, b) Protectorat, c) Cameroun sous mandat britannique], Nyassaland, Ouganda (Protectorat de l'), Palestine (à l'exclusion de la Transjordanie), Rhodésie du Nord, Sainte-Hélène (et Ascension), Salomon (Protectorat des îles Salomon britanniques), Sarawak, Seychelles, Sierra Leone (Colonie et Protectorat), Somaliland (Protectorat), Straits Settlements, Swaziland, Tanganyika (Territoire du), Tonga, Transjordanie, Trinité-et-Tobago, Zanzibar (Protectorat de)</i> | (14 juillet 1939 a) |
| AUSTRALIE | (25 juin 1937 a) |
| Y compris les territoires de la <i>Papouasie</i> et de l'île de <i>Norfolk</i> et les territoires sous mandat de la <i>Nouvelle-Guinée</i> et de <i>Nauru</i> . | |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | (27 janvier 1938) |
| UNION SUD-AFRICAINE | (1 ^{er} février 1938 a) |
| Y compris le territoire sous mandat du <i>Sud-Ouest africain</i> . | |
| INDE | (11 août 1937) |
| IRLANDE | (25 mai 1938 a) |

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|--|----------------------|
| CHILI | (20 février 1940) |
| DANEMARK | (11 octobre 1937) |
| EGYPTE | (29 juillet 1938) |
| ESTONIE | (18 août 1938) |
| FINLANDE | (29 novembre 1938 a) |
| FRANCE | (8 mars 1938) |
| <i>Colonies et Protectorats français et territoires sous mandat français</i> | |
| | (14 janvier 1939 a) |
| GUATEMALA | (18 novembre 1938 a) |
| LETTONIE | (25 avril 1939 a) |
| LUXEMBOURG | (8 février 1938) |
| NORVÈGE | (5 mai 1938) |
| <i>Nouvelles-Hébrides</i> | (14 juillet 1939 a) |
| PAYS-BAS (y compris les <i>Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao</i>) | (15 février 1939) |
| SALVADOR | (18 août 1938 a) |
| SUÈDE | (22 juin 1938 a) |
| SUISSE | (30 décembre 1938) |

Signatures non encore suivies de ratification

| | |
|---|--|
| ALBANIE | |
| AUTRICHE | |
| RÉPUBLIQUE ARGENTINE | |
| BELGIQUE | Sous réserve des déclarations insérées dans le procès-verbal de la séance de clôture. |
| COLOMBIE | |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE | |
| ESPAGNE | Sous réserve de la déclaration insérée dans le procès-verbal de la séance de clôture de la Conférence. |
| GRÈCE | |
| LITHUANIE | |
| MEXIQUE | |
| ROUMANIE | |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | |
| TURQUIE | |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES | Sous réserve des déclarations insérées dans le procès-verbal de la séance de clôture de la Conférence. |
| URUGUAY | |

¹ Enregistrée sous le numéro 4319. Voir *Recueil des Traités de la Société des Nations*, vol. 186, p. 301. Ratifications et

adhésions postérieures à l'enregistrement : vol. 193, p. 316; vol. 196, p. 489; vol. 197, p. 394; et vol. 200, p. 557.

**Actes postérieurs à la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies a assumé les fonctions de dépositaire**

| <i>Etat</i> | <i>Adhésion (a), notification de succession (d)</i> | |
|-------------------|---|---------------|
| CAMEROUN | 19 juin | 1967 <i>d</i> |
| LAOS | 23 mars | 1966 <i>a</i> |
| MALTE | 1 ^{er} août | 1966 <i>d</i> |
| SAINT-SIÈGE | 5 janvier | 1967 <i>a</i> |

2. Protocole spécial relatif à l'apatridie

La Haye, 12 avril 1930¹

NON ENCORE EN VIGUEUR (articles 9 et 10)².

*Ratifications ou adhésions
définitives*

BELGIQUE (4 avril 1939)

Sous la réserve que l'application de ce Protocole ne s'étendra pas à la colonie du Congo belge ni aux territoires sous mandat.

BRÉSIL (19 septembre 1931 a)

GRANDE BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD, ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations (14 janvier 1932)
Birmanie

Sa Majesté le Roi n'assume aucune obligation en ce qui concerne les Etats Karenni, qui sont placés sous la suzeraineté de Sa Majesté, ou en ce qui concerne la population desdits Etats.

AUSTRALIE (8 juillet 1935 a)

Y compris les territoires de *Papoua* et de l'île de *Norfolk* et les territoires sous mandat de la *Nouvelle-Guinée* et de *Nauru*.

UNION SUD-AFRICAINE (9 avril 1936)

INDE (28 septembre 1932)

Conformément aux dispositions de l'article 13 de ce Protocole, Sa Majesté Britannique n'assume aucune obligation en ce qui concerne les territoires de l'Inde appartenant à un prince ou chef placé sous sa suzeraineté ou en ce qui concerne la population desdits territoires.

*Ratifications ou adhésions
définitives*

CHINE (14 février 1935)

SALVADOR (14 octobre 1935)

La République du Salvador ne reconnaît pas l'obligation établie par le Protocole si la nationalité salvadorienne possédée par l'individu et finalement perdue par lui a été acquise par naturalisation.

*Signatures non encore suivies
de ratification*

AUTRICHE

CANADA

COLOMBIE

CUBA

EGYPTE

ESPAGNE

GRÈCE

IRLANDE

LUXEMBOURG

MEXIQUE

PÉROU

PORTUGAL

URUGUAY

**Acte postérieur à la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies a assumé les fonctions de dépositaire**

Notification de succession

PAKISTAN³ 29 juillet 1953

¹ Voir document C.27.M.16.1931.V.

² Le Protocole entrera en vigueur quatre-vingt-dix jours après qu'il aura reçu dix ratifications ou adhésions (articles 9 et 10).

³ Par une communication reçue le 29 juillet 1953, le Gouvernement pakistanais a notifié au Secrétaire général qu'en

vertu de l'article 4 du "Schedule to the Indian Independence (International Arrangements) Order, 1947", le Gouvernement pakistanais assume les droits et obligations créés par le Protocole spécial et qu'il se considère par conséquent comme étant Partie audit Protocole.

3. Protocole relatif à un cas d'apatridie

La Haye, 12 avril 1930¹

EN VIGUEUR depuis le 1^{er} juillet 1937 (articles 9 et 10).

| <i>Ratifications ou adhésions définitives</i> | <i>Signatures non encore suivies de ratification</i> |
|--|---|
| BRÉSIL (19 septembre 1931 <i>a</i>) | BELGIQUE |
| GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD, ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations (14 janvier 1932) <i>Birmanie</i> | Sous réserve d'adhésion ultérieure pour la colonie du Congo et les territoires sous mandat. |
| Sa Majesté le Roi n'assume aucune obligation en ce qui concerne les Etats Karenni, qui sont placés sous la suzeraineté de Sa Majesté, ou en ce qui concerne la population desdits Etats. | CANADA |
| AUSTRALIE (8 juillet 1935) | COLOMBIE |
| Y compris les territoires du <i>Papoua</i> et de l'île de <i>Norfolk</i> et les territoires sous mandat de la <i>Nouvelle-Guinée</i> et de <i>Nauru</i> . | CUBA |
| UNION SUD-AFRICAINE (9 avril 1936) | DANEMARK |
| INDE (28 septembre 1932) | EGYPTE |
| Conformément aux dispositions de l'article 13 de ce Protocole, Sa Majesté Britannique n'assume aucune obligation en ce qui concerne les territoires de l'Inde appartenant à un prince ou chef placé sous sa suzeraineté ou en ce qui concerne la population desdits territoires. | ESPAGNE |
| CHILI (20 mars 1935) | ESTONIE |
| CHINE (14 février 1935) | FRANCE |
| PAYS-BAS (2 avril 1937) | GRÈCE |
| Y compris les <i>Indes néerlandaises</i> , <i>Surinam</i> et <i>Curaçao</i> . | IRLANDE |
| POLOGNE (15 juin 1934) | JAPON |
| SALVADOR (14 octobre 1935 <i>a</i>) | LETTONIE |
| | LUXEMBOURG |
| | MEXIQUE |
| | PÉROU |
| | PORTUGAL |
| | TCHÉCOSLOVAQUIE |
| | URUGUAY |

Actes postérieurs à la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a assumé les fonctions de dépositaire

| | <i>Adhésion (a), notification de succession (d)</i> | |
|---------------------------|---|---------------|
| JAMAÏQUE | 12 juin | 1968 <i>a</i> |
| MALAWI ² | 11 juillet | 1967 <i>a</i> |
| MALTE ³ | 16 août | 1966 <i>d</i> |
| NIGER | 18 juillet | 1968 <i>a</i> |
| PAKISTAN | 29 juillet | 1953 <i>d</i> |
| YOUGOSLAVIE | 15 décembre | 1959 <i>a</i> |

¹Enregistré sous le numéro 4138. Voir *Recueil des Traités de la Société des Nations* : vol. 179, p. 115; et vol. 200, p. 540.

²L'instrument d'adhésion est assorti de la réserve ci-après, faite conformément à l'article 4 du Protocole :

Le Gouvernement du Malawi ne sera lié par les dispositions de l'article premier que dans les cas où la mère de l'individu visé audit article est à la fois citoyenne malawienne et de race africaine. Il n'est toutefois pas interdit à un tel individu qui se voit refuser la nationalité malawienne du fait que sa mère n'est pas de race africaine de demander cette nationalité en invoquant des liens étroits avec le Malawi, la

naissance au Malawi étant considérée, à cette fin, comme un lien étroit avec le pays.

³La notification de succession est assortie de la déclaration ci-après :

Conformément à l'article 4 du Protocole, le Gouvernement maltais déclare ce qui suit :

i) L'article premier s'appliquera inconditionnellement à toute personne née à Malte le 21 septembre 1964 ou après cette date;

ii) En ce qui concerne une personne née à Malte avant le 21 septembre 1964, l'article premier ne s'appliquera que si cette personne était, le 20 septembre 1964, ressortissante du Royaume-Uni et ses colonies, et si son père ou sa mère est né à Malte.

4. Convention concernant certaines questions relatives aux conflits de lois sur la nationalité

La Haye, 12 avril 1930¹

EN VIGUEUR depuis le 1^{er} juillet 1937 (articles 25 et 26).

| <i>Ratifications ou adhésions définitives</i> | <i>Signatures non encore suivies de ratification</i> |
|---|---|
| BELGIQUE (4 avril 1939) Sous réserve d'adhésion ultérieure pour la colonie du Congo et les territoires sous mandat. A l'exclusion de l'article 16 de la Convention. | UNION SUD-AFRICAINNE |
| BRÉSIL (19 septembre 1931 <i>a</i>) Avec réserves en ce qui concerne les articles 5, 6, 7, 16 et 17 que le Brésil n'adoptera pas parce qu'il se heurte à des principes de base de sa législation interne. | ALLEMAGNE |
| GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations (6 avril 1934) <i>Birmanie</i> Sa Majesté le Roi n'assume aucune obligation en ce qui concerne les Etats Karenni, qui sont placés sous la suzeraineté de Sa Majesté, ou en ce qui concerne la population desdits Etats. | AUTRICHE |
| CANADA (6 avril 1934) | CHILI |
| AUSTRALIE (10 novembre 1937) Y compris les territoires du <i>Papoua</i> et de l' <i>île de Norfolk</i> . | COLOMBIE Sous réserve de l'article 10. |
| INDE (7 octobre 1935) Conformément aux dispositions de l'article 29, Sa Majesté Britannique n'assume aucune obligation en ce qui concerne les territoires de l'Inde appartenant à un prince ou chef placé sous sa suzeraineté ou en ce qui concerne la population desdits territoires. | CUBA Sous réserve des articles 9, 10 et 11. |
| CHINE (14 février 1935) Sous réserve de l'article 4. | DANEMARK Sous réserve des articles 5 et 11. |
| MONACO (27 avril 1931 <i>a</i>) | EGYPTE |
| NORVÈGE (16 mars 1931 <i>a</i>) | ESPAGNE |
| PAYS-BAS (2 avril 1937) Y compris les <i>Indes néerlandaises</i> , <i>Surinam</i> et <i>Curaçao</i> . Excluant les dispositions des articles 8, 9 et 10 de la Convention. | ESTONIE |
| POLOGNE (15 juin 1934) | FRANCE |
| SUÈDE (6 juillet 1933) Le Gouvernement suédois déclare exclure de son acceptation la disposition de la deuxième phrase de l'article 11 dans le cas où la femme visée par cet article, ayant recouvré la nationalité de son pays d'origine, n'établit pas sa résidence habituelle dans ce pays. | GRÈCE |
| | HONGRIE |
| | IRLANDE |
| | ISLANDE |
| | ITALIE |
| | JAPON Sous réserve des articles 4 et 10 et des mots "d'après la loi de l'Etat qui accorde la naturalisation", de l'article 13. |
| | LETTONIE |
| | LUXEMBOURG |
| | MEXIQUE Sous réserve de l'alinéa 2 de l'article 1. |
| | PÉROU Sous réserve de l'article 4. |
| | PORTUGAL |
| | SALVADOR |
| | SUISSE Sous réserve de l'article 10. |
| | TCHÉCOSLOVAQUIE |
| | URUGUAY |
| | YOUgoslavie |

¹ Enregistrée sous le numéro 4137. Voir *Recueil des Traités de la Société des Nations*, vol. 179, p. 89. Ratifications et

adhésions postérieures à l'enregistrement : vol. 196, p. 476; et vol. 200, p. 539.

**Actes postérieurs à la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies a assumé les fonctions de dépositaire**

| | <i>Notification de succession (d)</i> | |
|--------------------------|---|---------------|
| MALTE ² | 16 août | 1966 <i>d</i> |
| PAKISTAN | 29 juillet | 1953 <i>d</i> |

² La notification de succession est assortie de la déclaration ci-après :

Conformément à l'article 20 de la Convention, le Gouvernement maltais déclare ce qui suit :

a) Le deuxième paragraphe de l'article 6 de la Convention ne s'appliquera pas à Malte pour autant qu'il aboutirait à

donner immédiatement effet à une déclaration de renonciation à la citoyenneté de Malte faite au cours d'une guerre dans laquelle Malte pourrait être engagé, ou considérée par le Gouvernement maltais comme contraire d'une autre manière à l'ordre public;

b) L'article 16 de la Convention ne s'appliquera pas à un enfant illégitime né hors de Malte.

5. Protocole relatif aux obligations militaires dans certains cas de double nationalité

La Haye, 12 avril 1930¹

EN VIGUEUR depuis le 25 mai 1937 (articles 11 et 12).

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|--|-----------------------|
| ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE | (3 août 1932) |
| BELGIQUE | (4 avril 1939) |
| Sous réserve d'adhésion ultérieure pour la colonie du Congo et les territoires sous mandat. | |
| BRÉSIL | (19 septembre 1931 a) |
| GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD, ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations | (14 janvier 1932) |
| <i>Birmanie</i> | |
| Sa Majesté le Roi n'assume aucune obligation en ce qui concerne les Etats Karenni, qui sont placés sous la suzeraineté de Sa Majesté, ou en ce qui concerne la population desdits Etats. | |
| AUSTRALIE | (8 juillet 1935 a) |
| Y compris les territoires du <i>Papoua</i> et de l'île de <i>Norfolk</i> et les territoires sous mandat de la <i>Nouvelle-Guinée</i> et de <i>Nauru</i> . | |
| UNION SUD-AFRICAINE | (9 octobre 1935 a) |
| Sous réserve de l'article 2. | |
| INDE | (28 septembre 1932) |
| Conformément aux dispositions de l'article 15 de ce Protocole, Sa Majesté Britannique n'assume aucune obligation en ce qui concerne les territoires de l'Inde appartenant à un prince ou chef placé sous sa suzeraineté ou en ce qui concerne la population desdits territoires. | |
| COLOMBIE | (24 février 1937) |
| CUBA | (22 octobre 1936) |
| Le Gouvernement de Cuba déclare ne pas assumer l'obligation imposée par l'article 2 du Protocole | |

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|---|-------------------|
| lorsque le mineur visé par ledit article — bien qu'il ait le droit, au moment où il atteindra sa majorité, de répudier ou de refuser la nationalité cubaine — réside habituellement sur le territoire de l'Etat, étant donné qu'il est uni, de fait, à ce dernier par un lien plus étroit qu'avec tout autre Etat dont il posséderait également la nationalité. | |
| PAYS-BAS | (2 avril 1937) |
| Y compris les <i>Indes néerlandaises</i> , <i>Surinam</i> et <i>Curaçao</i> . | |
| SALVADOR | (14 octobre 1935) |
| SUÈDE | (6 juillet 1933) |

Signatures non encore suivies de ratification :

| |
|------------|
| ALLEMAGNE |
| CANADA |
| CHILI |
| DANEMARK |
| EGYPTE |
| ESPAGNE |
| FRANCE |
| GRÈCE |
| IRLANDE |
| LUXEMBOURG |
| MEXIQUE |
| PÉROU |
| PORTUGAL |
| URUGUAY |

Actes postérieurs à la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a assumé les fonctions de dépositaire

| | <i>Ratification, adhésion (a)</i> | <i>notification de succession (d)</i> |
|------------------|-----------------------------------|---------------------------------------|
| AUTRICHE | 28 juillet | 1958 |
| MALAWI | 13 octobre | 1966 a |
| MALTE | 16 août | 1966 d |
| MAURITANIE | 2 mars | 1966 a |
| NIGER | 25 juillet | 1966 a |
| NIGÉRIA | 17 mars | 1967 a |

¹ Enregistré sous le numéro 4117. Voir *Recueil des Traités de la Société des Nations*, vol. 178 p. 227. Ratifications et

adhésions postérieures à l'enregistrement : vol. 156, p. 476; et vol. 200, p. 539.

6. Protocole relatif aux clauses d'arbitrage

Genève, 24 septembre 1923¹

EN VIGUEUR depuis le 28 juillet 1924 (article 6).

| <i>Ratifications</i> | <i>Ratifications</i> |
|--|---|
| ALBANIE (29 août 1924) | NOUVELLE-ZÉLANDE (9 juin 1926) |
| ALLEMAGNE (5 novembre 1924) | INDE (23 octobre 1937) |
| AUTRICHE (25 janvier 1928) | N'engage pas les territoires de l'Inde appartenant à un prince ou chef placé sous la suzeraineté de Sa Majesté. L'Inde se réserve la liberté de restreindre l'engagement pris au premier paragraphe de l'article premier aux contrats qui sont considérés comme commerciaux par son droit national. |
| BELGIQUE (23 septembre 1924) | DANEMARK (6 avril 1925) |
| Se réserve la liberté de restreindre aux contrats qui sont considérés comme commerciaux par son droit national, l'engagement visé au premier paragraphe de l'article premier. | D'après le droit danois, les sentences arbitrales rendues par un tribunal d'arbitrage ne sont pas immédiatement exigibles, mais il est nécessaire, dans chaque cas, pour les rendre exigibles, de s'adresser aux tribunaux ordinaires. Au cours des procédés devant ces tribunaux, la sentence arbitrale sera cependant admise généralement sans examen ultérieur comme base pour le jugement définitif de l'affaire. |
| BRÉSIL (5 février 1932) | ESPAGNE (29 juillet 1926) |
| Sous la condition que le compromis arbitral ou la clause compromissoire visés à l'article premier de ce Protocole soient restreints aux contrats considérés comme commerciaux par la législation brésilienne. | Se réserve la liberté de restreindre l'engagement prévu à l'alinéa 2 de l'article premier aux contrats qui seraient considérés comme commerciaux par son droit national. |
| EMPIRE BRITANNIQUE (27 septembre 1924) | Son acceptation du présent Protocole ne s'étend pas aux possessions espagnoles en Afrique ni aux territoires du Protectorat espagnol au Maroc. |
| S'applique seulement à la Grande-Bretagne et à l'Irlande du Nord et, par conséquent, à aucun des colonies, possessions et territoires d'outre-mer, protectorats sous la souveraineté ou l'autorité de Sa Majesté Britannique, ni à aucun des territoires sur lesquels Sa Majesté Britannique exerce un mandat. | ESTONIE (16 mai 1929) |
| Rhodésie du Sud (18 décembre 1924 a) | Restreint, conformément à l'alinéa 2 de l'article premier, l'engagement visé au premier alinéa dudit article aux contrats qui sont considérés comme commerciaux par son droit national. |
| Terre-Neuve (22 juin 1925 a) | FINLANDE (10 juillet 1924) |
| Ceylan, Côte de l'Or (y compris Achanti et les territoires septentrionaux de la Côte de l'Or et le Togo), Falkland (Iles et dépendances), Gambie (Colonie et Protectorat), Gibraltar, Guyane britannique, Honduras britannique, îles du Vent (Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vicent), îles Sous-le-Vent, Jamaïque (y compris les îles Turques et Caïques et les îles Caïmans), Kenia (Colonie et Protectorat), Malte, île Maurice, Palestine (à l'exclusion de la Transjordanie), Rhodésie du Nord, Transjordanie, Zanzibar (12 mars 1926 a) | FRANCE (7 juin 1928) |
| Tanganyika (17 juin 1926 a) | Se réserve la liberté de restreindre l'engagement prévu à l'alinéa 2 de l'article premier aux contrats qui sont déclarés commerciaux par son droit national. |
| Sainte-Hélène (29 juillet 1926 a) | Son acceptation du présent Protocole ne s'étend pas aux colonies, possessions ou territoires d'outre-mer, non plus qu'aux protectorats ou territoires sur lesquels la France exerce un mandat. |
| Ouganda (28 juin 1929 a) | GRÈCE (26 mai 1926) |
| Bahamas (23 janvier 1931 a) | IRAK (12 mars 1926 a) |
| Birmanie (à l'exclusion des Etats Karenni sous la suzeraineté de Sa Majesté) (19 octobre 1938 a) | ITALIE (à l'exception des colonies) (28 juillet 1924) |
| Sa Majesté se réserve la liberté de restreindre l'engagement visé au premier paragraphe de l'article premier aux contrats qui sont considérés comme commerciaux par le droit national de la Birmanie. | JAPON (4 juin 1928) |
| | Chosen, Taïwan, Karafuto, le territoire à bail du |

¹ Enregistré sous le numéro 678. Voir *Recueil des Traités de la Société des Nations*, vol. 27, p. 157.

Ratifications et adhésions postérieures à l'enregistrement : vol. 31, p. 260; vol. 35, p. 314; vol. 39, p. 190; vol. 45, p. 116; vol. 50, p. 161; vol. 59, p. 355; vol. 69, p. 79; vol. 72, p. 452;

vol. 83, p. 393; vol. 88, p. 312; vol. 96, p. 190; vol. 100, p. 211; vol. 104, p. 499; vol. 107, p. 470; vol. 111, p. 403; vol. 117, p. 55; vol. 156, p. 185; vol. 181, p. 356; vol. 185, p. 372; vol. 193, p. 268, et vol. 200, p. 500.

Ratifications

Kouan-Toung, les territoires sur lesquels le Japon exerce son mandat (26 février 1929 a)

LUXEMBOURG (15 septembre 1930)

Se réserve la liberté de restreindre aux contrats qui sont considérés comme commerciaux par son droit national l'engagement visé au premier paragraphe de l'article premier.

MONACO (8 février 1927)

Se réserve la liberté de restreindre son engagement aux contrats qui sont déclarés commerciaux par son droit national.

NORVÈGE (2 septembre 1927)

PAYS-BAS, y compris les *Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao* (6 août 1925)

Le Gouvernement des Pays-Bas déclare son point de vue que la reconnaissance en principe de la validité des clauses d'arbitrage ne porte nullement atteinte aux dispositions restrictives qui se trouvent actuellement dans la législation néerlandaise ni au droit d'y introduire d'autres restrictions à l'avenir².

POLOGNE (26 juin 1931)

Avec la réserve que, conformément à l'alinéa 2 de l'article premier, l'engagement prévu audit article s'appliquera uniquement aux contrats qui sont déclarés commerciaux par le droit national polonais.

PORTUGAL (10 décembre 1930)

1) Conformément au second paragraphe de l'article premier, le Gouvernement portugais se réserve la liberté de restreindre aux contrats qui sont considérés comme commerciaux par son droit national l'engagement visé au premier paragraphe de l'article premier.

2) Aux termes du premier paragraphe de l'article 8, le Gouvernement portugais déclare que son acceptation du présent Protocole ne s'étend pas à ses colonies.

ROUMANIE (12 mars 1925)

Avec la réserve que le Gouvernement royal pourra, en toute occurrence, restreindre l'engagement prévu à l'article premier, alinéa 2, aux contrats qui sont déclarés commerciaux par son droit national.

SUÈDE (8 août 1929)

SUISSE (14 mai 1928)

TCHÉCOSLOVAQUIE (18 septembre 1931)

Ratifications

La République tchécoslovaque ne se considérera liée qu'envers les Etats qui auront ratifié la Convention du 26 septembre 1927, relative à l'exécution des sentences arbitrales étrangères, et, par cette signature, la République tchécoslovaque n'entend pas porter atteinte aux traités bilatéraux qu'elle a conclus et qui règlent les questions visées par ce Protocole d'une manière dépassant ses dispositions.

THAÏLANDE (3 septembre 1930)

Signatures non encore suivies de ratification

BOLIVIE

CHILI

LETTONIE

Se réserve la liberté de restreindre l'engagement prévu dans l'alinéa 2 de l'article premier aux contrats qui sont déclarés commerciaux par son droit national.

LIECHTENSTEIN

Sous la réserve suivante :

Ne sont dorénavant valables que s'ils ont été revêtus de la forme authentique les accords qui sont l'objet d'un contrat spécial ou de clauses faisant partie d'autres contrats, attribuant compétence à un tribunal étranger, s'ils sont conclus entre nationaux et étrangers ou entre nationaux dans le pays.

Cette disposition s'applique également aux stipulations des statuts, contrats de société et actes sem-différend à un tribunal arbitral siégeant à l'étranger.

Est nul tout accord qui soumet à un tribunal étranger blables, ainsi qu'aux accords qui soumettent un ou à un tribunal arbitral un différend en matière de contrats d'assurance, lorsque le preneur d'assurance est domicilié dans le pays ou lorsque l'intérêt assuré se trouve dans le pays.

Il incombe au tribunal de veiller d'office et même au cours de la procédure d'exécution forcée ou de faillite à ce que cette disposition soit observée³.

LITHUANIE

NICARAGUA

PANAMA

PARAGUAY

PÉROU

SALVADOR

URUGUAY

Actes postérieurs à la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a assumé les fonctions de dépositaire

| | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a) notification de succession (d)</i> | |
|---------------------|------------------|------|--|--------|
| IRLANDE | 29 novembre | 1956 | 11 mars | 1957 |
| ISRAËL | 24 octobre | 1951 | 13 décembre | 1951 |
| MALTE | | | 16 août | 1966 d |
| OUGANDA | 5 mai | 1965 | | |
| RÉPUBLIQUE DE CORÉE | 4 mars | 1968 | | |
| ROYAUME-UNI | | | | |
| POUR HONG-KONG | | | 10 février | 1965 a |
| YOUgoslavie | 13 mars | 1959 | 13 mars | 1959 |

² Par ailleurs, le Gouvernement des Pays-Bas avait, en signant et ratifiant, formulé une réserve qu'en ce qui concerne le Royaume en Europe il a retirée le 22 février 1938 (*Recueil des Traités*, vol. 185, p. 372), et qu'en ce qui concerne les Indes

néerlandaises, Surinam, et Curaçao, il a retirée le 16 avril 1940 (*Recueil des Traités*, vol. 200, p. 500).

³ Cette réserve a été soumise à l'acceptation des Etats parties au Protocole.

7. Convention pour l'exécution des sentences arbitrales étrangères

Genève, 26 septembre 1927¹

EN VIGUEUR depuis le 25 juillet 1929 (article 8).

Ratifications

ALLEMAGNE (1^{er} septembre 1930)
 AUTRICHE (18 juillet 1930)
 BELGIQUE (27 avril 1929)

Se réserve la liberté de restreindre l'engagement pris à l'article premier aux contrats qui sont considérés comme commerciaux par son droit national.

Congo belge, territoire du Ruanda-Urundi
 (5 juin 1930 a)

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD
 (2 juillet 1930)

Terre-Neuve (7 janvier 1931 a)

Bahamas, Côte de l'Or [a] Colonie, b) Achanti, c) Territoires septentrionaux, d) Togo sous mandat britannique], Falkland (îles), Gibraltar, Guyane britannique, Honduras britannique, îles du Vent (Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent), Jamaïque (y compris les îles Turques et Caïques et les îles Caïmans), Kenia, Ouganda (Protectorat de l'), Palestine (à l'exclusion de la Transjordanie), Tanganyika (Territoire du), Zanzibar (26 mai 1931 a)

Ile Maurice (13 juillet 1931 a)

Rhodésie du Nord (13 juillet 1931 a)

Iles Sous-le-Vent (Antigua, Dominique, Montserrat, Saint-Christophe et Nevis, îles Vierges)
 (9 mars 1932 a)

Malte (11 octobre 1934 a)

Birmanie (à l'exclusion des Etats Karenni sous la suzeraineté de Sa Majesté) (19 octobre 1938 a)

Sa Majesté se réserve la liberté de restreindre l'engagement pris en vertu de l'article premier aux contrats qui sont considérés comme commerciaux par le droit national de la Birmanie.

NOUVELLE-ZÉLANDE (y compris le *Samoa occidental*)
 (9 avril 1929)

INDE (23 octobre 1937)

N'engage pas les territoires de l'Inde appartenant à un prince ou chef placé sous la suzeraineté de Sa Majesté. L'Inde se réserve la liberté de restreindre l'engagement pris à l'article premier aux contrats qui sont considérés comme commerciaux par son droit national.

DANEMARK (25 avril 1929)

D'après le droit danois, les sentences arbitrales rendues par un tribunal d'arbitrage ne sont pas immédiatement exigibles, mais il est nécessaire, dans

Ratifications

chaque cas, pour les rendre exigibles, de s'adresser aux tribunaux ordinaires. Au cours de ces procédés devant ces tribunaux, la sentence arbitrale sera cependant admise généralement sans examen ultérieur comme base pour le jugement définitif de l'affaire.

ESPAGNE (15 janvier 1930)

ESTONIE (16 mai 1929)

Se réserve la liberté de restreindre l'engagement pris à l'article premier aux contrats qui sont déclarés commerciaux par son droit national.

FINLANDE (30 juillet 1931)

FRANCE (13 mai 1931)

Se réserve la liberté de restreindre l'engagement pris à l'article premier aux contrats qui sont déclarés commerciaux par son droit national.

GRÈCE (15 janvier 1932)

Le Gouvernement hellénique se réserve la liberté de restreindre l'engagement pris à l'article premier aux contrats qui sont déclarés commerciaux par son droit national.

ITALIE (12 novembre 1930)

LUXEMBOURG (15 septembre 1930)

Se réserve la liberté de restreindre l'engagement pris à l'article premier aux contrats qui sont considérés comme commerciaux par son droit national.

PAYS-BAS (pour le Royaume en Europe)
 (12 août 1931)

Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao
 (28 janvier 1933 a)

PORTUGAL (10 décembre 1930)

1) Le Gouvernement portugais se réserve la liberté de restreindre l'engagement pris à l'article premier aux contrats qui sont déclarés commerciaux par son droit national.

2) Le Gouvernement portugais déclare qu'aux termes de l'article 10, la présente Convention ne s'étend pas à ses colonies.

ROUMANIE (22 juin 1931)

Se réserve la liberté de restreindre l'engagement pris à l'article premier aux contrats qui sont déclarés commerciaux par son droit national.

SUÈDE (8 août 1929)

SUISSE (25 septembre 1930)

TCHÉCOSLOVAQUIE (18 septembre 1931)

La République tchécoslovaque n'entend pas porter atteinte aux traités bilatéraux qu'elle a conclus

¹ Enregistrée sous le numéro 2096. Voir *Recueil des Traités de la Société des Nations*, vol. 92, p. 301.

Ratifications et adhésions postérieures à l'enregistrement : vol. 96, p. 205; vol. 100, p. 259; vol. 104, p. 526; vol. 107, p. 528; vol. 111, p. 414; vol. 117, p. 303; vol. 130, p. 457; vol. 156, p. 210; vol. 181, p. 389; vol. 185, p. 391; et vol. 193, p. 269.

Ratifications

avec divers Etats et qui règlent les questions visées par cette Convention d'une manière dépassant ses dispositions.

THAÏLANDE

(7 juillet 1931)

BOLIVIE

NICARAGUA

PÉROU

Signatures non encore suivies de ratification

Actes postérieurs à la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a assumé les fonctions de dépositaire

| | <i>Signature</i> | | <i>Ratification, adhésion (a) notification de succession (d)</i> | |
|-------------------------------------|------------------|------|--|---------------|
| IRLANDE | 29 novembre | 1956 | 10 juin | 1957 |
| ISRAËL | 24 octobre | 1951 | 27 février | 1952 |
| JAPON | 4 février | 1952 | 11 juillet | 1952 |
| MALTE | | | 16 août | 1966 <i>d</i> |
| OUGANDA | 5 mai | 1965 | | |
| RÉPUBLIQUE DE CORÉE | 4 mars | 1968 | | |
| ROYAUME-UNI POUR HONG-KONG | | | 10 février | 1965 <i>a</i> |
| YOUGOSLAVIE | 13 mars | 1959 | 13 mars | 1959 |

8. Convention destinée à régler certains conflits de lois en matière de lettres de change et de billets à ordre, et Protocole

Genève, 7 juin 1930¹

EN VIGUEUR depuis le 1^{er} janvier 1934 (article 13)

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|--|---------------------|
| *ALLEMAGNE | (3 octobre 1933) |
| AUTRICHE | (31 août 1932) |
| BELGIQUE | (31 août 1932) |
| BRÉSIL | (26 août 1942 a) |
| DANEMARK | (27 juillet 1932) |
| Le Gouvernement du Roi, par son acceptation de cette Convention, n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne le Groenland. | |
| FINLANDE | (31 août 1932) |
| FRANCE | (27 avril 1936 a) |
| GRÈCE | (31 août 1931) |
| ITALIE | (31 août 1932) |
| JAPON | (31 août 1932) |
| MONACO | (25 janvier 1934 a) |
| NORVÈGE | (27 juillet 1932) |
| PAYS-BAS (pour le Royaume en Europe) | (20 août 1932) |

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|---|-----------------------------|
| <i>Indes néerlandaises et Curaçao</i> | (16 juillet 1935 a) |
| <i>Surinam</i> | (7 août 1936 a) |
| POLOGNE | (19 décembre 1936 a) |
| *PORTUGAL ² | (8 juin 1934) |
| SUÈDE | (27 juillet 1932) |
| SUISSE | (26 août 1932) ³ |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES | (25 novembre 1936 a) |

Signatures non encore suivies de ratification

| |
|-----------------|
| COLOMBIE |
| EQUATEUR |
| ESPAGNE |
| PÉROU |
| TCHÉCOSLOVAQUIE |
| TURQUIE |
| YOUgoslavie |

Actes postérieurs à la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a assumé les fonctions de dépositaire²

| | |
|------------------|-----------------------------------|
| | <i>Ratification, adhésion (a)</i> |
| HONGRIE | 28 octobre 1964 a |
| LUXEMBOURG | 5 mars 1963 |

* Toutes les parties à cette Convention ont accepté de considérer comme valable l'instrument de ratification déposé par ce pays après la date fixée dans la Convention. Cependant, le Gouvernement japonais est d'avis que cette ratification a un caractère d'adhésion.

¹ Enregistrée sous le numéro 3314. Voir *Recueil des Traités de la Société des Nations*, vol. 143, p. 317.

Ratifications et adhésions postérieures à l'enregistrement : vol. 143, p. 317; vol. 156, p. 292; vol. 160, p. 428; vol. 164, p. 412; vol. 168, p. 237; vol. 177, p. 438; et vol. 204, p. 461.

² La ratification a été faite sous la réserve que les dispositions de la Convention ne s'appliquent pas au territoire colonial por-

tugais (voir *ibid.*, vol. 143, p. 318). Par une communication reçue le 18 août 1953, le Gouvernement portugais a notifié au Secrétaire général le retrait de cette réserve.

³ D'après une déclaration faite par le Gouvernement suisse en déposant l'instrument de ratification sur cette Convention, celle-ci ne devait prendre effet, en ce qui concerne la Suisse, qu'après l'adoption d'une loi revisant les titres XXIV à XXXIII du Code fédéral des obligations ou, le cas échéant, d'une loi spéciale sur les lettres de change, les billets à ordre et les chèques. La loi susvisée étant entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1937, la Convention a pris effet, pour la Suisse, à partir de la même date.

9. Convention destinée à régler certains conflits de lois en matière de chèques, et Protocole

Genève, 19 mars 1931¹

EN VIGUEUR depuis le 1^{er} janvier 1934 (article 14).

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|--|-----------------------------|
| *ALLEMAGNE | (3 octobre 1933) |
| BRÉSIL | (26 août 1942 a) |
| DANEMARK | (27 juillet 1932) |
| Le Gouvernement du Roi, par son acceptation de cette Convention, n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne le Groenland. | |
| FINLANDE | (31 août 1932) |
| FRANCE | (27 avril 1936 a) |
| *GRÈCE | (1 ^{er} juin 1934) |
| ITALIE | (31 août 1933) |
| JAPON | (25 août 1933) |
| MONACO | (9 février 1933) |
| NICARAGUA | (16 mars 1932 a) |
| NORVÈGE | (27 juillet 1932) |
| *PAYS-BAS, pour le Royaume en Europe | (2 avril 1934) |

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|---------------------------------------|-----------------------------|
| <i>Indes néerlandaises et Curaçao</i> | (30 septembre 1935 a) |
| <i>Surinam</i> | (7 août 1936 a) |
| POLOGNE | (19 décembre 1936 a) |
| *PORTUGAL ² | (8 juin 1934) |
| SUÈDE | (27 juillet 1932) |
| SUISSE | (26 août 1932) ³ |

Signatures non encore suivies de ratification

| |
|-----------------|
| EQUATEUR |
| ESPAGNE |
| MEXIQUE |
| ROUMANIE |
| TCHÉCOSLOVAQUIE |
| TURQUIE |
| YOUgoslavie |

Actes postérieurs à la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a assumé les fonctions de dépositaire²

| | <i>Ratification, adhésion (a)</i> | <i>notification de succession (d)</i> |
|-----------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------|
| AUTRICHE | 1 ^{er} décembre | 1950 |
| BELGIQUE ⁴ | 18 décembre | 1961 |
| HONGRIE | 28 octobre | 1964 a |
| INDONÉSIE | 9 mars | 1959 d |
| LUXEMBOURG | 1 ^{er} août | 1968 a |

* Toutes les parties à cette Convention ont accepté de considérer comme valable l'instrument de ratification déposé par ce pays après la date fixée dans la Convention. Cependant, le Gouvernement japonais est d'avis que cette ratification a un caractère d'adhésion.

¹ Enregistrée sous le numéro 3317. Voir *Recueil des Traités de la Société des Nations*, vol. 143, p. 407.

Ratifications et adhésions postérieures à l'enregistrement : vol. 156, p. 293; vol. 164, p. 413; vol. 168, p. 239; vol. 177, p. 440; et vol. 204, p. 462.

² La ratification a été faite sous la réserve que les dispositions de la Convention ne s'appliquent pas au territoire colonial portugais (voir *ibid.*, vol. 143, p. 408). Par une communication

reçue le 18 août 1953, le Gouvernement portugais a notifié au Secrétaire général le retrait de cette réserve.

³ D'après une déclaration faite par le Gouvernement suisse en déposant l'instrument de ratification sur cette Convention, celle-ci ne devait prendre effet, en ce qui concerne la Suisse, qu'après l'adoption d'une loi revisant les titres XXIV à XXXIII du Code fédéral des obligations ou, le cas échéant, d'une loi spéciale sur les lettres de change, les billets à ordre et les chèques. La loi susvisée étant entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1937, la Convention a pris effet, pour la Suisse, à partir de la même date.

⁴ Avec la déclaration que, conformément à l'article 18 de la Convention, le Gouvernement belge n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne le territoire sous tutelle du Ruanda-Urundi.

10. Convention portant loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre, avec Annexes et Protocole

Genève, 7 juin 1930¹

EN VIGUEUR depuis le 1^{er} janvier 1934 (article VI).

Ratifications ou adhésions définitives

AUTRICHE² (31 août 1932)

Cette ratification est donnée sous les réserves prévues aux articles 6, 10, 14, 15, 17 et 20 de l'Annexe II à la Convention.

***ALLEMAGNE** (3 octobre 1933)

Cette ratification est donnée sous les réserves prévues aux articles 6, 10, 13, 14, 15, 17, 19 et 20 de l'Annexe II à la Convention.

BELGIQUE (31 août 1932)

Cette ratification est subordonnée à l'usage des facultés prévues aux articles 1, 2, 3, 4, 5, 8, 10, 11, 13, 14, 15, 16, 17 et 20 de l'Annexe II à cette Convention. En ce qui concerne le Congo belge et le Ruanda-Urundi, le Gouvernement belge entend se réserver l'usage de toutes les facultés prévues dans l'annexe en question, à l'exception de celle stipulée à l'article 21.

BRÉSIL (26 août 1942 *a*)

Cette adhésion est donnée sous les réserves prévues aux articles 2, 3, 5, 6, 7, 9, 10, 13, 15, 16, 17, 19 et 20 de l'Annexe II à la Convention.

DANEMARK³ (27 juillet 1932)

L'engagement du Gouvernement du Roi à introduire au Danemark la loi uniforme formant l'Annexe I à cette Convention est subordonné aux réserves visées aux articles 10, 14, 15, 17, 18 et 20 de l'Annexe II à ladite Convention.

* Toutes les parties à cette Convention ont accepté de considérer comme valable l'instrument de ratification déposé par ce pays après la date fixée dans la Convention. Cependant, le Gouvernement japonais est d'avis que cette ratification a un caractère d'adhésion.

** Le Ministre des Affaires étrangères de la République française a informé le Secrétaire général, par une communication reçue au Secrétariat le 20 octobre 1937, que par suite de certaines modifications qui ont été apportées à la législation française en matière d'échéance des effets de commerce, conformément au décret-loi du 31 août 1937, et conformément à l'article 38 de la loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre (annexe I à ladite Convention), le porteur d'une lettre de change pourra la présenter non seulement le jour même de l'échéance, mais soit ce jour, soit l'un des deux jours ouvrables qui suivent.

En conséquence, la réserve qu'à cet égard la France avait faite lors de son adhésion à la Convention concernant l'article 5 de l'annexe II audit acte est devenue sans objet.

¹ Enregistrée sous le numéro 3313. Voir *Recueil des Traités* de la Société des Nations, vol. 143, p. 257.

Ratifications et adhésions postérieures à l'enregistrement : vol. 156, p. 292; vol. 160, p. 428; vol. 164, p. 412; vol. 168, p. 236; vol. 177, p. 437; vol. 181, p. 402; et vol. 204, p. 461.

² Par une communication reçue le 13 mai 1963, le Gouvernement autrichien a notifié au Secrétaire général, conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article premier de la Convention, qu'il a décidé de faire la réserve prévue à l'article 18 de l'Annexe II à la Convention, à l'effet que certains jours ouvrables seront assimilés aux jours fériés légaux en ce qui concerne la présentation à l'acceptation ou au paiement et tous autres actes relatifs à la lettre de change.

Par une communication reçue le 26 novembre 1968, le Gou-

Ratifications ou adhésions définitives

Le Gouvernement du Roi, par son acceptation de cette Convention, n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne le Groenland.

FINLANDE⁴ (31 août 1932)

Cette ratification est subordonnée aux réserves que mentionnent les articles 14 et 20 de l'Annexe II à cette Convention. En outre, la Finlande a fait usage du droit accordé aux Hautes Parties contractantes, par les articles 15, 17 et 18 de ladite Annexe, de légiférer sur les matières y mentionnées.

FRANCE (27 avril 1936 *a*)

Déclare faire application des articles 1, 2, 3, 4, 5**, 6, 10, 11, 13, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 22 et 23 de l'Annexe II à cette Convention.

GRÈCE (31 août 1931)

Sous les réserves suivantes relatives à l'Annexe II :

Article 8 : Alinéas 1 et 3.

Article 9 : En ce qui concerne les lettres de change payables à jour fixe ou à un certain délai de date ou de vue.

Article 13.

Article 15 : *a*) Action contre le tireur ou l'endosseur qui se serait enrichi injustement ;

vernement autrichien, se référant aux réserves précitées, a notifié au Secrétaire général que, en vertu de la législation autrichienne en vigueur depuis le 26 juillet 1967, le paiement, l'acceptation ou tous autres actes relatifs aux lettres de change et aux billets à ordre ne peuvent être exigés les jours fériés légaux et jours assimilés dont la liste suit : 1^{er} janvier (Nouvel An), 6 janvier (Épiphanie), Vendredi Saint, Lundi de Pâques, 1^{er} mai (jour férié légal), Ascension, Lundi de Pentecôte, Fête-Dieu, 15 août (Assomption), 26 octobre (fête nationale), 1^{er} novembre (Toussaint), 8 décembre (Immaculée Conception), 25 et 26 décembre (Noël), samedis et dimanches.

³ Par une communication reçue le 31 janvier 1966, le Gouvernement danois a notifié au Secrétaire général ce qui suit : A compter du 1^{er} décembre 1965, la législation danoise donnant effet aux lois uniformes instituées par la Convention a été modifiée à l'effet d'assimiler les samedis aux jours fériés. La présente communication doit être considérée comme une notification faite conformément au troisième paragraphe de l'article premier de la Convention.

Par la même communication, le Gouvernement danois a également notifié au Secrétaire général que la déclaration qui avait été faite en son nom conformément au paragraphe 1 de l'article X de la Convention, lors de sa ratification, et selon laquelle le Gouvernement danois n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne le Groenland, devait être considérée comme retirée à compter du 1^{er} juillet 1965.

⁴ Par une communication reçue le 29 juillet 1966, le Gouvernement finlandais a notifié au Secrétaire général ce qui suit : A compter du 1^{er} juin 1966, le 1^{er} mai et les samedis des mois de juin, juillet et août sont assimilés à des jours fériés. La présente communication doit être considérée comme une notification faite conformément au troisième paragraphe de l'article premier de la Convention.

Ratifications ou adhésions définitives

b) Même action contre l'accepteur qui se serait enrichi injustement;

"Cette action se prescrit par cinq ans à compter de la date de la lettre de change."

Article 17 : Seront appliquées les dispositions de la législation hellénique concernant les prescriptions à court délai.

Article 20 : Les réserves susvisées s'appliquent également au billet à ordre.

ITALIE (31 août 1932)

Le Gouvernement italien se réserve de se prévaloir de la faculté prévue aux articles 2, 8, 10, 13, 15, 16, 17, 19 et 20 de l'Annexe II à cette Convention.

JAPON (31 août 1932)

Cette ratification est donnée sous réserve du bénéfice des dispositions mentionnées à l'Annexe II à cette Convention, par application de l'alinéa 2 de l'article premier.

MONACO (25 janvier 1934 a)

NORVÈGE (27 juillet 1932)

Cette ratification est subordonnée aux réserves que mentionnent les articles 14 et 20 de l'Annexe II à la Convention, et le Gouvernement royal de Norvège se réserve, en même temps, de se prévaloir du droit accordé à chacune des Hautes Parties contractantes par les articles 10, 15, 17 et 18 de ladite Annexe de légiférer sur les matières y mentionnées.

PAYS-BAS (pour le Royaume en Europe) (20 août 1932)

Cette ratification est subordonnée aux réserves mentionnées à l'Annexe II de la Convention.

Indes néerlandaises et Curaçao (16 juillet 1935 a)

Sous les réserves mentionnées à l'Annexe II de la Convention.

* Toutes les parties à cette Convention ont accepté de considérer comme valable l'instrument de ratification déposé par ce pays après la date fixée dans la Convention. Cependant, le Gouvernement japonais est d'avis que cette ratification a un caractère d'adhésion.

⁵ La ratification a été faite sous la réserve que les dispositions de la Convention ne s'appliquent pas au territoire colonial portugais (voir *ibid.*, vol. 143, p. 260). Par une communication reçue le 18 août 1953, le Gouvernement portugais a notifié au Secrétaire général le retrait de cette réserve.

⁶ Par une communication reçue le 16 mai 1961, le Gouvernement suédois a notifié au Secrétaire général qu'après avoir obtenu l'approbation du Parlement il avait promulgué le 7 avril 1961 une loi par laquelle les samedis à partir du 1^{er} avril jusqu'au 30 septembre de chaque année seront assimilés aux jours fériés légaux, entre autres en ce qui concerne la présentation à l'acceptation ou au paiement et tous autres actes relatifs à la lettre de change et aux chèques. Le Gouvernement suédois a demandé en outre que cette communication soit considérée comme une notification des réserves faites

Ratifications ou adhésions définitives

Surinam (7 août 1936 a)

Sous les réserves mentionnées à l'Annexe II de la Convention.

POLOGNE (19 décembre 1936 a)

Cette adhésion est donnée sous les réserves prévues aux articles 2, 6, 7, 10, 11, 13, 14, 15, 17, 19, 20, 21, alinéa 2, et 22 de l'Annexe II à la Convention.

*PORTUGAL⁵ (8 juin 1934)

SUÈDE⁶ (27 juillet 1932)

Cette ratification est subordonnée aux réserves que mentionnent les articles 14 et 20 de l'Annexe II à la Convention et, en outre, le Gouvernement royal de Suède a fait usage du droit accordé aux Hautes Parties contractantes par les articles 10, 15 et 17 de ladite Annexe de légiférer sur les matières y mentionnées.

SUISSE⁷ (26 août 1932)

Cette ratification est donnée sous réserve des articles 2, 6, 14, 15, 16, 17, 18 et 19 de l'Annexe II.

UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES (25 novembre 1936 a)

Sous les réserves mentionnées à l'Annexe II de la Convention.

Signatures non encore suivies de ratification

COLOMBIE

EQUATEUR

ESPAGNE

PÉROU

TCHÉCOSLOVAQUIE

TURQUIE

YOUGOSLAVIE

conformément au paragraphe 3 de l'article premier de la Convention.

Par une communication reçue le 18 juin 1965, le Gouvernement suédois a notifié au Secrétaire général ce qui suit : "... le Gouvernement suédois a promulgué le 26 mai 1965, avec l'approbation du Parlement, des dispositions légales selon lesquelles les lois suédoises édictant la législation uniforme introduite par la Convention ont été modifiées de façon que les samedis soient assimilés aux jours fériés légaux comme le sont déjà les samedis des mois d'avril, de mai, de juin, de juillet, d'août et de septembre. Ces dispositions entreront en vigueur le 1^{er} octobre 1965."

⁷ D'après une déclaration faite par le Gouvernement suisse en déposant l'instrument de ratification sur cette Convention, celle-ci ne devait prendre effet, en ce qui concerne la Suisse, qu'après l'adoption d'une loi revisant les titres XXIV à XXXIII du Code fédéral des obligations ou, le cas échéant, d'une loi spéciale sur les lettres de change, les billets à ordre et les chèques. La loi susvisée étant entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1937, la Convention a pris effet, pour la Suisse, à partir de la même date.

**Actes postérieurs à la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies a assumé les fonctions de dépositaire⁸**

| | <i>Ratification, adhésion (a)</i> | |
|--------------------------------|-----------------------------------|--------|
| HONGRIE ⁹ | 28 octobre | 1964 a |
| LUXEMBOURG ¹⁰ | 5 mars | 1963 |

⁸ Voir également notes 2 à 4, p. 376; et notes 5 et 6 en ce qui concerne les notifications adressées au Secrétaire général par les Gouvernements de l'Autriche, du Danemark, de la Finlande, du Portugal et de la Suède.

⁹ Par une communication reçue le 5 janvier 1966, le Gouvernement hongrois, se référant au troisième paragraphe de l'article premier de la Convention et à l'article 18 de l'annexe II, a notifié au Secrétaire général ce qui suit : En ce qui concerne les lettres de change et les billets à ordre, aucun paiement ne pourra être réclamé sur le territoire hongrois

les jours de fête légale indiqués ci-après : 1^{er} janvier (Nouvel An), 4 avril (Fête de la libération), 1^{er} mai (Fête du travail), 20 août (Fête de la Constitution), 7 novembre (Anniversaire de la révolution socialiste d'octobre), 25 décembre (Noël), 26 décembre (lendemain de Noël), lundi de Pâques et le jour de repos hebdomadaire (normalement le dimanche).

¹⁰ L'instrument de ratification stipule que le Gouvernement luxembourgeois, conformément à l'article premier de la Convention, a fait usage des réserves prévues aux articles 1, 4, 11, 12, 13, 15, 16, 18, 19 et 20 de l'annexe II à la Convention.

II. Convention portant loi uniforme sur les chèques, avec Annexes et Protocole

Genève, 19 mars 1931¹

EN VIGUEUR depuis le 1^{er} janvier 1934 (article VI).

Ratifications ou adhésions définitives

*ALLEMAGNE (3 octobre 1933)

Cette ratification est donnée sous les réserves prévues aux articles 6, 14, 15, 16 al. 2, 18, 23, 24, 25, 26 et 29 de l'Annexe II à la Convention.

BRÉSIL (26 août 1942 a)

Cette adhésion est donnée sous les réserves prévues aux articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 23, 25, 26, 29 et 30 de l'Annexe II à la Convention.

DANEMARK² (27 juillet 1932)

L'engagement du Gouvernement du Roi à introduire au Danemark la Loi uniforme formant l'Annexe I à cette Convention est subordonné aux réserves visées aux articles 4, 6, 9, 14 1^{er} alinéa, 16 a), 18, 25, 26, 27 et 29 de l'Annexe II à ladite Convention.

Le Gouvernement du Roi, par son acceptation de cette Convention, n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne le Groenland.

FINLANDE³ (31 août 1932)

Cette ratification est subordonnée aux réserves que mentionnent les articles 4, 6, 9, 14 alinéa 1^{er}, 16 a), 18 et 27 de l'Annexe II à cette Convention. En outre, la Finlande a fait usage du droit accordé aux Hautes Parties contractantes par les articles 25, 26 et 29 de ladite Annexe, de légiférer sur les matières y mentionnées.

FRANCE (27 avril 1936 a)

Déclare faire application des articles 1, 2, 4, 5, 6, 9, 11, 12, 13, 15, 16, 18, 19, 21, 22, 23, 25, 26, 27**, 28, 29, 30 et 31 de l'Annexe II à cette convention.

* Toutes les parties à cette Convention ont accepté de considérer comme valable l'instrument de ratification déposé par ce pays après la date fixée dans la Convention. Cependant, le Gouvernement japonais est d'avis que cette ratification a un caractère d'adhésion.

** Le Ministre des affaires étrangères de la République française a informé le Secrétaire général, par une communication reçue au Secrétariat le 20 octobre 1937, que, par suite de certaines modifications qui ont été apportées à la législation française en matière d'échéance des effets de commerce, conformément au décret-loi du 31 août 1937, et en application de l'article 27 de l'annexe II à la Convention susmentionnée et de l'article II de l'Acte final de la Conférence qui a adopté cet acte, aucun paiement de quelque sorte qu'il puisse être sur effet, mandat, chèque, compte courant, dépôt de fonds, de titres ou autrement, ne peut être exigé, ni aucun protêt dressé le samedi et le lundi de chaque semaine qui, pour ces opérations seulement, sont assimilés aux jours fériés légaux.

¹ Enregistrée sous le numéro 3316. Voir *Recueil des Traités de la Société des Nations*, vol. 143, p. 355.

Ratifications et adhésions postérieures à l'enregistrement : vol. 156, p. 293; vol. 164, p. 413; vol. 168, p. 239; vol. 177, p. 439; vol. 181, p. 403; et vol. 204, p. 462.

² Voir note 3, p. 376, pour la notification du Danemark, qui s'applique également à cette Convention.

³ Voir note 4, p. 376, pour la notification de la Finlande, qui s'applique également à cette Convention.

Ratifications ou adhésions définitives

*GRÈCE (1^{er} juin 1934)

Dans les conditions ci-après :

A. — Le Gouvernement hellénique ne fait pas usage des réserves des articles 1, 2, 5 à 8, 10 à 14, 16 alinéa premier, lettres a et b, 18 alinéa premier, 19 à 22, 24, 26 alinéa 2, de l'Annexe II.

B. — Le Gouvernement hellénique fait usage des réserves suivantes prévues dans l'Annexe II :

1. La réserve de l'article 3, l'alinéa 3 de l'article 2 de la loi uniforme étant remplacé par : "Le chèque sans indication du lieu de paiement est considéré comme payable au lieu de sa création".

2. La réserve de l'article 4, et l'alinéa suivant est ajouté à l'article 3 : "Un chèque émis et payable en Grèce n'est valable comme chèque que s'il a été tiré sur une société bancaire ou sur une personne juridique hellène de droit public faisant des affaires de banque".

3. La réserve de l'article 9, la disposition suivante étant ajoutée à l'alinéa 3 de l'article 6 de la loi uniforme : "Mais, dans ce cas exceptionnel, l'émission du chèque au porteur est interdite".

4. La réserve de l'article 15, l'alinéa suivant étant ajouté à l'article 31 de la loi uniforme : "Par décret présidentiel, provoqué par les ministres de la Justice et de l'Economie nationale, il peut être déterminé quelles sont les institutions considérées en Grèce comme Chambres de compensation".

5. La réserve du second alinéa de l'article 16, et il est fixé que "dans la loi hellénique seront inscrites des dispositions sur la perte et le vol de chèques".

6. La réserve de l'article 17; à la fin de l'article 35, l'alinéa suivant est ajouté : "Dans des circonstances exceptionnelles ayant trait au cours du change de la monnaie hellénique, les effets de la clause prévue à l'alinéa 3 du présent article peuvent être abrogés dans chaque cas par des lois spéciales, en ce qui concerne des chèques payables en Grèce. La même disposition peut être appliquée en ce qui concerne aussi des chèques émis en Grèce".

7. La réserve de l'article 23; au n° 2 de l'article 45 de la loi uniforme il est ajouté : "lesquels, en ce qui concerne les chèques émis et payables en Grèce, sont toutefois calculés dans chaque cas au taux d'intérêt légal en vigueur en Grèce". De même, au n° 2 de l'article 46 de la loi uniforme il est ajouté : "le cas spécial du n° 2 de l'article précédent étant maintenu".

8. La réserve de l'article 25; l'article suivant est ajouté à la loi nationale : "En cas soit de déchéance du porteur soit de prescription du droit de recours, il subsistera contre le tireur ou contre l'endosseur une action du fait qu'il se serait enrichi injustement. Cette action se prescrit après trois années à partir de la date de l'émission du chèque".

Ratifications ou adhésions définitives

9. La réserve du premier alinéa de l'article 26; la disposition suivante est formulée : "Les causes d'interruption et de suspension des prescriptions de la présente loi sont régies par les dispositions sur la prescription et sur la prescription à court terme."

10. La réserve de l'article 27; l'article indépendant qui suit étant formulé : "Jours fériés légaux dans le sens de la présente loi sont tous les dimanches et tout jour de repos complet des bureaux publics".

11. La réserve de l'article 28, ainsi que celle de l'article 29.

12. La réserve de l'article 30.

ITALIE (31 août 1933)

En conformité de l'article premier de cette Convention, le Gouvernement royal d'Italie déclare qu'il entend se prévaloir des facultés prévues aux articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 14, 16 al. 2, 19, 20, 21 al. 2, 23, 25, 26, 29 et 30, Annexe II.

Par rapport à l'article 15, Annexe II à cette Convention, les institutions dont il est question audit article sont en Italie les "Stanze di compensazione" seulement.

JAPON (25 août 1933)

Par application de l'alinéa 2 de l'article 1 de la Convention, cette ratification est donnée sous réserve du bénéfice des dispositions mentionnées à l'Annexe II de cette Convention.

MONACO (9 février 1933)

NICARAGUA (16 mars 1932 a)

NORVÈGE (27 juillet 1932)

Cette ratification est subordonnée aux réserves que mentionnent les articles 4, 6, 9, 14 1^{er} alinéa, 16 a) et 18 de l'Annexe II à ladite Convention, et le Gouvernement royal de Norvège se réserve, en même temps, de se prévaloir du droit accordé aux Hautes Parties contractantes par les articles 25, 26, 27 et 29 de ladite Annexe de légiférer sur les matières y mentionnées.

* Toutes les parties à cette Convention ont accepté de considérer comme valable l'instrument de ratification déposé par ce pays après la date fixée dans la Convention. Cependant, le Gouvernement japonais est d'avis que cette ratification a un caractère d'adhésion.

⁴ La ratification a été faite sous la réserve que les dispositions de la Convention ne s'appliquent pas au territoire colonial portugais (voir *ibid.*, vol. 143, p. 360). Par une communication reçue le 18 août 1953, le Gouvernement portugais a notifié au Secrétaire général le retrait de cette réserve.

Ratifications ou adhésions définitives

* PAYS-BAS, pour le Royaume en Europe (2 avril 1934)

Cette ratification est subordonnée aux réserves mentionnées à l'Annexe II de la Convention.

Indes néerlandaises et Curaçao (30 septembre 1935 a)

Sous les réserves mentionnées à l'Annexe II de la Convention.

Surinam (7 août 1936 a)

Sous les réserves mentionnées à l'Annexe II de la Convention.

POLOGNE (19 décembre 1936 a)

Cette adhésion est donnée sous les réserves prévues aux articles 3, 4, 5, 8, 9, 14 alinéa 1, 15, 16 alinéa 1 a), 16 alinéa 2, 17, 23, 24, 25, 26, 28, 29 et 30 de l'Annexe II à la Convention.

* PORTUGAL⁴ (8 juin 1934)

SUÈDE⁵ (27 juillet 1932)

Cette ratification est subordonnée aux réserves que mentionnent les articles 4, 6, 9, 14 1^{er} alinéa, 16 a) et 18 de l'Annexe II à la Convention, et le Gouvernement royal de Suède a, en outre, fait usage du droit accordé aux Hautes Parties contractantes par les articles 25, 26 et 29 de ladite Annexe de légiférer sur les matières y mentionnées.

SUISSE⁶ (26 août 1932)

Cette ratification est donnée sous réserve des articles 2, 4, 8, 15, 16 2^{me} alinéa, 19, 24, 25, 26, 27, 29 et 30 de l'Annexe II.

Signatures non encore suivies de ratification

EQUATEUR

ESPAGNE

MEXIQUE

ROUMANIE

TCHÉCOSLOVAQUIE

TURQUIE

YOUgoslavie

⁵ Voir note 6, p. 377, pour la notification de la Suède, qui s'applique également à cette Convention.

⁶ D'après une déclaration faite par le Gouvernement suisse en déposant l'instrument de ratification sur cette Convention, celle-ci ne devait prendre effet, en ce qui concerne la Suisse, qu'après l'adoption d'une loi revisant les titres XXIV à XXXIII du Code fédéral des obligations ou, le cas échéant, d'une loi spéciale sur les lettres de change, les billets à ordre et les chèques. La loi susvisée étant entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1937, la Convention a pris effet, pour la Suisse, à partir de la même date.

**Actes postérieurs à la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies a assumé les fonctions de dépositaire⁷**

| | <i>Ratification, adhésion (a) notification de succession (d)</i> | |
|-----------------------------|--|-------------------------------|
| AUTRICHE ⁸ | 1 ^{er} décembre | 1958 |
| BELGIQUE ⁹ | 18 décembre | 1961 |
| HONGRIE ¹⁰ | 28 octobre | 1964 <i>a</i> |
| INDONÉSIE | 9 mars | 1959 <i>d</i> |
| LUXEMBOURG | 1 ^{er} août | 1968 |
| MALAWI | [3 novembre | 1965 <i>a</i>] ¹¹ |

⁷ Voir également les notes 3 et 4, p. 376, et 5 et 6, p. 377, en ce qui concerne les notifications adressées au Secrétaire général par les Gouvernements du Danemark, de la Finlande, du Portugal et de la Suède.

⁸ La ratification du Gouvernement autrichien est donnée sous les réserves prévues aux articles 6, 14, 15, 16 (par. 2), 17, 18, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29 et 30 de l'annexe II à la Convention.

Par une communication reçue le 26 novembre 1968, le Gouvernement autrichien, se référant aux réserves prévues à l'article 27 de l'annexe II de la Convention, a donné la liste des jours fériés et jours assimilés à ces jours fériés en ce qui concerne la date limite de présentation et de tous actes relatifs aux chèques, voir second alinéa de la note 2, p. 376.

⁹ Avec une déclaration qui précise que, conformément à l'article X de la Convention, le Gouvernement belge n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne le Territoire sous tutelle du Ruanda-Urundi. D'autre part, le Gouvernement belge se réserve le droit de faire usage de toutes les facultés prévues à l'annexe 2 de la Convention.

¹⁰ L'instrument d'adhésion contient la réserve suivante : Conformément à l'article 30 de l'annexe II à la Convention, la République populaire hongroise déclare que la loi uniforme sur les chèques ne sera pas applicable aux catégories spéciales de chèques utilisés pour le commerce intérieur entre les organisations économiques socialistes.

Par une communication reçue le 5 janvier 1966, le Gouvernement hongrois, se référant au troisième paragraphe de l'article premier de la Convention et à l'article 27 de l'annexe II de la Convention, a notifié au Secrétaire général qu'aucun paiement ne pourra être réclamé sur le territoire hongrois les

jours de fête légale. Pour la liste des jours de fête légale, voir note 9, p. 378.

¹¹ Le Gouvernement du Malawi, dans une communication reçue le 30 juillet 1968 par le Secrétaire général, a informé celui-ci qu'il dénonçait la Convention selon la procédure prévue au troisième alinéa de l'article 8 de ladite Convention qui est ainsi conçu :

“Dans les cas d'urgence, la Haute Partie contractante qui effectuera la dénonciation en donnera directement et immédiatement communication à toutes autres Hautes Parties contractantes, et la dénonciation produira ses effets deux jours après la réception de ladite communication par lesdites Hautes Parties contractantes. La Haute Partie contractante qui dénoncera dans ces conditions avisera également de sa décision le Secrétaire général de la Société des Nations.”

et que, conformément aux dispositions susmentionnées, la dénonciation produirait ses effets le 5 octobre 1968 à l'égard de la France, le 8 octobre 1968 à l'égard de l'Autriche, du Danemark, de l'Italie et de la Norvège, le 9 octobre 1968 à l'égard du Portugal et de la Suède, le 13 octobre 1968 à l'égard de la Finlande, le 14 octobre 1968 à l'égard de la Pologne, le 15 octobre 1968 à l'égard du Brésil, de la Grèce, de la Hongrie, de l'Indonésie et de Monaco, le 18 octobre 1968 à l'égard de la Belgique et de la Suisse et le 24 octobre 1968 à l'égard du Japon.

Le Gouvernement malawien a en outre informé le Secrétaire général qu'il ne se considérait plus comme lié par la Convention à l'égard du Nicaragua, le Gouvernement de cet Etat n'ayant pas accusé réception, malgré plusieurs rappels, de la notification de dénonciation qui lui avait été adressée par le Gouvernement malawien.

12. Convention relative au droit de timbre en matière de lettres de change et de billets à ordre, et Protocole

Genève, 7 juin 1930¹

EN VIGUEUR depuis le 1^{er} janvier 1934 (article 5).

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|------------------------------------|-------------------|
| *ALLEMAGNE | (3 octobre 1933) |
| AUTRICHE | (31 août 1932) |
| BELGIQUE | (31 août 1932) |
| BRÉSIL | (26 août 1942 a) |
| GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD | (18 avril 1934 a) |

Sa Majesté n'assume aucune obligation en ce qui concerne l'un quelconque de ses colonies ou protectorats, ou territoires placés sous le mandat de son Gouvernement dans le Royaume-Uni.

Terre-Neuve (7 mai 1934 a)
Sous réserve de la disposition D. I. du Protocole de la Convention.

Barbade (La) [** avec limitation], *Bassoutoland*, *Bermudes* (avec limitation), *Betchouanaland (Protectorat)*, *Ceylan* (avec limitation), *Chypre* (avec limitation), *Côte de l'Or* [a] *Colonie*, b) *Achanti*, c) *Territoires septentrionaux*, d) *Togo sous mandat britannique*, *Fidji* (avec limitation), *Gambie (Colonie et Protectorat)*, *Gibraltar* (avec limitation), *Guyane britannique* (avec limitation), *Honduras britannique*, *îles du Vent (Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent)* [avec limitation], *Kenya (Colonie et Protectorat)* [avec limitation], *Malais* [a] *Etats Malais fédérés : Negri Sembilan, Pahang, Perak, Selangor*; b) *Etats Malais non fédérés : Johore, Kedah, Kelantan, Perlis, Trengganu et Brunei* (avec limitation), *Malte*, *Nyassaland (Protectorat du)*, *Ouganda (Protectorat de l')* [avec limitation], *Palestine (à l'exclusion de la Transjordanie)*, *Rhodésie du Nord*, *Seychelles*, *Sierra-Leone (Colonie et Protectorat)* [avec limitation], *Straits Settlements* (avec limitation), *Swasiland*, *Trinité-et-Tobago* (avec limitation)

(18 juillet 1936 a)

Bahamas (avec limitation), *Falkland (Iles et dépendances)* [avec limitation], *Gilbert (Colonies des*

* Toutes les parties à cette Convention ont accepté de considérer comme valable l'instrument de ratification déposé par ce pays après la date fixée dans la Convention. Cependant, le Gouvernement japonais est d'avis que cette ratification a un caractère d'adhésion.

** La mention "avec limitation", insérée après les noms de certains territoires, indique que la limitation prévue par la Section D du Protocole de cette Convention est applicable à ces territoires.

¹ Enregistrée sous le n^o 3315. Voir *Recueil des Traités* de la Société des Nations, vol. 143, p. 337.

Ratifications et adhésions postérieures à l'enregistrement : vol. 156, p. 293; vol. 160, p. 429; vol. 164, p. 413; vol. 168, p. 237; vol. 177, p. 439; vol. 189, p. 485; vol. 196, p. 423; vol. 197, p. 345; et vol. 204, p. 461.

² Cette limitation a été acceptée par les Etats parties à la Convention, qui ont été consultés conformément au paragraphe 4 de la Section D du Protocole de ladite Convention.

Ratifications ou adhésions définitives

îles Gilbert et Ellice) [avec limitation], *Maurice*, *Sainte-Hélène (et Ascension)* [avec limitation], *Salomon (Protectorat des îles Salomon britanniques)* [avec limitation], *Tanganyika (Territoire du)* [avec limitation], *Tonga* (avec limitation), *Transjordanie* (avec limitation), *Zanzibar* (avec limitation) (7 septembre 1938 a)

Jamaïque, y compris les îles Turques et Caïques et les îles Caïmans (avec limitation), *Somaliland (Protectorat)* [avec limitation] (3 août 1939 a)

AUSTRALIE (3 septembre 1938 a)
Y compris les territoires du *Papoua* et de l'*île de Norfolk* et les territoires sous mandat de la *Nouvelle-Guinée* et de *Nauru*.

Il est convenu que, pour ce qui concerne le Commonwealth d'Australie, les seuls titres auxquels s'appliquent les dispositions de cette Convention sont les lettres de change présentées à l'acceptation, acceptées ou payables ailleurs que dans le Commonwealth d'Australie.

La même limitation s'appliquera en ce qui concerne les territoires du *Papoua* et de l'*île de Norfolk* et les territoires sous mandat de la *Nouvelle-Guinée* et de *Nauru*².

IRLANDE³ (10 juillet 1936 a)

DANEMARK (27 juillet 1932)

Le Gouvernement du Roi, par son acceptation de cette Convention, n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne le Groenland.

FINLANDE (31 août 1932)

FRANCE (27 avril 1936 a)

ITALIE (31 août 1932)

JAPON (31 août 1932)

MONACO (25 janvier 1934 a)

NORVÈGE (27 juillet 1932)

Nouvelles-Hébrides (** avec limitation) (16 mars 1939 a)

PAYS-BAS (pour Royaume en Europe) (20 août 1932)

Indes néerlandaises et *Curaçao* (16 juillet 1935 a)

Surinam (7 août 1936 a)

POLOGNE (19 décembre 1936 a)

³ Le Gouvernement de l'Irlande ayant communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations son désir de se voir reconnaître la limitation spécifiée au paragraphe 1 de la Section D du Protocole de cette Convention, le Secrétaire général a transmis ce désir aux Etats intéressés, en application du paragraphe 4 de la disposition susmentionnée. Aucune objection n'ayant été soulevée de la part desdits Etats, cette limitation doit être considérée comme acceptée.

*Ratifications ou adhésions définitives**Signatures non encore suivies de ratification*

| | | |
|---|------------------------------|-----------------|
| *PORTUGAL ⁴ | (8 juin 1934) | COLOMBIE |
| SUÈDE | (27 juillet 1932) | EQUATEUR |
| SUISSE ⁵ | (26 août 1932) | ESPAGNE |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES | | PÉROU |
| | | TCHÉCOSLOVAQUIE |
| | (25 novembre 1936 <i>a</i>) | TURQUIE |
| | | YUGOSLAVIE |

Actes postérieurs à la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a assumé les fonctions de dépositaire⁴

| | <i>Ratification, adhésion (a) notification de succession (d)</i> | |
|---------------------------|--|---------------|
| CHYPRE ⁶ | 5 mars | 1968 <i>d</i> |
| HONGRIE | 28 octobre | 1964 <i>a</i> |
| LUXEMBOURG | 5 mars | 1963 |
| MALAISIE | 14 janvier | 1960 <i>d</i> |
| MALTE | 6 décembre | 1966 <i>d</i> |
| UGANDA | 15 avril | 1965 <i>a</i> |

⁴ La ratification a été faite sous la réserve que les dispositions de la Convention ne s'appliquent pas au territoire colonial portugais (voir *ibid.*, vol. 143, p. 338). Par une communication reçue le 18 août 1953, le Gouvernement portugais a notifié au Secrétaire général le retrait de cette réserve.

⁵ D'après une déclaration faite par le Gouvernement suisse en déposant l'instrument de ratification sur cette Convention, celle-ci ne devait prendre effet, en ce qui concerne la Suisse, qu'après l'adoption d'une loi revisant les titres XXIV à XXXIII

du Code fédéral des obligations ou, le cas échéant, d'une loi spéciale sur les lettres de change, les billets à ordre et les chèques. La loi susvisée étant entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1937, la Convention a pris effet, pour la Suisse, à partir de la même date.

⁶ Maintenant les limites prévues par la section D du Protocole à la Convention sous les réserves desquelles la Convention a été rendue applicable à son territoire.

13. Convention relative au droit de timbre en matière de chèques, et Protocole

Genève, 19 mars 1931¹

EN VIGUEUR depuis le 29 novembre 1933 (article 5).

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|------------------------------------|-------------------|
| *ALLEMAGNE | (3 octobre 1933) |
| BRÉSIL | (26 août 1942 a) |
| GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD | (13 janvier 1932) |

Cette ratification ne s'applique pas aux Colonies ou Protectorats britanniques ni à aucun territoire sous mandat pour lequel le mandat est exercé par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni.

Barbade (La), Bassoutoland, Bermudes, Betchouanaland (Protectorat), Ceylan, Chypre, Côte de l'Or [a] Colonie, b) Achanti, c) Territoires septentrionaux, d) Togo sous mandat britannique], Fidji, Gambie (Colonie et Protectorat), Gibraltar, Guyane britannique, Honduras britannique, îles du Vent (Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent), Kenya (Colonie et Protectorat), Malais [a) Etats Malais fédérés : Negri Sembilan, Pahang, Perak, Selangor; b) Etats Malais non fédérés : Johore, Kedah, Kelantan, Perlis, Trengganu et Brunei], Malte, Nyassaland (Protectorat du), Ouganda (Protectorat de l'), Palestine (à l'exclusion de la Transjordanie), Rhodésie du Nord, Seychelles, Sierra-Leone (Colonie et Protectorat), Straits Settlements, Swaziland, Trinité-et-Tobago
(18 juillet 1936 a)

Bahamas, Falkland (Iles et dépendances), Gilbert (Colonie des îles Gilbert et Ellice), Maurice, Sainte-Hélène (et Ascension), Salomon (Protectorat britannique des îles Salomon), Tanganyika (Territoire du), Tonga, Transjordanie, Zanzibar (Protectorat du)
(7 septembre 1938 a)

Jamaïque (y compris les îles Turques et Caïques et îles Caïmans)
(3 août 1939 a)

Protectorat du Somaliland
(3 août 1939 a)

AUSTRALIE (3 septembre 1938 a)

Y compris les territoires du *Papoua* et de l'île de *Norfolk* et les territoires sous mandat de la *Nouvelle-Guinée* et de *Nauru*.

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|--|-----------------------------|
| IRLANDE | (10 juillet 1936 a) |
| DANEMARK | (27 juillet 1932) |
| Le Gouvernement du Roi, par son acceptation de cette Convention, n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne le Groenland. | |
| FINLANDE | (31 août 1932) |
| FRANCE | (27 avril 1936 a) |
| *GRÈCE | (1 ^{er} juin 1934) |
| ITALIE | (31 août 1933) |
| JAPON | (25 août 1933) |
| MONACO | (9 février 1933) |
| NICARAGUA | (16 mars 1932 a) |
| NORVÈGE | (27 juillet 1932) |
| <i>Nouvelle-Hébrides</i> | (16 mars 1939 a) |
| *PAYS-BAS pour le Royaume en Europe | (2 avril 1934) |

Indes néerlandaises et Curaçao

(30 septembre 1935 a)

Surinam

(7 août 1936 a)

| | |
|------------------------|----------------------|
| POLOGNE | (19 décembre 1936 a) |
| *PORTUGAL ² | (8 juin 1934) |
| SUÈDE | (27 juillet 1932) |
| SUISSE ³ | (26 août 1932) |

Signatures non encore suivies de ratification

| |
|-----------------|
| EQUATEUR |
| ESPAGNE |
| MEXIQUE |
| ROUMANIE |
| TCHÉCOSLOVAQUIE |
| TURQUIE |
| YOUgoslavie |

* Toutes les parties à cette Convention ont accepté de considérer comme valable l'instrument de ratification déposé par ce pays après la date fixée dans la Convention. Cependant, le Gouvernement japonais est d'avis que cette ratification a un caractère d'adhésion.

¹ Enregistrée sous le numéro 3301. Voir *Recueil des Traités de la Société des Nations*, vol. 143, p. 7.

Ratifications et adhésions postérieures à l'enregistrement : vol. 156, p. 292; vol. 164, p. 412; vol. 168, p. 235; vol. 177, p. 426; vol. 189, p. 484; vol. 196, p. 423; vol. 197, p. 345; et vol. 204, p. 466.

² La ratification a été faite sous la réserve que les dispositions

de la Convention ne s'appliquent pas au territoire colonial portugais (voir *ibid.*, vol. 143, p. 8). Par une communication reçue le 18 août 1953, le Gouvernement portugais a notifié au Secrétaire général le retrait de cette réserve.

³ D'après une déclaration faite par le Gouvernement suisse en déposant l'instrument de ratification sur cette Convention, celle-ci ne devait prendre effet, en ce qui concerne la Suisse, qu'après l'adoption d'une loi revisant les titres XXIV à XXXIII du Code fédéral des obligations ou, le cas échéant, d'une loi spéciale sur les lettres de change, les billets à ordre et les chèques. La loi susvisée étant entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1937, la Convention a pris effet, pour la Suisse, à partir de la même date.

**Actes postérieurs à la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies a assumé les fonctions de dépositaire⁴**

| | <i>Ratification, adhésion (a) notification de succession (d)</i> | |
|-----------------------------|--|---------------|
| AUTRICHE | 1 ^{er} décembre | 1958 |
| BELGIQUE ⁵ | 18 décembre | 1961 |
| CHYPRE | 5 mars | 1968 <i>d</i> |
| HONGRIE | 28 octobre | 1964 <i>a</i> |
| INDONÉSIE | 9 mars | 1959 <i>d</i> |
| LUXEMBOURG | 1 ^{er} août | 1968 |
| MALAISIE | 14 janvier | 1960 <i>d</i> |
| MALTE | 6 décembre | 1966 <i>d</i> |

⁴ Voir également note 2, p. 384.

⁵ Avec la déclaration que, conformément à l'article 9 de la Convention, le Gouvernement belge n'entend assumer aucune

obligation en ce qui concerne le territoire sous tutelle du Ruanda-Urundi.

14. Convention pour la répression du faux monnayage, et Protocole

Genève, 20 avril 1929¹

EN VIGUEUR depuis le 22 février 1931 (article 25).

a) Convention

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|-----------------------|----------------------------------|
| ALLEMAGNE | (3 octobre 1933) |
| AUTRICHE | (25 juin 1931) |
| BELGIQUE | (6 juin 1932) |
| BRÉSIL | (1 ^{er} juillet 1938 a) |
| BULGARIE | (22 mai 1930) |
| COLOMBIE | (9 mai 1932) |
| CUBA | (13 juin 1933) |
| DANEMARK ² | (19 février 1931) |
| EQUATEUR | (25 septembre 1937 a) |
| ESPAGNE | (28 avril 1930) |
| ESTONIE | (30 août 1930 a) |
| FINLANDE | (25 septembre 1936 a) |
| GRÈCE | (19 mai 1931) |
| HONGRIE | (14 juin 1933) |
| IRLANDE | (24 juillet 1934 a) |
| ITALIE | (27 décembre 1935) |
| KOWEÏT | (9 décembre 1968 a) |
| LETTONIE | (22 juillet 1939 a) |
| MEXIQUE | (30 mars 1936 a) |
| MONACO | (21 octobre 1931) |
| NORVÈGE | (16 mars 1931) |

Vu les dispositions de l'article 176, alinéa 2, du Code pénal ordinaire norvégien et l'article 2 de la loi norvégienne sur l'extradition des malfaiteurs, l'extradition prévue à l'article 10 de la présente Con-

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|--|---------------------|
| vention ne pourra être accordée pour l'infraction visée à l'article 3, n° 2, au cas où la personne qui met en circulation une fausse monnaie l'a reçue elle-même de bonne foi ³ . | |
| PAYS-BAS | (30 avril 1932) |
| POLOGNE | (15 juin 1934) |
| PORTUGAL | (18 septembre 1930) |
| ROUMANIE | (17 mars 1939) |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | (12 septembre 1931) |
| TURQUIE | (21 janvier 1937 a) |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES ⁴ | (13 juillet 1931) |
| YOUGOSLAVIE | (24 novembre 1930) |

Signatures non encore suivies de ratification

| |
|--|
| ALBANIE |
| ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE |
| INDE |
| Ainsi qu'il est prévu à l'article 24 de la Convention, cette signature ne couvre pas les territoires de tout prince ou chef sous la suzeraineté de Sa Majesté. |
| CHINE |
| JAPON |
| LUXEMBOURG |
| PANAMA |

Actes postérieurs à la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a assumé les fonctions de dépositaire

| | Ratification, adhésion (a) | |
|----------------------|----------------------------|--------|
| AFRIQUE DU SUD | 29 août | 1967 a |
| ALGÉRIE ⁵ | 17 mars | 1965 a |
| CEYLAN | 2 juin | 1967 a |
| CHYPRE | 10 juin | 1965 a |
| CÔTE D'IVOIRE | 25 mai | 1964 a |

¹ Enregistrés sous le numéro 2623. Voir *Recueil des Traités* de la Société des Nations, vol. 112, p. 371.

Ratifications et adhésions postérieures à l'enregistrement : voir vol. 122, p. 366; vol. 130, p. 464; vol. 134, p. 427; vol. 138, p. 450; vol. 147, p. 351; vol. 152, p. 301; vol. 156, p. 227; vol. 160, p. 380; vol. 164, p. 388; vol. 172, p. 412; vol. 177, p. 406; vol. 181, p. 392; vol. 189, p. 467; vol. 196, p. 417; et vol. 197, p. 313.

² D'après une déclaration faite par le Gouvernement danois en ratifiant la Convention, celle-ci ne devait prendre effet, en ce qui concerne le Danemark, qu'à l'entrée en vigueur du Code pénal danois du 15 avril 1930. Ledit Code étant entré en vigueur le 1^{er} janvier 1933, la Convention a pris effet, pour le Danemark, à partir de la même date.

³ Cette réserve, n'ayant pas soulevé d'objection de la part des Etats auxquels elle avait été communiquée conformément à l'article 22, doit être considérée comme acceptée.

⁴ Instrument déposé à Berlin.

⁵ Avec la réserve suivante, laquelle est considérée comme acceptée par les autres Parties contractantes, conformément à l'article 22 de la Convention :

"La République algérienne démocratique et populaire ne se considère pas comme liée par l'article 19 de la Convention, qui prévoit la compétence de la Cour internationale de Justice pour tous les différends relatifs à la Convention.

"La compétence des juridictions internationales pourra être admise exceptionnellement dans les cas pour lesquels le Gouvernement algérien aura donné expressément son accord."

| | <i>Ratification, adhésion (a)</i> | |
|------------------------------|-----------------------------------|-------------------|
| DAHOMÉY | 17 mars | 1966 a |
| FRANCE | 28 mars | 1958 |
| GABON | 11 août | 1964 a |
| GHANA | 9 juillet | 1964 a |
| HAUTE-VOLTA | 8 décembre | 1964 a |
| IRAK | 14 mai | 1965 a |
| ISRAËL | 10 février | 1965 a |
| LIBAN | 6 octobre | 1966 a |
| MALAWI | 18 novembre | 1965 a |
| OUGANDA | 15 avril | 1965 a |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE | 15 juillet | 1957 a |
| RÉPUBLIQUE DU VIET-NAM | 3 décembre | 1964 a |
| ROYAUME-UNI | 28 juillet | 1959 |
| SAINT-MARIN | 18 octobre | 1967 a |
| SAINT-SIÈGE | 1 ^{er} mars | 1965 a |
| SÉNÉGAL | 25 août | 1965 a |
| SUISSE | 30 décembre | 1958 |
| SYRIE | 14 août | 1964 ⁶ |
| THAÏLANDE | 6 juin | 1963 a |

Adhésions en ce qui concerne des territoires

| | | | |
|-------------------|------------|------|---|
| PAYS-BAS | 22 mars | 1954 | Antilles néerlandaises et Surinam. |
| ROYAUME-UNI | 13 octobre | 1960 | Antigua, Bahamas (îles), Bassoutoland, Bermudes (îles), Betchouanaland (protectorat du), Bornéo du Nord, Dominique (île de la), Falkland (îles), Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland ⁷ , Fidji (îles), Gambie, Gibraltar, Gilbert et Ellice (îles), Grenade (île de la), Guyane britannique, Honduras britannique, îles Vierges britanniques, Jamaïque, Kenya, Maurice (île), Montserrat, Ouganda, Saint-Christophe et Névis et Anguilla, Saint-Vincent, Sainte-Lucie, Salomon britannique (îles), Sarawak, Sierra Leone, Singapour (Etat de), Souaziland, Tanganyika, Trinité, Zanzibar. |
| | 7 mars | 1963 | Barbade et ses dépendances. |

b) Protocole

Note. — Il s'agit d'un Protocole qui fait corps avec la Convention, est entré en vigueur en même temps et a été enregistré sous le même numéro.

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|-----------------------|----------------------------------|
| ALLEMAGNE | (3 octobre 1933) |
| AUTRICHE | (25 juin 1931) |
| BELGIQUE | (6 juin 1932) |
| BRÉSIL | (1 ^{er} juillet 1938 a) |
| BULGARIE | (22 mai 1930) |
| COLOMBIE | (9 mai 1932) |
| CUBA | (13 juin 1933) |
| DANEMARK ⁸ | (19 février 1931) |

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|----------|-----------------------|
| EQUATEUR | (25 septembre 1937 a) |
| ESPAGNE | (28 avril 1930) |
| ESTONIE | (30 août 1930 a) |
| FINLANDE | (25 septembre 1936 a) |
| GRÈCE | (19 mai 1931) |
| HONGRIE | (14 juin 1933) |
| IRLANDE | (24 juillet 1934 a) |
| ITALIE | (27 décembre 1935) |

⁶ Par une communication reçue le 14 août 1964, le Gouvernement de la République arabe syrienne, se référant à l'arrêté présidentiel n° 1147 du 20 juin 1959 aux termes duquel l'application de la Convention pour la répression du faux-monnayage et du Protocole, en date à Genève du 20 avril 1929, avait été étendue à la province syrienne de la République arabe unie, ainsi qu'au décret-loi n° 25 promulgué le 13 juin

1962 par le Président de la République arabe syrienne (voir note 3, p. 4), a fait savoir au Secrétaire général que la République arabe syrienne se considérait comme partie à ladite Convention et audit Protocole depuis le 20 juin 1959.

⁷ Voir note 16, p. 87.

⁸ Même note que pour la Convention; voir note 2, p. 386.

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|-----------------|---------------------|
| KOWEÏT | (9 décembre 1968 a) |
| LETTONIE | (22 juillet 1939 a) |
| MEXIQUE | (30 mars 1936 a) |
| MONACO | (21 octobre 1931) |
| NORVÈGE | (16 mars 1931) |
| PAYS-BAS | (30 avril 1932) |
| POLOGNE | (15 juin 1934) |
| PORTUGAL | (18 septembre 1930) |
| ROUMANIE | (7 mars 1939) |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | (12 septembre 1931) |
| TURQUIE | (21 janvier 1937 a) |

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|--|--------------------|
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES ⁹ | (13 juillet 1931) |
| YOUGOSLAVIE | (24 novembre 1930) |

Signatures non encore suivies de ratification

| |
|-----------------------|
| ALBANIE |
| ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE |
| INDE |
| CHINE |
| JAPON |
| LUXEMBOURG |
| PANAMA |

Actes postérieurs à la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a assumé les fonctions de dépositaire

| | <i>Ratification, adhésion (a)</i> | |
|------------------------|-----------------------------------|--------------------|
| AFRIQUE DU SUD | 29 août | 1967 a |
| ALGÉRIE | 17 mars | 1965 a |
| CEYLAN | 2 juin | 1967 a |
| CHYPRE | 10 juin | 1965 a |
| CÔTE D'IVOIRE | 25 mai | 1964 a |
| DAHOMEY | 17 mars | 1966 a |
| FRANCE | 28 mars | 1958 |
| GABON | 11 août | 1964 a |
| GHANA | 9 juillet | 1964 a |
| HAUTE-VOLTA | 8 décembre | 1964 a |
| IRAK | 14 mai | 1965 a |
| ISRAËL | 10 février | 1965 a |
| LIBAN | 6 octobre | 1966 a |
| MALAWI | 18 novembre | 1965 a |
| OUGANDA | 15 avril | 1965 a |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE | 15 juillet | 1957 a |
| RÉPUBLIQUE DU VIET-NAM | 3 décembre | 1964 a |
| ROYAUME-UNI | 28 juillet | 1959 |
| SAINT-MARIN | 18 octobre | 1967 a |
| SAINT-SIÈGE | 1 ^{er} mars | 1965 a |
| SÉNÉGAL | 25 août | 1965 a |
| SUISSE | 30 décembre | 1958 |
| SYRIE | 14 août | 1964 ¹⁰ |
| THAÏLANDE | 6 juin | 1963 a |

Adhésions en ce qui concerne des territoires

| | | |
|-------------|------------|------|
| PAYS-BAS | 22 mars | 1954 |
| ROYAUME-UNI | 13 octobre | 1960 |

Antilles néerlandaises et Surinam.

Antigua, Bahamas (îles), Bassoutoland, Bermudes (îles), Betchouanaland (protectorat du), Bornéo du Nord, Dominique (île de la), Falkland (îles), Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland¹¹, Fidji (îles), Gambie, Gibraltar, Gilbert et Ellice (îles), Grenade (île de la), Guyane britannique, Honduras britannique, îles Vierges britanniques, Jamaïque, Kenya, Maurice (île), Montserrat, Ouganda, Saint-Christophe et Névis et Anguilla, Saint-Vincent, Sainte-Lucie, Salomon britannique (îles), Sarawak, Sierra Leone, Singapour (Etat de), Souaziland, Tanganyika, Trinité, Zanzibar.

7 mars 1963

Barbade et ses dépendances.

⁹ Instrument déposé à Berlin.¹⁰ Voir note 6, p. 387.¹¹ Voir note 16, p. 87.

15. Protocole facultatif concernant la répression du faux monnayage

Genève, 20 avril 1929

EN VIGUEUR depuis le 30 août 1930¹.

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|----------|----------------------------------|
| AUTRICHE | (25 juin 1931) |
| BRÉSIL | (1 ^{er} juillet 1938 a) |
| BULGARIE | (22 mai 1930) |
| COLOMBIE | (9 mai 1932) |
| CUBA | (13 juin 1933) |
| ESPAGNE | (28 avril 1930) |
| ESTONIE | (30 août 1930 a) |
| FINLANDE | (25 septembre 1936 a) |
| GRÈCE | (19 mai 1931) |

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|-----------------|--|
| LETONIE | (22 juillet 1939 a) |
| POLOGNE | (15 juin 1934) |
| PORTUGAL | (18 septembre 1930) |
| ROUMANIE | (10 novembre 1930) |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | (12 septembre 1931) |
| YOUgoslavie | (24 novembre 1930) |
| PANAMA | <i>Signature non encore suivie de ratificatio.</i> |

Actes postérieurs à la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a assumé les fonctions de dépositaire

| | <i>Adhésion</i> | |
|------------------------------|-----------------|------|
| ALGÉRIE | 17 mars | 1965 |
| CEYLAN | 2 juin | 1967 |
| CHYPRE | 10 juin | 1965 |
| CÔTE D'IVOIRE | 25 mai | 1964 |
| GABON | 11 août | 1964 |
| GHANA | 9 juillet | 1964 |
| HAUTE-VOLTA | 8 décembre | 1964 |
| IRAK | 14 mai | 1965 |
| ISRAËL | 10 février | 1965 |
| MALAWI | 18 novembre | 1965 |
| RÉPUBLIQUE DU VIET-NAM | 3 décembre | 1964 |
| SÉNÉGAL | 25 août | 1965 |

¹ Enregistré sous le numéro 2624. Voir *Recueil des Traités de la Société des Nations*, vol. 112, p. 395.

Ratifications et adhésions postérieures à l'enregistrement :

vol. 122, p. 367; vol. 134, p. 428; vol. 147, p. 351; vol. 172, p. 412; vol. 189, p. 467; et vol. 197, p. 314.

16. Convention et Statut sur la liberté du transit

Barcelone, 20 avril 1921¹

EN VIGUEUR depuis le 31 octobre 1922 (article 6).

| <i>Ratifications ou adhésions définitives</i> | <i>Ratifications ou adhésions définitives</i> |
|--|--|
| ALBANIE (8 octobre 1921) | ITALIE (5 août 1922) |
| ALLEMAGNE (9 avril 1924 a) | JAPON (20 février 1924) |
| AUTRICHE (15 novembre 1923) | LETONIE (29 septembre 1923) |
| BELGIQUE (16 mai 1927) | LUXEMBOURG (19 mars 1930) |
| EMPIRE BRITANNIQUE, y compris l'île de <i>Terre-Neuve</i> (2 août 1922) | NORVÈGE (4 septembre 1923) |
| Sous réserve de la déclaration insérée au procès-verbal de la séance du 19 avril 1921, relative aux Dominions britanniques non représentés à la Conférence de Barcelone. | PAYS-BAS (y compris les <i>Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao</i>) (17 avril 1924) |
| <i>Etats Malais fédérés : Perak, Selangor, Negri Sembilan et Pahang</i> (22 août 1923 a) | POLOGNE (8 octobre 1924) |
| <i>Etats Malais non fédérés : Brunei, Johore, Kedah, Perlis, Kelantan et Trengganu</i> (22 août 1923 a) | ROUMANIE (5 septembre 1923) |
| <i>Palestine</i> (28 janvier 1924 a) | SUÈDE (19 janvier 1925) |
| NOUVELLE-ZÉLANDE (2 août 1922) | SUISSE (14 juillet 1924) |
| INDE (2 août 1922) | TCHÉCOSLOVAQUIE (29 octobre 1923) |
| BULGARIE (11 juillet 1922) | THAÏLANDE (29 novembre 1922 a) |
| CHILI (19 mars 1928) | TURQUIE (27 juin 1933 a) |
| DANEMARK (13 novembre 1922) | YOUgoslavie (7 mai 1930) |
| ESPAGNE (17 décembre 1929) | |
| ESTONIE (6 juin 1925) | <i>Signatures ou adhésions non encore suivies de ratification</i> |
| FINLANDE (29 janvier 1923) | BOLIVIE |
| FRANCE (19 septembre 1924) | CHINE |
| <i>Syrie et Liban</i> (7 février 1929 a) | ETHIOPIE a) |
| GRÈCE (18 février 1924) | GUATEMALA |
| HONGRIE (18 mai 1928 a) | LITHUANIE |
| IRAK (1 ^{er} mars 1930 a) | PANAMA |
| IRAN (29 janvier 1931) | PÉROU a) |
| | PORTUGAL |
| | URUGUAY |

Actes postérieurs à la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a assumé les fonctions de dépositaire²

| | <i>Adhésion (a), notification de succession (d)</i> |
|---------------|---|
| LAOS | 24 novembre 1956 d |
| MALTE | 13 mai 1966 d |
| NÉPAL | 22 août 1966 a |
| NIGÉRIA | 3 novembre 1967 a |
| RWANDA | 10 février 1965 d |

¹ Enregistrés sous le numéro 171. Voir *Recueil des Traités de la Société des Nations*, vol. 7, p. 11.

Ratifications et adhésions postérieures à l'enregistrement : voir vol. 11, p. 406; vol. 15, p. 304; vol. 19, p. 278; vol. 24, p. 154; vol. 31, p. 244; vol. 35, p. 298; vol. 39, p. 166; vol. 59, p. 344; vol. 69, p. 70; vol. 83, p. 373; vol. 92, p. 363; vol. 96, p. 181; vol. 104, p. 495; vol. 134, p. 393; et vol. 142, p. 340.

² Dans une lettre adressée le 3 septembre 1968 au Secrétaire général, le Président de la République du Malawi, se référant à la Convention et Statut sur la liberté du transit, en date, à Barcelone, du 20 avril 1921, a fait la déclaration suivante :

Comme je l'ai indiqué dans la lettre que je vous ai adressée le 24 novembre 1964, concernant les obligations conventionnelles héritées par le Malawi, mon Gouvernement considère tous les traités multilatéraux dont l'application a été valablement étendue à l'ancien Nyassaland, y compris la Convention et le Statut

susmentionnés, comme demeurant en vigueur, sur une base de réciprocité, entre le Malawi et toute autre partie au traité considéré jusqu'à ce que le Malawi ait notifié au dépositaire dudit traité son intention soit de succéder au Royaume-Uni, soit d'adhérer au traité en son nom propre ou soit encore de mettre fin à toutes les obligations juridiques découlant du traité.

Au nom du Gouvernement malawien, j'ai l'honneur de vous faire savoir en votre qualité de dépositaire de la Convention et du Statut que mon Gouvernement considère qu'à compter de la date de la présente lettre tous les droits et obligations qui peuvent avoir été dévolus au Malawi du fait de la ratification par le Royaume-Uni sont éteints. En conséquence, le Malawi se considère dégagé de tous liens juridiques eu égard à la Convention et au Statut relatifs à la liberté de transit, signés à Barcelone le 20 avril 1921. Le Gouvernement malawien se réserve, toutefois, le droit d'adhérer à cette Convention et à ce Statut, à une date ultérieure, si le besoin s'en faisait sentir.

17. Convention et Statut sur le régime des voies navigables d'intérêt international

Barcelone, 20 avril 1921¹

EN VIGUEUR depuis le 31 octobre 1922 (article 6).

| <i>Ratifications ou adhésions définitives</i> | <i>Ratifications ou adhésions définitives</i> | |
|--|---|---|
| ALBANIE (8 octobre 1921) | En tant que ses dispositions ne se trouvent pas en contradiction avec les principes du nouveau Statut du Danube, élaboré par la Commission internationale instituée conformément aux articles 349 du Traité de Versailles, 304 du Traité de Saint-Germain, 232 du Traité de Neuilly, et 288 du Traité de Trianon. | |
| AUTRICHE (15 novembre 1923) | | |
| EMPIRE BRITANNIQUE y compris l'île de <i>Terre-Neuve</i> (2 août 1922) | | |
| Sous réserve de la déclaration insérée au procès-verbal de la séance du 19 avril 1921, relative aux Dominions britanniques non représentés à la Conférence de Barcelone. | | |
| <i>Etats Malais fédérés : Perak, Selangor, Negri Sembilan et Pahang</i> (22 août 1923 a) | | SUÈDE (15 septembre 1927) |
| <i>Etats Malais non fédérés : Brunei, Johore, Kedah, Perlis, Kelantan et Trengganu</i> (22 août 1923 a) | | TCHÉCOSLOVAQUIE (8 septembre 1924) |
| <i>Palestine</i> (28 janvier 1924 a) | | THAÏLANDE (29 novembre 1922 a) |
| NOUVELLE-ZÉLANDE (2 août 1922) | | TURQUIE (27 juin 1933 a) |
| INDE [2 août 1922] ² | | <i>Signatures ou adhésions non encore suivies de ratification</i> |
| BULGARIE (11 juillet 1922) | | BELGIQUE |
| CHILI (19 mars 1928) | BOLIVIE | |
| DANEMARK (13 novembre 1922) | CHINE | |
| FINLANDE (29 janvier 1923) | COLOMBIE a) | |
| FRANCE (31 décembre 1926) | ESPAGNE | |
| GRÈCE (3 janvier 1928) | ESTONIE | |
| HONGRIE (18 mai 1928 a) | GUATEMALA | |
| ITALIE (5 août 1922) | LITHUANIE | |
| LUXEMBOURG (19 mars 1930) | PANAMA | |
| NORVÈGE (4 septembre 1923) | PÉROU a) | |
| ROUMANIE (9 mai 1924 a) | POLOGNE | |
| | PORTUGAL | |
| | URUGUAY | |

Actes postérieurs à la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a assumé les fonctions de dépositaire

| | <i>Adhésion (a), notification de succession (d)</i> | |
|---------------|---|--------|
| MALTE | 13 mai | 1966 d |
| NIGÉRIA | 3 novembre | 1967 a |

¹ Enregistrés sous le numéro 172. Voir *Recueil des Traités de la Société des Nations*, vol. 7, p. 35.

Ratifications et adhésions postérieures à l'enregistrement : voir vol. 11, p. 406; vol. 15, p. 306; vol. 19, p. 280; vol. 24,

p. 156; vol. 50, p. 160; vol. 59, p. 344; vol. 69, p. 71; vol. 96, p. 182; et vol. 134, p. 393.

² L'avis de dénonciation de la Convention par le Gouvernement indien a été reçu par le Secrétaire général le 26 mars 1956 et a pris effet le 26 mars 1957.

18. Protocole additionnel à la Convention sur le régime des voies navigables d'intérêt international

Barcelone, 20 avril 1921¹

EN VIGUEUR depuis le 31 octobre 1922.

| <i>Ratifications ou adhésions définitives</i> | <i>Ratifications ou adhésions définitives</i> |
|---|--|
| ALBANIE (8 octobre 1921) | CHILI (19 mars 1928) Dans l'étendue indiquée au paragraphe b). |
| AUTRICHE (15 novembre 1923 a) Dans l'étendue indiquée sous la lettre a). | DANEMARK (13 novembre 1922) En acceptant le paragraphe a). |
| EMPIRE BRITANNIQUE (2 août 1922) En ce qui concerne seulement le Royaume-Uni. En acceptant le paragraphe a). | FINLANDE (29 janvier 1923) En acceptant le paragraphe b). |
| <i>Terre-Neuve</i> (2 août 1922) Dans l'étendue indiquée sous la lettre a). | GRÈCE (3 janvier 1928) |
| <i>Nyassaland (Protectorat), Tanganyika (Territoire du)</i> (2 août 1922) Dans l'étendue définie sous la lettre b). | HONGRIE (18 mai 1928 a) Dans l'étendue indiquée sous la lettre a). |
| <i>Bahamas, Barbade (La), Ceylan, Chypre, Côte de l'Or (Achanti et Territoires septentrionaux), Fidji, Gambie (Colonie et Protectorat), Gibraltar, Colonie des îles Gilbert et Ellice, Guyane britannique, Hong-kong, îles du Vent (Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent), îles Sous-le-Vent, Jamaïque (y compris les îles Turques, Caïques et Caïmans), Kenya (Colonie et Protectorat), Malte, Maurice, Nigéria : a) Colonie, b) Protectorat, Ouganda (Protectorat de l'), Sainte-Hélène, îles Salomon britanniques, Seychelles, Sierra Leone (Colonie et Protectorat), Straits Settlements, Tonga, Trinité-et-Tobago, Zanzibar</i> (2 août 1922 a) Dans l'étendue définie sous la lettre a). | LUXEMBOURG (19 mars 1930 a) Dans l'étendue indiquée sous la lettre a). |
| <i>Etats Malais fédérés : Perak, Selangor, Negri Sembilan et Pahang</i> (22 août 1923 a) Dans l'étendue indiquée sous la lettre a). | NORVÈGE (4 septembre 1923) En acceptant le paragraphe a). |
| <i>Etats Malais non fédérés : Brunei, Johore, Kedah, Perlis, Kelantan et Trengganu</i> (22 août 1923 a) Dans l'étendue indiquée sous la lettre a). | ROUMANIE (9 mai 1924 a) Ne peut accepter aucune restriction relative à la complète liberté d'administration sur les voies qui ne sont pas d'intérêt international, c'est-à-dire sur les rivières purement nationales, tout en admettant les principes de la liberté, conformément aux lois du pays. |
| <i>Palestine</i> (28 janvier 1924 a) Dans l'étendue indiquée au paragraphe a) du Protocole. | SUÈDE (15 septembre 1927 a) En acceptant le paragraphe b). |
| <i>Bermudes</i> (27 décembre 1928 a) Dans l'étendue indiquée sous la lettre a). | TCHÉCOSLOVAQUIE (8 septembre 1924) En acceptant le paragraphe b). |
| NOUVELLE-ZÉLANDE (2 août 1922) En acceptant le paragraphe a). | THAÏLANDE (29 novembre 1922 a) Dans l'étendue indiquée sous la lettre a). |
| INDE [2 août 1922] ² En ce qui concerne seulement l'Inde et en acceptant le paragraphe a). | TURQUIE (27 juin 1933 a) Dans l'étendue indiquée sous la lettre a). |
| | <i>Signatures ou adhésions non encore suivies de ratification</i> |
| | BELGIQUE En acceptant le paragraphe a). |
| | ESPAGNE En acceptant le paragraphe a). |
| | PÉROU a) |
| | PORTUGAL |

¹ Enregistré sous le numéro 173. Voir *Recueil des Traités de la Société des Nations*, vol. 7, p. 65.

Ratifications et adhésions postérieures à l'enregistrement : voir vol. 11, p. 406 ; vol. 15, p. 308 ; vol. 19, p. 280 ; vol. 24,

p. 156 ; vol. 59, p. 345 ; vol. 69, p. 71 ; vol. 78, p. 437 ; vol. 96, p. 182 ; et vol. 134, p. 394.

² L'avis de dénonciation du Protocole additionnel par le Gouvernement indien a été reçu par le Secrétaire général le 26 mars 1956 et a pris effet le 26 mars 1957.

Actes postérieurs à la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a assumé les fonctions de dépositaire³

| | <i>Notification de succession (d) adhésion (a)</i> | |
|---|--|---------------|
| MALTE | 13 mai | 1966 <i>d</i> |
| Dans l'étendue indiquée sous la lettre <i>a</i> . | | |
| NIGÉRIA | 3 novembre | 1967 <i>a</i> |
| Dans toute la mesure indiquée à l'alinéa <i>a</i> , à savoir sous réserve de réciprocité sur toutes les voies navigables. | | |

³ Voir également note 2, p. 392.

19. Déclaration portant reconnaissance du droit au pavillon des Etats dépourvus de littoral maritime

Barcelone, 20 avril 1921¹

EN VIGUEUR

| <i>Ratifications ou adhésions définitives</i> | <i>Ratifications ou adhésions définitives</i> |
|--|--|
| ALBANIE (8 octobre 1921) | MEXIQUE (17 octobre 1935 a) |
| ALLEMAGNE (10 novembre 1931 a) | NORVÈGE (4 septembre 1923) |
| AUTRICHE (10 juillet 1924) | *PAYS-BAS (y compris les <i>Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao</i>) (28 novembre 1921) |
| BELGIQUE (16 mai 1927) | POLOGNE (20 décembre 1924) |
| EMPIRE BRITANNIQUE, y compris l'île de <i>Terre-Neuve</i> (9 octobre 1922) | ROUMANIE (22 février 1923 a) |
| CANADA (31 octobre 1922 a) | SUÈDE (19 janvier 1925) |
| AUSTRALIE (31 octobre 1922 a) | *SUISSE (30 novembre 1921) |
| NOUVELLE-ZÉLANDE (9 octobre 1922) | TCHÉCOSLOVAQUIE (8 septembre 1924) |
| UNION SUD-AFRICAINE (31 octobre 1922 a) | THAÏLANDE (29 novembre 1922 a) |
| INDE (9 octobre 1922) | TURQUIE (27 juin 1933 a) |
| BULGARIE (11 juillet 1922) | UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES (16 mai 1935 a) |
| CHILI (19 mars 1928) | YOUgosLAVIE (7 mai 1930) |
| DANEMARK (13 novembre 1922) | <i>Signatures ou adhésions non encore suivies de ratification</i> |
| ESPAGNE (1 ^{er} juillet 1929) | BOLIVIE |
| *ESTONIE (30 août 1929) | CHINE |
| FINLANDE (22 septembre 1922 a) | GUATEMALA |
| *FRANCE | IRAN |
| GRÈCE (3 janvier 1928) | LITHUANIE |
| HONGRIE (18 mai 1928 a) | PANAMA |
| IRAK (17 avril 1935 a) | PÉROU a) |
| *ITALIE | PORTUGAL |
| JAPON (20 février 1924) | URUGUAY |
| LETTONIE (12 février 1924) | |

Actes postérieurs à la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a assumé les fonctions de dépositaire

| | <i>Notification de succession (d)</i> |
|--------------|---------------------------------------|
| MALTE | 21 septembre 1966 |
| RWANDA | 10 février 1965 |

* Accepte la Déclaration comme obligatoire sans ratification.

¹ Enregistrée sous le numéro 174. Voir *Recueil des Traités de la Société des Nations*, vol. 7, p. 73.

Ratifications et adhésions postérieures à l'enregistrement :

voir vol. 11, p. 410; vol. 15, p. 308; vol. 19, p. 280; vol. 24, p. 158; vol. 31, p. 244; vol. 59, p. 345; vol. 69, p. 72; vol. 88, p. 283; vol. 92, p. 363; vol. 96, p. 183; vol. 117, p. 48; vol. 130, p. 441; vol. 134, p. 394; vol. 156, p. 177; et vol. 160, p. 327.

20. Convention et Statut sur le régime international des ports maritimes et Protocole de signature

Genève, 9 décembre 1923¹

EN VIGUEUR depuis le 26 juillet 1926 (article 6).

Ratifications ou adhésions définitives

ALLEMAGNE (1^{er} mai 1928)

Conformément à l'article 12 du Statut sur le régime international des ports maritimes, le Gouvernement allemand déclare qu'il se réserve le droit de limiter, suivant sa propre législation, le transport des émigrants aux navires auxquels il aura accordé des patentes, comme remplissant les conditions requises dans sa législation.

Pour l'exercice de ce droit, le Gouvernement allemand s'inspirera, comme jusqu'à présent, autant que possible, des principes du présent Statut.

AUTRICHE (20 janvier 1927 a)

BELGIQUE (16 mai 1927)

Ne s'étend ni au Congo belge ni au territoire du Ruanda-Urundi placé sous le mandat de la Belgique, sans préjudice du droit de ratifier ultérieurement, au nom de l'un ou de l'autre de ces territoires ou de ces deux territoires.

En ce qui concerne l'article 12 du Statut, la Belgique possède une législation sur le transport des émigrants, et cette législation, sans établir aucune discrimination à l'égard des pavillons et, en conséquence, sans rompre le principe de l'égalité de traitement des pavillons, impose des obligations spéciales à tout navire transportant des émigrants.

EMPIRE BRITANNIQUE (29 août 1924)

Il est déclaré dans les instruments de ratification que celle-ci ne s'étend pas au Dominion du Canada, au Commonwealth d'Australie, au Dominion de la Nouvelle-Zélande, à l'Union Sud-Africaine, à l'Etat libre d'Irlande (ou à tout territoire sous leur autorité) et à l'Inde, et que, en vertu de la faculté prévue à l'article 9 de cette Convention, cette ratification ne s'étend à aucun des colonies, possessions ou protectorats, ni aux territoires sous mandat de Sa Majesté Britannique; sans que préjudice soit porté au droit de ratifier ou d'adhérer ultérieurement au nom de l'un quelconque ou de l'ensemble de ces dominions, colonies, possessions, protectorats ou territoires.

Terre-Neuve (23 avril 1925 a)

Rhodésie du Sud (23 avril 1925 a)

Bahamas, Barbade (La), Bermudes, Brunéi, Ceylan, Chypre, Côte de l'Or, Falkland (Iles et dépendances), Fidji, Gambie (Colonie et Protectorat), Gibraltar, Gilbert (Colonie des îles Gilbert et Ellice), Grenade, Guyane britannique, Honduras britannique, Hong-kong, îles Sous-le-Vent (Anti-

Ratifications ou adhésions définitives

goa, Dominique, Montserrat, Saint-Christophe et Névis, îles Vierges), Jamaïque (à l'exception des îles Turques, Caïques et Caïmans), Kenya (Colonie et Protectorat), Malais [a) Etats Malais fédérés : Negri Sembilan, Pahang, Perak, Selangor; b) Etats Malais non fédérés : Johore, Kedah, Kelantan, Perlis, Trengganu], Maurice, Nigéria [a) Colonie, b) Protectorat, c) Cameroun sous mandat britannique], Palestine (à l'exclusion de la Transjordanie), Sainte-Hélène, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, Salomon (Protectorat des îles Salomon britanniques), Seychelles, Sierra Leone (Colonie et Protectorat), Somaliland, Straits Settlements, Tanganyika (Territoire du), Tonga, Transjordanie, Trinité-et-Tobago, Zanzibar

(22 septembre 1925 a)

Malte (7 novembre 1925 a)

AUSTRALIE (29 juin 1925 a)

Cette adhésion ne s'étend pas à la Papouasie, à l'île de Norfolk et aux territoires sous mandat de Nauru et de la Nouvelle-Guinée.

NOUVELLE-ZÉLANDE (1^{er} avril 1925)

Y compris le territoire sous mandat du Samoa occidental.

INDE (1^{er} avril 1925)

DANEMARK (27 avril 1926)

A l'exception du Groenland, dont les ports maritimes sont soumis à un régime particulier.

ESTONIE (4 novembre 1931)

Le Gouvernement estonien se réserve le droit concernant le transport des émigrants stipulé à l'article 12 du Statut.

FRANCE (2 août 1932 a)

Aura la faculté de suspendre, conformément à l'article 8 du Statut, le bénéfice de l'égalité de traitement pour la marine marchande d'un Etat qui, en faisant usage de la disposition de l'article 12, paragraphe 1, viendrait à rompre lui-même l'égalité de traitement au profit de sa marine.

N'engage pas l'ensemble des protectorats, colonies, possessions ou territoires d'outre-mer soumis à la souveraineté ou à l'autorité de la République française.

GRÈCE (24 janvier 1927)

Sous réserve du droit concernant l'émigration dont à l'article douze (12) de ce Statut.

¹ Enregistrés sous le numéro 1379. Voir *Recueil des Traités de la Société des Nations*, vol. 58, p. 285.

Ratifications et adhésions postérieures à l'enregistrement:

voir vol. 69, p. 102; vol. 72, p. 485; vol. 83, p. 416; vol. 107, p. 491; vol. 117, p. 184; vol. 122, p. 349; vol. 142, p. 342; et vol. 147, p. 332.

Ratifications ou adhésions définitives

- HONGRIE (21 mars 1929)
Sous réserve du droit prévu au sujet de l'émigration à l'article 12 du Statut.
- IRAK (1^{er} mai 1929 a)
Sous réserve de tous les droits prévus au sujet de l'émigration à l'article 12 du Statut.
- ITALIE (16 octobre 1933)
Sous réserve du droit concernant l'émigration dont à l'article douze (12) de ce Statut.
Cette ratification ne s'étend ni aux colonies, ni aux possessions italiennes.
Cette ratification ne saurait être interprétée comme impliquant l'admission ou la reconnaissance d'une réserve ou déclaration quelconque tendant à limiter, de n'importe quelle manière, le droit que l'article 12 du Statut confère aux Hautes Parties contractantes.
- JAPON (30 septembre 1926)
Sous réserve du droit concernant les émigrants prévu à l'article 12 du Statut.
- MEXIQUE (5 mars 1934 a)
- NORVÈGE (21 juin 1928)
- PAYS-BAS (22 février 1928)
Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao
(22 février 1928 a)
Le Gouvernement néerlandais se réserve le droit visé à l'article 12, alinéa 1, du Statut annexé à la Convention, étant bien entendu qu'aucune discrimina-

Ratifications ou adhésions définitives

- tion ne sera faite au détriment du pavillon de tout Etat contractant, qui, en ce qui concerne le transport des émigrants, ne fait pas de discrimination au détriment du pavillon néerlandais.
- SUÈDE (15 septembre 1927)
- SUISSE (23 octobre 1926)
- TCHÉCOSLOVAQUIE (10 juillet 1931)
Sous réserve du droit concernant l'émigration dont à l'article douze (12) de ce Statut.
- THAÏLANDE (9 janvier 1925)
- YOUGOSLAVIE (20 novembre 1931)
Sous réserve du droit concernant l'émigration dont à l'article douze (12) de ce Statut.

Signatures ou adhésions non encore suivies de ratification

- BRÉSIL
- BULGARIE
- CHILI
- ESPAGNE
Sous réserve du droit concernant l'émigration dont à l'article douze (12) de ce Statut.
- LITHUANIE
Sous réserve du droit concernant l'émigration dont à l'article douze (12) de ce Statut.
- PANAMA a)
- SALVADOR
- URUGUAY

**Actes postérieurs à la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies a assumé les fonctions de dépositaire**

| | <i>Adhésion (a), notification de succession (d)</i> | |
|-------------------------------|---|--------|
| CHYPRE | 9 novembre | 1964 d |
| CÔTE D'IVOIRE | 22 juin | 1966 a |
| HAUTE-VOLTA | 18 juillet | 1966 a |
| MADAGASCAR ² | 4 octobre | 1967 a |
| MALAISIE | 31 août | 1966 a |
| MALTE | 18 avril | 1966 d |
| NIGÉRIA | 3 novembre | 1967 a |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | 14 juin | 1966 a |

² L'instrument d'adhésion est assorti de la réserve suivante:

"... le Gouvernement de la République malgache aura la faculté de suspendre, conformément à l'article 8 du Statut, le bénéfice de l'égalité de traitement pour la marine marchande d'un Etat qui, en faisant usage de la disposition de l'article 12, paragraphe 1, viendrait à rompre lui-même l'égalité de traitement au profit de sa marine."

21. Convention sur le régime fiscal des véhicules automobiles étrangers, avec Protocole - Annexe

Genève, 30 mars 1931¹

EN VIGUEUR depuis le 9 mai 1933 (article 14).

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|---|---------------------|
| BELGIQUE | (9 novembre 1932) |
| Sous réserve d'adhésion ultérieure pour les colonies et territoires sous mandat. | |
| *GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD | [20 avril 1932] |
| Ne couvre pas les colonies, protectorats ou territoires d'outre-mer, ou territoires placés sous la suzeraineté ou le mandat de Sa Majesté Britannique. | |
| <i>Rhodésie du Sud</i> | (6 août 1932 a) |
| <i>Terre-Neuve</i> | (9 janvier 1933 a) |
| <i>Ceylan, Chypre, Côte de l'Or [a) Colonie, b) Achanti, c) Territoires septentrionaux, d) Togo sous mandat britannique], Hong-kong, îles du Vent (Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent), Jamaïque, Malte</i> | (3 janvier 1935 a) |
| <i>Nigéria [a) Colonie, b) Protectorat, c) Cameroun sous mandat britannique], Sierra Leone (Colonie et Protectorat)</i> | (11 mars 1936 a) |
| <i>Palestine (à l'exclusion de la Transjordanie)</i> | (29 avril 1936 a) |
| <i>Malais [a) Etats Malais fédérés : Negri Sembilan, Pahang, Perak, Selangor, b) Etats Malais non fédérés : Johore, Kedah, Kelantan, Perlis, Trengganu], Straits Settlements</i> | (6 novembre 1937 a) |
| <i>Kenya (Colonie et Protectorat), Nyassaland, Ouganda, Rhodésie du Nord, Tanganyika (Territoire du), Zanzibar</i> | (3 mai 1938 a) |
| <i>La Trinité</i> | (21 mai 1940 a) |

* Pour les notifications de dénonciation de ces Etats, voir p. 398.

¹ Enregistrée sous le numéro 3185. Voir *Recueil des Traités de la Société des Nations*, vol. 138, p. 149.

Ratifications et adhésions postérieures à l'enregistrement: voir vol. 142, p. 393; vol. 147, p. 356; vol. 156, p. 260; vol. 160, p. 418; vol. 164, p. 403; vol. 172, p. 426; vol. 181, p. 397; vol. 185, p. 407; vol. 189, p. 483; vol. 196, p. 422; et vol. 200, p. 518.

² Par une communication reçue le 1^{er} mars 1960, le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas a notifié au Secrétaire général

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|---|-----------------------|
| *IRLANDE | [27 novembre 1933 a] |
| BULGARIE | (5 mars 1932 a) |
| *DANEMARK | (4 décembre 1931) |
| EGYPTE | (20 mai 1939 a) |
| ESPAGNE | (3 juin 1933) |
| *FINLANDE | [23 mai 1934 a] |
| GRÈCE | (6 juin 1939 a) |
| IRAK | (20 septembre 1938 a) |
| ITALIE | (25 septembre 1933) |
| LETTONIE | (10 janvier 1939 a) |
| *LUXEMBOURG | [31 mars 1933] |
| PAYS-BAS ² (y compris les <i>Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao</i>) | (16 janvier 1934) |
| POLGNE | (15 juin 1934) |
| PORTUGAL | (23 janvier 1932) |
| N'assume aucune obligation en ce qui concerne ses colonies. | |
| *ROUMANIE | [19 juin 1935 a] |
| SUÈDE | (9 novembre 1933) |
| SUISSE | (19 octobre 1934) |
| TURQUIE | (25 septembre 1936) |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES | (23 juillet 1935 a) |
| YUGOSLAVIE | (9 mai 1933 a) |

Signature non encore suivie de ratification

TCHÉCOSLOVAQUIE

qu'il ne se considérera plus tenu, pour le Royaume dans son ensemble, par les dispositions de la Convention de 1931 dans ses rapports avec ceux des Etats parties à ladite Convention à l'égard desquels la Convention de 1956 [relative au régime fiscal des véhicules routiers à usage privé en circulation internationale] sera entrée en vigueur, et ce à compter des dates d'entrée en vigueur de la Convention de 1956 entre lesdits Etats et le Royaume des Pays-Bas, étant entendu toutefois qu'il devra s'être écoulé un an à dater du jour où le Secrétaire général aura reçu la présente déclaration.

**Actes postérieurs à la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies a assumé les fonctions de dépositaire^{3,4}**

| | <i>Dénonciation⁵</i> | |
|-----------------------------|---------------------------------|------|
| DANEMARK | 7 mars | 1968 |
| FINLANDE ⁶ | 10 septembre | 1956 |
| IRLANDE | 18 mars | 1963 |
| LUXEMBOURG | 2 juin | 1965 |
| ROUMANIE | 10 juillet | 1967 |
| ROYAUME-UNI | 14 janvier | 1963 |

³ Une nouvelle convention sur la question du régime fiscal des véhicules automobiles étrangers a été élaborée dans le cadre du Comité des transports intérieurs de la Commission économique pour l'Europe et ouverte à la signature à Genève le 18 mai 1956, à savoir, la Convention relative au régime fiscal des véhicules routiers à usage privé en circulation internationale. Son article 4 stipule :

“Dès qu'un pays partie contractante à la Convention du 30 mars 1931 sur le régime fiscal des véhicules automobiles étrangers sera devenu partie contractante à la présente Convention, il prendra les mesures prévues à l'article 17 de la Convention de 1931 pour dénoncer celle-ci.”

Pour la liste des signatures, ratifications et adhésions à la Convention du 18 mai 1956, voir p. 252.

⁴ Voir également note 2, p. 397.

⁵ Conformément à l'article 17, la dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle le Secrétaire général l'a reçue.

⁶ Par une communication reçue le 31 juillet 1967, le Gouvernement finlandais, se référant à sa notification de dénonciation, a notifié au Secrétaire général que ladite notification ne doit prendre effet à l'égard de la Finlande que le 10 septembre 1957, c'est-à-dire un an après la date à laquelle le Secrétaire général l'a reçue si la Convention du 18 mai 1956, à laquelle la Finlande est Partie, est entrée en vigueur à cette date. Au cas où cette Convention ne serait pas entrée en vigueur au 10 septembre 1957, le Gouvernement finlandais entend que sa dénonciation ne prenne effet, par la suite, qu'à la date d'entrée en vigueur de ladite Convention.

22. Convention pour la simplification des formalités douanières, et Protocole

Genève, 3 novembre 1923¹

EN VIGUEUR depuis le 27 novembre 1924 (article 26).

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|--------------------|-----------------------------|
| ALLEMAGNE | (1 ^{er} août 1925) |
| AUTRICHE | (11 septembre 1924) |
| BELGIQUE | (4 octobre 1924) |
| BRÉSIL | (10 juillet 1929) |
| EMPIRE BRITANNIQUE | (29 août 1924) |

Il est déclaré dans l'instrument de ratification que celle-ci ne s'étend pas au Dominion du Canada, au Commonwealth d'Australie (ou tout territoire sous son autorité), à l'Etat libre d'Irlande et à l'Inde et qu'en vertu de la faculté prévue à l'article XXIX de la Convention, cette ratification ne s'étend pas à l'île de Terre-Neuve ni aux territoires sous mandat de Sa Majesté Britannique : Irak et Nauru. Elle ne s'étend pas au Soudan.

Birmanie

| | |
|-----------|----------------|
| AUSTRALIE | (13 mars 1925) |
|-----------|----------------|

A l'exclusion de la Papouasie, de l'île de Norfolk et du territoire sous mandat de la Nouvelle-Guinée.

| | |
|------------------|----------------|
| NOUVELLE-ZÉLANDE | (29 août 1924) |
|------------------|----------------|

Engage le territoire sous mandat du *Samoa occidental*.

| | |
|---------------------|----------------|
| UNION SUD-AFRICAINE | (29 août 1924) |
|---------------------|----------------|

| | |
|------|----------------|
| INDE | (13 mars 1925) |
|------|----------------|

| | |
|----------|--------------------|
| BULGARIE | (10 décembre 1926) |
|----------|--------------------|

| | |
|-------|-------------------|
| CHINE | (23 février 1926) |
|-------|-------------------|

| | |
|----------|---------------|
| DANEMARK | (17 mai 1924) |
|----------|---------------|

| | |
|--------|----------------|
| EGYPTE | (23 mars 1925) |
|--------|----------------|

| | |
|---------|---------------------|
| ESTONIE | (28 février 1930 a) |
|---------|---------------------|

| | |
|----------|---------------|
| FINLANDE | (23 mai 1928) |
|----------|---------------|

| | |
|--------|---------------------|
| FRANCE | (13 septembre 1926) |
|--------|---------------------|

Ne s'applique pas aux colonies soumises à sa souveraineté.

| | |
|---------------------------------------|-------------------|
| Maroc (<i>Protectorat français</i>) | (8 novembre 1926) |
|---------------------------------------|-------------------|

| | |
|---------|-------------------|
| Tunisie | (8 novembre 1926) |
|---------|-------------------|

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|--|-----------------------|
| <i>Syrie et Liban</i> | (9 mars 1933 a) |
| GRÈCE | (6 juillet 1927) |
| HONGRIE | (23 février 1926) |
| IRAK | (3 mai 1934 a) |
| IRAN | (8 mai 1925 a) |
| ITALIE | (13 juin 1924) |
| LETTONIE | (28 septembre 1931 a) |
| LUXEMBOURG | (10 juin 1927) |
| NORVÈGE | (7 septembre 1926) |
| PAYS-BAS (y compris les <i>Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao</i>) | (30 mai 1925) |
| POLOGNE | (4 septembre 1931) |
| ROUMANIE | (23 décembre 1925) |

Sous les mêmes réserves formulées par les différents gouvernements insérées à l'article 6 du Protocole, et le Gouvernement royal entend que l'article 22 de la Convention confère le droit de recourir à la procédure prévue dans ledit article aux seules Hautes Parties contractantes, pour des questions d'ordre général, les simples particuliers ne pouvant saisir que les instances judiciaires nationales en cas de désaccord avec les autorités du Royaume.

| | |
|-----------------|-------------------|
| SUÈDE | (12 février 1926) |
| SUISSE | (3 janvier 1927) |
| TCHÉCOSLOVAQUIE | (10 février 1927) |
| THAÏLANDE | (19 mai 1925) |
| YOUgoslavIE | (2 mai 1929) |

Signatures non encore suivies de ratification

| |
|-----------|
| CHILI |
| ESPAGNE |
| LITHUANIE |
| PARAGUAY |
| PORTUGAL |
| URUGUAY |

Actes postérieurs à la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a assumé les fonctions de dépositaire

| | Ratification, adhésion (a) | notification de succession (d) |
|-----------|----------------------------|--------------------------------|
| CHYPRE | 6 mai | 1964 d |
| ISRAËL | 29 août | 1966 a |
| JAPON | 29 juillet | 1952 |
| MALAWI | 16 février | 1967 a |
| NIGER | 14 mars | 1966 a |
| NIGÉRIA | 14 septembre | 1964 d |
| PAKISTAN | 27 janvier | 1951 d |
| SINGAPOUR | 22 décembre | 1967 a |

¹ Enregistrée sous le numéro 775. Voir *Recueil des Traités de la Société des Nations*, vol. 30, p. 371.

La Convention et le Protocole sont entrés en vigueur le même jour.

Ratifications et adhésions postérieures à l'enregistrement: voir vol. 35, p. 324; vol. 39, p. 208; vol. 45, p. 140; vol. 50, p. 161; vol. 54, p. 398; vol. 59, p. 365; vol. 69, p. 79; vol. 83, p. 394; vol. 88, p. 319; vol. 92, p. 370; vol. 111, p. 404; vol. 134, p. 401; vol. 147, p. 322, et vol. 196, p. 410.

23. Convention pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux, et Déclaration - Annexe

Genève, 20 février 1935¹

EN VIGUEUR depuis le 23 mars 1938 (articles 13 et 14).

Ratifications ou adhésions définitives

BELGIQUE (21 juillet 1937)

Le Gouvernement belge ne considère pas le seul fait qu'en Belgique l'inspection des viandes, bien qu'effectuée par des vétérinaires de l'Etat ou agréés par lui, se trouve placée sous le contrôle du Ministre de l'intérieur (Inspection des denrées alimentaires), comme étant contraire aux dispositions de l'article 3, paragraphe 5, de la présente Convention; et cela d'autant moins que toutes les prescriptions dudit article sont suivies en Belgique.

BULGARIE (28 août 1936)

IRAK (24 décembre 1937 *a*)

LETTONIE (4 mai 1937)

POLOGNE (3 janvier 1939)

ROUMANIE (23 décembre 1937)

Ratifications ou adhésions définitives

TURQUIE (19 mars 1941)

UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES
(20 septembre 1937)

Signatures ou adhésions non encore suivies de ratification

AUTRICHE

CHILI *a*)

ESPAGNE

FRANCE

GRÈCE

ITALIE

PAYS-BAS (pour le Royaume en Europe)

SUISSE

TCHÉCOSLOVAQUIE

Acte postérieur à la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a assumé les fonctions de dépositaire

Adhésion

YOUgoslavie 8 février 1967

¹ Enregistrée sous le numéro 4310. Voir *Recueil des Traités* de la Société des Nations, vol. 186, p. 173.

Ratifications et adhésions postérieures à l'enregistrement : voir vol. 193, p. 314; et vol. 200, p. 553.

24. Convention concernant le transit des animaux, des viandes et des autres produits d'origine animale, avec Annexe

Genève, 20 février 1935¹

EN VIGUEUR depuis le 6 décembre 1938 (articles 20 et 21).

| <i>Ratifications</i> | <i>Signatures ou adhésions non encore suivies de ratification</i> |
|---|--|
| BELGIQUE (21 juillet 1937) | ITALIE |
| BULGARIE (7 septembre 1938) | PAYS-BAS (pour le Royaume en Europe) |
| LETTONIE (4 mai 1937) | POLOGNE |
| ROUMANIE (23 décembre 1937) | SUISSE |
| TURQUIE (19 mars 1941) | TCHÉCOSLOVAQUIE |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES (20 septembre 1937) | Le Gouvernement tchécoslovaque n'estime pas pouvoir renoncer au droit de subordonner le transit des animaux à travers son territoire à une autorisation préalable. Il est décidé à faire, dans la pratique, du droit qu'il se réserve, un usage aussi libéral que possible, en se conformant aux principes qui sont à la base de la présente convention destinée à faciliter le transit des animaux et des produits animaux. |
| <i>Signatures ou adhésions non encore suivies de ratification</i> | |
| AUTRICHE | |
| CHILI <i>a)</i> | |
| ESPAGNE | |
| FRANCE | |
| GRÈCE | |

Acte postérieur à la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a assumé les fonctions de dépositaire

| | <i>Adhésion</i> |
|------------------|-----------------|
| YUGOSLAVIE | 8 février 1967 |

¹ Enregistrée sous le numéro 4486. Voir *Recueil des Traités* de la Société des Nations, vol. 193, p. 37.

Ratifications et adhésions postérieures à l'enregistrement : voir vol. 200, p. 579.

25. Convention concernant l'exportation et l'importation des produits d'origine animale (autres que les viandes, les préparations de viande, les produits animaux frais, le lait et les dérivés du lait), avec Annexe

Genève, 20 février 1935¹

EN VIGUEUR depuis le 6 décembre 1938 (articles 14 et 15).

| <i>Ratifications</i> | | <i>Signatures ou adhésions non encore suivies de ratification</i> |
|---|---------------------|---|
| BELGIQUE | (21 juillet 1937) | ESPAGNE |
| BULGARIE | (7 septembre 1938) | FRANCE |
| LETONIE | (4 mai 1937) | GRÈCE |
| ROUMANIE | (23 décembre 1937) | ITALIE |
| TURQUIE | (19 mars 1941) | PAYS-BAS (pour le Royaume en Europe) |
| UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES | (20 septembre 1937) | POLOGNE |
| <i>Signatures ou adhésions non encore suivies de ratification</i> | | SUISSE |
| AUTRICHE | | TCHÉCOSLOVAQUIE |
| CHILI <i>a)</i> | | |

Acte postérieur à la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a assumé les fonctions de dépositaire

| | <i>Adhésion</i> |
|------------------|-----------------|
| YUGOSLAVIE | 8 février 1967 |

¹ Enregistrée sous le numéro 4487. Voir *Recueil des Traités* de la Société des Nations, vol. 193, p. 59.

Ratifications et adhésions postérieures à l'enregistrement : voir vol. 200, p. 579.

26. Convention et Statuts établissant une Union internationale de secours

Genève, 12 juillet 1927¹

EN VIGUEUR depuis le 27 décembre 1932 (article 18).

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|---|----------------------|
| ALBANIE | (31 août 1929) |
| ALLEMAGNE | (22 juillet 1929) |
| BELGIQUE | (9 mai 1929) |
| *GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD | [9 janvier 1929 a] |
| Ne couvre pas les colonies, protectorats ou territoires placés sous la suzeraineté ou le mandat de Sa Majesté britannique. | |
| *Birmanie | |
| *NOUVELLE-ZÉLANDE | [22 décembre 1928 a] |
| Etant entendu qu'aucune contribution au fonds initial de l'Union ne viendra à échéance pour la Nouvelle-Zélande avant le commencement de la prochaine année financière dans ce pays, soit le 1 ^{er} avril 1929. | |
| *INDE | [2 avril 1929] |
| BULGARIE | (22 mai 1931) |
| CHINE | (29 mai 1935 a) |
| *CUBA | [18 juin 1934] |
| *EGYPTE | [7 août 1928] |
| Sous réserve d'acceptation ultérieure, par le Gouvernement égyptien, de la décision du Comité exécutif fixant sa cotisation. | |
| EQUATEUR | (30 juillet 1928) |
| FINLANDE | (10 avril 1929) |
| FRANCE | (27 avril 1932) |
| *GRÈCE | [16 janvier 1931] |
| HONGRIE ² | (17 avril 1929) |
| Etant entendu que "les immunités, facilités et franchises les plus favorables" mentionnées à l'article 10 de cette Convention ne comportent ni l'exterritorialité ni les autres droits et immunités dont jouissent en Hongrie les agents diplomatiques dûment accrédités. | |

Ratifications ou adhésions définitives

| | |
|---|-----------------------|
| IRAK | (12 juin 1934 a) |
| IRAN ² | (28 septembre 1932 a) |
| ITALIE | (2 août 1928) |
| S'applique également aux colonies italiennes. | |
| *LUXEMBOURG | [27 juin 1929 a] |
| MONACO | (21 mai 1929) |
| POLOGNE | (11 juillet 1930) |
| *ROUMANIE | [11 septembre 1928] |
| SAINT-MARIN | (12 août 1929) |
| Soudan | (11 mai 1928 a) |
| SUISSE | (2 janvier 1930 a) |
| TCHÉCOSLOVAQUIE ² | (20 août 1931) |
| TURQUIE | (10 mars 1932) |
| VENEZUELA | (19 juin 1929) |
| *YOUgoslavie | [28 août 1931 a] |

Signatures ou adhésions non encore suivies de ratification

BRÉSIL
COLOMBIE
ESPAGNE
GUATEMALA
LETONIE
NICARAGUA
PÉROU
PORTUGAL
URUGUAY

* Pour les notifications de retrait de l'Union internationale de secours transmises au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, voir p. 404.

¹ Enregistrés sous le numéro 3115. Voir *Recueil des Traités de la Société des Nations*, vol. 135, p. 247.

Ratifications et adhésions postérieures à l'enregistrement : voir vol. 147, p. 353; vol. 156, p. 256; et vol. 200, p. 512.

² Voir note 2, p. 404.

**Actes postérieurs à la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies a assumé les fonctions de dépositaire²**

| | <i>Notification de retrait de l'Union internationale de secours³</i> | |
|-----------------------------|---|------|
| BIRMANIE | 1 ^{er} octobre | 1951 |
| CUBA | 8 octobre | 1956 |
| EGYPTE | 1 ^{er} août | 1955 |
| GRÈCE | 6 novembre | 1963 |
| INDE : | 9 novembre | 1950 |
| LUXEMBOURG | 20 avril | 1964 |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 2 août | 1950 |
| ROUMANIE ⁴ | 24 décembre | 1963 |
| ROYAUME-UNI | 4 mai | 1948 |
| YOUgosLAVIE | 5 juillet | 1951 |

² Par une lettre du 6 décembre 1968, le Secrétaire exécutif de l'Union internationale de secours a informé le Secrétaire général que les Gouvernements des Etats suivants s'étaient retirés de l'Union suivant notifications de retrait directement adressées à cette dernière aux dates indiquées :

| | | |
|-----------------------|-------------|------|
| Hongrie | 13 novembre | 1951 |
| Irak | 10 avril | 1961 |
| Tchécoslovaquie | 30 juin | 1951 |

³ Conformément à l'article 19, les stipulations de la Convention cesseront d'être applicables au territoire du membre qui s'est retiré de l'Union un an après la réception de ce préavis par le Secrétaire général.

⁴ La notification de retrait contient la déclaration ci-après :

"La République populaire roumaine communique son préavis et par ce fait se considère exemptée de toute obligation découlant de la Convention de l'UIS.

"En ce qui concerne la préoccupation pour la liquidation des conséquences d'éventuelles calamités naturelles, le Gouvernement de la République populaire roumaine accordera — comme il l'a fait jusqu'à présent — son aide aux pays qui subiraient de telles calamités, par les voies qu'il considérera adéquates."

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre librairie ou adressez-vous à: Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.